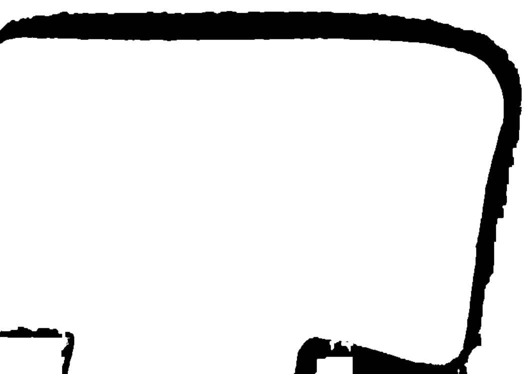






HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine, n° 2.

HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,
Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE,
grand'croix de plusieurs ordres.

TOME SEPTIÈME.

CAMPAGNE DE 1795.

A PARIS,
CHEZ ANSELIN ET POCHARD,
SUCCESSEURS DE MAGIMEL,
LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1821.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VIII.

CAMPAGNE DE 1795. — PREMIÈRE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

État de l'Europe et de la France en particulier.—La Prusse, abandonnant la Hollande à son sort, fait sa paix séparée à Bâle. — L'Angleterre décidée à redoubler d'efforts, resserre ses liens avec l'Autriche par le traité du 20 mai, et profite du retour de ses troupes pour s'emparer des colonies hollandaises.—L'Irlande s'agite; les catholiques s'unissent par des associations secrètes.— Sortie intempestive et désastre de la flotte de Brest. —Traités de la Jaunais, de la Mabilais et de St.-Florent avec les Vendéens.— Nouvelle composition du comité de salut public; Sieyes y entre, et Aubry remplace Carnot. — Traité de Sieyes avec la république batave. — Les Jacobins menacent de reprendre le dessus. — Insurrections du 12 germinal et 1er prairial.— Une agence royale est établie à Paris pour organiser la réaction. — Rapport du comité chargé de rédiger une nouvelle constitution. — Mort du Dauphin. — Le Régent se fait proclamer roi à Vérone.

Stagnation des troupes sur le Rhin. — Travaux de Kléber devant Mayence. — Blocus et prise de Luxembourg. — Relations de Pichegru avec les émigrés.

Préparatifs en Italie. — Les Français tentent une expédition en Corse; mais leur escadre battue à la hauteur d'Alassio rentre à Toulon. Troubles dans cette ville; les Impériaux en profitent pour s'emparer de Savone et de la rivière de Gênes. — Kellermann se replie sur la ligne de Borghetto. — Combat naval des îles d'Hières.

Ouverture de la campagne aux frontières d'Espagne; l'armée des Pyrénées-Orientales, réduite à la défensive par le plan du comité, entreprend un fourrage sur la Fluvia; combats qui en résultent. Celle des Pyrénées-Occidentales sous Moncey, prend son essor en Navarre et en Biscaye.—Passage de la Déba.—Combats d'Irursun et de Salinas.—Entrée des Français à Bilbao et à Vittoria.—L'Espagne signe la paix à Bâle.

État de la Vendée depuis la pacification. — Hoche fait arrêter Cormatin, et les hostilités recommencent en Bretagne.—Les Anglais, entraînés par les projets de Puisaye et le désir de faire une diversion favorable à l'Autriche, préparent une expédition contre les côtes de cette province. — Le comte d'Artois envoie le marquis de Rivière pour rétablir la bonne intelligence entre Charette et Stofflet. — Combat naval de Lorient. — Les émigrés descendent à Quiberon, où Hoche les détruit; les Chouans sous Tinteniac sont battus et dispersés; Charette et Stofflet restent dans l'inaction en Vendée, attendant l'issue de l'expédition.

CHAPITRE XLV.

État de l'Europe et de la France en particulier — Paix en Vendée. — Insurrections parisiennes des 8 et 12 germinal. — Décrets du 11 avril. — Agence royale établie à Paris pour diriger la réaction. — Insurrection de la capitale au 1er prairial. — Mort du Dauphin. — Discussion de la constitution. — Révolte de Toulon.

A L'OUVERTURE de la quatrième campagne, la position relative des puissances belligérantes se trouvait totalement changée. Par la série non interrompue de succès obtenus dans celle de 1794, la république avait tranché de son épée redoutable le nœud de la coalition; et la politique, toujours soumise à la victoire, ne cherchait plus qu'à garantir ceux qui se croyaient exposés à sa vengeance. Telle est, dit Machiavel, la destinée d'une nation qui s'est fait une réputation par la guerre; chacun désire son alliance, chacun cherche à éviter les coups qu'elle peut lui porter.

Tous les coalisés s'observaient et n'étaient plus retenus que par la fausse honte d'entrer en né-

gociation avec un gouvernement que naguères ils juraient de renverser, et pour lequel ils affectaient encore le plus profond mépris.

Prusse. Enfin le prince qui avait ambitionné le titre d'Agamemnon de la ligue, Frédéric-Guillaume II, secoua le premier le joug de l'opinion : son peuple, il est vrai, condamnait hautement la guerre; mais on ne pouvait présumer que le Souverain, qui arma en 1788 pour assurer au Stathouder des priviléges contestés, lui témoignerait aussi peu d'intérêt dans une circonstance où il s'agissait de son existence même.

En effet, l'invasion de la Hollande qui, un siècle auparavant, produisit une ligue de tous les états pour mettre un frein à la puissance de Louis XIV, et qui de nos jours eût justifié l'alliance de tant d'intérêts opposés, devint au contraire le signal de rupture d'une coalition jusqu'alors contraire aux intérêts de plusieurs nations. Cette rupture aussi difficile à expliquer que l'alliance elle-même, prouva que les cabinets furent bien plus influencés par de petites passions que guidés par les calculs d'une sage politique.

La Prusse se repentit sans doute de s'être engagée dans une guerre où elle n'avait aucun avantage réel en 1792, et qui depuis lors avait pris un caractère tout différent par suite des prétentions de l'Autriche et de l'Angleterre. Mais ce n'était pas une raison de quitter la partie,

alors qu'elle devenait un devoir pour le cabinet de Berlin : la maison d'Orange étant son alliée la plus intime par les liens du sang, comme par sa position, tout faisait une loi à Frédéric-Guillaume de la soutenir. D'ailleurs ce prince ne pouvait voir d'un œil tranquille le directoire français reculer les bornes de sa puissance jusqu'aux frontières de Westphalie; et il ne devait poser les armes qu'après avoir compris la Hollande dans son traité avec la France et dans la ligne de neutralité qui en fut le complément.

La paix de Bâle avec une telle clause eût été alors un acte très-sage du ministère prussien; car les acquisitions de la France en Belgique n'eussent été qu'une juste compensation de celles que les trois puissances venaient de faire en Pologne, et l'état relatif des partis fût resté à peu près le même qu'en 1792. La France, de son côté, y eût gagné l'avantage de mettre la marine et les colonies hollandaises à l'abri, et de pouvoir disposer de l'armée du Nord pour dicter la paix à l'Autriche.

A la vérité, la révolution récente des Provinces-Unies, et la fuite du Stathouder en Angleterre, laissaient des doutes sur la possibilité de rétablir la maison d'Orange, à moins que la république française n'abandonnât le parti patriote: alternative pénible, et propre à justifier ce que nous avons dit des funestes effets du propagan-

aux Impériaux les moyens d'envahir de nouveau la Belgique.

Hollande. La conquête de la Hollande, la fuite du Stathouder en Angleterre, et l'abolition de cette magistrature héréditaire qui en avait été la suite, aplanirent toutes les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix entre les deux républiques. En effet, le 16 mars, celle des Provinces-Unies reconstituée, signa avec la France un traité d'alliance dont les principales dispositions accordaient à cette dernière 100 millions de florins à titre de paiement des frais de la guerre; la libre navigation du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut et du Hondt; la cession de Venlo et de Maëstricht; le droit de mettre garnison perpétuelle à Flessingue; enfin, celui d'occuper Berg-op-Zoom, Grave et Bois-le-Duc, en cas d'hostilités du côté du Rhin ou de la Zélande. Le contingent de la république batave fut fixé à 12 vaisseaux de ligne et 18 frégates qui devaient être employés principalement dans les mers du Nord et de la Baltique, et à moitié des troupes de terre qu'elle avait sur pied.

Ce traité généralement regardé comme des plus favorables à la France, eût été d'un effet admirable en 1787, mais dans ces fâcheuses circonstances, il achevait la ruine de la Hollande sans qu'il en résultât d'avantage réel. La force et les richesses de ce pays ne consistaient pas dans

sa ligne de places fortes, ni dans quelques millions de numéraire, mais bien dans ses colonies et ses comptoirs lointains. Or, la marine française se trouvant hors d'état de les couvrir dans les deux Indes, l'alliance des deux nations n'était qu'illusoire pour l'instant, et tout portait même à croire qu'elle servirait de prétexte à l'Angleterre pour s'emparer ou ruiner des établissemens qu'elle convoitait depuis tant d'années. Le moment de cette union était d'autant plus mal choisi, que loin de pouvoir se flatter d'y amener l'Espagne, le pavillon castillan flottait encore à côté de celui des Anglais, et leur assurait une supériorité incontestable. Cependant telle était la fâcheuse alternative dans laquelle l'invasion de la Hollande avait placé les deux états, que Sieyes, malgré toute son habileté, eût été embarrassé de faire mieux; car le Stathouder, allié aux Anglais, et réfugié chez eux, leur eût toujours donné un prétexte de s'emparer des établissemens maritimes à leur convenance. D'ailleurs on ne saurait nier que, si la France ne gagna pas au traité tout ce qu'on s'en promettait, elle obtint de grands avantages par la jouissance du port et des chantiers de Flessingue, par les rapports commerciaux établis en sa faveur, et les sommes qu'elle retira de la Hollande. L'article qui mettait à sa disposition la moitié des forces bataves fut plus séduisant qu'utile; car loin d'en

tirer un homme, on y en laissa 40 mille pendant plusieurs années.

Angleterre. Pitt montra dans ces circonstances décisives toute l'étendue de son génie et la vigueur d'un grand caractère : bien convaincu qu'il fallait redoubler d'efforts pour profiter de ses avantages, il ne se laissa point effrayer par l'énormité des charges publiques. C'était peu d'assurer un budget de 900 millions, non compris les dépenses des colonies et de l'Inde: et de décréter l'augmentation des forces de terre et de mer, il fallait encore trouver des hommes.

Les enrôlemens par surprise, la presse, les milices ne suffisant plus aux besoins, on imagina de demander pour la marine un homme par paroisse, et d'astreindre les bâtimens marchands qui couvraient les mers à fournir un nombre de matelots proportionné à leur tonnage. Ces mesures, dont l'efficacité pour l'accroissement de la puissance anglaise ne saurait être contestée, excitaient toutefois un mécontentement proportionné dans les classes de la population qu'elles atteignaient plus directement : nous aurons occasion de dire à la fin de cette campagne quel en fut le résultat.

Le cabinet de St.-James ne montra pas moins d'habileté au dehors, et sa diplomatie redoubla d'activité pour s'assurer les moyens de recueillir les riches dépouilles de la Hollande, en suscitant

de nouveaux ennemis à la France. La république des Etats-Unis d'Amérique qui eût pu gêner l'accomplissement de ses desseins, déjà liée par le traité de commerce du 19 novembre, le fut encore mieux après l'échange des ratifications qui eut lieu le 24 juin suivant. En Europe, l'Angleterre comptait toujours de puissans amis : un traité d'alliance offensive l'unissait depuis le 18 février pour huit ans à la Russie; elle disposait de la marine de l'Espagne, comme des forces de l'Autriche; et son pavillon se dédommageait amplement sur l'Océan et la Méditerranée de l'espèce de contrariété qu'il souffrait dans la Baltique.

Les richesses qui affluaient sur la Tamise, après une guerre maritime si heureuse, ne détournaient pas entièrement l'attention du peuple de la restriction des libertés publiques, et de l'énormité des charges appesanties sur lui. L'orgueil national flatté du triomphe de son pavillon, et la cupidité mercantile de la cité assouvie, n'empêchaient point l'esprit démocratique de se développer, ni une classe nombreuse de se réjouir des succès éclatans des armes républicaines : si la haine contre la France n'eût pas été plus puissante que l'amour de secte, on ne sait trop ce qui serait résulté de cette harmonie de dogmes politiques chez les deux peuples rivaux.

La multitude incapable de juger si le mi-

nistère employait tout son pouvoir à la prospérité de l'Angleterre, se contentait de convoiter le partage d'une autorité qui fait l'objet de tant d'ambitions personnelles. Mais, le parlement invariable dans sa marche, maintenait la suspension de l'*Habeas corpus*, investissait le trône de tout le pouvoir nécessaire, repoussait les attaques répétées des chefs de l'opposition, et consolait enfin la partie éclairée de la nation, du triomphe des *Torrys*, en le présentant comme un gage certain de la victoire. Aux sollicitations pressantes de renoncer à une guerre réputée sans but, le ministère, soutenu d'une immense majorité, répondait en portant les forces de la marine à 100 mille hommes, celles de terre à 214 mille, non compris les émigrés et les Fencibles; et en faisant partir pour les deux Indes des expéditions destinées à s'emparer des établissemens précieux des Hollandais, particulièrement ceux du cap de Bonne-Espérance et de Ceylan.

Cependant ces prospérités extérieures furent obscurcies par les fermens de troubles qui se manifestaient depuis quelque temps en Irlande. Ce royaume, qui avait alors son parlement et ses lois particulières, se composait d'un dixième de protestans, possesseurs de la majorité des terres, et de neuf dixièmes de catholiques de toutes classes. Quoique ces derniers eussent leurs pairs,

ils n'étaient point représentés au parlement de Dublin, composé de familles protestantes dévouées à l'Angleterre.

La tendance générale des esprits, excitée par ce qui se passait en France, se prononçait de plus en plus contre un gouvernement fondé sur de pareils abus. La noblesse catholique, éloignée des grands emplois, languissait humiliée, et le reste du peuple, réduit à une espèce de servage, n'attendait qu'un signal pour éclater. Dès 1791, des associations secrètes s'étaient formées sous prétexte d'aviser aux moyens d'une réforme légale, mais avec l'intention d'y arriver s'il le fallait par l'insurrection, et de fonder ensuite une république séparée. Ces actes d'union étaient publics, quoique l'on ignorât où tendait le complot des meneurs.

Pitt, cédant à la nécessité, avait cru prudent en 1793, d'accorder aux catholiques une partie de leurs droits sous certaines restrictions; mais justement inquiet des suites de l'émancipation qui mécontentait les protestans dominateurs sans satisfaire entièrement les autres, il avait long-temps ajourné l'effet de cette mesure.

Lord Fitz-Williams, connu par sa philantropie, envoyé comme vice-roi dans ce pays, réclama pour ses administrés ce que la justice leur accordait, et ce que la raison d'état leur avait si impérieusement refusé. Rappelé avec improba-

tion et remplacé par lord Cambden, son départ de Dublin fut un signal de deuil et de douleur: les plaintes des Whigs retentirent au parlement; mais le ministère inébranlable, suivit son système sans dévier. L'obstination qu'il déploya dans des débats qui intéressaient une classe si nombreuse, a fait soupçonner Pitt d'avoir voulu amener les Irlandais à une fusion totale avec l'Angleterre, en les réduisant à trouver dans cette mesure le seul remède à toutes leurs souffrances.

Dès-lors le nombre des Irlandais unis par les associations secrètes s'accrut, et à la fin de 1795, ce royaume présenta tous les symptômes d'une guerre civile alarmante.

La Corse commençait aussi à s'agiter; les Paolistes, mécontens des prétentions d'Elliot, s'apprêtaient hautement à soutenir les droits des habitans de l'île, et tout annonçait que la possession de cette conquête ne serait pas si paisible qu'on l'avait cru.

Autriche. La retraite de la Prusse jeta le cabinet de Vienne dans un grand embarras. S'apercevant que tout le poids de la guerre continentale allait retomber sur lui, et qu'il importait de paralyser l'effet des offres de cette cour aux états de l'Empire, il les somma d'abord, dans une note verbale soumise le 19 mai à la diète, de déclarer s'ils étaient dans l'intention de recourir à la mé-

diation de Frédéric. Cherchant ensuite à tempérer ce que cette signification avait de trop altier, il déclara à toutes les cours qu'il était disposé à conclure la paix avec la France, si ses Alliés y consentaient; puis invita la diète à nommer des députés, et à rédiger leurs instructions, suivant ce qu'elle croirait le plus propre à amener promptement la paix.

Ces démarches n'étaient point sincères. L'Autriche, ne pouvant se décider à renoncer à la Belgique, voulait tenter encore le sort des armes, avant de céder cette belle province à la république française, et la facilité que l'Angleterre lui donnait de faire des emprunts, lui en fournissant les moyens, dut nécessairement resserrer les liens des deux cours. En effet, l'Autriche s'engagea, par le traité du 4 mai, à tenir sur pied au moins 200 mille hommes pendant la campagne de 1795 : et le 20 du même mois, les deux cabinets conclurent un traité d'alliance offensive et défensive, par lequel ils promettaient de se secourir mutuellement avec une armée de 20 mille hommes d'infanterie et 6 mille de cavalerie. Mais ce n'était pas assez pour assurer leur tranquillité : car, outre la défection de la Prusse, ils avaient à redouter celle de l'Espagne, et peut-être de plusieurs états secondaires. Afin d'y suppléer, les deux puissances tournèrent leurs vues vers la Russie, qui, maîtresse de Var-

sovie, avait à faire prononcer l'Europe sur le sort définitif de la Pologne. Des négociations actives s'entamèrent donc pour remplir cet important objet, et amenèrent la triple alliance dont nous aurons occasion de parler plus loin.

Allemagne. L'Empire germanique, divisé par tant d'intérets contraires, et ne redoutant guères moins les succès de l'Autriche que ceux des Français, soupirait après la paix. Les déclarations de la diète de Ratisbonne, qui la demandaient ouvertement dès le mois d'octobre précédent, annonçaient à la république, que, si ses armées mettaient le pied au-delà du Rhin, elles rompraient bientôt les faibles liens de la confédération. Cependant les cercles, dociles aux insinuations du cabinet de Vienne, ou cédant à l'adage qui prescrit de se préparer à la guerre pour obtenir la paix, votèrent encore le quintuple contingent, dont la levée paraissait plus urgente que jamais.

Russie. L'impératrice Catherine, parvenue à ses fins, mettait maintenant tous ses soins à cicatriser les plaies des provinces polonaises qui lui étaient échues; et se contentait de prendre part à la guerre par des démonstrations. Ce fut sans doute par une conséquence de cet esprit de sagesse, qu'au lieu de fournir à l'Angleterre, aux termes du traité du 18 février, un corps auxiliaire de 12 mille hommes; on vit sortir de Cronstadt,

dans les premiers jours de juin, une escadre de 12 vaisseaux de ligne et de 8 frégates, que l'amiral Kanikof conduisit sur les côtes de Hollande, où elle croisa long-temps, conjointement avec celle de l'amiral Duncan.

Le Danemarck et la Suède persistant dans leur sage système de neutralité, en recueillaient tout le fruit. Cette dernière puissance, songeant même à se rapprocher tout-à-fait de la France, avait désigné le baron de Staël, pour résider à Paris en qualité d'ambassadeur. Suède et Danemarck.

Les rapports entre la république et la Suisse devenaient tous les jours plus intimes : c'était à Bâle que les princes fatigués de la guerre, venaient signer la paix. Aucun nuage ne troubla cette période de prospérité pour les cantons helvétiques. Suisse.

Convaincue enfin qu'elle se ruinait pour accroître la puissance de ses ennemis, l'Espagne avait déjà tenté de se rapprocher de la France au milieu de la campagne précédente; mais ses propositions peu convenables ayant été mal accueillies comme on le sait, la Cour dépitée fit de nouveaux efforts pour rentrer en campagne. Ces sacrifices étaient les derniers : car, si, à la reprise des hostilités, les armées castillannes ne rejetaient pas les Français au-delà des Pyrénées, l'épuisement absolu, le découragement et le mécontentement de toutes les classes indiquaient Espagne.

assez que la Convention dicterait la paix à Charles IV.

D'un autre côté, les victoires des républicains multipliaient le nombre de leurs prosélytes; et la cour de Madrid n'était peut-être pas celle qui avait le moins à en redouter : aussi, attendait-elle avec anxiété les occasions de renouer les négociations. Nous aurons occasion de dire, au chapitre de la guerre des Pyrénées, quel fut le résultat de ces démarches commandées par de justes inquiétudes.

Italie. Toutes les puissances de l'Italie étaient entraînées par l'Angleterre et l'Autriche, à l'exception néanmoins de la république de Gênes, et du grand-duc de Toscane, qui s'affranchit de cette incommode tutelle, et fit agréer sa neutralité à la république, le 9 février, en remboursant aux négocians français la valeur des grains enlevés à Livourne par les Anglais.

Le roi de Sardaigne, écrasé par les frais d'un armement qui absorbait le triple des subsides de l'Angleterre, soupirait après la paix, sans oser émettre son vœu : car s'il eût cédé d'un côté les deux provinces au prix desquelles il l'aurait obtenue, il se fut constitué, de l'autre, en guerre avec l'Autriche, dont l'armée déjà établie dans le Tortonnais, eût pu prendre sans coup-férir des places qu'elle convoitait depuis longues années.

La cour de Naples était celle des irrésolutions. Le Roi et la Reine abhorraient également les Français; mais la haine de Ferdinand, indolente et passive comme lui, eût été satisfaite de les voir éloignés de ses états; celle de Caroline, au contraire, saisissait toutes les occasions de se signaler. Les intérêts du royaume n'étaient rien pour la Reine, qui gouvernait Ferdinand, et recevait elle-même des lois d'Acton; et comme il lui fallait de nouveaux appuis, pour la soutenir au besoin contre le Roi et la nation, elle resserra ses liens avec l'Autriche et l'Angleterre.

Une conduite aussi déraisonnable avait fait éclater les murmures et le mécontentement. Le ministère s'en alarma, et opposa aux censeurs de ses opérations, une armée d'espions et de délateurs qui éclairaient les démarches, comptaient les pas, et commentaient les discours de tous les citoyens. Que résulta-t-il de ces mesures? le nombre des mécontens s'accrut; il y en eut parmi les fonctionnaires d'un ordre supérieur, et dans la Cour même. Le duc de Medici, gouverneur de Naples; le directeur de l'école militaire; des employés de la secrétairerie d'état; enfin, des femmes des premières familles du royaume, furent accusés de conspirer contre le ministère dont ils avaient peut-être censuré les opérations avec trop d'aigreur. Une junte d'état instituée par un décret royal, pour juger les

prévenus, et composée de membres à la dévotion d'Acton, ne tarda pas à trouver des coupables, à exercer des vengeances.

Venise, dans sa décrépitude, également incapable de servir puissamment ses amis, ou de nuire à ses ennemis, se comportait moins d'après un système immuable, que d'après les circonstances. Dès la fin de 1794, surmontant son aversion naturelle pour les états démocratiques, elle rappelait le résident de France, malgré l'opposition de celui d'Angleterre; nommait un ambassadeur près de la république; et, comme par compensation, elle accueillait le comte de Lille, et lui marquait un asile à Vérone.

Le Pape, qui devait craindre plus qu'aucun autre Souverain la propagation des principes révolutionnaires, tenta vainement de former une ligue italienne. Les cours de Naples et de Sardaigne y seraient entrées volontiers, mais Venise ne montra pas le même empressement; quoique son résident à Bâle lui représentât sans cesse la nécessité de prendre un parti décisif, pour éviter le malheur d'être démembré, le sénat accueillit mal les propositions qui lui en furent faites par le cabinet de Naples. Des historiens contemporains bien informés prétendent qu'en refusant d'entrer dans cette ligue, la république craignait moins de causer de l'ombrage à la France qu'à l'Autriche, dont elle n'osait contrarier les

projets ultérieurs ; bien que, l'année précédente, elle eût feint de la braver. Si le fait est certain, il prouverait que la république de Venise avait déja perdu jusqu'à l'ombre de son indépendance.

La Porte. La Porte, ramenée par ses intérêts naturels et ses habitudes, autant que par les efforts de Descorches, venait de reconnaître la république française ; et la première preuve d'amitié qu'elle lui donna, fut l'offre d'employer auprès de l'Empereur, une médiation que le cabinet de Vienne refusa avec dédain.

Tel était l'état de l'Europe, vers le mois de mai. De cette terrible coalition qui avait menacé d'envahir, de démembrer la France, il restait encore en lice l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, et quelques petits princes d'Allemagne et d'Italie ; mais à l'exception des deux premières, les autres n'attendaient qu'un prétexte pour faire la paix. Ainsi, le théâtre des hostilités sera transporté sur un terrain nouveau ; et tout le poids de la colère des républicains retombera sur l'Autriche, qui, dans cette lutte inégale, va se trouver tout-à-coup isolée en Allemagne comme en Italie.

Situation intérieure de la France. La situation de la France ne s'était pas améliorée, en proportion des brillans succès de ses armées. Le désastre essuyé par la flotte de Brest, dans le mois de janvier, troubla un peu l'allégresse causée par la conquête de la Hollande ;

et, si la Vendée parut un instant se pacifier, les progrès de l'anarchie dans l'intérieur compensaient amplement les espérances trompeuses d'un rapprochement momentané et peu sincère.

Désastre de la flotte de Brest.

Le coup mortel porté à la marine française, fut le résultat d'une entreprise mal combinée, dont les motifs sont encore inconnus. On est fondé à croire que le gouvernement, décidé à redoubler d'efforts pour soumettre la Vendée, et sentant la nécessité d'ôter aux royalistes toutes communications avec l'Angleterre, résolut de faire sortir au milieu de l'hiver la grande flotte de Brest, forte alors de 60 bâtimens, dont 34 de ligne, pour établir une croisière sur les côtes du Morbihan. Vainement les amiraux Morard de Galles et Kerguelen représentèrent qu'un grand nombre de ces bâtimens se trouvaient hors d'état de tenir la mer, et que cette course intempestive exposerait à des malheurs irréparables. La commission du mouvement des armées de mer alléguant la nécessité de protéger le départ de six vaisseaux destinés à renforcer l'escadre de la Méditerranée, apprécia trop tard les observations judicieuses de ces officiers expérimentés; et le courrier porteur du contre-ordre arriva le 3 janvier à Brest, vingt-quatre heures après que l'escadre eut mis à la voile.

Jamais on n'appareilla sous de plus sinistres auspices. Le signal du départ fut donné

par l'amiral Villaret, d'après l'ordre du représentant Tréhouard, au commencement d'un coup de vent. Le *Républicain*, vaisseau à trois ponts, fit naufrage au milieu du goulet; et le *Redoutable* n'évita pareil sort, qu'en abandonnant sa chaloupe et ses ancres.

A peine l'escadre fut-elle en haute mer, que, battue par la tempête, elle éprouva les plus grands désastres. Trois vaisseaux à trois ponts, le *Neuf Thermidor*, le *Scipion*, et le *Superbe*, furent engloutis avec leurs apparaux, leur artillerie, et une partie de leurs équipages. Nombre de vaisseaux échouèrent sur la côte. Le *Neptune* se perdit à Péros. Le *Téméraire* et la *Convention* se réfugièrent avec peine à Port-Malo et Lorient. Après avoir ainsi lutté huit ou dix jours contre les flots irrités, l'escadre rentra à Brest, totalement désemparée; et avec elle la division destinée pour Toulon, qui, obligée de partager ses vivres et munitions avec les autres vaisseaux, sortis sans être approvisionnés, ne put poursuivre sa route.

Un mois après cette nouvelle équipée, on forma, des meilleurs vaisseaux, deux petites escadres, qui appareillèrent sous les ordres des contre-amiraux Renaudin et Nielly; la première pour Toulon, et l'autre pour les colonies. Les débris de la flotte restèrent confinés dans le port de Brest, où bientôt ses équipages consom-

mèrent les approvisionnemens, au fur et à mesure qu'on les amassait.

Proclamation aux Vendéens proposée par Carnot.

Après le supplice du proconsul Carrier, dont les actes arbitraires et féroces avaient prolongé la guerre de la Vendée, la Convention chercha tous les moyens d'y ramener la paix. Bientôt même, sur la proposition de Carnot, elle offrit l'oubli du passé aux Vendéens.

« Depuis deux ans, dit la proclamation qui » accompagnait le décret d'amnistie : depuis » deux ans, vos contrées sont en proie aux hor- » reurs de la guerre.... Le courage des enfans de » la patrie s'est tourné contre elle-même; la » flamme a dévoré vos habitations, et la terre » couverte de ruines et de cyprès, refuse à ceux » qui survivent, les subsistances dont elle était » prodigue.... ô que de sang répandu pour quel- » ques hommes qui voulaient dominer! Et vous, » qu'ils ont entraînés, pourquoi faut-il que vous » ayez préféré des maîtres à des frères, et les » torches du fanatisme au flambeau de la raison.

» Que vos yeux se dessillent enfin : n'est-il pas » temps de mettre un terme à ces calamités? Il » vous reste un asile dans la générosité nationale. » Oui, le peuple français tout entier veut vous » croire plus égarés que coupables; ses bras » vous sont tendus, et la Convention nationale » vous pardonne en son nom.... Profitez de sa

» clémence, hâtez-vous de rentrer au sein de la » patrie, et qu'une guerre à mort passe enfin » avec tous ses fléaux, des rives de la Loire sur » celles de la Tamise. »

Onze représentans connus par leur caractère pacifique et leur modération, furent chargés de l'exécution de cette mesure; et bien que les chefs vendéens y répondissent d'abord avec dédain, on ne saurait douter de l'effet qu'elle produisit sur un grand nombre d'insurgés.

A cette époque, les royalistes faisaient une guerre moins remarquable par l'importance de ses opérations que par sa férocité. Toutefois ils étaient las de guerroyer, et la haine que se vouaient Stofflet et Charette, offrait une belle occasion aux commissaires d'entrer en pourparlers avec l'un d'eux.

Négociations avec Charette.

Cet état de choses n'échappa point au représentant Ruelle, qui hasarda des propositions de rapprochement à Charette par l'intermédiaire de sa sœur même, et d'un émigré auquel il avait accordé sa confiance. Le chef vendéen reçut fort bien les ouvertures du représentant; mais avant d'y répondre, il consulta ses officiers, réunis pour cet effet à Vieille-Vigne à ceux de Sapinaud. La situation des deux armées était alors si déplorable, leurs ressources si précaires, qu'à l'exception de trois ou quatre chefs secondaires,

tous furent d'avis d'envoyer des commissaires à Nantes.

Le choix de Charette se fixa sur Béjarri et Debruc ; le premier, officier distingué de l'armée du centre ; l'autre, tenant à une famille opulente de Nantes. Quoique leurs instructions leur enjoignissent d'insister avant tout sur le rétablissement de la monarchie et sur la délivrance du Dauphin, comme ce n'étaient point des conditions *sine quâ non*, la négociation s'entama et fut heureusement conduite à sa fin. Charette consentit à se rendre à une entrevue que les commissaires conventionnels lui proposèrent à la Jaunais, le 15 février. Là, après trois jours de conférences, la paix fut signée entre les républicains et les royalistes. Le traité consistait d'une part en cinq articles patens et séparés, rédigés en forme d'arrêtés, par lesquels les représentans accordaient aux Vendéens le libre exercice du culte catholique, l'établissement et l'entretien de 2 mille gardes territoriaux, le paiement de 2 millions pour les frais de la guerre, l'exemption de tout impôt, levée ou réquisition ; enfin la main levée du séquestre apposé sur les biens des Vendéens inscrits sur la liste des émigrés, ou des héritiers des condamnés par le tribunal révolutionnaire.

Paix de la Jaunais. 18 février.

De leur côté, Charette, Sapinaud et tous leurs officiers s'engagèrent, par une déclaration signée

de leur propre main, à se soumettre aux lois de la république, et à remettre au plutôt leur artillerie.

Tel fut le premier traité qui rapprocha les deux partis. Les Vendéens ont prétendu depuis, qu'indépendamment des articles patens, il en avait été signé d'autres par les commissaires conventionnels, portant textuellement la promesse de rétablir incessamment la monarchie; mais ils n'en ont donné aucune preuve. Il se peut toutefois que pour arriver plutôt à leurs fins, ces commissaires aient laissé entrevoir la possibilité de rendre la couronne de France à Louis XVII; mais, ils eussent trahi leur mandat, et se fussent exposés à des périls trop évidens, en stipulant une clause semblable.

Mécontentement des officiers royalistes.

A peine les conditions du traité furent-elles connues en Vendée, que Delaunay, Savin et Lemoine se répandirent en reproches contre Charette, et l'accusèrent de trahison. Le danger était pressant: la révolte allait éclater, lorsqu'il arriva à son quartier-général, et ramena par sa présence les esprits les plus prévenus. Savin et Lemoine abandonnés de leurs gens se jetèrent aux pieds de Charette qui leur fit grace; Delaunay, au contraire, courut se jeter dans les bras de Stofflet qui lui donna un asile contre son général irrité.

Stofflet per-

Cependant Stofflet, que Charette avait dédaigné

siste à faire la guerre, et il est poursuivi.

de prévenir de ses négociations, continuait la petite guerre en Anjou, et refusa d'abord d'entendre les propositions directes des commissaires conventionnels; mais défait aux environs de Thouars, abandonné par un grand nombre de ses officiers et menacé d'une défection générale, il cède à la nécessité, et se rend à la Jaunais où il espère encore trouver Charette avec les représentans, et où il apprend que les conférences étaient terminées et la paix signée. S'apercevant alors qu'il avait été joué par Charette, il jure, dans les transports d'une effroyable colère, guerre à mort à la république et à ceux des royalistes qui l'ont reconnue. L'effet suit de près le serment. Il charge divers détachemens d'arrêter Sapinaud, général en chef, Richard et Prudhomme, divisionnaires de l'armée du centre, où il n'avait aucune autorité à exercer; en même temps, il appelle, par une proclamation, les Angevins aux armes, et leur signale Charette et tous les signataires du traité de la Jaunais, comme des traîtres au Roi et à la Religion.

Les commissaires conventionnels convaincus qu'il n'y avait aucun moyen de ramener par des voies de douceur, ce chef exalté, ordonnèrent au général Canclaux de le poursuivre. L'expédition fut d'autant plus facile qu'il lui restait à peine 6 mille hommes marchant à contre-cœur, et qu'il ne fut secouru par aucun de ceux qui ve-

naient de signer la paix. Le général Gros le chassa presque sans coup-férir de Chalonne, de St.-Florent, de Brissac, ainsi que de tous les autres postes le long de la Loire; il n'éprouva même qu'une légère résistance au passage du Layon. De son côté, le général Canclaux ayant rassemblé une forte division à Bressuire, pénétra en Anjou par Cerizais, Châtillon et Cholet, et eut bientôt dissipé les dernières bandes de ce chef opiniâtre, qui n'échappa au sort dont il était menacé aux environs de la Tremblaye, que par une rare présence d'esprit.

Pressé de tous côtés, n'ayant bientôt plus un coin de terre où se cacher, il consent enfin à accepter les offres que les commissaires conventionnels, tout en le poursuivant, ne cessaient de lui faire; et le 20 avril, à la suite d'une conférence que le curé Bernier, son secrétaire et son conseil, eut à St.-Florent avec les représentans, il signa la paix aux mêmes conditions que Charette.

Paix de St.-Florent avec Stofflet. 20 avril.

Les offres faites par la Convention aux Vendéens furent communes aux chouans. Puisaye, leur général, était alors en Angleterre, et sollicitait du cabinet de St.-James les secours qu'on verra débarquer plus tard à Quiberon. La mésintelligence régnait entre les chefs; le dégoût gagnait les paysans qui formaient les cadres des douze divisions; Cormatin craignant de s'en voir

Paix de la Mabilais avec les chouans.

abandonné, n'hésita pas, malgré la défense expresse de son général en chef, de conclure le 3 janvier un armistice avec les républicains; et après avoir assisté aux conférences des délégués conventionnels avec les commissaires vendéens, de souscrire à la Mabilais le 20 avril, un traité de paix conforme en tout à celui de la Jaunais.

Bien que les trois pactes dont nous venons de parler eussent ramené la tranquillité en des lieux d'où elle se trouvait bannie depuis deux ans, l'obstination des chefs vendéens et chouans préparait de nouveaux embarras au gouvernement : la paix jurée par eux n'était qu'une simple trêve, pour gagner du temps jusqu'à l'arrivée de l'expédition anglaise annoncée par Puisaye à Charette et Cormatin.

Désordre dans le gouvernement.

Ainsi, cet événement si désirable ne changea en rien la situation intérieure de la république, que le 9 thermidor avait d'ailleurs laissée en proie à l'anarchie. A la vérité, le gouvernement révolutionnaire avait été mitigé par différentes mesures, dont nous avons rendu compte à la fin de 1794 : mais loin d'accélérer la marche du char, elles la ralentissaient, en substituant à un rouage simple et régulier, une mécanique compliquée auquel les plus habiles n'auraient su donner le mouvement.

La profusion avec laquelle on émettait chaque jour des assignats, leur enlevait toute valeur; à

cette époque, mille francs en papier représentaient à peine dix écus, et les moyens révolutionnaires pour les soutenir se trouvaient usés ou interdits. L'agiotage et la méfiance dans les transactions commerciales étaient au comble, et le crédit public nul.

Le déficit entre les recettes et les dépenses qui était à la fin de décembre, de 300 millions par mois, s'éleva en avril jusqu'à 800 millions, et allait tous les jours en augmentant. Effrayés par la perspective de voir enfin tarir cette dernière ressource du fisc, quelques députés conçurent l'idée de décréter que toutes les propriétés particulières serviraient au besoin d'hypothèque à ce papier dont on faisait un abus si criant, et la Convention fut sur le point de sanctionner cette mesure, pire peut-être que la loi agraire.

Le comité chargé de tenir les rênes d'une administration si embrouillée, se renouvelant partiellement chaque mois, manquait de suite dans ses plans et de force dans ses moyens.

Toutefois, quelques hommes distingués par des talens reconnus se rapprochaient peu à peu du gouvernail, et cherchaient tous les moyens de consolider la république, soit en lui préparant de meilleures institutions, soit en la rapprochant des puissances avec lesquelles il lui importait de vivre en paix.

Dès la fin de janvier, Boissy d'Anglas, dans Discours de

Boissy d'Anglas sur l'état de la France.

un discours empreint de l'exagération alors si commune, mais distingué d'ailleurs par plusieurs points de vue justes, rappela l'Espagne et la Prusse à leurs intérêts, et posa les bases d'après lesquelles la France fonderait désormais son droit public et ses négociations. Ces mesures qui auraient dû ramener la Convention à une dignité et à d'importantes discussions depuis long-temps bannies de son sein, se confondirent malheureusement dans mille débats enfantés par les fureurs du parti populaire, par les attaques permanentes des factions et des personnalités scandaleuses.

Agitation du parti démagogique.

Au moment même où ces propositions étaient ajournées indéfiniment, la faction jacobine redoublait d'audace dans ses tentatives pour ressaisir le pouvoir. L'arrestation de quelques-uns de ses coryphées et la clôture du lieu de ses séances, n'avait fait qu'ajourner ses projets, et il ne lui fut difficile ni de trouver de nouveaux lieux de rassemblement, ni de choisir de nouveaux chefs. Parmi ceux-ci on distingua bientôt Gracchus Babœuf, rédacteur d'un journal incendiaire, instigué par Fouché, s'il faut s'en rapporter aux feuilles du temps; et que nous retrouverons plus tard à la tête d'un parti nombreux. Deux mandats d'arrêt lancés contre lui ne calmèrent pas l'agitation d'une troupe démagogique, habituée à ne point transiger avec les

difficultés, et bien décidée à ne jamais souffrir un régime de modération qui, non content de mettre des bornes à ses excès, la menaçait encore de la vengeance publique.

Dans cet état de choses, il eût fallu la plus parfaite harmonie entre les membres de la Convention; mais le régime aboli conservait trop de partisans pour qu'ils ne différassent pas de vues et de principes.

Mise en jugement de Billaud-Varennes, Barrère, etc.

Le parti victorieux au 9 thermidor, entraîné par esprit de rivalité autant que par l'opinion publique, poursuivait avec acharnement les représentans qui avaient pris part aux actes violens des comités. Billaud-Varennes, Barrère, Collot et plusieurs autres collègues de Robespierre, luttèrent assez long-temps contre ces attaques, ordinairement dirigées par Legendre: mais lorsqu'elles furent appuyées par les députés récemment rappelés, ils succombèrent enfin, et une commission de 21 membres procéda à l'examen de leur conduite. Après une enquête de deux mois, son rapport ne leur étant pas favorable, ils furent mis en arrestation le 2 mai.

Ce procès inextricable fit naître des débats peu honorables pour les accusateurs mêmes. En effet, il paraissait difficile de condamner ces fonctionnaires sans condamner aussi la Convention qui avait approuvé toutes leurs mesures;

janvier, était loin toutefois de son prédécesseur pour la direction d'une campagne. Il fut au reste remplacé un mois après par Aubry, qui demeura chargé des affaires de la guerre jusqu'au mois d'août, et dont la gestion administrative, sévèrement blâmée par toute l'armée, ne fut pas plus heureuse que les opérations militaires.

Décrets sur les bases à donner aux négociations.

Ce nouveau comité signala néanmoins sa gestion en provoquant les décrets des 12 et 27 mars qui proclamèrent solennellement les principes sur lesquels la France règlerait désormais ses transactions avec les Puissances étrangères; démarche pleine de sagesse et qui contribua sans doute aux nombreuses pacifications dont elle fut suivie.

Explosion des Jacobins

Pendant que l'autorité changeait ainsi de mains, les Jacobins marchaient à grands pas vers leur but. La disette croissant chaque jour portait le peuple à une exaspération qui le rendait capable de tout; les deux onces de pain grossier qu'on s'arrachait en passant la nuit à la porte des boulangers allaient même bientôt manquer.

8 germinal.

Cette nouvelle fit rugir la multitude, et le 28 mars, l'orage éclata. Des rassemblemens de la plus vile populace se formèrent dans les places publiques et jusques aux portes de la Convention. Bientôt le tumulte s'accrut, le tocsin sonna, et la foule en armes inonda le lieu des séances de la représentation nationale, demandant avec

menaces *du pain et la constitution de* 1793 ! La Convention peu préparée à cette irruption soudaine calma l'effervescence des mutins en promettant l'un et l'autre.

Mais ce n'était pas ce que désiraient les meneurs jacobins. Ils voulaient la mise en liberté de Billaud-Varennes et consorts ; et, comme ils avaient fait un essai assez heureux de leurs forces, ils ne tardèrent pas à renouveler leurs tentatives.

En effet, le 1er avril (12 germinal), au moment où l'on discutait les charges contre les accusés, une nouvelle émeute s'organise : la salle est assaillie et envahie en un clin-d'œil par une foule d'hommes et de femmes armés de toutes pièces qui réclament, comme quatre jours auparavant, la constitution de 1793, du pain, et la mise en liberté de tous les patriotes détenus. 12 germinal. 1er avril.

Cette irruption troubla l'assemblée sans la faire fléchir, elle se hâta même de prononcer la déportation des quatre collègues de Robespierre, en faveur desquels on soupçonnait que l'émeute était fomentée. La prompte arrivée de la force armée des sections voisines lui ayant ensuite rendu toute son énergie en même temps que sa liberté, elle ne transigea point avec la multitude qui fut obligée de vider la salle sans avoir obtenu satisfaction sur un seul des points qui l'y avaient amenée.

Un décret déclara la capitale en état de siége,

confia le commandement de la garde nationale et des troupes de ligne à Pichegru qui se trouvait alors à Paris, et l'autorisa à se rendre maître du Temple, aussi bien que des autres établissemens publics. Les mesures de vigueur déployées par ce général, aidé de Barras et de Merlin de Thionville, ayant dissipé les rassemblemens de la cité et de la section des Quinze-Vingts, le calme se rétablit de nouveau pour quelques jours. Le fougueux Duhem un des chefs reconnus de l'émeute fut décrété d'arrestation et envoyé au château de Ham, avec Choudieu, Amar, Léonard Bourdon et quelques autres députés.

Décrets du 11 avril. Sujets de réaction.

Ces chocs continuels, sources intarissables de réactions, entretenaient les provinces dans un état de fermentation qui présageait une nouvelle guerre civile; l'explosion en fut accélérée par deux décrets du 11 avril. Le premier qui annulait les poursuites dirigées contre les individus désignés sous le titre vague d'ennemis de la révolution, autorisait leur rentrée et leur rendait l'exercice de tous leurs droits paraissait juste: mais l'autre en prononçant le désarmement de tout individu signalé sous le règne odieux de la terreur, livrait ces misérables à la merci de leurs adversaires, et entraînait de graves inconvéniens.

A l'ombre de ces décrets, une infinité d'émigrés rentrèrent en France, moins pour y vivre avec la tranquillité dont ils avaient senti tout le

prix qu'avec le dessein de tirer vengeance de leurs ennemis. Dès-lors les compagnies de Jesus et du Soleil prirent naissance, et remplirent le Midi d'horreurs : ceux qui avaient été persécutés sous le règne de Robespierre, juges dans leur propre cause, se rendirent bourreaux à leur tour. Le sang coula à grands flots, et des assassinats furent expiés par de nouveaux assassinats. La vengeance couvrit de son voile funèbre les décombres à peine éteints de Lyon. C'est là surtout que les réactionnaires se livrèrent à d'horribles représailles dans un massacre général des prisons qui, trop lent à leur gré, fut converti par eux en un vaste incendie.

Agence royale établie à Paris.

Ces désordres étaient d'autant plus à craindre pour la Convention, que dans le même instant les royalistes prenaient des mesures capables de les faire tourner à leur profit. Le Régent, en se rendant à Vérone à la fin de 1794, avait chargé le comte d'Antraigues d'établir une agence à Paris pour ouvrir des communications avec les Vendéens, et réunir toutes les ramifications du parti soit dans la capitale soit dans les départemens. L'abbé Brottier, Lemaitre, Laville-Heurnois, Duverne de Presle furent chargés de ce soin.

La liberté illimitée de la presse fournissait l'occasion à des écrivains hardis d'influencer l'opinion publique, en confondant adroitement dans un même anathème tous les excès et les intérêts

créés par la révolution. Une telle agence confiée à des mains habiles aurait pu produire les résultats les plus satisfaisans; car en récapitulant tous les élémens de dissolution qui se réunissaient autour du berceau de la république, on se convaincra que, malgré son attitude victorieuse au dehors, mille symptômes annonçaient sa chute, et qu'il fallut un concours de circonstances inouies pour la sauver.

La faction thermidorienne reconnut trop tard les funestes effets d'une clémence irréfléchie, et peut-être aurait-elle pris des mesures pour prévenir tant de meurtres, si elle n'eût craint de fournir des armes aux Jacobins contre elle-même, au moment où ceux-ci méditaient une nouvelle attaque. En effet, gouvernant à son gré la populace, la Montagne voyait avec un secret plaisir s'augmenter la disette. Depuis plusieurs jours des groupes faisaient entendre par tout Paris, les cris : *du pain!* et la trame suspendue le 1er avril se renoua.

Le 19 mai, ces rassemblemens se multiplièrent, se grossirent, et des agens subalternes de la Montagne, y lurent un plan d'insurrection. Soit que le comité de salut public méprisât ces démonstrations ostensibles, soit qu'il ne fût informé que trop tard du complot, il n'en donna avis à la Convention qu'au moment où il n'était plus temps de s'y opposer; il fit toutefois battre

l'appel dans les sections sur lesquelles on pouvait compter.

Le 20 mai, le tocsin sonne au point du jour dans les faubourgs St.-Antoine et St.-Marceau. Les conjurés se rendent au lieu de leur assemblée sectionnelle, élisent un comité central qui va s'installer à l'évêché, comme au 31 mai; ils établissent enfin une commune digne de celle de Robespierre, et à la tête de laquelle ils placent Cambon avec le titre de maire, et Thuriot avec celui de procureur-syndic.

Insurrection du 1er prairial.

Vers midi, la populace des deux faubourgs se dirige sur la Convention, armée de fusils, de piques, précédée d'artillerie, et se grossissant de tous ceux qu'elle rencontre sur son passage.

La Convention se trouvait à la merci de cette horde affamée; car les tribunes étaient pleines de gens à la dévotion de la Montagne. Une députation de séditieux paraît à la barre, et présente une pétition où éclate l'indignation du peuple contre ceux qu'il accuse de sa misère. Boissy d'Anglas à qui le président a cédé le périlleux fauteuil, lui répond avec dignité que l'assemblée connaît la situation de Paris, et qu'elle est l'objet de sa sollicitude. Alors du fond des tribunes des voix aigres et criardes demandent du pain. Féraud, membre de la commission des subsistances monte à la tribune pour rendre compte de ses opérations. Mais, au même moment les portes

bitent coururent de nouveau aux armes et annoncèrent l'intention de marcher contre la Convention. Celle-ci, informée de l'existence d'une nouvelle commune usurpatrice, venait de mettre hors la loi Cambon, Thuriot et autres meneurs de l'émeute. Cependant à l'approche des nombreuses colonnes de prolétaires, elle courut quelques risques, n'ayant à opposer aux insurgés que le bataillon de sa garde, ceux des sections Lepelletier, de la place Vendôme et de la butte des Moulins, outre 5 à 600 jeunes gens accourus à son secours de tous les quartiers de Paris. Cette force armée ne montait pas à 4 mille hommes, et suffisait à peine pour occuper le jardin des Tuileries et le Carrousel. Déjà les insurgés tenaient les ponts de la Seine, la rue St.-Honoré et tous les débouchés du château, et menaçaient de l'assaillir, lorsque la Convention entrevoyant les funestes conséquences d'un premier acte hostile entre sa garde et eux, crut devoir admettre à sa barre leur députation. L'orateur introduit demanda, comme la veille, du pain et la constitution de 93, l'élargissement des patriotes incarcérés depuis le 9 thermidor, et la punition de tous ceux qui refuseraient de prendre les assignats pour leur valeur nominale.

Déterminée à attendre le secours d'une division de troupes de ligne appelée de l'armée du Nord, la Convention dissimula son ressentiment, pro-

mit de rendre la liberté à quelques rebelles arrêtés dans la journée, de mettre incessamment la constitution de 93 en activité, et de prendre des mesures pour faire arriver des subsistances à Paris. Ce honteux, mais nécessaire subterfuge la sauva, et les meneurs montagnards, ne pouvant exciter la multitude à dissoudre l'assemblée qui leur promettait tout, ajournèrent de nouveau leurs coupables projets.

Toutefois cette politique en détournant l'orage ne le dissipait point. Les deux partis restaient en présence, et la moindre étincelle pouvait allumer la guerre civile.

Le 23 mai, un des assassins de Féraud condamné à mort par une commission militaire, fut arraché des mains de l'exécuteur par un rassemblement sorti du faubourg St.-Antoine, en allant au supplice. La Convention craignant une nouvelle attaque se hâta de décréter le désarmement des faubourgs, et nomma Aubry, Delmas et Gillet pour commander la force armée.

Le lendemain, le général Kilmaine à la tête des volontaires, et d'un détachement des grenadiers de la Convention se mit en devoir d'exécuter ce décret. Les habitans le laissèrent pénétrer sans résistance jusqu'au milieu du faubourg, mais barricadèrent la grande rue sur ses derrières. Les troupes conventionnelles se voyant ainsi investies, et sans aucun moyen de retraite, ne vou-

lant pas d'ailleurs engager le feu contre des hommes égarés, furent obligées d'abandonner leur propre artillerie pour obtenir le passage, et rentrèrent à Paris, abreuvées d'injures et d'outrages.

Cette espèce d'échec, qui commençait à ranimer l'audace des Jacobins, n'eut cependant pas de suites. Il arriva le même jour trois demi-brigades, deux régimens de cavalerie et deux compagnies d'artillerie légère, formant environ 8 mille hommes, dont le général Menou prit le commandement, ainsi que de toutes les gardes nationales qui s'étaient prononcées dans la capitale pour l'assemblée. Avant la chute du jour plus de 15 mille hommes bloquèrent le faubourg, et des batteries furent élevées en face de ses principaux débouchés. Les représentans Barras, Delmas et Laporte chargés de surveiller les opérations de cette armée, établirent leur quartier-général à la maison Beaumarchais. Là, il fut délibéré si l'on n'incendierait pas ce faubourg, ce qui était facile; mais sur les représentations du général en chef, le projet fut ajourné. Effrayés des préparatifs dirigés contre eux, les insurgés ne tardèrent pas à se rendre, et les Jacobins perdirent en eux leurs derniers auxiliaires.

La faction victorieuse, usant d'adresse pour paralyser les compagnies de canonniers de la garde parisienne dont elle avait le plus à redouter, persuada aux sections de faire hommage à la ré-

publique des deux pièces de canon qu'elles tenaient depuis le 14 juillet, et leur ôta ainsi toute leur force. Elle s'attacha ensuite à faire arrêter les agens les plus redoutables de la Montagne, tels que les ex-ministres Pache et Bouchotte, le général Rossignol et plusieurs autres; mais, à l'exception des représentans Bourbotte, Duquesnoy, Romme, Soubrany, Goujon et Duroy, la commission militaire, instituée pour juger les rebelles, n'envoya au supplice qu'une trentaine d'agens obscurs, et n'étendit pas au-delà ses vengeances. Cambon et Thuriot s'étaient soustraits par la fuite, à la *mise hors la loi* prononcée contre eux.

Projet de constitution de l'an 3.

Ce fut au milieu de ces déchiremens, qu'une commission travaillait à la révision de la constitution de 1793. Enfin, le 3 juin, elle présenta comme résultat de ses travaux un projet de constitution, moins imparfaite sans doute que la première, mais qui laissait encore beaucoup à désirer, comme nous aurons occasion de nous en convaincre plus tard.

Mort de Louis XVII.

Sur ces entrefaites, le fils de l'infortuné Louis XVI, atteint depuis quelque temps d'une horrible maladie contractée dans l'humidité de son cachot, succomba le 8 juin, dans la huitième année de son âge. La chute de Robespierre, en le délivrant de ses féroces et immoraux gardiens, avait néanmoins peu adouci les rigueurs de sa

captivité; et il resta privé, jusqu'à sa dernière heure, des soins de sa sœur, renfermée dans la même prison que lui. La mort subite et prématurée du chirurgien, nommé par le comité pour soigner le jeune prisonnier quand la maladie fut à son dernier période, fit soupçonner qu'il avait été empoisonné, nonobstant les rapports contraires des gens de l'art, qui procédèrent à l'ouverture du cadavre. Du moins, les chefs vendéens, excités par le cabinet de Londres à reprendre les armes pour favoriser le débarquement de Quiberon, cherchèrent à accréditer ce bruit, en avançant dans leurs manifestes que le gouvernement avait cru, par ce crime horrible, éluder l'exécution de l'article secret du traité de la Jaunais, qui stipulait le rétablissement prochain de la monarchie. Mais l'impossibilité où le décret du 26 mars mettait les représentans négociateurs d'insérer dans leurs transactions, des articles secrets destructifs des articles patens; et le décret d'échange de *Madame*, rendu par la Convention quelques jours après, font tomber cette accusation. Au reste, la France parut peu affectée de cet événement. Il causa même peu de sensation dans les cabinets étrangers en guerre avec elle; l'héritier présomptif du trône, retiré près de Vérone, sous le nom de comte de Lille, ne fut officiellement reconnu par aucun d'eux; le corps de Condé, seul, alors à la solde d'Autriche, le proclama roi.

Insurrection à Toulon.

A l'instant même où ces choses se passaient dans la capitale, tout le Midi était en feu; Toulon devenu depuis son désastre, la colonie la plus dévouée à la Montagne, n'offrait pas un refuge assuré aux émigrés. Une corvette de la république en ayant ramené quelques-uns pris sur un bâtiment qui se rendait d'un port de l'Espagne à l'autre, la populace les avait massacrés à leur débarquement, sans que le général Pierre prît aucune mesure pour empêcher cette boucherie. Les représentans Guérin et Poultier, mécontens que cet officier n'eût pas déployé la force pour sauver ces prisonniers, le destituèrent; mais cet acte d'autorité excita le mécontentement de la population. Tout à coup on bat la générale, les portes de la ville se ferment, et le peuple se porte en foule chez les représentans, pour les forcer à réintégrer le commandant : sur leur refus, ils les jettent en prison, s'emparent du fort Lamalgue, de l'arsenal, de tous les établissemens civils et militaires, aux yeux même de la garnison, trop faible pour oser y mettre obstacle. Après ce premier coup de main, ils mettent en liberté les Jacobins détenus, et n'ayant pu parvenir à faire rentrer dans le port l'escadre qui se trouvait en rade, ils partent au nombre de 3 à 4 mille hommes, avec 12 pièces de canon pour Marseille, qu'ils disaient être le siége du *modérantisme*.

L'adjudant-général Charton qui gardait les magasins de l'armée au Beausset, craignant de les voir tomber entre les mains des rebelles, les fait évacuer en toute hâte sur Cajes, et prend position en avant de ce bourg avec 6 à 800 hommes.

Au premier bruit des dangers qui menacent Marseille, le représentant Chambon, en mission dans cette ville, fait un appel à la garde nationale, rassemble environ 1,200 volontaires qui, réunis à autant de troupes de la garnison, et de deux régimens de cavalerie, allèrent à la rencontre des Toulonnais, sous le commandement du général Pacthod. En même temps, les représentans Poultier et Guérin échappés de Toulon, lançaient la garnison sur leurs derrières, et Chiappe accourait de Nice avec environ 6 mille hommes de l'armée d'Italie. Les Toulonnais sans s'embarrasser de ce qui se passait sur leurs derrières attaquèrent les troupes de Charton. Le choc fut sanglant et opiniâtre, mais l'adjudant-général Pacthod étant arrivé à propos avec sa colonne, décida la victoire en faveur des conventionnels. Trois cents Toulonnais restèrent sur la place, autant mirent bas les armes, le reste fut dispersé par le 1er de hussards et le 25e de chasseurs. Les vainqueurs rentrèrent en triomphe à Toulon au moment où les troupes de l'armée d'Italie y arrivaient. Les Marseillais célébrèrent cette victoire

en vrais cannibales. Non-seulement ils égorgèrent leurs prisonniers, mais encore plus de 200 individus détenus pour opinion ou délits politiques au fort St.-Jean.

Ainsi des flots de sang signalaient également les victoires de chacune des factions, et les noms de Jacobins ou de Royalistes n'étaient plus dans la bouche de leurs ennemis qu'une provocation réciproque au meurtre, à l'assassinat.

Telle était la situation de la république durant les six premiers mois de 1795. Victorieuse et resplendissante au dehors, elle présentait toujours au dedans le tableau le plus sinistre. Son gouvernement mal assuré, tyrannique, et tour à tour cruel et faible, ne triomphait d'une crise que pour retomber dans une autre; et sous ce rapport, on ne sait trop si les puissances qui s'en rapprochèrent étaient plus sages que celles qui persistaient à lui faire la guerre.

CHAPITRE XLVI.

Etat des armées sur le Rhin. — Les Français bloquent Luxembourg et observent Mayence. — Plan du comité pour un passage du Rhin ; obstacles qui s'y opposent. — Les émigrés, de leur côté, veulent pénétrer en Franche-Comté. — Capitulation de Luxembourg. — Pichegru entre en correspondance avec le prince de Condé, à l'époque de l'expédition de Quiberon. — Longue inaction des armées.

État des armées.

On se rappelle trop bien les rudes épreuves auxquelles les armées républicaines furent exposées durant l'hiver de 1794, tant sur les bords du Rhin que devant les murs de Mayence et de Luxembourg, pour qu'il faille en faire une nouvelle énumération.

Difficultés qu'offre le siége de Mayence.

Ce fleuve majestueux considéré si long-temps comme la limite de la puissance romaine, séparait les armées des deux partis ; seulement les Autrichiens avaient l'avantage de posséder dans la forteresse de Mayence, un débouché facile sur la rive gauche. Ce boulevart offensif de la Germanie avait été mis dans le meilleur état, et

le perfectionnement des ouvrages défendus si vaillamment en 1793, par les républicains, en rendait la conquête, sinon impossible, du moins très-difficile.

Cependant la Convention, ses commissaires, et même les membres les plus éclairés du comité de salut public, jugeant de la facilité de prendre cette place, d'après celle qu'avait eue Custine de s'en emparer en 1792, chargèrent, dès le mois de novembre, Kléber de cette opération, persuadés, sans doute, que celui qui avait si vaillamment contribué à défendre Mayence contre les Prussiens, et qui connaissait les points d'attaque les plus favorables, le ferait tomber aussi promptement que Maëstricht.

Trop habile pour partager une telle erreur, ce général n'avait obéi qu'avec répugnance; et lorsqu'il eut pris connaissance du personnel et du matériel mis à sa disposition pour une pareille opération, il en avait fait sentir au gouvernement toute la difficulté. Il observait avec raison que Custine réussit à prendre Mayence par les intelligences qu'il s'y était ménagées, et par défaut de garnison, à une époque où il n'existait pas un seul soldat ennemi à 40 lieues à la ronde; que, gardée aujourd'hui par 20 mille Autrichiens, soutenus immédiatement de deux armées dont la force excédait 150 mille hommes, il faudrait, pour réduire cette place, non-seulement un siége régulier des plus

rudes, mais encore une série de victoires sur la rive droite du Rhin. En effet, comment l'assiéger avant de l'investir? et pour y parvenir, n'était-il pas indispensable d'exécuter un passage du fleuve? opération si scabreuse devant des forces égales, puissamment favorisées par la nature et l'art le long du front d'opérations. Enfin, le passage heureusement effectué, la place investie, fallait-il moins de 200 bouches à feu de siége, 150 mille boulets ou bombes, 800 milliers de poudre, 25 mille outils et 18 à 20 mille chevaux d'artillerie pour le service du parc? Or, il n'existait pas le moindre élément de ces approvisionnemens à proximité de l'armée.

Kléber, après avoir exposé au comité avec autant de franchise que d'énergie, le mécompte de ses calculs, ne songea qu'à se garantir lui-même des attaques des Impériaux, il leur disputa, comme on sait, le village de Zahlbach, et fit tracer une ligne redoutable de circonvallation, depuis Laubenheim par Marien-born et Drays jusqu'aux bois de Mombach, qui fut rempli d'abatis. (*Voyez planche XIII*). Il sollicita et obtint ensuite de revenir à l'armée de Sambre-et-Meuse, trop heureux d'être débarrassé d'une mission où il n'y avait que des désagrémens à essuyer.

Aussitôt que la conquête de la Hollande fut achevée, le comité ordonna à Pichegru de remettre le commandement de l'armée du Nord au

général Moreau, pour venir prendre celui de l'armée du Rhin. Jourdan conserva celle de Sambre-et-Meuse : toutefois la Convention décréta, le 4-20 mars, qu'en cas de réunion des trois armées, Pichegru en serait de droit généralissime : nous verrons combien elle eut lieu de se repentir de cette disposition.

La gauche de Jourdan, désormais inutile en Hollande, remontant d'Arnheim sur Deutz et Cologne, permit à ce général d'étendre sa droite jusqu'à Luxembourg. Trois divisions sous le général Hatry y relevèrent l'armée de la Moselle, dans les premiers jours d'avril : on sait déjà que celle-ci, sous les ordres du général Ambert, se dirigea alors sur Mayence pour renforcer le corps de blocus ; car l'on s'attendait avec quelque raison que les Impériaux porteraient tous leurs efforts contre lui, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour achever les lignes encore imparfaites, malgré l'ardeur avec laquelle on y avait travaillé pendant tout l'hiver.

Les Autrichiens, de leur côté, donnèrent tous leurs soins à recompléter leur armée et à préparer la défense du Rhin par des camps bien assis, et couverts de batteries retranchées.

Clairfayt commandait toutes les forces impériales en Allemagne, où le printemps se passa sans aucun événement. La pénurie de tout moyen,

suspend les opérations.

Les deux partis semblaient avoir un égal intérêt à prendre l'offensive et à effectuer un passage du fleuve; les Français dans l'espoir de faire tomber Mayence et de se délivrer du voisinage gênant d'une place sans laquelle toutes leurs conquêtes étaient éphémères; les Autrichiens pour sauver Luxembourg et se ménager ainsi un point d'appui pour reconquérir la Belgique.

Cependant les armées républicaines forcées, pour garder la Hollande, de s'étendre jusqu'aux bouches de l'Ems, perdaient par la désertion à l'intérieur ce qu'elles eussent dû acquérir en renforts pour couvrir cette immense ligne et les vingt places fortes dont elle est hérissée. Le relâchement des ressorts du gouvernement, bien loin de permettre la levée des réquisitionnaires, ne laissa pas même l'espoir de retenir ceux qui se trouvaient sous les drapeaux. Bientôt la nouvelle que les réfractaires restent paisibles dans l'intérieur, circule de rang en rang; les parens mêmes des soldats, dégagés des craintes qu'inspirait le régime de la terreur, pensent qu'ils ont rempli leurs devoirs envers la patrie, et les excitent à revenir dans leurs foyers. Un grand nombre cède à ces insinuations, et ce n'est pas exagérer que de porter au quart de l'effectif le nombre de ceux qui rentrèrent en France. Le blocus de Luxembourg occupant d'un autre côté

ÉTAT DI DE MARS 1795.

DÉNOMINATIO	RCE VE.	GARNISONS	MALADES, PRISONNIERS, et détachés.	EFFECTIF, y compris les garnisons.
Du Nord, en Hollande (g	910	29,000	39,340	136,250
De Sambre-et-Meuse, sur	630	16,400	66,310	170,300
De Rhin-et-Moselle, depu	820	40,050	96,800	193,670
Des Alpes, sous les ordr	000	2,400	4,800	21,200
D'Italie, sous KELLERMA	500	24,000	42,000	93,500
Des Pyrénées orientales	290	4,000	35,500	82,790
Des Pyrénées occidental	780	5,000	36,400	75,180
De l'Ouest (général CAN	000	......	28,200	70,200
Des côtes de Brest, sous	000	......	27,400	78,400
Des côtes de Cherbourg	000	......	11,700	37,700
	930	120,850	388,450	959,190

On voit que le no tiers du complet ; car, entre le nombre de l'effecti ommes ; en sorte que les cadres remplis auraient pr les troupes du Nord reflua vers le Rhin, d'où l'on pagne faite, l'armée des Pyrénées occidentales se orientales en Italie.

30 mille hommes, il paraissait en quelque sorte plus sage de ne rien entreprendre avant la reddition de cette place.

Toutefois le comité de salut public, où Aubry tenait alors le gouvernail militaire, excité par le désir de s'emparer de la clef de la ligne du Rhin, et encouragé par la signature de la paix avec la Prusse, arrêta vers la fin d'avril un projet de passage.

Par un oubli total des règles de la guerre, l'armée de Pichegru devait d'abord franchir seule le Rhin sur deux points vers Kehl, Brisach ou Oppenheim, puis se diriger sur Manheim. Cette place prise, Jourdan aurait alors passé le fleuve avec l'armée de Sambre-et-Meuse, et au mépris de toutes les convenances locales, tenté l'entreprise en face de Rhenfels et de St.-Goar, au point même où la chaîne des montagnes de Nassau tombe à pic sur ses rives, et ne laisse aucun moyen de déboucher.

Ce projet trop bizarre ne put être mis à exécution; Jourdan démontra qu'il était impraticable pour ce qui concernait son armée; mais on ne sait si le comité eut plus d'égards à ses représentations qu'à la pénurie, lorsqu'il se détermina à l'ajourner indéfiniment. En effet, malgré les milliards d'assignats répandus à pleines mains dans l'intérieur, l'armée manquait de tout; les vainqueurs de la Belgique et de la Hollande n'a-

vaient pas même un équipage de pont. Tel était le défaut de prévoyance et d'unité de ces douze commissions amovibles, que rien ne fut prévu pour une campagne dont le succès dépendait uniquement des moyens de franchir un fleuve. Le désordre était si grand, que trois ponts jetés sur le Waal et le Rhin, aux environs d'Arnheim, furent levés à la fin de mars, et qu'on en rendit les barques au commerce, sans songer qu'elles seraient nécessaires un mois ou six semaines après. Le peu de pontons que Jourdan conservait depuis la campagne précédente, se trouvait employé sur la Meuse, et l'on n'avait ni chevaux ni argent pour leur faire remonter le Rhin ou pour les remplacer par des barques.

L'artillerie, la cavalerie manquaient également de chevaux; la réquisition de 1793 avait tout épuisé, et la détresse du trésor laissait tout en souffrance. Les équipages de vivres étaient encore en plus mauvais état, et Jourdan prouvait au comité que pour assurer un service régulier à sept à huit marches de sa base, il lui fallait au moins 25 mille chevaux pour compléter les besoins des différentes armes et de l'administration.

En attendant, le général en chef, convaincu qu'il n'obtiendrait jamais rien d'un gouvernement débile, sans ressort ni crédit, fit tous les efforts qui dépendaient de lui, et chargea le gé-

néral Dejean et le colonel Tirlet, de concert avec les représentans du peuple, de rassembler sur le Waal et la Meuse tous les bateaux propres à construire un pont, et dans le doute qu'ils ne pussent remonter le Rhin, il en fit également descendre un certain nombre de la Moselle, jusqu'à Coblentz.

Ces mesures contrariées autant par le peu de zèle des particuliers et des autorités locales, que par le dénuement absolu des officiers qui en furent chargés, consumèrent un temps précieux, et quatre mois s'écoulèrent ainsi en préparatifs, dont l'objet n'était pas encore arrêté par le gouvernement.

Préparatifs du cabinet de Vienne.

De son côté, le cabinet de Vienne semblait plus attentif à augmenter la force de ses bataillons qu'à régler et presser leur mise en action sur le point le plus favorable. L'hiver s'écoula à organiser et instruire les levées qu'un système de recrutement établi depuis long-temps permettait de retirer sans peine des états héréditaires, et qui auraient eu toujours le temps de rejoindre après l'ouverture de la campagne. Encore atterré des derniers revers, il oublia que ses armées n'avaient perdu que très-peu de monde depuis le passage de la Meuse aux combats de l'Ourthe et de la Roër, et que leur effectif s'élevant à plus de 150 mille hommes, y compris les petits contingens de Bavière et de Souabe, il n'en

fallait pas davantage pour ouvrir la campagne avec éclat en prenant l'initiative de Mayence; mais l'occupation de la Hollande par les Français, le rembarquement des Anglais, la retraite des Prussiens, des Hessois, des Hanovriens, réagirent fortement sur le conseil aulique, et pour ne pas exposer les armées impériales à des assauts plus rudes que ceux auxquels elles venaient d'échapper, il résolut de les tenir provisoirement sur la défensive derrière le Rhin.

Les Autrichiens laissent prendre Luxembourg.

La sûreté de cette ligne, son rapprochement du centre de l'Empire germanique, l'espoir d'obtenir incessamment de l'Angleterre une diversion sur les côtes de l'Ouest, peut-être même des royalistes de l'intérieur que l'agence Brottier tenait constamment en haleine, et dont cet intrigant abbé vantait trop haut le zèle et les ressources, tels furent les motifs spécieux qui engagèrent probablement l'Autriche à ne point se départir du système de temporisation qu'elle trouvait si commode à suivre; cependant quand on songe combien de chances se trouvaient de son côté, et combien peu d'efforts il lui en eût coûté pour balayer le Palatinat et l'électorat de Trèves, on ne saurait s'empêcher de blâmer le parti qu'elle adopta. En débouchant de Mayence le 1er mai, on eût trouvé l'armée de blocus abîmée par les fatigues de l'hiver, hors d'état de repousser le choc de 100 mille hommes de troupes fraîches.

Elle eût été dissipée, anéantie dans ses lignes avant que le reste des forces républicaines disséminé sur une étendue de 150 lieues, eût pu être rassemblé, je ne dis pas pour venir à son secours, mais seulement pour empêcher le ravitaillement de Luxembourg où le maréchal Bender n'avait à redouter que la famine.

Un plan de campagne qui aurait eu pour objet la délivrance de Mayence et de Luxembourg, aurait d'autant mieux réussi, qu'à cette époque, l'attention de la Convention absorbée par les révoltés de la capitale l'eût empêchée de prendre avec calme et sagesse les mesures propres à détourner ce nouveau coup. Loin de là, cependant, les armées impériales ne firent pas le moindre mouvement, et la chute de Luxembourg qui capitula le 24 juin par le manque de vivres, atteste toute l'étendue d'une faute si criante. Le vieux maréchal Bender, ne pouvant espérer aucun secours, ni parvenir à se faire jour, se rendit prisonnier avec une garnison de 10 mille hommes. On trouva dans la place une artillerie nombreuse.

Négociation du prince de Condé et de Pichegru.

Tandis que la cour de Vienne se laissait enlever à la vue de 150 mille combattans inactifs la seule place capable de procurer une base, un point de départ à ses armées sur la Moselle, le prince de Condé vers le Haut-Rhin, travaillait sans la participation de ses alliés à se faire remettre les clefs de cette frontière de la France.

Ce prince, dont le petit corps faisait partie de l'aile gauche de l'armée impériale, entretenait de son quartier-général de Muhleim des intelligences avec des nobles Alsaciens. Informé par eux que le conquérant de la Hollande, préconisé pour son désintéressement à l'égal de Fabricius supportait avec humeur la pauvreté qui rehaussait l'éclat de ses lauriers, conçut aussitôt l'espoir de le séduire, et se détermina à lui faire quelques ouvertures de rapprochement.

Le comte de Montgaillard que le désir de se rendre utile à la cause des Bourbons avait attiré en Suisse, et qui, dans ces temps de trouble, jouissait du rare bonheur de voyager sans éveiller les soupçons des autorités républicaines, fut chargé de diriger cette négociation délicate conjointement avec deux négocians neufchâtellois qu'on lui adjoignit.

La tentative fut couronnée de succès. Pichegru adonné au vin et aux femmes, ne trouvait pas dans ses modiques appointemens de quoi satisfaire ce double penchant (1). Ceux qui l'appro-

---

(1) Le général en chef ne touchait alors que 4 mille francs par mois en assignats, qui ne représentaient pas 100 francs; surveillé par les commissaires de la Convention, dépouillé de toute influence administrative, il n'avait aucun moyen de se procurer quelqu'argent, et il aimait la dépense.

L'adjudant-général Badouville avec lequel Fauche-Borel réussit à lier l'intrigue, était si pauvre, qu'on lui fit cadeau de linge et d'une montre.

chaient de plus près, avec des besoins non moins impérieux, n'avaient pas à conserver une si belle réputation. Pichegru et Condé furent donc bientôt en communication.

Mais s'il est avéré que ce rapprochement eut lieu, il est bien difficile de dire quels motifs déterminèrent le premier à quitter le parti pour lequel il avait jusqu'alors combattu. S'il faut en croire les royalistes, le hideux spectacle de l'anarchie, dont il avait eu à réprimer récemment les excès dans la capitale, en lui ouvrant les yeux sur les dangers d'un gouvernement populaire, lui avait prouvé la nécessité de rétablir la monarchie pour mettre un terme à la guerre civile et à la guerre étrangère qui devoraient sa patrie; il ne fit que céder au cri de sa conscience. Les républicains au contraire l'accusent d'avoir été séduit par l'appât du pouvoir ou d'une dotation qui le mît à même de satisfaire largement ses goûts. Ils affirment que le nœud de cette trame fut formé par des femmes galantes au milieu des orgies, et l'historien a peine, en effet, à trouver dans les relations de ce général quelque chose qui caractérise le projet de relever le trône et l'analogie que les royalistes trouvent entre sa conduite ambiguë et le rôle de Monck.

Les vues du prince de Condé, quoique beaucoup plus claires que celles de Pichegru, n'étaient guère mieux raisonnées. Oubliant qu'on Erreur du prince de Condé.

ne saurait apporter trop de ménagemens pour rapprocher les membres d'une famille long-temps divisée, son aveugle conseil, ne voulait faire aucune concession, comme si, lorsque l'édifice social a été renversé de fond en comble, le trône brisé en éclats, l'affection du peuple pour ses princes aliénée, il eût été aussi facile de dicter des lois à une nation encore exaltée et pleine du sentiment de sa force qu'à une poignée de rebelles réduite par les armes. Il prétendait rétablir tout en France sur l'ancien pied, et commencer cette réforme en Alsace. Là, dès que l'autorité du Roi aurait été reconnue, les partisans des doctrines démocratiques eussent été recherchés et punis; on y eut fait regorger les acquéreurs de biens nationaux, rétabli la noblesse et le clergé dans tous leurs priviléges, rendu l'ancienne magistrature à ses fonctions. On était ainsi bien éloigné de sentir la nécessité de l'*union* et de l'*oubli*, sans lesquelles la restauration n'eût été qu'éphémère, soutenue même par l'armée de Pichegru.

Le comte de Lille plus sage veut tout oublier, mais rien concéder.

A la vérité, le comte de Lille, guidé par des vues moins exagérées, penchait pour l'oubli du passé; toutefois les rapports de l'agence de d'Antraigues, de Brottier et de Lemaître l'abusaient tellement que, loin de songer à remonter sur le trône par des concessions, il croyait faire assez en offrant un entier pardon à ceux qui, vainqueurs de la coalition, n'étaient rien moins que

disposés à se mettre à ses pieds. La lettre adressée au célèbre Mounier, le 2 juin, peu de jours avant la mort du Dauphin, prouve assez que le Régent n'appréciait pas exactement la position de la France et la haine que bonne partie de la nation vouait encore à tous ceux qu'elle accusait de s'être opposés à l'établissement de la liberté. Cette lettre, empreinte de sagesse et de modération, n'est pas moins remarquable par les principes qu'elle développe, que par l'erreur manifeste où le Régent était plongé, relativement à l'époque de leur application (1).

Nous ne nous permettrons aucunes réflexions sur ces principes, si naturels dans la bouche d'un petit-fils de Louis XIV; nous dirons seulement qu'ils étaient moins propres à calmer la France en 1795, qu'ils ne l'eussent été en 1814, alors que le régime impérial avait déjà réconcilié les Français avec les formes du gouvernement monarchique, amorti les haines personnelles et tempéré la jalousie de caste: cependant le même prince jugea habilement à cette dernière époque qu'il fallait renoncer aux vieilles institutions de la monarchie.

Quoi qu'il en soit, les détails de ces négociations ne sont point de notre ressort et ne sauraient trouver place ici : on y voit, d'un côté,

(1) Voyez pièces justificatives, n° 2.

le prince de Condé, tout engoué de sa fausse position, fier de passer de la solde d'Autriche à celle d'Angleterre, prêter l'oreille aux cajoleries de l'ambassadeur Wickham, arrêter avec complaisance le tableau d'un corps de 12 régimens, dont il n'avait pas seulement les cadres (1), et traiter avec légèreté ou dédain le général dont dépendait le triomphe de son parti. De l'autre, on aperçoit un ambitieux et des intrigans trop confians en de petits moyens, chercher dans le désordre des partis un port assuré contre le naufrage. Six mois s'écoulent en correspondance minutieuse, en pourparlers indirects avec Pichegru, auquel on refuse même le titre de général, de crainte de reconnaître indirectement la Convention qui le lui avait conféré. Le prince fait un mystère aux Autrichiens des négociations qui doivent replacer sa famille sur le trône; il veut ou leur disputer l'honneur de la restauration, ou leur ôter les moyens de la contrarier, s'enlevant ainsi à lui-même tout moyen de réussir.

Un voile impénétrable couvre encore les promenades clandestines de Fauche-Borel et de

(1) Le 17 juin, le colonel Crawfurd arrêta avec le prince de Condé que son corps fort alors de 2,500 hommes de pied et 1,200 chevaux, serait augmenté de 4 régimens d'infanterie et de 4 de cavalerie. La seule difficulté était de savoir comment on les recruterait.

Courant, d'un quartier-général à l'autre. S'il faut en croire le comte de Montgaillard, Pichegru demanda d'abord qu'on lui laissât passer le Rhin à Neubourg, à quatre lieues d'Huningue, avec 14 mille hommes, auxquels l'armée de Condé se réunirait ; il exigeait qu'on laissât subsister le pont, et qu'on proclamât la royauté sur la rive droite du fleuve, ce qui donne à croire qu'il voulut se servir de ces machinations comme d'une ruse de guerre pour assurer la réussite du passage du Rhin. Plus tard, il demanda cent mille écus, que le prince ne voulut accorder qu'après avoir été reçu dans Huningue. Alors Pichegru observa avec assez de raison que cette place ne déciderait rien, et qu'une démarche faite mal à propos pouvait faire échouer l'entreprise.

Les choses en étaient là, lorsque le comité de salut public donna l'ordre d'entrer en campagne. Merlin de Thionville, commissaire près l'armée du Rhin, en pressa tellement l'exécution, et surveilla si bien la conduite des généraux, que Pichegru, fort embarrassé de soutenir son rôle, ou craignant d'être trahi par l'indiscrétion des émigrés, prit le parti de rompre une négociation si périlleuse pour lui, d'attendre l'occasion favorable de la renouer, et d'exécuter jusques-là le plan du comité.

Sur ces entrefaites, le cabinet de Vienne, qui s'attendait à de prochaines hostilités sur le Rhin, Wurmser vient commander

l'armée autrichienne sur le Haut-Rhin.

avait divisé sa grande armée en deux, et confié au général Wurmser le commandement de celle du Haut-Rhin. Le gros de ses forces se concentra vers Fribourg où le quartier-général fut placé le 23 août.

Pichegru avait successivement porté le sien à Plobsheim, à Ottmarsheim, à Brisach, à Huningue, soit pour exécuter le projet de passage médité, ou pour mieux suivre ses relations avec les émigrés.

Tout prit un aspect menaçant sur les frontières de Suisse; les cantons inquiets firent former un cordon pour garantir leur neutralité, qui reposait d'ailleurs bien moins sur de faibles postes que sur le respect au droit des gens *et sur l'esprit national.* Cependant la campagne venant enfin à s'ouvrir dans les premiers jours de septembre sur le Bas-Rhin, détourna l'orage des environs de Bâle. Mais avant de rapporter les opérations militaires qui en résultèrent et qui appartiennent à la seconde période, il est convenable de porter nos regards sur ce qui se passait en Italie, en Espagne, et dans l'intérieur de la France, durant la longue inaction des deux partis sur la frontière d'Allemagne.

CHAPITRE XLVII.

Expédition en Corse. — Bataille navale d'Alassio. — Plan de campagne des puissances belligérantes pour s'emparer de la rivière de Gênes. — Force et emplacement des armées. — Les Austro-Sardes prennent l'offensive et forcent les Français à battre en retraite. — L'armée française occupe la ligne de Borghetto en attendant des renforts. — Combat naval des îles d'Hyères.

Le gouvernement français n'ayant rien à craindre du côté de l'Italie pendant la mauvaise saison, crût pouvoir disposer sans danger d'une partie des troupes des deux armées qui gardaient cette frontière, pour les employer à une expédition maritime, destinée à la fois à porter l'épouvante sur les côtes de la Toscane, et à reconquérir la Corse, où les Paolistes en dissension ouverte avec le vice-roi Elliot, semblaient maintenant disposés à favoriser les républicains.

A cet effet, il ordonna vers la fin de janvier au général Schérer, commandant l'armée d'Italie, de détacher à Toulon, sous les ordres

Prise du *Berwick* par les Français.

Cette disposition prouve de la prudence : on ne voulait point exposer le convoi à faire le trajet avant d'avoir assuré son passage ; mais les calculs de l'amiral et du représentant manquèrent de justesse. Lord Hotham se trouvait à Livourne depuis quelques semaines, et il ne restait plus dans le golfe de St.-Florent que *le Berwick*, de 74 canons, qui, retardé par des réparations, s'était mis en route le 6 pour rejoindre à Livourne. Découvert le lendemain au point du jour par l'escadre française, trois frégates lui donnèrent aussitôt la chasse. *L'Alceste*, la plus fine voilière, l'ayant atteint la première, l'attaqua, et soutenue bientôt par les deux autres qu'une division de vaisseaux de ligne s'apprêtait à appuyer, elle le força d'amener au bout d'un quart d'heure, l'amarina et l'envoya de suite à Toulon. L'amiral Martin se félicitait de cette heureuse rencontre, lorsqu'un coup de vent démâta un de ses vaisseaux et en sépara un autre.

Combat naval d'Alassio.

Cependant lord Hotham, informé de la sortie de l'escadre française, ayant mis à la voile de Livourne le 7 avec treize vaisseaux de ligne, cinq frégates et un brûlot anglais, deux vaisseaux de ligne et deux frégates napolitains, l'atteignit le 13, à dix milles environ d'Alassio, sur la côte de Ponent. Martin voyant son infériorité, voulut éviter le combat ; mais *le Ça-ira*, dans une manœuvre, ayant perdu ses deux mâts de hune en

abordant *la Victoire*, tomba sous le vent en queue de la ligne, et le força de s'engager. Hotham fit avancer de suite *l'Inconstant* qui l'attaqua avec d'autant plus de vigueur, qu'il fut bientôt soutenu par *l'Agamemnon*. *Le Ça-ira* repoussa vigoureusement ces deux bâtimens anglais, mais en éprouva de si fortes avaries, que l'amiral français fut obligé d'ordonner à *la Vestale* de le remorquer, et au *Censeur* de faciliter cette manœuvre en se portant au feu. *Le Ça-ira* et *le Censeur* soutinrent donc seuls le choc de l'avant-garde ennemie, aussi furent-ils fort maltraités. Le reste de l'escadre, retenu par un calme fatal, ne put leur porter le moindre secours.

Le lendemain, au point du jour, quoique l'escadre républicaine eût fait peu de voile pendant la nuit, *le Ça-ira* et *le Censeur* se trouvant fort en arrière, les Anglais s'avancèrent pour les couper et s'en emparer. Leur intention étant trop évidente, Martin voulut virer vent arrière par la contre-marche et former sa ligne de bataille sur *le Duquesne*, en passant entre *le Censeur*, *le Ça-ira* et l'escadre anglaise, que la sienne eût ainsi prolongée de la tête à la queue. *Le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant* en serrant le vent trop tôt, firent manquer la manœuvre et masquèrent le feu des vaisseaux qui auraient pu tirer sur l'avant-garde ennemie pendant qu'ils l'eussent chauffée de leur côté. Pour comble de

mille combattans (1); encore une maladie épidémique engendrée, suivant les uns par la malpropreté d'Oneille, selon les autres, par les fatigues et les privations inouies que souffrit la division de droite, tenait plus de 10 mille hommes aux hôpitaux. L'armée des Alpes comptait à peine 15 mille combattans dans ses rangs. Ainsi, sur cette frontière, la supériorité du nombre était du côté des Alliés.

Les deux armées républicaines occupaient, par une ligne non interrompue, tous les cols, depuis Vado jusqu'au mont St.-Bernard. L'aile droite de l'armée d'Italie, composée des divisions Garnier et Freytag, aux ordres de Masséna, s'appuyant à Vado, occupait les hauteurs en avant, et s'étendait le long de la chaîne qui se termine au plateau de la Planette, d'où elle descendait ensuite sur le Tanaro en avant d'Ormea, pour se diriger vers les cols de l'Inferno, de Termini, de Viosenna et de Carlino. Le centre, confié au général Macquart, occupait le col de Tende, et s'appuyait d'un côté à ceux de Tanarello et de Taxe, et de l'autre à celui du Sabione. L'aile gauche, commandée par le général Serrurier, tenait les cols de Rose et de Finestra, avait des postes aux sources de la Vesubia, oc-

(1) Non compris les divisions de la côte, établies entre Nice et Marseille.

cupait San Dalmazzo, San Salvador, Isola, sur la Tinea, et enfin aboutissait à San Stephano, où elle se liait avec l'armée des Alpes.

L'aile droite de celle-ci, commandée par le général Vaubois, gardait depuis l'Argentière la crête des chaînes qui bordent la vallée de Barcelonnette, et se terminait au col Longet. Elle avait pour appui le camp de Tournoux. Le centre, sous le général Petit-Guillaume, tenait par sa droite aux Trois-Croix, d'où elle se prolongeait aux deux monts Cénis, traversait le mont Iseran, et allait se terminer par le petit St.-Bernard au col du Bonhomme. L'aile gauche, rétrécie par les glaciers qui défendent l'entrée du Faucigny, passait aux Chapieux et dans l'Allée-Blanche, et venait aboutir au lac de Genève.

On voit par la vaste étendue de cette ligne, combien il eût été facile aux Austro-Sardes de prendre l'offensive avec succès; mais le plan adopté n'était pas de nature à faire tourner à leur avantage tous les défauts résultant d'un système de cordon qui n'avait aucune réserve pour soutien.

Le comité de salut public, convaincu par l'uniformité des rapports des délégués de la Convention et des généraux, du délabrement et de la faiblesse de ses armées sur la frontière d'Italie, en en rendant le commandement supérieur à Kellermann vers la fin du mois d'avril, l'au-

torisa non-seulement à rester sur la défensive, mais encore à évacuer le comté de Nice et à prendre sa ligne derrière le Var. C'était pour ce général à la fois un aveu tacite du triste état des choses, une marque de confiance, et un appel à tous ses sentimens généreux. Nous allons voir comment il sut y répondre.

Après avoir commencé par visiter la ligne de l'armée des Alpes, et approuvé les dispositions du général Moulins, il se rendit à Nice le 9 mai. Les tristes renseignemens qu'il reçut de Schérer le confirmèrent dans l'opinion qu'une défensive étudiée pouvait seule sauver l'armée : il se porta donc de suite sur la ligne, accompagné des chefs de l'artillerie et du génie, afin de discuter et d'ordonner sur les lieux les travaux réclamés par les conjonctures.

Le col de Tende lui parut la clef de la ligne, et en effet, si jamais les Austro-Sardes avaient tourné ou emporté cette position, Massena eût été forcé de battre en retraite jusqu'à Menton. Il ordonna de retrancher le Diamant, le Pâté, le Tapis-Vert, de placer des batteries sur tous les points intéressans, de construire de nouvelles baraques, de former des amas de pierres aux endroits escarpés pour en écraser l'ennemi au besoin, d'abattre les bois qui couvrent les bords du Limone, enfin d'exécuter de nouvelles coupures sur la grande route. De là, passant aux

positions de la droite, il visita les camps de Spinardo et de la Planetta, ordonna différens travaux à Settepani, Melogno, San Giacomo et Vado, qui ne furent exécutés qu'en partie, faute de moyens.

Pendant que le général en chef prenait ainsi des mesures contre les ennemis extérieurs, des troubles sérieux éclataient à Lyon et Toulon, sur ses derrières. Le général Moulins reçut ordre de désarmer la première de ces villes, et d'évacuer sur Grenoble et Vienne toutes les bouches à feu, armes de guerre et munitions renfermées dans ses établissemens; cette opération délicate, qui affaiblit momentanément l'armée des Alpes de 4 à 5 mille hommes, s'opéra avec une telle sagesse, qu'elle ne donna lieu à aucune commotion. On a déjà vu au chapitre XLV que l'insurrection jacobine de Toulon fut heureusement étouffée par l'énergie des représentans en mission, et que la division tirée par Chiappe, de l'armée d'Italie, arriva après la dispersion des rebelles.

Grâces à la lenteur de ses adversaires, Kellermann eut le loisir de coordonner toutes les parties de son immense cordon, et d'examiner les avantages que lui offraient les Alpes pour une défensive opiniâtre; et bien que depuis longtemps les Austro-Sardes eussent préludé à l'exécution de leur plan par des escarmouches, les

républicains remportèrent néanmoins sur eux le premier avantage. La saison ayant rendu les communications plus praticables, Moulins, avec l'autorisation de Kellermann, résolut d'enlever le col du Mont sur lequel il avait fait une vaine tentative dès le 17 avril. Le général Voillat, commandant en Tarentaise, reçut l'ordre d'employer 2,200 hommes de sa brigade pour cette expédition, dont la conduite fut confiée de nouveau à l'adjudant-général Almeyras. Cet officier marcha sur ce point en trois colonnes; celle de gauche se rendit par le col de la Salière à la Chapelle, où elle se disposait à continuer sa route, lorsqu'une tourmente affreuse, l'obligea de rétrograder. La colonne de droite pénétra à travers les glaciers sur un baracon de l'ennemi; celle du centre, favorisée dans sa marche par un vent violent qui fouettait la neige aux yeux des Piémontais, franchit en silence les premiers retranchemens abandonnés à cause du mauvais temps, surprit successivement les gardes des autres redoutes sans tirer un coup de fusil, ramassa plus de 200 prisonniers, et mit le reste des troupes dans une effroyable déroute. Ce coup de main fit beaucoup d'honneur aux Français qui luttèrent pendant dix heures de marche contre une tourmente; mais, comme pour en affaiblir le mérite, le duc de Montferrat attribua sa réussite à la trahison. Ce prince, persuadé que

le général Moulins avait dégarni le St.-Bernard, voulut prendre le lendemain sa revanche, en l'attaquant en même temps que toutes les positions environnantes. Son entreprise échoua, de même que celles qu'il renouvela le 22 mai et le 30 juin. Le duc d'Aost ne fut pas plus heureux sur la ligne du col de Tende; s'il occupa d'abord, malgré les neiges, les postes de l'Inferno et de Santa-Anna, ses troupes en furent bientôt chassées par celles du général Serrurier.

Cependant le baron de Vins, informé que Kellermann avait été obligé de dégarnir sa droite pour étouffer la révolte de Toulon, voulut profiter de cette circonstance pour chasser les Français de la rivière de Gênes, et se dirigea sur Savone. Jaloux de procéder avec ordre, et de mettre au moins les formes de son côté, il jugea à propos d'adresser le 11 juin, au sénat de cette impuissante république, une note où il annonçait que pour préserver les possessions autrichiennes d'Italie de l'invasion des Français, il se trouvait obligé de traverser son territoire et d'exiger, en payant, tout ce dont son armée avait besoin. Le sénat ne manqua point de protester contre cette violation de sa neutralité, et le ministre français d'en instruire sur-le-champ Kellermann.

Les mouvemens préparatoires commencèrent le 13 juin dans l'armée autrichienne, et dès le

lendemain plusieurs de ses divisions campèrent sur le territoire génois aux environs de Carcare. De son côté, le général Colli leva ses camps de Ceva et de Mondovi, et se prépara à favoriser les mouvemens des Impériaux par des entreprises secondaires, tant dans les trois grandes vallées du Tanaro, de l'Elero et du Pesio, que vers le col de Tende.

A Carcare, de Vins partagea son armée en trois colonnes. Celle de droite fila par les monts de Lavagnol et de San Bernardo; le centre passa à Calissano et Mallare; la colonne de gauche arriva par le mont de Notre-Dame-des-Anges vers Savone. Cette marche dut éprouver de grandes difficultés, car l'avant-garde, aux ordres du général Pittoni, ne parut sur les hauteurs de Montenotte que le 21; l'armée ne campa que le lendemain sur celles de Montenero et de Monte-Acuto.

Au premier avis de ce mouvement, Kellermann accourut de Belver à Vado pour surveiller les dispositions de défense, et recommanda au général Macquart de prendre des mesures pour recueillir en cas d'échec les troupes de Garnier à Tanarello et Sucarello. En même temps Massena prescrivit au général Freytag commandant sa droite, de s'emparer de vive force ou par surprise du château de Savone; mais sur les observations du général Laharpe, ce coup de

main fut ajourné, tant à cause des difficultés que présentait alors son exécution, que dans l'espoir de le voir défendre par les Génois, qui venaient d'y envoyer 250 hommes, et tous les approvisionnemens de guerre dont il manquait.

Aussitôt que les Autrichiens se montrèrent sur les hauteurs de Savone, Freytag donna ordre à sa brigade de droite de se renfermer dans les retranchemens de Vado et de se préparer à la plus vigoureuse résistance. Le général Laharpe, en évacuant cette ville neutre, laissa en avant de son faubourg le chef de brigade Dupuis avec un bataillon de la 21[e] et des instructions pour tous les événemens.

Le 23 juin, de Vins ayant enfin rassemblé toutes ses troupes, et certain que le général d'Argenteau assaillirait le lendemain les retranchemens de Settepani, se proposa de diriger lui-même avec environ 6 mille hommes l'attaque de la Madone del Monte, tandis que Wallis, avec une division de 4 à 5 mille, tâcherait de pénétrer par Savone entre le pied des montagnes et la mer, afin de couper les républicains délogés des hauteurs de la Madone.

Le 24 juin au jour, le général Roccavina à la tête de trois bataillons, attaqua de front la redoute et les autres ouvrages, tandis que le général Rota les tournait par Valeggine. Après une courte résistance, les grenadiers qui les

défendaient se retirèrent sur le camp de Terzano, où le général Freytag les recueillit.

Aussitôt que le poste de la Madone fut replié, le comte de Wallis poussa ses troupes en avant et coupa bientôt dans Savone le faible bataillon de Dupuis qui, feignant d'être vivement poursuivi, se sauva sur les glacis de la citadelle, et sauta dans le chemin couvert. Les Génois étonnés, et ne se doutant pas de la ruse, tirèrent alors quelques coups de canon et de fusil, comme pour prouver aux Autrichiens qu'ils étaient prêts à faire respecter leur neutralité. Ceux-ci, encouragés par le bruit, pressèrent leur marche, croyant prendre les Français entre deux feux; mais en débouchant des rues adjacentes, qu'on juge de leur surprise en les voyant installés dans le chemin couvert. Dupuis parlementait alors avec les Génois, qui avaient levé le pont-levis du corps de place, pour les engager à le recevoir dans le fort. Wallis le somma : il répondit qu'il saurait essuyer le feu de la citadelle et repousser ses troupes si elles se présentaient. L'embarras des Impériaux fut au moins égal à celui des Génois. Cependant le feu sur la gauche redoublant d'intensité, le général de Vins se rendit chez le gouverneur de Savone pour le presser de se défendre. Celui-ci demanda à consulter le sénat, prétextant qu'il n'avait pas d'instruction pour un cas si

particulier. Heureusement pour la ville qu'avant la fin de la journée, après maints pourparlers, il parvint à s'entendre avec les généraux autrichiens. Dupuis et sa troupe furent admis à jouir des droits d'hospitalité accordés par toute puissance neutre aux troupes qui déposent les armes. On les embarqua avec armes et bagages sur des chaloupes qui allèrent les déposer à Finale.

Pendant que la division Wallis se trouvait ainsi paralysée par cette ruse de guerre devant Savone, les colonnes de Roccavina et Rota s'étaient réunies devant le Cugliano et attaquaient le pont de Zinora défendu par l'adjudant-général Frontin avec deux bataillons de grenadiers. Cette poignée de braves ne put résister au choc, et fut forcée d'aller s'embusquer derrière les murs de la rive droite de ce torrent, d'où elle continua à fusiller. Les Impériaux, comptant n'avoir à essuyer que ce feu de mousqueterie, passèrent alors le pont en colonne serrée. Tout à coup les deux forts de Vado commencèrent à faire jouer toutes leurs batteries. Cet incident attiédit leur ardeur; après avoir hésité quelques minutes, ils rebroussèrent chemin en désordre, et ce ne fut qu'avec peine que leurs chefs parvinrent à les rallier derrière des murs et des jardins d'oliviers de l'autre côté du torrent.

Roccavina jugeant donc qu'il ne réussirait pas ici, reparut une heure après en ordre de bataille

au pied de Tersano, vis-à-vis de St.-Sébastien, dans le lit même de la rivière. Le général Freytag sentant l'urgence de déjouer cette manœuvre, ordonna à Laharpe d'exécuter une sortie avec 300 grenadiers. Ce mouvement est favorisé par le jeu à bout portant de trois bouches à feu masquées par les broussailles, et par une fusillade d'une centaine de tirailleurs dispersés dans les taillis. Laharpe arrive à la faveur des arbres, sans être aperçu, sur le flanc de la ligne ennemie, l'assaille et la culbute sur la rive gauche du torrent. En même temps l'adjudant-général Frontin repassa le pont de Zinora avec le 6e bataillon de grenadiers, et poursuivit, la baïonnette dans les reins, tout ce qui se trouvait devant lui. Le général Roccavina fut blessé grièvement, et son collègue aurait eu beaucoup de peine à couvrir la retraite, s'il n'eût été parfaitement secondé par les uhlans. Cette échauffourée, qui ne finit qu'à la nuit, coûta à de Vins plus de mille hommes tués, blessés et prisonniers.

Eclairé un peu tard sur la véritable direction à donner à ses attaques, il se porta la nuit avec une partie des troupes de Wallis pour renforcer l'attaque que le général d'Argenteau devait faire le lendemain sur les postes de Settepani et de San Giacomo. Tremblant même d'être inquiété dans ce mouvement, il demanda un armistice pour enterrer ses morts. Le général La-

harpe le lui accorda d'autant plus volontiers que les troupes françaises avaient un grand besoin de repos.

Le 25 juin, à trois heures du matin, conformément à ses instructions, d'Argenteau attaqua les retranchemens de Settepani et de Melogno, le général Cantu ceux de San Giacomo, tandis que Wallis et Liptay firent une fausse attaque dans la plaine sur le pont de Zinora. De Vins se flattait par cette disposition de percer le centre de la ligne française et de tourner sa droite. Ses calculs furent de nouveau en défaut : les démonstrations dans la plaine n'inquiétèrent nullement la brigade Laharpe, qui se maintint ce jour-là et le suivant dans Vado ; mais la partie de la ligne de Settepani à San Giacomo gardée seulement par sept faibles bataillons, après avoir été défendue avec une valeur peu commune, demeura aux Autrichiens.

Tandis que ces choses se passaient à la droite des républicains, Garnier cherchait à attirer l'attention de l'ennemi sur la gauche. Après avoir emporté le poste de St.-Barnouil, il rallia aux bains de Vinadio les troupes cantonnées à Sainte-Anne, et se porta sur le village de Bagni dont il chassa le baron Galea après un combat opiniâtre. Colli méprisant ces vaines attaques, se contenta de renforcer ses avant-postes, et Garnier sentant lui-même l'inutilité d'une si faible

diversion, rentra le lendemain dans sa position.

Cependant Massena, frappé de l'urgence de se maintenir sur les hauteurs pour assurer la retraite de la brigade Laharpe qui tenait toujours Vado, renforça le 26 d'un bataillon le poste de Melogno; mais, comme ce poste était commandé par celui de Settepani, il roulait dans sa tête le projet de l'enlever aux Autrichiens, lorsqu'un épais brouillard venant à s'élever dans la soirée du 27, le décida à le mettre à exécution sur-le-champ. Il confia la conduite d'un bataillon à chacun de ses adjudans-généraux Joubert et Laserre, se réserva la conduite d'un troisième, et vers sept heures du soir les met en marche sur Melogno qui est surpris, enlevé. Les ennemis fuient en désordre sur Settepani, où on les poursuit. Malheureusement la difficulté de suivre des sentiers étroits et difficiles, au milieu du brouillard, causa de la confusion dans les colonnes: celle de Joubert arriva au pied des retranchemens sans s'en douter, et s'engagea corps à corps avec les Autrichiens. Bientôt les deux autres sont également aux prises. C'est un massacre épouvantable : d'Argenteau reconnaissant enfin le petit nombre d'hommes qui lui disputent des retranchemens qui lui ont coûté tant de sang, ouvre la barrière à ses réserves, et les lance sur ces quinze cents audacieux. Cet effort fut décisif; ils furent culbutés et ramenés l'épée dans les reins

jusqu'aux seconds retranchemens de Melogno. Les pertes des deux partis furent balancées; on les estima, pour chacun, à mille hommes hors de combat.

Le jour où les républicains étaient ainsi battus par les Impériaux, ils prenaient leur revanche sur les Piémontais au col de Tende. Le marquis de Vitali, qui commandait dans la vallée de Limone, ayant reçu l'ordre de Colli de chercher à s'emparer du col de Tende, et certain de la difficulté d'aborder cette position de front, résolut de l'attaquer en faisant partir deux colonnes d'Arpiola et de Collapiana situés sur ses flancs; une troisième colonne ne devait agir sur la grande route qu'en cas de succès d'une des deux premières. Cette disposition était assez sage; néanmoins elle manqua son but, parce que le mauvais état des chemins transforma cette attaque combinée en deux partielles et isolées.

La colonne de droite partant d'Arpiola, chemina sans être aperçue dans la petite gorge qui se trouve au milieu du col de Cornis, et arriva vis-à-vis le Sabione à la pointe du jour. Reconnue par un poste avancé qui commença aussitôt une fusillade très-vive, elle fit bonne mine à mauvais jeu, et voulut enlever de force le camp qu'elle croyait surprendre; mais la brigade Lebrun ayant eu le temps de courir aux armes, l'accueillit si chaudement, qu'au bout de quelques minutes,

elle se dispersa dans les rochers pour se sauver plus sûrement. L'adjudant-général Gardanne, détaché par le général Dallemagne du col de Tende sur celui de Cornis, en vue de couper la retraite aux fuyards, ne remplit qu'imparfaitement l'objet de sa mission, parce qu'un brouillard et des rochers les dérobèrent à sa vue.

La colonne qui s'avançait directement par le Limone n'eut pas un meilleur sort. Dallemagne attendit qu'elle fût à mi-côte pour la faire assaillir sur ses flancs, et attaquer de front à la baïonnette par un bataillon. Elle fut culbutée, et ne sauva pas sans peine la pièce de quatre dont elle avait espéré se servir avec avantage.

Malgré ces succès balancés, la ligne n'étant plus tenable, Kellermann se décida à battre en retraite, et prit pour l'assurer de sages dispositions. Laharpe dut évacuer Vado, et Garnier Ormea. Masséna chargé de la couvrir, dut tenir ferme sur le contre-fort de Melogno, pour donner le temps d'évacuer les ambulances ou dépôts, et tomber sur le flanc des Sardes, dans le cas où, excités par les succès de de Vins, ils se porteraient en force sur le centre.

Pendant qu'une partie de la division de droite s'acheminait vers le pont de Carmelo pour s'y établir provisoirement, Kellermann convoqua à Loano un conseil de guerre où assistèrent tous les divisionaires de son aile droite et les chefs du

génie et de l'artillerie. Il ne leur dissimula point l'état fâcheux des affaires. Après avoir écouté différens officiers qui proposaient, les uns la ligne de la Roya, d'autres celle de la Taggia, il donna la préférence à celle-ci : « C'est le contre-fort qui » s'étend depuis Borghetto jusqu'à Ormea que » nous défendrons, dit-il, si l'ennemi nous donne » le temps de le retrancher; car il resserre notre » ligne, et nous conserve Ormea. Là nous pour» rons attendre sans crainte l'arrivée du renfort » que j'ai demandé au comité de salut public, » et la campagne ne se terminera pas, j'espère, » que nous n'ayons repris l'offensive. »

Masséna observa que cette ligne était très-faible à Sucarello, et proposa au général en chef de la parcourir avec lui. Kellermann accepta sa proposition, et la reconnaissance exécutée dès le lendemain matin, ayant prouvé qu'au moyen de quelques ouvrages la position serait assez forte pour arrêter l'ennemi, elle fut adoptée.

Le mouvement rétrograde commença dans la nuit du 28 au 29, et le jour suivant, l'aile droite fut établie sur la nouvelle ligne. Les magasins de Finale, de Loano, de Voltri furent presque tous évacués; et, quoi qu'en disent certains rapports, on n'y laissa qu'une vingtaine de bouches à feu en fer, et quelques centaines de sacs de froment.

Les Autrichiens qui auraient dû contrarier

cette retraite ne s'avancèrent qu'avec une circonspection blâmable. De Vins, sous des prétextes frivoles, dissémina ses troupes dans le pays de Gênes, et laissa à Colli la tâche de déloger les républicains du poste de Termini. Ce dernier voyant qu'il ne pouvait compter sur une franche coopération des Impériaux pour nettoyer la vallée de Tanaro, se décida le 5 juillet à attaquer le col de Termini sur plusieurs points. Quelques colonnes se dirigèrent sur la montagne, en face de la gauche du village, les autres sur la droite de l'Inferno. Entre cinq et six heures, tous les avant-postes furent repliés. Bientôt après, le feu s'engagea sur toute la ligne. A la gauche et au centre les colonnes sardes furent repoussées avec perte; mais le marquis de la Torre ayant franchi le col de l'Inferno sur le rocher à gauche du col de Termini avec environ 2000 hommes, et s'étant établi en même temps sur le plateau de Cassine, fusillait tout ce qui sortait de ce hameau, et eût ainsi coupé toute retraite aux républicains, s'ils venaient à être repoussés. Le général Pelletier envisagea ce danger en homme de tête et de cœur. Il fit avancer contre cette colonne deux pièces de canon soutenues par environ 200 hommes, et commença un feu vif et nourri. Cet accueil dégoûta les Piémontais, qui, malgré leur supériorité en nombre, se sauvèrent dans le plus grand désordre.

Le général Garnier, convaincu que sa droite seule courait quelque danger, donna l'ordre d'évacuer Ormea, de lever les camps de Carlino et de Viosena, afin de réunir sa division à Ponte di Nave, où il se proposait de soutenir une seconde attaque avant de se replier à Colla-Rossa et Tanarello sur la division Macquart.

Les troupes de celle-ci qui occupaient ces points, furent inquiétées pendant plusieurs jours par les Piémontais. Leurs craintes se dissipèrent aussitôt qu'elles virent les bataillons de Garnier reprendre leurs anciennes positions. Macquart, enhardi, crut devoir rendre quelque confiance aux siens en poussant des détachemens à Ormea.

Cet événement, présenté par les Austro-Sardes comme un avantage, parce qu'Ormea fut quelques jours en leur pouvoir, témoigne cependant contre leurs chefs. Il faut croire que la mésintelligence entre Colli et Devins amena une rupture entre eux, ou bien qu'ils méconnaissaient également les règles de la guerre. Devins commandait alors au moins 18 mille hommes; car les premiers renforts envoyés des états héréditaires en Italie venaient de le rejoindre; Colli, de son côté, n'en avait pas moins de 15 mille sous ses ordres: c'était donc 35 mille combattans tout frais, bien pourvus de vivres et de munitions, qui pouvaient en accabler 18 à 20 mille, harassés

de fatigue, pieds déchaux, et se battant pour ainsi dire tous les jours à jeun.

Cette mésintelligence servit à souhait Kellermann, en lui donnant le temps de se raffermir dans sa position. Persuadé qu'il est plus avantageux de soutenir la défensive en pays montagneux que dans la plaine, ce général ne voulait quitter les Alpes maritimes qu'à la dernière extrémité, et prit toutes les mesures nécessaires pour disputer les lignes de la Taggia et de la Roya, s'il venait à perdre celle de Borghetto. Il parvint à force de patriotisme à surmonter tous les obstacles provenant du dégoût des troupes, du discrédit public, de la baisse monstrueuse des assignats et de l'épuisement de la misérable contrée où l'on était forcé de se maintenir. Pour retenir les soldats sur des rochers affreux et les y faire travailler au milieu des privations les plus rudes, il les haranguait souvent en leur faisant entrevoir le terme prochain de leur misère. « La paix, leur disait-il, est conclue avec » l'Espagne; incessamment nous serons secou» rus par nos frères d'armes des Pyrénées; » voudriez-vous leur laisser la gloire de forcer » le roi de Sardaigne à la paix? » On assure même que la caisse de l'armée ne renfermant que des assignats sans valeur, il offrit et livra aux fournisseurs français ou étrangers tous ses

fonds particuliers, pour les engager sous sa garantie personnelle à former quelques approvisionnemens : sacrifice d'autant plus méritoire, que le désintéressement ne lui était pas naturel. Attentif à saisir toutes les circonstances qui pouvaient le conduire à son but, Kellermann accueillit le commissaire génois Spinola, se lia d'amitié avec lui, et, par son intermédiaire, parvint à se rendre favorable non-seulement les membres du sénat, mais encore les négocians.

Par un contraste tout particulier, le baron Devins s'occupait bien moins des intérêts de ses alliés que des siens propres. Il commit dans la rivière de Gênes des déprédations qui excitèrent mille plaintes. Dès qu'il fut maître de Savone, Vado et Loano, il arma des corsaires pour son compte. Malheur aux caboteurs rencontrés par eux! ils étaient ramenés à Vado pour y prendre un passe-port, qui, après avoir été chèrement payé, ne leur servait pas même pour entrer à Savone. On assure qu'en trois mois il acquit ainsi de grandes richesses. Inaction de Devins.

Une telle administration devait particulièrement déplaire dans un pays tout marchand; et loin de la tempérer par des formes aimables, Devins y joignit une hauteur qui lui aliéna jusqu'au dernier Génois.

Il faut pourtant lui rendre justice; il ne négligea pas entièrement les intérêts de son armée,

bords de l'Urola à ceux du Gers, se trouvaient encombrés par environ 20 mille moribonds. De cette superbe armée, qui comptait plus de 60 mille hommes effectifs à la clôture de la campagne, il n'en existait pas 25 mille en état de combattre; encore ceux-ci, réduits depuis long-temps à la demi-ration, paraissaient plutôt des spectres que des soldats. Des 5 mille chevaux précédemment attachés aux divers transports, les trois cinquièmes avaient péri : les magasins étaient dépourvus de tout; et l'on ne voyait aucune possibilité d'entrer en campagne.

Le système adopté, offrait d'ailleurs un inconvénient secondaire; il réduisait à la défensive le général Pérignon, qui semblait avoir acquis des titres au premier emploi : et, bien que le comité lui réservât la conduite du corps de Cerdagne, ce commandement ne pouvait flatter le vainqueur de Figuères et de Roses, puisqu'il le condamnait, pour ainsi dire, dans sa propre armée, à un rôle subalterne.

Rapprochement avec l'Espagne.

Tout concourut donc à faire ajourner l'exécution de ce projet; car, tandis que Moncey s'efforçait de rétablir l'ordre dans son armée, et de hâter les préparatifs de son entrée en campagne au milieu de la désorganisation de tous les services; que Pérignon résignait le commandement de la sienne, et que le comité de salut public nommait Schérer pour le remplacer, la

cour de Madrid ouvrait enfin les yeux sur les dangers de sa position. Déjà même, dans le conseil, le ministre de la marine Valdès, et le président du conseil de Castille, Lacañada, se prononçaient hautement pour la paix. Le comité de salut public de son côté, non moins pénétré de l'inutilité de cette guerre, cherchait un moyen honorable de la terminer : Bourgoing, qui avait concilié tous les suffrages dans sa mission de 1792, fit en son nom des ouvertures indirectes au chevalier d'Yriarte et à M. d'Ocaritz. S'il faut en croire quelques mémoires du temps, le duc d'Alcudia fit mine de les rejeter, par la seule raison qu'il n'en était point l'auteur; Valdès, indigné, s'éleva dans le conseil avec tant de véhémence, qu'il fut disgracié et exilé : mais le ministre, peu scrupuleux, envoya aussitôt de son côté des agens accrédités, pour renouer la négociation; et la termina avec moins d'avantage qu'on ne l'eût fait au commencement de l'année. Cette version acquiert d'autant plus de poids, qu'en effet le marquis d'Yranda se rendit plus tard à St.-Sébastien; et s'aboucha, sous différens prétextes, avec le général Servan, envoyé à Bayonne avec le vain titre d'inspecteur général.

L'orgueil déplacé du premier ministre devenant donc, dès ce moment, le seul obstacle au rapprochement de deux nations que les mêmes

postes en avant de Seu-d'Urgel.

ques jours de repos à ses troupes, après la reddition de Roses, que, voulant établir ses quartiers d'hiver en Catalogne, il ordonna au général Charlet de prendre l'offensive en Cerdagne; de déloger les Espagnols postés en avant de la Seu-d'Urgel, et de prendre en flanc ceux qui couvraient Campredon. Cinq colonnes, après avoir marché toute la nuit du 17 février, attaquèrent le 18 avant le jour les postes de Bexach, d'Estunia, de Bar et d'Aristol. La première ayant surpris les Espagnols, était sur le point d'atteindre son but, quand ceux-ci venant à recevoir du renfort, la rejetèrent, après un combat opiniâtre, de l'autre côté de la Sègre. Les détachemens qui devaient s'emparer de Bar et d'Estunia, remplirent mieux leur tâche : mais l'attaque sur le premier poste ayant échoué, ils furent obligés de se retirer durant la nuit, de peur d'être pris en flanc. La colonne, dirigée sur Aristol avait eu de grands obstacles à surmonter; pour y arriver il fallut franchir le pont de Bar, défendu par un gros corps espagnol. Cette entreprise offrant des difficultés, le commandant républicain fit jeter une partie de ses soldats à la nage, et parvint ainsi sur la rive gauche de la Sègre. Alors l'ennemi étonné abandonna sa position, et se retira sur Arsègre; d'où il rentra le lendemain dans les postes que les Français avaient évacués la nuit, par suite du mouvement général.

Combat de Baniolas.

Le mauvais succès de cette tentative détermina le général Pérignon à tourner ses efforts du côté de la Fluvia. Le 28 février et les jours suivans, il fit parader quelques corps de cavalerie sur la droite des Espagnols, dans la vue d'engager le comte Urrutia à dégarnir son centre et sa gauche. En effet, le 1er mars, deux fortes colonnes passèrent la Fluvia : la première, composée d'environ 5 mille hommes d'infanterie, et de 300 chevaux, sous les ordres du général Augereau, déboucha de Bezalu, et se porta sur Baniolas : l'autre, commandée par le général Sauret, forte de 4 mille fantassins et de 150 chevaux, franchit la rivière en face de Bascara, avec l'instruction de marcher parallèlement à la première, afin d'être en mesure de la soutenir. L'objet de ce mouvement était, à ce qu'il paraît, de couper la ligne espagnole et d'en rejeter la gauche sous Girone, pour ensuite accabler la droite dans le cul-de-sac formé par le Ter, la Fluvia et la mer. Mais, si ce but était sage, les moyens, pris pour y parvenir, ne répondaient point à ce qu'on devait attendre d'un général qui avait si bien manœuvré dans la mémorable journée de Figuères. D'ailleurs Urrutia devina le projet de son adversaire, et ne laissa sur la droite qu'un rideau de troupes légères, pour masquer à la cavalerie républicaine le départ des forces dirigées vers les points qu'il supposait devoir être sérieusement

attaqués. L'occasion paraissait belle d'accabler les deux colonnes de Pérignon, en concentrant toutes les forces en arrière de Baniolas. Cependant, soit que le général espagnol ne calculât pas tous les avantages qui pouvaient résulter de cette manoeuvre, soit que le découragement de ses troupes ne lui permît pas de s'écarter du rôle défensif, il se contenta de se mettre en mesure de repousser l'agression dont il était menacé.

La colonne du général Sauret rencontra l'ennemi la première. Croyant n'avoir affaire qu'à de faibles postes, elle s'était avancée, sans beaucoup de précautions, à plus d'une lieue de la Fluvia : mais, là, elle fut arrêtée par les divisions des généraux Cuesta et Iturigaray, qui s'engagèrent aussitôt, et la forcèrent, après un combat assez vif, à repasser la rivière au plus vite.

Le général Augereau, qui conduisait la colonne de Bezalu, ignorant l'échec essuyé par son collègue, poursuivit sa marche sur Baniolas, lorsqu'il aperçut avec surprise, à la hauteur de Sernia, un corps nombreux s'avancer en bon ordre pour le combattre. C'était le chef d'état-major O'Farril, à la tête de la division Vives, à laquelle s'étaient ralliés plusieurs régimens de cavalerie. Augereau fit halte dans une position excellente, couverte par un ravin profond, et un bois qui garnissait à la fois ses flancs et ses derrières. O'Farril

sentit alors que la supériorité numérique ne compenserait pas les avantages d'un pareil poste, et fit mine de se retirer, afin d'attirer les Français sur un terrain moins désavantageux pour lui, et de donner aux renforts qu'il attendait le temps d'arriver. Son stratagème réussit : l'avant-garde d'Augereau se mit à la poursuite des Espagnols, qui se replièrent lentement en combattant, et ce général lui-même se porta en avant, avec le reste de sa division. Arrivé dans la plaine vers trois heures, il y trouva l'ennemi rangé en bataille, et disposé à recevoir le choc : l'action s'engagea aussitôt et se soutint jusqu'au soir avec des succès variés. Finalement, les efforts des Français se brisèrent contre le centre et la gauche des Espagnols ; Augereau s'apercevant à la chute du jour que O'Farril faisait manœuvrer sa cavalerie par la gauche pour le couper de Sernia, ordonna la retraite, qui d'ailleurs s'effectua en bon ordre. Le lendemain, Augereau, informé de l'échec de Sauret, évacua Bezalu, puis rentra dans son camp sous Figuères, abandonnant quelques caissons, et un petit nombre de prisonniers. Immédiatement après cette affaire, Urrutia fit retrancher le col d'Oriols, y porta son avant-garde, construisit un pont sur pilotis en avant de Basçara, et jeta des postes d'avertissement sur la gauche de la Fluvia. Pérignon, abreuvé de dégoûts et navré de l'injustice du comité, ayant

remplie d'infanterie française ; lorsque la cavalerie castillane, aux ordres du comte de St-Hilaire, fournit une charge qui la força de se replier sur Bascara. Toutefois, le général Schérer ayant rétabli l'ordre dans ses bataillons, tenta de revenir sur ses pas : mais le régiment des volontaires de la Couronne descendant dans la plaine à gauche de Bascara, seconda si bien la cavalerie, qu'elle le contraignit à repasser la rivière, après avoir échangé quelques boulets.

Sur la droite, Augereau ayant déployé sa division sur les hauteurs de Crespia, le général Vives crut d'abord qu'il allait forcer le pont d'Esponella et mit la sienne en bataille sur les hauteurs entre ce village et Visert, où elle essuya pendant quatre heures une forte canonnade. Mais, dès que Vives eut avis de la retraite des colonnes françaises qui avaient franchi la rivière à droite, il ordonna aux troupes qui occupaient Bezalu d'attaquer la droite d'Augereau; tandis que le marquis de la Romana, posté à Visert, assaillirait la gauche. Ces mouvemens exécutés avec précision, décidèrent le général français, prévenu d'ailleurs de la retraite du centre, à se replier sur Figuères.

A la gauche, la colonne de Sauret, franchit la Fluvia sans obstacle : mais elle fut tenue en échec par la division Iturigaray, qui, en faisant passer un régiment de hussards au gué de To-

le 25, une reconnaissance générale sur la ligne des républicains, et surpris ainsi les colonnes de la droite et du centre dans leur mouvement préparatoire. Environ 12 mille hommes, conduits par le quartier-maître-général O'Faril, passèrent, à cet effet, la Fluvia le 25 sur le pont de Bascara, et se partagèrent en trois colonnes. Celle de gauche, dirigée par le maréchal-de-camp Vives, attaqua le camp de Cistella, et en poursuivit les troupes jusqu'à Avignonet: mais Augereau ayant rassemblé incontinent celles cantonnées à Liers et à Sierra-Blanca, rejeta sur la Fluvia la colonne de Vives, qui ne la repassa saine et sauve, qu'en sacrifiant un bataillon. La colonne du centre, composée des troupes de l'avant-garde, aux ordres des généraux Arias et la Romana, rencontra celle que conduisait Schérer sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas, et l'arrêta tout court. L'attaque de gauche, commandée par le quartier-maître, ne trouva personne; et se promena jusques sous les batteries de la ligne française.

Schérer, ne se tenant point pour battu par ce contre-temps, reprit le lendemain l'exécution de son projet, et passa la Fluvia à droite et à gauche de Bascara, sous la protection d'une batterie légère. Les avant-postes espagnols abandonnèrent cette ville et Calabuix, pour se retirer sur l'avant-garde, retranchée au col d'Oriols. Déjà, toute la vallée de la Fluvia était

bouchure. Ce projet, encore plus vicieux que le premier, puisqu'il portait la majeure partie de l'armée dans un cul-de-sac, eut le sort qu'il méritait.

Conformément à ses instructions, Augereau, ayant laissé 2 mille hommes sur les hauteurs de Roses et d'Armadas, passa la rivière sans difficulté, et déploya sa division dans la plaine, dominée par l'ermitage de Ste.-Anne, où il plaça de suite une batterie pour chauffer Bascara et Calabuix. Le général Arias, commandant l'avant-garde espagnole, la fit à l'instant contrebattre par des pièces de gros calibre; puis se rapprocha des bords de la Fluvia avec de l'artillerie légère et plusieurs régimens, afin de la passer au gué d'Arenys et de déborder la gauche de cette division. Augereau, inquiet de cette manœuvre, céda insensiblement du terrain, et revint sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas. Dès que Urrutia s'en aperçut, il ordonna à son quartier-maître-général O'Faril, de passer la Fluvia et de suivre chaudement les Français, afin de les retenir dans cette position pendant que Vives et la Romana en tourneraient la droite, et que le comte de St.-Hilaire aborderait la gauche avec sa cavalerie. Augereau, par sa prudence, échappa à ce triple danger, et la bonne contenance de son arrière-garde rompit tous les efforts de l'ennemi.

Bien que Schérer n'eût rencontré que trois ou quatre cents hommes pour lui disputer le passage, il n'osa pourtant s'aventurer de l'autre côté, après avoir reçu l'avis de la retraite de son lieutenant : et il fit bien; car on ne sait trop comment il s'en serait tiré, ayant dans ce coupe-gorge toute l'armée espagnole sur les bras.

Opérations en Biscaye.

Tandis que ces événemens se passaient sur les bords de la Fluvia, le général Moncey donnait tous ses soins pour l'embrigadement des corps isolés, et la recomposition des bataillons de grenadiers destinés à former des réserves dans chaque division : d'un autre côté, il pressait le général Lespinasse d'achever les équipages de siége, de campagne et de ponts, qu'on assemblait à Bayonne.

Le comité avait chargé le colonel Marescot, qui venait de se signaler par la prise de Maëstricht, de diriger les attaques de Pampelune; et tous les préparatifs compatibles avec la pénurie générale se faisaient à cet effet, en attendant les renforts promis.

Dans cet intervalle Moncey crut devoir tenir en haleine les troupes qui lui restaient. A sa gauche, destinée à un rôle passif, il envoya camper sept bataillons de la division Mauco sur le col de Lindous, à l'entrée du val de Roncevaux; tandis que

la droite formant des camps à Iziar et à Aldava, entre la Deba et l'Urola, faisait tâter différens postes, qui couvraient l'aile gauche du prince de Castel-Franco, et préludait à l'ouverture de la campagne, en enlevant celui de Muzquirnechu qui liait Elosua à Elgoybar (1). Quelques démonstrations furent également dirigées vers Ascarate, au point d'intersection du corps de bataille de l'ennemi avec son aile gauche.

Toutefois, l'armée n'était pas encore en état de prendre l'offensive. Ne pouvant s'enfoncer dans la péninsule avant d'être maîtresse de Pampelune, elle aurait été probablement restreinte à la défensive, si le gouvernement n'avait fait filer en toute hâte de la Vendée, un corps de 12 mille hommes, qu'il remplaça dans ces contrées par une division de l'armée qui venait de réduire Luxembourg. Le comité de salut public, en se décidant à cette mesure, reprit son premier projet, et recommanda aux généraux Schérer et Moncey de l'exécuter en tous points. Il réintégra même le général Sahuguet, pour aller prendre le commandement de la division du val d'Aran; et enjoignit au représentant Blad d'aller s'établir à Toulouse, pour entretenir une correspondance

(1) On trouvera les principaux endroits indiqués, sur le croquis particulier annexé à la planche 3. — Ceux qui voudront suivre tous les mouvemens consulteront les cartes de Roussel ou de Lopez.

active avec les généraux qui devaient concourir à son exécution, tant en Catalogne et en Cerdagne, qu'en Navarre et en Biscaye. Malgré ces dispositions formelles, le projet, comme on le verra, fut modifié en ce qui concernait les deux expéditions sur le centre; Sahuguet reçut une autre destination; et toutes les troupes venues de la Vendée, renforcèrent l'armée stationnée dans le Guipuscoa.

L'espèce d'inaction forcée dans laquelle les armées opposées restèrent durant la majeure partie des mois de mai et de juin, accrédita les bruits de paix, auxquels les fréquentes entrevues du marquis d'Yranda et du général Servan donnèrent lieu. Mais bientôt l'apparition dans le golfe de Gascogne d'une escadre espagnole qui captura plusieurs bâtimens de commerce français; et, l'arrivée des renforts envoyés de l'intérieur de la république, les firent évanouir : de part et d'autre, on ne songea plus qu'à se mesurer de nouveau.

Avant de recommencer les hostilités, Moncey perdit trois de ses meilleurs lieutenans, Frégeville, Marbot et Laborde, destitués par les représentans en mission, comme fauteurs du système de dévastation, suivi dans la campagne précédente à l'égard des habitans du Guipuscoa : exemple remarquable de justice distributive, qui frappait les innocens pour sauver le coupable.

L'armée des Pyrénées occidentales prend l'offensive.

Enfin, le 25 juin, la première colonne de la division de l'Ouest étant arrivée, le général Moncey résolut de prendre immédiatement l'offensive. Nous avons déjà dit que l'aile gauche de l'armée du prince de Castel-Franco occupait, sous le lieutenant-général Crespo, les bords de la Déba, depuis Bergara jusqu'à son embouchure; les milices de Biscaye, au nombre d'environ 10 mille, garnissaient une partie de cette frontière, en commun avec les troupes de ligne; mais disséminées dans une foule de points, mal organisées et encore plus mal armées, elles servirent plus à faire nombre qu'à arrêter l'ennemi. L'aile de Crespo se liait d'assez loin avec le centre aux ordres du lieutenant-général Filangiéri; leur jonction avait lieu au port de Lecumbery que traverse la route de Tolosa à Pampelune. Cette disposition de la ligne de son adversaire donna l'idée au général français d'isoler ces deux corps, et de les accabler ensuite l'un après l'autre.

Elle fond d'abord sur Filangiéri.

En conséquence, le 28 juin, le général Raoul, commandant le camp d'Iziar, força le passage de la Déba près de Sasiola, et vint prendre poste sur les hauteurs de Motrico: le 29, il occupa celle d'Urreagui, sur l'extrême gauche de l'ennemi qu'il menaçait de prendre à revers. Le même jour, le général Willot, avec sa division, partagée en deux colonnes, manœuvra contre le centre et la droite de Crespo; tandis qu'un troisième

détachement se dirigeait de Tolosa sur Villa-Réal, pour lui couper la retraite. Ces dispositions étaient bien conçues : et, si on les avait exécutées avec plus de secret, il est probable que ce corps eût été accablé : mais, soit qu'il fût averti à temps des projets des Républicains, ou qu'il les eût devinés à la manoeuvre de Raoul; il se retira en arrière de Bergara, puis vint prendre position à droite et à gauche de Mondragon.

Ce coup manqué, Willot revint le 1er juillet sur les hauteurs de Tolosa, et de pareilles dispositions furent prises contre le corps de Filangiéri. Dès le commencement de juin, et sans qu'on pût soupçonner son dessein, Moncey avait porté sept bataillons à San-Estevan, en avant de la Bidassoa, et fait occuper les hauteurs de Goastela et de Dona-Maria. Le 27 juin au soir, ces troupes se glissèrent sous la conduite du général Digonet, par Arraïz, pour gagner les derrières de la position espagnole. Leur mouvement dérobé avait été concerté avec ceux des autres colonnes qui se portèrent de Tolosa sur Lecumbery, par le grand chemin d'Ariba, et par Goriti; la brigade Merle au centre; Willot et Morand sur les flancs. Mais Filangiéri sut échapper au danger qui le menaçait, et gagna pendant la nuit les hauteurs d'Irurzun, d'où il communiquait encore avec Crespo.

Le 6 juillet, le centre de l'armée française dé- Combat

d'Irurzun. Séparation de l'armée espagnole.

bouchant de Lecumbery, se divisa au village de Latassa, en trois colonnes. La première, conduite par le général Merle, marcha sur Irurzun, comme si elle venait de Vittoria; la seconde, composée de quatre bataillons, se porta sur Aizcorbe, sous les ordres du colonel Harispe; enfin, le général Willot, qui dirigeait toute l'attaque, suivit la grande route avec deux bataillons, 150 chevaux et deux pièces d'artillerie. Digonet, à la tête de cinq bataillons, fut chargé d'isoler l'avant-garde espagnole; et marcha par la gauche de Gulina, pour se placer entre elle et le corps principal.

La position qu'occupait le général Filangiéri était très-forte; sa gauche s'appuyait au bois d'Ozquia, et sa droite à Berio-Plano; l'avant-garde tenait Irurzun. Ce fut Harispe qui engagea le combat avec ses chasseurs basques; les Espagnols, pressés entre ses troupes et la colonne du général Merle, abandonnèrent Irurzun. Un corps de Catalans s'obstinant à garder une hauteur près d'Aizcorbe, les grenadiers s'élancent sur eux, les culbutent, et se mettent imprudemment à la poursuite. Cette impétuosité faillit leur coûter cher; au moment où ils se jetaient sur deux pièces de canon que l'ennemi faisait avancer par la route, les basques furent chargés par trois escadrons, et obligés de chercher un refuge dans les bois qui bordent le che-

min. Digonet, étonné de cette brusque apparition, et ne pouvant juger de la force de son adversaire, mit alors sa brigade en retraite; mais ce mouvement fut mal exécuté, et l'infanterie espagnole qui approchait, augmenta le désordre. Heureusement, un bataillon de grenadiers, placé au-dessus de Gulina, l'arrêta. En vain, le lieutenant-général Horcasitas voulut faire tourner ces braves par sa cavalerie; elle rencontra le général Willot, qui la contint avec un autre bataillon d'élite. Les basques d'Harispe, réfugiés dans les bois sur les côtés de la route, assaillirent à leur tour les escadrons castillans à coups de fusil, et les contraignirent à se retirer fort maltraités. Cependant, favorisé par la glorieuse résistance du poste de Gulina, Harispe rallia sa petite troupe, se précipita avec elle de nouveau sur les Espagnols, et les rompit entièrement: Filangiéri perdit plus de 300 hommes dans ce combat, et se retira sur la rive gauche de l'Agra, laissant les vainqueurs s'établir entre le col d'Ollareguy et les hauteurs d'Eliscorbe.

Moncey se jette sur Crespo.

L'armée espagnole ainsi divisée, Moncey songea alors à poursuivre avec vigueur sa gauche, que commandait Crespo, en rabattant contre elle les divisions Dessein et Willot, et laissant à Digonet le soin d'observer Pampelune. Nous venons de dire que le corps espagnol campait à Salinas, et occupait les hauteurs d'Elgueta jus-

qu'à San Antonio, de même que les postes de Satul et de Tellerant. Le 12 juillet, les généraux français se mirent en marche pour le chasser de ces positions. Willot partit d'Irurzun avec 4 mille hommes, en passant par Villa-Nueva, Huarte, Araquil et Arbizá : Dessein rallia la brigade Raoul restée à Urreagui, et attaqua le 13, avec environ 5 mille hommes, la gauche de Crespo commandée par le baron de Triest, la battit au village d'Ermúa, s'empara de 13 pièces de canon, prit position à Villareal, à Ayorrabe et Mendibil, et poussa le général Schilt avec son avant-garde sur Vittoria, où lui-même fit son entrée le lendemain. Crespo ainsi tourné par les deux ailes semblait dans une position désespérée, et s'en tira avec présence d'esprit : informé que la route de Vittoria était interceptée, il se jeta sur Durango, occupé l'avant-veille, par l'avant-garde de Dessein, et marcha sur Bilbao, pour ainsi dire derrière la ligne des Français. Les généraux républicains, instruits de ce contre-temps, après avoir opéré leur jonction, le 17 juillet, se mirent à la poursuite de l'ennemi par Orduna et Mirvalles. Malgré leur infatigable activité, le général espagnol leur échappa encore une fois dans ce pays hérissé d'obstacles : se voyant réduit à moins de 7 mille hommes par la désertion, et ne s'estimant pas en état de recevoir le choc, il se retira précipitamment sur

Pancorbo; abandonnant les magasins considérables que la capitale de la Biscaye renfermait.

Le général Moncey, après avoir pris possession de Bilbao et de Vittoria, poussa la brigade Miolis sur Miranda de Ebro; mais il ne tarda pas à sentir la nécessité de concentrer ses forces sur Puente-de-la-Reina, afin de resserrer Pampelune, observé, comme nous l'avons dit, par le général Digonet, et dont Marescot se disposait à presser les attaques. Cette résolution était d'autant plus sage, que déjà les Espagnols encouragés par la jonction de Crespo, venaient de tomber sur le détachement un peu aventuré à Miranda; et que les républicains, ne pouvant tenir Bilbao, devaient s'attendre à voir l'ennemi revenir en Biscaye et menacer les communications de l'armée. La paix dont on reçut à l'instant la nouvelle, mit un terme aux sollicitudes du général Moncey, et acheva, heureusement pour sa gloire, une campagne dont l'issue pouvait être encore douteuse malgré son brillant début : surtout si le ministère espagnol, au lieu de chercher ses généraux en chef parmi les courtisans de la plus haute naissance, se fût appliqué à choisir indistinctement un de ces hommes énergiques que les revers n'abattent jamais, qui font ressource de tout, et dont l'exemple suffit pour retremper le moral d'une armée découragée.

Opérations aux Pyrénées orientales.

Pendant que le général Moncey était si heureusement dispensé d'achever la tâche qui lui avait été assignée dans le plan général d'opérations, Schérer, ne s'écartant point du rôle passif auquel le réduisait autant sa propre faiblesse que la teneur de ses instructions, observait sur les bords de la Fluvia l'armée du comte Urrutia, que divers renforts avaient portée, vers le milieu de mai, à 35 mille combattans, non compris 12 mille hommes de milices catalanes. Deux mois et demi s'écoulèrent, sans qu'il y eût de part ou d'autre, une entreprise digne de la plus légère attention. Schérer se trouvant trop faible pour détacher 3 à 4 mille hommes en Cerdagne, le général Charlet, qui conserva le commandement dans cette partie, n'effectua pas la diversion commandée par le comité de salut public sur le flanc gauche de l'armée espagnole; et s'estima trop heureux de tenir tête aux environs de Puycerda, aux levées catalanes qui le harcelaient continuellement. D'un autre côté, soit que le comte Urrutia eût reçu des ordres particuliers de sa cour, soit qu'il craignît de compromettre l'armée sur laquelle reposait désormais le salut de la monarchie espagnole; il ferma les yeux sur les chances de succès que sa supériorité numérique, le caractère peu entreprenant et la fausse position de son adversaire lui offraient pour l'offensive; et se renferma dans

un système de guerre, propre, il est vrai, à ramener l'ordre et la discipline dans les camps, mais jamais à faire naître la confiance ou l'enthousiasme parmi les troupes.

Fourrage français sur la rive droite de la Fluvia.

Cependant une circonstance impérieuse, vint traverser les plans de ces généraux ; l'engagement que les deux partis semblaient éviter avec tant de soin, fut amené par la pénurie des subsistances, et un grand fourrage les mit inopinément aux prises. La contrée entre le Llobregat et la Fluvia, où l'armée française cantonnait depuis six mois, se trouvant entièrement épuisée, Schérer résolut d'aller fourrager entre cette dernière rivière et le Ter ; contrée fertile et d'autant plus riche, que l'armée espagnole, alimentée régulièrement par ses magasins, n'y avait encore fait aucune réquisition.

Le dispositif de cette opération fut absolument le même que pour le combat du 24 avril. Augereau reçut ordre de passer la rivière vis-à-vis le Puig de Las Forcas, à gauche de Bezalu ; la division Sauret, au gué de San Pera Pescador ; tandis que le centre de l'armée, sous le général en chef, viendrait s'établir sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas, afin de tenir en échec le centre des Espagnols pendant le fourrage, et de pouvoir même, selon les circonstances, effectuer le passage de la Fluvia vis-à-vis de Bascara, ou soutenir la retraite des ailes agissantes.

Urrutia, prévenu des grands mouvemens qui s'opéraient dans l'armée française, présuma qu'il allait être attaqué sur toute la ligne. Afin de masquer sa gauche et de retarder la marche de la division Augereau, il fit occuper le col de Portell, par où elle devait déboucher sur Bezalu; puis établit, à tout événement, une batterie de gros canon sur les hauteurs d'Esponella, pour chicaner le passage de la Fluvia. Rassuré ainsi sur ce point, il détacha son aile gauche sous le général Vives, au-devant de ce qui s'avançait par les chemins d'Arenys et de Figuères; tint l'avant-garde et le centre en réserve au pied du col d'Oriols, et prescrivit au général Iturigaray de manœuvrer avec l'aile droite, pour empêcher la colonne de Sauret de prendre pied sur la Fluvia.

Ces dispositions, exécutées avec ensemble et célérité, dérangèrent une partie du plan de Schérer. Augereau, prévenu au col de Portell, fut obligé de se jeter dans le chemin de Figuères à Bascara, déjà encombré par la colonne du général en chef: ce qui retarda la marche de tous deux, et donna le temps à Vives de passer la Fluvia, et d'arriver à leur rencontre. Ce général hors d'état toutefois de résister à des forces supérieures, dut bientôt se replier.

En voyant ainsi ramener les troupes de Vives, Urrutia jugea que le principal effort était tourné contre son centre, et qu'il ne serait plus en son

pouvoir de défendre le passage de la Fluvia, s'il laissait les républicains s'établir sur les hauteurs de Pontos. Loin de persister dans son rôle défensif, et d'attirer les Français sur son terrain, il détacha au soutien de Vives, non-seulement toute son avant-garde, mais encore la division de Cuesta ; en leur prescrivant de chasser les Français de ces positions qui, à la vérité, les rendaient maîtres du cours de la rivière, mais n'assuraient point leur établissement dans la plaine de la rive gauche.

Ces troupes espagnoles débouchent aussitôt du pont de Bascara, et se dirigent sur Pontos que les généraux Arias et la Romana attaquent de concert et enlèvent à la division Augereau, tandis que le général Cuesta se dirige sur Armadas. A la vue du danger que courait sa droite, Schérer laisse une brigade pour couvrir ce point important, fait un à-droite, et se porte en colonne au secours de son lieutenant. Cette manœuvre arrête la cavalerie du comte St.-Hilaire, qui poursuivait chaudement l'infanterie française sur le chemin de Figuères, et permet à Augereau de la rallier. Les républicains reviennent ensuite de concert sur Pontos, et l'enlèvent après un combat fort opiniâtre. Ce succès remporté, Schérer charge son lieutenant de poursuivre Arias et la Romana jusques sur la Fluvia; traverse lui-même une seconde fois le chemin de Figuères; gravit

la croupe des hauteurs d'Armadas qui en bordent la droite; et arrive sur ce village au moment où Cuesta était sur le point d'en déloger la brigade française. Ce brusque retour indiquant à celui ci la retraite de l'avant-garde qu'il avait laissée à sa gauche, il ne jugea pas prudent de redoubler d'efforts, et se replia sur Bascara, où il repassa la rivière en bon ordre.

Urrutia, ainsi déconcerté dans ses projets, voyant le versant des hauteurs de Pontos et d'Armadas couvert de troupes françaises, crut d'abord que son adversaire allait forcer le passage de la Fluvia pour lui livrer bataille sur la rive droite, et fit toutes ses dispositions pour la recevoir : mais plusieurs heures s'étant écoulées en une vaine canonnade, il soupçonna alors que l'attaque du centre n'était qu'une démonstration, et qu'il devait porter du secours à sa droite, que le général Iturigaray lui annonçait être vivement pressée.

En effet, le général Sauret avait fait passer la rivière au gué de Villa-Roba à son avant-garde, qui tenait en échec toute cette aile, pendant que le fourrage s'effectuait. Lorsque le renfort de cavalerie fut arrivé, Iturigaray le lança successivement sur la rive gauche, avec ordre de manoeuvrer pour inquiéter les derrières du général Sauret; mais les masses républicaines, inabordables, repoussèrent avec calme les charges

partielles et décousues des escadrons castillans. Plusieurs même furent culbutés sur Villa-Macolum, et ne durent leur salut qu'à la protection des batteries de gros calibre, placées sur la droite de la Fluvia. Bien que le combat devint alors plus vif, Sauret, par ses bonnes dispositions, mit son convoi à l'abri, et ramena dans son camp plus de 300 chariots de grains et de nombreux troupeaux; trophées moins glorieux qu'utiles, d'une entreprise timide, que la pénurie seule avait commandée.

Comme il arrive presque toujours dans les affaires indécises, les deux partis s'attribuèrent la victoire; et en cela Schérer s'abusa moins que le comte Urrutia, car il montra de la justesse dans le coup-d'œil, et manœuvra bien. Le général espagnol, au lieu de quitter la belle position d'Oriols, à une lieue en arrière de la Fluvia, aurait dû faire tous ses efforts pour y attirer son adversaire; et lui livrer bataille dans la vallée, la rivière à dos.

Quoi qu'il en soit, ce combat doublant la confiance que le comte Urrutia avait de lui-même et de ses troupes, il détacha aussitôt de Girone le général Cuesta avec une forte division, pour chasser les Français de la Cerdagne espagnole. Ce corps, après avoir franchi le col de Moyans, surprit les postes d'Ofriège et d'Yer. Le général Charlet n'eut pas le temps de rassem- Les Français sont chassés de la Cerdagne espagnole.

bler ses cantonnemens disséminés ; un de ses lieutenans investi dans Puycerda, après avoir soutenu une canonnade de deux heures, fut fait prisonnier avec 400 hommes qui s'y trouvaient.

Cette affaire termina la guerre, à laquelle le traité de Bâle mit fin le 12 juillet. Bien que de ce côté, comme en Biscaye, rien ne fût désespéré ; qu'il y eût même des chances de succès en faveur des Espagnols ; le favori, qui avait jusqu'alors attisé la guerre, craignant que sa prolongation ne causât sa chute, consentit à acheter la paix par des sacrifices, et céda une colonie, pour retenir le pouvoir qui lui échappait.

Les choses furent rétablies en Europe, par le traité de Bâle, sur le même pied où elles étaient en 1792 : mais la France se fit céder la partie espagnole de St.-Domingue ; acquisition plus embarrassante qu'utile, dans l'état de bouleversement où se trouvait le reste de la colonie, et dont le moindre résultat devait être la perte du commerce interlope avec l'Amérique, qui se faisait par l'entremise des habitans espagnols de l'île. La France, privée de communications avec ses propres colonies, ne gagnait rien à en acquérir de nouvelles ; et la cession stipulée en sa faveur mit, par la tournure des événemens, l'île entière de St.-Domingue sous l'influence anglaise.

Quoi qu'il en soit, le traité fut également bien

accueilli dans les deux pays; en Espagne, surtout, où l'on espéra qu'il cicatriserait promptement des plaies profondes: et, comme la faveur des souverains couvre souvent la turpitude des ministres, celui qui le signa pour ainsi dire malgré lui, le duc d'Alcudia, reçut le beau titre de prince de la Paix.

Mais, quittons ce théâtre trop malheureusement teint de sang français, au mépris des intérêts nationaux; et portons nos regards sur une contrée, où une paix mal affermie et odieuse aux deux partis, va donner lieu à de nouveaux chocs.

CHAPITRE XLIX.

Projet pour une descente sur les côtes de France. —Hoche déjoue les intrigues de Cormatin, et le fait arrêter. — Renouvellement des hostilités en Bretagne. — Combat naval de Lorient. — Expédition de Quiberon. — Hoche y détruit les émigrés.

L'AUTRICHE, en resserrant les liens qui l'attachaient à l'Angleterre, sentit le danger de rester seule exposée à tout le poids des efforts de la république sur le continent; et, appréciant de plus en plus l'avantage d'une diversion puissante en Vendée, elle pressa son alliée d'y faire une expédition, capable d'amortir les coups qui lui seraient portés sur le Rhin. D'un autre côté, le cabinet de St.-James, obsédé depuis neuf mois par le comte de Puisaye, résolut enfin de tenter une descente sur les côtes de France. D'après les assurances données par cet agent, nulle diversion n'était plus propre à remplir les désirs du cabinet de Vienne. La pacification de la Bretagne et de la Vendée n'était qu'illusoire; les chefs n'attendaient que le signal de reprendre les armes, et l'occupation d'un point de la côte

par une force auxiliaire devait décider les habitans du Cotentin à secouer le joug de la Convention.

Séduit par ces flatteuses promesses, le cabinet de Londres, moins jaloux de favoriser la rentrée des Impériaux en Belgique, ou de rétablir la royauté en France, que de trouver l'occasion de prendre possession de Brest et de Cherbourg, dont il était possible que des imprudens lui procurassent l'entrée; fit les préparatifs de l'expédition avec une telle activité, que ses alliés en espérèrent les plus heureux résultats.

Composition de l'armée d'expédition.

Elle devait se composer principalement des légions d'émigrés français à la solde anglaise, formant environ 6 mille hommes. C'était moins sur la force numérique de ce corps qu'on fondait de grandes espérances, que parce qu'il fournirait d'excellens cadres aux masses de paysans armés pour la cause royale. Il y avait de plus une division de troupes britanniques de pareille force, un régiment d'artillerie et le matériel nécessaire à une armée de 80 mille hommes.

Le ministère anglais, autant pour éloigner de lui tout soupçon d'arrière-pensée, que pour assurer le succès de l'expédition projetée, crut agir prudemment en confiant le commandement des troupes de débarquement au comte d'Artois, réclamé avec ardeur par les vendéens et les chouans, et qui lui-même avait sollicité plusieurs

fois les moyens d'aller se mettre à leur tête. C'était en effet un trait de bonne politique, dont l'effet naturel tendait à rallier tous les mécontens à un prince du sang, et à étouffer, parmi les chefs royalistes, les semences de division qui avaient causé leurs défaites. En conséquence, une correspondance très-active s'établit entre lui et le cabinet de Londres, et des agens affidés partirent pour annoncer en Bretagne et en Anjou l'apparition prochaine d'une escadre chargée d'une armée auxiliaire.

Modifications au premier plan.

Lord Moira fut d'abord destiné à commander l'expédition, plutôt pour servir de guide au comte d'Artois, que pour remplir les fonctions de son lieutenant; mais la nouvelle de la pacification de la Vendée, arrivée dans ces entrefaites, excitant avec quelque raison la méfiance du ministère anglais, lui fit changer ses dispositions. En vain lui prodigua-t-on l'assurance que ce n'était qu'une trève également insupportable aux deux partis; les faits étaient trop évidens pour ne pas influencer un gouvernement si mesuré. Le cabinet hésita, Windham seul persistait à tenter la fortune; Pitt crut trouver un terme moyen, en proposant à Puysaye de se contenter, pour un premier essai, des légions soldées d'émigrés, et des cadres (1).

(1) Cette assertion de Puisaye, répétée par l'historien Beauchamp, a été contestée, et paraît toutefois assez vraisemblable.

L'aventureux chef de parti, trop avancé pour reculer, et entrevoyant d'ailleurs des chances inappréciables de succès dans la moindre tentative, consentit à tout, et promit même de pousser jusqu'à Rennes, si on lui donnait pour premier noyau, un corps de 5 à 6 mille hommes, avec l'assurance d'être soutenu. Le cabinet trouvant dans ces modifications un moyen de mettre sa responsabilité à couvert, et de ne point compromettre une division britannique, s'en tint à ce dernier parti, et donna ordre de presser les préparatifs déjà ordonnés.

Mission de M. de Rivière en Vendée.

Le comte d'Artois, informé de ces dispositions, jugeant bien que le succès de l'entreprise dépendrait des efforts des Vendéens, et connaissant la mésintelligence qui régnait entre Charette et Stofflet, leur avait envoyé le marquis de Rivière pour les réconcilier. L'intervention d'un envoyé des princes, flattant également l'amour-propre de ces chefs, les amena à se réunir au quartier-général de Sapinaud. Ils convinrent d'abord que Stofflet livrerait Delaunay, auquel, comme on sait, il avait donné refuge; et cet officier, illustré par cent combats, fut immolé, comme Bernard de Marigny et Joly, à l'implacable haine de deux chefs ambitieux.

Il n'était pas difficile de décider Charette à reprendre les armes : excité par les louanges et les promesses de l'agence de Brottier, il espérait,

disait-il, jouer Pitt aussi bien que la Convention, et se regardait avec complaisance comme le restaurateur du trône. Déjà de petits combats entre ses cantonnemens et ceux de Canclaux avaient eu lieu à Lamotte-Achard, et tout se préparait pour recommencer la guerre au mois de juillet. L'Anjou n'y était pas si bien disposé. Un an de tranquillité avait changé l'humeur belliqueuse des soldats de Bonçhamp et de d'Elbée : cultivant leurs terres, professant leur culte, trafiquant avec Angers, Saumur, et Nantes, ils relevaient leurs métairies ravagées, et trouvaient cet état plus doux que celui de 1793. Stofflet et Bernier, loin de contrarier ces dispositions, semblaient d'accord avec les républicains pour consolider cet état de choses; aussi leur rapprochement de Charette fut-il éphémère, et la marque de préférence donnée plus tard au dernier, réveilla bientôt toute leur animosité.

Sages mesures de Hoche

Cependant la pacification, dont l'influence s'était propagée jusqu'à Londres, ne fit point en France l'effet que chacun en attendait, et les deux partis se préparaient dans l'ombre à faire tourner la trêve à leur profit. On se rappelle que le vainqueur de Weissembourg, échappé par le 9 thermidor à la haine de Robespierre et de Pichegru, avait remplacé le général Moulins en Bretagne, dès la fin de 1794. Actif, ardent, impétueux, ce jeune capitaine sut tempérer la fou-

gue de ses passions, et ployer son caractère chevaleresque aux nouvelles combinaisons de la guerre odieuse qu'il allait entreprendre. Hoche voulant des amnisties, et non des transactions, signalait au comité tous les dangers de ces traités, et cherchait du moins à se mettre en mesure de prévenir les chefs royalistes, dès que l'instant serait venu. Par un heureux mélange de prudence, de justice et de fermeté, il épiait leurs démarches, pénétrait les secrets de leurs retraites et de leurs rassemblemens; en même temps qu'il rétablissait la discipline parmi ses troupes, en les soumettant à la vie austère des camps, et les employant sans cesse en colonnes mobiles pour battre le pays dans toutes les directions.

Persuadé que la république avait trop accordé à ses ennemis, et qu'un gouvernement victorieux prêt à pardonner ne doit jamais prendre l'attitude humiliante d'un vaincu, il éveillait sans cesse l'attention du comité sur les résultats d'une trêve qu'on ne pouvait se flatter de voir durer long-temps.

Il démasque Cormatin et le fait arrêter

En effet, à l'abri de ces traités, le présomptueux et imprudent Cormatin, étalant dans Rennes un zèle affecté pour l'autel et le trône, ne visait qu'à étendre son influence, et à organiser l'insurrection; il courait de là à Nantes dans l'espoir de s'aboucher avec Charette, et surtout de séduire le général Canclaux qui avait servi dans le

même régiment que Puisaye, et que sa modération faisait soupçonner d'être peu partisan de la Convention.

Hoche avait confié au général Humbert le soin de surveiller Cormatin et de l'accompagner; la conduite de ce dernier était trop mal déguisée pour ne pas éveiller les soupçons. Enfin, son séjour à Rennes et ses intrigues au quartier-général même des républicains, le dévoilèrent entièrement; des dépêches qu'il adressait au comte de Silz et Bois-Hardy ayant été interceptées, Hoche le fit arrêter et conduire prisonnier à Cherbourg.

Les hostilités commencent en Bretagne. Défaite des chouans.

Cet événement était de nature à semer l'alarme parmi les chefs royalistes; aussi leur premier mouvement fut-il de courir partout aux armes pour se soustraire au même sort. Silz cherche à surprendre Vannes; mais Hoche ayant tout prévu, lance des colonnes mobiles à sa poursuite: sa bande est dispersée, un détachement républicain l'arrête au passage du château de Penthouet, et il tombe percé de coups dans un combat où il s'agissait de se faire jour. Les débris de sa bande passent sous les ordres de Georges Cadoudal, qui lui-même a beaucoup de peine à échapper à la poursuite du général Avril. Dans l'Ille-et-Vilaine Duboisgny, après plusieurs engagemens, s'avance jusqu'à Fougères, où son rassemblement est battu et dissipé par le général Humbert. Bois-Hardy, chef de la division des côtes du Nord, surpris le

13 juin au château de Ville-Henrez par l'adjudant-général Crublier, paye de la vie avec dix de ses officiers une reprise d'armes inconsidérée. Scépeaux a des engagemens meurtriers avec Dubayet aux environs d'Angers, et Caquerey, l'un de ses officiers, après des succès éphémères, est défait et tué à Château-Gontier par la colonne mobile du général Lebley.

Puisaye est contrarié par l'agence royale de Paris.

Ces événemens, bien qu'ils fussent de mauvais augure pour l'expédition, n'étaient rien en comparaison des obstacles que lui préparaient la mésintelligence des officiers appelés à la commander, et les menées de l'agence de Brottier. L'histoire dira un jour comment la destinée du trône fut remise à un prêtre, qui, selon l'abbé Maury, « était capable de désunir les légions » célestes. » Sans doute elle révèlera aussi les motifs qui déchaînèrent cette agence royale contre Puisaye. En attendant il est avéré qu'elle employa mille moyens pour le faire échouer. Dès le commencement de l'année, elle avait indisposé Charette et Stofflet contre les secours venant de Londres et les promesses de Puisaye, qu'elle signalait comme une créature des Anglais. Si c'eût été la crainte patriotique de voir Brest et Cherbourg tomber entre les mains de ces insulaires, qui eût rendu les secours d'Albion redoutables aux yeux de Brottier, on ne pourrait que lui donner des éloges; mais ses scrupules ne

provinrent, dit-on, que d'un bruit ridicule; il tremblait que le cabinet de St.-James ne voulût mettre le duc d'Yorck sur le trône de France, au détriment du prince légitime, que son comité royal imaginait servir par de misérables intrigues.

Un instinct plus juste en son principe faisait pencher l'agence pour les secours de l'Espagne; toutefois, s'il était vrai que l'intérêt de famille s'unît en ce point avec celui des deux nations, l'indolence de Charles IV, la médiocrité de son ministre et les embarras que Dugommier, Pérignon et Moncey lui donnaient dans les Pyrénées, n'étaient-ils pas des obstacles invincibles à ce qu'on pût attendre de puissans efforts du cabinet de Madrid? Quoi qu'il en soit, l'agence ne se borna pas à dépeindre Puisaye sous les couleurs les plus noires, elle défendit, au nom du roi, à tous les chefs royalistes de se joindre à lui.

Départ de l'expédition

Cependant la reprise prématurée des hostilités en Bretagne, rendait le prompt départ de l'expédition de plus en plus urgent; et, comme une partie des légions d'émigrés qu'on y destinait se trouvait encore en Hanovre, le ministère résolut de la partager en trois escadres. La première division portant les régimens d'infanterie d'Hervilly, d'Hector, de Dudresney et de Loyal-Emigrant, tous stationnés en Angleterre ou à Jersey, ne comptait guère que 3,600 hommes,

en partie prisonniers républicains, recrutés dans ce royaume et en Hollande, outre un régiment d'artillerie d'environ 600 Toulonnais réfugiés. Elle fut confiée au commodore Warren; lequel reçut ordre de mouiller dans l'anse de Quiberon, et de débarquer les troupes où le comte de Puisaye l'indiquerait. On joignit à cette première division, qui s'embarqua vers la fin de mai à Portsmouth et Southampton, une brigade d'ingénieurs, environ 200 gentilshommes volontaires, ainsi que tous les officiers de santé et d'administration nécessaires à une armée beaucoup plus considérable; enfin on la pourvut d'un train de 80 pièces de canon, de 80 mille fusils, d'effets d'habillement, de vivres et de munitions. Le tout fut mis sous les ordres de Puisaye, directeur naturel de l'entreprise; néanmoins le comte d'Hervilly, ancien colonel de Royal-Soubise, reçut la commission de maréchal-de-camp pour commander les troupes à la solde anglaise.

La seconde division, composée des cadres des légions de Salm, Rohan-Béon, Damas et Périgord, faisant environ 2 mille hommes, alors cantonnée aux environs de Stade, reçut ordre de s'embarquer aux bouches de l'Elbe, de prendre des vivres et des munitions à Spithead, et de faire voile aussitôt pour l'anse de Quiberon, où elle devait mettre à terre peu de jours après la première.

Ces troupes étaient commandées par le comte de Sombreuil, brévеté maréchal-de-camp au service de l'Angleterre (1).

La troisième division, formée de troupes britanniques, ne serait partie qu'après le débarquement des deux premières, lorsqu'on aurait eu la certitude de leurs progrès. Elle devait amener le comte d'Artois qui aurait alors pris le titre de généralissime des troupes de débarquement, et des armées royales. L'intervalle entre le départ de cette division et les deux autres, était une faute grave; elle priva en effet l'expédition des troupes les plus sûres, et de la présence du prince dont l'arrivée était en elle-même un coup de parti capable de décider le succès de toute l'entreprise. Nous en avons indiqué le motif, et c'est sans doute à cette combinaison pusillanime du ministère anglais, qu'il faut attribuer l'idée généralement répandue, qu'il s'était toujours opposé au débarquement du comte d'Artois.

La première division reçut l'ordre de sortir des ports à la mi-juin, sous l'escorte d'une escadre de trois vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates où bâtimens légers aux ordres du com-

(1) Il est probable qu'un retard imprévu retint cette seconde division; car ce ne fut que le 11 juillet que le comte d'Artois en passa la revue à Stade avec lord Cathcart, commissaire anglais. Voyez les mémoires du comte d'Ecquevilly, tome 2, page 322.

modore Warren. La croisière de lord Bridport établie à hauteur des îles d'Ouessant, renforcée de quelques vaisseaux, fut jugée suffisante pour assurer sa marche et celle des deux autres divisions. Lord Cornwalis se chargea de surveiller Brest et Cherbourg.

Le moment paraissait favorable; nulle escadre française ne tenait la mer; des 35 vaisseaux sortis de Brest au mois de janvier pour croiser sur les côtes de Bretagne, à peine en restait-il une douzaine en état de tenir la mer. D'un autre côté, les meilleures troupes avaient été retirées de l'armée de l'Ouest. Le général Canclaux conservait bien encore 50 mille hommes, mais peu susceptibles d'entrer en campagne à cause de leur dénuement, et assez occupés à observer les Vendéens. Dans toute la Bretagne, Hoche ne comptait pas plus de 16 à 18 mille hommes disponibles. A la vérité, il était secondé par la petite armée des côtes de Cherbourg, commandée par le général Aubert-Dubayet; mais obligée de garder ce port, et de surveiller une contrée immense, celle-ci avait assez à faire, et ne suppléait au nombre que par sa vigilance et son activité.

Combat naval du 24 juin où les Français sont battus.

Au moment où tout se préparait en Angleterre, les représentans Champeaux, Palasne et Topsent, voulant effacer la honte de l'équipée des premiers jours de l'an, avaient résolu de dé-

gager la division de Belle-Isle avec les neuf vaisseaux mouillés à Brest, et destinés par le comité de salut public à des missions d'une haute importance dans l'Inde et à St.-Domingue.

L'opération de ces commissaires, blâmée par tous les marins expérimentés, s'opéra sans obstacle le 7 juin, à quelques lieues de l'île de Groix; mais ainsi qu'il l'avait prévu, Villaret n'eut pas plutôt rallié l'escadre de Vence, qu'on signala une division ennemie de sept vaisseaux. C'était celle qui croisait devant Belle-Isle; les meilleurs voiliers de l'escadre française lui donnèrent en vain la chasse, elle leur échappa, et alla rejoindre au large l'escadre de l'amiral Bridport. Villaret, tenu d'après ses instructions de rentrer à Brest, continuait sa route, lorsqu'un effroyable coup de vent dispersa son escadre sur la côte de Penmarck, et l'obligea à prendre différens airs de vent pour la rallier. Tandis qu'elle consommait un temps précieux à courir des bordées, l'amiral Bridport, informé de son apparition dans les eaux de Belle-Isle, s'était mis à sa poursuite, et la découvrit le 21 juin, peu d'heures après qu'elle eut été rassemblée. Villaret n'ayant que 12 vaisseaux de ligne et 11 frégates à opposer aux 14 vaisseaux et aux 12 frégates, dont se composait l'escadre de son adversaire, désirait éviter le combat, et manœuvrait dans ce but; mais le vent étant faible, il s'aperçut le 23, à l'entrée de

la nuit, que l'engagement serait inévitable, et donna l'ordre de marcher de front, au lieu de former l'angle obtus de retraite sur le vaisseau amiral afin d'avoir moitié de l'armée prête à combattre ou à présenter le travers à l'ennemi. Bridport forma alors six vaisseaux en deux colonnes qu'il dirigea contre son adversaire. A cette manœuvre qui indiquait clairement qu'il allait prendre la ligne en flanc, l'amiral français voulut se former sur l'*Alexandre*, le plus mauvais marcheur de son escadre, et perdit un temps irréparable en manœuvres intempestives. Bientôt l'action s'engagea, et pendant les trois heures qu'elle dura, il n'y eut dans toute la ligne française que confusion et désordre; chaque bâtiment se couvrit de ses voiles pour gagner terre. L'*Alexandre* ayant été abandonné par la frégate qui le remorquait, tomba au pouvoir des Anglais, ainsi que le *Formidable*, dont le gaillard avait sauté, et le *Tigre* qui fut coupé de la ligne par la chute du précédent. Si lord Bridport n'eût pas pris l'île de Groix pour celle de Belle-Isle, où que le vent eût permis au *Robuste*, au *Stendart*, et au *Tonnant* de prendre part à l'action, comme ils en avaient reçu l'ordre, il est certain que toute l'escadre française eût été prise ou détruite.

Après cette nouvelle échauffourée, Villaret ne se dissimulant pas l'impossibilité de rester embossé sur la côte, rentra à Lorient, où la

pénurie de vivres le força de licencier la majeure partie des équipages.

L'expédition mouille à Quiberon.

Cette bataille rendant les Anglais maîtres absolus de la mer, l'expédition mit alors à la voile, et mouilla le 27 juin dans le golfe de Quiberon. Quinze cents émigrés, sous la conduite de Puisaye, furent débarqués sur le rivage de Genèse, et s'établirent au village de Carnac, où la division de chouans de Georges Cadoudal s'était rendue, d'après l'invitation qui lui en avait été faite, pour protéger le débarquement. Le lendemain, on mit le reste du monde à terre, ainsi que les armes et les effets nécessaires pour armer, habiller et équiper la foule qui accourait sous les bannières royales. Cette opération ne fut un instant interrompue que par l'apparition de l'adjudant-général Romans, qui sortit d'Auray avec un détachement de 250 hommes, dans l'espoir d'y mettre obstacle; mais il fut repoussé avec perte de Landevant.

Position de l'armée réunie aux chouans.

On employa la journée du 29, à organiser et à placer militairement l'armée royaliste. Les 10 à 12 mille hommes dont elle se composait, après avoir été armés et habillés d'un uniforme rouge, furent partagés en trois divisions: celle de droite commandée par le comte Dubois-Berthelot campa sur la hauteur de Lomarin derrière Auray, que les républicains avaient évacué; celle de gauche aux ordres du chevalier de Tinteniac, se porta

en avant de la petite ville de Landevant; la troisième qui avait le comte de Vauban pour chef, prit position à Meudon, un peu en arrière des deux autres.

Elle prend le fort de Penthièvre.

Cette ligne ainsi établie, le comte d'Hervilly, commandant les troupes à la solde d'Angleterre, dût attaquer le 30 le fort de Penthièvre qui défend l'entrée de la presqu'île de Quiberon. Ses colonnes l'assaillirent de front et en flanc, tandis que les chaloupes canonnières le battaient à revers. La garnison composée d'environ 300 hommes du 41e régiment, manquant de vivres et de munitions, se rendit après avoir essuyé sept heures de feu, et fut aussitôt incorporée dans le régiment d'Hervilly : on commit même la faute d'en laisser une compagnie entière dans le fort; et on ne tarda pas à en être cruellement puni.

Les chouans échouent à St.-Malo.

Tandis que ceci se passait, un certain Labaronais, chef de la division chouane de St.-Malo, excité par un agent de Puisaye, devait s'emparer de cette place par surprise; mais son complot fut éventé : le commandant républicain en ayant fait fermer les portes, arrêta une partie des conjurés, tandis qu'un détachement fouilla la forêt de Comor, y battit et dispersa le rassemblement de chouans qui s'y trouvait.

Dissension entre

Malgré ce petit échec, tout jusques-là avait réussi au-delà des espérances de Puisaye. Bien

Puisaye et d'Hervilly.

qu'il prétendît avoir été forcé de débarquer sur ce point contre son gré, il était maître de la presqu'île de Quiberon et de ses forts; 12 mille chouans bien armés et habillés formaient le noyau de son armée, qui pouvait se grossir en avançant, avec d'autant plus de facilité, qu'il ne manquait ni d'armes ni de cadres. Mais la jalousie du comte d'Hervilly que le cabinet de Londres lui avait donné pour lieutenant, ne tarda pas à rendre nuls les avantages de cet heureux début. Il s'agissait d'adopter un plan d'opérations : Puisaye était d'avis que les émigrés et les chouans se portassent sur Rennes avant que les paysans exaltés par ses proclamations eussent le temps de la réflexion, et que le général Hoche pût prendre des mesures défensives : il voulait ensuite établir une ligne respectable derrière la Vilaine, afin de faire filer en toute sûreté des armes et des munitions en Vendée, et d'attiser plus aisément le feu de l'insurrection qui couvait en Normandie. Le comte d'Hervilly dont le caractère était moins chevaleresque, ou les vues plus rétrécies, décidé à faire la guerre méthodiquement, s'opposa à l'exécution de ce plan ; prétendant qu'il était trop hasardeux, qu'on ne devait pas s'éloigner des vaisseaux avant d'avoir reçu les renforts de la deuxième division, et qu'il n'y avait rien de mieux à faire jusques-là, qu'à exercer et aguerrir les chouans, et à

s'assurer par des retranchemens de la possession de la presqu'île. Ces raisons s'écartaient trop des vues de Puisaye pour être goûtées; aussi se crut-il en droit de passer outre et de donner des ordres au comte d'Hervilly, conformes à ses premières intentions; mais, comme il n'avait pas eu la précaution de se faire proclamer général en chef de l'expédition, avant son départ d'Angleterre, ni de se munir de lettres de service du gouvernement britannique, le comte d'Hervilly refusa d'y obtempérer, en lui exhibant la commission qui lui conférait le commandement des troupes à la solde anglaise. Puisaye obligé de dévorer cet affront, ajourna son projet, et expédia sur-le-champ un aviso à Londres pour savoir, qui de lui ou de son compétiteur l'emporterait, dans cette lutte si préjudiciable aux intérêts de la coalition. Dès ce moment, d'Hervilly prit le commandement absolu, et le chef de l'expédition fut réduit, pour ainsi dire, au rôle de simple volontaire.

Pendant les tristes démêlés des chefs royalistes, le général Hoche, secondé par son chef d'état-major, s'apprêtait non-seulement à arrêter leurs progrès, mais encore à comprimer les chouans qui se levaient de tous côtés. Ses troupes se trouvant disséminées, par la nature même de la guerre, dans des cantonnemens fort étendus, Mesures de Hoche pour les attaquer.

il leur assigna d'abord différens points de rassemblement. Le général Rey reçut l'ordre d'envoyer mille hommes d'élite des divisions du Morbihan et de la Loire-Inférieure, sous la conduite du général Valleteaux à Ploermel pour couvrir Rennes (1). Le général Chabot, commandant la division du Finistère eut l'instruction de compléter la garnison de Brest et de venir avec 4 mille hommes et huit bouches à feu prendre position à Quimper, entre cette place et Lorient. En même temps, 4 à 5 mille hommes, et 3 à 400 chevaux détachés des armées des côtes de la Rochelle et de Cherbourg se réunissaient à Rennes, et des colonnes mobiles s'organisaient sur tous les points importans pour maintenir la tranquillité sur les derrières.

Tinteniac est battu.

Le général Chabot n'attendit pas que la colonne qui se rassemblait à Rennes fût en état de le seconder pour tâter l'ennemi : dès le 29, il avait poussé le général Josnet, avec 1,500 hommes de troupes légères en reconnaissance sur Hennebon, où les chouans avaient leurs avant-postes. La rencontre fut vive ; ces derniers culbutés sur Landevant, jetèrent l'épouvante; il est probable toutefois que le chevalier de Tinteniac eût rétabli

(1) Il ne faut pas confondre cette ville avec les villages de Ploermel et de Plouharmel, tous deux situés près d'Auray.

l'ordre dans sa division, s'il avait eu de l'artillerie, mais faute de trois ou quatre pièces, refusées avec obstination par d'Hervilly, elle fut mise en fuite.

Le comte de Vauban informé de cet échec éprouva un grand embarras; car, au même moment, par l'effet d'un hasard tout particulier, l'adjudant-général Romans venait de déloger d'Auray la division Dubois-Berthelot, après un engagement très-vif, où son chef avait été grièvement blessé. Ne sachant où le danger était le plus pressant, Vauban poussa une reconnaissance sur la droite, laissa 3 mille hommes à Meudon en observation, et marcha avec 2 mille autres au soutien de sa gauche. Déjà il était trop tard; ce renfort fut culbuté comme Tinteniac, et dans sa déroute, il laissa à découvert un convoi d'armes et de munitions dont les républicains s'emparèrent. Cependant le comte de Vauban rassuré sur sa droite par la circonspection de l'adjudant-général Romans, ne s'obstina point à rallier des fuyards, revint à Meudon, et porta en toute hâte le reste de sa division sur les derrières des républicains. Cette manœuvre changea le combat de face: ils furent à leur tour rompus, et ne regagnèrent Landevant qu'avec peine. Alors, après avoir rallié à sa colonne une partie de la division Tinteniac, le comte de Vauban se disposait à reprendre son ancienne position, lorsque l'avis de la retraite de la division Dubois- Vauban repoussé.

Berthelot le décida à venir coucher à Ploermel.

Nouvelle position des royalistes.

Cette échauffourée eut les résultats d'un combat décisif : le comte d'Hervilly, persuadé par cet échec que les chouans n'étaient pas de force à tenir tête aux républicains, prescrivit quatre jours après à tous les corps qui couvraient la presqu'île de s'en rapprocher. On établit une nouvelle ligne de défense dont la droite fut appuyée au Mont-St.-Michel et Carnac, la gauche à S[te].-Barbe. Cette disposition était essentiellement vicieuse, puisqu'un effort des républicains sur le centre vers Plouharmel eût acculé toute la droite à la mer. Ajoutez à cela qu'au lieu de renforcer cette aile, puisqu'on voulait la laisser dans cette position, l'on retira toutes les troupes soldées derrière les retranchemens de la presqu'île.

Hoche les refoule sur la presqu'île.

Le général Hoche informé de la contenance mal assurée de son adversaire, prévit que rien ne lui serait plus facile que de le rejeter dans la presqu'île, et de l'y renfermer comme dans une souricière. Aussitôt qu'il eut réuni 6 mille hommes, il ordonna le 7 juillet l'attaque de la ligne; les royalistes se reployèrent successivement sur S[te].-Barbe, qu'ils furent enfin contraints d'abandonner. Cet échec eut des suites terribles. Plusieurs milliers d'individus de tout âge, de tout sexe se pressèrent sur l'étroite falaise qui conduit de S[te].-Barbe au fort Penthièvre, dont ils encombrèrent en un moment le chemin couvert, et peu

s'en fallut que les républicains n'y entrassent pêle-mêle avec eux.

D'Hervilly présageant peut être alors le sort qui lui était réservé, tenta de reprendre cette position le lendemain avec toutes les troupes régulières ; mais son attaque manqua d'ensemble et de vigueur : ses colonnes, après avoir perdu quelques centaines d'hommes rentrèrent dans le camp retranché, sous la protection des chaloupes canonnières anglaises.

Dans l'impossibilité de terminer brusquement l'expédition faute de troupes, le général républicain s'appliqua à couper aux royalistes toute communication avec l'intérieur en s'établissant sur la ligne qu'ils venaient d'abandonner, et la faisant couvrir de retranchemens et de batteries. Une demi-brigade, sous les ordres du général Meunier, alla prendre poste à Ploermel, face à Rennes, pour assurer le corps d'observation, dont le général Lemoine prit le commandement provisoire, pendant que Hoche retourna à Rennes activer les autres préparatifs.

Tinteniac est détaché sur Sarzeau et la forêt de Mollac.

Cependant les vivres commençant à manquer dans la presqu'île, où les chouans et les émigrés se trouvaient entassés depuis huit jours, le comte d'Hervilly se décida à céder aux vœux de Puisaye, et à combiner avec lui un plan général d'attaque pour le 16 juillet. Environ 4 mille chouans et une centaine d'émigrés durent dé-

barquer le 11, sous les ordres du chevalier de Tinteniac à la pointe de St-Jacques, en face de Sarzeau, en même temps que 3 mille hommes descendraient sur la plage de Guidel vers Lorient. Après quatre jours supposés nécessaires pour débusquer les détachemens qu'elles rencontreraient, ces deux divisions devaient se réunir à Baud le 14, et attaquer le 16 au matin le camp des républicains à revers ; la dernière devait pousser un détachement sur Quimper. On ne conçoit pas trop le motif qui porta à faire deux débarquemens à vingt lieues l'un de l'autre, pour leur donner la peine de se réunir ensuite. On eût obtenu un résultat plus certain et avec moins de danger en n'en faisant qu'un seul des deux divisions. Quoi qu'il en soit, Tinteniac réussit parfaitement, débusqua la colonne mobile de l'adjudant-général Romans de Sarzeau, la battit à Mussiac, puis se jeta un peu trop à droite dans la forêt de Mollac, et sur Elven, par des motifs que nous détaillerons plus loin. Le général Grouchy, détaché de l'armée de l'Ouest, se mit à ses trousses avec trois bataillons ; n'ayant pu l'atteindre, il revint à l'embouchure de la Vilaine, et Hoche de son côté, ignorant le but de cette diversion ne crut pas devoir se laisser détourner du point important, et revint à Rennes presser ses préparatifs contre Quiberon.

Le 15 juillet, le convoi qui portait la division Som-

breuil mouilla dans la baie; ce général vint enfin à terre et rapporta à Puisaye la décision tardive qui lui conférait le commandement supérieur, avec le grade de lieutenant-général au service d'Angleterre. Il paraissait prudent d'attendre le débarquement de ces troupes d'élite avant d'attaquer; mais la marche de Tinteniac était tracée, il devait tomber sur l'ennemi le 16 au matin. Quel serait son sort si on l'abandonnait seul à toutes les forces de Hoche? Quel effet produirait sur les chouans ce nouveau manque de soutien dont ils s'étaient déjà plaints avec tant d'amertume? Il était écrit que l'expédition devait échouer; on résolut d'exécuter le projet convenu sans attendre Sombreuil, et le comte de Vauban pour favoriser l'attaque descendit sur la plage de Genèse avec 2 mille chouans et 100 soldats de marine. Le général Hoche instruit par deux transfuges du projet des émigrés eut le temps de se préparer à les recevoir. De nouvelles batteries furent disposées dans les retranchemens, et l'adjudant-général Romans reçut l'ordre de défendre Carnac.

Combat de Ste.-Barbe. 16 juillet.

Le 16, à la pointe du jour, les émigrés s'avancent en vue des ouvrages de Ste.-Barbe; le régiment de la marine ployé en colonnes, tenait la droite; à 120 pas sur la gauche, et dans le même ordre, marchait celui de Dudresney; enfin, d'Hervilly formé par sections, se trouvait à la gauche, ayant derrière lui, en réserve, un corps

de chouans, commandé par M. de Levis. Loyal-Emigrant formait l'avant-garde. Toutes les troupes réunies pour ce coup de main montaient à 4,500 hommes. Les républicains n'étaient guère plus nombreux; mais leurs troupes, toutes aguerries, étaient protégées par des retranchemens et des batteries.

Quelques coups de fusil engagés, et le bruit supposé d'un feu de mousqueterie dans le lointain, font croire aux royalistes que Tinteniac arrive. La joie et la confiance sont peintes sur tous les visages. Les émigrés marchent dans le plus bel ordre sur l'avant-garde ennemie rangée au pied des hauteurs. Conformément à ses instructions, le général Humbert qui la commandait, n'opposant qu'une faible résistance, se replie sous la protection de la ligne. Enhardis par cette retraite simulée, les émigrés redoublent d'ardeur; mais les républicains sans s'étonner, les laissent arriver jusqu'à portée de pistolet, démasquent alors quatre batteries, et commencent un feu d'autant plus meurtrier qu'il les prend de front et d'écharpe.

D'Hervilly, voyant que ses colonnes seraient anéanties avant d'arriver où il voulait les porter, fait battre la charge. Loyal-Emigrant, la Marine et Dudresney se jettent avec intrépidité à droite sur les retranchemens; ils sont reçus de même par leurs défenseurs, et tous leurs efforts

sont vains. La mousqueterie et la mitraille portent dans leurs rangs la terreur et la mort. Le comte d'Hervilly qui a le courage d'un soldat, mais nullement le coup-d'œil d'un général, désespérant le premier du succès de cette attaque, court lui-même donner à son régiment, qui n'avait pas encore souffert, l'ordre de la retraite; il veut aussi l'envoyer aux colonnes de droite; malheureusement l'officier qui le portait est tué, et l'on entend alors battre la charge d'un côté, et la retraite de l'autre. Le feu des républicains avait déjà ébranlé les colonnes d'attaque; le mouvement rétrograde du régiment d'Hervilly acheva de les désorganiser. Le général Lemoine témoin de leur hésitation, fait alors charger 200 chevaux et deux bataillons, et transforme leur retraite en une déroute affreuse. D'Hervilly tombe mortellement blessé, cinq pièces d'artillerie restent au pouvoir des républicains, et ce jour eût peut-être été le dernier des émigrés sans une circonstance fortuite qui les sauva.

Le comte de Vauban, n'ayant pu venir à bout de son dessein, avait été forcé de rembarquer son monde à Carnac, et revenait au port d'Orange avec quelques chaloupes canonnières sur lesquelles se trouvait le commodore Warren. Témoin de la déroute des siens, Vauban se fait descendre à terre; et, pendant qu'il se jette avec ses soldats dans les ouvrages avancés, le com- *Vauban repoussé à Carnac.*

modore anglais embosse ses chaloupes, et forme une batterie qui enfile la falaise. Il était temps; car quelques minutes plus tard, les hussards entraient pêle-mêle dans les forts avec les fuyards. Les chaloupes anglaises firent un feu si violent, que les républicains furent obligés de se replier dans leurs lignes.

Résultats décisifs de ces événemens.

Cette désastreuse journée porta un coup mortel au parti royaliste. Les régimens de la Marine et de Dudresney furent presqu'entièrement détruits, le premier seul perdit 53 officiers sur 72; mais le plus grand mal fut la démoralisation des soldats. Nous avons déjà dit qu'un grand nombre d'entr'eux avait été enrôlé par force dans les prisons d'Angleterre, et parmi les compagnies prises au fort Penthièvre. L'amour de la patrie n'était qu'assoupi dans le cœur de ces soldats, et cet échec le réveilla entièrement : ils commencèrent dès-lors à déserter en foule pour retourner sous les drapeaux qu'ils regrettaient, et s'il en resta quelques-uns dans les rangs des émigrés, ce fut, comme nous le verrons tout à l'heure, pour mieux servir leurs anciens frères d'armes.

Fautes des royalistes.

On sent par les dispositions même des royalistes, qu'il fallait un concours inoui de circonstances favorables pour espérer la réussite d'un plan trop compliqué : non contens d'entreprendre deux diversions, dont la jonction n'était rien moins que certaine, ils en font une troisième;

inutile dès-lors que les deux autres eussent atteint leur but; dangereuse si celles-ci étaient battues. Il semble que l'arrivée de Sombreuil aurait dû déterminer Puisaye et d'Hervilly à se présenter en bataille à quelque distance de Hoche, et d'attendre là qu'on entendît positivement le feu de l'attaque de Tinteniac; car le seul motif qui les décidât à opérer avant le débarquement étant d'empêcher que leur collègue ne fût compromis, il était inutile de rien engager avant d'être certain que Tinteniae en vint sérieusement aux mains. Mais il est temps de dire pourquoi ce brave officier n'avait point paru. Après avoir battu le 11 juillet l'adjudant-général Romans, et échappé à la colonne de Grouchy, il devait se concerter avec les chefs du conseil du Morbihan, et ceux-ci avaient reçu l'ordre du comité royal de Paris de tenter une expédition sur St.-Malo pour laquelle on trouverait des ordres du Roi au château de Coëtlogon (1). Espérant sans doute avoir le temps de courir jusques-là, et de revenir assez tôt par Baud sur les derrières de Hoche, Tinteniac se dirigea vers Elven où il détruisit un détachement républicain, puis se porta sur Josselin, qu'il occupa. Le châ-

Course excentrique de Tinteniac

(1) Ces détails empruntés de Puisaye, et confirmés par d'autres écrivains, paraissent mériter confiance.

teau de cette petite ville était défendu par le brave adjudant-général Crublier, qui repoussa toutes ses attaques avec perte; alors Tinteniac se dirigea par Mohon sur Coëtlogon, où il arriva harassé de fatigue.

Il est poursuivi et tué.

Hoche instruit de ces incursions, avait lancé à sa poursuite le général Champeaux, à la tête d'une colonne mobile d'élite; et Crublier, de son côté, le harcela avec la garnison de Josselin. A peine les chouans goûtaient-ils quelques instans d'un repos dont ils avaient tant besoin, que les républicains tombent à l'improviste sur leurs gardes, et les culbutent jusques dans la cour du château. Tinteniac s'élance armé d'une carabine à la tête des tirailleurs pour couvrir la retraite des siens, et tombe frappé de plusieurs coups de feu, le jour même où le canon républicain foudroyait à Ste.-Barbe les colonnes de d'Hervilly. Laissons errer ses bandes découragées, afin de revenir à la presqu'île de Quiberon où se préparaient les grands coups.

Débarquement de Sombreuil.

La division de Sombreuil débarqua dans la journée du 17 juillet; mais ce renfort tardif ne servit qu'à rendre un peu de courage aux émigrés dont il répara les pertes: déjà il n'était plus possible de se maintenir à Quiberon; car, indépendamment des revers essuyés, l'autorité y était incertaine, et quoique Puisaye eût fait notifier qu'il prenait le commandement, les émi-

grés s'obstinaient à le regarder comme un chef de chouans, sans pouvoir sur eux.

Hoche surprend et enlève le fort Penthièvre.

Pendant toutes ces incertitudes et ces fausses mesures, Hoche ayant reçu des renforts médite enfin une attaque définitive. Quelques vieux routiniers proposent d'assiéger en règle le fort Penthièvre; mais il rejette cet avis pusillanime, et de concert avec le représentant Tallien, arrivé depuis peu à l'armée, prend la résolution de l'enlever par une escalade nocturne. On se rappelle que les émigrés avaient commis l'imprudence d'y laisser une compagnie entière de son ancienne garnison : les renseignemens donnés par deux transfuges hâtèrent l'exécution du projet, qui fut définitivement arrêtée pour la nuit du 20 juillet où un déserteur apporterait le mot d'ordre des émigrés.

Le général Humbert à la tête de 500 hommes de l'avant-garde, suivant la laisse de basse-mer, devait se porter sur le village de Kerostin, tourner brusquement à droite de ce village, franchir les palissades, s'élancer sur le fort, et faire main-basse sur tout ce qui résisterait. Le général Botta fut chargé de le soutenir avec le reste de l'avant-garde. Ces deux officiers devaient partir à minuit précis des hauteurs de Ste.-Colomban. L'adjudant-général Ménage, à la tête de 300 grenadiers de la brigade Valleteaux, reçut l'ordre de culbuter les grand'gardes ennemies, de marcher

droit au fort, et de l'attaquer par la gorge sans tirer un coup de fusil. Sa colonne marchant sur l'estran de la droite, à un quart-d'heure d'intervalle de celle d'Humbert, devait être protégée par le général Valleteaux avec le surplus de sa brigade; il fut recommandé de s'approcher le plus près possible du fort en évitant le feu.

Le général Lemoine fut chargé de porter une brigade à la hauteur de l'avant-garde, d'y laisser un bataillon avec deux pièces de 4 et sa cavalerie, et de suivre avec le reste la queue de la colonne du général Valleteaux; on ne laissa à la garde du camp que trois bataillons aux ordres du général Drut. D'ailleurs l'on n'omit aucune des précautions qui pouvaient assurer le succès de l'entreprise. Des pionniers chargés de sacs à terre et de fascines suivaient la colonne de Ménage pour combler les fossés; et vingt-quatre hommes adroits et robustes furent armés de haches et de masses de fer pour briser les barrières. On poussa la prévoyance jusqu'à faire suivre la colonne de Valleteaux par une compagnie de canonniers, afin de pouvoir servir les batteries du fort aussitôt qu'on s'en serait emparé. La retraite, en cas d'échec, devait s'effectuer en échiquier dans le meilleur ordre.

A onze heures du soir, l'armée s'ébranle en silence. La nuit était obscure et pluvieuse; les ténèbres et le mauvais temps égarent un instant

les colonnes; mais le général Hoche parvient facilement à les remettre dans leur direction respective, et à deux heures du matin, elles se trouvent au pied du fort Penthièvre.

Ce fort situé au col de l'isthme, est un carré de trente toises de chaque face; il se liait à la côte opposée par un camp retranché. Les émigrés y avaient ajouté deux redans, dont les feux croisés battaient la falaise devant leur front. Cinq compagnies du régiment d'Hervilly formaient le fond de la garnison, les autres corps y envoyaient des détachemens proportionnés à leur force, et ce jour là c'était une partie du régiment de Périgord; les dehors étaient gardés par un détachement de Loyal-Emigrant, et 600 chouans.

Cette garnison trop fière de son nombre, se reposait en toute sécurité; la nuit, le mauvais temps, et les intelligences qu'on avait dans le fort, favorisaient une surprise. Le général Valleteaux chasse, à coups de baïonnettes, les hommes qui défendaient les premiers ouvrages, et sa colonne marche sur le fort sans éprouver grande résistance. Quelques coups de fusil ayant donné l'éveil à la garnison et aux canonnières anglaises qui bordaient la côte, un feu terrible est alors dirigé sur les assaillans; mais rien ne peut les arrêter. Ménage, d'un autre côté, parvient à la faveur du mot d'ordre, à gravir le rocher avec

ses grenadiers. Guidé par un des transfuges, il escalade le fort par un sentier réputé inaccessible, et massacre les canonniers de Rothalier dans leurs batteries; le détachement de Périgord, composé en grande partie de gentilshommes, éprouve le même sort. Cependant le commandant court chercher du secours dans le camp retranché; mais la plupart des soldats de d'Hervilly, après avoir égorgé leurs officiers, se joignent aux républicains. La colonne de Valleteaux et celle de Humbert, ébranlées un instant par la mitraille anglaise et celle des retranchemens, reprennent courage à la vue de l'étendard tricolore qui flottait au sommet du rocher; elles font un dernier effort contre le camp ennemi, et secondées par le feu des batteries de Penthièvre, servies par les canonniers de Ménage, elles allaient l'enlever de vive force, quand le marquis de Contades prescrivit aux troupes qui l'occupaient de chercher un refuge dans la presqu'île. Leur retraite se fit avec tant de précipitation qu'elles abandonnèrent le parc d'artillerie, placé par une inconcevable imprévoyance, au village le plus avancé.

Attaque des républicains sur la presqu'île.

Hoche sans perdre un instant, après avoir laissé deux bataillons à la garde du fort, soutint le général Humbert qui avait pénétré dans la presqu'île où les émigrés disséminés commençaient à se rallier; mais personne ne leur don-

nant d'ordres, ils ne firent qu'une ombre de résistance. Puisaye manqua de tête et de dévouement dans cet instant critique, ou attacha trop d'intérêt à la conservation de sa correspondance avec les princes et le cabinet de Londres : quoi qu'il en soit, il s'embarqua sous le prétexte de la sauver, laissant le fardeau du commandement au comte de Sombreuil. Celui-ci ne sut pas s'en servir pour échapper à l'affreuse destinée qui le menaçait : en réunissant ses moyens promptement, il eût peut-être repris Penthièvre; mais au lieu de tenter ce dernier effort que les régimens de Béon et de Damas demandaient à grands cris, il donna l'ordre de se replier en arrière de St.-Julien, et ne tarda pas à y être attaqué.

La brigade du général Ménage, qui marchait en colonne par sa droite, le long de la mer, étant arrivée à hauteur des restes de la division d'Hervilly qui formaient la gauche de la nouvelle ligne, sous le comte de Vauban, s'élança baïonnettes croisées sur les régimens de Dudresney et de Loyal-Emigrant, déjà à demi-vaincus. Sombreuil accourut vainement pour rétablir le combat; les soldats n'attendant plus de salut que de la clémence des vainqueurs, jetaient leurs armes en se disant républicains; quelques-uns même les tournèrent contre la division Sombreuil, qui seule obéissait encore à son chef. Affaibli de toutes les

Déroute des émigrés.

troupes de d'Hervilly qui étaient ou anéanties ou en pleine défection, et craignant d'être enveloppé, ce chef royaliste se porta alors sur le fort de Portaligen, et acheva de semer l'épouvante parmi les chouans qui traînaient presque tous leur famille après eux. Voyant l'instant fatal arrivé, ils se précipitaient en foule sur le bord de la mer pour gagner le peu d'embarcations existantes, et un grand nombre trouva dans les flots, la mort qu'il voulait éviter. Plusieurs bateaux coulèrent bas, et l'on évalue à 7 ou 800 les malheureux qui périrent ainsi. Les émigrés n'étaient plus soutenus que par une corvette anglaise, armée de 24 pièces de canon, qui balayait l'estran : Sombreuil, sous la protection de son feu, se forma sur le dernier coin de terre qui lui restait, et où les républicains l'attaquèrent bientôt. Le fort Neuf fut cerné : les cris de *bas les armes, rendez-vous*, se firent alors entendre : quelques royalistes répondirent, et le comte de Sombreuil s'avança pour proposer une capitulation, qui désormais semblait difficile (1). Pendant ces pourparlers, Hoche s'apercevant qu'on hâtait l'embarquement, fit diriger deux pièces chargées à mitraille sur les

(1) Plusieurs écrivains affirment qu'il en fut accordé une verbalement ; assertion dont on ne saurait ni contester ni certifier la vérité.

bâtimens de transport qui gagnèrent le large, et ne purent revenir. Une seconde et dernière sommation fut alors faite aux émigrés. Protégés par le feu de la corvette, ils auraient pu se défendre encore quelques instans, ou du moins vendre chèrement leur vie; mais l'espoir d'être traités comme prisonniers de guerre les ébranla, et l'aspect de 700 grenadiers qui n'attendaient que le signal pour s'élancer sur eux, acheva de les déterminer. S'il faut s'en rapporter à plusieurs versions, Sombreuil aurait rendu son épée à Rouget de Lille, auteur de la Marseillaise (1), et tous les siens imitant son exemple, mirent bas les armes, à l'exception de quelques officiers qui se donnèrent la mort pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi.

Ils sont pris, jugés, et fusillés impitoyablement

Le général Hoche fit sur-le-champ conduire à Vannes ses prisonniers, sous l'escorte de quatre bataillons; puis après avoir laissé ses dernières instructions au général Lemoine, il lui remit le commandement de l'armée, et partit avec 12 bataillons à la poursuite de l'armée rouge, ainsi nommée à cause des uniformes anglais dont elle était revêtue.

Il avait adressé avant son départ un mémoire

(1) Rouget fut blessé dans l'affaire d'un coup de mitraille, ce qui rend cette assertion douteuse, bien qu'elle soit consignée dans un rapport.

au comité de salut public, concernant les émigrés. Il eût désiré qu'en abandonnant les chefs au glaive des lois, on accordât une amnistie générale à tous les autres, et qu'on en formât des légions qu'il se proposait de conduire contre l'Angleterre; mais Tallien de retour à Paris, le 26 juillet, fit à la tribune un rapport emphatique sur les événemens de Quiberon, et le gouvernement, excité par les plus ardens Jacobins qui représentaient l'importance d'un exemple terrible envers les Français pris les armes à la main, décida qu'on leur appliquerait le décret de mort lancé contre eux depuis trois ans, et renvoya des agens en Bretagne afin de presser l'exécution de ce fatal arrêt. A leur arrivée, des commissions militaires furent sur-le-champ organisées à Auray et à Vannes pour juger les prisonniers. L'issue d'une pareille mesure ne pouvait être douteuse, ils furent condamnés et fusillés. Sombreuil fit avec courage le sacrifice de son existence; mais, jusqu'au dernier moment, il réclama pour ses compagnons d'armes l'exécution d'une capitulation sur laquelle il avait trop légèrement compté.

Quelques écrivains de parti en ont conclu que les républicains et Hoche avaient manqué à la foi promise, ce qu'on a peine à croire; le soupçon d'une perfidie aussi odieuse, ne doit pas ternir sa mémoire. Hoche était enthousiaste du

gouvernement républicain, et rigide observateur des lois de son pays ; il gémissait sur leur sévérité ; mais il n'eût jamais osé les enfreindre, en promettant ce qu'il n'était pas en son pouvoir de tenir. D'ailleurs tous les témoins oculaires qui ont survécu à la catastrophe, et notamment le comte de Vauban qui nous a laissé des mémoires curieux sur cette expédition, s'accordent au contraire à dire, qu'il n'y eut aucune convention, aucune promesse de la part du général en chef, et que les émigrés, dans l'impossibilité de faire mieux, se rendirent à discrétion. Leur condamnation collective au nombre de mille, n'en fut pas moins une barbarie horrible que les auteurs de la loi n'avaient sans doute osé prévoir : du moins faut-il supposer, pour l'honneur du genre humain, que l'assemblée nationale n'eût d'autre but en la rendant, que celui d'épouvanter ses ennemis, et de faire cesser la résistance armée. Du reste, la Convention perdit là une occasion précieuse d'atténuer sa réputation de cruauté, en ordonnant la déportation des coupables, et renouvelant pour l'avenir les dispositions sévères de la loi, envers ceux qui s'y exposeraient.

Hoche disperse les restes de l'armée chouane.

Dans l'intervalle où ceci se passait, le corps de Tinteniac continuait son excursion vers la côte du Nord. La mort de ce chef avait d'abord jeté la consternation dans les troupes, et la mésintelligence parmi les officiers. Enfin, le parti

des émigrés l'emporta, et le vicomte de Pont-Bellanger en prit le commandement. L'armée rouge, déjà beaucoup affaiblie sans avoir soutenu de combat, se dirigeait ainsi vers St.-Brieux, lorsque Hoche parut sur ses traces avec 12 bataillons victorieux. A la nouvelle de son apparition, tout se dispersa : les émigrés abandonnant les chouans, regagnèrent les côtes pour tâcher de retourner en Angleterre : les Morbihannais dépouillèrent l'uniforme anglais pour rentrer plus sûrement dans leurs foyers, et de cette division, à peine Georges Cadoudal et Lemercier purent-ils ramener, par des marches dérobées, 2 ou 3 mille hommes dans leurs arrondissemens.

En vain Scépeaux, Palierne, Frotté, et les autres chefs de chouans de la Haute-Bretagne, du Maine et de la Normandie, prirent les armes sur plusieurs points, ils furent contenus par les garnisons, et bientôt réduits à se cacher dans l'ombre dont ils se flattaient en vain de sortir.

La Vendée reste dans l'inaction.

En Vendée, Charette avait donné le signal d'une nouvelle levée de boucliers, en lançant, dès le 26 juin un manifeste, où il accusait la Convention d'avoir abrégé les jours de Louis XVII par le poison, afin de se dispenser d'exécuter les clauses secrètes du traité de la Jaunais, stipulant, disait-il, le rétablissement de la monarchie. Toutefois ses menaces se bornèrent durant les mois de juillet et d'août à l'enlèvement du

petit camp de Palluau, et d'un convoi qui filait vers les Essarts.

Bien que Stofflet ne crût pouvoir se dispenser de suivre son exemple, et qu'il eût publié un manifeste à peu près semblable, à quelques jours de là, il ne commit aucune hostilité, et attendit prudemment l'issue du débarquement de Quiberon pour entrer en campagne.

Ainsi, par le mauvais choix de ses agens et le défaut de sagesse dans ses plans, l'Angleterre ne recueillit que honte et désastres de cette expédition sur laquelle reposaient les espérances de la coalition et des royalistes de l'Ouest. Cet événement donna lieu dans le temps à mille conjectures. On publia que le ministère anglais n'avait armé les émigrés, et ne les avait jetés sur la côte du Morbihan, qu'afin de pouvoir sacrifier plus sûrement les officiers de la marine royale qui se trouvaient dans leurs rangs. Personne ne met en doute le machiavélisme de la politique anglaise, dont toutes les nations de la terre ont éprouvé plus ou moins les effets; mais il faudrait des preuves matérielles et bien positives pour faire adopter une pareille opinion.

Reproches faits à l'Angleterre et à Puisaye.

Le plus grand nombre rejeta ce désastre sur Puisaye; on le dépeignit comme un traître, qui avait induit en erreur le ministère anglais et les princes. C'était en Vendée qu'il fallait descendre, s'écrient les royalistes de toutes les nuances!

c'est là que des armées déjà aguerries, et souvent victorieuses, auraient prêté la main aux débarquemens! Chacun se demande où se trouvaient donc les armées bretonnes, dont l'auteur du projet faisait tant d'étalage; les uns accusent son courage; d'autres rejettent sur le délire d'une imagination romanesque, les faux calculs qu'ils lui imputent.

Puisaye répond qu'il avait toujours insisté pour une marche rapide sur Rennes, afin de donner à l'armée bretonne l'occasion de se rassembler : qu'on l'a trompé en lui remettant des instructions qu'il devait ouvrir en pleine mer, et qui se trouvèrent contraires au plan proposé et à celles de M. d'Hervilly : que le point de Quiberon avait été choisi contre son opinion; et que c'eût été néanmoins un demi-mal, si ce dernier avait voulu marcher rapidement au but. Il attribue tout le mauvais succès, à l'idée de faire la guerre civile en se basant méthodiquement, et en manœuvrant comme à une petite guerre de Potzdam. Enfin, il cite le zèle des Morbihannais, pour preuve que ses promesses n'eussent pas été vaines, si on avait pris de plus sages mesures.

D'un autre côté, les militaires s'étonnent avec raison, que la puissance qui possède la moitié des vaisseaux marchands du globe, n'ait pas insisté pour faire un seul transport de 10 mille

hommes à la fois, vu que trois débarquemens successifs échoueraient inévitablement: et fondés sur un raisonnement si simple, ils accusent le cabinet britannique d'imprévoyance ou de duplicité.

L'historien impartial sera embarrassé de faire à chacun la part de louange et de blâme qui lui appartient. Puisaye eut sans doute des torts; mais il est avéré que les plus grandes fautes ne provinrent point de lui, et qu'indépendamment des obstacles qu'il trouva dans l'expédition même, le comité royal de Paris le taxait déjà de perfidie, bien avant qu'il ne mît pied à terre, et le contraria par mille intrigues, comme si l'on eût été jaloux que la monarchie se relevât par ses soins.

Quoi qu'il en soit, la république sauvée à Granville, en 1793, fut délivrée à Quiberon d'un danger non moins imminent; car, si l'on se rappelle qu'au même instant l'armée de Condé devait pénétrer en Franche-Comté, d'accord avec Pichegru, on peut présumer ce qui serait arrivé, si les trois divisions débarquées à la fois se fussent emparées de Rennes, et s'y fussent réunies aux armées vendéennes et à celle de Puisaye.

LIVRE IX.

Seconde période de la campagne de 1795.

SOMMAIRE.

Letourneur de la Manche a succédé à Aubry dans la conduite de la section militaire au comité de salut public, et adresse aux généraux des instructions fautives.

L'armée de Sambre-et-Meuse passe le Rhin vers Dusseldorf, et celle de Rhin et Moselle aux environs de Manheim. Ces deux places, par un bonheur inouï, tombent au pouvoir des républicains. — Jourdan s'avance sur le Mein pour investir Mayence. Pichegru laissant les trois quarts de ses forces en-deçà du Rhin, ne dirige sur Heidelberg que deux divisions qui sont battues. — Les Autrichiens prennent une ligne centrale et rejettent les Français sous Manheim. Clairfayt débloque Mayence et repousse Jourdan sur Neuwied et Dusseldorf.

État de l'intérieur. La constitution de l'an 3 est proclamée; décret portant que les parens d'émigrés ne seront pas éligibles, et que les deux tiers de la Convention feront partie de droit du nouveau corps législatif.— Les sections de Paris s'opposent à ces dispositions à main armée. — Journée du 13 vendémiaire, installation du directoire.

La guerre civile continue à désoler l'Ouest.— Le comte d'Artois débarque à l'Ile-Dieu avec une nouvelle expédition; mais il retourne en Angleterre sans avoir rien tenté.— Hoche ayant reçu des renforts des Pyrénées occidentales, poursuit Charette à outrance, disperse ses bandes et le force à se cacher dans les bois. Il se porte ensuite en Bretagne où il comprime les chouans.

Continuation des opérations sur le Rhin.—Clairfayt profitant de ses

succès débouche de Mayence, force les lignes devant cette place et rejette l'armée de Rhin et Moselle derrière la Pfrim. Wurmser le renforce et les deux armées impériales se concertent pour reprendre Manheim. — Combat de Frankendal. Pichegru est repoussé sous Landau. — Manheim, bombardé par les Autrichiens, capitule.

Jourdan s'étend par la droite vers le Hundsruck, et débouche trop tard sur la Nahe. — Le corps de Clairfayt, disponible par la reddition de Manheim, s'avance contre lui et le replie sur Trarbach. Armistice.

L'armée d'Italie, aux ordres de Kellermann, soutient une défensive pénible contre le général Devins. — Schérer arrive au secours avec une partie de l'armée des Pyrénées orientales; il remporte une victoire complète sur les Impériaux à Loano, et les force à se replier sur Dego dans le plus grand désordre.

Événemens des colonies. Les Anglais s'emparent du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan et de tous les établissemens hollandais dans l'Inde. Moins heureux en Amérique, ils luttent avec peine à St.-Domingue contre les généraux Lavaux, Toussaint et Rigaud qui les confinent à St.-Marc et au Môle-St.-Nicolas. — Hugues les chasse de St.-Eustache et de Ste.-Lucie, puis fomente la révolte des noirs dans leurs propres possessions. — Ouverture du parlement à la fin d'octobre. Le Roi en s'y rendant est insulté par la populace qui tire même un coup de fusil sur sa voiture et en brise les glaces. — Résultats de cet attroupement. — Fin de la campagne.

CHAPITRE L.

État des armées respectives.

Le fleuve majestueux, que les Romains avaient considéré comme une barrière imposée à leur puissance, séparait depuis dix mois les armées des deux partis. L'équipage de pont organisé avec

tant de lenteur, venait enfin d'arriver à la fin d'août aux environs de Duisbourg, et l'on avait eu tout le loisir d'aviser aux moyens de le rendre utile.

Nous avons laissé au chapitre XLVI les armées de Jourdan et de Clairfayt sur le Bas-Rhin; et celle de Wurmser et de Pichegru, en présence sur les bords du Haut-Rhin, depuis Landau jusqu'aux environs de Bâle.

Loin de soupçonner Pichegru capable d'une intrigue, le comité de salut public et la Convention lui avaient donné la plus éclatante preuve de faveur en lui conférant la dignité de généralissime, dans le cas où les trois armées agissant sur le Rhin et en Hollande viendraient à se réunir. Cette mesure était un palliatif impuissant contre les vices du plan de campagne; car celui auquel on confiait le rôle principal, n'avait ni le caractère ni la capacité nécessaires, pour obvier aux dispositions décousues du plan primitif, par des opérations hardies et improvisées. D'ailleurs, c'est dans le jet d'un plan d'opérations, et la direction des premières entreprises, qu'il importe d'assurer l'emploi simultané des masses : lorsque les armées se trouvent réunies dans le chemin de la victoire, la concentration du commandement n'est plus qu'une vaine formalité.

Les motifs qui portèrent le gouvernement français à ordonner le passage du Rhin, ont déjà

ÉTAT EFFECTIF DE 95.

EMPLACEME	ADRONS.	COMBATTANS
ARMÉE DE		
1. Depuis l'Angerbach jusqu'à la	19	11,090
2. De la Wipper jusqu'à la Sieg a	13	9,136
3. De la Sieg jusqu'à la Lahn, (		
(Général Wartensleben). .	22	14,073
4. Garnison d'Ehrenbreitstein.	»	2,594
5. Entre la Lahn et le Mayn. .	10	7,751
6. Garnison de Mayence avec l	14	15,472
7. Depuis le Mayn jusqu'au Ne	41	18,612

été indiqués; mais, si les avantages de la réussite étaient incalculables, les obstacles ne l'étaient pas moins : et la saison d'ailleurs trop avancée ne laissait aucun espoir de faire la conquête d'une place, ou de fortifier un point favorable sur la rive droite du fleuve, pour y couvrir et favoriser l'établissement des républicains.

Les Impériaux, qui leur étaient supérieurs en infanterie et en cavalerie, occupaient les positions indiquées au tableau ci-joint, et jouissaient de tous les avantages du front d'opérations. La direction perpendiculaire du Mayn et du Necker, aboutissant au point central, assurait d'excellentes lignes d'approvisionnemens, des communications précieuses avec la base du Danube, et un appui pour les flancs des grandes armées qui agiraient concentriquement entre Strasbourg et Mayence. Les forteresses de Dusseldorf et d'Ehrenbreitstein couvraient leur droite. Mayence, Manheim et Philisbourg, boulevards bien plus importans encore, assuraient le centre; Mayence, surtout, donnait la faculté inappréciable d'opérer par les deux rives du Rhin. L'état formidable de cette place laissait peu d'espoir de la faire tomber sans un siége régulier; et une flottille de chaloupes canonnières, commandée par l'anglais Williams, dominant la navigation du Rhin, assurait la possession des îles, et les communications entre la ville et Cassel.

Le comité dont Aubry venait de sortir le 2 août, pressait les généraux, sans leur donner ni bonne direction, ni moyens administratifs indispensables à de grandes entreprises. Letourneur de la Manche qui lui avait succédé dans la conduite des affaires militaires, bien qu'officier du génie, n'entendait rien à ce qui s'écartait des vues et des détails de son arme : propre à construire une place, à la défendre, à l'assiéger, il était étranger à toutes les grandes combinaisons de la guerre offensive, et les conseils des généraux Lacué et Clarke, employés au bureau topographique, n'étaient pas de nature à suppléer à ce qui lui manquait d'expérience ou de doctrine.

La correspondance souvent précise, parfois lumineuse et toujours énergique de Carnot, avait fait place à des instructions vagues, dénuées de tout jugement, qui retenaient les généraux dans l'inaction faute de pouvoir être raisonnablement interprétées.

On sait que le projet du comité consistait d'abord à faire passer l'armée du Rhin sous Brisach, avant celle de Sambre-et-Meuse. Le choix vicieux de ce point, les allées et venues de Pichegru sur le Haut-Rhin, la présence de Wurmser dans le Brisgau, tout, en un mot, contribua à changer naturellement cette disposition.

Jourdan Jourdan, bien plutôt prêt que son collègue,

crut devoir prendre l'initiative, et le fit avec d'autant plus de raison qu'il attira ainsi toute l'attention des Autrichiens sur la Sieg et la Lahn, et facilita la tâche imposée à l'armée du Rhin. Le passage fut donc résolu pour le 6 septembre.

passe le Rhin à Dusseldorf.

La nécessité de jeter des troupes sur la rive ennemie, afin de protéger la construction d'un pont, rend ces sortes d'entreprises toujours délicates et chanceuses, puisqu'on ne peut y porter ces forces que par des débarquemens successifs, et en nombre proportionné à celui des bateaux; ce qui donne ordinairement à l'adversaire, le temps de tomber sur elles avec des moyens supérieurs. Un incident heureux vint tirer les Français de cet embarras. Le comte d'Erbach occupait, comme on l'a vu, l'extrême droite de la ligne ennemie; et s'appuyait à l'Angerbach, croyant le terrain entre ce ruisseau et Duisbourg, couvert par la ligne de neutralité prussienne. Les commissaires de la Convention, considérant ce canton comme une dépendance du duché de Berg, et par là même de l'électeur palatin, qui n'avait point encore satisfait aux conditions du traité en retirant ses troupes de la coalition, prirent un arrêté qui autorisait le général Jourdan à passer sur ce territoire; circonstance d'autant plus heureuse, que les barques hollandaises arrivant dans la même direc-

tion, le passage principal semblait dès-lors assuré. Le général républicain basa tout son plan sur cette combinaison.

Le général Hatry, avec l'aile droite, reçut l'ordre de faire plusieurs démonstrations vers Neuwied, le 1er et 2 septembre, non-seulement pour contenir Wartensleben, mais pour attirer sur ce point le gros des forces ennemies, en menaçant la ligne de retraite de l'armée impériale sur la Lahn. Après quelques jours d'intervalle, jugés nécessaires pour que cette manœuvre remplit son but, Kléber devait procéder à l'attaque sérieuse, pour laquelle on prit de sages mesures.

Le moyen le plus sûr de protéger un premier passage, est de l'exécuter dans une anse aussi étroite que possible, afin de l'entourer de batteries nombreuses, sous le feu croisé desquelles l'ennemi n'ose se maintenir, et où les assaillans trouvent un abri au fur et à mesure de leur débarquement. L'anse d'Urdingen, à tous ces avantages, joignait encore celui d'une île située précisément en face. La division Grenier devait y passer, et les ponts être aussitôt établis à la pointe de cette presqu'île : on la ceignit de 14 batteries, armées de 80 bouches à feu.

La division Lefebvre, et la réserve sous Tilly, destinées à franchir le fleuve vers Eichelcamp sur le territoire neutre, devaient tourner la droite

du comte d'Erbach, et faire tomber toute la défense de sa ligne, en même temps que Grenier passerait à Urdingen, et Championnet vers Dusseldorf. Afin de seconder le coup de main projeté sur cette place, on éleva plusieurs batteries d'obusiers et de pièces de 12 pour la menacer d'un bombardement. La réussite de ce plan semblait d'autant plus certaine, que le comte d'Erbach s'était cru dans la nécessité de diviser ses 11 mille hommes en plusieurs détachemens à Mundelheim et Sarem; un bataillon à Hamm, sous Dusseldorf; le gros au centre à Kalkum.

Le 6 septembre, à une heure du matin, le général Lefebvre ayant jeté 3 mille hommes dans les barques près de Rheinhausen, descendit à Eichelcamp, notifia au piquet prussien les motifs qu'on avait de ne pas croire à la neutralité de ce point, et l'engagea à se replier sur son territoire, en lui témoignant d'ailleurs tous les égards dus à des sauve-gardes: le reste de la division débarqué successivement s'avança alors sur l'Angerbach, afin de remplir la tâche qui lui était assignée.

Les Autrichiens, informés que les Français avaient pris pied à Eichelcamp et s'avançaient en grand nombre, renforcèrent à la hâte le poste de Spick, à l'effet de disputer le passage de l'Angerbach : manoeuvre insuffisante, qui ne remplit point son but, car le général Damas, à la tête de quatre bataillons de grenadiers, enleva ce village

après un léger engagement, dans lequel il fut blessé.

Le passage une fois forcé, Lefebvre dirigea la brigade Jacopin par Habercamp sur Wittlard, prenant à revers les retranchemens élevés dans l'anse de Mundelheim; celle de Leval se rabattit sur Sarem, et eût enveloppé les troupes chargées de sa défense, si une prompte fuite sur Wittlard ne les eût dérobées à une destruction certaine. Le général Damas qui s'était porté sur Angermonde, assailli ici par la cavalerie impériale, forma ses troupes en carré, et repoussa toutes les charges avec fermeté.

Capitulation de Dusseldorf.

La division Championet n'obtenait pas moins de succès. Le général Legrand, embarqué à l'embouchure de l'Erft avec les deux bataillons de grenadiers, vint aborder vers Hamm, puis se dirigea sur Dusseldorf; en même temps que les nombreuses batteries de la rive gauche, lançaient sur cette ville florissante une grêle de projectiles. Le baron de Hompesch, ministre dirigeant le duché de Berg pour l'électeur palatin, effrayé d'un bombardement qui menaçait la résidence de son maître, accueillit favorablement les propositions que les Français lui firent par un parlementaire. La garnison palatine capitula; et trois compagnies autrichiennes, postées sur les glacis, n'eurent que le temps de décamper pour rejoindre leur division.

Le général Grenier n'effectua que très-tard son passage à Urdingen; les bateaux ayant été arrêtés par un banc de sable, son attaque fut retardée jusqu'au milieu du jour.

Retraite des Autrichiens

Cependant la position du comte d'Erbach devenait de plus en plus critique; la gauche, voulant courir au devant de Championet pour sauver Dusseldorf, apprit bientôt que cette place importante venait déjà de tomber au pouvoir des républicains, et se retira en toute hâte sur Closterath ou Gerresheim. Le reste de son corps campé à Kalkum, débordé à droite et attaqué par des forces supérieures, voyant sa retraite compromise, fut trop heureux de s'en tirer à si bon marché, et se réfugia à Ratingen, protégé par 1,500 chevaux et plusieurs batteries légères. Le manque total de cavalerie et d'artillerie dont on n'avait pu embarquer que deux pièces, empêcha de l'entamer.

Favorisé par ces succès, le général Dejean fit aussitôt jeter un pont à la pointe d'Urdingen; en sorte que le reste de l'infanterie, toute la cavalerie et l'artillerie, passèrent dans la journée du 7. Dès-lors le comte d'Erbach trop faible pour tenir contre les quatre divisions de Jourdan, n'eut rien de mieux à faire qu'à se retirer précipitamment pour regagner la communication par Elberfeld et Schwalme. Il se réunit sur la Sieg avec le corps du prince de Wurtemberg; mais cela ne les mit

pas beaucoup plus en état de se mesurer avec l'armée française, qui, renforcée à la hauteur de Cologne par la division Morlot, les chassa de Siegbourg, battit leur arrière-garde à Ukerath, et les repoussa par Altenkirch, sur la Lahn. Le corps de Wartensleben, qui jusque-là était resté paisible vers Neuwied, craignant d'être refoulé sur le Rhin, suivit ce mouvement, et se retira sur Nassau, dans la nuit du 14 au 15 septembre.

Jourdan s'établit sur la Lahn.

Le passage de Neuwied étant ainsi débarrassé, le général Hatry y fit jeter un pont, au moyen des barques et des pontons tirés de Metz ou de la Moselle, puis vint avec les divisions Bernadotte, Poncet et Marceau se réunir à Jourdan, dont les forces se trouvèrent établies le 20 sur la Lahn, la gauche à Wetzlar, la droite à Nassau.

L'armée victorieuse avait mis ainsi treize jours à franchir l'espace de Dusseldorf à la Lahn. Resserrée entre le Rhin et le cordon de neutralité de la Hesse, dénuée de moyens de transport pour tirer des vivres de ses dépôts, elle éprouvait une pénurie cruelle; et les troupes dont la discipline s'était relâchée dans de longs cantonnemens, se livrèrent à de si grands excès, que le général en chef, honteux, se détermina à demander sa démission, ou des lois répressives assez fortes et assez expéditives pour atteindre les coupables.

Travaux.

A la lenteur que Pichegru mettait dans ses

opérations, Jourdan était fondé à croire que son collègue ne le joindrait point à temps entre le Necker et le Mein. Jugeant dès-lors qu'il fallait se préparer sur la rive droite du Rhin, un point d'appui pour protéger le retour de ses troupes en cas d'échec, il prescrivit donc au chef du génie de mettre Dusseldorf à l'abri d'un coup de main, et de former un camp retranché sous le canon de cette place; mais au lieu de fermer simplement la gorge de l'anse de Hamm qui contenait assez d'espace pour camper 18 à 20 mille hommes, et qui n'avait pas 1,500 toises d'ouverture, on la barra mal adroitement avec une douzaine de redoutes, disposées en échiquier, entre Neuhof et Bilich, à 200 toises en avant des hauteurs qu'on aurait dû occuper. Ensuite on étendit les ouvrages par-delà la Dussel, jusqu'au village de Golzheim, sur le bord du Rhin; en sorte qu'on eut trois camps pour un, et qu'on trouva le secret d'affaiblir le premier, sans parvenir à rendre ceux du centre et de la droite plus utiles et plus sûrs. du camp retranché.

La division Morlot, passée sous les ordres du général Collaud, fut chargée de la garde de Dusseldorf et de ces camps retranchés. On traça également une tête de pont à Neuwied et l'on couvrit l'île de quelques retranchemens. Marceau bloqua Ehrenbreitstein.

Au premier bruit des succès de Jourdan, Clairfayt quitta son quartier-général de Gros-Gerau et Clairfayt marche sur la Lahn.

se dirigea sur la Lahn, avec les troupes dont il put disposer sur les deux rives du Mein, laissant à Quasdanowich le soin de garder le Necker, et sollicitant Wurmser de venir l'appuyer avec les troupes du haut Rhin; cette résolution, fort sage en elle-même, devint toutefois inutile comme nous allons voir.

Passage du Rhin par l'armée de Pichegru.

Sur les entrefaites, Pichegru informé que les Autrichiens faisaient descendre le Rhin à une partie de l'armée, jugea qu'il n'avait rien à craindre du côté de l'Alsace; et, se rendant aux instances de son collègue et du comité, il commença à se mettre en mouvement. Ses instructions lui prescrivaient d'abord de passer vis-à-vis d'Oppenheim, afin de se lier au plutôt avec Jourdan: c'était fort bien; mais ce point, l'un des mieux choisis sous le rapport stratégique, et qui dominait en outre la rive opposée, était connu et surveillé des généraux ennemis, et il fallut y renoncer. D'ailleurs le comité de salut public enhardi par la prise de Dusseldorf, peut-être même par de secrètes insinuations, prescrivit au général en chef de rassembler tous ses moyens aux environs de Manheim, pour tâcher de se faire ouvrir les portes de cette ville en la menaçant d'un bombardement (1).

Au lieu d'y accourir avec les quatre divisions entassées vers Brisach et Huningue, Piche-

(1) Par la capitulation de la tête de pont au mois de décembre,

gru se contenta de porter celle de Beaupuy de Strasbourg à Spire, et de retirer du blocus de Mayence un corps de 12 mille hommes que le général Dufour rapprocha d'Ogersheim. Les quatre divisions de la gauche, furent laissées dans les lignes de Mayence, si bien que l'armée occupa alors les positions suivantes:

Corps du Haut-Rhin.	1re division,	campe à Oberweiler, vers Huningue.
	2e »	entre Petit Landau et Brisach.
	3e »	entre Basheim et Bofsheim.
	4e »	entre Bofsheim et Strasbourg.
Centre.	5e division,	aux ordres de Beaupuy, marche de Wantzenau sur Spire.
	6e, 7e	sous le général Dufour, quittent les environs de Mayence, et marchent à Manheim.
Gauche devant Mayence aux ordres du général Schaal.	8e division,	général Courtois, cantonnée depuis Oppenheim jusqu'à Hechtsheim.
	9e »	général St.-Cyr, entre Hechtsheim et Marienborn.
	10e »	Mengaud, placé entre Marienborn et Guntzenheim.
	11e »	Renaud, s'étend de Guntzenheim à Monbach et au Rhin.

Prise de Manheim.

De semblables dispositions ne promettaient rien d'heureux; on en obtint néanmoins des

---

on s'était engagé à ne pas bombarder Manheim, tant que le théâtre de la guerre ne serait pas transféré sur la rive droite du Rhin. Le passage de Jourdan levait cette difficulté, et la clause de la capitulation ne servait plus qu'à prouver la peur que l'ennemi avait de ce bombardement.

résultats qu'on n'était point en droit d'attendre. L'exemple de l'étrange capitulation du baron de Hompesch, n'inspira pas aux généraux autrichiens, campés aux environs de Manheim, l'idée de se saisir de cette place, comme le duc Ferdinand s'était emparé de Munster en 1758. Les républicains mirent cette négligence à profit, et réussirent au-delà de toute espérance; car sur les premières démonstrations d'un bombardement, la régence leur rendit la place le 20 septembre, sans même attendre qu'une colonne se présentât à ses portes. Ainsi tomba cette ville florissante, l'un des boulevards les plus importans de l'Allemagne, et dont la vaste et forte enceinte pouvait offrir une place d'armes inappréciable aux Français.

Les Français ne savent pas en profiter.

Un événement aussi surprenant semblait devoir changer la face de la guerre, et conviait les républicains à pousser rapidement toutes leurs forces entre le Necker et le Mein, pour se baser sur la place conquise, masquer Mayence par un simple corps d'observation, et poursuivre l'offensive avec rapidité. Il en arriva tout autrement; Pichegru s'obstina à exécuter un second passage à Kehl ou à Huningue, soit par suite de ses intelligences avec le prince de Condé, soit qu'en effet, il crût que cette direction fût la meilleure.

Le comité de salut public loin de redresser ses projets, lui adressait les instructions les plus bi-

sarres : le rédacteur faisant étalage d'une érudition puérile, allait chercher dans les batailles de Poitiers et d'Azincourt, livrées avant l'invention de la poudre, les règles de conduite que les armées républicaines devaient tenir sur les bords du Necker. Dans le délire de son imagination, il prescrivait à Pichegru, d'envelopper et d'affamer une armée de 150 mille hommes, et de la forcer à capituler comme celle du duc de Cumberland à Closterseven; prodiges qu'il prétendait exécuter sans même risquer de combat!

Pour réaliser ces beaux rêves, Pichegru se contenta de faire occuper par le faible corps du général Dufour, le point important que la fortune aveugle venait de lui livrer.

Dispositions des Autrichiens

Avec des vues moins ambitieuses, les généraux autrichiens prirent des mesures plus sages. Clairfayt, après la perte de Manheim, ne pouvant plus songer à défendre la Lahn, sans s'exposer à être prévenu sur sa ligne de retraite, prit son parti sans hésiter : il se décida donc à repasser le Mein, à laisser un corps d'observation derrière cette rivière, vis-à-vis de Jourdan; puis à concerter un mouvement avec Wurmser, pour se jeter en forces sur l'ennemi qui déboucherait de Manheim; espérant, par ce moyen, assurer les communications des deux armées, et couvrir leur ligne de retraite sur Heilbronn. A cet effet, les Autrichiens repassèrent le Mein les 22 et 23 sep-

tembre. On renforça de suite le général Quasdanowich, chargé de défendre le débouché central de Heidelberg et de Wisloch : un corps intermédiaire devait le soutenir à Weinheim.

L'armée de Clairfayt campa en partie vers Allerheiligen ; le général Werneck, avec l'aile droite à Aschaffenbourg ; une autre division à Bobenhausen ; l'avant-garde vers Nauenheim et en face de Francfort, qui était considéré comme neutre et garanti par le cordon des Prussiens, de même que toute la Hesse.

Jourdan débouche sur le Mein et investit Mayence.

L'armée de Sambre-et-Meuse, laissant la division Marceau devant Ehrenbreitstein, suivit le mouvement rétrograde de l'ennemi, descendit le 23 sur plusieurs colonnes des montagnes de Nassau, dans la riche vallée du Mein, et investit Mayence par la rive droite, à l'instant même où Pichegru débouchait de Manheim.

Clairfayt n'avait pas un moment à perdre ; le succès de la campagne dépendait de la conservation d'Heidelberg. Pour se faire une idée de l'importance de ce poste, il faut envisager sa situation stratégique sur le Necker, au point où cette rivière sort des montagnes, à l'embranchement de la chaussée du Rhin et de celle qui conduit à Heilbronn et au Danube ; il faut jeter un coup-d'œil sur les positions que ses alentours offrent à un général habile, pour préparer la jonction de ses forces ou empêcher celle de ses

adversaires : enfin, il faut se rappeler que dans cette ville se trouvait l'entrepôt général des armées impériales. Clairfayt appréciant ces avantages, et sachant combien il importait de se rallier à Wurmser, s'était avancé le 24 sur Heppenheim; mais toute la diligence qu'il aurait pu mettre à gagner Heidelberg ne l'eût pas sauvé, si les fautes du général français ne fussent venues à son secours.

Cette ville n'étant qu'à quatre lieues de Manheim, Pichegru aurait pu en effet y marcher dès le 21 avec plusieurs divisions. Loin de là, il laissa le gros de ses forces sur la rive gauche du Rhin, et se contenta de faire avancer le général Dufour sur la rive droite, au milieu de deux armées nombreuses. Fautes de Pichegru.

A cette première bévue, on en ajouta une qui ne lui cédait en rien; ce fut de diriger les 6e et 7e divisions par les deux rives du Necker, tandis que Manheim et Heidelberg étant situés sur la gauche, le simple bon sens voulait qu'on fît marcher le corps entier sur la même rive; ne fût-ce que pour placer un des flancs à l'abri, et mettre en action une force supérieure à l'ennemi. Quasdanowich s'étant replié sur Schriesheim, en fut délogé, le 23, à la suite d'un engagement assez vif; il prit ensuite poste sur les hauteurs de Handschusheim, fit barricader ce village, et confia à un petit détachement la défense de Wiblingen. (*Pl. IV.*)

Combat de Wiblingen et de Handschusheim.

Les Français attaquèrent ces différentes positions le 24 au matin sur quatre colonnes. La brigade conduite par l'adjudant-général Bertrand, se formant sur la rive gauche du Necker en avant de Blankstadt, eut l'ordre d'attaquer, lorsque la 7e division aurait repoussé l'ennemi par la rive droite. Le général Davoust devait se porter sur Wiblingen. La 3e colonne aux ordres du général Dusirat, marcha sur Dossenheim, soutenue en échelon à gauche par la brigade Cavrois, qui devait suivre le mouvement.

Le général Dusirat d'abord repoussé à gauche, tira deux bataillons de la droite pour faire un effort; mais, dans ce moment, les Autrichiens ayant chargé avec la plus grande vigueur sur ce point affaibli, y mirent le désordre; le général Dufour qui s'y trouvait fit d'inutiles tentatives pour rallier ses troupes; il fut de nouveau assailli, enfoncé et fait prisonnier. Alors la confusion se mit dans les rangs de cette brigade, qui passa avec une grande perte sur la rive gauche du Necker, entre Ilvesheim et Seckenheim.

Le général Cavrois, dès-lors isolé et menacé par sa droite, fut contraint de se retirer précipitamment, et non sans perdre beaucoup de monde, sur le plateau en face de Feidenheim.

Tandis que la 7e division était ainsi battue en détail sur la droite du Necker par la majeure partie des forces de Quasdanowich, le général

Davoust avait été chargé plusieurs fois en avant de Wiblingen, où secondé par l'adjudant-général Bertrand, il se maintint assez long-temps; enfin le sort des autres colonnes le força à battre en retraite sur Schwetzingen.

Le résultat immédiat de ce revers fut le rétablissement de la communication entre les deux armées autrichiennes, par la grande chaussée du Rhin. Clairfayt, instruit à Heppenheim de cet heureux événement, retourna sur le Mein. Les choses en restèrent là plusieurs jours. Le général Desaix vint prendre le commandement des troupes repliées en avant de Manheim, et renforcées par une brigade de la 5e division établie à Neckerau.

Embarras de Jourdan sur le Mein.

Cet échec eut les plus funestes conséquences pour les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse. A peine Jourdan fut-il arrivé sur le Mein, qu'il eut occasion de juger tous les inconvéniens de sa position, et les vices d'un plan d'opérations, trop légèrement arrêté par le comité. Pour déboucher sans danger sur les extrémités de la ligne immense du Rhin, et se rabattre ensuite vers le centre, il fallait réunir au point où les masses devaient ainsi s'accumuler, des magasins, des moyens de transport, et surtout des ponts, plus nécessaires encore pour ces sortes d'entreprises que de l'artillerie et des vivres. Avec de tels préparatifs, il eût été possible d'assurer une

jonction, et d'approvisionner l'armée par le Palatinat; mais rien de tout cela n'ayant eu lieu, et Pichegru, ramené avec ses 12 mille combattans sous le canon de Manheim, n'étant point homme à prendre conseil de lui-même pour agir avec énergie; les Autrichiens forts de leur position centrale et de l'appui de Mayence, purent observer d'un œil tranquille les tentatives décousues des républicains.

Conférence d'Ober-Ingelheim.

Cependant ceux-ci sentaient l'urgence d'arrêter un plan: les généraux en chef, et les représentans se réunirent à Ober-Ingelheim, le 2 octobre. Jourdan demandait que toute l'armée du Rhin débouchât de Manheim: cette sage proposition, qui tendait à couper le mal dans sa racine, fut néanmoins écartée, après mille débats, où l'ignorance selon les uns, la malveillance, s'il faut en croire les autres, l'emporta sur la raison et le patriotisme. On décida qu'en attendant les ordres du comité, Jourdan resterait en position sur le Mein, et assiégerait Mayence; que Pichegru inquiéterait l'ennemi par Manheim, tout en faisant une tentative sérieuse par Kehl sur le Haut-Rhin; finalement que l'armée de Sambre-et-Meuse ne pénétrerait en Allemagne qu'après la réduction de Mayence et d'Ehrenbreitstein.

Ce projet dont tout lecteur sensé jugera le ridicule, laissa Jourdan en prise aux efforts de l'ennemi, et aux assauts de la famine; car Wurm-

SITUATION DE L E 1795.

DIVISIONS.	PLACEMENT.
AVANT-GARDE. LEFEBVRE.	uac, entre Selsheim et Niederliderbach.
GRENIER.	uac, dans la plaine de bach, le long du Mein.
TILLY.	uac, entre Herdenheim et Helsheim.

ser, venant d'arriver près de Manheim, avec la majeure partie de son armée, se disposait déjà à reprendre cette place, et donnait à Clairfayt la faculté de réunir toutes ses forces pour tomber sur son adversaire.

Clairfayt rassemble toutes ses forces sur le Mein.

On sait déjà que le général autrichien, ayant été instruit le 24 septembre, à Heppenheim, du résultat de l'affaire de Heidelberg, s'était décidé à retourner sur le Mein. Délivré de toute inquiétude par l'arrivée du corps de Wurmser, il rassembla aussitôt toutes ses masses sur ce point, en attirant à lui partie de sa gauche, dont la présence entre le Mein et le Necker n'était plus nécessaire.

La situation de Jourdan empire de plus en plus.

Alors la position de l'armée de Sambre-et-Meuse devint éminemment critique; en vain lui avait-on laissé la disposition des 28 mille hommes qui bloquaient Mayence par la rive gauche; en vain Jourdan avait-il confié à Kléber qui connaissait cette place, le commandement des deux corps destinés à l'investir et à la bombarder; le beau projet de Reubell, de Merlin et de Pichegru devenait inexécutable, et la moitié de l'armée destinée à protéger l'entreprise, exposée sur la Nidda dans les positions indiquées au tableau ci-joint, ne pouvait plus tenir tête, dans des postes isolés et défensifs, à un effort bien concerté des Impériaux.

Ainsi la marche victorieuse de Jourdan qui,

grâces à l'étonnante reddition de Manheim, promettait de nouveaux succès, devint par les mauvaises dispositions prises, le prélude d'une série de revers. Rien n'avait été prévu par le comité, et les administrations de l'armée n'y avaient point suppléé. Il était pourtant bien simple de calculer que 80 mille hommes, longeant le Rhin, resserrés sur leur gauche par un cordon de neutralité, devaient être alimentés successivement des magasins de Cologne et de Coblentz, jusqu'à leur arrivée sur le Mein; que les contrées fertiles qui avoisinent cette rivière étant également protégées par la même ligne de neutralité, tout le succès de l'opération dépendait de l'existence de deux ponts sur le Rhin aux environs de Mayence, non-seulement pour assurer la communication des troupes entre elles, mais encore pour établir aussitôt un service direct avec les magasins.

Les généraux n'ayant d'autorité que dans leurs arrondissemens respectifs, c'était au comité, qui prétendait tout diriger, à pourvoir aux moyens d'ensemble; il crut sa tâche remplie en écrivant aux généraux de prendre une ville qu'on ne pouvait ni assiéger, ni même investir.

Jourdan ne tarda pas à sentir les funestes effets de cette incurie. Le défaut de moyens de transport, empêchait de tirer des vivres de l'électorat de Cologne: les troupes affamées, réduites à vivre au jour le jour, en pillant un pays déjà

ruiné, furent sur le point de s'insurger, et envoyèrent des adresses à la Convention pour provoquer la punition des chefs auxquels elles attribuaient leurs souffrances. D'un autre côté, le défaut de ponts empêchait Kléber d'obtenir des quatre divisions campées sur la rive gauche le service qu'il eût désiré en cas d'attaque.

Le seul remède à tous ces maux était d'occuper Francfort; de rassembler toutes ses forces; de battre Clairfayt, et de se baser désormais sur Manheim, ou de se retirer sur Neuwied si l'on échouait. Mais la ville importante de Francfort était sous la protection des Prussiens, qui y avaient mis garnison; on ne pouvait pas non plus, faute de pontons et de bateaux, passer le Mein vers Hœchst pour attaquer Clairfayt. Si Jourdan avait été autorisé à passer à Eichelcamp, il n'osait prendre sur lui de violer le traité de Bâle, en attaquant une ville impériale, sous la protection du cabinet de Berlin. Aussi son embarras fut-il au comble, lorsque le général autrichien, renforcé et victorieux à Heidelberg, menaça de tourner sa gauche.

Les Impériaux passent le Mein et la Nidda.

Clairfayt jugeant désormais tout l'avantage qu'il aurait d'assaillir une armée partagée pour l'investissement de Mayence, résolut en effet de tomber sur le corps d'observation; en conséquence, il dirigea sa droite le 10 octobre d'Aschaffenbourg sur Bergen, passa le Mein à Offenbach et Schles-

tat, puis concentra toutes ses forces derrière la Nidda, sans égard à la ligne de neutralité que l'armée de Sambre-et-Meuse avait foulée à Eichelcamp, et respectée à Francfort.

Les Français se décident à la retraite.

Les Français avaient alors un peu étendu leur front. La droite était restée devant Mayence; mais le centre et une partie de la gauche venaient de se porter vers Hœchst, d'où la ligne se prolongeait jusqu'aux montagnes.

Le 11 octobre, les Autrichiens passèrent la Nidda par leur droite. Jourdan n'en fut pas plutôt informé, que craignant de s'engager avec des chances défavorables, il tint le 14 octobre un conseil de guerre pour décider le parti qu'il convenait de prendre. L'alternative était tranchante, il fallait battre en retraite ou lever à la hâte un blocus à peine commencé, rassembler toutes ses forces, marcher à la rencontre de Clairfayt, lui livrer bataille et reprendre ensuite le siége; il fallait, en un mot, se décider à la même manœuvre que Bonaparte exécuta un an après devant Mantoue avec tant de succès. Un général aussi hardi que ce dernier n'eût pas manqué de l'entreprendre; et, comme la marche des Impériaux à travers la Hesse, autorisait en quelque sorte de s'emparer de Francfort, le premier résultat de la victoire eût été la jonction avec l'armée du Rhin.

Dès qu'on ne prenait pas cette résolution, on

ne pouvait songer à rester en position devant Clairfayt, sans s'exposer à renouveler la catastrophe des lignes de Turin, ou à faire une répétition des scènes sanglantes de Charleroi, pour la réparation desquelles on était loin de posséder les mêmes ressources.

Les avis ne furent pas divisés : tout prouvait qu'il ne fallait rien espérer de la coopération de Pichegru; que l'armée plongée dans le plus horrible dénuement, serait forcée de se retirer, quand bien même l'ennemi ne l'y contraindrait pas par la force; et qu'une bataille hasardée en de semblables conjonctures, serait une imprudence manifeste. La retraite fut donc résolue d'une voix unanime; et le général en chef donna aussitôt l'instruction précise pour l'exécuter.

Ils l'exécutent sur trois colonnes.

Elle commença dans la nuit du 16 octobre. Kléber marcha avec la droite par Wisbaden et Nassau sur Montabauer, où il rallia la division Marceau si inutilement laissée devant Ehrenbreitstein; puis il alla repasser le Rhin à Neuwied, où l'on avait commencé la construction d'une tête de pont. Le centre se dirigea sur Bonn, Jourdan avec la gauche, descendit par Altenkirch sur la Sieg, d'où il se replia à Dusseldorf. Clairfayt fit harceler chacune de ces colonnes par un corps de troupes légères aux ordres des généraux Boros, Kray et Haddick. Le gros de l'armée impériale suivit à quelque distance, sans

mettre toute la vigueur possible dans sa marche, soit à cause de l'embarras des subsistances, soit par suite du projet que son général avait de revenir bientôt sur ses pas; elle s'arrêta derrière la Lahn, ne poussant qu'un corps à Montabauer.

Événement malheureux au pont de Neuwied.

Cette circonstance sauva l'armée française d'un grand désastre; car la droite aux ordres de Kléber, se trouvait par un événement fortuit dans une situation désespérée. Marceau, en recevant l'ordre de lever le blocus d'Ehrenbreitstein, avait eu l'injonction d'enlever tous les bateaux des environs. Ce général par un calcul dont il est impossible d'expliquer les motifs, trouva plus convenable de les faire brûler. Le détachement chargé de ce soin ayant abandonné imprudemment ces barques enflammées au cours du fleuve, la dérive les entraîna sur le pont de Neuwied; elles le rompirent avec violence, y mirent le feu, et livrèrent les 25 mille hommes de Kléber à la merci des Autrichiens. A la vérité, ce général calme et ferme, tout en dirigeant les travaux qui devaient rétablir le pont, disposa tout pour recevoir les ennemis, s'ils venaient à se présenter. Sa sérénité inspira de la confiance aux troupes qui ne s'aperçurent pas même du péril qu'elles couraient.

L'armée impériale retourne sur Mayence.

Le général Boros ne l'ayant suivi qu'avec des hussards, ne put rien entreprendre, et Clairfayt ignorant tous ces événemens, préparait une en-

treprise dont la retraite divergente des républicains donna, dit-on, la première idée au colonel d'état-major Weyrother, qui remplissait près de lui les fonctions de quartier-maître général. Nous développerons au chapitre LII les brillans résultats qui couronnèrent ces sages dispositions.

Jourdan reste en cantonnement derrière le Rhin.

Jourdan, persuadé qu'il serait long-temps réduit à la défensive, ne songea qu'à établir son armée derrière le Rhin, de la manière la plus convenable. Pichegru lui ayant demandé de le renforcer, en portant sa droite devant Mayence, il détacha la division Poncet sur la Nahe, avec ordre de se réunir à la gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle. Le reste de ses forces garda le cours du fleuve en se groupant de préférence entre Cologne et Dusseldorf, autant à cause de la facilité de tirer des vivres de la Hollande, que pour soutenir le débouché avantageux que cette place assurait sur la rive droite. Le général Hatry garda donc Dusseldorf et le camp retranché avec l'aile gauche, poussant ses postes jusques sur la Sieg. Le centre, sous Kléber, fut établi à Cologne, Bonn et Andernach. Marceau demeura chargé de la surveillance de Coblentz et de Rheinfels.

Des critiques sévères, en blâmant cette inaction, et la dispersion de l'armée de Sambre-et-Meuse dans un moment si décisif, ont observé qu'on avait tout lieu de craindre que Clairfayt

ne débouchât de Mayence sur Pichegru, et qu'il devenait urgent d'opérer dans cette supposition. Ils pensent même que dans tout état de cause, ce qu'il y avait de plus sage à faire était de jeter garnison à Dusseldorf, en attendant qu'on pût y porter une division de la Hollande, et de marcher à l'instant sur Bingen avec toute l'armée. Il n'était point à craindre que Clairfayt s'engageât vers Dusseldorf, et s'il avait commis cette faute, on eût pu déboucher avec plus d'avantage de Manheim sur ses derrières, conjointement avec l'armée du Rhin. Les apologistes de Jourdan répondent, que le projet du gouvernement étant offensif, il ne fallait pas risquer de perdre Dusseldorf; et de plus, que le manque absolu de vivres et de moyens de transports, rendait tout mouvement, dans le pays sauvage qui sépare le Rhin de la Moselle, sinon impossible, du moins très-hasardé. Bien que de pareilles excuses soient spécieuses, comme on exécuta une marche semblable à la fin de novembre par des temps affreux, ne serait-il pas permis de croire qu'elle eût été aussi facile au milieu d'octobre; et que l'occupation de Manheim, bien plus importante d'ailleurs que celle de Dusseldorf, autorisait à considérer cette dernière place avec moins d'intérêt?

Le grand éloignement de Jourdan qui s'était retiré sous ses murs, peut avoir mis obstacle à ce mouvement opportun; mais, loin qu'une telle

circonstance détruise toute objection, j'en inférerais que le général en chef, dès l'instant où il se retira des bords du Mein, aurait dû saisir tous les avantages qu'il se fût procuré en marchant vivement sur Manheim par la gauche du Rhin, afin d'opérer une jonction vainement attendue sur la rive droite.

Au milieu des services éminens rendus à la France par Jourdan, il serait trop heureux pour sa gloire de ne pas y entrevoir quelques fautes; et le lecteur jugera s'il fut entièrement exempt de blâme dans cette occasion. Quoi qu'on en pense, il est plus juste néanmoins d'imputer cette faute au gouvernement ou à ses délégués, de qui devaient naturellement émaner les ordres relatifs aux grandes opérations.

Si le 2 octobre, le conseil de guerre d'Ober-Ingelheim avait avisé aux moyens de jeter un pont à Bingen ou à Bacharach, avec les bateaux trouvés sur le cours du Rhin ou de la Moselle, ou mieux encore avec des équipages préparés de longue main au parc de siége du général Schaal; Pichegru eût été à même de prescrire à Jourdan, de laisser Collaud, et la division de Hollande, pour garder Dusseldorf; de marcher avec 60 mille hommes vers les lignes de Mayence, d'en laisser là 25 mille, et de porter le reste, avec les 30 mille combattans du général Schaal, sur Manheim, afin de déboucher de cette

place de concert avec les divisions du Haut-Rhin, c'est-à-dire avec 120 mille combattans; force, qui habilement mise en action, eût été suffisante pour rejeter les Autrichiens sur le Haut-Necker.

C'était à Paris, ou au quartier-général de Pichegru que de telles manœuvres pouvaient se décider; elles n'étaient point du ressort de Jourdan. Bientôt même le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se vit enchaîné par des ordres du gouvernement, qui, en lui prescrivant les entreprises les plus folles, lui enlevèrent jusqu'à la possibilité de rien combiner de praticable dans les circonstances où il se trouvait.

Wurmser repousse les Français dans Manheim.

A l'instant même où Kléber voyait le pont de Neuwied détruit, Wurmser à la tête de l'armée du Haut-Rhin, avait résolu, de son côté, de profiter de la conduite de Pichegru, et de rejeter ses troupes dans Manheim, afin de procéder ensuite au siége de cette place, dont il sentait toute l'utilité.

Le 18 octobre, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne, favorisée par un brouillard très-épais, s'avança sur plusieurs colonnes, par les deux rives du Necker, contre la position des Français, et chassa leurs éclaireurs de Stengelhof, Frederichsfeld, Seckenheim et Feidenheim. La brigade de la 5e division, accablée à Neckerau, à l'extrême droite, fut forcée de se

retirer, et entraîna la droite de la 6e division jusques sous les glacis de Manheim. Les généraux Davoust et Dusirat, essuyèrent au centre les attaques les plus vives; en vain la cavalerie autrichienne vint-elle bravement les charger à la faveur du brouillard, elle fut constamment repoussée. A la gauche, la brigade Cavrois, isolée sur la rive droite du Necker, en face de Feidenheim, fut assaillie et cernée par dé nombreux escadrons, et contrainte à se faire jour à travers une nuée de tirailleurs; elle parvint toutefois à gagner heureusement la tête du pont du Necker.

A dix heures du matin, les deux brigades du centre avaient seules conservé leurs positions. Le général Desaix était prêt à les soutenir avec quatre régimens de troupes à cheval, lorsque le brouillard se dissipa et fit voir la supériorité de l'ennemi, dont la ligne s'étendait depuis Kefferthal à droite, jusqu'à Ilvesheim au centre et Neckerau à gauche. Le général Desaix ordonna alors la retraite; et, pour couvrir la droite de Davoust, que l'ennemi aurait pu entamer, il fit charger ses 12 escadrons. Le 18e de cavalerie fut maltraité; cependant cette charge remplit son but, et Davoust put se reployer sous le canon de la place, où Dusirat était arrivé sans obstacles. Ce combat vif et meurtrier eût été plus fâcheux pour les divisions françaises, si Wurm-

ser profitant de sa supériorité, au lieu de se morceler depuis Neckerau jusqu'à Keffertbal, s'était dirigé en masse par la chaussée de Heidelberg pour écraser la brigade Dusirat. Il est certain qu'il ne serait resté d'autre parti à celle de Davoust, que de se reployer précipitamment sur Manheim, et que la brigade exposée à Neckerau aurait pu être enlevée. Quelle que fût la position des Français et l'incertitude causée par le brouillard, Wurmser savait, depuis plusieurs jours, que cette position était trop étendue; et il avait tout à gagner en ne formant qu'une seule attaque. Il est des circonstances où c'est rendre un service à l'ennemi que de l'assaillir sur tous les points, puisqu'on le force ainsi à quitter des postes où il serait cerné, si on l'y laissait tranquille; ce fut ici le cas, et l'on peut dire que Desaix, malgré son coup-d'œil et sa fermeté, ne se serait jamais tiré d'affaire, si son adversaire n'eût pas oublié l'application de cette maxime.

Mesures du comité à la nouvelle de la retraite de Jourdan.

La nouvelle des premiers avantages remportés par les armées républicaines, reçue au milieu de septembre, au moment où la Convention proclamait l'acceptation du nouvel acte constitutionnel et des décrets qui maintenaient les deux tiers de ses membres dans les conseils, n'avait point été accueillie au sein de cette assemblée, avec ces transports bruyans, excités jadis par les rapports de Barrère : la résistance des sec-

tance des sections et des progrès de l'anarchie, préoccupaient trop les esprits, pour qu'on fît attention à des succès passagers. Mais la nouvelle de la retraite de Jourdan, et de la défaite de Pichegru sur le Necker, troubla d'autant plus la joie que la journée du 13 vendémiaire avait fait éclater parmi les partisans zélés de la république. Elle donna lieu à de vives récriminations contre Aubry et un autre de ses collègues, qu'il ne s'agissait rien moins que de mettre en accusation.

Singulier plan du comité de salut public.

Toutefois le comité espérant réparer ces échecs, qui ternissaient les derniers jours de sa puissance, rédigea de nouvelles instructions où perçait la plus profonde ignorance de la guerre: imaginant que la bonté d'une ligne militaire dépend d'une répartition égale des forces sur toute l'étendue de son front, il prescrivit à Jourdan d'organiser sous les ordres de Kléber un corps de 20 mille hommes choisis, qui marcherait par le Hundsruck à Manheim, pour s'y réunir aux 15 mille de Desaix et prendre l'offensive; tandis que le surplus de l'armée de Sambre-et-Meuse resterait vers Dusseldorf, et que Pichegru, avec 20 mille combattans, passerait le Rhin à Kehl.

On a lieu de croire que Jourdan, déjà affaibli par le départ de la division Poncet pour le Hundsruck, n'aurait point obtempéré à cette nouvelle demande, qui eût réduit son armée à rien, et

compromis à la fois celle du Rhin; mais le général Cafarelli qui portait l'ordre de cette inconcevable disposition, ayant passé d'abord au quartier-général de Pichegru pour la lui signifier, arriva près de Jourdan, alors que le plan n'était plus exécutable; retard heureux qui débarrassa les généraux de la responsabilité d'une infraction aux ordres reçus, et délivra l'armée du danger qu'elle eût couru s'ils avaient obéi.

Il est temps de quitter un moment ces contrées que la France semblait perdre sans retour, et de voir ce qui ce passait à l'intérieur, où le gouvernement républicain avait soutenu de plus dangereux assauts.

CHAPITRE LI.

Événemens de l'intérieur. — Journée du 13 vendémiaire. — Réunion de la Belgique. — Vaine expédition de l'île Dieu par les Anglais. — Derniers efforts des Vendéens et des Chouans. — Mesures vigoureuses prises par Hoche pour mettre un terme à cette guerre intestine.

Le nouveau pacte offert à l'acceptation de la nation française, différait autant de la constitution monarchique de 1791, que de la charte ochlocratique de 1793. On y reconnaissait deux pouvoirs mal balancés, le législatif et l'exécutif. Le premier était exercé par deux conseils, dont un confirmait ou rejetait les actes de l'autre. Le pouvoir exécutif, confié à cinq membres choisis par le conseil des anciens sur une liste formée par celui des cinq cents, quoique moins amovible que les derniers comités, avait perdu la force dictatoriale confiée à ceux qui sauvèrent la république. Dès-lors la marche du gouvernement, cessant d'être révolutionnaire, fut limitée par des institutions qui tendaient toutes à provoquer un choc entre le corps législatif, maître

absolu de l'initiative des lois, et le directoire exécutif dont les deux conseils convoitaient l'autorité, et cherchaient sans cesse à la restreindre. D'ailleurs, tout le système du gouvernement était électif, et le remplacement annuel d'un des directeurs et du tiers des législateurs, devait amener une crise périodique favorable aux factions désorganisatrices. Outre ce vice radical, le mode d'élection primaire était défectueux, en ce que la propriété ne formait pas une des conditions essentielles pour élire ou pour être élu, et qu'on n'y avait suppléé par aucune autre garantie. Du reste, on ne saurait nier que la constitution ne renfermât des dispositions très-sages sur la distribution de la justice, la liberté individuelle, l'instruction publique.

Bien que cette troisième charte, basée sur les principes de la plus absolue démocratie, ne dût paraître aux yeux de tout observateur qu'un faible palladium contre le machiavélisme et l'audace des factions, les législateurs se flattèrent qu'elle serait reçue avec reconnaissance par le peuple, fatigué du régime révolutionnaire; et en effet, il paraît qu'elle eût été généralement accueillie, si leur sollicitude n'avait été jusqu'à prévoir les moyens de surmonter les obstacles qui s'opposeraient à son établissement.

Origine des troubles.

Mais, comme l'observe un historien contemporain, le bien qu'on croit faire en introduisant

de nouveaux systèmes, est plus dangereux que le désordre accidentel; car alors le corps politique éprouve autant de crises par le spécifique que par la maladie même. C'est ce qui arriva, dès que la Convention déclara, par les décrets des 22 et 23 août, que les deux tiers de ses membres feraient nécessairement partie du nouveau corps législatif. Toute espérance de paix s'évanouit, les passions se réveillèrent avec fureur; les citoyens les plus purs regardèrent la constitution présentée à leur acceptation comme un leurre offert à leur crédulité; la Convention fut accusée de vouloir retenir les rênes des affaires; et, comme ces deux décrets devaient, ainsi que l'acte constitutionnel, être ratifiés par les assemblées primaires, on crut pouvoir rejeter les premiers et accepter l'autre. Décrets des 5 et 13 fruct.

Ces dispositions contraires aux principes, et qui causèrent tant d'effroi, n'étaient cependant arrêtées, à dire vrai, que dans l'intérêt du parti républicain. Guidé par l'expérience, le gouvernement craignit, en laissant au peuple l'exercice plein et entier de ses droits, que les royalistes n'induisissent la multitude à de fausses mesures capables d'assurer le succès d'une réaction; et ce qui prouve en cela sa bonne foi, c'est que les colléges électoraux devaient eux-mêmes opérer la réduction de l'assemblée aux deux tiers. Cette sorte de capitulation entre les doctri-

nes et les circonstances, eût rassuré les bons citoyens, si l'agence royale de Brottier, qui dirigeait par-dessous main l'opposition, et devait triompher par la discorde, n'eût employé tour à tour les raisonnemens spécieux et les principes, pour détruire l'ouvrage de la Convention.

La presse n'ayant jamais eu plus de liberté qu'à cette époque, une foule d'écrivains, Richer-Serizi surtout, dans son journal intitulé, l'*Accusateur public*, s'élevèrent avec violence contre les prétentions de cette assemblée, et employèrent tout leur ascendant sur la masse délibérante, pour faire rejeter les décrets relatifs aux dispositions transitoires.

A ces symptômes alarmans, la Convention qui, déjà n'avait plus le choix des moyens, résolut de capter le suffrage des armées, afin de pouvoir, en cas de partage des voix, charger la balance du poids de 300 mille baïonnettes.

La lutte s'engagea le 28 août par les sections du Mail et des Champs-Elysées, qui présentèrent à la barre des pétitions pleines d'amertume. Le président Chénier répondit à leurs députations avec une fermeté non exempte d'emportement. Le peu de succès de ces premières démarches, n'empêcha pas la section du faubourg Montmartre de venir le lendemain exprimer les mêmes sentimens.

« Législateurs, disait-elle, méritez notre choix,

» et ne le commandez pas; vous avez exercé une » puissance sans bornes; vous avez accumulé » tous les pouvoirs, celui de faire les lois, celui » de les reviser, celui de les changer, celui de » les faire exécuter. Songez combien le despo» tisme militaire fut fatal à la république ro» maine. »

Ce langage énergique fit peu d'effet sur la Convention, décidée à ne pas dévier de son plan; il fut même habilement combattu par les raisons d'état et de circonstances que développèrent plusieurs de ses membres.

Ouvertures des assemblées primaires à Paris.

Cependant les assemblées primaires se réunirent le 6 septembre pour émettre leur voeu sur la constitution et les décrets. A Paris, les républicains modérés, les royalistes absolus et constitutionnels, formaient avec une foule de jeunes gens avides de nouveautés, une masse qui se croyait assez forte pour faire prévaloir son opinion, et dont la résistance s'accroissait encore par le refus de Besançon, Orléans, Lille, Strasbourg, Tours, Evreux et plusieurs autres grandes villes de la république, d'accéder aux décrets transitoires. Dans plusieurs sections de la capitale, les partisans de la terreur furent chassés avec ignominie; on ne les admit en d'autres, qu'avec l'expression du mépris : toutes adoptèrent la constitution; toutes rejetèrent les décrets des 22 et 30 août.

Les départe-

Mais si la capitale manifesta ses voeux d'une

mens acceptent les décrets transitoires.

manière si unanime, la plupart des départemens ne partagea pas son avis; car sur 270 mille citoyens qui émirent leur vote sur les décrets refusés par les Parisiens, 167 mille les acceptèrent; et dans un temps où l'on comptait les voix au lieu de les peser, cette circonstance devenait décisive.

Rassurée par le dépouillement de ces suffrages, la Convention s'empressa de prescrire le 22 septembre aux assemblées électorales de se conformer aux décrets des 22 et 30 août. Plusieurs sections de Paris protestèrent contre cette mesure, et firent afficher leur protestation; celle de Lepelletier alla plus loin, en proposant un acte de garantie par lequel elle plaçait chaque votant sous la sauvegarde de son assemblée, et solidairement sous celle de toutes les autres. On assure même que son intention était d'étendre le bénéfice de ce pacte aux villes du voisinage qui déployaient le plus d'énergie contre l'usurpation.

Mesures de la Convention pour résister aux sections de Paris.

Le caractère de malveillance dont ces préludes étaient empreints, mit la Convention dans la nécessité de prendre des mesures de sûreté. Sa propre faiblesse l'ayant réduite à adopter le système de contre-poids depuis la journée de thermidor, elle n'aperçut de moyen de salut qu'en rendant au parti jacobin la force qu'elle lui avait arrachée dans l'émeute de prairial; et sans s'inquiéter des clameurs auxquelles ces dispositions donneraient lieu, elle ouvrit les prisons à tous les chefs des

terroristes, réintégra les généraux destitués, réorganisa la gendarmerie licenciée, arma la section des Quinze-Vingts, la seule du faubourg St.-Antoine qui eût accepté ses décrets, enrôla tous les hommes qui avaient le plus marqué au 10 août, au 31 mai, au 1er prairial, et en forma un corps appelé par ironie *le bataillon des patriotes de* 1789.

A ces mesures matérielles et ostensibles, on en ajouta d'autres, dont l'effet d'abord moins menaçant, tendait plus directement à contenir l'effervescence des esprits : ce fut de recevoir avec appareil les députations militaires chargées de remettre les adresses d'acceptation des invalides, des vétérans, de l'armée de l'intérieur campée sous Paris, et des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse.

Les sections convoquent le collége électoral.

Cet appareil, loin d'en imposer, aigrit les citoyens. Les sections se déclarèrent en permanence jusqu'à l'installation d'une nouvelle législature; une d'elles dans une adresse aux armées, fit une longue et juste énumération des crimes et des erreurs de la Convention. L'arrivée de commissaires envoyés par les villes de Dreux, de Verneuil, et de Nonancourt pour réclamer protection contre les violences des agens de cette autorité qui avaient dissous leurs assemblées primaires, mit le comble à l'indignation et aux troubles. Les sections se décident à convoquer le

corps électoral de la Seine au Théâtre-Français, sous la garde d'une force armée tirée de leur sein. Peu à peu l'enthousiasme ayant fait place à la réflexion, plusieurs d'entr'elles sentirent l'embarras où l'on allait se plonger, et furent incertaines ou fidèles à leurs promesses. Le 3 octobre, le collége fut incomplet, et il ne se rendit au Théâtre-Français qu'environ 200 électeurs qui firent résonner les voûtes de vaines déclamations.

La Convention ordonne sa dissolution.

La Convention indignée que les Parisiens s'obstinassent à considérer leur ville comme toute la France, arrêta la dissolution des assemblées primaires et du collége électoral, déclara coupable d'attentat contre la souveraineté du peuple et la sûreté publique, les citoyens qui se réuniraient désormais en comité, ou qui chercheraient à s'introduire sous le titre de commissaires au camp des Sablons, près Paris.

Il fallut déployer la force pour notifier ce décret, et se rendre maître du lieu des séances; les administrateurs du département de la Seine, chargés de le publier, ayant été hués et conspués par la multitude amassée devant le Théâtre-Français.

Alors la guerre civile parut décidément allumée. D'un côté on voyait les Parisiens réunis en assemblées tumultueuses, pour l'exercice de la souveraineté; de l'autre, la représentation natio-

nale, revêtue de tous ses pouvoirs, forte de l'assentiment de la majorité des départemens, appuyée de l'armée de l'intérieur qui formait comme l'avant-garde de toutes les autres, et secondée enfin par une faction d'autant plus animée contre les opposans qu'elle avait à se venger sur eux de ses dernières défaites. Toutefois le choc fut encore différé : les sectionnaires divisés en 46 assemblées délibérantes n'avaient ni unité ni centre d'action; d'accord en un seul point, ils différaient sur mille. Bien qu'ils sentissent avant tout la nécessité de créer un comité directeur, de nommer des chefs militaires, on procéda à ces opérations sans concert ni discernement; à peine dans les 46 sections élut-on trois militaires capables de diriger la force armée. Ces chefs étaient les généraux républicains Danican et Duboux, et l'ancien maréchal-de-camp, comte de Maulevrier. Le comité d'exécution ne parvint pas à se faire reconnaître : tel fut cependant l'esprit de vertige qui l'animait, qu'avant d'avoir arrêté le plan d'attaque ou de défense, il lança son manifeste.

« Mandataires du peuple, disait-il à la Convention, vous avez été convoqués pour proposer une constitution aux Français; cette constitution est faite, et vos pouvoirs sont terminés.....

» Des bataillons de troupes de ligne cernent

» Paris; des assassins arrêtés par vos propres » décrets, sont relâchés par ordre de vos comités; » vos députés qui font des journaux, prêchent la » guerre civile.... Nous vous demandons la réin- » carcération des voleurs et des assassins rendus » à la liberté sans jugement, et l'examen de la » conduite de vos comités.... »

Ordre au général Menou de désarmer la section Lepelletier.

En réponse à cette sommation, on chargea le général Menou de désarmer la section Lepelletier, qui paraissait être le foyer de la résistance. Celui-ci, voulant épargner l'effusion du sang, entra en pourparlers avec le chef du poste qui gardait le lieu de ses séances, et le décida à l'évacuer sans contrainte, durant la nuit. Cette espèce de transaction déplut à la Convention, qui la regarda comme une faiblesse. Prévenue d'ailleurs qu'elle ne pouvait compter sur son dévouement, elle le destitua, ainsi que les généraux Debar et Laperrière, et nomma pour le remplacer le député Barras, auquel elle adjoignit trois autres représentans.

Menou destitué et remplacé par Barras.

Quoique militaire avant la révolution, et bien qu'il eût donné des preuves de zèle aux journées de prairial, Barras n'aurait pas eu le talent de diriger la défense, s'il n'avait choisi pour chef d'état-major, le général d'artillerie Bonaparte, dont il avait fait la connaissance au siége de Toulon, et qui venait d'être mandé à Paris de l'armée des côtes de l'Ouest, ainsi que

plusieurs autres généraux, et une division de troupes de ligne. Dès que le matériel de la défense passa entre les mains de ce dernier, les chances de la lutte furent à l'avantage des conventionnels. En effet, parmi le grand nombre d'officiers généraux de la faction jacobine récemment réintégrés, il sut faire un choix passable, et deux heures après sa nomination, les généraux Montchoisy, Verdière, Duvigneau, Brune qui avait soumis Bordeaux par la terreur, le vainqueur des fédéralistes du Midi, Carteaux, reçurent des lettres de service.

Dispositions de la défense de la Convention.

Les soins de Barras et de Bonaparte ne se bornèrent pas au choix du personnel. Les troupes du camp des Sablons furent appelées à Paris, et occupèrent militairement la partie comprise, entre le Pont-Neuf et le pont de Louis XVI, et une ligne qui suivait les rues de la Monnaie et de St.-Honoré jusqu'à son point d'intersection avec la rue Royale. Une forte réserve de toutes armes, occupa la place entre le jardin des Tuileries et les Champs-Elysées, et de là des éclaireurs furent jetés sur les routes de Versailles, St.-Germain et St.-Denis; enfin on établit des magasins de subsistances et une ambulance à proximité du château.

Les sectionnaires commettent les premières hostilités.

Tandis que toutes ces mesures se prenaient avec autant de célérité que d'intelligence, les sectionnaires informés de l'appareil menaçant

dirigé contre la section Lepelletier, et ignorant encore la capitulation verbale qui l'avait suivi, couraient aux armes de toutes parts. La générale retentissait dans tous les coins de Paris, et le 6 octobre, à six heures du matin, malgré un temps froid et pluvieux, plus de 30 mille hommes s'apprêtaient à en assaillir environ 8 mille.

La fortune sembla d'abord sourire aux sections. Une colonne d'environ 4 mille hommes commandée par le jeune Lafond-Foullée, se présenta tout à coup devant le Pont-Neuf, que le général Carteaux lui céda sans tirer un coup de fusil, pour se retirer sur le quai des Tuileries, près du Louvre. En même temps la section du Mont-Blanc s'emparait d'un convoi de vivres destiné pour les troupes conventionnelles, celle de l'Arsenal prenait le dépôt des chevaux d'artillerie, une autre interceptait le convoi d'armes envoyé à la section des Quinze-Vingts, la seule de la capitale disposée à soutenir la Convention.

Le général Danican parlemente avec la Convention

Toutefois, comme ces succès étaient partiels et peu décisifs, les chefs les plus marquans de l'insurrection furent d'avis de faire une dernière tentative d'accommodement avant d'en venir aux mains. Le général Danican commandant la force armée de la section du Théâtre-Français, partageant cette opinion, prit l'initiative, et écrivit aux comités une lettre toute pacifique. Il ne demandait pas le renversement de la cons-

titution; il n'exigeait que le rapport des décrets des 22 et 30 août, et le désarmement des terroristes; à ces conditions, il s'engageait à respecter l'autorité établie. Ces ouvertures parurent tellement conciliantes que les comités furent d'avis d'entamer les négociations; mais leur proposition appuyée par Lanjuinais et plusieurs autres membres, fut rejetée dans l'assemblée; parce que les députés de la faction montagnarde, pleins de confiance dans les dispositions de Barras, la valeur et le dévouement des troupes de ligne, ne doutaient plus de la victoire, et y entrevoyaient le triomphe de leur parti.

Danican, en attendant l'issue de ces débats, commit une faute qui altéra la confiance de son parti, et prouva qu'il avait trop de délicatesse pour commander dans une guerre civile. Par le plus grand des hasards, une batterie d'artillerie étant tombée entre les mains de la section de la Fidélité, il l'empêcha de s'en emparer, de peur d'*humilier des braves avec lesquels elle venait*, disait-il, *de fraterniser*.

Combat du 13 vendémiaire. 5 octobre.

Cependant, les deux partis étaient en présence depuis huit heures. Le gros des Parisiens remplissait les rues de Richelieu et de St.-Honoré, et semblait vouloir déboucher sur le château par les rues du Dauphin, de l'Echelle et St.-Nicaise. De chaque côté on attendait le signal du combat, lorsque plusieurs coups de fusil lâchés

peut-être par mégarde, donnèrent l'impulsion à ces différentes masses. Barras, décidé à repousser les colonnes sectionnaires qui le serraient de plus près, donne l'ordre en conséquence aux généraux Berruyer, Brune et Blondeau de balayer la rue St.-Honoré. Ces trois officiers débouchent presqu'en même temps des rues du Dauphin, de l'Echelle et de St.-Nicaise. La colonne de gauche composée des patriotes de 1789 eut à souffrir du feu de mousqueterie dirigée contr'elle de l'église St.-Roch, où le bataillon de la Butte des Moulins avait pris poste; mais ayant été soutenue à propos par deux pièces d'artillerie que Bonaparte dirigea contre le portail de l'église, elle le mit en déroute dans la rue de St.-Roch. La colonne du centre fut d'abord repoussée pour avoir négligé de se servir de son artillerie, celle de droite au contraire qui se fit précéder de la sienne, mit d'abord les Parisiens en fuite dans les rues du Lycée, Croix-des-Petits-Champs et de Grenelle.

Les sectionnaires attaquent les ponts de la Seine.

Cette première charge ne fut pas décisive: pendant que les sectionnaires de la rive droite de la Seine se ralliaient dans la rue Neuve-des-Petits-Champs, au haut de la rue de Richelieu et sur les boulevards des Italiens, ceux de la rive gauche essayèrent une diversion en leur faveur, en attaquant les ponts. Le comte de Maulevrier après avoir laissé des forces suffisantes à la garde

du Pont-Neuf, s'avança en bon ordre à la tête d'environ 4 mille hommes sur le quai Voltaire, dans l'intention d'assaillir celui des Tuileries; au même moment une autre colonne débouchait par la rue de Bourgogne pour enlever le pont de Louis XVI; mais il suffit aux généraux Carteaux et Verdière de mettre en action leur artillerie, pour repousser en quelques minutes ces deux tentatives, et jeter le trouble parmi les sectionnaires.

Les conventionnels prennent l'offensive.

Des avantages si peu coûteux enhardirent Barras, et le déterminèrent à changer de rôle. Il ordonna en conséquence aux généraux Montchoisy et Duvigneau de s'avancer avec une partie de la réserve sur les boulevards, et de se réunir ensuite en rabattant par la rue de la place Vendôme, sous la protection du poste conventionnel établi au couvent des Capucines, à la colonne que le général Berruyer y conduirait des Feuillans, en traversant la place. D'un autre côté, Carteaux reçut l'instruction de quitter le quai et de remonter la rue St.-Thomas-du-Louvre, avec un détachement et du canon, pour s'établir sur la place du Palais-Royal; pendant que le général Brune, débouchant de la rue de Rohan, chercherait à déloger les sectionnaires qui s'étaient maintenus au Théâtre-Français.

Ces mouvemens s'exécutèrent sans éprouver de résistance sérieuse; partout les Parisiens

cédèrent le terrain; néanmoins ils ne se dissipèrent point, et la nuit les protégeant de son ombre, ils profitèrent de la dissémination des troupes conventionnelles, pour rentrer dans St.-Roch, barricader et dépaver les rues où elles n'avaient point encore pénétré. Barras étonné de leur opiniâtreté, faisait tirer par intervalle à boulet dans la rue St.-Honoré et sur les quais; cette mesure était superflue : la faim, la lassitude vainquirent cette foule de citoyens, à la subsistance desquels personne n'avait songé, et que leurs intérêts, leurs attachemens, rappelaient si impérieusement au sein de leur famille.

Au milieu du combat, les habitans de St.-Germain accoururent au secours des Parisiens avec deux pièces de canon; mais leur jonction ne put s'effectuer. Parvenus dans les Champs-Elysées, ils y furent d'abord tenus en échec par un simple piquet de l'armée conventionnelle, puis ensuite battus, mis en déroute par un escadron du 20e de chasseurs.

Tel fut l'ensemble de cette célèbre journée, où la population de la capitale s'insurgea pour réclamer l'exercice des droits qu'on lui avait promis. On a vu par les détails dans lesquels nous sommes entrés, que le défaut d'ensemble, encore plus que le manque absolu d'artillerie, en paralysant l'ardeur des Parisiens, ne permit pas à leurs masses de soutenir l'effet meurtrier du canon

des troupes de ligne, et assura le triomphe de la Convention, qui ne fut pas d'ailleurs aussi sanglant qu'on l'a prétendu.

Généreuse après sa victoire, si elle déploya l'appareil de la sévérité; ce fut moins pour exercer des vengeances que pour contenir les autorités délibérantes du parti vaincu. Trois commissions militaires furent créées, pour juger dans les dix jours les principaux chefs de l'insurrection. Les sentences ne frappèrent que Lemaître, l'un des agens du comité de Brottier, et deux individus subalternes; tous les autres condamnés étaient contumace. L'acte le plus rigide qu'exerça la Convention fut le désarmement de la garde nationale. Elle en supprima les compagnies de canonniers, de grenadiers et de chasseurs, cassa l'état-major et le remplaça par un commandant temporaire tiré de la ligne, qui fut mis sous les ordres du général-en chef de l'armée de l'intérieur.

Désarmement de la garde parisienne.

Quelques députés se montrèrent moins indulgens envers leurs collègues qui avaient pris la défense des sections, qu'on ne le fut pour celles-ci; mais, comme les accusations de connivence avec un comité royaliste, ne furent pas assez évidentes, l'assemblée ne donna aucune suite aux dénonciations.

Après tant d'orages, tous les partis paraissaient assoupis et disposés à mettre en vigueur la

nouvelle constitution, lorsque les revers des armées sur le Rhin, semèrent le trouble au sein de la Convention, et prolongèrent son existence de quelques semaines. On accusa d'abord de malveillance les représentans en mission auprès de ces armées; mais éclairée par Letourneur et Carnot sur les causes premières et accidentelles de ces échecs, la Convention, sur la demande de Lehardi, prononça l'arrestation de l'Homond et d'Aubry, membres du comité de salut public, ainsi que du général Miranda, accusés tous trois d'avoir favorisé les opérations de l'ennemi (1).

Clôture de la session de la Convention

Enfin, quelques jours après ce dernier incident, la clôture de la session fut fixée au 26 octobre. Toutefois avant de se dissoudre, la Convention ne pouvant abjurer l'esprit révolutionnaire, et comme pour marquer sa reconnaissance à la faction jacobine dont elle avait emprunté le bras au 13 vendémiaire, acheva de se rendre odieuse en ajoutant de nouvelles mesures au code pénal contre les émigrés et les prêtres sujets à la déportation; puis en décrétant que les signataires des actes émanés des assemblées primaires ou électorales, ne pourraient exercer jusqu'à la

(1) On a vu au chapitre précédent à quel point ces accusations étaient peu fondées; il y avait défaut de capacité, mais point de trahison : car les intrigues mêmes de Pichegru n'eurent sans doute qu'une faible influence sur les opérations militaires.

paix générale aucune fonction législative, municipale ou judiciaire.

Quoiqu'un décret prescrivît d'attendre le nouveau tiers élu par les assemblées électorales avant de songer à la division des deux conseils, l'assemblée nomma aux places qu'elles n'avaient point remplies, et procéda ensuite sans perdre de temps à la formation du directoire exécutif. Les cinq premiers directeurs furent : Lareveillère-Lepeaux, Letourneur, Rewbell, Sieyes et Barras. Sieyes ayant refusé d'accepter cette magistrature, fut remplacé par Carnot, qui, le premier par ses talens, se trouva le dernier dans l'ordre des nominations.

Installation du directoire.

Tandis que ces changemens s'opéraient dans la forme du gouvernement, les factions se faisaient dans l'intérieur une guerre non moins acharnée qu'à Paris. La France ressemblait à un vaste volcan qui, rempli de matières hétérogènes, mais toutes également combustibles, vomit par intervalle sa lave de côté et d'autre. Dans les départemens de l'Ouest, le parti royaliste exigeait à lui seul la présence de trois armées pour le contenir. Dans le Midi, les anarchistes organisés en bandes formidables, parcouraient plusieurs départemens riverains du Rhône, et exerçaient leurs brigandages jusques aux portes d'Arles, de Marseille et d'Avignon, qu'on avait

mis en état de siége. Au centre de la république, à Nevers, comme à Lyon, le fédéralisme semblait renaître de ses cendres. Là, les jeunes gens séduits par l'espoir d'une régénération politique, s'excitaient à secouer le joug odieux de la Convention. La convocation des assemblées primaires avait été en plusieurs endroits à la fois motif et prétexte de troubles. A Rouen, les Jacobins avaient triomphé et marqué leur victoire par d'horribles menaces contre les citoyens honnêtes; à Caen, au contraire, le parti royaliste signala sa puissance en dissolvant les assemblées; à Chartres, le représentant Letellier, chargé d'activer l'arrivage des grains à Paris, s'était poignardé de désespoir d'avoir été forcé de sanctionner les dispositions d'une émeute populaire. Il n'était aucun coin de la France où l'esprit de faction ne commît quelque désordre.

Le 23 août. Pourtant au milieu de ces dissensions intestines, soit que la Convention fût rassurée par le rapport que Boissy-d'Anglas fit de sa situation politique à l'extérieur, soit qu'au contraire elle en reconnût les contre-vérités, et eût acquis des notions sur les bases de la triple alliance qui allait réunir la Russie et l'Autriche à l'Angleterre; elle conserva une attitude ferme envers l'étranger, et ne prit nullement le change sur les ouvertures pacifiques de ces deux dernières puissances. Si elle conclut un cartel d'échange de prisonniers

avec l'empereur, et s'engagea à lui remettre la fille de Louis XVI, ce fut à condition qu'il rendrait la liberté aux cinq représentans, au ministre et aux ambassadeurs, qu'il retenait prisonniers contre le droit des gens; mais elle refusa l'armistice qu'il sollicitait, et répondit aux ouvertures de paix qui lui furent faites au nom de l'Empire par l'intermédiaire du cabinet de Copenhague, *que la convocation d'un congrès devenait inutile avant la conclusion de la paix*. Bien plus, les revers de ses armées sur le Rhin ne l'empêchèrent pas de décréter la réunion de la Belgique et du pays de Liége : renouvelant par ce trait de hardiesse l'exemple du sénat romain, dont elle avait déjà voulu imiter la fierté au moment de la retraite de Dumouriez.

Le 28 août.

Réunion de la Belgique à la France.

Cette conduite est d'autant plus remarquable, qu'à cette époque, le gouvernement français était menacé d'un nouveau débarquement sur les côtes de l'Ouest, et que les agens du royalisme y avaient organisé leurs forces, de manière à le soutenir avec efficacité. La catastrophe de Quiberon n'avait point anéanti l'organisation militaire de l'insurrection bretonne : le comte de Puisaye, s'étant fait débarquer peu de temps après sur les côtes du Morbihan, eut bientôt rallié les principaux chefs, et promettait 40 mille hommes bien armés et aguerris par des expéditions partielles. Entre la Vilaine, la Loire et la

Situation des départemens insurgés de l'Ouest.

mer, jusqu'aux environs du Mans, le vicomte de Scépeaux évaluait à 12 mille le nombre des insurgés prêts à combattre sous ses ordres. Les forces disponibles des trois armées de la Vendée, proprement dite, s'élevaient à environ 30 mille. Il était donc possible, en admettant que Puisaye tînt parole, de mettre 80 mille combattans sur pied entre Rennes et Luçon. Ce nombre paraîtra exagéré au premier abord, en considérant la faiblesse des Vendéens après le passage de la Loire; mais il ne faut pas oublier que le conseil royal avait prescrit en 1793 l'enrôlement de tous les hommes de 18 à 50 ans; que le travail ne s'en était d'abord fait que dans une partie de l'Anjou et du Poitou; que l'année 1794 avait donné le temps de l'achever dans ces provinces, et de l'étendre à plusieurs districts de la Bretagne, où les royalistes avaient des partisans.

Si cette masse eût été réunie entre les mains d'un seul chef, elle eût pu causer encore de grands embarras aux républicains. Heureusement pour eux, Puisaye, envié par les uns, accusé ouvertement par les autres, ne présenta jamais qu'une faible partie des forces dont il faisait de si brillans tableaux, et n'entretint que des rapports indirects avec Scépeaux et Stofflet. De son côté, Charette, ennemi personnel du dernier, visait alors au commandement de tous les pays insurgés, et correspondait dans cette vue avec le Roi,

par l'intermédiaire du comte d'Antraigues, et de l'agence de Paris. Le résultat de cette correspondance, où Charette s'attribuait sans façon la gloire de bien des faits d'armes auxquels il n'avait pris que sa part, lui valut dès le mois de juillet le brevet de lieutenant-général.

Enfin le cabinet de Londres, mécontent de Puisaye sur lequel on avait rejeté tout le non-succès de Quiberon, se persuada que l'insurrection bretonne n'était qu'en espérance, et que la Vendée offrait un point d'appui beaucoup plus positif. Là, on avait réellement fait la guerre avec des masses; là, on avait vaincu des armées en ligne! aussi fut-il décidé que la troisième expédition, commandée par le comte d'Artois en personne, débarquerait sur les côtes du Poitou. Le duc de Bourbon, qu'on regardait comme un héros depuis le combat de Berstheim (2 décembre 1793), fut appelé de l'armée de Condé pour le seconder; et le bruit courut même un instant que le Roi, attendu dans le Brisgau, réclamait l'honneur de se mettre à la tête de l'entreprise. Expédition anglaise contre les côtes du Poitou.

D'après les renseignemens donnés par Charette, il fut convenu que le débarquement s'effectuerait vis-à-vis l'île de Rhé, tandis que les Anglais attaqueraient l'île de Noirmoutiers. Cette troisième division consistait en 2 mille hommes d'infanterie anglaise, 500 chevaux, et environ

500 officiers, provenant des cadres de six régimens d'émigrés, qui s'étaient fondus dans les campagnes précédentes : on y ajouta un nombreux état-major avec un train considérable d'artillerie.

Les troupes britanniques étaient commandées par le général-major Doyle. Si l'expédition réussissait, on l'eût renforcée de 5 à 6 mille hommes; et alors lord Moira eût pris le commandement en chef du corps auxiliaire qui aurait formé les garnisons des places conquises sur les républicains.

Le commodore Warren prévenu de ces nouvelles dispositions, et invité à donner quelques secours à Charette, avait débarqué le 10 août sans grands obstacles, sur la place de St.-Gilles, l'artillerie, les armes et les munitions qu'avait apporté la division Sombreuil, et mit ainsi ce chef en état de se soutenir jusqu'à l'arrivée du comte d'Artois, annoncée par divers agens comme très-prochaine.

En effet, le 25 août, un convoi de 140 voiles escorté par l'escadre de lord Cornwallis, mit à la voile de Plymouth, et vint mouiller à l'île d'Houat où s'étaient réfugiés les débris des 1re et 2e divisions. L'apparition de cette flotte dans l'anse de Quiberon, faisant croire à Puisaye que le comte d'Artois allait débarquer sur la côte du Morbihan, alors dégarnie de troupes et presque sans défense, il ordonna, dit-on, aux quatre di-

visions royalistes de la Bretagne de se tenir prêtes à se porter simultanément sur le point qui leur serait bientôt indiqué; puis il dépêcha des officiers à ce prince pour l'assurer de son dévouement, et recevoir ses dernières instructions. Il ignorait ainsi les changemens apportés au plan d'abord approuvé, et ses espérances furent cruellement déçues, lorsqu'il apprit que la tentative de débarquement se ferait sur les côtes de la Basse-Vendée.

Noirmoutiers est sommé par les Anglais.

Après quelques jours d'irrésolution, et à la suite d'un conseil de guerre, le prince résolut de s'emparer de Noirmoutiers, afin de se mettre en contact avec Charette. En conséquence, les meilleurs voiliers se dirigèrent vers cette île; mais une reconnaissance plus exacte, fit, dit-on, juger l'entreprise hasardeuse; et le malheureux conseil dont la prudence était portée à la pusillanimité, jugeant qu'on pouvait être cerné ici comme dans la presqu'île de Quiberon, décida qu'il fallait renoncer à descendre sur ce point. Circonstance digne de remarque, et tout-à-fait propre à signaler l'esprit d'un état-major, qui prétendait s'avancer au cœur de la France pour relever le trône, et qui avait déjà peur d'être cerné dans une île.

Alors l'escadre anglaise, après avoir inutilement sommé le général Boucret, se rabattit sur l'île Dieu, rocher de cinq quarts de lieue d'é-

tendue, qui n'offre aucun abri contre cette mer orageuse.

Débarquement du comte d'Artois à l'île Dieu.

Ici, et avec bien moins de raison que d'Hervilly dans la presqu'île de Quiberon, le général Doyle n'eut pas plutôt pris terre, qu'il éleva retranchemens sur retranchemens, comme si les républicains avaient eu la faculté ou le désir de venir troubler son singulier établissement.

En effet, dans la supposition même qu'on mît de la persévérance à s'unir avec Charette, ce poste eût été mal choisi, car la côte est plate depuis la baie de Bourgneuf jusqu'aux sables d'Olonne, en sorte que les plus petits canots courent risque d'être pris en travers par les lames, et d'échouer sur une grève de plus d'une lieue de largeur.

Il mande à Charette qu'il va descendre sur le continent.

Cependant, dès que le prince eut mis pied dans l'île, il dépêcha un nouvel agent à Charette, avec invitation de fixer lui-même le point de la côte entre Bourgneuf et la pointe d'Aiguillon, où il pourrait favoriser son débarquement, ne fût-ce qu'avec quelques centaines de chevaux. A la réception d'une demande si précise, Charette rassembla toute son armée vers la mi-septembre*, et se porta avec environ 10 mille hommes, dont 2 mille à cheval, sur la côte, à une journée de marche de laquelle un nouvel émissaire lui annonça que le débarquement serait différé.

La cause de ce fatal délai n'est pas moins mystérieuse que toutes les combinaisons de cette expédition ; s'il faut en croire un écrivain estimable, on devrait l'imputer au ministère anglais, peu jaloux de mettre fin à la guerre civile (1). D'après un autre plus à portée d'en juger, il paraîtrait que le prince, bien différent du jeune Edouard, n'eut pas le grand caractère indispensable dans ces sortes d'entreprises (2).

Quoi qu'il en soit, Charette accablé par ce message, rassembla son conseil à Nesmy, et posa en question s'il ne licencierait pas l'armée ; mais il jugea bientôt que ce serait engager les républicains à redoubler de surveillance. On résolut donc l'attaque du poste de St.-Cyr, afin de leur donner à la fois le change sur l'objet du rassemblement prématuré, et de se dédommager par une victoire de ce fâcheux contre-temps.

Combat de St.-Cyr

L'armée vendéenne se mit en marche sur trois colonnes, Charette avec l'aile droite alla prendre poste sur la route des sables d'Olonne, l'aile gauche sous Pajot se dirigea vers le pont Laclaie ; l'avant-garde marchant au centre fut destinée au coup de main dont la conduite était confiée à Guérin.

(1) Tableau de l'Angleterre par le comte de Monverran.
(2) Mémoires sur la Vendée par le comte de Vauban.

Jamais vendéen n'avait approché le bourg de St.-Cyr, et cependant une petite garnison de 280 à 300 hommes occupait l'église, retranchée de façon à résister au feu de la mousqueterie. Le combat fut aussi sanglant qu'opiniâtre. En vain les royalistes tentèrent de déloger leurs adversaires en mettant le feu aux maisons contiguës, leur chef Guérin et plusieurs autres officiers furent tués. Charette prévenu du désordre que leur mort cause dans les rangs, quitte son poste d'observation, et veut rétablir le combat avec la droite; mais, pendant qu'il fait de vains efforts, une partie de la garnison de Luçon avec deux pièces d'artillerie légère, tombe sur la division Pajot au pont Laclaie, et la refoule sur St.-Cyr où elle met le comble au désordre. Charette obligé de faire volte-face, ne peut arrêter la déroute de cette aile : le canon républicain sème la mort et l'épouvante dans les rangs de la cavalerie, poursuit l'infanterie à coups de mitraille, et l'oblige à se sauver à la débandade laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Opérations de Hoche contre Charette.

Cependant la présence de la flotte anglaise dans les parages de l'île Dieu, coïncidant avec les hostilités de la Basse-Vendée et les symptômes d'insurrection de la capitale, la Convention se hâta de renforcer l'armée de l'Ouest des divisions Willot et Dessein, devenues disponibles sur les frontières des Pyrénées occidentales, et

en confia le commandement au général Hoche. La division Canuel gardait la côte de Bourgneuf à St.-Gilles, le centre sous Bonnard, chargé d'observer Stofflet et Sapineau, occupait Palluau, Legé, Montaigu, et communiquait par St.-Fulgent avec le général Delaage, campé sur la droite du Lay.

Le général en chef, sans attendre le renfort qui lui arrivait de Bordeaux, tira 10 mille hommes d'élite des garnisons de la Bretagne, traça des instructions précises aux généraux qu'il chargea de surveiller les chouans pendant son expédition, et dirigea sa petite armée en trois colonnes par Montaigu, Machecoul et Challans contre Belleville, où il espérait surprendre Charette. Ce chef royaliste informé de la marche des républicains quitta son quartier-général, s'enfonça dans la forêt d'Aizenay, et prescrivit à ses divisions d'agir séparément sur les derrières. Les colonnes de Hoche se réunirent donc sans obstacle le 29 septembre à Belleville, qu'elles abandonnèrent bientôt pour revenir sur leurs pas.

Satisfait d'avoir ainsi échappé au sort dont il était menacé, Charette se flatte encore de faire une campagne d'hiver aussi heureuse que la précédente, et détermine Sapinaud, qui jusqu'alors avait gardé une espèce de neutralité, à faire une diversion en sa faveur. Celui-ci surprend la garnison de Mortagne, et la défait; mais cet acte hostile ne reste pas impuni : Hoche

ordonne au général Willot, qui arrive avec la tête de la division des Pyrénées occidentales, de parcourir le territoire de Retz, et d'en enlever tous les bestiaux, ce qui est exécuté avec une telle rigueur que les habitans en pleurs déposent les armes pour racheter ces richesses.

Par l'effet de cette mesure, constamment appliquée à toutes les communes rebelles, et de la sévère discipline à laquelle sont astreintes les colonnes mobiles, Charette resserré chaque jour davantage, semble ne pouvoir échapper à l'activité des poursuites dont il est l'objet : déjà il se voit réduit à mener une vie errante et misérable dans les bois et les cavernes d'un pays, où naguères il commandait en maître absolu, et pensait donner asile au frère de son Souverain. Ayant enfin trouvé moyen d'informer le comte d'Artois de sa détresse, ce prince témoigna un juste chagrin de le voir exposé sans nécessité pour la cause royale, à des périls si éminens : mais retenu ou par des craintes mal fondées ou par les consignes anglaises, il se borna à envoyer un agent à Stofflet pour l'engager à faire une diversion en faveur de son collègue. Cette négociation échoua ; Stofflet jaloux à l'excès des honneurs qu'on prodiguait à ce rival, manquant d'ailleurs d'armes et de munitions, ne répondit aux vives sollicitations, aux promesses séduisantes de l'envoyé du comte d'Artois que par

des récriminations contre Charette, qui, disait-il, après l'avoir condamné l'année précédente sans l'entendre, avait, non-seulement signé la paix avec les républicains, sans sa participation, mais leur avait même offert de joindre ses armes aux leurs pour le réduire; et qui enfin, ne s'était réconcilié qu'en exigeant la cession d'une partie de territoire compris dans l'arrondissement de l'armée d'Anjou.

Mouvemens des royalistes en Bretagne.

Livré ainsi à ses propres forces, Charette semblait d'autant moins pouvoir échapper au sort dont il était menacé, que les affaires n'allaient guère mieux en Bretagne, où nous venons de dire qu'il régnait une grande fermentation. En effet, l'infatigable Puisaye y avait tout disposé, comme on l'a vu plus haut, pour recevoir le comte d'Artois vers la fin de septembre; mais à cette époque, le prince ayant jugé à propos de quitter l'île d'Houat pour aller s'établir dans celle de Dieu, lui dépêcha le comte de Vauban pour l'informer de la résolution qu'il avait prise de débarquer sur les côtes du Poitou, et l'engager à favoriser ses opérations ultérieures. Ce débarquement ne s'étant pas effectué, Puisaye convaincu qu'il avait rencontré des obstacles majeurs, renvoya Vauban au comte d'Artois pour lui proposer de descendre à l'embouchure de la Vilaine, et le fit même autoriser le 5 novembre par le conseil royaliste de Bretagne, à discuter

et arrêter avec le prince, tous les projets nécessaires pour assurer la réussite de l'entreprise. Cet envoyé en lui remettant ses dépêches le 12, à l'île Dieu, ajouta verbalement tous les renseignemens capables de l'influencer; mais aux mêmes causes qui subsistaient toujours, il faut ajouter que le prince était prévenu contre Puisaye, et témoignait peu de confiance dans les expéditions isolées de la chouannerie. Toutefois il fit soumettre les propositions à un conseil de guerre : cette assemblée composée des principaux officiers de son état-major, aussi dépourvue de lumières que d'énergie, n'était propre qu'à trouver des obstacles, et non à les surmonter : ses membres, infatués de vieilles routines, ne comprenaient point une guerre qui exigeait toute la vigueur de la jeunesse; ils se contentèrent après bien des explications, d'approuver l'ensemble du projet de Puisaye, sans fixer l'époque de son exécution.

Cependant Scépeaux et Stofflet, ayant envoyé au comte d'Artois, chacun de leur côté, des députés chargés de missions à peu près semblables, on balançait sur le parti à adopter, quand un nouvel incident vint renverser tous les projets.

Les Anglais évacuent l'île Dieu.

L'île Dieu, aussi peu favorable à la marine qu'aux troupes de terre, n'avait été choisie que comme une station provisoire. Mouillés sur un fond de roc et en butte à tous les vents, les vais-

seaux anglais couraient risque à chaque instant d'être jetés à la côte parsemée de bas-fonds. La garnison souffrait d'ailleurs beaucoup du manque d'eau, qui avait fait périr la moitié des chevaux : les observations du général Doyle donnèrent un nouveau poids à celles de lord Cornwallis ; et l'amirauté ne voulant pas s'exposer à un désastre inévitable, en conservant un mouillage si périlleux à l'entrée de l'hiver, ordonna l'évacuation de cette île, sans rien changer du reste aux autres dispositions de l'expédition.

Le comte d'Artois ajoutant d'autant moins de foi aux rapports pleins de jactance des chefs royalistes, qu'il venait de voir le plus puissant de tous traqué et poursuivi, n'était pas jaloux de s'exposer au même rôle, et déclara aux agens de Puisaye, de Scépeaux et de Stofflet qu'il était rappelé par le cabinet de Londres, les laissant tous pétrifiés d'une démarche qu'ils considéraient comme un nouveau trait de machiavélisme. Il mit à la voile le 18 novembre, avec le duc de Bourbon, après avoir arrêté la répartition des fonds et des munitions entre les diverses armées royalistes, et dicté une instruction commune à leurs chefs où il les flattait encore de son prochain retour. Le comte d'Artois retourne en Angleterre.

D'après ces instructions, Stofflet et Charette devaient faire passer la Loire, chacun à 6 mille hommes d'élite, pour les réunir aux environs de

Candé à un corps de pareille force de l'armée du vicomte de Scépeaux. Ces trois divisions auraient ensuite combiné leurs opérations avec 20 ou 25 mille bretons qui se seraient rassemblés sous les ordres de Puisaye, près de Rennes, afin de se porter en masse lorsqu'ils en recevraient l'ordre, soit sur Guérande et le Croisic, ou tout autre point de la côte.

Cette réunion de 30 à 40 mille hommes choisis, eût sans doute causé beaucoup d'embarras à la république, mais n'eût pas suffi pour la renverser; d'ailleurs tout le mérite de cette combinaison résultait d'un rassemblement qui eût exigé un chef et des dispositions à l'obéissance. Aussi ces instructions, bien qu'elles fussent corroborées par de grandes promesses, ne décidèrent point Puisaye, Scépeaux, Stofflet et Charette à agir de concert.

D'un autre côté, tandis que le prince dictait ces mesures, Hoche, débarrassé de Charette, ayant eu avis du message reçu par Stofflet, et ignorant encore le parti qu'il prendrait, donna l'ordre aux divisions Delage et Bonnard, campées sur la rive gauche du Lay et aux environs de Montaigu, d'entrer en Anjou, et d'en opérer le désarmement au premier signe de révolte. A peine les colonnes républicaines furent-elles en mouvement, que Stofflet effrayé sollicita une entrevue qui lui fut accordée le 12 décembre,

à Muy, près de Cholet. Là, ce chef royaliste, s'engagea de nouveau par l'organe de Bernier, à se conformer aux lois de la république, et à les faire exécuter, pourvu qu'on lui en donnât le temps. Il promit aussi de livrer les déserteurs, et offrit même sa médiation pour amener les chefs de l'armée du centre à conclure la paix. Le général Hoche convaincu qu'il agissait de bonne foi, et pressé d'ailleurs de terminer, afin de revenir en Bretagne où les chouans lui donnaient de vives inquiétudes, lui accorda la paix, et lui promit, dit-on, de le faire employer par le gouvernement, ainsi que son conseiller.

Les affaires des royalistes déclinaient également dans le Morbihan où Lemercier arrêtait son général à l'instigation de l'état-major du comte d'Artois, et déterminait en Bretagne une véritable scission entre tous les chefs. Puisaye cédant à l'orage, se retira dans la division d'Ille-et-Vilaine, et toute la considération qu'on avait pour le comte de Vauban, son chef d'état-major, ne put lui faire recouvrer son autorité sur la division du Morbihan, qui se considéra, dès-lors, comme indépendante, sous les ordres du trop fameux Georges Cadoudal.

Ainsi, lorsque Hoche victorieux des Vendéens repassa la Loire, les plus grands dangers avaient disparu, puisqu'il n'existait plus de concert ni d'unité dans les opérations des royalistes

bretons. Tous les chefs divisionnaires s'épuisaient en tentatives partielles et isolées, à l'instant déjouées par les sages mesures des généraux républicains. Georges Cadoudal fut le seul qui osât tenir quelque temps la campagne ; d'abord repoussé au bourg d'Elven par 200 grenadiers, bientôt il chercha moins à combattre qu'à éviter les colonnes des généraux Lemoine et Avril lancés à sa poursuite. Toutefois, prévenu que la croisière anglaise devait lui débarquer des armes et des munitions venant de l'île Dieu, il se dirige sur Sarzeau avec le gros de sa bande, tandis qu'un détachement menace Lorient et le Port-Louis ; mais, atteint près de la côte par le général Lemoine, il y est défait le 4 décembre dans un rude engagement où il laisse 400 des siens sur le champ de bataille.

Combat de Sarzeau.

Ce combat fut le dernier remarquable en Bretagne. Hoche convaincu dès-lors par les observations de Chérin, son chef d'état-major, que l'établissement du régime militaire, la mise en état de siége des principales villes, la création de commissions militaires pour juger les rebelles pris les armes à la main, et l'autorisation de traiter avec les chefs qui voudraient se soumettre, suffiraient pour ramener la paix dans ces départemens désolés, en fit la proposition au directoire qui venait d'être installé. Eclairé sur les véritables intérêts de l'état, et plein de con-

fiance en la capacité du général en chef, le gouvernement adopta ses vues, et le chargea de travailler à la pacification. Afin de lui en faciliter les moyens, il réunit par un arrêté du 28 décembre les trois armées connues depuis deux ans sous le nom des côtes de l'Ouest, de Brest et de Cherbourg, en une seule, qui prit celui d'armée des côtes de l'Océan. Cette mesure acheva la ruine du parti royaliste, auquel la malheureuse issue des deux expéditions anglaises, avait porté un coup mortel.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit relativement aux causes de ce non-succès : pour trancher sur une matière aussi délicate, il faudrait savoir comment le ministère britannique put oublier que 10 mille hommes débarqués simultanément, et en temps opportun, eussent réussi, là où trois débarquemens partiels et successifs devaient nécessairement succomber. Les changemens apportés au premier projet furent-ils le fruit d'une ignorance totale des règles de la guerre ? Faut-il au contraire les attribuer, comme le comte de Vauban, à des combinaisons pour le salut personnel du comte d'Artois ; ou bien s'en rapportera-t-on au dire de plusieurs écrivains estimables qui imputent ces changemens au cabinet de Londres (1), plus je-

(1) Le comte de Montveran, et Alphonse Beauchamp.

loux peut-être d'alimenter la guerre, que de la terminer? Un seul point est bien avéré, c'est que le comte d'Artois ne commandait pas plus dans les ports de la Grande-Bretagne qu'il ne décidait des mouvemens de ses bataillons. Dès-lors on ne pourrait lui reprocher la moindre part à ces revers, à moins qu'il n'eût exigé la division de l'entreprise en trois sections, en vue de ne débarquer qu'après le succès, et d'obtenir, comme on l'a dit, plus de sûreté pour sa personne; hypothèse que l'honneur de ce prince réprouve, et qu'on ne saurait admettre sans des preuves irrécusables. Peut-être ne montra-t-il pas grand empressement à descendre, lorsqu'il parut avec le troisième convoi; mais il faut convenir aussi qu'après ce qui venait d'arriver à Sombreuil et d'Hervilly, il eût fallu plus que du courage, pour s'exposer inutilement au même sort.

On voit d'ailleurs, par le récit de ces événemens, à quel point la guerre civile avait changé de nature, depuis les nobles et vigoureux efforts des royalistes de 1793: l'égoïsme, l'ambition effrénée, avaient pris la place de l'héroïsme et du dévouement. Tous les chefs prétendaient être les restaurateurs d'une monarchie, qu'ils désiraient moins par attachement pour elle-même, que par l'appât des dignités, de la fortune et des priviléges, qui seraient le prix de son rétablissement. Vains, jaloux, tracassiers autant

qu'intrépides; tous semblent mus par la haine, bien plus que par des vues magnanimes.

La même mésintelligence règne parmi les officiers de l'expédition. Un seul sentiment les anime, c'est leur aversion pour un parti qui avait de grands torts sans doute, mais qui au résultat était français et victorieux de la coalition.

La postérité se demandera quelle fureur aveuglait ces braves gentilshommes, dont les ancêtres montrèrent tant de patriotisme sous François Ier et Louis XIV, et qui s'oublièrent au point de solliciter des secours anglais, pour imposer à la France des lois que l'Europe armée n'avait pas été capable de lui dicter. Etait-ce pour combattre des doctrines dangereuses, ou maintenir des droits consacrés? Et dans cette double hypothèse, ne valait-il pas mieux attendre le retour de l'ordre et de la justice, que les nations ne sauraient méconnaître à la longue? Les siècles fuient, les intérêts se détruisent avec le temps, les principes seuls sont immuables : ils improuveront à jamais le délire des partis, dont le triomphe se fonderait sur l'humiliation nationale et les victoires de l'étranger.

CHAPITRE LII.

Le général Clairfayt force les lignes de Mayence, et rejette cette partie de l'armée du Rhin sur la Pfrim. — Le général Wurmser attaque les Français sous Manheim, assiége et prend cette place. — Clairfayt, renforcé par le corps de Latour venu de l'armée du Rhin, attaque Pichegru sur la Pfrim et sur le canal de Frankendal, et le repousse successivement jusque sous Landau. — Jourdan s'avance sur la Nahe, pour dégager l'armée du Rhin. — Clairfayt y porte le gros de ses forces, et repousse l'armée de Sambre-et-Meuse dans le Hohenwald. — Armistice, et quartiers d'hiver. — Troubles en Belgique.

Projet de Clairfayt contre les lignes.

En se déterminant, comme nous l'avons dit, à traverser Mayence, et à se jeter sur la gauche de l'armée du Rhin, Clairfayt allait faire changer la face des affaires, et s'acquérir une grande réputation; car une pareille opération marquée au coin du génie, devait délivrer Mayence, et rejeter les républicains derrière la Nahe ou peut-être même jusque sur la Sarre.

Afin de procéder à l'exécution de cette entre-

prise, le général autrichien laissa un tiers de ses forces pour observer l'armée de Sambre-et-Meuse : la division de Kray à Siegberg; celle de Boros à Bensdorf; celle de Haddick à Langenfeld. Une réserve de 6 à 7 mille hommes fut établie vers Molsberg, le tout aux ordres du duc de Wurtemberg; le gros de l'armée partit de Weilmunster, le 25, et vint camper, le 27, près de Wickert.

Jourdan, qui n'eut aucune connaissance de ce mouvement, laissa ses 70 mille hommes dans le camp retranché de Dusseldorf ou cantonnés sur la rive gauche du Rhin, depuis Cologne jusqu'à Bacharach.

On se rappelle que la division Courtois surveillait le Rhin, depuis Oppenheim jusqu'à Hechtsheim (*Pl. XIII*), où elle se liait au corps de St.-Cyr : celui-ci s'étendait jusqu'au-delà de Marienborn. La division Mengaud occupait l'espace entre ce dernier village et Gunzenheim. Enfin, le général Renaud gardait les retranchemens du bois de Monbach, et ce village, où il appuyait sa gauche au Rhin. Indépendamment de ces forces, le général Poncet venait d'amener 12 bataillons de l'armée de Sambre-et-Meuse; mais, arrivées de la veille, ne connaissant ni les positions ni la tâche qui leur seraient assignées, ces troupes devaient être spectatrices de l'affaire, sans y prendre part.

Défauts de cette position.

Les ouvrages construits depuis un an avec tant de peine et de frais, n'ayant pas moins de quatre lieues d'étendue, devenaient difficiles à défendre contre une masse bien employée. Trente mille hommes répandus sur un si grand développement, et contenus sur tout le front par de vives démonstrations, n'étaient, sur aucun point, assez forts pour empêcher de grosses colonnes de pénétrer. Dans toutes les défenses de cette nature, la ligne tombe dès qu'un point est enlevé : les troupes, épouvantées des progrès de l'ennemi qui les étonneraient moins en rase campagne, croyant n'avoir plus rien à défendre dès que les ouvrages sont forcés, songent plutôt à leur salut qu'à arracher au vainqueur ses premiers avantages.

Ces inconvéniens étaient encore aggravés par la faute commise en ne fermant aucun des ouvrages ; de sorte que tous étaient nécessairement perdus, dès qu'un seul se trouvait forcé. Outre cela, la ligne présentait un point faible, à son extrême droite vers Laubenheim : se terminant ici à la crête des hauteurs qui dominent ce village, elle laissait sur son flanc droit une prairie basse, prolongée jusqu'au Rhin (1), et dénuée

(1) Voyez planche XIII, la prairie indiquée Jungfelder—Au.

Du corps d'armée autr

1re COLONNE, A GAUCHE.

GÉNÉRAL NEU.

	Bat.	Esc.	
AVANT-GARDE. Général KNESEWICH.	1	»	Wurmser; corps franc.
	1	»	Lég. de l'Archiduc; et liégeois.
	1	»	Jordis.
1re LIGNE. Général WOLKENSTEIN.	»	»	Une compagnie de pionniers.
	2	»	Pellegrini.
	1	»	Wenckeim.
2e LIGNE. RHINGRAF DE SALM.	1	»	Cologne.
	1	»	Mayençais.
	1	»	Wenckeim.
3e LIGNE. Général NAUENDORF.	2	»	Olivier Wallis.
	»	6	Keglewich; uhlans.
	11 Bat.	6 Esc.	

S

FAUSSES ATTAQUES.

	Bat.	Esc.	
1° Sur Monbach. . .	1 ½.	»	de Lascy.
2° Sur Gonzenheim.	1	»	Manfredini.
3° Sur Budenheim.	1	»	Wallaques.
	1	»	Waldeck.
4° Sur la flottille. . .	1	»	de détachemens.
	4 ½ Bat.	1 Esc.	

TOTAL. . . 35 bataillo

de tout retranchement. En poussant donc une colonne de Weissenau par le pied de la hauteur sur Laubenheim, et faisant assaillir en même temps de front les hauteurs entre ce dernier village et Hechtsheim, la ligne se trouvait prise à revers : on eût obvié à ce défaut, en jetant sur ce flanc quelques redoutes formant crochet en arrière; mais on ne le fit point, sans doute parce qu'on se croyait suffisamment abrité par le Rhin.

Depuis un an qu'on travaillait à fortifier ces positions, les Autrichiens avaient eu le temps de les reconnaître et de s'assurer de leur côté faible : aussi, Clairfayt régla-t-il ses dispositions sur la connaissance parfaite qu'il en avait prise (1). Il destina à l'attaque trois colonnes principales, organisées suivant le tableau ci-joint. Dispositions du général autrichien.

Le première, à gauche, commandée par le général Neu, était forte de 11 bataillons, 6 escadrons; son avant-garde dut se diriger sur Laubenheim par la plaine; le reste de la division marcha directement sur les hauteurs retranchées à gauche de ce village. La seconde colonne, de 9 bataillons et 4 escadrons, aux ordres du gé-

(1) Les dispositions de Clairfayt étaient meilleures que je ne le pensais d'abord, et je me fais un devoir d'en convenir actuellement, que j'ai de meilleurs renseignemens. Cependant, s'il ne se divisa pas autant que sa relation le donnait à croire, il ne sut pas néanmoins tirer tout le parti possible de ses avantages.

néral Staader, reçut l'instruction de se lier à la précédente, et d'attaquer en même temps les retranchemens à droite et à gauche de Hechtsheim. La troisième, forte de 6 bataillons et 22 escadrons, sous la conduite de Schmerzing, se porta sur Zahlbach et Bretzenheim, où elle devait se déployer et soutenir les deux autres, soit en attaquant devant elle, soit en se portant où il serait nécessaire.

Pour favoriser l'attaque de flanc sur Laubenheim, la flottille du capitaine Williams remonta le Rhin, et jeta sur la rive gauche deux bataillons avec ordre de s'emparer de Bodenheim. Enfin, pour détourner l'attention des Français de l'attaque principale, deux ou trois bataillons, et quelques escadrons devaient préluder en faisant des démonstrations contre Monbach et Gunzenheim.

Le plan était bon; et on ne peut que louer les principes sur lesquels il reposait : on s'étonnera seulement que Clairfayt, décidé à prendre sérieusement l'offensive, et maître de porter un coup terrible à l'armée française avec tous ses moyens, ait rassemblé si peu de forces au point décisif. D'abord il laissa 7 mille hommes d'élite à Molzberg au-delà de la Lahn, pour servir de réserve au corps du Bas-Rhin, qui aurait dû être réduit à une simple division d'observation, et replié sur Limbourg. Puis, non content de lais-

ser 10 bataillons en garnison à Mayence, comme si l'ennemi eût été en mesure d'en faire le siége, il en porta encore 4 de grenadiers sur ses glacis. Enfin, ce qui est bien plus étonnant, 10 mille hommes restèrent campés sur la rive droite du Rhin, vers Wickert, aux ordres du général Zehnter. Le placement de ce corps était d'autant plus extraordinaire, qu'il n'y avait aucun moyen de l'utiliser de quelque manière que ce fût; se trouvant à 60 lieues de la Sieg, et séparé de l'ennemi par le Rhin et par une forteresse. En réunissant ces divers détachemens, Clairfayt aurait pu ainsi porter 20 mille hommes de plus sur Marienborn; et la perte de tout le centre et de la gauche du général Schaal eût été le résultat inévitable de cette résolution.

Grâces aux fausses mesures de l'ennemi et à l'arrivée de la division Poncet, les chances étaient plutôt en faveur des républicains que des assaillans, et tout le succès de l'entreprise dépendait désormais de l'issue des premières attaques. Il était effectivement probable qu'en cachant les dispositions préalables, et débouchant à l'improviste, on surprendrait les troupes dans leurs retranchemens. Une nuit orageuse favorisa les Impériaux. Le 29 octobre, à six heures du matin, les colonnes débouchèrent en silence de Mayence, et furent bientôt aux prises avec les républicains. Aucune affaire ne fut plus hono-

Combat et déblocus de Mayence.

rable pour les troupes autrichiennes : elles escaladèrent les ouvrages, l'arme au bras.

La droite des Français est culbutée.

Les deux premières colonnes se dirigèrent par la gauche, sur la division Courtois. La 4e demi-brigade légère gardait, en avant de la ligne, les retranchemens de Heiligenkreutz, où elle fut forcée par la colonne de Neu, malgré les renforts que le général Courtois y envoya. Dans le même instant, la flottille ayant effectué son débarquement, jeta l'ancre par le travers du fleuve; donnant ainsi à croire qu'elle allait s'occuper de la construction d'un pont, et ouvrir un débouché à la principale colonne, sur les derrières de la ligne. Alors, toute la division, saisie de terreur, prit la fuite jusques vers Odernheim, d'où elle décampa même bientôt pour Kircheim-Poland. Bien qu'elle n'eût pas fait son devoir, il est juste de dire qu'elle fut menacée par le gros des forces de Clairfayt.

Le centre menacé se retire.

Aussitôt que les Autrichiens eurent forcé ce point entre Hechtsheim et Laubenheim, leur cavalerie pénétra dans cette trouée, et se porta sur la division St.-Cyr, dont le flanc droit, assailli par Staader et Schmerzing, courut le plus grand danger. Le général français n'eut que le temps de faire exécuter un changement de front à sa première brigade, pour l'empêcher d'être hachée par les escadrons ennemis. Une belle charge du 2e de chasseurs maintint un instant les

affaires; mais la cavalerie impériale augmentant à vue d'œil et se prolongeant toujours sur la droite, tandis que la gauche de la division française était inquiétée vers Brezenheim par le général Mercantin à la tête de l'avant-garde de la 3e colonne; il ne resta au général St.-Cyr d'autre parti que de se retirer, après en avoir donné avis à Eckmayer commandant la droite de la 10e division, qui suivit son mouvement.

Dès-lors, Clairfayt fut maître de s'établir au point important et central de Marienborn; d'y réunir les premières colonnes avec celle de Schmertzing, qui attaquait le centre, et de couper ainsi tout concert entre les divisions françaises. Il ordonna à un gros de cavalerie de filer derrière les lignes jusques sur Drays; plusieurs autres escadrons pénétrèrent dans le camp, par la trouée de la brigade Eckmayer.

La gauche des Français est forcée à une retraite précipitée.

Sur ces entrefaites, la droite autrichienne avait aussi fait de faibles démonstrations vers Guntzenheim et Monbach; l'une fut facilement repoussée par la seconde brigade du général Mengaud, et l'autre par la division Renaud. Toutefois ce succès même devint dangereux, par suite de ce qui se passait au centre: cet événement était en effet de nature à forcer la gauche des Français à une prompte retraite, et pour comble de malheur on n'en fut pas même informé; l'ordonnance que le général Eckmayer envoya à Men-

de pont, à peine commencée, fut évacuée; et les républicains ne conservèrent plus que l'île de Weissenthurm. Cet incident, peu remarquable en apparence, mettait toutefois des entraves à une nouvelle marche offensive sur la rive droite du Rhin.

Les Impériaux enlèvent la tête de pont du Necker.

Wurmser, de son côté, voulut prendre part à une journée qui, selon toute apparence, avait été fixée pour un mouvement combiné. Ce général assaillit la tête de pont du Necker, autant pour fixer l'attention de Pichegru de ce côté, et favoriser Clairfayt, que pour profiter lui-même d'un événement qui allait empêcher le général français de tirer des renforts de sa gauche. Les troupes de Desaix, établies en avant de l'ouvrage qui n'était pas encore achevé, furent culbutées : les Autrichiens y entrèrent pêle-mêle avec elles; à peine eurent-elles le temps de se former sur les glacis de la place, dont le canon seul arrêta les colonnes victorieuses.

Retraite des Français derrière la Pfrim.

Pichegru apprit au même instant à son quartier-général de Manheim, l'attaque des lignes et la défaite de sa gauche. Il prit sur-le-champ ses mesures pour rassembler l'armée sur la Pfrim, et cette opération s'effectua plus heureusement qu'on ne devait l'espérer : car, pour peu que Clairfayt eût suivi avec vigueur les débris de la droite, leur réunion eût été impossible; les 10e et 11e divisions ayant plus de chemin à faire que

l'ennemi pour arriver dans cette nouvelle position. Enfin, le 31 octobre et le 1er novembre, l'armée se trouva en ligne, à la vérité dans un état de désorganisation affreux, et après s'être livrée à tous les excès. Deux jours après, l'ordre y fut rétabli, et la confiance reprit d'autant plus aisément, qu'on ne vit point paraître l'ennemi.

Les Autrichiens les suivent lentement.

Cette victoire, dont la combinaison ne laissa pas de faire beaucoup d'honneur à Clairfayt et à Weyrother, aurait pu avoir de bien plus grands résultats; si, au lieu de porter une des colonnes principales sur Ebersheim et Bichofsheim, on l'eût rabattue vivement vers Ober-Ulm et Drays, où elle se fut liée aux deux autres pour faire mettre bas les armes à la 11e division qui se serait trouvée adossée au grand coude que le Rhin forme en cet endroit.

Clairfayt ne tarda pas à s'apercevoir de la faute qu'il avait faite, en laissant tant de forces sur la rive droite du Rhin; car n'ayant pas assez de monde pour poursuivre l'ennemi, il fut obligé de rester six jours sur le champ de bataille. Enfin, après avoir attiré à lui quelques troupes des bords du Meyn et de la Lahn, il se mit en devoir de continuer sa marche victorieuse. Le général Wartensleben s'avança sur Alzey; Nauendorf attaqua une arrière-garde à Rochenhausen, et la rejeta sur Winweiler; Clairfayt lui-même

se porta sur Osteroffen et Worms : le lieutenant-général Burglach resta avec une division vers Budësheim, et le prince de Hohenlohe près de Stromberg, pour observer l'armée de Jourdan.

L'armée du Rhin se réorganise.

La lenteur de ces dispositions donna le temps à Pichegru de réorganiser l'armée française derrière la Pfrim. La division Beaupuy s'établit à la droite, entre Worms et Pfiffigheim, la 8e, dont le général Ferino prit le commandement, campa derrière Pfedersheim, celle de St.-Cyr prit poste sur les hauteurs entre Monsheim et Wakenheim; la 10e, commandée par Laborde (1) s'étendit de ce dernier endroit jusqu'à Harxheim; celle de Renaud cantonna entre Kircheim-Poland et Kaiserslautern. Le général Desaix tira quelques troupes des divisions campées sous Manheim, laissa le reste dans la place, aux ordres du général Montaigu; puis alla prendre le commandement d'une forte avant-garde, qui fut postée au-delà de la Pfrim entre Hernsheim et Dalsheim. La droite de l'armée conserva ses anciennes positions sur le Haut-Rhin.

Jourdan détache Marceau sur le Hundsruck.

A la première nouvelle de la catastrophe du général Schaal, Jourdan, qui n'en connaissait pas toute l'étendue, détacha le général Marceau dans le Hohenwald, autant pour en imposer à

(1) Le même qui, après s'être distingué aux Pyrénées, avait été momentanément réformé.

ÉTAT DE SITUATION OVEMBRE 1795.

DIVISIONS.	MMES PRÉSENS.
LEFEVRE.	14,500
COLLAUD (ci-devant TILLY).	8,160
BONNARD (ancienne division MORLOT).	8,750
GRENIER.	8,340

nd l'armée marcha sur la Nahe. Il arriva
sertion à l'intérieur et la perte à l'île de

l'ennemi, et faire une utile diversion, que pour la sûreté de ses propres cantonnemens : le reste de son armée occupa les positions indiquées au tableau ci-joint.

Marceau, réuni aux troupes du général Poncet, qui revenait des lignes, ne comptait pas moins de 14 à 15 mille hommes, et ne rencontra pas d'abord d'obstacle majeur. Après avoir repoussé l'ennemi des hauteurs avantageuses de Stromberg, il pénétra jusqu'à Kreutznach. Les brigades Riesch et Salm, sous les ordres du général Burglach, lui opposèrent ici une résistance assez vive; et, bien qu'il les en délogeât, il crut prudent d'évacuer ce poste au point du jour; résolution d'autant moins blâmable que l'ennemi ne tarda point, en effet, à s'y présenter avec des forces plus considérables.

Latour vient renforcer Clairfayt.

Les Autrichiens, convaincus qu'ils ne recueilleraient aucun fruit de la belle manœuvre de Clairfayt, tant que Pichegru resterait sur la Pfrim et communiquerait librement avec Manheim, prirent enfin la résolution de l'y forcer. En conséquence, Latour fut détaché du Haut-Rhin à Mayence à la tête de 12 mille hommes de pied et 4 mille chevaux. Ce renfort devait mettre Clairfayt en état de déposter l'armée républicaine, et d'isoler Manheim. On avait lieu d'espérer que cette place, livrée à elle-même, ne résisterait pas long-temps à Wurmser, qui, après

l'avoir prise, effectuerait sans difficulté sa jonction avec son collègue sur la rive gauche du Rhin.

Le corps de Latour étant arrivé le 9 novembre, l'attaque de la ligne de Pfrim fut fixée au lendemain.

Pichegru est repoussé sur Franken-dahl.

10 novemb.

Wartensleben, avec l'aile droite, marcha d'Alzey sur Kircheim-Poland. La division Laborde, déjà affaiblie par de nombreux détachemens, ne se trouvant pas en état de lui résister, jugea à propos de se retirer sur Kaiserslautern, et la communication entre les 9ᵉ et 11ᵉ divisions fut alors interceptée. La dernière, voyant sa retraite menacée, fila sur le même point. Le général St.-Cyr se retira dans le plus grand ordre à Grunstadt. Wartensleben se porta jusqu'à Marheim, et Nauendorf sur Gœllheim.

Dans le temps où ceci se passait, Kray, avec l'avant-garde des Autrichiens, avait fait des démonstrations contre la division Desaix vers Merstadt et Hernsheim, en vue de la contenir, jusqu'à ce que le corps de bataille, commandé par Clairfayt en personne, fût arrivé. Celui-ci avait quitté un peu tard le camp de Westhofen. La première ligne se déploya enfin près de Nieder-Flœrsheim, sous la protection de sa nombreuse artillerie; tandis qu'une autre colonne repoussait Desaix des hauteurs de Merstadt. Clairfayt, ayant formé ses troupes, les dirigea sur Pfedersheim, et Kray sur Leiselnheim, villages qui furent em-

portés après une vigoureuse résistance. Desaix, n'étant pas en mesure de se soutenir, s'appuya à la division Beaupuy vers Pfiffigheim; et l'armée commença sa retraite à huit heures du soir, pour porter la 5e division derrière le canal de Frankendahl; la 8e, vers Ellerstadt, couverte par le ruisseau de Turckeim; la 9e, en arrière de cette ville; la 10e, sur Frankenstein; la 11e, à Kaiserslautern. Desaix protégea ce mouvement rétrograde, et se mit en marche vers dix heures du soir pour aller s'établir entre Frankendahl et Herxenheim. Le même jour, Wurmser commença le bombardement de Manheim.

Cette affaire coûta du monde aux deux partis. Elle eût pu devenir bien plus fatale à l'armée française, si Clairfayt avait opéré d'après de bons principes, en occupant le centre et la droite des Français par une canonnade et des démonstrations, pendant que les deux tiers de ses forces eussent accablé, vers Gœllheim, la gauche des Français, gagné les positions dominantes des Vosges, et prévenu leur droite par Turckheim et Grunstadt sur Lambsheim. Alors il est probable que l'aile gauche étant repoussée sous Landau, et la droite isolée sur le Rhin, sans artillerie, au milieu de forces disproportionnées, la défaite de l'armée eût été totale. Pour obtenir ces résultats décisifs, il eût fallu que Kray se bornât

à contenir l'avant-garde de Desaix, et que Clairfayt avec le gros de ses forces, secondât d'une manière plus efficace l'attaque de Wartensleben, en se dirigeant par Monsheim contre la division St.-Cyr. Assaillie ainsi de front et débordée en même temps par deux corps supérieurs, sa retraite, quelque prompte qu'elle eût été, ne se fût pas exécutée sans une perte énorme; et les divisions Beaupuy et Ferino, abandonnées vers Worms et Hernsheim, se seraient trouvées dans une situation désespérée.

Wartensleben est détaché contre Marceau.

Quoi qu'il en soit, on ne peut contester au général autrichien la gloire d'avoir beaucoup mieux fait que ses prédécesseurs. Le lendemain, 11 novembre, il profita de sa position centrale, pour détacher le corps de Wartensleben contre Marceau, qui fut repoussé d'abord de Kreutznach, après une affaire assez vive.

Clairfayt attaque de nouveau.

Clairfayt, instruit de ce succès, résolut alors d'achever l'investissement de Manheim, en délogeant l'armée de Pichegru des positions que nous avons indiquées. Sa ligne, beaucoup trop étendue depuis le Rhin jusqu'à Kaiserslautern, était, à ce défaut près, assez avantageuse : le front, couvert tant par le bois de Friesenheim, que par les rives marécageuses du canal et deux gros ruisseaux, semblait à l'abri de toute insulte.

Le 12, l'avant-garde autrichienne enleva

Frankendahl aux troupes de Desaix, qui tentèrent vainement de le reprendre.

Le 13, le général Kray fit des démonstrations contre la gauche des Français vers Turkheim; Nauendorf alla même courir dans les montagnes, jusqu'aux environs de Tripstadt. C'était un triste palliatif de la fausse direction qu'on allait donner aux principales attaques vers le centre et la gauche.

Le 14, au matin, le général Baillet délogea l'avant-garde de Desaix à Lambsheim, où elle s'était retranchée. Une autre colonne, conduite par Clairfayt lui-même, tourna la ville en jetant des ponts sur la Fuchsbach. Le général Desaix, bien convaincu qu'il ne pouvait lui résister, se replia derrière les marais et les inondations de l'Isbach, où son adversaire se borna à le canonner.

Combat de Franken-dahl.

14 novemb.

L'aile gauche des Impériaux aux ordres de Latour, forma trois attaques contre la division Beaupuy : la première, à l'extrême gauche, aux ordres du général Otto, marcha sur Edickeim et Friesenheim; la seconde, dirigée par Latour lui-même, se porta par la chaussée directement sur Oggersheim et Studernheim ; la colonne de droite sous le baron Lilien, assaillit Epstein de concert avec une brigade du centre. Toutes ces attaques, quoique exécutées par des forces supérieures, n'obtinrent pas le succès

qu'on en espérait : le général Beaupuy disputa avec acharnement le terrain jusqu'à Epstein et Studernheim, où il se maintint à la faveur du peu d'ensemble des mouvemens de l'ennemi.

Sur ces entrefaites, le général Werneck, avec l'aile droite de l'armée, se bornait à canonner le moulin d'Herxenheim, et à faire des démonstrations sur Freinsheim, contre la gauche de Desaix et la division Ferino.

Pichegru se retire sans être inquiété.

Ces singulières combinaisons permirent à Pichegru d'opérer sa retraite, sans grande perte, derrière les ruisseaux de Frankendahl et d'Oggersheim, d'où il partit durant la nuit pour aller, par Mutterstadt, prendre position sur le Speyerbach. Il ne fut point suivi, et dut rendre grâces à la lenteur du général autrichien; car le grand parc d'artillerie et de munitions, qui se trouvait sans chevaux, resta toute la journée du 15 aux avant-postes, d'où on l'évacua avec des peines infinies, partie à l'aide des attelages du pays rassemblés à la hâte, et partie à force de bras.

Fautes des Autrichiens

Cette affaire prouva bien que l'on peut remporter une victoire sans prendre des dispositions parfaites; lorsqu'il ne s'agit que de forcer, avec de bonnes troupes, un ennemi établi en position défensive, et se bornant à une résistance locale; mais une telle guerre est une véritable boucherie. Il suffit de voir sur la carte la position de Turkheim et de Frankendahl, pour juger

que les grandes attaques auraient dû être dirigées vers le premier de ces points, qui conduisait immédiatement sur les communications de Pichegru. Le moindre succès remporté dans cette direction par une masse supérieure, aurait totalement perdu le centre et la droite de l'armée française. On peut juger par l'heureux résultat de six ou sept attaques morcelées, de ce qu'aurait produit un effort concentré des corps de Nauendorf, de Kray et de Werneck, avec le centre de Clairfayt par Turkheim, en se rabattant vers Mutterstadt et la Rehütte; tandis que la gauche, aux ordres de Latour, se serait liée successivement à eux par Lambsheim. Trois de ces corps ne furent pas du tout engagés : les deux autres combattirent, où il eût suffi de montrer des partisans. Le général autrichien était d'autant plus intéressé à opérer comme nous venons de le dire, que sa formidable cavalerie se trouva paralysée dans une attaque sur le front des Français, couvert par deux ruisseaux marécageux, de nombreuses inondations, et des villages retranchés. Cette arme, au contraire, aurait pu rendre la victoire complète, en agissant dans les plaines d'Ellerstadt ou de Rugheim.

Retraite derrière la Queich.

Après cette affaire, l'armée de Pichegru prit la ligne du Speyerbach; mais le corps de Nauendorf ayant repoussé le 15 la division Laborde à Hochspeyer, et s'étant porté sur Kaiserslautern

le 16 novembre, cette ligne se trouva menacée par sa gauche, et les Français prirent celle de la Queich : leur centre appuyé à Landau, et leur gauche vers Pirmasens.

Les Impériaux s'établirent alors derrière le Speyerbach, et jetèrent leur avant-garde dans les bois de Germersheim et de Bienwald.

Embarras de Jourdan à Neuwied.

Tandis que ceci se passait, Jourdan, plongé dans une cruelle perplexité, consumait un mois en vaine correspondance. Gêné par les étranges dispositions de Letourneur, il ne savait à quoi se résoudre. L'envoi de Kléber à Manheim, était chose impossible et ridicule : marcher avec toute l'armée sur le Mein par la rive droite, eût été la manœuvre la plus sensée, si la perte du pont de Neuwied et le défaut de vivres dans un pays récemment ravagé, ne l'eussent rendue inexécutable. Un seul parti restait donc, celui de jeter 6 mille hommes à Dusseldorf, d'en laisser 14 mille à Coblentz, et de diriger aussitôt 60 mille combattans à marches forcées sur la Nahe : mais, pour cela, il fallait beaucoup de vigueur et de caractère; car on se chargeait d'une grande responsabilité en enfreignant les ordres du comité.

Jourdan, redoutant les suites d'une entreprise hasardée dans une contrée totalement dénuée de ressources, se mit seulement en devoir de renforcer sa droite aux environs de Simmern, et attendit les ordres du gouvernement. Il dirigea

sur ce point cinq divisions et son quartier-général; Kléber dut garder les passages de Coblentz, et Neuwied avec 25 bataillons et 15 escadrons commandés sous lui par Collaud et Bonnard : enfin, le général Hatry prit le commandement des divisions Lefevre et Desjardins, chargées de surveiller Dusseldorf.

Mesures du directoire.

A peine le directoire fut-il installé dans les premiers jours de novembre, qu'il tourna des regards inquiets vers les armées, dont les revers récens attiraient toute sa sollicitude. Carnot, attachant plus de prix encore que ses prédécesseurs à la conservation de Manheim, sentait que l'envoi d'un corps de 20 mille hommes, ne sauverait pas cette place, et voulait que l'armée se portât de nouveau sur le Mein.

Toutefois, l'ardeur avec laquelle il désirait cette diversion, l'égara sur les moyens de l'exécuter; car il demandait que Marceau se dirigeât avec l'aile droite sur la Nahe, et que la gauche seule, renforcée de 6 mille hommes que Moreau avait été autorisé à détacher de Hollande, s'avançât isolément par l'autre rive du Rhin, depuis Dusseldorf jusques sur le Mein. Jourdan fut assez sage pour démontrer les vices de ce plan, tout en s'apprêtant à marcher lui-même au secours de sa droite.

La nouvelle du combat de Frankendahl, reçue à Paris le 18 novembre, y redoubla toutes les

craintes : le directoire en donnant au général de l'armée de Sambre-et-Meuse des ordres plus pressans d'arrêter les progrès de l'ennemi, lui laissa cette fois une entière latitude pour le choix des moyens, et se borna à lui recommander d'avoir l'œil toujours ouvert sur Manheim, qu'on supposait en état de tenir jusqu'au 10 décembre.

L'armée de Sambre-et-Meuse débouche sur la Nahe.

Jourdan ayant enfin réuni, le 26 novembre, près de 40 mille hommes aux environs de Simmern, déboucha des montagnes du Hohenwald, le 28 novembre, en trois colonnes; Grenier et Championnet, à gauche sur Bingen; Bernadotte et Poncet, au centre sur Kreutznach; Marceau passant la Nahe à Kirn, marcha sur Lautereck et Meissenheim; Championnet débusqua l'ennemi des hauteurs de Stromberg, à la suite d'un engagement assez vif.

Le lendemain ces différentes colonnes se portèrent sur la Nahe. L'avant-garde de Bernadotte ayant pénétré dans Kreutznach s'abandonna avec trop de confiance, et fut repoussée : ce général ralliant ses bataillons, et les faisant soutenir à propos, chassa enfin les Autrichiens de ce poste.

Résultats de cette marche pénible et tardive.

Les troupes souffrirent beaucoup dans cette marche : le temps était affreux; les chemins défoncés; la disette cruelle : pour surcroît d'embarras, le gonflement des eaux de la Nahe rendait la construction d'un pont de chevalets

difficile sous le feu de l'ennemi. Cependant, Marceau s'avança enfin vers Meissenheim; Bernadotte et Poncet s'établirent autour de Kreutznach; Championnet à Brezenheim et Lonsheim; Grenier à Weiler près de Bingen, observant le Rhin jusqu'à Bacharach. Bien qu'on fût maître du pont de Kreutznach, la crue des eaux et la situation avantageuse de l'ennemi empêchant d'en jeter promptement d'autres pour les deux ailes, on craignit d'engager l'armée au-delà de ce seul défilé, et on la laissa plusieurs jours dans ces postes défensifs. Marceau, loin de pénétrer jusqu'à Alsenz, ne put même se maintenir à Lautereck, d'où l'ennemi le délogea. Jourdan se pressa d'autant moins de pousser sa pointe, qu'il venait de recevoir avis de la capitulation de Manheim, et que sa marche perdait désormais tout son intérêt.

En effet, Wurmser avait redoublé d'efforts pour arracher aux Français cette clef de l'Allemagne; des batteries nombreuses, établies successivement dans les règles de l'art, la foudroyèrent jour et nuit, ce qui allumant de fréquens incendies, excita le mécontentement de sa nombreuse population. Le général Montaigu n'avait pas moins de 9 mille hommes, garnison plus que suffisante pour y soutenir un siége en règle; mais le défaut de munitions de guerre et de bouche, joint au peu d'espoir de secours, le porta

Manheim capitule.

à capituler le 22 novembre. On s'est accordé à dire qu'il eût pu résister dix jours de plus; et, comme sa reddition prématurée ne sauva pas même la garnison, qui demeura prisonnière, sa conduite devint l'objet du blâme universel.

Clairfayt dirige toute son armée sur Jourdan

Cet événement fut décisif. Wurmser, affranchi de toute crainte, passa sur la gauche du Rhin, avec 25 mille hommes, et rallia ses différens corps à lui pour tenir tête à Pichegru. De son côté, Clairfayt, débarrassé de cette surveillance, se porta avec l'armée du Bas-Rhin au devant de Jourdan, afin de conserver l'ascendant que deux mois de succès non interrompus lui avaient procuré sur les républicains. Quelque sage que fût ce mouvement, on a cru qu'il eût été possible de lui donner plus d'importance encore; car Pichegru étant réduit à l'impossibilité d'agir sur le Speyerbach, Wurmser aurait été à même de renforcer de 15 à 20 mille hommes l'armée de Clairfayt, pour rejeter les Français derrière la Moselle.

Quoi qu'il en soit, le général autrichien dirigea sa droite vers Bingen; son corps de bataille, sur Alsenz et Kreutznach; Kray, sur Meissenheim; Nauendorf, sur Birkenfeld et Baumholder.

L'avant-garde des républicains fut reployée; et Marceau, assailli le 16 décembre par Kray et Nauendorf, regagna Kirn avec perte de 8 à 900

hommes (1). L'armée se replia alors derrière le Sohnenwald. Jourdan, convaincu qu'il aurait de la peine à se soutenir dans ces contrées sauvages et dévastées, fit construire un camp retranché à Traërbach, dans l'intention d'y repasser la Moselle, et de conserver sur cette rivière un débouché avantageux, et des ponts à l'abri : en attendant, il en avait déjà fait jeter de provisoires à Muhlheim, pour faciliter ses mouvemens.

Singuliers ordres du directoire.

A l'instant où ceci s'opérait, le directoire engageait Jourdan d'attirer les Impériaux dans la trouée du Mont-Tonnerre qui le séparait de Pichegru, et de les couper de Mayence en se jetant entre eux et cette forteresse. Cette combinaison, où l'on ne reconnaît pas la judiciaire de Carnot, n'était plus exécutable à la réception de l'ordre. Jourdan, loin d'y prêter les mains, n'eut d'autre parti à prendre que de se rapprocher de Traërbach, de crainte de se voir enlever les ponts de la Moselle, et sa communication avec Luxembourg.

Cependant la désertion se mettait dans les troupes ; Kléber craignait, à Coblentz, un passage du Bas-Rhin ; Clairfayt poussait des partis de Birkenfeld sur Muhlheim ; et la situation de cette armée inférieure et manquant de tout, était des

(1) Cafarelli, ingénieur distingué, eut la jambe emportée dans ce combat.

plus pénibles. Jourdan, voulant néanmoins effectuer sa retraite d'une manière honorable, fit attaquer, par Marceau et Poncet, le corps qui tenait Sultzbach, Stipshausen et Proscheid, afin de couper lui-même les coureurs ennemis, qui menaçaient ses flancs. Les Autrichiens, repoussés, eurent toutefois le temps de sauver leurs détachemens de Rosbach et des environs de Muhlheim.

La division Grenier ne fut pas aussi heureuse le long du Rhin; forcée à Taxweiler par la droite de Clairfayt, elle se replia sur Bacharach.

Les Autrichiens proposent un armistice.

Cependant, les Autrichiens, fatigués par des mouvemens multipliés dans une saison très-rude, et par des temps affreux, voyaient les armées se fondre au milieu de leurs succès, et sentaient le besoin de prendre des quartiers d'hiver. N'espérant point de cantonner paisiblement entre le Rhin et la Moselle, en face des républicains, ils firent proposer, le 19 décembre, un armistice à Jourdan. On imagine avec quel empressement ce général accueillit pareille proposition. Il eut soin toutefois de s'assurer que la suspension d'armes serait commune à l'armée de Pichegru, pour ne pas laisser à l'ennemi la faculté de l'assaillir, quand celle de Sambre-et-Meuse serait paralysée; cette précaution prise, la convention fut signée le 1er janvier 1796.

Jourdan croyait avoir bien mérité de son armée et de la France. Mais le directoire, par

cette jalousie tracassière commune à tous les gouvernemens populaires, prétextant que la constitution lui attribuait exclusivement la signature des armistices, annula cette convention, et en fit conclure une à peu près pareille, par des commissaires qu'il nomma : chicane puérile, puisque la constitution, en attribuant ce droit au directoire, n'avait jamais entendu l'empêcher d'en investir ses généraux.

Il fut donc convenu que les armées des deux partis cantonneraient dans les positions qu'elles occupaient : on traça une ligne de démarcation, et les hostilités furent suspendues indéfiniment, sous la réserve de se prévenir dix jours avant de les reprendre.

Cet événement inattendu déconcerta les projets de la malveillance en Belgique, où un aventurier nommé Jacquemin, soudoyé par les nobles et les prêtres, menaçait d'allumer une Vendée entre la Sambre et la Meuse. Déjà des rassemblemens considérables de paysans avaient surpris des convois aux environs de Gosselies. Dans toute la Belgique, les dépôts et les petits détachemens étaient insultés, sans qu'on osât en tirer vengeance, de peur d'une explosion générale. La signature de l'armistice ayant permis au directoire de distraire sans danger la division du général Laurent de l'armée du Nord, elle descendit à Bruxelles, et rétablit la tranquillité d'autant plus facilement, que la cessation des hostilités priva

les insurgés de l'appui des Autrichiens sur lequel ils avaient compté.

La trève faillit cependant mettre la république à deux doigts de sa perte. Pichegru ne trouvant pas à Strasbourg dans la modicité de son traitement de quoi subvenir aux frais de ses secrètes orgies, prêta plus d'attention aux propositions des royalistes, et renoua avec le prince de Condé des négociations dans le terme desquelles il entrevoyait avec l'indépendance plus d'honneurs et de fortune que dans la plus belle victoire. A cette époque, Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon venait de se rendre à Offenbourg, pour s'y faire proclamer roi de France, par le corps d'émigrés. Sa présence donna une nouvelle activité à ces négociations mystérieuses. Fauche-Borel fit de fréquens voyages d'un quartier-général à l'autre, et s'il faut en croire les mémoires d'un homme qui n'y fut point étranger, Pichegru devait être le restaurateur de la monarchie en France, et recevoir en récompense de ce service un million en numéraire et le château de Chambord. On ignore encore les causes qui firent échouer ce beau rêve. Les uns disent que le général républicain fut retenu par un reste de pudeur qui lui fit regarder comme une lâcheté l'abandon d'un parti auquel il avait voué d'abord son bras sans restriction, d'autres assurent qu'il renonça à son dessein par crainte de rencontrer trop d'obstacles à entraîner les généraux et les

troupes dans son parti; quelques-uns aussi en rejettent la faute sur le prince de Condé, qui, à ce qu'ils prétendent, eût voulu mener le projet à sa fin, à l'insu et sans le concours des Autrichiens, à la solde desquels il se trouvait. Jusqu'à ce que le voile épais qui recouvre ces mystères soit entièrement levé, on ne pourra juger des intentions de Pichegru; mais ce qui en a transpiré ne le montre pas sous un jour favorable: car tout porte à croire que s'il ne passa pas le Rubicon, ce fut par manque d'audace. Soit que le directoire ait eu des renseignemens, il manda Pichegru à Paris; et, pour le mettre dans l'impuissance de nuire à la république, le nomma à l'ambassade de Suède. Ce général la refusa avec dédain, en offrant sa démission, qui fut acceptée. Rentrant alors dans la classe des simples citoyens, il est probable que son orgueil humilié, en lui faisant regretter d'avoir laissé échapper l'occasion de jouer le rôle de Monck, ne lui en ôta pas tout-à-fait l'idée. Pourtant, bien que nous devions le retrouver plus tard au conseil des cinq cents, en opposition formelle avec le directoire, il n'y déployera pas, comme homme d'état, plus de génie qu'il n'en a montré comme homme de guerre.

Mais, peut-être, m'écartai-je de mon sujet? hâtons-nous d'y revenir, en rendant compte des opérations de l'armée d'Italie, qui terminèrent si glorieusement la campagne de 1795.

CHAPITRE LIII.

Opérations sur les frontières d'Italie. — Plan d'offensive de Kellermann ajourné par le gouvernement. — Attaque du mont Genèvre par les Piémontais. — Plan d'offensive du comité. — Tranquillité des Austro-Sardes. — Description des lignes de Borghetto et de Loano. — Combat de Campo di Preti. — Enlèvement des postes de Malchaussée, du camp de Garessio, de Castellaro, etc. — Arrivée de Schérer et des renforts d'Espagne. — Double projet de Schérer. — Bataille de Loano.

Renforts envoyés du Rhin aux Alpes.

Quoique le comité de salut public eût lieu d'être satisfait de la conduite et des dispositions de Kellermann, la tournure des premiers événemens ne le rassura pas entièrement du côté de la frontière d'Italie; et, dans l'incertitude de voir la paix se conclure avec l'Espagne, il n'osa d'abord détacher plus de 6 mille hommes de pied, et 500 chevaux de l'armée des Pyrénées orientales à celle d'Italie : mais, profitant de la stagnation qui subsistait entre les armées sur le Rhin, il fit filer un corps de 10 mille fantassins

de l'Alsace vers les Alpes. A peine la première colonne de ce renfort fut-elle arrivée à Lyon, que le général Moulins la dirigea vers le camp de Tournoux, où elle remplaça les troupes de Vaubois qui passèrent à l'armée d'Italie.

Projet de Kellermann

Convaincu d'après les tentatives mal concertées des Sardes et des Impériaux qu'il ne régnait aucun accord entre eux, Kellermann conçut l'idée de profiter de leur mésintelligence pour les accabler successivement, et se rendre maître de nouveau du pendant des eaux de l'Apennin et des Alpes qui donnent accès en Italie. Mais il fallait subordonner ce projet à ses moyens, à la saison avancée, et surtout cacher tellement la destination des renforts que l'ennemi ne pût en rien préjuger. A cet effet, il ne plaça d'abord que le tiers des troupes détachées des Pyrénées sur la ligne de Borghetto, et laissa 4 mille hommes à Oneille; 2 mille hommes, venant de l'armée du Rhin, furent portés à hauteur de Tende, pareil nombre à Ormea; 4 mille s'établirent à Ponte di Nave, et 2 mille à la Penna. La cavalerie resta cantonnée sur les derrières à Brignolles, Grasse et Draguignan.

Difficultés de ses communications

Pour juger du projet de Kellermann, il est bon de se rappeler la configuration du théâtre sur lequel il avait à opérer, et l'état des communications qui s'y trouvaient à cette époque. Nous renvoyons donc nos lecteurs à la description gé-

nérale des Alpes maritimes ou aux cartes que nous en avons publiées (1), et nous ajouterons seulement quelques réflexions nécessaires à l'intelligence des opérations que nous allons retracer.

On observera d'abord le placement singulier de l'armée française au versant méridional de l'Apennin, entre les crêtes et la mer Méditerranée; ayant le Piémont, pour ainsi dire, en arrière de son flanc gauche; le golfe de Gênes derrière son centre et sa droite; et ne possédant pour toute communication qu'une seule route pratiquée sur des rocs à pic, courant d'un précipice à l'autre, et dont l'ennemi campé au pied du col de Tende, était plus rapproché que l'armée elle-même.

Les seules remarques descriptives qu'il nous reste à ajouter au croquis topographique susmentionné, sont au nombre de trois :

1° La pente méridionale de l'Apennin vers la mer, est abrupte, et d'un escarpement très-roide; tandis que le versant opposé sur le Montferrat, s'incline doucement par une pente beaucoup plus longue et presque insensible, jusques vers les plaines de la Lombardie, et le

(1) Voyez la carte en quatre feuilles, et celle de la rivière de Gênes, N° 21.

vaste bassin du Pô; en effet, dans les trois lieues de Montenotte à Savone, il y a autant de pente que dans les quatre-vingts lieues de Montenotte à l'embouchure du Pô;

2° Les deux grandes communications qui conduisent en Italie, étaient alors par le col de Tende sur Coni et Turin, ou par Gênes et la Bochetta sur la Lombardie;

3° On ne peut déboucher de cette espèce d'entonnoir, depuis Gênes jusqu'au col de Tende, que par trois autres chemins un peu praticables; le premier conduit de Savone et la vallée de la Bormida sur Acqui : le second, conduit de Loano par Bardinetto, Calissano, Murialto, Millesimo, sur la seconde vallée de la Bormida; enfin, le troisième conduit à Ceva par le mont Vesio, la Pieve, Ormea et Garessio. Tous les autres ne sont que des sentiers d'un accès très-difficile, à l'usage des piétons et des bêtes de somme.

Afin de remédier autant que possible aux inconvéniens d'une ligne de communication aussi précaire, on avait bien élevé quelques retranchemens, et placé plusieurs batteries au col de Tende, au moyen desquels on espérait rendre ce poste inattaquable : mais s'il est reconnu qu'un corps de quelques milliers d'hommes peut être forcé ou tourné dans les postes les plus formidables, ces précautions, toutes sages qu'elles fus-

sent, ne semblaient point suffisantes pour parer au danger.

Les fautes des Alliés furent de meilleurs préservatifs; et Devins s'obstinant à tenir les troupes impériales dans le bassin de Gênes, ne laissa pas seulement au général français les moyens de s'opposer en forces à Colli, mais lui facilita ceux de battre séparément les deux armées. Kellermann en forma le projet, et les dispositions qu'il médita, bien qu'un peu décousues, eussent procuré d'heureux résultats, si le comité de salut public n'eût pas ajourné leur exécution.

Kellermann médite la séparation des armées Austro-Sardes.

L'intention du général français était de couper les Autrichiens des Piémontais, en attaquant leur ligne sur trois points. La première colonne à gauche perçant par Carlino et Viosenna, le col de Tende et Intrappa, aurait délogé les derniers des hauteurs de la rive occidentale du Tanaro; la seconde aurait tourné et attaqué la droite des Impériaux à Spinardo, la Planetta et San Bernardo; tandis que la troisième eût tenu leur gauche en échec dans la plaine de Loano, et qu'un fort détachement eût filé par Tuirano, pour seconder les deux premières attaques sur la gauche.

Si l'exécution de ce plan répondait à l'idée qu'on s'en était formée, le centre de la ligne

ennemie eût été culbuté, dès le début, sur la Bormida. Maître des crêtes principales de l'Apennin, Kellermann se proposait ensuite de marcher sur Melogno et San Giacomo, de couper tout ce qui serait resté dans le bassin de Loano, en le faisant attaquer de front pendant qu'un détachement eût cherché à lui couper par Biestro la route de Savone à Alexandrie.

L'armée des Alpes aurait favorisé ces entreprises par des démonstrations, et principalement par un grand fourrage dans la vallée d'Houlx.

Ce projet différait en tous points de ceux présentés la campagne précédente. En effet, on a vu aux chapitres 33 et 34 que Bonaparte proposait la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura, et que le sort de la Sardaigne eût dépendu de la prise de deux places et d'une bataille dans la plaine de Coni; mais alors les Français n'étaient point comme actuellement établis sur le versant des eaux de l'Apennin. Pénétrer en Piémont par la vallée du Tanaro, était donc une idée très-heureuse, puisqu'elle faisait éluder deux places dont le siége eût été aussi long que difficile. Toutefois on pouvait reprocher au plan de Kellermann de tirer trop peu de parti de sa gauche; il n'aurait dû laisser à l'armée des Alpes qu'un rideau, et renforcer sa droite de 7 à 8 mille hommes; at-

tendu que la frontière de ce côté n'aurait couru aucun risque, tant qu'une armée de 45 mille combattans eût été maîtresse de la plaine au revers de l'Apennin.

Le comité ne l'approuve pas.

Soit que le comité de salut public n'approuvât pas ce projet, soit qu'il eût déjà l'intention d'en confier l'exécution à un autre général, il ne répondit point à Kellermann, et le mois d'août se fût passé dans la plus parfaite tranquillité, si le duc d'Aoste, informé que le mont Genèvre était faiblement gardé, n'avait résolu de s'en emparer le 30. Cette mince entreprise ne sortait pas du genre de celles que les Alliés formaient depuis trois ans; elle fut d'ailleurs combinée selon l'usage de cette guerre de montagnes, par une multitude de petits détachemens. Le duc y employa environ 3 mille hommes qu'il divisa en plusieurs colonnes; à droite 800 hommes passèrent par Fenil, en tournant la montagne de Cia Bertran, et arrivèrent au col d'Aquitaine; à gauche une colonne de 500 fantassins déboucha sur les postes du Bourget et la Chaux; au centre un détachement de pareille force, passa par Bousson, et attaqua les postes de la Coche et du fort de l'Œuf, en vue de se réunir à la première colonne, et de couper les Français établis à Clavières. Douze cents hommes formaient réserve à Cézanne; et, afin de donner le change sur cette attaque, des partis descen-

Attaque des Sardes sur le mont Genèvre.

dirent du mont Viso et environs dans la vallée de Queyras.

Malgré toutes ces précautions, l'entreprise échoua complètement. Au premier avis de l'approche de l'ennemi, le général Valette se rendit de Briançon au mont Genèvre, et prit de telles dispositions que la colonne de droite et celle du centre furent repoussées avec perte et poursuivies sur la réserve, qui fut obligée de s'avancer pour les recueillir. Le général Moulins accouru au Bourg et avec le représentant Réal, eut la satisfaction d'apprendre en arrivant que l'ennemi avait été repoussé; la diversion dans la vallée de Queyras n'obtint pas plus de succès.

Escarmouches insignifiantes en Italie.

Sur le front de l'armée d'Italie, l'on n'engagea que des escarmouches pour s'approprier les fruits de quelques châtaigniers indivis entre les deux lignes.

Ces tristes combats ne furent un instant interrompus que par la cérémonie de l'acceptation de la constitution. Cette charte, gage prétendu de la prospérité de la république, fut présentée par les représentans Réal, Chiappe, et Ritter aux troupes, qui l'acceptèrent unanimement; formalité dont on eut occasion d'apprécier ensuite le danger et le ridicule.

L'armée des Pyrénées orientales est détachée

Enfin, lorsqu'après la ratification de la paix conclue à Bâle, le comité de salut public fut libre de détacher à l'armée d'Italie toutes les

en partie sur Nice.

forces employées aux Pyrénées orientales, on leur expédia l'ordre de s'y acheminer en trois colonnes, et Kellermann fut invité à tout préparer pour reprendre l'offensive.

Projet du comité.

Partant de cet axiome assez vrai, que si la nature a borné la France aux Alpes, elle a tracé de même les limites de l'Autriche aux montagnes du Tyrol, le comité excité par quelques mécontens vénitiens et lombards, conçut, dit-on, dès-lors le projet d'aller conquérir la paix au cœur des états héréditaires de l'Empereur.

Mais pour arriver à ce but, il fallait d'abord descendre en Piémont; l'armée d'Italie devait donc faire les premiers pas en s'emparant de San Bernardo, San Giacomo et Vado, et chassant de vive force ou par des manœuvres les Autrichiens de Montenotte. Cette opération achevée, le gros de l'armée se serait porté par Biestro et Montezemolo sur Millesimo, où après avoir rallié la division laissée à San Bernardo pour tenir en échec les Piémontais, et celle chargée de balayer les hauteurs à gauche du Tanaro, il eût tenté d'enlever le camp retranché de Ceva, d'investir et d'assiéger la citadelle de cette place.

La cavalerie républicaine aurait campé sur le revers septentrional de l'Apennin, dans la vallée du Tanaro, et mis toute la plaine à contribution. L'artillerie nécessaire au siége de Ceva aurait été embarquée à Oneille, mise à terre à

Vado, aussitôt après la prise de Monte Zemolo, puis on devait jeter à Savone une centaine de canonniers avec un millier de fantassins, pour protéger la retraite en cas d'événemens fâcheux.

Afin d'attirer les Piémontais sur un autre théâtre, et de les empêcher de troubler le siége de Céva, la droite de l'armée des Alpes devait se réunir à la gauche de celle d'Italie dans la vallée de la Stura, s'emparer des Barricades, investir Demont, et feindre de l'assiéger.

Céva réduit, on en aurait réparé et augmenté les fortifications, et c'est sous ses murs que les Français, obligés de se concentrer pendant la saison des neiges, eussent préparé tout ce qui était nécessaire pour la campagne prochaine.

Le comité se flattait de recueillir les plus beaux résultats de ce plan. Persuadé que le roi de Sardaigne ne verrait point les républicains au cœur de ses états, sans perdre tout espoir de reconquérir la Savoie et le comté de Nice, il supposait que dès-lors la présence de l'armée autrichienne mettrait un faible obstacle à la paix séparée du Piémont; et pour en faciliter les négociations, il dicta aux représentans, et au général en chef, le rôle que chacun d'eux aurait à remplir.

Les premiers devaient accueillir toutes les ouvertures, et laisser entrevoir au cabinet de Turin la possibilité de recevoir en Lombardie une in-

demnité pour la Savoie et le comté de Nice; Kellermann de son côté avait ordre de traiter avec les plus grands égards les prisonniers sardes, afin d'accroître la mésintelligence qui régnait déjà entre eux et les Impériaux. Le comité alla plus loin; prévoyant le cas même où la paix serait conclue, il recommandait qu'on veillât à ce qu'Alexandrie ne restât pas entre les mains des Autrichiens. Dans l'hypothèse contraire, l'armée française devait assiéger Turin au mois de février, passer le Pô, et après avoir conquis la Lombardie, franchir les gorges de Trente, et venir à travers le Tyrol opérer la jonction sur les bords de l'Inn avec les armées du Rhin.

Assurément ce projet, hors de toute proportion avec les forces qu'on pouvait y employer, ne valait pas mieux que celui de Kellermann; bien qu'il combinât les principaux efforts des Français sur la droite, il rejetait les Austro-Sardes sur leurs voies de retraite, et faisait en outre dépendre le succès de l'opération, de la prise de deux places. Toutefois le général en chef parut moins frappé des inconvéniens de la seconde partie, que des obstacles qui s'opposaient à l'exécution de la première; ce fut du moins le point sur lequel il insista plus vivement. Il représenta que sa droite ayant à peine 20 mille hommes, il ne pourrait la porter à 32 mille avant

un mois, en sorte qu'il lui resterait trop peu de temps pour réduire Céva; et, comme sa réponse renfermait en outre quelques observations tranchantes sur la première partie du projet, le comité de salut public le punit de sa franchise, en le reléguant à l'armée des Alpes, et faisant donner à Schérer, par décret du 31 août, le commandement de l'armée d'Italie (1).

Dispositions de la cour de Turin.

Tandis que le gouvernement français s'apprêtait ainsi à effacer en automne les disgraces du printemps, les cours de Turin et de Vienne ne prenaient aucune mesure sérieuse pour conjurer l'orage prêt à fondre sur elles. La première commençait à sentir qu'elle avait autant à craindre de son allié que de son ennemi : elle voyait avec chagrin que quelle que fût l'issue de la campagne, ses états seraient dévorés par l'un ou envahis par l'autre. Les plus éclairés des Piémontais, tremblaient en favorisant l'établissement des Autrichiens en Italie, que l'Empereur ne cherchât

(1) Schérer, originaire de Delle en Porentrui, avait d'abord servi en Autriche, puis dans l'artillerie française où il était capitaine au commencement de la révolution. Bien qu'il ne manquât pas de connaissances et d'esprit naturel, ses premiers succès aux affaires de l'Ourthe et de la Fluvia avaient enflé sa réputation; car on ne saurait reconnaître en lui ni le génie de la grande guerre ni même une théorie fondée sur des principes solides. Ces exploits furent des éclairs passagers qui lui assurent toutefois une place parmi les généraux du second ordre.

à s'y faire une frontière naturelle des Alpes françaises et valaisannes jusqu'aux Alpes tyroliennes. La plupart revenaient à l'ancienne politique des princes et des villes d'Italie, lorsqu'ils s'étaient confédérés pour exclure également de la péninsule les Allemands et les Français. La cour suivait cette marche, et lorsque ses envoyés sollicitaient du roi de Naples, du Pape, des ducs de Parme et de Modène les secours tant de fois promis, si vainement attendus, lorsqu'ils faisaient au sénat de Gênes des reproches de sa partialité en faveur des Français, et le menaçaient de son ressentiment, peut-être agissaient-ils moins dans les vues de la maison d'Autriche que dans l'idée de s'affranchir davantage de sa tutelle, et dans l'intérêt général des Italiens, dont toutes ces petites puissances ne paraissaient point assez pénétrées.

Aucune démarche, aucune ouverture n'autorisait donc encore le gouvernement français à considérer la lassitude et le mécontentement général, comme une preuve des dispositions pacifiques du cabinet de Turin : mais le malaise que celui-ci en ressentait était un symptôme précurseur d'un changement de politique. L'ambassadeur de la république en Suisse à force de répéter au comité de salut public d'après ces inductions, qu'une seule victoire de l'armée d'Italie dans le bassin du Piémont arracherait le

cabinet sarde à ses erremens, pour le lier à jamais au système de la France, avait fini par diriger sa conduite politique vers ce but.

Dispositions des Autrichiens.

La cour de Vienne trompée par les rapports de Devins, et tout occupée des événemens qui allaient se passer sur le Rhin, ne donnait plus qu'une faible attention aux affaires d'Italie. Son général en chef nonchalamment couché sur des lauriers facilement achetés, bornait tous ses soins à combiner avec le commodore Nelson un débarquement chevaleresque vers Nice, à tourmenter le sénat de Gênes pour obtenir le droit de mettre garnison à Savone, à rendre les chemins de l'Apennin plus praticables, à retrancher sa ligne, et à assurer la subsistance des 30 mille Allemands qu'il tenait inutilement perchés sur la cime de ces montagnes.

Aucun changement notable n'avait eu lieu dans les deux armées alliées; seulement Devins pour renforcer la sienne de 6 mille hommes, avait fait relever les garnisons de Milan et de Mantoue par les malingres et les éclopés qui encombraient les places du Haut-Piémont; ces troupes fraîches balancèrent ainsi les pertes occasionnées sur la côte, par les maladies.

La mésintelligence entre les Sardes et les Autrichiens s'était encore accrue depuis la séparation des troupes des deux nations. Devins, dans les accès de sa mauvaise humeur, faisait dure-

ment sentir aux généraux piémontais qu'il jouissait de la confiance de leur cour. Colli avec la gauche de l'armée sarde, lui étant subordonné, lui adressait toujours directement les rapports; mais c'était là ce qu'il y avait de commun entre eux. Les troupes se haïssaient cordialement. L'état-major piémontais censurait comme étalage de fausse science, tous les plans rédigés par celui de ses alliés; il se serait volontiers amusé de la présomption du général en chef, s'il n'avait entrevu qu'elle pouvait par de sanglans revers amener les Français aux portes de Turin.

Autant Devins ménageait peu les Sardes, autant il flattait les Anglais; on eût dit qu'il n'avait besoin que de leur appui pour conquérir la Provence; en cela il se trompait singulièrement. Peu importait à lord Hotham que ses opérations réussissent : s'il tenait une croisière de 20 vaisseaux devant Gênes, c'était moins pour seconder les vues du général autrichien, que pour surveiller l'escadre de Toulon, l'attirer à une bataille, et intercepter le cabotage sur les côtes de France et d'Italie. D'ailleurs son concours loyal et zélé n'eût pas changé la face des choses. Les portes du midi de la France sont dans les Alpes : les plus formidables flottes ne sauraient les forcer. Cette erreur grossière de Devins, qui lui fit sacrifier d'utiles alliés à l'espoir chimérique d'obtenir des secours plus éloignés, fut

la principale cause des revers qu'il éprouva à la fin de la campagne, en même temps qu'elle explique les premiers événemens de la campagne suivante.

Mais, avant d'entrer dans les détails de cette catastrophe, jetons un coup-d'œil sur la manière dont les deux partis occupaient les lieux qui en furent le théâtre; car dans cette guerre de poste, les localités et les dispositions défensives sont indispensables à connaître.

Description de la position des deux armées.

La ligne des Austro-Sardes commençait à Loano, petite ville située sur le bord de la mer, dans un vallon entrecoupé de bouquets d'oliviers et d'enclos, et dont on avait défendu l'approche par des coupures et des batteries masquées. De Loano, la ligne se prolongeait à droite vers l'Apennin, en passant par trois mamelons fortement retranchés et garnis d'artillerie. Le dernier de ceux-ci, dit Castellaro, commandait le village de Tuirano, à l'entrée des gorges de Balestrino et Bardinetto que fermait plus étroitement encore la chartreuse de Tuirano. Depuis cette Chartreuse jusqu'à Bardinetto, en remontant la gorge sur la croupe du mont Calvo, la ligne était formée par cinq postes retranchés qui la rattachaient par Roccabarbène, Sambucco, San Bernardo, la Planetta, Monte Lingo à Spinardo, d'où la ligne, en formant un angle rentrant, passait à travers le vallon du Tanaro par Garessio

par le Pizzo di Revel et le col de l'Azile au col de Tax, dépendant de la division du centre.

Cette ligne qui, dans la moyenne extension, n'avait pas moins de dix-huit heures de marche, n'était défendue que par 24 mille hommes répartis en trois divisions, dont Masséna, sous le général en chef, avait le commandement supérieur, comme on le verra au tableau ci-joint. Le centre confié à Maquart surveillait toujours la position décisive de Tende, et Serrurier à gauche les sources de la Vesubia.

Chances réciproques

On voit par cette description que de chaque côté la défense était aussi aisée que l'attaque de la position adverse difficile. Néanmoins, si la supériorité du nombre était du côté des alliés, elle se trouvait bien compensée par l'inconvénient de leur ligne, dont l'aile gauche n'avait pas de retraite. Un général bien avisé, au lieu d'y accumuler retranchemens sur retranchemens, aurait manœuvré par la droite pour chercher à changer au plutôt de terrain, et à forcer les Français à quitter la position de Borghetto qui leur offrait tant d'avantages pour la défensive. Devins avait d'autant plus de motifs d'en agir ainsi, qu'il n'ignorait pas que son adversaire attendait de jour en jour des renforts, et ne serait pas d'humeur à rester sur la défensive aussitôt qu'il verrait l'équilibre des forces rétabli.

SITUATION de l'A 1795), avant l'arrivée demtales.

DIVISIONS.		FORCE DES BRIGADES.	FORCE DES DIVISIONS.
MASSENA, commandant les 3 divisions de droite, a Albenga.	C. .	2,100	7,700
	V. .	5,600	
SÉJÉAN, a Concente.	S. .	4,600	10,850
	B. .	3,150	
	P. .	3,100	

Ainsi la différence du but des Autrichiens et des Piémontais, le peu d'accord dans leurs projets, et le manque d'unité dans la ligne de défense qu'ils avaient choisie, semblent autant de causes qui devaient concourir aux succès des armes françaises. Nous avons cru indispensable de les rapporter avec quelque soin, parce qu'elles eurent en effet une très-grande influence sur la bataille de Loano.

Le baron Devins ne sortit de sa léthargie qu'après l'arrivée de la première colonne des renforts reçus par son adversaire; encore sa tentative fut-elle plutôt une reconnaissance qu'une véritable attaque. Par une bizarrerie qu'on ne saurait définir, il choisit, pour faire effort, le point de Sucarello qui dans l'origine eût été le plus faible de la ligne française, mais qui, par les travaux exécutés depuis deux mois, se trouvait maintenant le plus redoutable. Il renforça le 17 septembre le comte d'Argenteau de 2 mille hommes d'élite, et lui ordonna d'établir une batterie de six bouches à feu pour protéger l'attaque du lendemain. Le 18, au point du jour, Wallis fit des démonstrations sur le front du général Laharpe, tandis que d'Argenteau canonna vivement le petit Gibraltar, dont il espérait déloger les défenseurs. Mais, quoique les retranchemens n'en fussent pas encore terminés, les 60 hommes qui le gardaient tinrent ferme;

Devins fait attaquer Succarello.

ce qui obligea le général autrichien à employer d'autres moyens. Alors deux colonnes d'environ 600 hommes chacune, se précipitèrent au pas de course du Sambuceo au pied du petit Gibraltar, qu'elles enveloppèrent et essayèrent d'enlever de vive force. Les premiers retranchemens leur furent abandonnés; déjà elles criaient victoire, lorsqu'un feu roulant fit mollir leur ardeur devant le réduit, et les contraignit à battre en retraite; deux autres assauts éprouvèrent le même sort, et d'Argenteau après avoir rallié son monde se disposait à en tenter un dernier, lorsque le général Séjean ordonna à l'adjudant-général St.-Hilaire de sortir du camp des Deux-Frères et de marcher avec les éclaireurs et les grenadiers sur le flanc gauche de l'ennemi. Un brouillard fort épais couvrit ce mouvement, et en assura la réussite : les républicains tombèrent sur les Impériaux dont ils firent un grand carnage, et les ramenèrent la baïonnette dans les reins jusques dans les redoutes de Sambucco. St.-Hilaire, pour ce brillant fait d'armes, fut promu au grade de général de brigade.

Repoussé, il reste sur la défensive.

Cet essai malheureux, dont l'issue était à prévoir, dégoûta Devins de l'offensive, et le confirma plus que jamais dans la résolution d'attendre dans ses positions que l'hiver vînt le débarrasser d'ennemis si opiniâtres. Tout semblait concourir au gré de ses désirs. La marche

des colonnes de l'armée des Pyrénées orientales à travers la France, éprouvait de longs retards par le manque de chaussure et de subsistances; d'un autre côté, Kellermann, à qui on ôtait le commandement, n'osait tenter aucune opération majeure, dans la crainte de déranger les plans de son successeur et de déplaire au comité. Le mois de septembre s'écoula en simples affaires de poste, comme l'enlèvement de Malchaussée par le général Chambaud, au même instant où dans la vallée du Tanaro, le général Miollis chassa les Sardes de Garessio, et brûla le petit camp qu'ils y avaient établi.

Petits combats sur toute la ligne.

Le 2 octobre, Wallis ayant commencé une batterie sur le mamelon de Castellaro, en face de Borghetto, le général Victor Perrin, arrivé d'Espagne depuis quelques jours, y surprit la nuit suivante les Autrichiens, et détruisit tous leurs ouvrages. Ces petits avantages avaient au reste été contrebalancés par quelques actions, telles que celles du 19 à Ribon, et du 23 au col de la Croix où les Piémontais repoussèrent les républicains.

Schérer succède à Kellermann qui prend le commandement des Alpes.

Enfin, Schérer attendu depuis un mois, arriva à Nice dans les premiers jours d'octobre, Kellermann lui remit le commandement, et partit pour Embrun, accompagné des regrets de ses braves, qui ne désespéraient pas néanmoins de cueillir bientôt de nouveaux lauriers avec lui sur

les rives du Pô, où l'on disait hautement qu'il devait faire sa jonction. Mais ces espérances étaient peu fondées; car indépendamment que Schérer ne put commencer ses opérations, avant d'avoir reçu les objets d'équipement, les vivres et munitions promis pour la fin du mois seulement; Kellermann devant faire filer à l'armée d'Italie de nouveaux renforts et ses meilleurs chevaux, se trouvait hors d'état de s'établir de son côté au revers oriental des Alpes dans le bassin du Piémont. Tout ce qu'on pouvait raisonnablement espérer de lui, c'est qu'en harcelant continuellement les Piémontais, il les empêcherait de dégarnir leur centre ou leur droite pour en renforcer les corps opposés à l'armée d'Italie; et ce fut là aussi à quoi se borna son rôle.

Combats insignifians.

Dès qu'il eut établi son quartier-général à Embrun, il ne se passa plus de jour que l'aile droite de l'armée des Alpes ne livrât quelques petits combats. Nos lecteurs ne trouveront pas mauvais que nous les passions sous silence; car, à l'exception d'une reconnaissance générale de la division Vaubois le 15 octobre sur les cols Maurin, et la vallée d'Houlx, aucun ne mérite qu'on en fasse mention.

Deux jours après les neiges tombèrent si abondamment, que les avant-postes furent forcés de se retirer dans les vallées; mais ils reprirent

leurs positions aussitôt qu'elles eurent acquis assez de consistance par la gelée, pour supporter les hommes; et malgré la rigueur du temps, Vaubois fit le 21 de nouvelles reconnaissances dans les vallées de la Stura et de Mayra.

Les détachemens destinés à la première partirent de Malamorte, et se dirigèrent par les cols de Sautron et de la Monge sur les postes de Sarello, du pont de Mayra et des Sallettes, dont ils chassèrent les Piémontais : une tourmente mit obstacle à des succès ultérieurs.

La colonne, chargée de la seconde, partit de l'Arche, tomba sur le poste du col de l'Argentière, et le ramena battant sur sa réserve au village de ce nom, où le combat s'engagea de nouveau. Les Sardes, après une vigoureuse défense, furent culbutés et poursuivis jusqu'aux barricades en avant de Vinadio, où des forces respectables en imposèrent aux républicains.

A cette époque, la plupart des cols étant obstrués par les neiges, l'armée des Alpes se renferma dans un service de surveillance, et la majeure partie des troupes qui composaient la gauche et le centre de celle d'Italie, se réunirent dans la vallée d'Ormea où Serrurier plaça son quartier-général.

D'un autre côté, Augereau ayant amené dans la rivière de Gênes la dernière colonne de l'armée d'Espagne, le moment d'agir paraissait

n'être plus éloigné; mais des contrariétés de toute espèce s'opposaient à ce qu'on reprît immédiatement l'offensive. La plus grave provenait de la pénurie de subsistances et de chaussure; car le général en chef n'avait en mains aucun moyen de la surmonter. En vain la sollicitude du comité de salut public s'était manifestée par différentes mesures pour remédier à ce dénuement absolu; des arrêtés, des instructions ne pouvaient créer des ressources dans un pays naturellement pauvre et déjà ruiné par le long séjour de l'armée. Il fallait de l'argent; et, si Gênes n'en procurait pas, l'expédition courait risque d'être indéfiniment ajournée.

Négociations avec Gênes.

Le comité le sentit, et chargea de ce soin son envoyé Villars, qu'il venait de donner pour successeur à Tilly, dont les formes impérieuses avaient mécontenté les Génois : celui-ci, revêtu du titre de ministre plénipotentiaire, fut non-seulement autorisé à faire droit aux réclamations des négocians lésés; mais encore, s'il faut en croire des renseignemens dignes de foi, à traiter avec le sénat d'un emprunt de 3 à 4 millions en numéraire; une négociation si simple échoua, soit que le gouvernement français n'inspirât pas assez de confiance au sénat de Gênes; soit qu'un tel prêt parût contraire à la neutralité; toutefois Villars fut plus heureux dans les rapprochemens avec les particuliers; plusieurs négo-

cians s'engagèrent à fournir des grains à crédit, en sorte que les subsistances de l'armée se trouvèrent assurées pendant quelques mois.

Premier projet de Schérer.

Tandis que ceci se passait à Gênes, Schérer étudiait le terrain et le personnel de sa nouvelle armée, et se persuadait par un examen approfondi des positions de l'ennemi, que le plan de son prédécesseur et celui du comité de salut public exigeaient également des modifications. Après avoir consulté tous les divisionnaires, il adopta l'avis de Masséna, qui consistait à faire effort sur la droite du Tanaro, afin de se rendre maître de la crête de l'Apennin, et d'écraser successivement les ailes des alliés. Par ce premier plan, le centre et la gauche auraient tenu l'armée Austro-Sarde en échec, tandis que 18 mille hommes conduits par Laharpe, eussent forcé pendant la nuit la gorge de Garessio, et poussé jusqu'au pied de la montagne de Spinardo qu'ils devaient escalader au point du jour. Maître de cette position qui dominait la position des Sardes, Schérer se proposait ensuite de prendre les Piémontais à dos, et de les jeter dans le Tanaro, de retourner ensuite du côté des Autrichiens, de les prendre à revers dans les positions de Roccabarbène, et de les refouler dans le bassin de Loano, où ils n'auraient eu d'alternative que de mettre bas les armes ou d'être jetés à la mer.

Ce projet était préférable à celui de Kellermann, en ce qu'il établissait dès le début une masse imposante entre les Autrichiens et les Sardes; mais, comme il proposait d'écraser d'abord ces derniers, on pouvait craindre que les premiers n'échappassent à temps, et qu'on n'atteignît ainsi ni les uns ni les autres. D'ailleurs il ne suffisait pas que le comité de salut public, prêt à remettre le timon des affaires au directoire, accueillît ce troisième projet, et autorisât l'entreprise; il fallait encore pouvoir en commencer l'exécution, et le délabrement des troupes de l'ancienne armée d'Italie, autant que le défaut absolu de vivres, semblait l'ajourner indéfiniment. A la vérité, de semblables considérations n'arrêtaient point des hommes comme le prince de Savoie qui, loin d'attendre les ordres du conseil aulique, savait les éluder quand il était convaincu de leur inutilité. Bien que Schérer ne pût être mis en parallèle avec ce grand capitaine, il jugea néanmoins qu'il ne lui restait pas assez de temps pour conserver sa réputation et attendre des ordres positifs. Cédant donc aux instances de Masséna et de Laharpe, quoique les deux tiers de ses troupes fussent pieds déchaux, et n'eussent pas deux onces de pain ou de biscuit dans leur sac, il résolut d'attaquer le 15 novembre; mais il tomba la nuit deux pieds de neige sur les montagnes voisines

Les neiges en empêchent l'exécution.

du Tanaro, ce qui rendit la chose impossible. Laharpe expédia un courrier à Albenga, pour annoncer ce contre-temps au général en chef, qui profita de trois jours consécutifs de pluie pour faire filer sous différens prétextes, partie des troupes de Serrurier sur la droite du Tanaro, afin de déployer de plus grandes forces sur les sommités de l'Apennin, et d'assurer sa victoire par la possession de cette clef du front d'opérations.

Nouveau projet de Schérer.

Dès-lors ses premières dispositions furent totalement changées; il renonça à culbuter les Piémontais, et ne visa plus qu'à accabler les Autrichiens dans la rivière de Gênes. La division Augereau à la droite fut chargée de les attaquer entre Loano et le monte Carmelo, et de faire effort particulièrement de ce côté; la tâche de Masséna au centre consistait à enlever les hauteurs de Roccabarbène et de monte Lingo avec les divisions Laharpe et Charlet; tandis qu'à la gauche Serrurier avec 7 mille hommes, tiendrait en échec le corps de Colli dans le camp de San Bernardo et de la Planetta, jusqu'au moment où Masséna, maître des sommités de l'Apennin, pourrait en lui envoyant du renfort, le mettre en état de prendre l'offensive à son tour, et de forcer le passage des gorges de Garessio.

On voit que Masséna était chargé de la partie brillante de ce plan improvisé, car pour en re-

cueillir quelques trophées, il fallait qu'après avoir battu Argenteau, on le prévint encore à Melogno et Settepani, où il devait se rallier à Wallis en cas d'échec : or, il n'était pas facile d'arriver à ce résultat, puisque le général autrichien se trouvait plus rapproché de ces postes que les Français. Il est vrai que Schérer obviait à cet inconvénient en donnant l'instruction à Masséna de faire filer 6 à 7 mille hommes sur les derrières de monte Carmelo pour attaquer l'ennemi à dos, pendant qu'Augereau l'assaillirait de front. On lui enjoignit aussi, au cas qu'il parvînt à gagner les hauteurs de Settepani avant Argenteau, de faire couler en toute hâte 5 à 6 mille hommes sur celles de San Pantaleone, pour couper la retraite au corps de Wallis dans le vallon de Loano.

Ces dispositions étaient à peine arrêtées qu'un bâtiment expédié de Nice par le représentant Peyre, échappa aux croisières anglaises, et apporta 100 mille rations de biscuit, et 24 mille paires de souliers. C'était tout ce qu'on désirait, et l'attaque demeura définitivement fixée au 23 novembre.

Devins, malade, remet le commandement à Wallis.

Au moment où le général français déployait tant d'activité et de persévérance dans ses desseins, le baron Devins retenu à son quartier-général de la Pietra par un abcès à la bouche qui lui avait enlevé la parole, ne témoignait aucune

inquiétude des mouvemens de son adversaire. En vain ses émissaires lui donnèrent connaissance d'une partie de ses projets; rien ne put troubler sa sécurité: confiant dans la supériorité du nombre et les retranchemens dont sa ligne était couverte, il se contenta de recommander la plus grande surveillance sur tout le front, et de remettre le commandement au comte de Wallis. Celui-ci ne se doutant point que ce court intérim entraînât une si grande responsabilité, loin de suppléer au défaut de prévoyance de son général en chef, ayant vu passer le 15 novembre sans événement, crut comme lui que les Français se disposaient à prendre leurs quartiers d'hiver, et sur le rapport des ravages causés par les pluies et les vents au camp de Sambucco, en ordonna l'évacuation. Cet incident eut une influence notable, et procura ainsi à Schérer le point de formation et de départ qui lui manquait sur les flancs escarpés de l'Apennin. Les officiers autrichiens partageant la sécurité de leurs généraux, n'attendaient que l'ordre d'entrer en cantonnemens, et ne servaient plus qu'avec négligence. La plupart s'étaient rendus à Finale où le bruit du canon les arracha du bal le 23, à six heures du matin.

Augereau culbute le centre des Impériaux.

En effet, avant le jour un brick et neuf chaloupes canonnières prirent poste sur la plage, entre Borghetto et la Pietra, pour inquiéter le flanc

gauche de l'ennemi, et l'attaque commença au signal de deux fusées lancées du mont St.-Esprit. A peine les chaloupes canonnières eurent-elles lâché leurs premières bordées, qu'Augereau, dont les trois brigades étaient formées en bataille dans ses lignes, donna l'ordre à l'adjudant-général Rusca de marcher avec 1,700 hommes de troupes légères sur les trois mamelons retranchés qui formaient les avant-postes autrichiens. Les deux premiers furent emportés d'emblée, et aussitôt le chef de brigade Sornet se dirigea avec 400 hommes sur le monte Calvo. Le troisième mamelon, dit le grand Castellaro, défendu par le général Roccavina avec 1,200 hommes et deux pièces de canon, opposa plus de résistance. Une première attaque des chasseurs français fut repoussée, encore qu'elle eût été appuyée par des troupes de la brigade Victor. Augereau, craignant de perdre un temps précieux, laissa sur sa droite la brigade Dommartin pour tenir en échec l'ennemi devant Loano, ordonna à Victor d'investir le mamelon, et prescrivit à Bannel, commandant la brigade de gauche, d'enlever le village de Tuirano, et de gagner conjointement avec Rusca les hauteurs de monte Carmelo. Cette attaque se fit avec vigueur : une partie des troupes qui le défendaient se réfugia vers la Chartreuse, comme dans un réduit de sûreté; l'autre se retira sur le monte Carmelo; les républicains

gravissant alors la croupe des hauteurs où s'appuyait la droite de Wallis, parvinrent à emporter successivement quatre batteries retranchées, dont les pièces furent aussitôt tournées contre les Impériaux.

Belle défense de Roccavina.

Jugeant que le moment était venu de se rabattre sur le Castellaro, Augereau somma alors Roccavina. Celui-ci, témoin de l'échec des siens, offrit de céder le terrain, à condition qu'on le laissât se retirer avec armes et bagages sur le monte Carmelo. Sa proposition n'étant pas accueillie, il consentit un peu plus tard à abandonner son artillerie, en insistant sur la liberté de se retirer. Augereau rejeta cette offre avec dédain, et lui donna dix minutes pour se décider. Puisqu'il en est ainsi, répond Roccavina, *il me faut moins de temps pour passer par là*, en montrant la brigade Victor déployée entre Castellaro et le monte Carmelo. On croit que c'est une bravade; mais il sort de la redoute, tombe en furieux sur les 117e et 118e demi-brigades; leur marche sur le corps, et, malgré le feu du reste de la brigade, parvient à effectuer sa retraite au grand étonnement des républicains, tous pétrifiés de tant de vigueur.

A la vérité la retraite de Roccavina fut favorisée par les manœuvres de la cavalerie que Wallis fit sortir de Loano, et qui donna d'abord d'assez vives inquiétudes à Augereau; mais elle

ne tarda pas à être maîtrisée, tant par le feu des batteries dont Rusca venait de s'emparer, que par celui d'un bataillon de la 118e embusqué fort à propos dans les oliviers.

Au moment où ceci se passait, le général Thierny engageait de la Chartreuse une fusillade très-vive sur la gauche. Augereau le fit attaquer par le général Dommartin avec 3 bataillons de grenadiers, secondés par le feu d'un obusier. La défense ne fut pas opiniâtre, et le général Thierny préféra capituler à suivre l'exemple de Roccavina; 6 à 700 hommes se rendirent prisonniers avec lui.

Wallis évacue Loano.

Ce nouvel échec décida Wallis à évacuer Loano, où jusqu'alors le régiment d'Alvinzy et les hulans avaient tenu tête à la majeure partie de la brigade Dommartin; et il fut s'établir à mi-côte du monte Carmelo, où il espérait prolonger le combat, à la faveur de plusieurs batteries, afin de se concerter ensuite avec Argenteau.

Tel était vers trois heures l'état des choses sur la partie inférieure du champ de bataille. Bien que tout s'y prononçât pour les Français, Schérer n'en était pas moins fort embarrassé. En laissant à Wallis le temps d'achever ses dispositions, il s'exposait à perdre ses premiers avantages, et rendait le succès de la journée incertain : s'il le poussait vivement, il le rejetait dans sa voie de retraite, et les plus beaux fruits de la

victoire lui échappaient. Il prit un parti mixte en attendant des nouvelles de Masséna, ce fut de harceler le front de l'ennemi avec les 3 brigades d'Augereau, et de détacher quelques bataillons à Sornet, qui avait délogé avec sa poignée d'hommes le poste autrichien du monte Calvo, afin de le mettre à même de prendre à revers la ligne de Wallis, aussitôt qu'on serait informé du succès de l'attaque du centre.

Attaques de Masséna sur l'Apennin.

Pendant que ceci se passait dans le bassin de Loano, Masséna, conformément à ses instructions, avait fait attaquer les flancs d'Argenteau par les généraux Labarpe et Charlet. Le premier chassa de Malsabocco comme des ombres les régimens italiens de Belgiojoso et de Caprara, et fit un grand carnage de 2 bataillons piémontais qui voulurent lui résister; l'autre enleva aux Impériaux Banco et toute l'artillerie qui le garnissait. Ces deux opérations terminées, Masséna réunit ses troupes, et marcha en toute diligence sur Bardinetto où Argenteau avait rallié ses forces, et l'attaqua de front et sur les flancs. Le combat devint opiniâtre, Charlet tomba blessé à mort, et ses troupes furent plusieurs fois ramenées; mais Masséna décida la victoire, en chargeant à propos à la tête de sa réserve. Les Impériaux battus se retirèrent, de peur d'être enfoncés. A peine aperçut-il leur mouvement rétrograde, qu'il envoya le général Cervoni

Il accable Argenteau à Bardinetto.

avec 3 bataillons par des sentiers très-difficiles s'emparer des hauteurs de Settepani et de Melogno, tandis qu'il harcèlerait leurs derrières. Ces précautions devinrent inutiles : Argenteau perdit la tête, et au lieu de chercher à se rallier à Wallis, se retira dans le plus grand désordre à Murialto, derrière la Bormida.

Les éclaireurs de Cervoni en arrivant sur les hauteurs de Melogno, prirent un aide-de-camp de Devins qui apportait à Argenteau l'ordre de se retirer. Dès que Masséna sut qu'il était maître de ce point, il ne laissa qu'une brigade à la poursuite du gros de l'ennemi, et malgré la fatigue de ses troupes, il poussa l'adjudant-général Joubert avec 1,500 hommes sur les hauteurs de San Pantaleone, se disposant à le suivre avec le gros de ses forces.

Un ouragan suspend les attaques.

Il ne restait donc vers trois heures qu'à enlever par un dernier effort la position du monte Carmelo pour achever la défaite des Autrichiens; mais, malgré la précaution des signaux, dont on était convenu de se servir à défaut d'ordonnances sur ce champ de bataille hérissé de rochers et de montagnes escarpées, Schérer n'apprit les premiers succès de son lieutenant à Roccabarbène et Banco qu'à quatre heures du soir, au moment où un violent ouragan, accompagné de grêle, couvrit les deux armées d'une nuit épaisse, et les força à suspendre leurs coups.

Cependant Serrurier avait embrassé par ses fausses attaques tout le front de l'aile droite des Austro-Sardes commandée par Colli. Une colonne dirigée par le général Pigeon, inquiéta San Bernardo et la Planetta. Serrurier au centre avait feint de vouloir forcer par Intrapa, tandis qu'à la gauche du Tanaro, le général Pelletier, partant de Cia-Bernardo fit mine d'attaquer sérieusement la Chartreuse, et de percer dans le vallon de Cas-Sotto. Quoique ces diverses colonnes ne dussent faire que des démonstrations, elles engagèrent toutes trois de vigoureux combats. Pigeon s'étant opiniâtré à enlever le poste de San Bernardo défendu par le marquis de Colli avec son bataillon de chasseurs et un de grenadiers, y perdit 250 à 300 hommes. Serrurier plus prudent sembla ne pousser les Sardes sur le Tanaro, que pour donner l'occasion au major-général Montazia de croire que les renforts qu'il avait amenés au régiment d'Asti et à la légion légère décidèrent la victoire sur ce point. Quoi qu'en aient dit les rapports piémontais, l'objet de ces démonstrations fut rempli, et Colli n'eut pas le loisir de secourir Argenteau.

Serrurier moins heureux est repoussé par Colli.

Ainsi, dès la fin de la première journée, les républicains avaient forcé le centre de l'armée austro-sarde, et se trouvaient en mesure d'en accabler la gauche dans le bassin de Loano, par la réunion du centre à leur droite.

Résultats de cette première journée.

Cependant Wallis, sans aucune nouvelle de ce qui s'était passé au-delà du mont Roccaro, avait rallié son corps sur les hauteurs du mont St.-Martin; mais, informé durant la nuit de la déroute d'Argenteau, il ne jugea pas prudent de recevoir le combat le lendemain; en conséquence, il marqua sa retraite sur les hauteurs de Gozza et de Finale, d'où il espérait encore favoriser l'évacuation des magasins de cette dernière ville, et de Savone.

Retraite des Autrichiens.

Après avoir allumé de grands feux sur toute la ligne, l'aile gauche divisée en trois colonnes se remit en marche vers huit heures du soir pour aller reprendre les positions qu'elle avait occupées trois mois auparavant; mais la colonne du centre aux ordres du général Pittoni qui devait se porter sur les hauteurs de San Pantaleone par un chemin direct, ayant été égarée par l'officier d'état-major qui lui servait de guide, après avoir contourné dans l'obscurité de la nuit le pied des hauteurs, arriva sur le chemin de la Corniche, réservé à la colonne de gauche, et déjà encombré par l'artillerie. Cette méprise donnant lieu aux murmures, l'officier d'état-major, jaloux de la réparer, engagea la colonne dans une gorge qui n'avait pour tout chemin que le lit d'un torrent rapide, dont elle ne put sortir que vers neuf heures du matin. Ce retard eut des conséquences très-funestes, en permettant

aux républicains de prendre poste sur les hauteurs de San Pantaleone.

Seconde journée.

Schérer, instruit des brillans succès de Masséna, et de l'arrivée de Joubert sur ces hauteurs, se mit au point du jour à la poursuite des Autrichiens. Augereau remonta l'Apennin avec deux de ses brigades, tandis que l'autre longea la côte. De son côté, Masséna, prévoyant que la retraite des Impériaux allait s'opérer par la gorge de San Giacomo, donna l'ordre à Joubert de s'en emparer avec ses meilleurs marcheurs, et se disposa à le suivre avec le reste de son avant-garde.

La colonne de Pittoni égarée est à peu près détruite

La colonne de Pittoni, après s'être retirée de la gorge de San Giacomo, croyait être sauvée, et un épais brouillard, en dérobant à ses regards les mouvemens de Joubert, contribuait à l'entretenir dans sa sécurité; lorsqu'un feu de mousqueterie très-vif accueillit son avant-garde, et sema la terreur dans toute la colonne; pourtant il n'y avait pas de quoi : c'était celui d'un avant-poste qui se replia aussitôt sur le gros du détachement républicain. Mais la peur ne raisonne pas : le général Pittoni, sans reconnaissance préalable, convoqua un conseil, et malgré les avis du comte de Stuckenfeld qui commandait son avant-garde, et de plusieurs autres officiers, il demanda si l'on se ferait jour, ou si l'on attendrait de nouveaux ordres de Wallis. La solution

d'une pareille question faite à des gens découragés, fut, comme il est aisé de le prévoir, dans le sens que désirait le vieux général. On décida qu'en attendant des ordres de Wallis, on s'établirait sur le premier mamelon à portée, où d'anciens retranchemens espagnols semblaient offrir un refuge assuré contre les attaques de l'ennemi.

Pendant qu'on perdait ainsi le temps en délibérations pusillanimes et en dispositions défensives, Joubert trop faible et trop éloigné de Masséna pour en être soutenu à temps, se retira et prit une position d'observation sur les hauteurs de l'autre côté d'un ravin, bien résolu de disputer aux Autrichiens ce passage, qu'il ne se sentait pas en état de leur fermer absolument.

Si les Autrichiens avaient su mettre le temps à profit, ils eussent encore pu échapper; car une charge vigoureuse eût suffi pour ouvrir le passage; mais loin d'imiter l'intrépide Roccavina, ils ne se battirent qu'à leur corps défendant, c'est-à-dire, lorsque Joubert étonné de leur inaction, et renforcé par quelques centaines d'hommes, commença lui-même à tirailler sur les bords du ravin. Cet engagement ne fut pas sérieux; la pluie qui survint le fit cesser, et la fatigue écrasant les républicains comme les Impériaux, on forma de part et d'autre des faisceaux pour allumer les feux et se sécher.

Enfin, les ordres de Wallis arrivèrent, ils

prescrivaient de battre en retraite sur Finale. Pittoni au comble de ses vœux prit un bataillon de suite pour s'y rendre, et enjoignit au reste de ses troupes de le suivre à deux heures de distance.

De nouvelles méprises retardèrent encore ce mouvement, et dans cet intervalle, Masséna étant arrivé avec une partie des divisions Laharpe et Charlet, il suivit à la piste la colonne dans la gorge, et la mit dans un désordre d'autant plus grand qu'au même moment Augereau l'attaquait en flanc avec ses troupes légères. Les Autrichiens furent saisis d'une terreur panique. Le régiment formant tête de colonne fit volte-face, et choqua si violemment celui qui le suivait, que les soldats s'écrasèrent et tombèrent pêle-mêle dans le précipice qui bordait le chemin. Jamais il n'y eut scène plus horrible de carnage et de destruction: 48 pièces de canon et plus de 100 caissons furent abandonnés dans ce défilé.

La colonne de droite, plus heureuse, échappa par des sentiers pour ainsi dire impraticables, à la poursuite de Masséna. Wallis, favorisé à la gauche par les accidens du terrain qu'on rencontre le long de la côte, quoique fort incommodé par le feu de la flottille qui rangeait le rivage, céda le terrain peu à peu au général Dommartin qui le pressait sur le chemin de la Corniche, et parvint à rallier son monde avec beaucoup de peine

dans une position entre Cadibona, monte Ajuto, Madona del Monte et Vado. La pluie qui tombait à torrens arrêta la poursuite des vainqueurs à Finale où ils recueillirent des magasins considérables.

Schérer renforce sa gauche pour attaquer Colli.

Le 25, Schérer certain de la défaite des Autrichiens, envoya 5 mille hommes à Serrurier avec ordre d'attaquer vigoureusement les Piémontais, tandis que le centre et la droite pousseraient leurs alliés entre l'Apennin et la mer. Augereau se remit en effet ce jour là à leur poursuite; mais les difficultés du chemin ne lui permirent pas de dépasser Vado. Cependant Wallis craignant qu'un plus long séjour dans sa position de Cadibona ne donnât aux Français le temps de s'emparer de tous les cols de l'Apennin, et de couper sa retraite sur les états du roi de Sardaigne, remit en marche les débris de son armée sur deux colonnes. La première se dirigea de Madone del Monte par Cadibona sur Altare où après s'être réunie le 27 à ceux du centre que le général Liptay lui amena par Millesimo, continua sa route sur Dego, où elle arriva le 28; la seconde se rendit de Savone par Montenotte, Ponte-Ivrea et Malvicino à Acqui, où elle entra le 29.

Wallis se retire sur Acqui.

Cette retraite ne fut inquiétée par les Français que le premier jour. Le mauvais temps ne permettant pas de s'attacher avec acharnement aux traces de l'ennemi.

Tandis que les Autrichiens s'échappaient avec tant de peine des mains des Français, Serrurier enhardi par le renfort que lui amenaient les généraux Menard et Joubert, changea de rôle et attaqua sérieusement les Piémontais. Colli privé de renseignemens précis sur les événemens de la veille, défendit avec opiniâtreté les gorges de Garessio, et y fit éprouver une perte assez considérable; mais ayant reçu dans la soirée le détail des désordres du centre et de la gauche, il en fut tellement découragé qu'il évacua dans la nuit les postes de San Bernardo et della Sotta, sans même en enlever l'artillerie : les Français tirèrent à peine quelques coups de fusil, pour prendre possession des hauteurs de Spinardo; Serrurier poursuivit sa marche jusqu'à Maramassa et St.-Giovanni, à une lieue de Ceva, puis revint s'établir à Bagnasco et Batifolo. Retraite des Sardes.

Telle fut dans ses détails la bataille de Loano, qui termina la campagne de 1795. Les Autrichiens y perdirent environ 7 mille hommes, dont 5 mille prisonniers, plus de 80 pièces de canon, y compris celles qui armaient Loano, Vado et Savone, outre d'énormes magasins de grains et de fourrages. Tant de trophées ne coûtèrent pas aux vainqueurs plus de mille hommes. Schérer, trop circonspect peut-être pour recueillir les fruits de sa victoire, jugea néanmoins tout ce que l'armée d'Italie pourrait Résultats de la victoire de Loano.

faire la campagne suivante. Il proposa au directoire de porter au printemps le théâtre de la guerre en Italie. Le peu d'élévation de l'Apennin, sa température moyenne, le voisinage de la mer, le rapprochement de la crête principale ou pendant des eaux entre Finale et Gênes, tout lui démontrait que c'était par là qu'il fallait pénétrer en Piémont.

Maître de la tête des vallées de l'Orba, de la Bormida et du Tanaro, il se trouvait dans la position la plus heureuse pour séparer au début de la campagne suivante les Autrichiens des Sardes. En effet, soit qu'il débouchât par les vallées de l'Orba, ou qu'il suivît celle de la Bormida, il donnait aux premiers des inquiétudes sérieuses sur la Lombardie, qui, de ce côté n'est couverte que par Tortone et le Pô, sur les rives duquel on arrive en quatre ou cinq marches. Préférait-on au contraire envahir le Piémont, en débouchant par la vallée du Tanaro, l'on n'avait devant soi que les places de Ceva et de Mondovi, trop faibles alors, malgré les améliorations de leurs ouvrages, pour arrêter la marche des Français sur Turin. Dans l'un et l'autre cas, il était aisé de juger que la direction de l'armée républicaine menaçant également les Autrichiens et les Sardes, les premiers ne découvriraient point la Lombardie pour voler au secours de Turin, et que les Sardes ne quitteraient point le

bassin du Piémont, pour aller courir les chances d'une bataille, loin de leur capitale, aux environs de Plaisance.

L'apparition d'une armée républicaine en Piémont devait décider le roi de Sardaigne, ruiné par trois campagnes malheureuses, à renoncer à une alliance odieuse à son peuple et peu utile pour lui. Une fois en Piémont, soit qu'il séparât sa cause de celle de l'Empereur, soit qu'il voulût continuer à guerroyer jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier écu, l'armée républicaine n'avait que le Pô à franchir pour envahir la Lombardie, et porter le coup le plus sensible à l'allié que Victor Amédée redoutait. Schérer dressa donc son plan en conséquence, et le soumit au gouvernement. Comme il est rare qu'on critique, dans les premiers momens de joie, les projets d'un général vainqueur, il fut approuvé, et le directoire le chargea d'en préparer l'exécution pendant l'hiver.

Avant de retourner à Nice pour s'en occuper, le général en chef distribua ses troupes de la manière suivante : Laharpe commandant la 1re division d'avant-garde, cantonna à Savone et environs; celle de Masséna fut placée entre San Giacomo et Melogno : Augereau couronna avec la sienne toutes les têtes des vallons de la Bormida; enfin Serrurier occupa les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro, depuis Ormea

jusqu'à Bagnasco. Le centre de l'armée garda toujours le col de Tende et Garessio; la gauche ne quitta point les vallées de la Vesubia et de la Tinea.

Huit jours avant que l'armée d'Italie commençât ses opérations, les neiges étaient devenues si abondantes sur le vaste front de l'armée des Alpes, que Kellermann ne put rien entreprendre au revers des monts. Il conserva néanmoins ses postes sur leurs sommets glacés, jusqu'à ce que Schérer lui eût mandé sa victoire. Alors seulement des 34 bataillons dont se composaient son armée, 5 cantonnèrent aux environs de Barcelonette, 4 à Briançon et ses forts, 7 dans la Maurienne et pour la garde du Mont-Cenis, 6 dans la Tarentaise pour la garde des monts Valaisan et St.-Bernard, 2 à Chambéry et sur les bords de Genève, 6 à Grenoble ou dans le département de la Drôme, 4 et 2 régimens de cavalerie à Lyon.

Les Alliés, de leur côté, prirent des quartiers d'hiver; la droite et le centre des Sardes dans les différentes vallées où ils avaient coutume de passer la mauvaise saison; la gauche sous Colli, entre Ceva et Asti: les Autrichiens s'établirent entre cette dernière place et Tortone, indiquant ainsi qu'ils étaient moins disposés à soutenir leurs alliés, qu'à se retirer au moindre échec par Plaisance en Lombardie.

La résolution de Schérer de s'arrêter ainsi au milieu d'une victoire décisive, donna au cabinet sarde le temps de se reconnaître. La bonne contenance de Colli devant les fausses attaques de Serrurier, ne le dédommageait guère des embarras où le délabrement de ses alliés et les troubles de Sardaigne allaient le plonger. Cette île, en proie à l'anarchie, menaçait d'une scission avec le continent. Un mélange d'esprit démagogique, de haine aux Piémontais, agitait cette province; comme de nos jours nous avons vu la Sicile en guerre ouverte avec le gouvernement napolitain; et on ne saurait assigner des causes différentes, à des résultats qui offrent de pareils rapprochemens. Le district de Sassari, les rues même de Cagliari avaient été le théâtre de maints excès, et la force armée ne paraissait plus suffire à leur répression.

Le cabinet sarde déplorait ces événemens, quand le canon de Masséna, tonnant dans les vallons de la Bormida, et retentissant de proche en proche, vint porter l'épouvante jusqu'aux murs de Turin. Si Schérer avait bien connu l'ascendant que sa victoire lui donnait sur ses adversaires, il aurait peut-être marché plus vivement, et acquis la gloire d'imposer la paix au roi de Sardaigne. Le prince de Piémont, le ministre de la guerre, l'intendant des finances, s'accordaient déjà à la présenter comme indis-

pensable. Un déficit de 120 millions, aucun moyen de le couvrir et de continuer la guerre; une île importante prête à échapper, enfin la perspective de devenir à jamais une préfecture autrichienne; tels étaient les motifs que les partisans de la paix donnaient pour appuyer leur système. La crainte, les préjugés et les faux calculs du premier ministre en ordonnèrent autrement.

L'espoir que les succès de Clairfayt forceraient les Français à détacher des troupes des Alpes sur le Rhin, les sollicitations des cabinets de Londres et de Vienne, la promesse que Naples prendrait enfin part à la guerre, quand tout le monde soupirait après la paix, fixèrent l'esprit indécis de Victor Amédée. Revenu de sa première frayeur, il se hâta d'encourager ses troupes par des proclamations, et après leur avoir présenté ce mince succès de Colli comme une victoire capable de balancer les revers de ses alliés, il les appela à de nouveaux triomphes.

Troubles en Corse.

La Corse ne donnait guère moins d'inquiétude à l'Angleterre, que l'île de Sardaigne à la cour de Turin. Le cabinet de Londres appela vainement Paoli en Angleterre : le nom seul de ce chef célèbre était encore capable d'agiter l'île, et la défiance qu'on semblait lui montrer, ne pouvait satisfaire ses nombreux adhérens. Le parti républicain se grossit bientôt d'une foule

de mécontens; et, partout, des vengeances particulières attestaient que la possession de cette frêle couronne coûterait cher à Georges III. Cependant, aucune démarche ne fut négligée pour procurer à la Corse de bonnes relations avec les barbaresques : on espérait s'attacher les habitans, en ouvrant des débouchés à leur commerce : mais un peuple inquiet et mécontent raisonne mal des intérêts éloignés; et les mesures fiscales, adoptées par le parlement, trouvaient de vives oppositions dans les vallées. Déjà, à la suite de quelques rixes sanglantes, entre les bataillons corses et anglais, on avait résolu de rappeler à Gibraltar une partie de ces derniers, et de les faire remplacer par les régimens émigrés, de Damas et de Rohan, venus de Hollande. Une insurrection éclatée à Borgo-Gaone, puis à Nabbio, s'étendit bientôt jusqu'aux portes de St.-Florent. Guidés par Tuvera et Zambolino, les républicains s'emparèrent de Corté où ils arborèrent le drapeau tricolore; et les Anglais, réduits à se renfermer dans les villes maritimes, purent juger qu'à la moindre apparition des forces de la France, l'île entière se soustrairait à leur domination.

CHAPITRE LIV.

Affaires maritimes et coloniales durant la campagne de 1795. — État de la Grande-Bretagne. — Ouverture prématurée du Parlement. — Insurrection populaire à Londres.

Prise de la Hollande. Neutralité de la Prusse, Suède et Danemarck.

LES combats livrés dans la Méditerranée, par l'amiral Hotham, à la flotte de l'amiral Martin, et celui de Lorient perdu par Villaret-Joyeuse, rapportés avec les opérations des armées d'Italie et de l'Ouest, furent les seuls engagemens sérieux que la marine républicaine eut à soutenir dans les mers d'Europe; mais plusieurs événemens importans s'étaient passés dans les deux hémisphères.

Expédition de Gantheaume dans le Levant.

Le comité de salut public, qui depuis deux ans ne se signalait pas par les expéditions navales les mieux combinées, avait enfin résolu de tirer parti des vaisseaux disponibles à Toulon, pour intercepter les riches convois que l'ennemi attendait du Levant, et rétablir un peu le crédit du pavillon républicain dans les eaux de Smyrne, où le capitaine Blondeau se trouvait bloqué par quelques frégates. Le chef de division Gantheaume sortit à cet effet dans les derniers jours

de septembre avec une escadre légère. Après avoir failli enlever le vaisseau du capitaine Nelson dans les parages de la Corse, et reçu lui-même la chasse des amiraux Mann et Parker, il parvint heureusement au but de sa destination, et ramena la division de l'Archipel; cependant les bâtimens de commerce qu'il espérait capturer échappèrent à ses recherches.

Richery fut plus heureux; le comité sous prétexte de remplacer à Brest les 6 vaisseaux envoyés dans la Méditerranée au commencement de la campagne, prescrivit à cet officier d'appareiller de Toulon avec le même nombre de bâtimens, et lui confia en même temps une mission dont le but, resté inconnu jusqu'à ce jour, était, dit-on, pour le cap de Bonne-Espérance et pour l'Inde. Richery s'empare d'un riche convoi.

Cette escadre après avoir débouché du détroit, tomba à la hauteur du cap St.-Vincent sur ce précieux convoi, escorté par 3 vaisseaux. La lutte ne fut pas longue; Richery eut bientôt mis l'escorte en fuite et repris *le Censeur*, qui avait amené son pavillon au combat d'Alassio. Ses frégates amarinèrent 30 bâtimens, estimés à plus de 40 millions, avec lesquels il entra à Cadix. Cette riche capture fut peut-être un malheur; puisqu'on consuma à la mettre en sûreté et à la vendre, un temps précieux, dont la perte devint fatale à une expédition importante, et le

détourna du point essentiel de sa mission. D'un autre côté, les capitaines Moultson et Robin avaient également enlevé une bonne partie d'un convoi venant des Antilles, et qu'une tempête affreuse venait de disperser. Ainsi, un petit nombre de vaisseaux français jetaient partout l'épouvante parmi le commerce anglais, et il fut un instant où la république ne gagnait pas moins aux spéculations des marchands de la cité que l'Angleterre elle-même. Ces riches et faciles trophées justifièrent un instant le système de changer la guerre maritime en courses partielles. Le gouvernement français convaincu de l'inhabileté de ses escadres à combattre en ligne, crut trouver une compensation dans le courage individuel de ses marins, et transforma ses meilleurs bâtimens en corsaires : on se consola de ne pouvoir cueillir des lauriers, en faisant du mal à l'Angleterre.

Les Anglais s'emparent du cap.

Les rivages africains devinrent en échange le théâtre d'événemens plus décisifs. Une expédition anglaise commandée par le général Craig et l'amiral Elphingstone s'était dirigée vers le cap de Bonne-Espérance, dont on comptait prendre possession au nom du Stathouder; mais le gouverneur ayant repoussé cette proposition insidieuse, le général Craig s'empara le 14 juillet de la ville de Simon; puis emporta les fortes positions de Muysenberg, pour attaquer ensuite régulièrement la ville du Cap. Cette clef des mers

de l'Inde, placée à la pointe méridionale de l'Afrique, à la station la plus importante de la navigation européenne, est assez connue pour nous dispenser d'en énumérer les avantages inappréciables. Le général Craig renforcé le 3 septembre par un corps venu de St.-Salvador, obligea la ville et le fort à se rendre le 23 du même mois.

Le gouvernement batave, dans les premiers embarras qui accompagnèrent son installation, ne songea pas assez tôt à y envoyer des renforts. Une escadre équipée, partie à la fin de cette année, à l'effet de lui en porter, arriva lorsqu'il n'en était plus temps, et ne fit qu'augmenter les trophées de l'ennemi.

L'amiral Reynier s'empare de Ceylan.

Un succès non moins important signalait les armes britanniques dans les mêmes parages; je veux parler de l'invasion de l'île de Ceylan et de la prise de Trinconomale par l'amiral Reynier.

Le commandant des forces navales dans l'Inde parti de Madras dès la fin de juillet, avait dirigé un détachement contre Malacca, et se présenta lui-même devant Trinconomale, que le colonel Braitwaithe attaqua à la suite d'une vaine sommation. Le débarquement effectué avec peine coûta aux Anglais le vaisseau *le Diomède*, qui échoua sur un rocher en forçant l'entrée du port. Cependant la ville battue en brèche, après huit jours de tranchée, capitula le 26 août, et le

fort d'Ostenbourg imita son exemple le lendemain; cette conquête procura au vainqueur non-seulement une place d'armes intéressante, mais un des meilleurs ports de l'Inde. Colombo et Jeffanapatnam n'opposèrent pas une très-longue résistance, et cette île non moins importante par sa situation et son commerce que par son étendue, subit en peu de temps le joug britannique. Malacca et les autres comptoirs hollandais de la presqu'île, en butte à la puissance formidable de la compagnie anglaise, ne purent échapper à un pareil sort, plus facile à prévoir qu'à éviter.

Affaires aux Indes occidentales.

Dans les Antilles, les choses n'allaient pas si bien au gré de l'Angleterre; Victor Hugues et Goyrand profitant des avantages momentanés que leur donnait l'affranchissement des noirs, parvinrent à s'emparer de St.-Eustache, et à fomenter dans les possessions britanniques les troubles les plus sérieux. Les Anglais assaillis à Ste.-Lucie, voyant emporter d'assaut les forts de Gros-Islets et autres postes extérieurs, ne se confièrent pas à la force inexpugnable du Morne-Fortuné, et l'évacuèrent sans attendre la dernière extrémité : la Grenade, la Dominique, St.-Vincent, devinrent même le théâtre de plusieurs soulèvemens; la dernière surtout demeura en partie au pouvoir des noirs. Pour mettre le comble à ces revers, l'escadrille du contre-ami-

ral Leissegues, portait la désolation dans les convois.

Revers des Anglais à St.-Domingue.

A St.-Domingue, les ennemis de la France eurent également à soutenir de rudes assauts : les soldats d'Albion trouvèrent dans les hommes de couleur de Rigaud et de Lavaux, et dans les bandes noires de Toussaint, des adversaires redoutables : les premiers, endurcis aux fatigues, habitués aux intempéries du climat, suppléaient à la valeur brillante du guerrier européen par le courage féroce de l'homme sauvage, et par le fanatisme le plus exalté pour la cause qui leur avait mis les armes à la main. Le soldat noir, agile, vigoureux, infatigable, frugal, était souvent impétueux et acharné dans le combat : à la connaissance des lieux, il joignait encore l'avantage de la supériorité numérique, d'un recrutement facile, et d'un asile impénétrable dans ses mornes. Pour peu que les chefs sussent tirer parti de pareils élémens, il était aisé de prévoir que les efforts lointains et partiels du cabinet de St.-James viendraient se briser contre une île qui pouvait au besoin lever une puissante armée.

Nous allons esquisser rapidement les principaux événemens relatifs à cette colonie, en remontant au point où nous les avons laissés. La paix de Bâle cédant la partie espagnole à la France, arrêta heureusement les incursions des bandes de Jean-François, qui s'embarqua avec

ses principaux officiers pour aller jouir dans la Péninsule des faveurs dont on l'avait accablé. Toussaint Louverture, débarrassé de ce compétiteur, se trouva ainsi seul chef de la caste noire, dont il devint l'idole; et trop rusé pour ne pas se servir d'un si puissant levier, on verra bientôt avec quel art il sut en faire l'instrument de son crédit et de son élévation.

Le général Lavaux, de son côté, apprécia le parti qu'il pourrait tirer d'un tel auxiliaire : renforcé par le licenciement des troupes de Jean-François, il occupa aussitôt la province du nord, à l'exception du Môle-St.-Nicolas qui resta aux Anglais. Dès-lors toute son attention put se fixer sur la partie de l'ouest qu'ils avaient envahie: expulsés des sources de l'Artibonite, ils furent bientôt repliés sur St.-Marc : Toussaint Louverture s'établit aux Verrettes, à la petite rivière, et sur l'Esther. Développant déjà toute l'astuce de son caractère, il chercha à entamer des négociations avec différens chefs anglais, sous prétexte de leur livrer les Gonaïves et autres places sous ses ordres; mais en effet pour les attirer dans les embûches qu'il leur dressait à dessein de les détruire en détail, car aucun moyen ne lui répugnait, dès qu'il en pouvait résulter la ruine de ses ennemis. Il en voulait surtout au brigadier Brisbane, se félicitant d'offrir cette capture aux nouveaux commissaires attendus de

France, comme une preuve de son attachement à la république ; il comptait bien obtenir en retour de nouvelles marques de confiance, et une extension d'autorité.

Brisbane, mis en garde par différens avis, mais craignant de perdre l'occasion d'un traité avantageux, ou de tomber dans un piége, jugea prudent de donner suite à la négociation, en se faisant remplacer par le colon émigré qui commandait à St.-Marc. Cet officier, escorté par des hommes de couleur revêtus d'uniformes anglais, débuta par offrir de l'argent à un ambitieux qui n'avait d'autre soif que celle du pouvoir. Toussaint piqué de se voir déçu, et affectant la plus vive indignation, fit saisir, par une troupe apostée, ce député avec ceux qui l'accompagnaient; puis les fit traduire devant une commission militaire qui les condamna à être fusillés *pour avoir voulu corrompre le vertueux général noir.*

Toussaint s'avança ensuite sur St.-Marc, à la tête des légions du nord : elles n'avaient encore ni assez de discipline ni assez d'expérience pour entreprendre un siége régulier; aussi les attaques décousues qu'elles tentèrent contre l'enceinte retranchée de cette ville, furent-elles repoussées, de même que celles du général Rigaud sur le Port-au-Prince. En homme prudent, Lavaux ne voulant pas rebuter ses troupes

encore mal aguerries, leur donna l'ordre de lever le siége.

Les Anglais en proie à des maladies cruelles, harcelés par des attaques fréquentes, jugèrent à propos de se renfermer dans la stricte défensive des points les plus importans pour eux, comme stations militaires, ou comme comptoirs. Le général Rigaud sut profiter de ce repos pour rétablir la culture, en faisant sentir aux noirs que c'était l'unique moyen de soutenir la guerre, et de défendre leur liberté. Les Anglais trop faibles pour les réduire, cherchèrent en vain à paralyser leurs succès par des divisions intestines. Voyant leurs trames déjouées, et ayant reçu quelques renforts, ils résolurent enfin une nouvelle tentative dans le sud. Le 22 décembre, l'amiral Parker parut avec son escadre devant Leogane où il débarqua 1,500 hommes de troupes britanniques, sous les ordres du général Bower, et autant de colons émigrés organisés en légions.

Pendant que ces troupes faisaient l'investissement de la place, l'escadre anglaise embossée, bombardait vivement le fort Çà-ira; on lui répondit néanmoins avec tant de succès, qu'elle fut obligée de gagner le large. Les assiégeans, après plusieurs attaques inutiles, se retirèrent par terre et par mer sur Port-au-Prince, dans la crainte d'être bientôt cernés, entre la ville et

les forces qui s'apprêtaient à la secourir. Ces invasions ennemies avaient mis des entraves aux relations de la province du sud avec celle du nord; et la première se souciait d'autant moins de les rétablir, qu'indépendamment de la rivalité naturelle des chefs, Rigaud reprochait encore à Lavaux de donner trop d'influence aux noirs et à leurs généraux. Cependant ils s'accordaient à vouer une haine commune à l'Angleterre, et ne négligeaient rien pour pousser avec vigueur une guerre dont le résultat de l'attaque de Leogane promettait l'heureuse issue.

Le climat seconda leurs efforts. Une de ces épidémies si fréquentes dans les parages de la mer des Caraïbes, la fièvre jaune, vint semer ses ravages parmi les troupes britanniques, et doubler les difficultés que l'extension de leur puissance, et la résistance des noirs, mettaient à la paisible possession de leurs conquêtes. Réduites de moitié par ce fléau destructeur, elles attendaient avec anxiété des renforts: l'amirauté ordonna deux nouveaux armemens; mais l'amiral Christian, parti dans le courant de novembre avec un corps de 5 à 6 mille hommes, fut assailli par une tempête horrible, et son convoi dispersé de telle sorte qu'il rentra à Spithead avec ses bâtimens de guerre, laissant près de 200 transports, errer dans toutes les directions, à la merci des flots ou des croiseurs républicains.

Une autre expédition s'apprêtait à Cork, en Irlande, à l'effet de porter aux Indes occidentales un corps plus nombreux encore. Nous aurons occasion de revenir plus tard sur son issue, car elle appartient aux événemens de la campagne suivante.

Ouverture du Parlement. Attentat sur la voiture du Roi.

Les efforts imposés à l'Angleterre, malgré les avantages qui devaient en résulter dans l'avenir, ne laissaient pas de paraître lourds au peuple. L'énormité des taxes, la cherté excessive des grains, résultat de deux mauvaises récoltes, la presse sévère et les levées de matelots exigées de tous les bâtimens en proportion de leur tonnage, l'institution des milices, la suspension des libertés, n'étaient point rachetées par des bienfaits assez évidens pour faire cesser les murmures; et le nombre des mécontens s'accrut encore par les pertes que les escadres légères et les corsaires républicains faisaient essuyer au commerce. La nécessité de prévenir les dangers dont les îles britanniques étaient menacées, et d'aviser de bonne heure aux moyens de soutenir la guerre sur terre comme sur mer, dans la campagne qui allait s'ouvrir, décida le ministère à convoquer le parlement pour la fin d'octobre. Le Roi, en s'y rendant, fut assailli par une populace furieuse, qui demandait à grands cris la paix et le renvoi de Pitt : ce monarque, en butte aux propos les plus outrageans, ne parvint à la chambre

qu'à travers mille obstacles; il eut même la glace de sa voiture brisée par une balle, tirée à ce qu'on croit d'un fusil à vent.

Toutefois le discours du Roi pour l'ouverture des chambres, ne répondit guère à l'attente générale; fier de l'alliance qu'il venait de conclure avec la Russie et l'Autriche, son ministère voyait dans ses relations avec Catherine, un ample dédommagement du double échec que sa politique avait essuyée par la défection de la Prusse et de l'Espagne; et il ne voulait de paix qu'autant qu'il en dicterait les conditions. Après avoir tracé selon l'usage, un tableau fort incomplet de l'état des affaires, dans lequel il eut grand soin de passer sous silence les désastres de Quiberon, et d'exagérer les chances de succès qui restaient à l'Angleterre, Georges III laissa néanmoins entrevoir que la constitution adoptée en France donnait l'espoir d'y voir établir un gouvernement avec lequel on pourrait traiter sans danger comme sans humiliation. Mais dans l'incertitude, il demandait qu'on se préparât à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais.

L'opposition, s'élevant avec force contre ce système, ne manqua pas d'observer combien il fallait rabattre des prophéties ministérielles, et des résultats qu'on s'était promis de la coalition. Fox, Gray, Sheridam, accusèrent formellement le ministère d'imposture, en présentant la situa- Efforts de l'opposition

tion nationale comme améliorée. « L'année dernière, disaient ces orateurs populaires, la » Hollande n'était que menacée d'une invasion; » et aujourd'hui elle est l'alliée, la vassale même » de nos ennemis. En 1794, nous avions conquis » les îles des Indes occidentales; aujourd'hui » nous en avons perdu deux, et les nôtres même » sont en danger. L'année dernière, les ministres niaient la rareté des grains; cette année, » le discours nous annonce la famine à nos » portes. Honte! honte éternelle! aux ministres » qui osent demander des témoignages de satisfaction pour de tels résultats. »

Le chancelier de l'échiquier, ignorant encore ses succès dans les parages de l'océan austral, et ceux de ses alliés sur les bords du Rhin, n'aurait pu opposer à ces déclamations que l'aveu des espérances fondées sur l'envahissement des colonies hollandaises; aussi se contenta-t-il de répondre avec une modération mêlée de fermeté. Sans nier que l'occupation de la Hollande n'augmentât les moyens maritimes de la France, il opposa à ses détracteurs l'accroissement bien plus positif de la marine et du commerce anglais; il soutint d'ailleurs que l'occupation de la Hollande, loin d'ajouter réellement aux forces de la France pour la guerre continentale, l'empêchait d'en employer autant que dans les campagnes précédentes. Au surplus, le sys-

tème de Pitt était trop bien soutenu dans les deux chambres, pour ne pas y triompher de quelques arguties : non-seulement tous les impôts passèrent, et des emprunts considérables furent votés; mais l'attentat commis contre le Roi devint un sujet de triomphe pour son habile ministre; car, à cette occasion, il fit adopter deux bills importans pour *prévenir* les rassemblemens politiques ou séditieux, et punir les complots. Cette circonstance, assez remarquable, autorisa les ennemis personnels de Pitt à dire que l'attroupement était son ouvrage, et que des hommes avaient été apostés pour briser la glace de la voiture du Roi, afin d'investir le ministère d'un pouvoir illimité, et de lui ouvrir le crédit dont il avait besoin; assertion trop hasardée pour qu'on puisse y donner croyance.

Ainsi se termina l'année 1795. La France, victorieuse depuis un an, faillit y perdre toutes ses conquêtes; menacée au dedans d'une réaction dangereuse, elle ne parvint qu'avec peine à se tirer d'embarras et à atténuer les vices de ses institutions. L'année suivante, nous la verrons déjà lancée dans une carrière plus vaste, par le grand capitaine qui présida si long-temps à ses destinées, qui l'éleva au faîte de la gloire par son génie, et la précipita ensuite dans l'abîme par l'oubli de la justice et de la modération.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1795.

N° 1.

Traité de paix de Bâle, entre la France et la Prusse (5 *avril* 1795), *et Convention de neutralité pour le nord de l'Allemagne, du* 17 *mai suivant.*

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le roi de Prusse, le dernier tant considéré comme tel, qu'en qualité d'électeur de Brandebourg et de co-état de l'empire germanique.

ARTICLE II.

En conséquence, toutes hostilités entre les deux puissances contractantes, cesseront à compter de la ratification du présent traité; et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité, et à quelque titre que ce soit, aucun secours, ni contingens, soit en hommes, chevaux, vivres, argent, ou munitions de guerre.

ARTICLE III.

L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage, sur son territoire, à des troupes ennemies de l'autre.

ARTICLE IV.

Les troupes de la république française évacueront dans les quinze jours qui suivront la ratification du présent traité, les parties des états prussiens qu'elles pourraient occuper sur la rive droite du Rhin. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature de ce traité. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses donnés ou faits à cet égard, seront nuls. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement ou payé en argent comptant.

ARTICLE V.

Les troupes de la république française continueront d'occuper la partie des états du roi de Prusse située sur la rive gauche du Rhin; tout arrangement définitif à l'égard de ces provinces, sera renvoyé jusqu'à la pacification générale entre les Français et l'Empire germanique.

ARTICLE VI.

En attendant qu'il ait été fait un traité de commerce entre les deux puissances contractantes, toutes les com-

munications et relations commerciales seront rétablies entre la France et les états prussiens, sur le pied où elles étaient avant la guerre actuelle.

ARTICLE VII.

Les dispositions de l'article VI ne pouvant avoir leur plein éffet que lorsque la liberté du commerce sera rétablie dans tout le nord de l'Allemagne, les deux puissances contractantes prendront des mesures pour en éloigner le théâtre de la guerre.

ARTICLE VIII.

Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations la main-levée des effets, revenus ou biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués, à cause de la guerre qui a eu lieu entre la France et la Prusse, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances quelconques que les individus pourraient avoir dans les états des deux puissances contractantes.

ARTICLE IX.

Tous les prisonniers, faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et du grade, y compris les mariniers et matelots prussiens pris sur des vaisseaux soit prussiens, soit d'autre nation, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard, après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant

leur captivité. L'on en usera de même à l'égard des malades et blessés, d'abord après leur guérison. Il sera incessamment nommé des commissaires de part et d'autre pour procéder à l'exécution du présent article.

ARTICLE X.

Les prisonniers des corps saxons, mayençais, palatins et hessois (tant de Hesse-Cassel, que de Darmstadt) qui ont servi avec l'armée du roi de Prusse, seront également compris dans l'échange sus-mentionné.

ARTICLE XI.

La république française accueillera les bons offices de S. M. le roi de Prusse en faveur des princes ou états de l'empire germanique, qui désireront entrer directement en négociation avec elle, et qui pour cet effet ont déjà réclamé ou réclameront encore l'intervention du roi de Prusse. La république française, pour donner au roi de Prusse une première preuve de son désir de concourir au rétablissement des anciens liens d'amitié qui ont subsisté entre les deux nations, consent à ne pas traiter comme pays ennemis, pendant l'espace de trois mois après la ratification du présent traité, ceux des princes et états de l'empire qui sont situés sur la rive droite du Rhin, en faveur desquels le roi de Prusse s'intéressera.

ARTICLE XII.

Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes; et ces ratifications seront échangées en cette ville de Bâle, dans le terme

d'un mois au plus tard, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés, ministres plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi de Prusse, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle le 16 germinal (5 avril) l'an 3me de la république française.

(*Signé*) BARTHÉLEMY.
Ch. Aug. baron de HARDENBERG.

Convention pour la ligne de neutralité du nord de l'Allemagne (17 *mai* 1795).

La république française et S. M. le roi de Prusse ayant stipulé dans le traité de paix et d'amitié conclu entre elles le 16 germinal dernier (5 avril 1795), des clauses secrètes qui se rapportent à l'article VII dudit traité et qui établissent une ligne de démarcation de neutralité, dont le but est d'éloigner le théâtre de la guerre de tout le nord de l'Allemagne, ont jugé convenable d'en expliquer et d'en arrêter définitivement les conditions par une convention particulière. A cet effet les plénipotentiaires respectifs des deux hautes puissances contractantes ont arrêté les articles suivans:

ARTICLE PREMIER.

Afin d'éloigner le théâtre de la guerre des frontières des états de S. M. le roi de Prusse, de conserver le repos du nord de l'Allemagne, et de rétablir la liberté entière du commerce entre cette partie de l'Empire et la France, comme avant la guerre; la république française consent à ne pas pousser les opérations militaires ni faire entrer ses troupes, soit par terre, soit par mer, dans les pays et états situés au-delà de la ligne de démarcation suivante. Cette ligne comprendra l'Ost-Frise, et descendra le long de l'Ems et de l'Aa ou l'Alpha jusqu'à Munster, prenant ensuite sa direction sur Coesfeld, Borken, Bockholt jusqu'à la frontière du duché de Clèves près d'Isselbourg; suivant cette frontière à Mayenport sur la nouvelle Issel, et remontant le Rhin jusqu'à Duisbourg; de là longeant la frontière du comté de la Mark sur Verden, Gemarcke, et le long de la Wipper, à Hombourg, Altenkirchen, Limbourg sur la Lahn: le long de cette rivière et de celle qui vient de Jdstein, sur cette ville, Epstein et Hœchst sur le Mein; de là sur Rauenheim, le long du Landgraben, sur Dornheim; puis en suivant le ruisseau qui traverse cet endroit jusqu'à la frontière du Palatinat; de là celle du pays de Darmstadt et du cercle de Franconie (que la ligne enclavera en entier) à Ebersbach sur le Necker; continuant le cours de ce fleuve jusqu'à Wimpten, ville libre de l'empire; et prenant de là sur Lowenstein, Murhard, Hohenstein, Nœrdlingen ville libre de l'empire, et Holzkirch sur la Wernitz, renfermant le comté de Pappenheim et tout le cercle de Franconie et

de la Haute-Saxe, le long de la Bavière, du Haut-Palatinat et de la Bohême, jusqu'aux frontières de la Silésie.

ARTICLE II.

La république française regardera comme pays et états neutres, tous ceux qui sont situés derrière cette ligne, à condition qu'ils observent de leur côté une stricte neutralité, dont le premier point sera de rappeler leurs contingens et de ne contracter aucun nouvel engagement qui pût les autoriser à fournir des troupes aux puissances en guerre avec la France; ceux qui ne rempliront pas cette condition (à laquelle le roi tâchera de les engager), seront exclus du bénéfice de la neutralité.

ARTICLE III.

S. M. le roi de Prusse s'engage à faire observer cette neutralité à tous les états qui sont situés sur la rive droite du Mein et compris dans la ligne de démarcation sus-mentionnée. S. M. le roi de Prusse se charge de la garantie (en tant que la ligne de démarcation sus-mentionnée est sur la rive droite du Mein), qu'aucunes troupes ennemies de la France ne la franchissent, ou ne sortent des pays qui y sont compris pour combattre les armées françaises; et à cet effet les deux parties contractantes entretiendront sur les points essentiels, après s'être concertées entre elles, des corps d'observation suffisans pour faire respecter cette neutralité.

ARTICLE IV.

Le passage des troupes, soit de la république française, soit de l'empire ou autrichiennes, restera toutefois

libre par les routes conduisant sur la rive droite du Mein par Francfort; 1° sur Kœnigstein et Limbourg, à Cologne; 2° sur Friedberg, Wetzlar et Siegen, vers Cologne; 3° sur Hadersheim, Wisbaden et Nassau, à Coblentz; 4° enfin, sur Hadersheim à Mayence et *vice versâ;* de même que dans tous les pays situés sur la rive gauche de cette rivière et dans le cercle de Franconie, sans toutefois porter le moindre préjudice à la neutralité des états et pays renfermés dans la ligne de démarcation.

ARTICLE V.

Le comté de Sayn-Altenkirchen sur le Westerwald, y compris le petit district de Bendorf, au-dessous de Coblentz, étant dans la possession de S. M. le roi de Prusse, jouira des mêmes sûretés et avantages, que ses autres états situés sur la rive droite du Rhin.

ARTICLE VI.

La présente convention devra être ratifiée par les parties contractantes; et les ratifications seront échangées en cette ville de Bâle dans le terme d'un mois, ou plus tôt s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi de Prusse, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé la présente convention particulière et avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle le 28 floréal an 3me de la république française (17 mai 1795).

Signé François BARTHÉLEMY, et Charles baron de HARDENBERG.

N° 2.

Copie d'une lettre de Monsieur, *Régent de France, à M. Mounier.*

Vérone, le 2 juin 1795.

Lorsque vous me témoignez, Monsieur, quelques craintes de me parler avec ouverture sur les objets que vous croyez essentiels au retour de l'ordre en France, vous oubliez apparemment les titres que vous avez auprès de moi. Ma mémoire est plus heureuse : je me souviendrai toujours de la conduite que je vous ai vu tenir auprès du Roi mon frère, le 5 octobre 1789, quoique chargé par l'assemblée que vous présidiez alors, d'une mission qui semblait si opposée au devoir d'un fidèle sujet, que vous remplissiez avec tant de zèle. Je n'oublierai point que, si de perfides conseils n'avaient prévalu sur les avis réitérés que vous fîtes passer au Roi, il serait parti de Versailles ; et, peut-être il eût prévenu par cette démarche ce déluge de crimes et de malheurs dont la France n'a cessé d'être inondée depuis. Le souvenir d'une journée si affreuse en elle-même, mais si honorable pour vous, me détermine à vous donner une preuve particulière d'estime, en vous faisant connaître avec franchise mes sentimens. Ma lettre aura aussi un but d'utilité : vous désirez sincèrement le retour de la monarchie ; ce que je vais vous dire doit donc servir de base aux correspondances que vous avez dans l'intérieur du royaume.

Vous avez raison de faire une grande distinction

entre le crime et l'égarement. Le premier appelle la haine des hommes justes et la rigueur des lois; le second mérite plus de pitié que d'indignation; et lorsqu'il est confessé de bonne foi, ce serait une injustice de lui refuser de l'indulgence. Je n'ai pas cessé de penser ainsi, et je suis prêt à relever et à embrasser celui qui ne s'étant souillé d'aucun crime, mais ayant été entraîné, soit par l'ignorance, soit par la faiblesse, soit même par de fausses idées, viendrait à mes pieds reconnaître ses erreurs et en solliciter le pardon. Ce sentiment n'est pas seulement le mien, c'est celui de mon frère et de toute ma famille. Les monstres qui ont séduit le peuple français par de fausses promesses de bonheur, pour le tyranniser et s'enrichir de ses dépouilles, connaissent bien le fond de mon cœur; mais, comme ils savent aussi que le jour où ces vérités seront connues, tout leur édifice s'écroulera de lui-même, ils emploient toutes les ressources de la calomnie pour les étouffer. Mais cet obstacle sera vaincu à force de soins et de persévérance; et, malgré eux, la nation saura que nous l'aimons; que nous ne voulons que son bonheur; que tous nos travaux n'ont jamais tendu qu'à ce but. Elle reconnaîtra que ces émigrés qu'on a tant calomniés, ont quitté leur patrie, moins, peut-être, pour ne pas se soumettre à des lois contraires à leur devoir et à leur honneur, que pour aller chercher, contre ces lois qu'elle abhorre aujourd'hui autant qu'eux, un appui qu'ils ne pouvaient trouver en France, où les scélérats s'étaient emparés de toute la force publique. Enfin, sûre de mes sentimens et de ceux de ma famille, elle le sera également, que, si quelques senti-

mens de vengeance particulière se mêlait au désir général de rétablir l'ordre, je saurai le réprimer, et faire usage de l'autorité du Roi, dont je suis le dépositaire, pour tenir une balance exacte entre tous ses sujets.

Mais ces sentimens d'indulgence, cette propension à pardonner, à excuser même; c'est dans mon cœur, c'est dans la loi de Dieu que je les trouve. Ils ne sont point dictés par la lassitude de ma situation, par le désir d'en sortir à quelque prix que ce soit. Mon devoir et mon honneur me défendent également d'atténuer l'autorité du Roi, qui m'est confiée; et je n'ai en vue que le rétablissement de la religion catholique, et de notre antique et vénérable constitution. Je suis loin de confondre, comme la perfidie des destructeurs de ma patrie ne l'a que trop souvent fait, cette constitution avec les abus qui se sont glissés dans le régime de l'administration. L'unique vœu du Roi mon frère, était de les détruire, c'est aussi le mien; j'y travaillerai sans relâche; et, si je ne puis obtenir de la bonté de Dieu, la grâce de remettre au Roi mon neveu, lorsqu'il aura atteint sa majorité, son autorité tout entière et son gouvernement sans abus, je lui aurai du moins inculqué de tels principes, qu'il pourra facilement achever l'ouvrage que j'aurai commencé pour lui. Mais, je le répète, c'est la réforme seule des abus que je veux; et jamais je ne porterai une main téméraire sur notre constitution. Je ne connais point sur cette matière, d'accommodement qui puisse être compatible avec mon honneur et le bien de l'état. L'indulgence à laquelle je suis si bien disposé, ne peut porter que sur les coupables, et non pas sur les résultats de tant de crimes;

et ma maxime est, tolérance pour les personnes, intolérance pour les principes.

La conséquence naturelle de cette maxime est d'oublier les opinions qu'on a eues, mais de porter un œil attentif sur celles qu'on a. Je ne crois pas qu'il soit juste de n'admettre à l'honneur de rétablir l'autel et le trône, que ceux dont les principes toujours purs ne leur laissent aucun repentir; mais je ne veux pas, si je puis m'exprimer ainsi, en guérissant le malade, lui laisser le germe d'une seconde maladie aussi cruelle que la première. Ce serait pourtant le résultat inévitable d'un amalgame de vrais royalistes avec des hommes qui conserveraient, après la restauration de la France, le désir de faire prévaloir leurs opinions erronées; et nous exposeraient, par là, à retomber dans les désordres dont nous serions à peine sortis. Je sais que les hommes ne doivent compte de l'opinion qui existe au fond de leur cœur, qu'à Dieu seul, et je ne prétends pas usurper son domaine; mais ils le doivent à l'autorité souveraine de toute manifestation de leur opinion. Henri IV pardonna aux chefs des ligueurs, mais il extermina la ligue; et ces mêmes chefs, à commencer par le duc de Mayenne, devinrent de zélés royalistes. Charles II se servait de Monk; mais Monk lui rendit sa couronne, telle que son père l'avait portée avant l'ouverture du long parlement. Aujourd'hui, ceux-là seuls qui sont vraiment royalistes, soit qu'ils l'aient toujours été, soit qu'ils aient sincèrement abjuré leurs erreurs, sont dignes de coopérer au grand œuvre du rétablissement de la monarchie; parce qu'eux seuls travaillent de bonne foi à la rétablir sur des bases solides. Ceux qui

ont persisté jusqu'à présent dans leur égarement, peuvent encore se repentir; mais, lorsque le grand œuvre sera fini, le temps de l'indulgence sera passé.

Soyez persuadé, Monsieur, de tous mes sentimens pour vous.

N° 3.

Traité de paix entre la République française et le roi d'Espagne, signé à Bâle le 22 juillet 1795.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le roi d'Espagne.

ARTICLE II.

En conséquence, toutes les hostilités entre les deux puissances contractantes cesseront, à compter de l'échange des ratifications du présent traité; et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité et à quelque titre que ce soit, aucun secours ni contingent, soit en hommes, chevaux, vivres, argent, munitions de guerre, vaisseaux ou autrement.

ARTICLE III.

L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre.

ARTICLE IV.

La république française restitue au roi d'Espagne toutes les conquêtes qu'elle a faites sur lui dans le cours de la guerre actuelle.

Les places et pays conquis seront évacués par les troupes françaises dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE V.

Les places fortes dont il est fait mention dans l'article précédent, seront restituées à l'Espagne, avec les canons, munitions de guerre et effets à l'usage de ces places, qui y auront existé au moment de la signature de ce traité.

ARTICLE VI.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature du présent acte de pacification. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses donnés ou faits à cet égard, seront de nul effet. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement, ou payé en argent comptant.

ARTICLE VII.

Il sera incessamment nommé de part et d'autre des commissaires pour procéder a la confection d'un traité de limites entre les deux puissances.

Ils prendront, autant que possible, pour base de ce traité, à l'égard des terrains qui étaient en litige avant la guerre actuelle, la crête des montagnes qui forment les versans des eaux de France et d'Espagne.

ARTICLE VIII.

Chacune des puissances contractantes ne pourra, à dater d'un mois après l'échange des ratifications du présent traité, entretenir sur ses frontières respectives, que le nombre de troupes qu'on avait coutume d'y tenir avant la guerre actuelle.

ARTICLE IX.

En échange de la restitution portée par l'article IV, le roi d'Espagne, pour lui et ses successeurs, cède et abandonne en toute propriété à la république française, toute la partie espagnole de l'île de St.-Domingue aux Antilles.

Un mois après que la ratification du présent traité sera connue dans cette île, les troupes espagnoles devront se tenir prêtes à évacuer les places, ports et établissemens qu'elles y occupent, pour les remettre aux troupes de la république française, au moment où celles-ci se présenteront pour en prendre possession.

Les places, ports et établissemens dont il est fait mention ci-dessus, seront remis à la république française, avec les canons, munitions de guerre et effets nécessaires à leur défense, qui existeront au moment où le présent traité sera connu à St.-Domingue.

Les habitans de la partie espagnole de St.-Do-

mingue qui, par des motifs d'intérêt ou autres, préfèreraient de se transporter avec leurs biens dans les possessions de sa majesté catholique, pourront le faire dans l'espace d'une année à compter de la date de ce traité.

Les généraux et commandans respectifs des deux nations se concerteront sur les mesures à prendre pour l'exécution du présent article.

ARTICLE X.

Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations, la main-levée des effets, revenus, biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués à cause de la guerre qui a eu lieu entre la république française et S. M. catholique, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances particulières quelconques que ces individus pourraient avoir dans les états des deux puissances contractantes.

ARTICLE XI.

En attendant qu'il soit fait un nouveau traité de commerce entre les parties contractantes, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre la France et l'Espagne sur le pied où elles étaient avant la présente guerre.

Il sera libre à tous négocians français de repasser et de reprendre en Espagne leurs établissemens de commerce, et d'en former de nouveaux selon leur convenance, en se soumettant, comme tous autres individus, aux lois et usages du pays.

Les négocians espagnols jouiront de la même faculté en France, et aux mêmes conditions.

ARTICLE XII.

Tous les prisonniers faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et des grades, y compris les marins et matelots pris sur des vaisseaux français ou espagnols, soit d'autres nations, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque de part ni d'autre, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. On en usera de même à l'égard des malades et blessés aussitôt après leur guérison.

Il sera nommé incessamment des commissaires de part et d'autre, pour procéder à l'exécution du présent article.

ARTICLE XIII.

Les prisonniers portugais faisant partie des troupes portugaises, qui ont servi avec les armées et sur les vaisseaux de S. M. catholique, seront également compris dans l'échange sus-mentionné. La réciprocité aura lieu à l'égard des Français pris par les troupes portugaises dont il est question.

ARTICLE XIV.

La même paix, amitié et bonne intelligence, stipulées

par le présent traité entre la France et le roi d'Espagne, auront lieu entre le roi d'Espagne et la république des Provinces-Unies, alliée de la république française.

ARTICLE XV.

La république française voulant donner un témoignage d'amitié à S. M. catholique, accepte sa médiation en faveur du roi de Portugal, du roi de Naples, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme, et autres Etats de l'Italie, pour le rétablissement de la paix entre la république française et chacun de ces princes et Etats.

ARTICLE XVI.

La république française connaissant l'intérêt que S. M. catholique prend à la pacification générale de l'Europe, consent également à accueillir ses bons offices en faveur des autres puissances belligérantes qui s'adresseraient à elle pour entrer en négociation avec le gouvernement français.

ARTICLE XVII.

Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi d'Espagne, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le 4 du mois de thermidor de l'an 3me de la république française (22 juillet 1795).

Signé FRANÇOIS BARTHÉLEMY,
DOMINGO D'YRIARTE.

N° 4.

Singulières instructions adressées aux généraux en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et de Rhin-et-Moselle, pour envelopper et détruire sans combattre une armée de 150 mille Autrichiens.

Paris, le 4 vendémiaire an 4 (24 septembre 1795).

L'ARMÉE de Sambre-et-Meuse devait occuper les bords du Mein le 4 vendémiaire : ce succès, et la prise de Manheim par l'armée de Rhin-et-Moselle, ont déterminé le comité de salut public à arrêter la présente instruction, dont le but est d'indiquer les bases des opérations que les deux armées auront à exécuter avant la fin de la campagne actuelle.

La saison où nous sommes pouvant s'opposer à ce qu'on entreprenne le siége régulier de Mayence, le comité a pensé qu'on devait bloquer cette ville, et la bombarder le plus tôt possible. Aucune raison ne peut nous engager à la ménager ; il faut donc l'attaquer avec la plus grande vigueur, ne pas épargner les bombes

pour la réduire en cendres, et forcer, par l'incendie de ses magasins, la garnison à se rendre. C'est aux divisions qui cernent Mayence sur la rive gauche du Rhin, qu'est destinée la gloire de réduire cette place; il importe qu'elles ne perdent pas un seul instant.

On sent combien il est essentiel de rendre à nos armées plus de 40,000 hommes que Mayence retiendra devant elle. Ces divisions seront sous les ordres du général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, Jourdan. Mayence une fois en notre pouvoir, elles iront renforcer l'armée de Rhin-et-Moselle, dont elles ont jusqu'ici fait partie. Le général Jourdan les augmentera momentanément des troupes nécessaires pour le blocus de Mayence du côté de Hocheim.

Quelqu'assurés que nous soyons des bonnes intentions de la Prusse à maintenir la paix faite avec nous, il n'en est pas moins nécessaire de laisser dans le duché de Berg, des forces capables de le garder, et d'en contenir les habitans. Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse sera chargé de l'exécution de cette disposition.

Ce qui a été dit du duché de Berg, s'applique pareillement à la Wétéravie; et, en un mot, à tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin, qui sont en guerre avec nous, depuis Mayence jusqu'à Dusseldorff.

Il a paru peu probable au comité de salut public, que l'ennemi, au moment de l'arrivée de l'armée de Sambre-et-Meuse sur le Mein, n'évacuât pas incontinent le landgraviat de Hesse-Darmstadt. Si, contre les espérances du comité, les alliés y étaient restés, *il pense qu'il ne serait peut-être pas impossible de les y*

envelopper, de les y réduire par la famine, et de ne leur offrir d'autre moyen d'en sortir, qu'une capitulation telle que celle de Closter-Seven en 1757.

L'armée de Sambre-et-Meuse, continuant à occuper le Mein depuis Mayence jusqu'à Hanau, assurée de cette ville, ne pourrait-elle pas en effet se porter en force du côté de Selingenstadt et d'Aschaffenbourg, jusques vers Miltenberg; pendant que l'armée de Rhin-et-Moselle, qui probablement occupe la rive gauche du Necker, depuis Manheim jusqu'à Necker-Elz, après avoir garanti ses derrières, passerait cette rivière dans ce dernier endroit, et se joindrait à Miltenberg, à la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Si, ce qui est plus vraisemblable, l'ennemi, après s'être éloigné de la rive droite du Rhin depuis la Lahn jusqu'au Necker, se retire vers la Franconie dans la direction de Wertheim et de Wurtzbourg, l'opinion du comité est que l'armée de Sambre-et-Meuse doit être principalement chargée de le poursuivre.

Le but des mouvemens de l'armée de Rhin-et-Moselle doit être de rétablir la libre navigation du Rhin, et de forcer l'ennemi à évacuer les bords de ce fleuve et le Brisgau. C'est en menaçant ses derrières; c'est en lui faisant craindre de voir sa retraite coupée vers le Danube, qu'on peut l'obliger à un mouvement rétrograde aussi avantageux pour nous. Il serait immédiatement poursuivi par les trois divisions actives restées dans le Haut-Rhin, lesquelles doivent fortement inquiéter les alliés par la crainte de quelque entreprise majeure, et se tenir prêtes, dès-à-présent, à passer le Rhin dans les environs de Huningue, dès

qu'elles le pourront avec avantage, ou que l'ennemi commencera à vouloir abandonner la rive droite du fleuve.

Le comité de salut public a pensé que l'armée de Rhin-et-Moselle ne parviendrait à faire évacuer le Brisgau aux ennemis, qu'en s'emparant de Philisbourg; et en se portant avec une grande rapidité vers le Haut-Necker et dans le duché de Wurtemberg. Si les ennemis se reunissaient en forces vers la Franconie ou le Haut-Necker, le comité pense qu'une jonction de l'armée de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, deviendrait alors indispensable; et, dans le cas où cette jonction aurait lieu, le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru, commanderait ces deux armées réunies, en conformité d'un décret rendu précédemment pour cet objet.

Si une jonction des deux armées devenait pareillement nécessaire pour envelopper l'ennemi en tout ou partie dans la Péninsule formée par le Meyn, le Rhin et le Necker, ainsi que le comité l'a expliqué ci-dessus; le commandement appartiendrait également au général en chef Pichegru.

Telles sont les mesures que le comité a cru devoir adopter. Elles sont subordonnées aux circonstances; mais il est convaincu que les généraux en chef des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, n'oublieront pas que leur but doit être de prendre Mayence; de chasser l'ennemi des bords du Rhin et de lui faire évacuer le Brisgau. Les moyens d'exécution leur appartiennent absolument; ils ne se croiront pas liés par ceux que le comité leur indique dans la pré-

Mais dans tous les cas et dans toutes les circonstances, et lorsque l'ennemi aura été battu ou dispersé dans la Franconie, soit vers le Haut-Necker; pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse se chargera de le poursuivre, ainsi que nous l'avons dit dans les instructions, le principal but de l'armée de Rhin-et-Moselle, en particulier, doit être de dégager la rive droite du Rhin, de rétablir la libre navigation de ce fleuve, et de faire évacuer le Brisgau à l'ennemi, en menaçant ses derrières par des marches rapides sur le Haut-Necker, comme pour aller vers le Danube; ou de l'y enfermer même, si, ce qui paraît peu vraisemblable, il s'obstinait à y rester.

Si l'on parvenait à cerner l'ennemi dans le Brisgau, un combat serait encore préjudiciable à nos armes; et les mêmes mesures que celles qui ont été prescrites pour le cas où l'on aurait resserré la droite des ennemis dans le landgraviat de Hesse-Darmstadt, seraient adoptables dans la circonstance dont nous parlons.

Peut-être, citoyens (et quelques renseignemens parvenus au comité de salut public semblent l'annoncer), l'Autriche, fatiguée de défendre l'Empire, ou sentant l'impossibilité d'y réussir, ne comptant plus pour la campagne prochaine sur la continuation des subsides de l'Angleterre, veut-elle rapprocher ses armées des pays qui lui appartiennent : peut-être a-t-elle résolu de faire repasser le Danube à ses troupes dégoûtées de combattre, et d'y entraîner avec elles les débris de l'armée des cercles. Si telle était son intention, alors nous nous verrions assurés de la Franconie et d'une partie de la Souabe, en forçant les alliés à se replier sur le Danube, plus vivement encore qu'ils ne se

proposent de le faire; nous pourrions, en quelque sorte, nous promettre de prendre nos quartiers d'hiver sur ce fleuve, et derrière le cours de la Rednitz.

Telles sont les principales idées que le comité ne craint pas de livrer aux méditations des généraux en chef des deux armées d'outre-Rhin, persuadé qu'ils ne les adopteront qu'après s'être assurés de la possibilité de leur exécution; et certain qu'il n'est rien de grand, de glorieux, d'audacieux même, que les armées qu'ils commandent ne puissent exécuter.

N° 5.

Pièces relatives aux ouvertures de paix faites par l'Empereur, sous la médiation du Danemarck.

Note de M. le comte de Bernstoff, ministre d'état de S. M. danoise, au comité de salut public.

Le souhait de l'Empire de parvenir à une paix générale et constitutionnelle avec la France est généralement connu, ainsi que les bases sur lesquelles il désire de la voir négociée. Il s'est adressé pour cet effet, et cela d'une voix unanime, à l'Empereur, pour le prier de se charger de cette négociation. S. M. Impériale y a consenti avec empressement; et, comme les intérêts de l'Empire sont inséparables de ceux de son chef, elle envisage les siens comme également réunis avec ceux de l'Empire.

Pour s'entendre là-dessus avec la France, S. M. Impériale a cru que la voie la plus naturelle était celle d'une puissance neutre, connue par ses sentimens pacifiques, et elle a demandé au roi de Danemarck de se charger de l'initiative, et de faire parvenir à la Convention nationale son désir qu'un Congrès pût avoir lieu, où les ministres des deux parties en guerre pussent s'assembler pour traiter et convenir de la paix : S. M. Impériale propose pour cet effet la ville d'Augsbourg (dont la sûreté serait parfaitement garantie) comme celle qui, par sa position géographique, lui paraît la plus convenable. Elle y ajoute le souhait que la France veuille s'expliquer sur cet objet aussi promptement que l'importance et les vues bienfaisantes de la proposition semblent l'exiger; et, en outre, que les habitans des parties occupées ou disputées puissent se ressentir d'abord des bienfaits d'un premier rapprochement, pour être, au moins pendant la durée des négociations, à l'abri des réquisitions militaires et des autres malheurs inséparables d'une guerre active.

S. M. Danoise s'est prêtée avec plaisir à cette prière : elle transmet cette proposition de S. M. Impériale, faite en la qualité de chef de l'Empire, et elle l'accompagne de toutes les instances que le désir le plus ardent de voir l'humanité consolée par le retour de la paix peut inspirer.

Copenhague, le 18 août 1795.

Signé, A. P. De Bernstorff.

Réponse du comité de Salut Public de France, à la note de M. de Bernstorff.

L'Empereur, ayant prié le roi de Danemarck de faire parvenir au gouvernement français son vœu, relativement à une négociation pour traiter, au nom de l'Empire, de la paix avec la république française, S. M. Danoise a fait remettre par M. le comte de Bernstorff, au soussigné, une note ministérielle en date du 18 août (ancien style), qui contient les propositions de l'Empereur, tendantes non-seulement à la formation d'un congrès qui se tiendrait dans la ville d'Augsbourg, mais même à une suspension préalable d'hostilités en faveur des pays de l'Empire occupés ou même menacés par les armées de la république.

Le comité de Salut public de la Convention nationale, ayant la direction des relations extérieures, en réponse à la note susdite, a ordonné au soussigné de faire connaître à M. le comte de Bernstorff :

« Que la république ne saurait consentir à l'armis-
» tice proposé : de plus, *que le gouvernement français*
» *ne prendra aucun arrangement pour établir un con-*
» *grès, si ce n'est à l'époque où, l'œuvre de la paix*
» *étant achevée, il ne s'agira plus que de régler et*
» *d'assurer tous les avantages pour les puissances qui*
» *ont pris part à cette cruelle guerre.* Le comité de
» Salut public ne croit pas qu'un congrès puisse avoir
» d'autre objet. C'est pour cela qu'il restera invariable
» dans sa résolution; laquelle, paraissant d'ailleurs la

» plus propre à faire cesser promptement les calami-
» tés de la guerre, ne peut être que conforme au vœu
» de l'Europe entière, et particulièrement aux prin-
» cipes que professe le gouvernement danois. »

A Copenhague, le 21 vendémiaire (13 octobre), l'an 4 de la république française, une et indivisible.

Signé, Ph. Grouvelle.

FIN DU TOME SEPTIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VIII.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

LIVRE IX.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA IMPORTANS DU TOME 7.

Page 296, ligne 11, au lieu de *la droite*, lisez *la gauche.*
13, au lieu de *la gauche*, lisez *la droite.*
329, ligne 16, au lieu de pour le *cap de Bonne-Espérance et l'Inde*, lisez pour le *Cap Français et les Antilles.*
331, ligne 12, supprimez le mot *partie.*

HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine, n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME HUITIÈME.

CAMPAGNE DE 1796. — PREMIÈRE PÉRIODE.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1821.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE X.

CAMPAGNE DE 1796. — PREMIÈRE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

État de l'Europe. — La coalition affaiblie par la défection de la Prusse et de l'Espagne, est renouée par la triple alliance de St.-Pétersbourg. —Vastes projets attribués à Pitt; il redouble d'efforts pour continuer la guerre, et cherche à la rendre populaire par des simulacres de négociations. — Notes du ministre de Russie à la diète germanique, pour l'encourager à soutenir l'Autriche.— La Prusse s'applaudit de sa neutralité, et fonde l'association du Nord.—Le directoire, sans finances et entouré d'écueils, ne craint pas de décider l'invasion de l'Italie et de l'Allemagne. — Nomination de Bonaparte et de Moreau au commandement en chef.— Création des mandats, levées d'hommes et de chevaux. — Conspiration de Babœuf.— Stofflet et Charette vaincus par Hoche sont pris et fusillés. — Pacification de la Vendée. — Insurrection en Berry.

Plans de campagne des deux partis. — Le cabinet de Vienne remplace Clairfayt par l'archiduc Charles, et se propose de porter la guerre sur la Moselle.

Les hostilités recommencent d'abord en Italie. — Bonaparte, arrivé à Nice, y fait toutes les dispositions pour envahir la Péninsule. — Beaulieu de son côté prend l'offensive et veut se porter dans la rivière de Gênes, pour communiquer avec l'escadre anglaise. — Son adversaire le prévient, et accable le centre des Alliés à Montenotte, à Dego et à Milésimo. — Bonaparte se jette ensuite sur les Sardes, et les bat à Mondovi. — Armistice avec le Piémont. — Beaulieu se retire derrière le Pô et le Tésin. — Bonaparte tourne sa gauche, et va passer le fleuve à Plaisance. — Retraite précipitée des Autrichiens derrière l'Adda. — Le général Laharpe est tué à Fombio. — Combat de Lodi. — Entrée des Français à Milan. — Armistice accordé aux ducs de Parme et de Modène. — Paix définitive signée à Paris, entre la république et le roi de Sardaigne.

Reprise des hostilités sur le Rhin. — Wurmser part du Brisgau avec 25 mille hommes pour marcher par le Tyrol au secours de la Lombardie. — Jourdan s'avance sur la Lahn. — L'archiduc Charles vole au-devant de lui, et le repousse à Wetzlar. — Moreau qui s'est porté sur le camp de Manheim, favorisé par ces mouvemens, revient vivement sur Kehl, y passe le Rhin et bat les Autrichiens à Renchen et à Rastadt. — L'archiduc Charles, laissant Wartensleben sur le Bas-Rhin, accourt à Philipsbourg, à la rencontre de l'armée de Rhin et Moselle; il est repoussé à Ettlingen, et se replie derrière le Necker. — Combat de Canstadt. — L'Archiduc attaque inutilement Moreau à Neresheim, puis repasse enfin le Danube à Dillingen et Donauwerth.

Sur ces entrefaites, Jourdan s'est avancé de son côté sur la Lahn, où il se réunit à Kléber qui a battu les Autrichiens à Altenkirch. — Ces deux généraux chassent successivement l'armée de Wartensleben de Francfort, de Wurtzbourg et de Bamberg. — Les Impériaux, après les combats de Schweinfurt et de Sulzbach, se retirent derrière la Naab. — La Saxe accede à la fédération du Nord, et retire son contingent. — Les cercles de Souabe et de Bavière traitent séparément avec les Français.

État des affaires en Italie. — Insurrection en Lombardie. — Bonaparte, qui s'est avancé sur Brescia, y signe un armistice avec le roi de Naples; il passe le Mincio à Borghetto, et s'empare de

Peschiéra et de Vérone.— Kellermann lui envoie 12 mille hommes de l'armée des Alpes, qui remplacent les pertes de la campagne. — Singulier projet du directoire pour diviser l'armée sous deux chefs. — Expédition sur la Romagne et Livourne. — Armistice avec le Pape. — Venise refuse de s'allier à la France. — Premières opérations du siége de Mantoue. — Le général Wurmser s'avance avec 60 mille hommes au secours de la place, en fait lever le siége et s'empare de tout le matériel. — Bonaparte, averti que les Impériaux se sont divisés sur les deux rives du lac de Garda, les accable successivement à Salo, Gavardo, Lonato et Castiglione. — Wurmser est repoussé en Tyrol, mais il ravitaille Mantoue, et l'armée française, faute de matériel, se borne à bloquer cette ville. — Agitation dans la Péninsule, à la nouvelle des premiers succès des Impériaux.

CHAPITRE LV.

Coup-d'œil politique sur le continent. — Triple alliance de Pétersbourg. — État intérieur de la France. — Efforts du directoire. — Mort de Charette et de Stofflet. — Pacification de la Vendée. — Plans et préparatifs des différens partis.

La république donnait de jour en jour un démenti plus formel au déclamateur Burke : loin que ses prédictions se réalisassent, et que la France ne présentât plus qu'un immense vide sur la carte de l'Europe, elle venait au contraire de reculer ses limites jusqu'aux rives du Rhin et au Angleterre.

sommet des Alpes. Maîtresse des ressources de la Hollande ; réconciliée avec la Prusse et l'Espagne; prête même à s'allier à cette dernière puissance qui avait tenu naguères le sceptre des mers, et menacé d'envahir les deux hémisphères; la république avait pris une attitude inquiétante pour la jalouse Albion : les succès mêmes de Clairfayt dédommageaient faiblement celle-ci des contrariétés qu'elle venait d'éprouver dans l'intérieur du cabinet de Madrid, sur les côtes de Bretagne, aux murs de Paris et sur les cimes de l'Apennin. Toutefois l'anarchie comprimée pouvait renaître, ou la politique changer avec la fortune, et pour faire triompher la cause anglaise, il suffisait au cabinet de St.-James de gagner du temps sur le continent, et de profiter sans relâche de ses avantages maritimes.

A peine la double paix de Bâle lui fut-elle connue, qu'il se hâta en effet de chercher les moyens d'y remédier, en suscitant de nouveaux ennemis à la France, et bientôt la triple alliance signée le 28 septembre 1795, à St.-Pétersbourg, entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, vint couronner les efforts de ses négociateurs, et préparer de nouveaux assauts à ses adversaires. Cette triple alliance qui décida en dernier ressort de l'existence de la Pologne, s'il faut en croire quelques versions, fut un coup de maître de Pitt; il trouva effectivement dans ce traité les moyens de per-

pétuer la guerre continentale, et de détourner l'orage qui eût éclaté sur les îles britanniques, si l'Autriche se fût également prononcée pour la paix, dans un moment si décisif.

Projets attribués à Pitt.

On a vu au chapitre précédent combien les craintes du cabinet de St.-James étaient fondées; et, certes, il ne fallut rien moins que l'inébranlable fermeté de son chef pour conjurer l'orage qui le menaçait au dedans et au dehors. Comprimer de plus en plus par des lois sévères les efforts du parti démocratique; assurer plus de crédit et d'action à l'autorité; profiter de la supériorité maritime de la nation pour asseoir sur des bases inébranlables la puissance anglaise dans l'Inde, en accélérant la chute de l'empire de Mysore et du Nisam, seuls capables de lui en disputer le sceptre; épier l'occasion de porter des coups décisifs à la marine et aux colonies de l'Espagne, afin de paralyser l'union des deux puissances rivales avant qu'elle parvînt à se consolider : telles furent les vues de cet adroit ministre, dont l'événement ne prouva que trop la sagacité.

Moins scrupuleux que Walpole, mais tout aussi habile que lui à tirer parti des circonstances pour étendre et consolider l'empire britannique, Pitt jugea bien que le temps n'était pas éloigné où il tournerait ses regards ambitieux vers les riches possessions de l'Amérique espagnole, sans avoir à redouter, comme le ministre de Georges Ier,

l'opposition de tous les peuples européens. Plein de ces vastes projets, il ne négligeait aucun moyen d'en assurer le développement. La première condition de leur réussite, était, d'un côté, la continuation de la guerre continentale contre la France; et de l'autre, la résolution de pousser à outrance la guerre maritime, pour achever la ruine de ses colonies, et anéantir successivement celles de ses alliés, à mesure qu'ils tenteraient de les relever.

Grand développement des forces anglaises.

Cependant, malgré les avantages inouis remportés jusqu'alors par le pavillon britannique, ces plans avaient l'inconvénient de toutes les grandes expéditions lointaines; c'est-à-dire, de multiplier les obstacles dans une progression proportionnée à leur éloignement et à l'immensité des efforts nécessaires pour en assurer la réussite. C'est ainsi que les belles divisions envoyées dans les Antilles, dévorées chaque jour par la fièvre jaune, réclamaient à grands cris des renforts, non-seulement pour se soutenir à St.-Domingue, mais aussi pour sauver leurs propres possessions du feu de la révolte.

Le ministère avait d'abord fait partir une première expédition sous l'amiral Christian, qu'une tempête ramena à Spithead dans le plus grand délabrement. Un autre corps de 10 mille hommes rassemblé à Corck en Irlande, pour la même destination, éprouva le même sort. Enfin, le mi-

nistère choisit, pour relever ses affaires dans le golfe des Caraïbes, le général Abercromby qui s'était déjà fait connaître avantageusement en Hollande.

De nouveaux embarras attendaient les Anglais au-delà du canal de St.-Georges, aussi bien que dans la Méditerranée. Le mécontentement des Paolistes allait livrer la Corse et les forces d'Elliot aux coups des Français, surtout si l'Espagne, renonçant à la neutralité, se déclarait enfin pour la république. L'insurrection des Irlandais plus menaçante encore pouvait ébranler l'Angleterre jusques dans ses fondemens.

D'un autre côté, la garde de Ceylan et du Cap exigeait des garnisons nombreuses, et les forces britanniques s'affaiblissant à mesure qu'elles embrassaient plus d'objets, il ne fallut rien moins que le retour de l'armée de Hollande, et la neutralisation du Hanovre pour suffire à tant d'armemens.

Neutralité du Hanovre.

La déclaration du roi d'Angleterre qui mit cette province sous la protection de la ligne de neutralité prussienne, parut d'autant plus remarquable, qu'au même instant il prêchait une guerre d'extermination contre la France. Le cabinet de St.-James donna un grand exemple de sagesse, en abandonnant de la sorte un point accessoire, pour réunir ses forces vers ceux où devaient se frapper les coups les plus avantageux:

c'est ainsi qu'une bonne politique fait toujours céder les considérations particulières aux intérêts majeurs de la nation.

La continuation de la guerre étant résolue, le ministère ne négligea rien de ce qui pouvait lui donner une direction plus heureuse. Il doubla les traités de subsides avec Hesse-Darmstadt, accorda un secours de 30 millions à l'Autriche; puis entama des négociations avec Naples, et avec tous les autres états capables de lui fournir quelques auxiliaires, par faiblesse ou par cupidité.

Simulacre de négociations.

Cependant soit que Pitt reconnût la nécessité de rendre la guerre populaire en faisant expliquer la France sur les conditions qu'elle mettrait à la paix, afin de rejeter sur elle tous les torts d'une agression odieuse; soit qu'il cédât effectivement au tableau des charges imposées à la nation, et à la crainte du parti démagogique, auteur supposé de l'attentat commis sur la voiture du Roi; il fit faire par l'envoyé Wickam des ouvertures à Barthélemy, qui, placé à Bâle au centre des communications, semblait destiné au beau rôle de pacificateur de l'Europe.

L'envoyé anglais demandait à connaître les bases sur lesquelles la France serait disposée à traiter, et proposait la réunion d'un congrès, où se règleraient les intérêts généraux de toutes les parties froissées durant la guerre. Mais la

fierté de Carnot et de ses collègues, enflée par les succès récens de Schérer à Loano et par les droits que la France avait acquis à un équivalent pour le partage de la Pologne, devait mettre trop d'obstacles à un rapprochement, dont la première condition était de laisser à la république toutes les provinces de la Belgique et des Alpes, qu'elle s'était appropriées par des décrets. Aussi cette négociation, entravée dès le premier pas, fut-elle généralement regardée comme une manœuvre adroite du ministère, jaloux de faire croire au peuple anglais et à l'Europe, qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de pousser la guerre à outrance, afin d'en obtenir ainsi les moyens de réaliser ses projets.

Prusse.

La tournure inattendue des événemens, donnait au traité de Bâle des résultats tout différens de ceux que les publicistes les plus habiles avaient annoncés. Les succès de Clairfayt, en rétablissant l'équilibre entre les armées françaises et impériales, sauvèrent l'empire germanique d'une invasion que tout le monde avait regardée comme certaine, après la retraite des Prussiens et des Anglais. D'un autre côté, Frédéric-Guillaume oublia bientôt, au milieu des bienfaits de la paix, l'abandon du Stathouder qu'on lui reprochait : et la triple alliance des trois grands états dont la Prusse avait beaucoup à craindre,

fit ressortir plus vivement encore aux yeux de son cabinet les avantages de ses nouvelles relations. Il était évident qu'à l'ombre de l'olivier, il avait tout le loisir de rétablir ses finances, d'organiser ses provinces polonaises, de compléter son armée, tandis que ses négociations étendraient son influence sur l'empire, et que son pavillon, ménagé par les deux partis, ferait un cabotage lucratif dans la Baltique et sur les côtes de Hollande ou de France.

Les coalisés ne négligeaient aucun moyen d'entraîner le cabinet de Berlin dans une voie plus convenable à leurs intérêts. Des mémoires pleins de verve, peignaient, sous les couleurs les plus séduisantes, les avantages qu'il obtiendrait du rétablissement de la royauté; seul ordre de choses avec lequel on prétendait qu'il pût s'allier. Vous redoutez la Russie et l'Autriche, lui disaient des publicistes plus éloquens que sages : la France vous délivrera un jour de ces puissans voisins; mais en attendant, liguez-vous contre elle avec ces mêmes adversaires dont elle doit vous affranchir : logique étrange, que l'esprit de parti ne saurait même expliquer.

On ajoutait à ces pitoyables argumens des vues plus spécieuses sur l'unité d'intérêt qui devait porter l'Angleterre et la Prusse à délivrer la Hollande. « Concluons, disaient ces mémoires,

» que le retour des Pays-Bas à l'Empereur, et » l'indépendance des Provinces-Unies du joug de » la France, intéressent essentiellement le salut » de l'Allemagne, la paix de l'Europe, le but de » la guerre, et surtout l'existence de la Grande- » Bretagne : sans cela elle ne pourrait conserver » ni son commerce du Nord, ni sa suprématie » maritime, ni son influence sur le continent; la » tranquillité de Londres pourrait même en être » troublée. La rivalité de la France qui n'a été » jusqu'à ce jour qu'un heureux stimulant pour » l'Angleterre, lui serait à l'avenir extrêmement » dangereuse et même funeste, si la domination » de la république française s'étendait jusqu'au » Rhin. L'Empereur est moins intéressé à rentrer » dans le Hainaut, la Flandre et le Brabant, ou » le prince d'Orange à La Haye, que l'Angle- » terre ne l'est elle-même à leur en donner les » moyens : sa gloire, son commerce, sa consi- » dération, sa politique, tout lui en impose la » loi. La sûreté de la Westphalie, de l'électorat » d'Hanovre, de toute la Basse-Saxe, exige éga- » lement que la Hollande soit affranchie de la » tyrannie qui l'opprime aujourd'hui. . . . . .
» . . . .

» Ainsi la conquête de la Hollande doit être » le premier, le grand, le principal objet de » l'Angleterre, à l'ouverture de la campagne, » quelles que soient ses vues ultérieures sur les

» Antilles, sur Pondichéri, et le cap de Bonne-» Espérance; même lorsqu'elle serait portée à » reconnaître plus tard la république française. » Elle ne doit point être arrêtée par la crainte » de donner un subside d'un million de livres » sterlings, s'il le faut.... Ce serait le cas de dé-» penser plus pour dépenser moins, car si la » guerre est indispensable, le seul moyen d'en » assurer le succès est de dégager les Provinces-» Unies, et pour y parvenir, il faut absolument » faire agir la Prusse et lui donner des subsides.... » L'intérêt de l'Angleterre est évident, ses res-» sources sont infinies, sa volonté ne saurait » être douteuse. Mais il est digne de la Prusse » d'y répondre loyalement et cordialement, et » de s'imposer elle-même les précautions les plus » obligatoires pour assurer l'exécution littérale » du traité, et prévenir tous les soupçons. Un » huitième pourrait être payé, par exemple, à » une époque déterminée, un huitième après » que l'armée prussienne aurait passé l'Yssel, » un autre huitième, à son entrée dans Amster-» dam, le reste quand les Provinces-Unies se-» raient entièrement purgées de la présence » pestillentielle de la gent révolutionnaire. »

Mais en prêchant ainsi une croisade contre la France républicaine, l'auteur oubliait que c'était abaisser la seule puissance dont il attendait lui-même son salut; étrange aberration de l'esprit

de doctrines, qui sacrifie à des mots, à des formes les vérités politiques les plus évidentes.

Les ministres de Frédéric-Guillaume, plus sages, jugèrent qu'une république disposant de 400 mille hommes pouvait devenir un allié précieux, et quelque convaincus qu'ils fussent d'avoir commis une faute en n'intercédant pas plus vivement pour la Hollande, ils ne voulurent pas se mettre de nouveau aux gages de l'Angleterre pour un résultat incertain. Cette résolution, qui ne le cédait point en sagesse à celle du cabinet de Madrid, eût été couronnée des plus heureux résultats, si la république avec laquelle on se réconciliait avait eu des magistrats moins brouillons et des institutions moins mobiles. Toutefois le cabinet de Berlin crut devoir profiter de l'influence que lui assurait sa position politique pour étendre sa domination en Allemagne, et préparer l'association des princes du Nord, qui porta le premier coup à l'antique constitution germanique.

L'empire ne soupirait qu'après la paix, unique moyen, selon la diète, de le garantir de l'orage prêt à fondre sur lui; la neutralité du Nord menaçait déjà de dissoudre le lien fédéral qui retenait les contingens des cercles, et on eut recours à l'influence de Catherine, pour empêcher les princes de quitter la coalition. Une note de son ministre à la diète de Ratisbonne, Empire.

engagea tous les cercles à ne point abandonner la maison impériale, dans la crise qui la menaçait.

Suède et Danemarck.

Aucun changement n'était encore survenu dans la situation de la Suède et du Danemarck, et le commerce de ces deux puissances ressentait les heureux effets de leur sage neutralité. La flotte danoise, sous l'amiral Kaas, avait appareillé pour reprendre ses croisières accoutumées, de concert avec celle de ses alliés : la cour de Copenhague avait fait plus, en reconnaissant la république française, et recevant son ambassadeur avec solennité.

Les attentats dont ces deux puissances devinrent victimes quelques années après, ont accrédité l'opinion qu'elles auraient dû prendre des mesures plus vigoureuses, pour s'opposer à l'accroissement maritime de l'Angleterre : mais la prévoyance humaine a des bornes; se reposant entièrement sur le droit des nations, comment auraient-elles pu s'imaginer que dans un siècle renommé par sa civilisation et ses lumières, les autres cabinets de l'Europe eussent aidé à établir le système odieux, dont les insulaires se sont prévalus ?

Russie.

Catherine occupée d'une expédition sur les bords de la mer Caspienne et d'une union étroite avec la Suède, sur laquelle nous aurons occasion de revenir, n'était point encore décidée à prendre sérieusement part à la guerre d'Allemagne.

La république batave éprouvait toutes les souffrances d'un enfantement politique, causées par la rédaction d'un pacte constitutionnel. La discorde semblait vouloir se mettre de la partie, et présider aux débats dont dépendait l'avenir de la Hollande. Le gouvernement unitaire, base de cette nouvelle charte, déplaisait à la plupart des provinces, jalouses de leurs prérogatives, et préférant une fédération débile, à la gêne d'un lien assez vigoureux pour les réunir en faisceau. Le grand pensionnaire Van Spiegel était, dit-on, à la tête de ce parti. Déjà la Frise se mettait en opposition ouverte. Partie de la Zélande menaçait de se placer sous la protection des Anglais, tandis que d'autres intrigues visaient à l'unir à la France. Hollande.

Le directoire favorisait de tout son pouvoir l'établissement du gouvernement unitaire, et en cela, sa politique marchait d'accord avec l'intérêt de la Hollande, puisque c'était le seul moyen d'assurer plus de développement à la force nationale. D'ailleurs le gouvernement français ne réalisait pas les heureuses espérances qu'il avait données à l'entrée des républicains dans Amsterdam. Il avait promis d'étendre les libertés du peuple batave, bienfait d'autant plus dangereux que rarement une nation passe d'une forme de gouvernement à un autre sans orages, et qu'il en coûta à celle-ci l'indépendance, plus chère encore que des doctrines. Le directoire

l'admit au nombre de ses alliés, tout en lui imposant des tributs odieux, et, s'il ne l'opprima point ouvertement, il se garda bien de la relever.

Pour comble de malheur, plusieurs corps de l'armée navale, se montrèrent ennemis des changemens opérés par les patriotes, et ce schisme eut la plus funeste influence sur le sort de la marine et des colonies.

Fort de l'appui de la France, et disposant des troupes des deux nations, le parti unitaire ne tarda pas cependant à prendre le dessus; le général Dumonceau, étant entré en Frise, y réprima tous les germes d'opposition. La Zélande renonça à des projets insensés, et le gouvernement central fut installé dès les premiers jours de mars, sous la présidence de Peter Paulus. Ce héros de la démocratie batave ne jouit pas longtemps de son triomphe; il succomba peu de semaines après à une maladie aiguë, et fut remplacé successivement par Van Kastele et Schimmel-Peninck. Les troupes hollandaises ne tardèrent pas à être mises sous les ordres de Beurnonville, qui fit entrer une garnison française à Amsterdam, pour donner plus d'influence au parti qu'il avait ordre de protéger.

Les affaires coloniales furent fort négligées dans cet intervalle; les précieux établissemens des Deux-Indes restèrent exposés aux attaques de l'Angleterre, par le départ tardif des renforts,

sur l'attachement desquels on ne pouvait pas même compter. A la vérité, le commerce hollandais se faisait illusion sur le mal qui le minait sourdement; car des relations interlopes avec l'Angleterre, de nombreux rapports avec la France et le Nord, le dédommageaient en quelque sorte de la perte de ses colonies.

Les premiers pas du directoire dans la carrière diplomatique, annoncèrent les prétentions impérieuses dont il ne se départit malheureusement jamais. L'échange de la fille de Louis XVI contre Lafayette, Beurnonville et les quatre députés livrés par Dumouriez aux Autrichiens, donna occasion au ministre de Toscane, de solliciter l'autorisation de voir l'auguste captive, parente du prince qu'il représentait. Le directoire peu satisfait de refuser une demande si naturelle, lança un arrêté terrible qui enjoignait au comte Carletti l'ordre de quitter Paris dans vingt-quatre heures: violence d'autant plus déplacée qu'elle indisposait en pure perte tous les cabinets, déjà trop enclins à voir dans les magistrats de la république, des ennemis jurés de la majesté royale et de toutes les formes consacrées chez les autres nations. Le duc de Toscane trop pacifique pour ne pas se soumettre à tout, se contenta d'envoyer un nouvel ambassadeur. Italie.

Plusieurs autres puissances d'Italie avaient changé d'attitude; Naples venait enfin de resser-

rer ses liens avec l'Autriche, et de se décider à envoyer un corps auxiliaire à l'armée impériale dans le Montferrat; renfort promis depuis si long-temps, et toujours vainement attendu.

Venise, au contraire, affectait de se rapprocher de la république. Déjà son ministre Querini, présenté à la Convention, avait reçu l'accolade fraternelle d'usage, quand le canon de Loano vint jeter l'alarme jusques dans les Lagunes. Le sénat cédant dès-lors à la terreur dont il ne tarda pas à être victime, jugea prudent d'obéir aux injonctions du directoire, qui demandait avec instance l'éloignement de Louis XVIII et de tous les émigrés. L'asile du malheur ne fut pas respecté, et ce prince reçut l'invitation de quitter Vérone sans délai.

Suisse. Les cantons helvétiques, faiblement agités par des symptômes d'insurrection autour du lac de Zurich, où les paysans réclamaient l'abolition d'abus intolérables, furent sommés de reconnaître solennellement la république française une et indivisible, ce qui n'avait eu lieu que partiellement.

Turquie. La Turquie restait passive; le directoire y envoya Aubert-Dubayet, et, bien que ses instructions soient encore un mystère, on a lieu de penser qu'elles tendaient à exciter le divan à la guerre. Il n'était pas impossible, en effet, de lui en démontrer l'à-propos, tandis que les puis-

sances coalisées, à Londres se trouvaient sérieusement engagées avec la France, et inquiétées même par les affaires de Pologne, qu'on croyait assoupies bien plus que terminées.

Le cabinet de Madrid ne considérait pas sans effroi les suites de ses fausses démarches : portant des regards inquiets sur les progrès de l'Angleterre, et se rappelant les principes qui avaient guidé les plus habiles diplomates de l'Espagne depuis Philippe II; il sentait que la paix de Bâle, ne suffirait point pour mettre les conquêtes de Pizarre et de Cortez à l'abri des tentatives ambitieuses de cette puissance, et qu'il fallait se hâter de mettre un poids efficace dans la balance maritime : toutefois le pas semblait difficile, et le moment épineux; car, il était à craindre de répéter la faute de 1761, en intervenant trop tard dans une lutte mal engagée, et à l'instant où la puissance alliée se trouvait déjà réduite aux abois. Quoi qu'il en soit, le duc de Campo-Major, ambassadeur à Londres, fut envoyé à Paris, et l'on conjectura dès-lors qu'une rupture avec l'Angleterre ne tarderait pas à éclater. L'Espagne.

Le directoire avait pris les rênes des affaires dans une conjoncture éminemment critique, et, bien que l'autorité du gouvernement parût raffermie, l'esprit de faction était encore trop échauffé pour qu'on pût imprimer une marche régulière à l'administration, qui, depuis deux France.

Tels étaient les cinq magistrats auxquels le gouvernail de l'état fut remis. Trois voulaient le bien, sans avoir au même degré la faculté de le faire. Aussi ne s'étonnera-t-on pas s'ils devinrent victimes des deux autres. Quoi qu'il en soit, la France persuadée des bonnes intentions du directoire, plaça en lui toutes ses espérances; et, secondé par quelques hommes à talens, il ne laissa pas de justifier cette confiance jusqu'à un certain point.

Sa tâche était immense. Les assignats n'avaient plus de valeur: 10 mille francs représentaient à peine 20 francs en numéraire; on estimait à 50 milliards la somme mise en circulation, et la dépréciation de ce papier-monnaie paraissait interdire jusqu'à la possibilité de lui en substituer un autre. Les impôts se payaient si mal, que Ramel estima à 1,500 millions en numéraire les contributions arriérées, en sorte que tous les services compromis par l'embarras du trésor, autant que par les dilapidations, se trouvaient dans une confusion alarmante. Les armées défaites par les fautes de Pichegru, manquaient de tout; la cavalerie et l'artillerie n'avaient plus de chevaux, et l'infanterie démoralisée, regagnait par bandes ses foyers.

Arrêter ces désordres, faire rejoindre les réquisitionnaires, compléter les régimens des différentes armes, pourvoir tous les parcs, réta-

blir la marine, asseoir de nouveaux impôts, et en assurer la perception, n'était pas chose facile avec une administration décriée, et d'autant plus à plaindre, qu'elle se trouvait dans la dure nécessité de lutter contre la moitié de la nation, et de réduire l'autre au désespoir. Si le directoire ne réussit pas entièrement à remplir cette tâche, il faut dire à sa louange qu'il fit de grands efforts pour y parvenir : ses moyens ne furent malheureusement pas toujours exempts de blâme.

Répartition du service entre les directeurs.

La Convention avait senti la nécessité de rétablir les ministères comme avant les bouleversemens de 1793. Quoique le directoire eût le choix de ses agens, il ne voulut pas s'en rapporter aveuglément aux ministres, et il établit près de lui quelques bureaux pour surveiller l'exécution des mesures d'ensemble, et quelquefois de détails que nécessitait la marche des affaires. Chacun des directeurs eut son département particulier, approprié à ses goûts ou à ses connaissances. Ainsi, dans ce nouveau partage, Carnot conserva le département de la guerre, Letourneur la marine et les colonies, Rewbell la justice, les finances et les relations extérieures, Barras la police, Lareveillère l'intérieur. Cette distribution du travail, bonne à certains égards, devint préjudiciable sous d'autres rapports, en déchargeant les ministres de toute responsabilité,

et détruisant, en quelque sorte, l'accord et l'ensemble des mesures d'exécution.

Formation des ministères.

Ces vices parurent moins sensibles dans l'origine, parce que les ministères furent confiés à des hommes aussi actifs que probes et éclairés. Truguet, qui prit celui de la marine, possédait beaucoup des qualités nécessaires à ce poste éminent. Aubert Dubayet, chargé d'abord du porte-feuille de la guerre, fut envoyé ensuite en ambassade à Constantinople. Carnot, jaloux de conduire les opérations militaires, pensa qu'il lui suffirait d'avoir un bon administrateur à la tête de ce département, et le confia au commissaire Pétiet. Les relations extérieures échurent en partage à Charles Delacroix, et avec des conseillers tels que Roberjot, Otto, Bourgoing et Reinhart, on espéra affaiblir et tempérer ce que sa rudesse républicaine avait de repoussant dans les négociations. Le département des finances, si délicat dans les circonstances actuelles, fut successivement confié à Faypoult et à Ramel.

Les améliorations sont lentes et successives: on ne devait pas en attendre d'efficaces, tant que l'édifice serait menacé vers sa base, et qu'il fallait le reconstruire à la face de l'Europe armée, malgré les efforts de la licence, et la défiance de tous les esprits.

Le directoire, marchant entre des écueils, avait

à se défendre des bandes démagogiques de Buonarotti et de Babœuf, de l'exaspération des réactionnaires du Midi, des menées sourdes de l'agence de Brottier, et des armées victorieuses des Autrichiens. L'esprit public prenait partout une tendance à la guerre civile. Un hymne, non moins célèbre que celui des Marseillais, provoquait à la réaction : *Le Réveil du Peuple*, chanté sur les théâtres, avait donné lieu à des scènes tumultueuses, qui pouvaient dégénérer en guerre intestine. La liberté illimitée de la presse, fournissait aux différens partis des armes pour s'attaquer avec une égale fureur; et cent journaux, semant partout les brandons de la discorde, exaltaient en différens sens les esprits au plus haut degré.

Pour sortir d'une situation si critique, le directoire n'avait pas le choix des moyens. Il fallait se servir des mesures révolutionnaires avec assez d'art pour comprimer les mal-intentionnés, sans ramener l'affreux régime de la terreur. Il donna d'abord les ordres les plus fermes aux administrations départementales, de faire rejoindre tous les jeunes gens atteints par la loi du 23 août, en provoquant des décrets menaçans contre les réfractaires. Un emprunt forcé de 600 millions en numéraire, fut imposé sur toute la république : on décréta une levée de chevaux de

luxe et du 30e cheval de labour dans les départemens, et l'on passa en outre, avec un juif de Berlin, un marché de 10 mille chevaux du Mecklenbourg et du Holstein, pour remonter la cavalerie. Enfin une fourniture de 350 mille équipemens complets, stipulée avec des fabricans français, entretint à la fois l'activité et l'aisance dans leurs ateliers, et suppléa ainsi, par les ressources des particuliers, à celles qui manquaient à l'administration; heureux effet de l'industrie qui double les forces d'un état, quand on sait l'utiliser à propos!

Ces mesures, quoique souvent entravées, atteignirent en partie le but désiré : celles sur les finances restèrent seules au-dessous de ce qu'on s'en promettait. Non-seulement le recouvrement de l'emprunt forcé ne put s'effectuer dans la moitié des départemens; il fallut encore user de mille ménagemens pour le faire payer dans les autres, déjà accablés par tant de sacrifices, et on exagèrerait en estimant à 300 millions ce qui rentra de cet emprunt.

Indépendamment de ces entraves, les besoins excédaient de beaucoup l'emprunt décrété; car Dubois-Crancé déclara à la tribune, qu'il ne fallait pas moins de 1,500 millions, en numéraire, pour mettre le directoire à même de pousser la guerre avec succès. Comment se flatter

d'assurer un budget jusqu'alors sans exemple dans l'histoire d'aucun peuple, lorsque les ressources du crédit public et des impôts étaient également nulles, les assignats sans valeur, et que rien ne pouvait y suppléer? Cent millions imposés à la république batave, et acquittés en rescriptions, furent dévorés en un instant; la spoliation de quelques cercles d'Allemagne n'eût pas offert une somme égale à ce faible secours. Aussi le directoire ne trouva d'autre moyen que d'attaquer les capitaux de la fortune publique, et de frapper indirectement les fortunes particulières, pour tenir le vaisseau de l'état à flot dans la tourmente, et donner le temps de le remorquer jusqu'au port.

Toutes les inventions financières furent donc mises en jeu pour atteindre ce but. Dès la fin de février, on décréta que la planche des assignats serait brisée, et la somme émise, fut fixée définitivement à 40 milliards. Dans l'espoir d'en retirer la majeure partie de la circulation au moyen de l'emprunt forcé, Echasseriaux proposa de les admettre en paiement à raison de 30 capitaux pour un; ce qui les eût réduit à 3 pour cent de leur valeur nominale, et en eût soustrait 18 milliards de la circulation.

Mais, après une telle banqueroute, quel espoir restait-il de rétablir le crédit de ce papier? Et,

puisque cela devenait impossible, n'était-il pas imprudent de s'enlever les ressources positives de l'emprunt, pour améliorer le cours durant quelques semaines? Bien convaincu de la nullité de ces moyens, le comité des finances fit proposer le 10 mars, par Defermont, l'émission de 600 millions de mandats, hypothéqués sur les produits de la vente des domaines nationaux; mais, à peine avait-on décidé cette mesure, qu'un message du directoire, lu en comité secret, signalant l'insuffisance des ressources qui en devaient résulter, proposa, non sans imprudence peut-être, d'élever la somme de ce nouveau papier à 2 milliards 500 millions, et le frappa ainsi d'un coup mortel avant son émission.

Ces secousses peu propres à inspirer quelque confiance portèrent le mal à son plus haut période; le directoire croyant obtenir par des lois sévères, un crédit qui n'est jamais le résultat de la force, fit décréter que ces mandats seraient la seule valeur reconnue dans les stipulations civiles et commerciales; il porta ainsi une atteinte funeste aux fortunes particulières, et renversa pour long-temps toute confiance dans une administration qui ne respectait pas plus la bonne foi publique que les transactions entre citoyens. A ces moyens révolutionnaires, on en ajouta bientôt qui ne parurent pas moins

funestes : le directoire attribuant tous les désastres des Antilles aux projets du parti royaliste, proposa le sequestre et la vente de tous les biens appartenans aux colons émigrés, dont il évaluait la somme à 2 milliards au moins. Cette sévérité, peut-être juste dans son principe, n'en était pas moins très-dangereuse, car elle devait faire des ennemis irréconciliables, et prolonger la guerre civile à St.-Domingue, sans faire entrer un écu dans les coffres de la métropole. Comment se flatter, en effet, de vendre des plantations incendiées, sur les ruines desquelles campaient encore les assassins de la plaine du Cap?

Conspiration jacobine de Babœuf.

Pendant que le gouvernement cherchait, dans mille mesures de circonstances, des ressources qui ne pouvaient découler que du retour de l'ordre, du crédit public et de l'obéissance aux lois, les Jacobins se préparaient à ressaisir l'autorité qui leur était échappée. Réduits désormais au rôle d'auxiliaires, ils devaient encore paraître de temps en temps sur l'horizon politique, comme un contre-poids au parti royaliste; mais leur règne était passé sans retour.

Babœuf, dans un journal digne émule de l'*Ami du Peuple*, s'était déclaré le champion des prolétaires, et avait ourdi un complot tendant à renverser le gouvernement constitutionnel, pour y substituer le régime révolutionnaire. La nuit du 11 mai était marquée pour agir. A un

signal convenu, les anarchistes devaient s'emparer des barrières, de la Monnaie, de la trésorerie et de l'arsenal, sonner ensuite le tocsin pour ameuter la populace, dissoudre ou égorger les deux conseils, et enlever les directeurs, qui auraient été remplacés par une nouvelle Convention. Le pouvoir, en attendant, eût passé aux mains d'un comité insurrecteur de salut public.

Les patriotes des faubourgs, renforcés par une foule de terroristes des provinces, secondés par la légion de police, et mieux dirigés qu'en prairial, devaient assurer le succès de ce complot, et on le regardait comme d'autant plus facile, que le désarmement du 13 vendémiaire ayant désorganisé la garde nationale sédentaire, il ne restait au gouvernement que les 2 bataillons de sa garde constitutionnelle, et quelques troupes campées hors de Paris. La police était trop active, pour qu'un projet si compliqué lui échappât; elle en saisit les fils, et fit arrêter au moment de l'explosion presque tous les conspirateurs. Un arrêté du directoire ordonna la clôture de toutes les sociétés politiques; Babœuf et les principaux complices furent arrêtés et traduits à la cour nationale (1), leur influence sur la

(1) La constitution de 1795 conférait à une cour spéciale, composée de juges de tous les départemens, le pénible droit de juger les membres du gouvernement accusés de délits politiques. Le re-

multitude parut assez redoutable, pour qu'on jugeât nécessaire de la convoquer à Vendôme.

Tentative sur le camp de Grenelle.

La nuit de la translation des prisonniers, le parti fit une tentative pour les enlever. Les insurgés, croyant pouvoir compter sur l'un des corps qui composaient le camp de Grenelle, s'y portèrent en foule ; mais les troupes les accueillirent mal : les dragons chargèrent les rebelles, en tuèrent quelques-uns, et firent une soixantaine de prisonniers, qui furent livrés à une commission militaire. Son jugement ne tarda pas à intervenir, et parmi ceux qu'elle condamna à mort, on remarqua les ex-conventionnels Cusset, Javogues et Hugues, montagnards forcenés. La cour de justice de Vendôme moins expéditive, mit 18 mois à instruire le procès de Babœuf, qui fut condamné enfin à la peine de mort avec Darthé son principal agent.

Dans un tel état de choses, il ne restait au directoire qu'à ramener la victoire sous les drapeaux républicains; car une riche moisson de

---

présentant Drouet se trouvant impliqué dans celui-ci, il fallut convoquer cette cour pour juger tous les prévenus : outre ceux qu'on vient de nommer, les principaux étaient Antonelle, Laignelot, Riccord, le général Rossignol, et le publiciste Buonarotti, plus fait par ses lumières et la douceur de ses mœurs, pour éclairer la nation, que pour la bouleverser par des doctrines démagogiques.

lauriers était seule capable de tourner l'efferves-cence de la nation contre les ennemis extérieurs, et de la dédommager en quelque façon du régime arbitraire sous lequel il se voyait forcé de la tenir.

Affaires de la Vendée.

Déjà il trouvait dans le succès de ses armes en Vendée, un puissant contre-poids aux embarras qui l'assiégeaient. On a vu au chapitre 51, qu'éclairé par Hoche et par Chérin, il avait arrêté le 28 décembre la réunion des trois armées de l'Ouest, et mis en état de siége les départemens voisins; cette sage résolution, appuyée par les troupes d'élite venues des Pyrénées, eut un succès d'autant plus certain, qu'à l'instant même la dissension redoubla parmi les royalistes. Les tristes résultats des expéditions de Quiberon et de l'île Dieu, avaient relâché tous les liens de l'association bretonne, et substitué à son état-major vingt cotteries dirigeantes, plus avides des faveurs du comte d'Artois que jalouses de justifier sa confiance.

Sages mesures de Hoche.

Aussi adroit qu'intrépide, le vainqueur de Quiberon s'attachait à protéger le clergé, dont il connaissait l'influence, et à gagner insensiblement les petits propriétaires et les fermiers, en leur garantissant sûreté et protection. D'une autre part, il calmait l'animosité des officiers de l'armée royale, en promettant à ceux qui se soumettraient, une retraite facile hors des fron-

tières, ou un séjour tranquille dans l'intérieur.

Isolant par ses colonnes l'armée du centre de celle de Charette, Hoche semblait s'appliquer, sinon à le prendre, du moins à le mettre dans l'impossibilité de continuer la guerre. Déjà même la plupart de ses officiers, désespérant de soutenir plus long-temps une lutte si inégale, réclamaient à grands cris la paix, et faisaient circuler des mémoires pour en prouver la nécessité. Charette répondit avec indignation à leurs vœux, et piquant leur point d'honneur par d'amers reproches, les décida à mourir, puisqu'il n'était plus en leur pouvoir de triompher.

Ils ne tardèrent pas effectivement à payer de la vie, un acharnement désormais sans but honorable et certain; car on ne saurait trop le répéter, c'était une frénésie bien plus qu'un attachement religieux et raisonné aux anciennes institutions qui leur avait remis les armes à la main.

Dernier effort de Charette.

Battu en rase campagne, et victorieux quand il tombait sur des camps isolés, comme ceux de l'Oye et des Quatre-Chemins; Charette résolut enfin à tenter un dernier effort, et rassembla le 28 décembre sur le plateau de la Roullière les hommes de sa circonscription en état de porter les armes. Son projet était d'attaquer le général Travot, dont les colonnes infatigables le menaçaient de plus près.

Soit que le général républicain eût vent de son approche, soit qu'il eût conçu lui-même un projet d'attaque, les deux partis se rencontrèrent au passage de la Vie. Les royalistes, surpris et saisis d'une terreur panique, sont culbutés, et perdent en un instant leur artillerie, leur parc de munitions, le drapeau sacré, et une foule des plus déterminés; en sorte que Charette eut peine à rallier 1,200 hommes des 5 mille qu'il était parvenu à mener au combat. Un peu déconcerté de cet échec, il se dirige vers la Sèvre, dans l'espoir d'exciter les habitans de l'Anjou à quelque diversion en sa faveur; et, afin d'ôter à Stofflet tout prétexte de rester dans l'inaction, il lui conduit un convoi de munitions, récemment venu d'Angleterre. Arrivé devant Preuille, il réussit à en chasser un détachement républicain: lorsque Travot parti du Poiré découvre ses traces, et l'attaque inopinément dans ce bourg, où il se croyait en sûreté.

Il cherche à joindre Stofflet.

Les débris de son corps, débordés et menacés de toutes parts, sont forcés de se faire jour, et ne regagnent la Boulogne qu'avec la plus grande peine. Presque abandonné, Charette dépêche alors des officiers en Angleterre pour solliciter des secours, et cherche à tromper l'activité du général Gratien, en entamant des pourparlers: Couëtus, chargé d'une mission auprès de ce dernier, est arrêté par une patrouille, et reconnu

pour avoir commandé la surprise du camp des Quatre-Chemins; il est fusillé, et cette rigueur, peut-être imprudente, prolonge l'animosité des royalistes; chacun ne songe plus qu'à vendre chèrement sa vie, et renonce à un rapprochement que Charette leur démontre comme impossible.

Stofflet reprend les armes.

Sur ces entrefaites, Stofflet se disposait à reprendre les armes; soit qu'il n'ait pu résister aux instances du comte d'Artois, ou que les colonnes de Hoche, en resserrant peu à peu l'Anjou, l'eussent averti du sort qui lui était réservé, s'il laissait accabler Charette. Ses espérances ne furent qu'imparfaitement remplies; l'Anjou habitué aux douceurs de la paix, ne soupirait que pour son maintien, et à peine put-il rassembler un millier d'hommes : cette levée de boucliers d'autant plus inconsidérée qu'on l'annonça d'avance par des proclamations, attira sur la tête de Stofflet l'orage qu'il voulait conjurer.

Il est prévenu par Hoche, pris et fusillé.

A peine Hoche fut-il de retour de Paris à son armée, qu'il arrêta un plan d'opérations, pour déjouer les tentatives renaissantes des royalistes de la Vendée et de la Bretagne. Comme les points les plus menacés sont en Anjou, il se détermine à frapper les premiers coups sur la rive gauche de la Loire. A cet effet, il ne laisse en Bretagne que les forces absolument nécessaires pour garder les points militaires de la

côte et de la presqu'île du Cotentin; puis il dirige vers les ponts de Nantes et de Cé toutes les troupes disponibles. Prêt à fondre sur Stofflet; il répond d'abord à ses proclamations incendiaires avec un mélange de dignité et d'énergie, puis se porte avec une division à Chemillé par des marches forcées à travers des chemins défoncés et des torrens débordés; en même temps, d'autres colonnes pénètrent de tous côtés en Anjou, et rendent le rassemblement des bandes impossibles. Prévenu à Chemillé, Stofflet s'empare d'Argenton-le-Château; mais il est bientôt forcé de se dérober aux poursuites des généraux Spithal et Crublier: différentes colonnes traquent ses divisionnaires, isolés comme lui, et réduits à l'escorte de quelques affidés. Bernier désespérant d'une cause qu'il n'avait embrassée que par ambition, et comptant se raccommoder avec le parti républicain, vendit, dit-on, la tête de Stofflet, en l'attirant, sous prétexte de conférer avec lui, dans la ferme de Pégrimaud. Là, au lieu de trouver son conseil, il fut investi, garotté et conduit à Angers, où il reçut la mort avec autant de courage qu'il en avait montré durant sa vie.

Malgré cet heureux prélude, la haine déguisée sous le voile du patriotisme, s'attacha sur les traces de Hoche. Les autorités civiles, dont il avait restreint le pouvoir, les réfugiés de la Ven-

dée, au gré desquels il ne terminait pas assez tôt la guerre, le dénoncèrent également; mais le directoire méprisant ces vaines clameurs, l'engagea à redoubler de zèle, en accordant à sa conduite les éloges qu'elle méritait. Ces témoignages honorables de la satisfaction du gouvernement ne furent point perdus; le général, sûr de son approbation, persista dans son système de modération et de fermeté. Depuis long-temps, il avait vainement offert à Charette un sauf-conduit pour la Suisse ou l'Angleterre. Le général Gratien, en le poursuivant sans relâche, lui renouvela cette offre par le curé Guesdon. Lassés de périls sans objet, de fatigues sans résultats, et d'une vie vagabonde qui avait épuisé leur résignation et leurs forces, la plupart de ses officiers le conjuraient de passer à Londres, sauf à revenir en temps plus opportun. Charette seul opposant les intentions du Roi, aux prières de ses compagnons, ne leur répondit que par l'ordre d'un rassemblement général.

Hoche poursuit Charette à outrance.

Ses adversaires ne lui laissèrent pas le temps de l'effectuer. Le général Lefranc, distingué par sa conduite dans les attaques de la vallée de Bastan (1), dissipa la division de Le Moëlle, et cet officier, l'un des meilleurs de l'armée royale,

Travot le bat à la Begaudière.

(1) Chapitre 42.

tomba percé de coups dans la mêlée. De son côté, Travot assaillit Charette lui-même à la Begaudière, et culbuta sa cavalerie dans un choc où l'intrépide Beaumel perdit la vie. Charette presque seul, se réfugie alors dans les bois de Gramenon, où la défection éclaircit de jour en jour les rangs de sa petite troupe; le jeune La Roberie l'abandonne; Guérin et plusieurs autres suivent son exemple, et pour obtenir meilleure composition s'offrent à faire prendre leur chef.

Charette ainsi abandonné des siens, dénoncé par les habitans du pays, ne sachant où reposer un instant sa tête, poursuivi par quatre colonnes mobiles et des soldats déguisés, en proie à tous les besoins, fit planer la terreur autour de lui, et ordonna, dit-on, le massacre du curé Guesdon, dont il suspectait la fidélité. Entouré enfin de piéges et de troupes ennemies, il traversait la lande de Grossetière, dans l'espoir de se soustraire aux perquisitions de Travot, lorsqu'une femme le reconnut, et vint le signaler à son adversaire. Celui-ci se met aussitôt à ses trousses, et l'atteint au hameau de la Chauvière, près de Froidefond. Le dévouement de ses derniers officiers et d'une cinquantaine de braves, qui lui font un rempart de leurs corps, le tira de danger; mais, cerné le 23 mars à Presselière par quatre colonnes, parties du Luc, de St.-Philibert, du Poiré et de Montaigu, il n'é-

Il est pris par Travot.

chappa d'abord à celle de l'adjudant-général Valentin que pour tomber dans celle de Travot, qui débouchait du Poiré, vers la Chabotrie. Semblable à un sanglier poursuivi par les chasseurs, il se précipite sur un taillis, une espingole à la main, à la tête de 150 braves qui lui restaient. Le combat ne demeure pas long-temps indécis, sa bande est détruite, et lui-même entouré, renversé et sabré par plusieurs dragons, remet son épée à Travot, qui eut pour lui tous les égards dus au courage malheureux : trait de générosité qu'on ne rappellerait point ici, si la mémoire n'en avait été perdue vingt ans après par les juges royalistes appelés à prononcer sur le sort de ce vaillant officier.

Ceux qui se rappellent ces horribles guerres de parti, se figureront aisément la joie qui éclata dans les rangs républicains, à la nouvelle de la capture de Charette. Ce chef étant le plus renommé de tous, il importait de convaincre le peuple des contrées où il avait porté si souvent le fer et la flamme, qu'il n'en avait plus rien à redouter; on le conduisit à Nantes le 27 mars, et cette ville qui avait été témoin de son triomphe, le fut de son supplice. Mort de Charette.

La postérité reprochera sans doute à Charette d'avoir prolongé une lutte sanglante au-delà du terme où elle était utile et glorieuse à la cause qu'il servait; mais, comme historien militaire,

nous rendrons justice à son grand caractère, et nous reconnaîtrons qu'il possédait les qualités d'un intrépide chef de parti.

Après la mort de Stofflet et de Charette, la Vendée respira. En vain le chevalier d'Autichamp se déclara le successeur du premier, en vain le comte de Grignon prétendit remplacer l'autre; les efforts de ces chefs obscurs, de même que ceux du chevalier Vasselot, qui prit le commandement abdiqué par Sapinaud, n'aboutirent qu'à échanger une correspondance mensongère avec le cabinet de Londres. Ne pouvant empêcher le désarmement des campagnes, *ils* vinrent se placer eux-mêmes sous la surveillance des autorités républicaines; heureux qu'elles voulussent fermer les yeux sur leurs dernières tentatives !

Opérations de Hoche en Bretagne.

La Vendée purgée, Hoche se hâta de repasser la Loire pour pacifier la Bretagne, où Puisaye tenait, depuis la mi-février, les royalistes en armes. Des honneurs, un peu d'argent, beaucoup de promesses rapportées de Londres par les agens du comte d'Artois, avaient rallumé l'ardeur des chouans; et quelques avantages obtenus dans les premiers jours de mars par le vicomte de Scépeaux, avaient tellement enflé leur orgueil, que déjà ils croyaient faire renaître la Vendée de ses cendres. Le 23 mars, Puisaye rassemble la division Duboisguy et donne le signal

des hostilités. Bientôt les enlèvemens de voitures publiques, de convois, de détachemens isolés, et autres coups de main nocturnes, se succèdent avec rapidité. Mais ce genre de guerre n'était pas de nature à changer les choses de face. Maîtres de tous les postes du pays, les républicains allaient être secondés tout à l'heure, par 20 mille hommes, qui revenaient de la Vendée par les ponts de Nantes, de Cé et de Saumur.

Puisaye voyant donc que pour donner de la consistance au parti, il fallait absolument s'emparer d'une place maritime qui mît en contact avec l'Angleterre, n'hésita pas à en dresser le projet, bien qu'il ne disposât pas de plus de 6 mille hommes sans artillerie ni munitions. Au milieu de ce beau rêve de guerre civile, les colonnes de Hoche envahissent le territoire du vicomte de Scépeaux, battent et dispersent ses bandes à Auverney, à St.-Sulpice, à Ancenis, et le forcent à implorer la paix. Les républicains passent de suite la Vilaine, et poussent les chouans dans les repaires du Morbihan et des côtes du Nord.

Là, Georges Cadoudal, qui venait de recevoir du canon d'Angleterre, et se trouvait à portée d'en obtenir tous les jours des munitions et des renforts, crut pouvoir se maintenir; mais ses bandes successivement battues et dispersées, l'obligent à recourir, avant la fin de

mai, à la générosité du général Quentin. La division des Côtes-du-Nord, commandée par le chevalier de la Vieuville, qui jouissait comme la précédente de l'avantage d'une communication sûre avec l'Angleterre, par le Clos-Poulet, éprouva le même sort. Son chef battu dans une première rencontre à Bescherel, poursuivi et forcé successivement dans les châteaux de Tourdelain et de la Houssaye, n'échappa d'abord aux colonnes mobiles du général Rey, que pour tomber quelques jours après dans une embuscade au milieu de la forêt de Villequartier, où il perdit la vie. La division d'Ille-et-Vilaine, dont Puisaye s'était réservé le commandement supérieur, ne parvint pas à se maintenir plus long-temps. Elle fut totalement dispersée par des colonnes mobiles du général Beaufort, tant à St.-Ouen de la Rouairie, que dans la forêt de Fougères.

En Normandie, le comte de Frotté, qui avait insurgé les districts de Dreux, de Châteauneuf et de Mortagne, vit bien après quelques échecs essuyés aux environs de Vire et de Domfront, qu'il ne pourrait lutter contre les républicains, et licencia ses gens. Comme Georges Cadoudal, il se retira en Angleterre, où le principal artisan des troubles de Bretagne, les avait déjà précédés. Ainsi, dès le commencement de juin, l'Ouest fut pacifié, et rendu par des mesures de vigueur et de justice au régime constitutionnel.

Tandis que le général Hoche s'appliquait ainsi à extirper de cette contrée les germes contre-révolutionnaires, les agens des princes, toujours actifs, cherchèrent à soulever des provinces où l'absence des bataillons républicains leur donnait quelque espoir de succès. Le jeune comte de Rochecotte, plus zélé que capable, conçut l'idée d'insurger le Maine, la Touraine, l'Orléanais, le Berry, le Bourbonnais et l'Auvergne, de lier l'insurrection de ces provinces avec celles de la Vendée et de la Bretagne, et de l'étendre ensuite en Franche-Comté, où le prince de Condé réuni au comte de Bésignan devait s'emparer de Besançon. Insurrection du Berry.

Les princes français dont le sort était d'être trompés par ces hommes à projets, avaient approuvé ce plan gigantesque, au moment où Pichegru paraissait disposé à leur livrer l'armée qu'il commandait, et en renvoyèrent l'exécution au printemps suivant, *à l'apparition du comte d'Artois sur les côtes de l'Ouest.* Tout concourut à lui assurer un premier succès : animés par les prêtres et quelques émigrés rentrés, les paysans du Berry embrassèrent le parti des princes; le soulèvement devait commencer dans les départemens de l'Indre et du Cher, où Rochecotte avait commissionné, pour organiser la révolte, un ingénieur émigré nommé Phélippeaux, et un certain Dupin, homme influent dans le pays.

Pour donner plus de force à l'insurrection, Phélippeaux avait attiré un millier de déserteurs républicains, et se flattait de former aisément avec ce noyau, les paysans à la discipline. L'organisation prit quelque consistance, à l'aide d'une proclamation du Prétendant, qui excitait les Français à secouer le joug du directoire.

Cependant, soit que le comte de Rochecotte n'eût pas sur tous les points des agens aussi actifs que Phélippeaux, soit que les Orléanais et les Auvergnats s'enflammassent plus difficilement que les Berrichons, il fallut différer le soulèvement, afin de lui donner plus d'ensemble. Ce retard, facile à prévoir, impossible à prévenir, porta un coup fatal au projet de Rochecotte : les déserteurs enrôlés par supercherie, lassés de la vie errante qu'ils menaient, députèrent à Phélippeaux leur commandant, pour lui signifier qu'ils allaient rentrer dans leurs foyers. Celui-ci qui fondait ses succès sur ces auxiliaires, avança en leur considération la levée de boucliers, et prescrivit aux différens chefs voisins de Jars, de venir le joindre sur-le-champ. Le 2 avril, à six heures du matin, il se porta à la tête d'environ 1,500 hommes, sur la petite ville de Sury en Vaux, dont il s'empara sans coup férir.

Ici, le noyau grossi de tous les royalistes des environs, s'éleva à 4 mille hommes, assez mal armés, à la vérité, mais se croyant invincibles,

parce qu'ils avaient deux vieilles pièces de canon trouvées dans Sury. Phélippeaux, profitant de l'ardeur de sa bande, la dirigea aussitôt sur Sancerre qui lui ouvrit ses portes. Au même moment, Dupin prévenu de la levée prématurée de Phélippeaux, faisait tous ses efforts pour organiser 3 à 4 mille paysans qu'il avait réunis aux environs de Châteauroux.

Avantageusement située sur une montagne escarpée, non loin de la Loire, Sancerre déjà célèbre dans les troubles civils du 16e siècle, par la retraite qu'elle donna aux protestans, aurait offert une bonne place d'armes. Mais Phélippeaux fit peu de cas de ces avantages, et, plus jaloux de grossir ce qu'il appelait déjà avec emphase son armée, que de s'assurer des positions qui lui soumettaient le pays, après avoir organisé les bandes dont il disposait, alla camper le 8 avril, à Sens-Beaujeu, pour de là se diriger sur Bourges, d'où il espérait, dit-on, se lier au corps de Dupin.

Aux premiers avis de mouvemens insurrectionnels, Hoche fit remonter la Loire à 3 mille hommes sous la conduite du général Canuel. De son côté, le général Désenfant, commandant du Cher, envoya un détachement à Châteauroux pour observer Dupin, et dirigea le reste de ses troupes sur Sancerre, dont il ignorait l'occupation. Enfin, le 8 avril, les troupes venant de la

Vendée, étant arrivées à Bourges, Canuel et Désenfant concertèrent leurs opérations; le lendemain, le premier se porta par Azy sur Sancerre, l'autre par Henrichemont sur Sens-Beaujeu. Sancerre étant évacué, Canuel guidé par des patriotes de cette ville se dirigea sur Sens-Beaujeu qu'il surprit pendant la nuit; le combat s'engagea avec chaleur dans la ville; mais Phélippeaux inquiété bientôt par Désenfant, abandonne ce poste aux républicains.

Cependant Dupin ayant appris que le détachement stationné à Châteauroux, avait été renforcé par 1.500 hommes venus d'Orléans, concentra ses forces à Bourg-Dieu sur la droite de l'Indre, où il ne tarda pas à être attaqué : rejeté derrière Palluau, il y fut assailli le lendemain, sa troupe, culbutée dans l'Indre, et lui-même pris avec ses principaux officiers.

Le directoire usa de clémence envers ces prisonniers. L'expérience lui avait prouvé que la rigueur n'est pas toujours un remède efficace contre les troubles politiques. Les Berrichons désabusés, reprirent leurs travaux champêtres, et Rochecotte cédant à la conviction, en apprenant l'équipée de ses meilleurs agens, renonça au projet d'allumer la guerre civile au centre de la France.

Avec la révolte du Berry finit la guerre de la Vendée, dont elle n'était qu'une étincelle; le

succès momentané qu'elle avait obtenu fit sentir toutefois un contre-coup dans les départemens du Midi, notamment dans la Lozère et le Gard, où elle ranima les haines.

Projets offensifs du directoire pour la guerre au dehors.

Quelque importans que fussent les succès de Hoche, on ne pouvait guère les envisager que comme une diversion. Depuis les victoires de Savenai et de Quiberon, le parti royaliste se trouvait hors d'état de relever le trône par la force des armes; et, si la république ne succombait sous les coups de l'anarchie, c'était aux rives du Rhin ou aux revers des Alpes, qu'on pouvait lui porter les coups les plus sensibles.

Aussi le directoire sentit vivement la nécessité de donner à ses armées une attitude imposante, et d'ouvrir la campagne par l'offensive. L'adoption de ce système n'était pas seulement un gage de succès, il donnait aussi l'espoir de porter le théâtre de la guerre sur le territoire ennemi, et d'assurer le reste du service public, en déchargeant le trésor des frais énormes qu'exigeait l'entretien des armées.

Réorganisation des armées.

Les revers de la dernière campagne avaient fait sentir à la Convention les inconvéniens de maintenir dans leur appauvrissement les nombreux cadres formés depuis 1794, et le comité de salut public avait été chargé, par une loi spéciale, de réorganiser l'armée. Le directoire, qui entrevoyait dans cette mesure la possibilité

de ramener l'ordre et l'économie, eut le courage de la mettre à exécution. Un arrêté, en réduisant les cadres de moitié, entraîna la réforme d'environ 20 mille officiers; mais, pour concilier la justice avec l'économie, il fut réglé en principe, que dans les bataillons ou escadrons, les plus anciens officiers de chaque grade, seraient conservés jusqu'à la concurrence du nombre fixé par l'arrêté du comité de salut public : les autres furent renvoyés dans leurs foyers avec le traitement de réforme, ou conservés à la suite des corps. Mais si le directoire évita ainsi l'arbitraire pour les officiers de troupe, il fallut bien s'écarter des principes à l'égard des généraux; autrement l'ancienneté eût porté de nouveau à la tête des armées les Charbonnier, les Vezu, les Fromentin; tandis que Bonaparte, Moreau, Joubert eussent été compris dans la réforme. Il devint donc nécessaire de faire un choix, et ce choix fut très-heureux, bien qu'il blessât l'amour-propre d'un certain nombre de généraux.

Non-seulement le directoire profita de cette circonstance pour épurer l'armée, et récompenser d'anciens services; mais aussi pour échauffer le zèle d'une foule de jeunes officiers, à qui il ne manquait que l'occasion de développer des talens naturels ou des connaissances acquises. C'est ainsi que Moreau fut appelé de la Hollande

où il commandait le corps d'occupation, pour remplacer Pichegru sur le Rhin; et que Bonaparte fut désigné pour commander en Italie. Les services signalés que ce dernier y avait déjà rendus sous Dumerbion, lui donnaient des titres à cette marque de confiance, bien que le public si souvent injuste et prévenu, ait attribué cette faveur aux plus étranges motifs (1). L'histoire vengera ce grand capitaine des calomnies débitées par l'envie, l'ignorance et la haine de parti.

Plan de campagne du directoire.

S'il faut en croire quelques écrivains avides de merveilleux, le directoire aurait arrêté un plan d'offensive gigantesque, d'après lequel l'armée de Sambre-et-Meuse devait marcher de Dusseldorf sur Ratisbonne et Straubing, pour se réunir sur l'Inn avec celle de Moreau. Cette masse de forces se fût ensuite liée par les montagnes de Salzbourg avec l'armée d'Italie, qui, après avoir conquis le Piémont et le Milanais, se serait avancée à travers les états de Venise jusqu'en Carinthie.

Si ce projet a jamais existé, loin d'y applaudir, nous le blâmerions; car sa réussite étant subordonnée à la concentration de trois corps trop éloignés pour être réunis à point nommé, le

(1) On prétendit qu'il obtint ce commandement par le crédit de Barras, en reconnaissance du mariage de complaisance qu'il aurait contracté avec la veuve du général Beauharnais.

moindre échec essuyé par l'un d'eux eût détruit tout l'ensemble des opérations. Ajoutez que la répartition des forces était faite sans discernement, puisque l'armée d'Italie qui avait la plus forte tâche à remplir, se trouvait la plus faible, et aurait eu à peine assez de monde pour garder le Piémont, et se maintenir en Lombardie.

Il n'existait qu'un moyen d'assurer le succès d'une telle invasion, et on le négligea; c'était de porter 120 mille hommes en une seule armée sur Ulm et Munich, où l'on avait le plus d'avantage à frapper des coups décisifs; vérité démontrée par les campagnes de 1800, 1805 et 1809. L'armée d'Italie aurait dû alors être renforcée jusqu'à 100 mille combattans, qui, sous la conduite d'un général aussi entreprenant que Bonaparte, eussent aisément rempli le but secondaire qu'on se proposait, en se dirigeant sur Vienne par les Alpes Noriques ou la vallée de l'Inn.

Mais il est probable que la tournure seule des événemens inspira aux éloquens panégyristes de cette campagne, l'idée de ce plan, qu'ils arrangèrent après coup; les instructions données par le directoire au général Bonaparte à son départ pour Nice, n'annoncent point une combinaison si vaste ni si compliquée (1), leur lecture

(1) Voyez chapitre 56 et les pièces justificatives, n°s 1 à 4.

convaincra que le gouvernement se borna à décider l'invasion de l'Allemagne et de l'Italie, en se réservant d'ordonner la marche ultérieure des armées d'après la tournure des événemens.

De son côté, le cabinet de Vienne ne s'était point endormi sur les lauriers cueillis par Clairfayt dans la campagne précédente. Instruit par les décrets de réunion de la Belgique, qu'il n'y avait plus de rétrocession à espérer à la paix, il redoubla d'efforts pour reconquérir ces provinces ou en obtenir du moins l'équivalent. Une levée de 25 mille hommes opérée dans les états héréditaires, mit à même de compléter les régimens qui avaient le plus souffert dans la courte campagne d'Outre-Rhin. Les nouvelles provinces de Gallicie organisées militairement, facilitèrent cette opération, et promettaient surtout d'excellens soldats, si l'on parvenait à leur faire oublier leur origine polonaise. Plan de campagne du cabinet de Vienne.

Le vainqueur des lignes de Mayence et de Frankendahl, Clairfayt, fut appelé à Vienne, et y reçut un accueil depuis long-temps inusité dans la résidence des modernes Césars. Son char dételé fut traîné par le peuple, et la cour rivalisa d'abord avec les habitans pour le combler de fêtes et d'honneurs. Mais, au moment où l'on décernait à ce général, les honneurs du triomphe, le conseil aulique lui désigna un successeur dans la personne du jeune archiduc Charles, et plon-

gea par cette disgrâce inattendue l'armée et le peuple de Vienne dans un égal étonnement.

Les uns attribuèrent cette résolution au mécontentement de la cour, qui avait hautement improuvé l'armistice; d'autres la rejetèrent sur la jalousie qu'inspire ordinairement la trop grande popularité d'un général victorieux, et accusèrent le ministère de vouloir des victoires sans en laisser le mérite à ceux qui les gagnaient.

Quoi qu'il en soit, l'archiduc Charles justifia heureusement la préférence qui lui fut accordée, et les vertus qui distinguèrent ce prince à l'égal de ses talens, lui assignent à côté du prince Eugène de Savoie le premier rang parmi les hommes de guerre dont s'honore la monarchie autrichienne. A peine âgé de 20 ans, il avait déployé à Nerwinden et sous Landrecies le courage du plus vaillant soldat, avec le coup-d'œil d'un capitaine consommé. Malheureusement la faiblesse de sa constitution nuisait au développement de sa grande ame : aussi débile que Guillaume d'Orange, il avait tout le feu du rival de Louis XIV, et ne lui cédait peut-être point en génie; mais forcé de faire une guerre plus active et plus pénible que le héros de Steinkerque, le prince autrichien dut sentir vivement combien la force de corps influe sur celle de l'esprit, et ce qu'elle est capable d'ajouter aux autres qualités militaires.

Pour donner plus d'autorité à l'Archiduc, le cabinet de Vienne employa toute son influence pour lui faire conférer la dignité de feld-maréchal de l'Empire; ce qui lui donnait aux yeux des petits états d'Allemagne un titre de considération, et le droit de disposer plus librement de leurs contingens : enfin on l'entoura d'officiers d'état-major distingués, tels que les généraux Schmidt, Chasteller et Bellegarde (1). Wurmser commandait encore sur le Haut-Rhin.

Les armées impériales recrutées et complétées, songeaient à pousser sur Trèves et à franchir la Moselle pour forcer Jourdan à évacuer la Belgique, et le conseil aulique se promettait un pendant à la campagne du prince de Cobourg, en 1793, avec l'intention d'en tirer plus de fruit, et de donner une meilleure direction à ses masses.

Les mêmes efforts devaient s'effectuer du côté de l'Italie, où les événemens prirent bientôt une tournure toute différente de celle que le cabinet de Vienne attendait.

---

(1) Le général Schmidt fut tué en 1805, à l'affaire de Dimstein, au moment où il commençait l'exécution du projet hardi qu'il avait formé pour enlever le corps du maréchal Mortier.

CHAPITRE LVI.

Opérations en Italie. — Arrivée de Bonaparte à Nice. — Le général Beaulieu veut prendre l'offensive; mais il est attaqué lui-même et percé par son centre à Montenotte, Dego et Millesimo. — Bonaparte se jette ensuite sur les Sardes qu'il bat à Mondovi; il marche sur Turin, et force le roi de Sardaigne à la paix.

Préparatifs des Alliés.

La victoire des républicains à Loano, répandant l'alarme en Lombardie, avait engagé le conseil aulique à y envoyer le général Beaulieu, et à prendre des mesures vigoureuses pour l'ouverture de la campagne suivante. Le cabinet de Vienne promit à ce général une armée imposante pour chasser l'ennemi du territoire piémontais, et, cherchant à inspirer à tous ses Alliés la ferme résolution de redoubler d'efforts pour atteindre le même but, il stipula, à cet effet, avec eux, de nouveaux engagemens.

Toutefois, l'inaction de l'armée victorieuse, attribuée aux souffrances qu'elle endura pendant l'hiver, fit juger au ministère de François II, que ses craintes avaient été exagérées, et que les

républicains, affaiblis par un dénûment absolu, autant que par les maladies, ne se hasarderaient point à déboucher de l'Apennin. Il conçut même l'espoir de les expulser de la rivière de Gênes, et se contenta de renforcer son armée de 5 à 6 mille hommes, et de lui assigner pour réserve une douzaine de bataillons épars jusques dans la Carinthie.

Chances des deux partis.

La cour de Turin ne tint pas mieux ses promesses; entravée par quelques révoltes dans l'intérieur, et par quelques émissaires français, qui encourageaient secrètement la propagande, elle eut toutes les peines du monde à recruter ses régimens.

Naples, convaincue que le danger ne l'atteindrait jamais, se contenta de faire marcher 2 mille chevaux sur le Pô, et de prodiguer la promesse de lès faire suivre par une division d'infanterie qui se rassemblait à Ponte-Corvo, et qui néanmoins, ne dépassa jamais les frontières.

Ainsi, Beaulieu auquel on faisait espérer une armée formidable, trouva à son arrivée, à peine 3 à 4 mille hommes de plus que son prédécesseur, renfort d'autant plus insuffisant, qu'il était compensé par plusieurs chances défavorables.

D'un côté, on voyait ce vétéran presqu'octogénaire placé à la tête d'une armée combinée, dont la majeure partie peu docile à ses ordres,

n'écoutait que les instructions de la cour de Turin; bornant ses désirs à rouvrir une communication avec les escadres britanniques; et s'estimant trop heureux si, par le moyen d'une guerre prudente et méthodique sur un terrain entièrement neuf pour lui, il parvenait à soutenir la réputation qu'il s'était acquise dans les plaines de Belgique.

De l'autre, on aperçoit un jeune guerrier, élevé dans les meilleures écoles, doué d'une imagination ardente, nourri des exemples de l'antiquité, sorti d'un volcan révolutionnaire, avide de gloire et de puissance, connaissant à fond l'Apennin où il s'était illustré en 1794, cherchant les obstacles pour le plaisir de les vaincre, et mesurant déjà d'un œil assuré les distances qu'il avait à franchir avant de se rendre maître de l'Italie.

A ces avantages pour la guerre d'invasion, Bonaparte réunissait un génie naturel, et des principes positifs, fruits d'une théorie éclairée. D'ailleurs son origine en quelque sorte italienne, lui promettait un parti puissant dans la Péninsule; condition essentielle pour obtenir des succès durables dans cette guerre au-delà des Alpes.

On ne saurait toutefois dissimuler que ces avantages du général républicain dérivaient uniquement de la disposition morale des deux chefs,

et que la balance des forces numériques ne fût en faveur des coalisés.

En effet, la force active de l'armée d'Italie n'excédait pas 42 mille hommes; tandis que celle des Alliés en comptait bien 52 mille; Beaulieu à l'extrême droite commandait plus de 30 mille combattans, munis de 124 canons de campagne et de 16 obusiers; Colli se liait à lui avec un corps de 20 à 22 mille Austro-Sardes, chargé de couvrir Ceva et Coni (1). Le reste de l'armée piémontaise, qu'on peut également estimer à 24 mille hommes, gardait toutes les avenues du Dauphiné et de la Savoie, depuis l'Argentière jusqu'au Mont-Blanc, et fournissait des garnisons aux places de l'intérieur. Il était commandé par le prince de Carignan, et opposé à l'armée des Alpes, aux ordres du général Kellermann, dont la force l'égalait à peu de chose près.

État intérieur de l'Italie.

La situation politique de l'Italie, déjà exposée au chapitre précédent, nous dispensera de faire ici une nouvelle énumération des chances qu'elle offrait aux différens partis. La coalisation voyait dans ces contrées de puissans auxiliaires, la France n'y apercevait que des neutres incertains. Gênes surtout se trouvait dans la position la plus

(1) Quelques versions nous présentent ce corps comme subordonné à Beaulieu; d'autres affirment qu'il était tout-à-fait indépendant.

pénible : placé au milieu des armées belligérantes, le territoire de cette république était toujours la proie du plus fort; la ville même, semblait devoir appartenir au premier qui croirait de son intérêt de l'occuper, car sa défense ne consistait guère qu'en protestations. Elle avait vu la neutralité de son port violée par les Anglais, à plusieurs reprises, et rien ne pouvait la mettre à l'abri d'un traitement semblable du côté de terre. Déjà elle en était menacée par les demandes de l'envoyé de France, Villars, qui exigeait un emprunt de 20 millions, et la remise des forts de la côte.

Prétentions des Français avec Gênes.

Le directoire, dans la détresse de ses finances, s'était cru fondé à cette demande où il entrevoyait à la fois une réparation et un secours, à l'aide duquel il mettrait son armée en état de vaincre. Salicetti, chargé par le nouveau gouvernement de l'emploi important de commissaire civil et politique, venait d'en adresser la réquisition au doge, et de faire marcher une brigade de l'avant-garde jusqu'à Voltri, pour lui donner plus de poids.

Instructions du directoire à Bonaparte

En prenant les rênes des affaires, le directoire avait donné, comme nous l'avons déjà dit, ses premiers soins à la réorganisation des armées; il n'oublia pas celle d'Italie. Après s'être concerté avec son nouveau général, il lui adressa, le 6 mars, des instructions qu'on ne lira pas sans

un vif intérêt; car elles sont un des documens les plus remarquables de l'histoire de cette guerre (1).

La tâche imposée à cette armée, présentait de grandes difficultés, elle avait à combattre des ennemis supérieurs, mieux pourvus de tout, mieux organisés, et soutenus de l'intérêt de tous les princes d'Italie; sa force active, à la fin de mars, occupait les cantonnemens suivans (2).

	hommes.
La division Laharpe, et celle de Masséna, } vers Savone et Finale, } fortes ensemble de	16,500
Le général Augereau à la Pietra et Loano	8,000
La division Serrurier à Ormea	7,000
Le général Macquart à Breglio et Tende	3,700
Le général Garnier à Roccabiglière et Finestre	3,200
La cavalerie aux ordres des généraux Kilmaine et Stengel, en cantonnement le long de la côte	4,000
Total.	42,400

L'artillerie n'était pas nombreuse; elle comptait à peine 60 pièces mal attelées, tandis que l'armée alliée en avait plus de 200.

Deux divisions de réserve, composées de dé-

(1) Pièces justificatives, n° 1.

(2) Ces positions, ainsi que l'organisation des divisions, ne furent que momentanées; on faisait dans ce moment le travail d'embrigadement, qui n'avait pas encore été exécuté à cette armée. Tout fut ainsi changé à l'arrivée du général en chef.

pôts, de recrues et d'un petit nombre de bons régimens, gardaient la côte jusqu'à Nice et Toulon, servaient de garnisons en s'instruisant, et devaient tenir les divisions actives au complet. On portait leur force à 20 mille hommes environ; mais il faut remarquer que le service important dont elles étaient chargées, n'eût pas permis de les appeler à l'armée avant de les avoir remplacées; et loin qu'on pût se flatter d'en disposer sitôt, tout présageait qu'elles seraient à peine suffisantes pour la garde de Toulon, la surveillance de Marseille, et la répression des troubles qui, des montagnes de la Provence, s'étendaient dans le Gard, la Lozère et l'Ardèche.

Le délabrement de tous les services, les privations de tous genres, paraissaient devoir être un obstacle aux succès de cette armée; ils en devinrent le premier mobile. Bonaparte, à qui les leçons des grands capitaines de Rome étaient déjà familières, n'avait point laissé échapper cette maxime importante, *que la guerre nourrit la guerre* (1); il n'ignorait pas non plus qu'une

(1) Cette maxime des Romains est fort juste, lorsqu'on en fait l'application à des armées régulières, proportionnées à la population qui les alimente, également proportionnées aux ressources des nations chez qui elles entrent. Mais elle n'est plus si exacte, lorsqu'il s'agit de ces levées de peuples entiers se précipitant les uns sur les autres; alors la guerre détruit tout, les vainqueurs en souffrent presque autant que les vaincus, surtout quand les expéditions sont lointaines. Nous verrons en effet, dans la suite, quelle mobilité Bo-

masse bien employée, triomphe presque toujours de forces supérieures mal disposées ou mal engagées, et ses espérances embrassaient déjà la conquête de l'Italie.

Premiers soins de Bonaparte.

Le général en chef arriva à Nice le 27 mars; ses premiers momens furent consacrés à pourvoir aux besoins qui auraient pu nuire à ses opérations, et à prendre connaissance de l'état de ses troupes, ainsi que des positions ennemies. Portant un œil sévère sur les administrations, il leur imprima bientôt toute son activité, assura les différens services, et secondé par le zèle et le crédit d'un banquier-fournisseur, parvint à faire payer aux troupes un à-compte sur leur solde, qui ranima bientôt leur confiance, et les attacha irrévocablement au chef qui savait améliorer leur sort. Ces premières dispositions achevées, il transféra son quartier-général à Albenga le 5 avril, puis à Savone le 9; cheminant avec le nombreux train des parcs et tout le

---

naparte sut donner à ses forces par l'application de ce nouveau système, et quels avantages il en retira contre des adversaires qui subordonnaient leurs opérations à la certitude d'assurer à l'avance pour long-temps la subsistance de leurs troupes. Mais nous aurons aussi à raconter comment, non moins imprudent que Cambyse, et méprisant tous les obstacles, il perdit des armées innombrables pour avoir voulu appliquer à des masses immenses, et à des pays sans ressources, ce qui lui avait réussi avec 60 mille hommes dans les champs fertiles du Milanais, de la Souabe et de l'Autriche.

personnel des administrations par l'horrible route de la Corniche, sous le feu des canonnières anglaises, il montra dès ce début l'audace qui devait caractériser ses entreprises.

Bonaparte trouva son armée éparse dans une ligne de cantonnemens trop étendue. (*Voyez Pl. XXI.*) La division Laharpe, qui gardait Savone, avait poussé la brigade Cervoni en avant-garde sur Voltri, afin de menacer Gênes, et d'appuyer les sommations du ministre de France. Le général Masséna prit position à Cadibono; Augereau au centre, près le mont San Giacomo; la gauche aux ordres de Serrurier, vers Ormea et Garessio. Les divisions Macquart et Garnier furent détachées depuis Tende au col de Cerise.

L'ennemi occupait une ligne à peu près parallèle, mais encore plus étendue. Beaulieu avec la gauche à Voltagio et Ovàda, le centre vers Sassello, la droite dans la vallée de la Bormida. L'armée de Colli, non moins disséminée, avait la garde depuis ce point jusqu'à l'Argentière : la brigade Christ défendait les vallées de Vermegnana, du Gesso et de la Stura, contre le général Macquart : le général Leyre occupait la Cursaglia, l'Ellero, les aboutissans du Tanaro, les environs de Mondovi et Vico; le comte de Flaye défendait la Haute-Bormida, le camp retranché de Ceva et Mulazanno; enfin, Provera à la gauche, gardant Millesimo et Cairo, devait lier cette armée avec

celle des Impériaux, et s'assurer des hauteurs de Cosseria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida.

Le général français avait donné trop de preuves de génie, pour qu'on dût s'attendre à lui voir garder méthodiquement les débouchés de l'Apennin et des Alpes maritimes par un cordon de vedettes. Juste appréciateur des avantages d'une agression combinée sur de bons principes, et pénétré de l'urgence de frapper un coup d'éclat dès l'ouverture de la campagne, il résolut de prendre l'initiative. Si l'ennemi restait sur la défensive, divisé comme il l'était, on pouvait espérer d'accabler son centre, d'avoir ensuite bon marché des deux ailes séparées : si les coalisés se décidaient, au contraire, à une démarche offensive, on pouvait juger par la position de Colli, et son grand éloignement de Beaulieu, que dans cette supposition, ce dernier s'avancerait sur la rivière de Gênes, vers Vado, comme Wallis l'avait fait l'année précédente; alors on aurait pu espérer, avec plus de raison encore, de percer leur centre, et de les battre séparément; car Beaulieu eût été encore plus compromis dans la rivière de Gênes, que s'il fût resté sur la défensive à Voltaggio au revers de l'Apennin. Ainsi, dans toutes les hypothèses, il fallait se masser vers le mont San Giacomo, depuis Altare jusqu'à Montenotte, pour être en mesure de parer

à tout, et ce fut le parti que Bonaparte adopta.

Sur ces entrefaites, Beaulieu avait reçu du conseil aulique l'ordre positif de prendre l'offensive. Le général Colli lui proposa d'abord de rassembler le gros de l'armée sur sa droite, vers les sources de la Bormida, pour attaquer de concert avec les Piémontais les hauteurs de San Giacomo et d'Altare, afin de culbuter la gauche des Français, et de s'emparer des communications de leur droite. Ce projet était excellent; mais l'approche du détachement de Cervoni ayant répandu le bruit que les républicains voulaient s'emparer de Gênes, pour y trouver des moyens de continuer la guerre, et déboucher ensuite par la Bochetta dans la plaine de Montferrat, le général autrichien ne tint aucun compte des conseils de son allié, et adopta le plus dangereux de tous les partis qu'il pouvait choisir; il résolut de porter sa gauche renforcée sur Gênes, pour établir ses communications avec les Anglais, et priver les Français de l'appui de cette place importante.

Mouvement des Impériaux sur Gênes.

Dès le 5 avril, l'armée alliée s'étendit un peu vers la gauche; le général Pittoni s'établit le 1er du mois au passage de la Bochetta, avec 6 bataillons, poussant des patrouilles sur Campo-Marone et Gênes; le corps de bataille remonta la vallée d'Orba, aux ordres de Sebottendorf; la droite de Beaulieu commandée par d'Argenteau,

restant à Sassello, occupa Dego, et communiqua avec la gauche des Sardes, sous le général Provera, qui tenait, comme on l'a dit, les hauteurs de Cosseria et de Millesimo. Le surplus des forces de Colli était toujours préposé à la défense du camp de Ceva, et des avenues de Coni du côté de Tende et de l'Argentière.

On voit que les deux corps principaux se trouvaient aux extrémités d'une ligne étendue et coupée par des montagnes, tandis que le centre, formé des troupes de Provera et d'Argenteau, n'opposait qu'un faible rideau aux divisions Laharpe, Masséna et Augereau, rassemblées entre San Giacomo, Cadibone et Savone.

Le 10 avril, Beaulieu fit partir son aile gauche, forte de 11 bataillons divisés en deux colonnes : la première aux ordres du général Pittoni, dut marcher par Conegliano sur Voltri, et la seconde, sous la conduite de Sebottendorf, reçut l'ordre de s'y rendre, d'Ovada par Campofreddo et Marone. Combat de Voltri.

Le général Cervoni, qui couvrait Voltri, avec 3 mille hommes, voyant ses avant-gardes débusquées de Bra et Pegli, se concentra à Melle, où il soutint un combat des plus vifs. Menacé ici par des forces supérieures, canonné sur la droite par des chaloupes anglaises, et bientôt tourné à gauche, ce général se retira dans la nuit sur Madona de Savone, où il se réunit avec La-

harpe. Il n'eût pas été si heureux, si son adversaire eût dirigé la colonne de Sebottendorf immédiatement sur Arenzano ou Crevari, pour lui couper le chemin de Savone. La retraite fut au reste protégée par 2 bataillons, que le général en chef avait placés au soutien sur les hauteurs de Varaggio.

Tandis que Beaulieu, qui aurait dû porter toute l'armée alliée par Ormea sur la gauche des Français, ou par San Giacomo sur leur centre, courait ainsi de sa personne avec son aile gauche sur les rives de la mer, Bonaparte instruit de ces faux mouvemens, avait résolu de l'en faire repentir, et de diriger la masse de ses forces contre le centre des coalisés. A peine le général autrichien fut-il arrivé à Voltri, dans l'intention de s'aboucher avec le commodore Nelson, sur les opérations ultérieures (1), qu'une canonnade menaçante se fit entendre à son centre. Beaulieu sentit alors que sa position devenait critique; le peu de résistance qu'on avait trouvé dans la rivière de Gênes, lui indiquait assez qu'un grand effort devait avoir lieu dans les montagnes; il fit marcher Wukassowich avec une partie des troupes de Sebottendorf, et voulut s'y porter lui-même; mais le mal était irrémédiable.

(1) L'amiral Jervis avait succédé à lord Hotham, et Nelson commandait un détachement de sa flotte.

Dans le moment où Beaulieu entrait à Voltri, le général Argenteau, commandant le centre, fort de 10 mille Autrichiens, s'était ébranlé en trois colonnes, avec le gros de ses troupes, pour forcer les positions retranchées qu'occupait un détachement de la division Laharpe sur les sommités de Montenotte et Monte Legino. Argenteau conduisit son corps de bataille de Paretto sur le Mont Traversin, où il devait se réunir au brave Roccavina, parti de Dego avec 2,500 hommes d'élite. Le colonel Lezeni, laissant quelques détachemens à gauche pour entretenir la communication avec Beaulieu, s'avança par la crête de l'Apennin vers Badeno.

Argenteau attaque Montenotte.

Plusieurs relations contemporaines ont affirmé, que cette attaque s'était faite contre les intentions de Beaulieu; mais ces assertions démenties par les mémoires les plus authentiques, méritent d'autant moins croyance, que tout le succès de l'entreprise dépendait du concert des deux corps. D'ailleurs cette circonstance n'aurait pas eu la moindre influence sur les succès de la journée; Bonaparte avait résolu d'attaquer le centre des Autrichiens avec toutes ses forces; ils n'eussent été que plus sûrement défaits, s'ils l'avaient attendu dans un poste défensif.

Pour donner une juste idée de l'événement que nous allons retracer, il est indispensable que le lecteur se pénètre de l'importance de la

position de Montenotte. Elle se compose d'une petite chaîne de hauteurs située au sommet de l'Apennin, et qui, s'abaissant un peu, forme le col de même nom; espèce de nœud auquel se rattachent le Mont Traversin, le Mont Prato, et le monte Legino. Ce dernier contrefort, courant sur Savone, n'est pas moins élevé que la chaîne principale, et au point le plus retréci de son arête, on avait tracé une redoute à peine achevée, et non encore armée, dont la destination était de couvrir le chemin direct du col de Montenotte à Savone, par le revers occidental du contrefort. Un autre chemin menait à ce col par les hauteurs d'Altare; car dès qu'on a atteint le sommet de l'Apennin on trouve plusieurs sentiers assez praticables qui lient les différens passages entre eux. Outre les avantages naturels à la position de Monte Legino, elle avait encore une importance relative, provenant de la situation des deux partis; car la jonction de Beaulieu et d'Argenteau devant s'opérer dans le bassin de Savone, à travers ces hauteurs, elles devenaient nécessairement la clef de toute l'entreprise des coalisés.

Bien que l'attaque des Impériaux manquât d'ensemble, elle n'éprouva pas d'abord grand obstacle. Roccavina déboucha le 11 avril au point du jour, et ne voyant pas paraître Argenteau avec la colonne principale, il voulut néanmoins pren-

dre l'initiative, et chassa les tirailleurs français des hauteurs de Traversin. De crainte de pousser trop loin, il attendit alors l'arrivée d'Argenteau, qui ne parut qu'au milieu du jour à Castellazzo, dont il s'empara après un simulacre de résistance. Ces deux colonnes réunies n'avaient qu'un pas à faire pour gagner le Monte Prato et la redoute de Monte Legino; quand le colonel Rampon, détaché pour recueillir Cervoni, vint s'y établir, et défendre ces hauteurs pied à pied. Les Impériaux, maîtres des positions dominantes, et n'ayant plus qu'un dernier assaut à livrer pour s'emparer de ce contrefort qui plonge sur Savone, lancent plusieurs colonnes sur la redoute; Roccavina se met à leur tête, et les encourage par son exemple. Le colonel Rampon, qui ne lui cède point en bravoure et sait apprécier l'importance de son poste, jure de s'y ensevelir, et fait répéter ce serment au milieu du feu, aux 1,200 braves qu'il commande (1) : différentes attaques très-vives sont repoussées, et la nuit seule vient mettre un terme à la fureur des deux partis. Argenteau voyant l'inutilité de ses efforts, prend position sur les hauteurs en arrière de la redoute, attire à lui sa réserve, et porte le régiment de Terzy du côté de Ferreira, pour couvrir

(1) Un bataillon de la 21e, et moitié d'un de la 117e, qui devinrent à l'amalgame la 32e demi-brigade, surnommée la brave.

son flanc droit; bien décidé à renouveler ses tentatives le lendemain.

Bonaparte profite des fautes de son adversaire.

Pendant que ces divers mouvemens s'exécutaient, Bonaparte prenait à Savone les dispositions les plus opportunes, pour frapper un coup de maître. Laharpe, parti à minuit de son camp, à la tête de la brigade Causse, soutenue par celle de Cervoni, gravit l'arête de Monte Legino, et vint se former derrière la redoute, pour fixer l'attention des Autrichiens sur leur front, et l'aborder sérieusement quand il en serait temps. Masséna reçut l'ordre de rassembler ses forces vers les hauteurs d'Altare, de se jeter sur la droite des Autrichiens, et tout en culbutant leur ligne, de chercher à les prévenir sur leurs communications. A cet effet, la brigade Menard, partant de Cadibone, fut destinée à aborder la position de Montenotte par la droite; tandis que Joubert et Dommartin se prolongeraient de San Giacomo sur les flancs et les derrières.

Enfin, Augereau auquel on avait prescrit la veille de s'avancer de Loano à Mallere, dut fondre dès l'aube du jour sur Cairo dans la vallée de la Bormida, pousser des partis jusqu'à Rochetta, et se rabattre ensuite vers Monte-Freddo, pour donner la main au général Dommartin, après avoir opéré la séparation de la ligne ennemie, et assuré le succès de l'attaque

de Montenotte supérieur, où Argenteau désormais semblait devoir trouver son tombeau. Ces dispositions, en effet, n'eussent pas manqué de rendre sa perte certaine, si le défaut absolu de fourrage et la nature du pays, forçant le général français à laisser sa cavalerie en cantonnemens sur la côte, ne lui eussent ravi les moyens de profiter de sa victoire.

Il accable Argenteau.

Bien qu'une nuit pluvieuse, et une matinée obscurcie de brouillards, rendissent les mouvemens des républicains plus pénibles, elles en garantirent d'autant mieux le succès, en prolongeant l'incertitude de l'ennemi. En effet, le ciel venant tout à coup à s'éclaircir, présenta aux Autrichiens stupéfaits le spectacle imposant des colonnes prêtes à les assaillir. Enivrés de leurs premiers succès, ils comptaient tout au plus que les mouvemens dont leurs vedettes rendaient compte, étaient causés par l'arrivée de quelques renforts au détachement de Rampon; mais ils étaient loin de se croire si près de leur ruine. Les brigades conduites par Laharpe, furent les premières à les aborder vers cinq heures du matin, et réussirent parfaitement à leur donner le change sur le point où se dirigerait l'effort. On combattit avec assez de vivacité sur le front de la position de Montenotte: Roccavina, non content de s'y défendre avec sa bravoure accoutumée, fut même un instant sur le point

de changer de rôle pour devenir à son tour assaillant. Mais l'illusion fut de courte durée, et le réveil terrible; car Bonaparte, parti à une heure du matin de Savone, avait joint Masséna sur les hauteurs d'Altare, et se préparait à porter le coup mortel aux Autrichiens. Le général en chef s'établit sur un plateau, au centre de ses divisions, pour mieux juger de la tournure des affaires, et prescrire les manœuvres qu'elles nécessiteraient. Masséna toujours jaloux de se réserver le poste du péril se met à la tête de la brigade Menard, blottie dans le ravin de Crovo, puis s'élance sur le Menau et Castellazzo, en même temps que Joubert se prépare à le soutenir. Il n'en fallait pas tant pour culbuter le bataillon isolé qui s'y trouvait : cette affaire terminée, Masséna traverse le vallon de Ferreira, se porte par Montenotte inférieur, sur les flancs et les derrières du corps d'Argenteau, enlève les postes qui les couvraient, et aborde vivement sa ligne, tandis que la division Laharpe, formée en colonne, attaque le Monte Prato, et qu'Augereau se dirige de Carcare sur Monte Freddo.

Il était impossible que le général autrichien pût résister à une telle combinaison : son corps, composé de troupes choisies, se défendit avec vigueur contre les attaques de front; mais lorsqu'il fut instruit du mouvement de la division Masséna, et du danger qui menaçait le faible batail-

lon de Terzy, chargé de couvrir sa droite, il résolut de faire un changement de front pour voler à son secours. Laissant donc le colonel Nesslinger, avec un détachement de 2 mille hommes, pour défendre les hauteurs contre la division Laharpe, il marcha par sa droite avec tout le reste de ses forces. Il n'était plus temps : le général Masséna, après avoir accablé le régiment de Terzy et franchi le ravin de Ferreira, débouchait déjà par Montenotte inférieur. Les deux colonnes furent bientôt en présence; mais leur position était trop inégale pour que la lutte se prolongeât long-temps; dès le premier choc, le désordre s'introduisit parmi les Autrichiens, qui furent rejètés sur Paretto et Dego, avec perte de 1,200 hommes hors de combat, et autant de prisonniers. Il n'en arriva à Ponte-Ivrea, qu'environ 8 à 900 hommes; le reste fut dispersé. Le colonel Nesslinger eut la plus grande peine à exécuter sa retraite, et n'y parvint qu'en essuyant une perte considérable.

Bonaparte sait habilement tirer parti de sa victoire.

Bonaparte n'ignorait pas que si le centre dégarni d'une ligne trop étendue est le point le plus favorable pour l'attaquer, tous les résultats qu'on peut attendre d'une pareille manoeuvre, dépendent néanmoins de la rapidité avec laquelle on sait profiter de ses premiers succès. Il avait bien emporté une position et fait quelques prisonniers : cependant il eût perdu le fruit de

ces avantages, en laissant à Beaulieu le temps de se reconnaître et de rétablir l'ensemble dans ses dispositions. Pour achever d'autant mieux la ruine du centre ennemi, et accabler ensuite ses deux ailes successivement, le général en chef ordonna à la division Laharpe de le poursuivre d'abord vers Sassello, afin de donner des inquiétudes au corps qui s'y trouvait; mais de se rabattre aussitôt sur la Bormida. Lui-même se dirigea avec le centre et la gauche, sur la route de Dego, le quartier-général vint s'établir à Carcare. Masséna et Dommartin prirent position vis-à-vis de Cairo avec 9 bataillons. Joubert occupa la Chapelle-Ste.-Marguerite avec la 1re légère, et le général Menard, à la tête des 18e et 75e demi-brigades, garda les hauteurs, au-dessus de Cosseria. La division Augereau bivouaqua entre Carcare et Millesimo. La gauche, aux ordres du général Serrurier, était toujours à Garessio, où par de fausses attaques elle fixait l'attention de Colli, et l'empêchait de se porter au secours de Beaulieu. La cavalerie répartie sur la côte, attendait que l'armée eût débouché des sommets de l'Apennin sur le versant du Piémont, pour prendre part à ses succès et les rendre plus décisifs.

Dispositions de Beaulieu pour rétablir son armée.

Dès que Beaulieu eut connaissance de l'échec essuyé par Argenteau, il se rendit au quartier-général d'Acqui, où il arriva le 13, après avoir

ordonné au général Wukassowich, de marcher par le revers du Monte Payole, avec 3 bataillons, pour se réunir à un corps d'égale force qui se trouvait vers Sassello, et se diriger conjointement avec lui sur Dego. Afin d'assurer le succès de ce mouvement, Argenteau devait tenir ce poste jusqu'à l'extrémité, et être renforcé, à cet effet, de quelques bataillons détachés de la division Henrici. L'aile gauche, poussée si mal à propos vers la rivière de Gênes, se replia sur l'Orba. La brigade Provera se trouvait toujours près de Cosseria, liant le corps d'Argenteau avec l'armée de Colli, qui, au premier bruit de l'attaque des Français, s'était avancé avec quelques bataillons sardes sur Monte Zemolo et Cencio, et avait porté une division sur la gauche vers Paroldo.

Dans la nuit, Masséna reçut l'ordre d'attaquer Dego, avec le peu de troupes qui lui restaient. Laharpe devait se réunir à lui le lendemain à midi pour le seconder. Comme ses bataillons étaient harrassés, et qu'il attendit vainement la brigade Dommartin retenue à Cairo, il ne s'ébranla qu'à une heure; et son opération se borna, pour ce jour-là, à une reconnaissance, parce que malgré l'arrivée de Laharpe il ne se crut point assez fort pour chasser l'ennemi de son camp retranché; il s'établit pour la nuit à la Rochetta.

Le 13 avril, au point du jour, la division Augereau força les gorges de Millesimo, tandis que

Les Français accablent Provera à Cosseria.

les brigades Joubert et Menard, au centre, délogeaient les ennemis des hauteurs environnantes, et coupaient la retraite à Provera, qui se vit contraint de se réfugier sur le sommet de la montagne de Cosseria, où il se retrancha dans les ruines d'un vieux château. Bonaparte, qui de Carcare s'était rendu sur les lieux, balança longtemps s'il emporterait ce poste de vive force. L'entreprise paraissait scabreuse. Le château est assis sur la montagne la plus élevée de l'Apennin, au nœud de trois contreforts qui, à la distance de 3 à 400 toises, forment un glacis gazonné d'une pente régulière, quoique très-roide, dont le pied est tapissé d'épaisses broussailles. Comment escalader une position si formidable? D'un autre côté, fallait-il s'arrêter devant cette masure, quand peut-être Masséna et Laharpe, déjà aux prises, avaient besoin de prompts renforts? L'attaque fut donc résolue; toutefois avant d'en venir à cette extrémité, l'on essaya d'intimider Provera par une sommation. Ce général, appréciant l'avantage de son refuge, mais dépourvu de vivres, offrit de l'évacuer, à condition qu'il rejoindrait les siens avec armes et bagages. On trouva trop dur de laisser échapper une capture assurée, et le général français ayant insisté pour qu'il se rendît prisonnier, les pourparlers furent rompus. De chaque côté, l'on se disposait à en venir aux mains, quand une canonnade se faisant en-

tendre du côté de Cencio, obligea le général en chef à s'y transporter.

Tandis que la brigade Menard y repoussait l'ennemi, Augereau résolut d'empòrter Cosseria. Déjà ses colonnes d'attaque, aux ordres du général Bannel et des adjudans-généraux Joubert et Quesnel, étaient formées sur chacun des contreforts. Elles en suivirent les crêtes, et furent accueillies par un feu de mousqueterie très-vif. Joubert, presqu'au milieu du glacis, ayant jugé à propos de profiter d'un pli du terrain pour faire reprendre haleine à sa troupe, afin de la réunir et d'assaillir ensuite les retranchemens avec plus d'ensemble et de vivacité, les deux autres colonnes s'arrêtèrent aussi. Alors les ennemis, prenant cette halte pour de l'hésitation, firent rouler des quartiers de rocher qui renversèrent et écrasèrent tout ce qu'ils rencontraient. En moins d'un quart d'heure, près de mille hommes furent tués ou mis hors de combat: Bannel et Quesnel étaient du nombre des premiers. Néanmoins Joubert après avoir rétabli l'ordre dans sa troupe, était parvenu au pied des retranchemens que quelques braves avaient déjà escaladés; quand deux coups de pierre le firent tomber sans connaissance, et rouler au bas du glacis. Les soldats, rebutés par les obstacles qui semblaient se multiplier sous leurs pas, et privés de tous leurs chefs, cherchèrent alors dans les

broussailles un faible abri contre le feu dont ils étaient accablés. La nuit suspendit le combat sur ce point : Augereau craignant que son adversaire ne se fît jour dans l'obscurité, fit établir des épaulemens et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil du château, et la division passa la nuit du 13 au 14 sur le qui-vive.

Nouvelles fautes des Impériaux.

Cependant, il importait de plus en plus à Bonaparte de profiter de ses succès, de l'étonnement et de la dissémination de l'ennemi, pour frapper le coup décisif, avant que Beaulieu pût combiner la réunion de ses efforts. Ce dernier, revenu à Acqui, croyait rétablir ses affaires par des mesures partielles : laissant partie de sa gauche sur l'Orba, il imagina mettre un terme aux succès des républicains, en se bornant à renforcer Argenteau à Dego, et en lui prescrivant de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité. Rien, au reste, ne semblait moins propre à remplir ce but, que les dispositions des généraux autrichiens, dont les forces se trouvaient éparpillées de tous côtés : 4 bataillons étaient à Dego, 4 à Sassello, 2 à Mioglia, 3 à Paretto, Malcivino et Acqui, 3 en marche avec Wukassowich par le Monte Pajole sur Sassello; enfin, 3 bataillons de la gauche, s'approchèrent vers Montalto pour soutenir Dego, dont ils restèrent éloignés d'une forte marche. Les détachemens de Colli occupaient toujours le Monte Ze-

molo, et son corps de bataille, campé en 2 divisions sous Ceva et Peraldo, était contenu par la seule division du général Serrurier.

Conformément à ses instructions, Argenteau se disposait à réunir, le lendemain, les 4 bataillons les plus voisins, afin de renforcer ceux qui gardaient Dego, et il expédia l'ordre à Wukassowich de s'avancer avec les 5 autres, de Sassello par Ponte-Ivrea, sur le flanc droit des Français.

Le 14 avril, au matin, les deux armées se trouvèrent en présence. Les troupes sardes, établies dans la vallée de la Bormida et sur les hauteurs de Cencio, cherchant à délivrer Provera attaquèrent au centre la brigade Menard; mais elles furent vigoureusement accueillies et repoussées avec perte. Alors Bonaparte fit appuyer le général Menard, à droite, afin de renforcer l'attaque que la division Laharpe devait exécuter sur Dego, de concert avec le reste des troupes de Masséna.

Cette position, composée d'une chaîne de 5 à 6 mamelons, est d'autant plus importante, qu'elle barre la vallée; celui de Magliani qui en forme le point culminant, était couvert d'une grande redoute, et les autres garnis de retranchemens. Il était indispensable de s'en rendre maître, pour empêcher les deux armées alliées d'effectuer

leur jonction dans la vallée de Bormida, et conserver les succès obtenus jusqu'alors.

Provera capitule. Argenteau est battu à Dego.

A l'instant où les dispositions se faisaient pour cette entreprise, le corps de Provera, manquant de munitions et de vivres, avait été forcé de se rendre prisonnier : cette nouvelle, d'un favorable augure, fut reçue avec de vives acclamations, et remplit les troupes d'une nouvelle ardeur. La division Laharpe, s'étant avancée sur la Bormida, vers le village de Cagna, se forma ensuite sur 3 colonnes serrées en masse : la 1re, aux ordres du général Causse, passa la rivière sous le feu des batteries ennemies, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; elle devait attaquer l'aile gauche des Impériaux par son flanc droit, de manière à la séparer du reste de sa ligne; la 2e, conduite par le général Cervoni, dut attaquer le Pian et Costa de front; enfin, la 3e, conduite par l'adjudant-général Boyer, était chargée de tourner le ravin qui couvrait la ligne ennemie, et de lui couper la retraite. Masséna avait aussi partagé son détachement en 2 colonnes. L'une, commandée par le général Lasalcette, commença à longer la montagne de droite pour attaquer le village situé sur la crête. L'autre, dirigée par l'adjudant-général Monnier, sous les ordres immédiats de Masséna, après avoir franchi un torrent sur un pont, monta droit à Dego par un sentier.

Toutes ces attaques furent exécutées avec intrépidité sous la direction immédiate de Bonaparte, et avec tant d'ensemble, que Masséna commençait à tourner la droite de la position, lorsque Causse et Cervoni, réunis au haut du mamelon de gauche, marchaient en colonne serrée, au pas de charge, sur la grande redoute. Les Austro-Sardes firent d'abord une assez belle défense : les 4 bataillons qui attendaient le renfort amené par le général Argenteau, tinrent ferme, et furent culbutés dans l'instant même où ce général paraissait sur les hauteurs derrière la ville. Bien qu'il semblât difficile de rétablir le combat dans de telles circonstances, le général autrichien encourut le reproche de s'être replié avec un peu de précipitation, à la vue du détachement de Boyer qui menaçait le flanc de sa colonne, et des tirailleurs de Masséna qui s'avançaient d'un autre côté. Ainsi abandonnées à elles-mêmes, les troupes du camp de Dego cherchèrent leur salut dans la fuite : mais peu s'échappèrent, parce que l'artillerie arrêtée par Masséna encombra la route, et les força à se jeter sur les revers de la montagne, à travers d'affreux ravins, pour gagner beaucoup plus loin le seul chemin où elles pussent se retirer. La majeure partie de 3 bataillons autrichiens et 2 sardes, tomba au pouvoir du vainqueur, avec 13 pièces de canon. Le général

Masséna fit harceler Argenteau par des coureurs jusqu'à Spigno, et le gros de la division campé à Colleta, occupa les mamelons et la ville de Dego. Labarpe dut s'apprêter à prendre le chemin de Salicetto, pour se joindre à Augereau.

Le vainqueur infatigable veut porter ses efforts à gauche contre Ceva.

Bonaparte suivait toujours avec vivacité l'exécution de son plan, et les événemens se succédaient avec une rapidité étonnante. A peine la division Augereau fut-elle disponible, par la capitulation du château de Cosseria, qu'elle reçut ordre d'appuyer à gauche, et de s'emparer des hauteurs importantes de Monte Zemolo, afin de compléter d'autant mieux l'isolement de l'armée piémontaise qui se reployait sur le Tanaro et dans son camp retranché de Ceva, d'avec les restes de celle de Beaulieu qui se retirait par Acqui et la vallée de l'Orba. Ce mouvement, secondé par la brigade Rusca qui après s'être emparée des redoutes de Maramassa devait assaillir Murialto, fut exécuté le lendemain 15 avril avec un plein succès. Pour en rendre la réussite plus certaine, le général en chef ne s'était pas borné à diriger sur ce point la division Labarpe, il avait encore eu l'intention d'y faire marcher la brigade de réserve aux ordres du général Victor; un événement imprévu survenu à sa droite, et dont nous allons rendre compte, le força à rappeler ces troupes à Dego.

Wukasso.

On se rappelle que Wukassowich avait dû se

mettre en marche pour se réunir aux 4 bataillons campés à Sassello, et venir ensuite à la gauche d'Argenteau par Ponte-Jvrea. Conformément à cet ordre, le général autrichien avait accéléré son mouvement, autant que la nature du pays le permettait : mais, comme cela arrive fréquemment lorsqu'on veut réunir des parties isolées d'une ligne morcelée et rompue, il se dirigeait sur un point déjà occupé par l'ennemi, et au lieu de rencontrer à Dego le corps d'Argenteau qu'il devait renforcer, il trouva cette position garnie de troupes françaises. La situation était embarrassante ; cependant Wukassowich prit son parti en brave, et attaqua avant le jour, la division Masséna, qui ne comptant guère être assaillie du côté de Sassello, goûtait dans une profonde sécurité le repos que sa victoire de la veille semblait lui assurer. La colonne autrichienne se jetant avec impétuosité sur les postes les surprit à la faveur d'un épais brouillard et d'une assez forte pluie. En vain, le général Lasalcette voulut s'opposer à ses progrès : le soldat, ivre de vin et de pillage, ou accablé de fatigue et de sommeil, resta sourd à sa voix. L'ennemi replia l'avant-garde, et s'empara de Dego, ainsi que des redoutes voisines, où il fit 600 prisonniers et trouva toute l'artillerie perdue la veille. Masséna, accouru sur les lieux, étant parvenu à rallier ses bataillons, tenta de chasser les Autrichiens de la

wich le surprend à Dego.

position, avant de leur donner le temps de s'y établir : ses troupes, qui n'étaient point encore remises de leur frayeur, furent bientôt repoussées.

Il est écrasé à son tour.

Bonaparte, informé de cet incident, et craignant d'avoir affaire à toute l'armée de Beaulieu, envoya ordre à Laharpe, qui se dirigeait sur Ceva, de revenir à la hâte sur ses pas : en même temps il fit filer des munitions sur Dego, et arriva lui-même bientôt après. Dès que Laharpe parut, le général en chef ordonna à peu près les mêmes dispositions d'attaque qui avaient si bien réussi la veille.

Le général Causse s'avance à la tête de la 99e, sur la grande redoute de Magliani, que Masséna, secondé par le reste de la division Laharpe, doit assaillir en même temps. Les troupes cheminaient péniblement sous un feu meurtrier : Causse, impatient, se précipite à la tête de quelques centaines d'hommes, essuie la décharge meurtrière des Autrichiens, et tombe mort avec une partie de ses braves ; le reste fuit sur la tête de colonne, où il jette l'incertitude. Les Autrichiens s'élancent de la redoute à sa poursuite, et les troupes républicaines, ébranlées, reviennent en désordre ; quand le général en chef, arrivant avec la 89e, sous la conduite du général Victor, reçoit le choc des Impériaux, et ordonne à son escadron d'escorte de rallier les fuyards. Tandis que

ceci se passe, Masséna renforcé par la brigade Menard, poussant l'ennemi des hauteurs, gagne déjà les approches de la grande redoute, et Cervoni gravit les flancs du mamelon: alors Wukassowich, près d'y être entouré, l'abandonne, et se sauve à Acqui, harcelé, poursuivi et mis dans un affreux désordre par la cavalerie. Bien qu'il perdît dans cette rencontre environ 1,500 morts ou prisonniers, et tout le canon qu'il avait pris dans la nuit, on ne saurait lui refuser les éloges que mérite sa résolution audacieuse; avec dix bataillons de plus, il eût peut-être entièrement rétabli les affaires des Alliés.

Augereau chasse les Sardes de Monte-Zemolo.

Pendant que Masséna et Laharpe culbutaient ainsi Wukassowich engagé isolément, et qu'Augereau délogeait les Sardes de la position avantageuse de Monte Zemolo; le général Rusca maître des hauteurs de San Giovani, au-dessus de Murialto, dominant les vallées de la Bormida et du Tanaro, cherchait à établir une communication intermédiaire avec la réserve aux ordres du général Serrurier; celle-ci commençait à prendre part aux opérations, en s'avançant sur Bagnasco, Batifolo et Nocetto, afin d'être en mesure de se lier à la gauche d'Augereau.

Résultats de cette bataille de six jours.

Telles furent les combinaisons qui signalèrent les premiers pas de Bonaparte dans la carrière des armes; elles mirent l'armée française en possession de toutes les hauteurs dominantes et

centrales de l'Apennin, isolèrent pour toujours les deux armées ennemies, et devinrent le garant de plus grands succès. Outre cet avantage immense, les résultats de cette victoire furent la prise de 40 pièces de canon, et une perte pour l'armée ennemie, d'environ 10 mille hommes hors de combat.

Cette bataille de six jours, livrée sur dix points différens, mais toujours par une même masse principale à des parties morcelées, fut plutôt une série de combats qu'une bataille rangée; elle a donné lieu à des raisonnemens ou à des systèmes également faux : on a prétendu que Bonaparte, embrassant un vaste champ de bataille, avec des divisions isolées, les faisait combattre par des mouvemens coïncidens, et avait ainsi étendu l'échelle des combinaisons. Il est néanmoins facile de voir, par l'exposé rapide que nous venons d'en donner, que c'est par un système opposé que Bonaparte a triomphé tant de fois; qu'il a constamment rassemblé ses plus grosses masses dans des positions resserrées, et pour frapper les grands coups : sans doute, il les a ensuite étendues, mais c'était toujours dans une position centrale, et afin de séparer de plus en plus les corps ennemis déjà vaincus. Ces engagemens multipliés furent le résultat du morcellement des Alliés, de la position de leurs troupes, et de la nature montagneuse du pays. Il

fallait bien aller chercher ces corps où ils se trouvaient, et il eût été bien difficile de livrer une bataille générale, comme celle de Jéna ou de Wagram, à une armée qui couvrait par divisions toutes les crêtes de l'Apennin, et n'avait pas 10 mille hommes réunis sur un même point.

Bonaparte médite d'accabler les Sardes isolés.

Le succès des combats de Millesimo, Montenotte et Dego, et les pertes que l'armée autrichienne avait essuyées, faisaient assez présumer qu'elle ne reprendrait pas de sitôt l'offensive, et qu'au contraire, elle s'estimerait trop heureuse d'avoir le temps de revenir de sa stupeur, en prenant un peu de repos dans son camp d'Acqui. Bonaparte jugea en conséquence qu'il était important de se rabattre sur la gauche, pour se débarrasser de l'armée sarde, dont la présence au camp de Ceva ne laissait pas d'inquiéter ses communications avec la rivière de Gênes. Devancé par la terreur qu'inspiraient ses succès rapides, armé des foudres républicaines, désormais aussi redoutables en ses mains que celles du Vatican le furent jadis entre celles des Papes, le général français pouvait espérer, en dirigeant ses forces contre les Piémontais, de porter l'effroi à Turin, et de déterminer la Cour à quitter la cause des coalisés : alors l'armée de Beaulieu déjà défaite, et ainsi abandonnée à ses propres forces, devait se trouver hors d'état de défendre l'Italie. La conquête de cette contrée florissante

dépendait donc du premier succès contre les troupes sardes, et le général en chef, plus sage que le directoire, qui lui recommandait de ne point se rejeter à gauche, résolut de diriger la majeure partie de son armée contre Colli.

Jonction avec la division Serrurier.

Conformément à ce plan, la division Augereau quitta, sans perdre une minute, les hauteurs de Monte Zemolo (16 avril), et descendit sur Ceva, où elle opéra sa jonction avec la division Serrurier et la brigade Rusca. Le quartier-général fut transporté le 18 à Salicetto; la division Masséna vint prendre position vers Monte Barcaro; celle de Laharpe resta à San Benedetto, entre le Belbo et la Bormida, pour observer l'armée autrichienne. Victor, avec une brigade de réserve, couvrait Cairo et la route de Savone.

Dispositions pour réduire Ceva.

Le projet de Bonaparte était de faire attaquer de front le camp de Ceva et la position de Pedagiéra par les 3 brigades aux ordres d'Augereau, et de le faire tourner et investir par Masséna, qui eût passé le Tanaro entre Ceva et Castellino, en même temps que Serrurier se fût dirigé à l'extrémité opposée sur le flanc droit des ennemis.

Le général Colli, dont les postes avaient été reployés, tint avec assez de fermeté les redoutes extérieures qui couvraient son camp, et qui étaient défendues par 7 à 8 mille hommes. Les brigades Joubert et Beyrand les attaquèrent à

plusieurs reprises avec leur vigueur accoutumée, sans obtenir néanmoins un succès décidé. Mais le général piémontais, informé que la division Serrurier débordait sa droite par Monbasilico et que Masséna débouchant des montagnes de Barcaro, menaçait de lui enlever sa dernière communication par Castellino, résolut prudemment de se retirer dans la nuit, laissant quelques bataillons dans la citadelle de Ceva. Son corps d'armée prit pour couvrir Mondovi une excellente position sur les hauteurs qui encaissent la rive gauche de la Cursaglia jusqu'à son confluent dans le Tanaro; sa droite, sous le général Bellegarde, appuyant à Notre-Dame-de-Vico; le centre sous Dichat à St.-Michel; sa gauche, commandée par Vitali, jusque vers Lesegno; une réserve à la Bicoque. La gauche couverte par le Tanaro et la Cursaglia n'était pas abordable, les Sardes ayant rompu le pont de Pra, vis-à-vis Lesegno : à la vérité, ceux de St.-Michel au centre, et de la Torre à la droite existaient encore; mais, outre que c'était de méchans ponts, leurs débouchés se trouvaient hérissés de batteries rasantes parfaitement disposées. Malgré ces obstacles, Bonaparte prescrivit d'assaillir l'ennemi partout où il se présenterait. Serrurier renforcé d'une division de cavalerie arrivée à Priero, devait faire attaquer la Torre par le général Guyeux, et St.-Michel, par la brigade Fiorella; un déta-

Colli repousse Serrurier à St.-Michel.

chement placé en intermédiaire, soutiendrait l'une et l'autre, ou chercherait même à forcer le passage à Bon-Jesus. La brigade Dommartin fut chargée de franchir le pont de Lesegno, dont on ignorait la rupture. Tandis qu'Augereau s'efforcerait à tourner la gauche, en passant le Tanaro. Ces manœuvres ordonnées sans reconnaissance préalable de la position ennemie, n'eurent pas de succès.

En effet, la position de St.-Michel est un contrefort de la grande chaîne des Alpes, qui a d'un côté pour fossé la Cursaglia, torrent impétueux, dont les bords coupés à pic dans une terre argilleuse, présentent un escarpement d'autant plus dangereux, qu'on ne l'aperçoit que de très-près. Le Tanaro, qui baigne le pied de l'autre revers du contrefort, est aussi rapide, mais bien plus profond. Son lit, encaissé d'une manière toute particulière, ayant des bords tantôt escarpés, tantôt en pente douce, n'offre aucun point de passage, parce que là où une rive est unie, l'autre est escarpée; en sorte que, pour passer ce torrent, il faut parcourir une diagonale de quatre à cinq fois sa largeur.

Augereau, arrivé près du Tanaro, chargea Joubert de le reconnaître et de le passer. Ce brave officier, après avoir cherché inutilement un gué, se jetta, quoique blessé, au milieu du torrent, et parvint, après des efforts inouis, sur l'autre

bord ; mais ses grenadiers ne pouvant le suivre, on fut obligé de retirer sa colonne hors de portée.

Il en fut autrement à la gauche ; le général Guyeux, ayant trouvé un passage au-dessus de la Torre, força bientôt Bellegarde à la retraite : Serrurier et Fiorella franchirent le pont de St.-Michel, et se logèrent dans le bourg ; mais Dichat, quoique débordé et assailli de front, leur opposant une barrière impénétrable, donna le temps à Colli de voler à son secours avec des renforts, et de diriger la réserve sur le flanc des Français groupés autour du bourg. Les Piémontais, ranimés par l'arrivée de ces troupes, se précipitent sur leurs adversaires avec une valeur peu commune, et, malgré les efforts de ceux-ci, les obligent à repasser le pont en désordre, laissant dans St.-Michel 5 à 600 blessés ou prisonniers. Après cette affaire, qui fit autant d'honneur à Colli qu'à Dichat et à ses grenadiers, chaque parti reprit ses positions, et Bonaparte, informé que Joubert n'avait pu trouver de passage, dut songer à d'autres moyens pour déposter l'ennemi.

Dispositions de Bonaparte pour réparer cet échec.

Cependant le temps pressait ; Beaulieu, honteux de rester inactif à Acqui, y avisait avec le commissaire sarde, baron de Latour, aux moyens de rétablir les affaires, et de sauver le Piémont. Le général français sentit qu'il devenait de plus en plus urgent de frapper ; son quartier-

général fut transféré dans la nuit, à Lesegno, où Masséna, après avoir passé le Tanaro par le pont de Ceva, eut ordre de se diriger.

Là, se tint un conseil de guerre, auquel les divisionnaires furent mandés. Bonaparte y exposa l'état des choses sans rien déguiser; et les généraux convaincus que l'armée serait perdue si on donnait le temps à l'ennemi de se reconnaître, décidèrent unanimement une seconde attaque, malgré la fatigue et le découragement des troupes.

En conséquence, la division Augereau, dut menacer les communications de l'ennemi par Castellino. Masséna renforcé de Joubert se chargea d'attaquer la gauche des Sardes au confluent du Tanaro et à Lesegno.

Une nouvelle division, organisée provisoirement, sous les ordres du général Meynier, et composée des brigades Miolis et Pelletier, dut percer le centre et attaquer St.-Michel, avec une des divisions de cavalerie, qui reçut l'ordre de forcer de marche pour rejoindre l'armée: Serrurier concentré à l'extrême gauche, vers la Torre, avec les brigades Guyeux, Fiorella et Dommartin, devait assaillir la droite des Sardes.

Colli se replie sur Mondovi.

Colli n'attendit pas l'événement; plus effrayé de l'approche de tant de colonnes, que fier d'un succès éphémère, il ne crut pas que la rupture du pont de St.-Michel fût un obstacle suffisant pour arrêter un ennemi audacieux.

Son unique but était de gagner du temps pour attendre l'arrivée de l'armée de Beaulieu, que le baron de Latour lui promettait incessamment: s'il engageait une lutte disproportionnée sur la Cursaglia, il courait risque d'être sérieusement entamé et de tout perdre : une retraite méthodique, exécutée à temps, semblait mener plus sûrement au but, en donnant la facilité de tenir plusieurs jours la belle position du Briquet, sous la protection de Mondovi, d'évacuer les grands dépôts qui s'y trouvaient, et de tenter ensuite, avec le concours de ses alliés, une entreprise qui pût délivrer le Piémont. Mais la retraite ayant été plus lente qu'il ne comptait, on n'eut pas le loisir d'établir les troupes, comme il le désirait, et son infatigable adversaire le suivit avec tant de vivacité, qu'il le surprit au milieu de ses dispositions.

Qu'on juge de l'étonnement et de la joie qu'éprouvèrent les républicains, lorsqu'au moment fixé pour l'attaque leurs éclaireurs vinrent rapporter que la position avait été évacuée! Bonaparte attribua cette retraite au découragement de l'ennemi, et ordonna dès-lors de le poursuivre à outrance, et de l'attaquer partout où on le rencontrerait. Aussitôt la division Serrurier qui était la plus à portée de descendre les montagnes, se mit à ses trousses, suivie de la cavalerie et de l'artillérie; on établit un pont provisoire sur le

Tanaro pour l'infanterie, et Masséna seul resta à St.-Michel pour servir d'intermédiaire entre la division Laharpe et le gros de l'armée.

Il est atteint dans sa marche, et culbuté.

Serrurier ne tarda pas à atteindre l'ennemi près de Vico. Colli poussa aussitôt à sa rencontre quelques bataillons dans l'espoir de suspendre la marche des Français, jusqu'à ce qu'il eût pris des mesures convenables; mais ces troupes, loin de faire leur devoir comme aux combats précédens, n'arrêtèrent pas un moment l'impétuosité des colonnes républicaines. Assaillie derrière ce bourg par les brigades Fiorella et Dommartin, tandis que Guyeux tombait sur sa droite, et que la division Meynier débordait sa gauche, la petite armée piémontaise gagna en désordre la position défensive de Mondovi, sur laquelle le général fondait toutes ses espérances, et où elle ne tarda pas à être attaquée.

La brigade Dommartin marcha droit sur le centre au poste de Briquet, défendu par Dichat, qui, selon son usage, l'accueillit chaudement. Les bataillons républicains hésitent; Colli d'un coup-d'œil sûr, jugeant le moment venu de rétablir ses affaires, se précipite sur eux avec la réserve, et les ramène battant, de manière à faire concevoir des craintes au général Serrurier. Celui-ci ne voit de ressources qu'en rappelant à son secours la brigade Fiorella, chargée d'abord d'attaquer le flanc de l'ennemi, et ce mouve-

ment réussit d'autant mieux que Colli, dans ces entrefaites, était forcé de voler à l'extrême droite où Guyeux menaçait de gagner Mondovi. Dichat, privé de soutien à l'instant où les deux brigades républicaines formées en colonnes profondes allaient se précipiter sur lui, ne s'en défendit pas moins bien; mais ce général ayant été frappé d'un coup mortel, la perte d'un chef si estimé, mit la consternation parmi ses soldats qui se retirèrent en désordre. Forcé ainsi sur le centre, et menacé sur les deux flancs par Meynier et Guyeux, Colli se décida alors à repasser l'Ellero sous Mondovi, où il jeta quelques bataillons, avec ordre de l'évacuer dès que la retraite serait assurée. Il rassembla ses forces à Fossano.

Le général Stengel, voulant le harceler à la tête de quelques escadrons qui avaient franchi l'Ellero et gagné le flanc gauche, devint victime de trop d'impétuosité. Chargé lui-même par les dragons de la Reine, qui le culbutèrent, il tomba expirant aux mains des Piémontais avec une partie de son détachement; le reste ne trouva de salut qu'en repassant le torrent à la hâte. Les Piémontais perdirent dans cette journée environ mille hommes, 8 canons et 11 drapeaux. Le magistrat de Mondovi apporta les clefs de la ville au vainqueur.

Beaulieu reste paisiblement à Acqui.

Pendant que ces événemens se passaient sur les rives du Tanaro, Beaulieu observé par la di-

vision Laharpe, était resté vers Acqui, sans tenter de se réunir à ses alliés, ou du moins de faire une diversion en leur faveur : sa gauche s'étendait même encore jusques sur l'Orba.

Ouvertures des Piémontais pour la paix.

Fidèle à son plan, Bonaparte savait que pour en assurer l'exécution et en obtenir tous les résultats possibles, on ne devait pas laisser aux Alliés le temps de se reconnaître, et aucun obstacle ne parut capable de suspendre le cours de sa marche impétueuse. Le général Colli lui avait déjà fait quelques ouvertures dès le 23; mais loin de se laisser induire en erreur par ces démonstrations, il les considéra comme une preuve de l'agitation qui régnait à Turin, et résolut d'en profiter. Bonaparte répondit donc au général Colli, que le directoire seul avait le droit de traiter de la paix : cependant, comme il lui importait d'en finir avec les Piémontais, il laissait entrevoir un moyen d'accommodement. En effet, bien que l'armée française se trouvât dans un pays dont la richesse contrastait avec les arides rochers de la Corniche, la rapidité de ses marches et le défaut d'administration l'exposaient à manquer de tout au sein de l'abondance (1). Le pillage individuel était devenu l'u-

(1) On se fera une idée de la pénurie où l'armée s'était trouvée, par la correspondance du général en chef, qui envoyait à Masséna 24 francs en or pour subvenir aux frais de bureau de son état-major.

nique ressource du soldat, et le plaisir de s'y livrer l'emportant sur l'amour de la gloire, les régimens s'affaiblissaient chaque jour, d'une foule de maraudeurs. D'ailleurs, l'armée ne tenait en Piémont aucun établissement solide. Les Sardes possédaient au contraire plusieurs bonnes places, dont on ne pouvait faire le siége avec une armée si peu nombreuse, manquant de tout l'attirail nécessaire. Si la guerre traînait en longueur, les Autrichiens après s'être enfin ralliés, allaient être joints par les Napolitains, et Colli n'avait qu'à marcher par la rive gauche du Pô pour se réunir à eux. Une suspension d'hostilités, promettait aux Français de grands résultats; ils pouvaient obtenir à titre de garantie, quelques places qui serviraient de bases aux nouvelles opérations : ils neutralisaient aussi tous les avantages que les nombreuses forteresses du Piémont offraient à l'armée autrichienne; enfin, dans tous les cas, on se débarrassait assez longtemps de l'armée sarde, pour accabler à loisir celle de Beaulieu, dès-lors livrée à ses seuls moyens de défense, et n'ayant plus d'abri que sous les murs de Mantoue ou derrière l'Adige.

Réponse du général français.

Bonaparte fit donc entendre au général piémontais que, si les désirs manifestés par sa cour étaient sincères, les négociations n'éprouveraient aucun obstacle à Paris, où l'on souhaitait la paix aussi vivement qu'à Turin; qu'il sentait

l'urgence de mettre un terme aux hostilités, en attendant le retour du courrier qu'on enverrait en France; mais que ne pouvant perdre le fruit de ses victoires, et laisser à ses ennemis le temps d'organiser de nouvelles défenses sans avoir une garantie de leur sincérité, il ne suspendrait sa marche que dans le cas où l'on mettrait à sa disposition deux des trois forteresses de Coni, Tortone ou Alexandrie.

En attendant la réponse que le général piémontais devait recevoir de Turin, Bonaparte, pour donner plus de poids à sa demande, et profiter effectivement de ses succès, avait fait passer le même jour l'Ellero à ses troupes, porté Masséna sur Caru, et chargé Andréossy de rétablir le pont du Pesio. Augereau s'avança de Castellino sur Dogliani, afin de s'emparer du passage de Narzolo, et, pour le seconder dans ce pays coupé, on lui assigna dix pièces d'artillerie de montagne rassemblées à Mullasano.

Le 24, la cavalerie du général Beaumont, suivie de la division Masséna, occupa la ville de Béné. Augereau marcha vers Lamoro, Serrurier à la Trinité, et Laharpe se rabattit de Montebarcaro sur Niella, en vue de se rallier à l'armée sans cesser d'observer Beaulieu. Le général Victor, resté à Cairo avec une brigade de réserve pour couvrir la ligne de communication sur Savone, dut rejoindre cette division, la ligne étant

désormais établie plus directement par Tende et Garessio.

Enfin, Beaulieu s'était décidé à tenter un mouvement concentrique qui le rapprochât de ses alliés : après avoir laissé le général Liptay, avec 7 bataillons et 6 escadrons à Terzo, il partit le 24, de son camp d'Acqui, à la tête de 16 bataillons et 22 escadrons, se dirigeant vers Nizza de la Paglia; résolution tardive qui ne rétablit point les affaires.

Mouvement tardif de Beaulieu pour secourir ses alliés.

Le 25, Serrurier marcha à Fossano, où se trouvait le général Colli; les deux corps séparés par la Stura, se canonnèrent pendant quelques heures. La division Masséna se dirigea sur Cherasco, ville revêtue d'une bonne enceinte palissadée et garnie de 28 pièces de canon, que l'ennemi abandonna pendant la nuit. L'acquisition de cette petite place, importante à cause de sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, procura un poste à l'abri d'un coup de main, très-propre à établir les dépôts de première ligne. Colli s'étant retiré sur Carignan, la division Serrurier passa la Stura, et entra à Fossano; celle du général Augereau s'empara d'Alba.

Bonaparte, ne se dissimulant point le danger de sa position, cherchait tous les moyens de la consolider; il poussa, à cet effet, la brigade Fiorella par sa gauche sur Boves, afin de communiquer avec les divisions Macquart et Garnier,

Bonaparte communique avec Tende, et cherche à se rallier à l'armée des Alpes.

qui reçurent l'ordre de s'avancer sur Borgo-San-Dalmazzo et d'investir Coni ; d'un autre côté, il pressait la droite de l'armée des Alpes, commandée par Vaubois, de déboucher sur Saluces, afin d'assurer la jonction des deux armées.

Il s'avance sur Alba pour en imposer à la cour de Turin.

Le 26, la sienne fut réunie en avant d'Alba; des ponts avaient été jetés sur la Stura et le Tanaro. Ici devait se résoudre la question importante de laquelle dépendait tout le résultat de la campagne : *le roi de Sardaigne cèderait-il à une première frayeur, et achèterait-il la paix aux conditions les plus dures, ou persisterait-il dans son alliance, au risque d'être forcé à chercher un refuge dans le camp autrichien, et de pousser ensuite la guerre à outrance?* Tout espoir n'était pas encore perdu pour lui; car, en réunissant promptement une partie des forces du prince de Carignan à celles de Colli et de Beaulieu, on eut rassemblé plus de 40 mille hommes pour disputer la victoire. Il est vrai qu'on aurait pu craindre alors une irruption de la petite armée de Kellermann dans les vallées d'Aoste ou de Suze; mais qu'importait cet accessoire, si on battait l'armée d'Italie? Heureusement, pour le général républicain, que ses ennemis n'imaginèrent rien de semblable ou en furent empêchés par des circonstances impérieuses.

Une agitation extraordinaire se manifesta en effet dans les troupes sardes et dans la capitale;

les partisans des Français se montraient à découvert; leurs ennemis, indignés de l'inaction de Beaulieu, l'accusaient hautement de perfidie, et la Cour même ne pouvant comprendre son apathie, ne dissimulait pas le ressentiment qu'elle en éprouvait. En pareil cas, on est enclin à rejeter sur des causes politiques secrètes, une conduite qu'aucun calcul militaire ne saurait expliquer : aussi Victor Amédée, déjà ébranlé par les sollicitations du prince de Piémont et du cardinal archevêque, partageant d'ailleurs les alarmes et les soupçons de son peuple, ne songea plus dès-lors qu'à traiter séparément.

L'armistice est signé.

Le général Colli fit connaître le 27 à Bonaparte que la cour de Turin avait accédé aux conditions proposées, et le baron de Latour suivit de près ce message avec les pouvoirs nécessaires; le lendemain, 28 avril, l'armistice fut conclu avec le roi de Sardaigne. Les clauses en furent très-avantageuses à l'armée française; elles portaient en substance que ce prince ferait remettre sur-le-champ les forteresses de Coni et d'Alexandrie; que ses troupes évacueraient le fort de Ceva, et remettraient Tortone aussitôt que cela serait possible. La ligne de démarcation fut tracée par le cours de la Stura jusqu'à son confluent dans le Tanaro, et de là par Asti, Nizza de la Paglia et Cassini; elle longeait ensuite la rive droite de la Bormida jusqu'à son embou-

chure dans le Pô. Les officiers d'état-major, ainsi que les courriers allant à Paris ou en revenant, pouvaient traverser le Piémont par la route la plus courte; enfin, le général français se réservait la faculté de passer le Pô à Valence.

La paix définitive est conclue à Paris.

Aussitôt le général Despinois prit possession de Coni, et quelques jours après Miollis entra dans Ceva, et Meynier dans le fort St.-Victor de Tortone.

Cependant la cour de Turin ne tarda pas à envoyer à Paris des plénipotentiaires qui signèrent le 15 mai suivant le traité définitif. Il eut une trop grande influence sur les événemens ultérieurs de la guerre en Italie, pour ne pas rapporter ici ses dispositions principales.

Sa Majesté Sarde renonçait à la coalition et à toute alliance offensive et défensive avec quelque puissance que ce fût; elle s'engageait à refuser le passage sur son territoire à aucune troupe ennemie, et à l'accorder au contraire à toutes les troupes françaises. Sa Majesté cédait à la république la Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Breuil; la limite entre les deux états devait être établie sur les sommets des Alpes les plus avancés dans le Piémont, depuis l'extrémité des glaciers du Mont-Maudit, par le petit St.-Bernard, le grand et le petit Mont-Cenis, le Mont-Genèvre, les monts Viso et de l'Argentière, en contournant de la crête des Alpes maritimes

jusqu'à la Roccabarbona, sur les confins de la république de Gênes.

Le pays restitué au roi de Sardaigne, demeurait passible de toute réquisition de vivres pour l'armée française jusqu'à la paix générale; les forts d'Exiles, de la Brunette et de Suze devaient être démantelés aux frais du gouvernement piémontais.

Par cette paix avantageuse, la France acquérait non-seulement la Savoie et le comté de Nice, situés au versant occidental des Alpes du côté de ses frontières; mais elle établissait encore ses limites sur les crêtes des Alpes, avec toutes les démarcations en sa faveur; de sorte qu'elle dominait sur les versans du Piémont, et que ce pays, jusque-là d'un accès si difficile, se trouvait totalement ouvert pour elle.

Observations sur cette paix.

Dans des temps de calme, et à la suite d'une guerre ordinaire, la conséquence politique qu'on pouvait attendre d'un changement si notable eût été d'arracher à jamais le Piémont à l'influence de l'Autriche; car les petits états se rangent plus souvent encore du parti des puissances dont ils ont tout à craindre, qu'ils ne font cause commune avec celles dont ils peuvent espérer des avantages solides. Les rois de Sardaigne s'étaient rattachés aux bannières de la maison impériale, depuis que celle-ci, maîtresse de la Lombardie et des rives du Tésin, avait la

facilité d'envahir le Piémont en deux ou trois marches. La France, au contraire, ne pouvait faire déboucher ses armées des Alpes que pendant une partie de l'année, et par des cols presque inaccessibles, dont les issues étaient fermées par des forteresses redoutables. La nature et l'art semblaient avoir réuni leurs efforts pour établir entre les deux nations, une barrière impénétrable qui, dans le fond, avait aussi ses inconvéniens; et le traité de Paris, en la faisant tomber, ne plaçait point la cour de Turin dans une position plus fâcheuse que celle ou le voisinage du Tésin l'avait tenue jadis.

Mais, pour rendre cette paix durable, il aurait fallu stipuler des indemnités pour le roi de Sardaigne dans l'intérieur de l'Italie, et qu'il eût existé en France un ordre de choses moins contraire aux principes de ce Souverain et aux institutions de son royaume.

La cour de Turin, humiliée de ses relations avec des républicains qu'elle redoutait, demeura disposée à saisir la première occasion de se venger; et l'armée française devait s'attendre, au moindre revers, à faire la triste expérience qu'il n'y a jamais de traité sûr, ni de neutralité parfaite entre des vainqueurs exigeans et le peuple auquel ils imposent des conditions vexatoires.

Au simple examen de ce traité, on est surpris

en effet de la dureté de ses clauses : elles contrastaient si fort avec les vues manifestées par le directoire, dans ses instructions du 25 avril (1), que l'esprit se perd en conjectures sur les motifs qui le portèrent à changer si subitement de politique. Les uns pensent qu'il craignit de proposer la Lombardie au roi de Sardaigne, parce qu'il n'était guère probable que ce prince tournât immédiatement ses armes contre l'Autriche, et s'emparât à l'instant même des états d'une puissance qui, la veille encore, était son allié. Bien que l'exemple du plus habile de ses aïeux l'encourageât à prendre cette résolution, il faut convenir qu'une telle politique ne saurait être justifiée même par le succès. D'autres affirment que la victoire aveugla le gouvernement républicain, au point de lui faire oublier tout ce qu'il écrivait le 25 avril, ou du moins qu'il manqua de tact, en négligeant d'envoyer aussitôt un diplomate habile à Turin, pour y suivre, avec le cabinet sarde directement, le fil d'une négociation que de si puissans intérêts semblaient commander également aux deux partis. Dans le fait, la correspondance de Bonaparte prouve que ce fut seulement au mois d'octobre, que le général français prit sur lui d'entamer une négociation

(1) Pièces justificatives, n° 2.

trop négligée par le gouvernement; car l'exemple de la cour de Madrid, joint à sa médiation sur laquelle on était autorisé à compter, eussent probablement décidé Victor Amédée à ne point persister dans une orthodoxie dangereuse, en lui prouvant qu'il était de son intérêt de s'allier avec une république aussi bien qu'il l'avait été à la maison de Bourbon.

Ce traité eut au reste une grande influence sur les suites de la guerre; il débarrassa pour l'instant l'armée française d'ennemis d'autant plus dangereux, que leurs coups, portés sur ses derrières, eussent été plus sûrs.

Si l'on a reproché au directoire français de n'avoir pas su se ménager pour l'avenir un rapprochement sincère avec un monarque voisin qu'il lui importait de compter au nombre de ses alliés; on a été encore plus étonné que la cour de Turin n'ait pas préféré à une transaction si dure le parti de pousser la guerre avec vigueur.

Le Roi, en quittant sa capitale, et rassemblant toutes ses troupes disponibles pour continuer à tenir la campagne avec les Autrichiens, eût mis les républicains dans le plus grand embarras. Si Beaulieu, renforcé sur le Pô par les corps accourus de la Carinthie et le contingent napolitain, avait réuni 20 mille Sardes à son armée, il est probable qu'il eût aisément repoussé les Français, trop inférieurs en nombre pour s'é-

tendre au-delà du fleuve, et bloquer en même temps les places sur les derrières. En admettant même que ce général octogénaire se fût contenté de se maintenir derrière le Pô avec les 50 mille hommes dont il eût alors disposé, on conviendra du moins qu'à l'arrivée des grands renforts amenés d'Allemagne par Wurmser, l'armée française hors d'état de soutenir une lutte aussi inégale, eût été rejetée dans l'Apennin, et peut-être jusque sur le Var. Quoi qu'il en soit, les événemens ont prouvé que le roi de Sardaigne, plus frappé encore du progrès des idées révolutionnaires qui menaçaient son trône, que de la dureté des conditions qui lui étaient imposées, préféra faire le sacrifice de deux provinces, au danger de laisser sa capitale en butte aux entreprises des mécontens : se flattant de sauver, par cette politique ambiguë, un royaume que deux armées n'avaient pu maintenir dans son intégrité.

CHAPITRE LVII.

Bonaparte, débarrassé des Sardes, se jette avec toutes ses forces sur Beaulieu. — Passage du Pô à Plaisance. — Affaires de Fombio et de Lodi. — Entrée à Milan. — Révolte dans la Lombardie. — Singulier projet du directoire pour la formation de deux armées. — Passage du Mincio à Borghetto. — Beaulieu est rejeté dans le Tyrol. — Armistice avec Naples. — Coup-d'œil sur l'intérieur de l'Italie. — Expédition sur Rome. — ~~Paix avec la cour de Naples~~ — Prise de Bologne, Urbin et Ferrare. — Armistice avec le Pape. — Entrée dans Livourne. — Révolte de Lugo. — Position des armées devant Mantoue. — Siége de cette place.

PENDANT que le général français multipliait ses forces par la rapidité de ses mouvemens et par tous les avantages que donne l'initiative; Beaulieu, loin de rassembler ses moyens pour attaquer la division Laharpe et secourir ses alliés en se portant vivement sur St.-Benedetto, était demeuré, comme nous l'avons dit au chapitre précédent, vers Acqui, où il avait pris position, sa

droite à Terzo, le front couvert par le Tanaro.

Tiré enfin de sa léthargie par les dangers auxquels les revers de ses alliés allaient le laisser en prise, Beaulieu venait de se mettre en marche pour les joindre, lorsque le marquis de Girardini, ministre impérial à Turin, l'informa des négociations entamées par le cabinet sarde et de l'armistice qui en avait été le résultat. A cette nouvelle foudroyante, il suspend sa marche; mais quel moyen emploiera-t-il pour parer le coup fatal de cette défection? Beaulieu se détermina pour un parti vigoureux : c'était de s'emparer sur-le-champ des citadelles d'Alexandrie, de Tortone et de Valence. Ces trois places voisines l'une de l'autre forment une espèce de triangle dans lequel il espérait se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts. Deux régimens de hussards furent chargés d'enlever Alexandrie d'un coup de main, un régiment de dragons napolitains dut tenter la même expédition sur Valence, et l'ordre fut envoyé au général Pittoni qui campait près de Tortone de s'en rendre maître par ruse ou par surprise. Deux de ces coups de main manquèrent : les hussards et Pittoni trouvèrent les ponts-levis fermés. Valence seul tomba au pouvoir des Napolitains; mais cette place isolée n'était plus d'aucune utilité, elle fut abandonnée quelques jours après par les Autrichiens, qui y repassèrent le Pô et en coupèrent le pont.

Sans être un grand capitaine, on pouvait faci-

lement embrasser d'un coup-d'œil toute l'étendue des chances malheureuses qui pesaient désormais sur Beaulieu : privé de 40 mille alliés, au moment où l'armée d'Italie allait se réunir aux divisions du col de Tende et à l'armée de Kellermann, quel espoir lui restait-il de soutenir une lutte honorable? Opposerait-il au vainqueur les Napolitains, les garnisons de Lombardie? A peine ces renforts seraient-ils suffisans pour remplir les cadres de ses régimens, fondus par quinze jours de combats, et il venait d'apprendre à ses dépens que son adversaire était aussi habile à juger sa supériorité, que prompt à saisir les occasions de la mettre à profit.

Bonaparte, en effet, ne pouvant trouver de repos tant qu'il lui restait quelque chose à entreprendre, n'eut pas plutôt fait occuper les places qui devaient lui être remises, qu'il résolut de marcher aux Autrichiens, et de les expulser de la Lombardie. Son projet ne se bornait pas à une invasion momentanée; il pensa que le meilleur moyen de conserver l'Italie, était d'appeler à de nouvelles destinées les peuples de cette belle contrée, qui, après avoir rempli pendant dix siècles le monde entier de leurs exploits, étaient courbés sous le joug des institutions les plus vicieuses et les plus propres à effacer jusqu'aux moindres traces des vertus de leurs ancêtres.

Débarrassé des Sardes, et de toute inquiétude sur ses communications avec la France; assuré

de trois bonnes bases, comme celles de Coni, Alexandrie et Tortone, Bonaparte pouvait suivre sa marche victorieuse, afin de repousser Beaulieu jusqu'au-delà de l'Adige, et de couvrir ses conquêtes en prenant l'excellente ligne qu'offre cette rivière, dont le front rétréci par le lac de Garda et les montagnes du Tyrol, n'embrasse que l'espace depuis Vérone jusque vers Legnago (1).

Son imagination impétueuse, encore enflammée par l'importance et la gloire de ses premiers triomphes, ne s'arrêtait pas là. Franchissant toutes les bornes des combinaisons ordinaires et même de la prudence, il regardait déjà comme un jeu de soumettre l'Italie et de déboucher par le Tyrol en Bavière. En effet, dans la même lettre où il rendait compte au directoire de l'armistice fait avec Colli, et avant que la paix définitive ne fût décidée, il s'exprimait ainsi :

« Si vous ne vous accordez pas avec le roi de » Sardaigne, je marcherai sur Turin.... En at- » tendant, je marche demain sur Beaulieu, je » l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédia- » tement après lui, je m'empare de toute la » Lombardie, et, avant un mois, j'espère être

(1) Le front ne s'étend réellement que depuis Vérone jusqu'à Legagno, parce qu'il n'est pas à craindre qu'une armée passe entre cette place et la mer, où elle s'exposerait à être jetée. Le terrain coupé de canaux, offre d'ailleurs mille obstacles sur ce point.

» sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée
» du Rhin, et porter de concert la guerre dans
» la Bavière....

» Ordonnez que 15 mille hommes de l'armée
» des Alpes viennent me rejoindre; j'aurai alors
» une armée de 45 mille combattans, et il est
» possible que j'en envoie une partie sur Rome. »

Le directoire, moins enthousiaste, se garda bien d'approuver ces projets où l'on ne retrouve point cette rare précision qui signale tant d'autres conceptions de ce grand capitaine (1).

Toutefois, en attendant la décision du gouvernement, il songeait à mettre ses succès à profit, et à tenir la promesse qu'il avait faite d'envahir bientôt la Lombardie.

Le seul obstacle qui pût suspendre un moment sa marche, était le Pô; on sait que ce fleuve prenant sa source aux montagnes de Viso au-dessus de Saluces, après avoir tourné brusquement à l'est vers Chiavassa, coupe transversalement l'Italie septentrionale jusqu'à Rovigo et Ferrare, où il se jette dans la mer Adriatique; en sorte qu'il semblait offrir à l'armée autrichienne une excellente ligne de défense.

Depuis Casal et Valence, le fleuve se grossit des eaux du Tanaro, de la Bormida, de l'Orba, de la Scrivia venant du sud; il reçoit aussi celles de la Sésia, de la Cogna, du Tredopio et du Tésin

(1) Voyez pièces justificatives, n° 4.

venant du nord; au-dessous de Pavie, il devient large, profond et assez difficile. En le franchissant vers Valence, on aurait donné de front sur une foule de rivières torrentueuses qui coulent transversalement à la direction des routes, et surtout le Tésin, dont le passage offrait des obstacles majeurs, augmentés par toutes les ressources de l'art. Outre les difficultés naturelles à ces sortes d'opérations, il est à remarquer que l'armée, à l'exception d'un excellent corps de pontonniers, n'avait rien de ce qu'il fallait pour l'exécuter. Dénuée de tout matériel, et à 100 lieues de ses arsenaux, elle ne pouvait fonder d'espoir que sur les barques et autres agrès qu'on parviendrait à enlever sur le fleuve.

De tous les partis qu'on avait à choisir, un seul laissait entrevoir de grands résultats, c'était de tourner la gauche de Beaulieu et de prendre sa ligne à revers, en venant passer le Pô plus bas vers Crémone, ou même du côté de Plaisance : ce fut aussi celui que le général français préféra. On éprouva à cette occasion combien il est indispensable de réunir dans une seule main les troupes qui combattent sur une même frontière; car, si l'armée de Kellermann eût été sous les ordres de Bonaparte, il est probable que celui-ci se fût assuré, par l'armistice, la faculté d'attirer promptement à lui les divisions des Alpes, et de rendre la défaite de Beaulieu

plus sanglante et plus certaine. Tout ce qu'il put faire fut de solliciter son collègue de lui envoyer des renforts : mais Kellermann occupé lui-même à discuter sa démarcation avec les Piémontais, et à surveiller Lyon où les royalistes s'agitaient, ne détacha, que 15 jours après, la division Vaubois à Coni.

L'armée française donne le change à Beaulieu.

Toutefois Bonaparte n'en résolut pas moins de marcher à l'ennemi. Aussitôt après la cessation des hostilités, l'armée se porta sur Alexandrie; le général Masséna y arriva assez à temps pour s'emparer des magasins considérables amassés par les Autrichiens. La division Augereau se dirigea sur Tortone, où elle fut jointe par celle de Laharpe.

On a vu qu'en signant l'armistice avec les Piémontais, Bonaparte s'était réservé la faculté de passer le Pô à Valence : moyen assez ingénieux de donner le change à Beaulieu, et de lui faire croire qu'on l'attaquerait de front par Lomello. Ce stratagème réussit parfaitement. Le général autrichien fit camper le gros de son armée près de Valleggio sur la Cogna, détacha la division Roselmini vers Sommo, et Wukassowich avec l'avant-garde sur la Sésia ; le général Colli, passé au service d'Autriche, dut marcher jusqu'à Bufarola, et le général Liptay sur la rive gauche du Tésin. L'armée impériale reçut ici des renforts qui la portèrent à 36 bataillons et 44 esca-

drons avec 53 pièces de canon de réserve, outre l'artillerie des régimens qui comptait 70 pièces environ. Elle resta jusqu'au 7 dans ces positions, et fit élever quelques ouvrages pour couvrir Pavie.

Tandis que les Autrichiens se fortifiaient sur la Cogna, Bonaparte saisissant d'un coup-d'œil les avantages que lui offrait la fausse position de l'ennemi, prenait ses mesures pour en profiter, et se préparait à exécuter le projet de tourner leur gauche. Le point stratégique le plus convenable était Crémone où l'on eût tourné à la fois les deux lignes du Tésin et de l'Adda, et coupé plus sûrement toute retraite à Beaulieu: le Pô y forme d'ailleurs un grand coude très-favorable. La crainte de s'engager dans un mouvement trop étendu fit sans doute préférer Plaisance. Elle tourne sa gauche par Plaisance.

La place de Tortone ayant été remise aux Français, l'armée se dirigea sur Voghera: une partie de la division Masséna avait poussé jusqu'à Sale pour masquer le mouvement projeté, en faisant croire à l'ennemi qu'on voulait l'attaquer vers Camboï, entre Valence et la Cogna; Augereau et Serrurier manœuvrèrent dans le même but, en occupant Castellaccio et Valence, tandis que le général en chef réunissait un corps d'élite pour surprendre le passage.

Le 6 mai, Bonaparte se porta, par une marche

forcée, à Castel St.-Giovani, avec 3 mille grenadiers et 1,500 chevaux. Des officiers d'état-major côtoyèrent, avec un parti de cavalerie, toute la rive gauche du Pô, pour enlever les embarcations jusqu'à Plaisance; ils prirent plusieurs bâteaux chargés de 500 malades et de la pharmacie de l'armée. Le 7 mai, le corps des grenadiers, conduit par le général Lasnes, arriva vis-à-vis de Plaisance, et se précipita de suite dans les embarcations. Deux escadrons autrichiens étaient en bataille sur la rive opposée; le général Lasnes débarqua avec audace, et fit bientôt replier cette cavalerie. Les troupes françaises se formèrent avec la rapidité de l'éclair.

Aussitôt que le mouvement sur St.-Giovani et Plaisance fut démasqué, toutes les divisions disposées en échelons, s'ébranlèrent, et forcèrent de marche pour arriver; elles commencèrent à passer dans la journée, celles des généraux Laharpe et Masséna vers Plaisance, celle d'Augereau à Verato : mais la pénurie de bateaux rallentit singulièrement cette opération.

Dispositions décousues des Impériaux.

Beaulieu tout occupé de ses retranchemens de Pavie, avait eu vent de la manœuvre que l'armée française faisait par sa droite, pour gagner le bas Pô; il s'aperçut qu'il avait donné dans le piége, et que ses mesures défensives sur la Cogna étaient inutiles; il ordonna alors au général Liptay de se porter, avec 8 bataillons et

8 escadrons, entre le Lambro et l'Adda, pour couvrir la communication par Pizzighetone et Mantoue. Lui-même se mit en marche pour Corte-Olona, avec 10 bataillons et 22 escadrons; le général Sebottendorf, resté vers Pavie avec une réserve de 10 bataillons et 10 escadrons, attendit les avant-gardes poussées sur la Sésia; enfin Colli s'apprêta à quitter Bufarola.

Le 8 mai, le général Liptay se trouvait à Fombio avec 3 mille hommes d'infanterie et 2 mille chevaux; il avait pris une position assez avantageuse, dont il importait de le déloger avant que Beaulieu pût le rejoindre. Bonaparte donna ses ordres à cet effet. Le général Dallemagne, avec les grenadiers, attaqua par la droite, l'adjudant-général Lanusse marcha au centre, sur la chaussée; le général Lasnes, à la gauche. Après une résistance assez vive, le corps de Liptay fut chassé de Fombio, puis de Codogno; et, soit qu'il y fût forcé, soit que ses instructions lui en donnassent l'ordre, il se rejeta sur Pizzighetone, où il passa l'Adda. La perte des Autrichiens, dans cette rencontre, se monta à 5 ou 600 hommes; la cavalerie napolitaine fut surtout maltraitée. Combat de Fombio.

Le général français, présumant que Beaulieu ne manquerait pas de quitter le Tésin pour accourir au secours de Liptay, dirigea la division Laharpe sur Codogno, avec ordre de bien éclai-

rer la route de Casal-Pusterlengo, d'où il était probable que les Autrichiens chercheraient à déboucher; le reste de l'armée observa Pizzighetone à droite, et le cours du Lambro à gauche; les divisions qui n'avaient pu passer le Pô que successivement sur des bateaux, se ralliaient pour marcher à l'ennemi et lui couper sa retraite.

Surprise de Codogno.

De son côté, Beaulieu, qui s'était dirigé sur Casal-Pusterlengo avec 9 bataillons et 12 escadrons, fit encore de ce petit corps ce qu'il faisait de toute son armée; il le morcela en six détachemens : un bataillon fut dirigé sur Senna, un sur Somaglia, 2 sur Fombio; 2 autres furent chargés d'aller à la recherche de Liptay, dont on n'avait reçu aucunes nouvelles; enfin, les 3 bataillons restans arrivèrent à Casal-Pusterlengo avec le général en chef, dont la gauche était derrière Pizzighetone, la droite en marche vers Milan, tandis que le centre, ainsi éparpillé, se trouvait en face de toute l'armée française. Le général autrichien, informé à Casal de l'occupation de Codogno par les Français, se décida à profiter de la nuit pour les surprendre et rétablir sa communication avec Liptay, qu'il supposait être encore dans le voisinage; le reste de son armée reçut l'ordre de forcer de marche pour gagner l'Adda par Lodi et Cassano. La colonne autrichienne donna sur les avant-postes de la division Laharpe, et les surprit complètement. Ce général,

qui, depuis l'événement de Dego, devait craindre les échauffourées de cette nature, sauta à cheval, et conduisit un régiment au soutien de ses postes culbutés : les Autrichiens, aussi surpris que lui, se retirèrent avec précipitation; mais, par malheur, le général Laharpe tomba blessé à mort d'un coup de feu. On a dit qu'il avait été tué dans l'obscurité, par un détachement de ses propres troupes, et cela n'est pas impossible. Quoi qu'il en soit, l'armée perdit en lui un de ses meilleurs chefs, la France un de ses plus intrépides défenseurs; les Vaudois le pleurèrent comme un citoyen vertueux et un martyr de leur indépendance.

Cependant l'alarme était donnée, et les troupes sous les armes. Le général Berthier se rendit à Codogno, et marcha sur-le-champ, à la tête de la division Laharpe, sur Casal, où il entra sans résistance; Beaulieu en était déjà parti pour se replier sur Lodi, où se dirigeait aussi le corps de Sebottendorf. Wukassowich, qui avait quitté les bords de la Sésia, et repassé en toute hâte le Tésin, marcha sur le même point. Le général Colli parti de Buffarola, s'était dirigé sur Milan; après avoir jeté une garnison dans la citadelle, il devait se replier sur Cassano, pour se réunir avec l'armée sur la ligne de l'Adda.

Nouvel embarras de Beaulieu.

La position de Beaulieu était critique, et le léger avantage d'une surprise ne l'améliorait

guère. Sans nouvelles du sort de sa gauche, il ne pouvait réunir ses troupes disséminées qu'à Lodi, et voyait l'ennemi s'établir en forces sur la route de ce point important, que la droite ne pourrait bientôt plus atteindre; il ne lui restait néanmoins d'autre parti à prendre, que celui d'envoyer à tous ses corps l'ordre de se rallier vers cette ville, et il y marcha lui-même le 9 au matin.

Bonaparte ne paraissait guère disposé à lui en laisser le temps. La rapidité de ses premiers triomphes avait surpris l'Italie; le passage du Pô y avait répandu l'épouvante, et il s'agissait d'en profiter. Chacun comptant sur cette barrière, réputée inexpugnable, perdit la tête à la nouvelle du passage: Milan était agité; les ducs de Parme et de Modène demandaient à traiter: Venise même, ne se croyait pas suffisamment rassurée par le départ de Louis XVIII, et on pouvait tirer les plus grands avantages de cette stupeur. D'ailleurs, à quoi eût servi de manœuvrer contre les communications de l'ennemi, si l'on s'arrêtait à quelque distance du but, en lui laissant la faculté de défiler.

Les Français ne peuvent en profiter.

Personne moins que le général en chef, n'était capable de commettre cette faute; mais le passage avait rencontré tant de difficultés, qu'elles l'empêchèrent d'en tirer tout le fruit possible. Si l'armée avait eu un bon équipage de ponts, et qu'elle eût pu être transportée avec son artillerie

et sa cavalerie le 8 au matin à Fombio; il est certain que Beaulieu, prévenu à Casal-Pusterlengo sur la route directe de Mantoue, et à Lodi sur celle de Brescia, n'aurait eu aucune retraite, et qu'il eût été probablement forcé de mettre bas les armes. Il ne dut son salut qu'à la lenteur inséparable d'un passage successif, exécuté sur des barques et des radeaux; car, malgré toute l'activité d'Andréossy et des officiers chargés de ce travail, le pont ne put être terminé que plusieurs jours après.

Traité avec le duc de Parme.

Bonaparte brûlant d'impatience, pressait l'embarquement des troupes et du matériel, et mettait la journée du 9 à profit, en signant avec le duc de Parme une convention, qui devait procurer à ses troupes exténuées, l'argent et les vivres dont elles avaient un si pressant besoin. On reprochait à ce prince, parent et allié du roi d'Espagne, de n'avoir pas participé au traité de Bâle, et, bien qu'il n'eût jamais été en guerre avec la France, on se crut autorisé à le rançonner pour lui faire acheter une neutralité, dont il ne jouit jamais. On lui imposa une contribution de 2 millions, et de 1,700 chevaux, que son duché ne possédait pas; encore le peu qu'on y trouva, était de si mauvaise race, qu'ils ne purent servir ni à l'artillerie ni aux remontes.

Positions respectives.

L'armée autrichienne ayant réussi à se retirer derrière l'Adda, il ne restait d'autre parti à

prendre que de l'attaquer de front. À cet effet, Bonaparte détacha le général Menard (qui avait pris le commandement provisoire de la division Laharpe) sur Pizzighetone, tant pour observer cette place que pour couvrir en même temps la communication de l'armée par Plaisance. Les grenadiers réunis, et les divisions Masséna et Augereau, se dirigèrent sur Lodi; la division Serrurier se porta sur Pavie, pour y enlever les magasins des Autrichiens, menacer Milan et couvrir le mouvement du reste de l'armée sur l'Adda.

Le général en chef partit de Plaisance dans la soirée du 9 mai, après avoir signé l'armistice avec le duc; il arriva le 10 à trois heures du matin à Casal, et en repartit de suite pour se porter à l'avant-garde, qui se mettait à la poursuite de Beaulieu sur Lodi. Bonaparte espérant engager les Autrichiens dans une affaire générale, accélérait son mouvement. Beaulieu ne jugea pas à propos de l'attendre, et résolut de se retirer par Créma, où il se rendit avec quelques bataillons, laissant le général Sebottendorf, avec environ 9 ou 10 mille hommes, pour défendre le pont de Lodi; la brigade du général Nicoletti gardait le passage à Cereto; un autre corps s'étendait jusque vers Formigara, sur la direction de Pizzighetone; enfin, Colli était en retraite sur Brescia, par Cassano. Il est aisé de juger quel résultat de telles dispositions durent avoir devant

la marche impétueuse et serrée d'une armée pleine d'enthousiasme et fière de ses succès. On peut embrasser beaucoup d'opérations et former de grands détachemens avec les innombrables armées que nous avons vu dans les dernières guerres; mais avec de petites armées, ce système ne peut manquer d'être funeste, et les Autrichiens en firent une triste expérience dans le cours de cette campagne.

Bonaparte, ayant formé le dessein de passer l'Adda, ne pouvait l'exécuter vers Pizzighetone, puisque l'unique équipage de ponts que l'armée possédât, se trouvait employé à Plaisance, et que les embarcations manquaient. En remontant l'Adda, la rivière devenait moins difficile et on trouvait un pont à Cassano; mais ce mouvement faisait perdre deux journées, pendant lesquelles les ennemis pouvaient détruire les ponts, et avoir le temps de se retirer sur Brescia, sans qu'il fût possible de les atteindre. Puisque les Autrichiens étaient en position vers Lodi, il convenait mieux de brusquer le passage sur ce point. Un bataillon de Nadasty et quelques escadrons occupaient la ville, en avant d'un pont long et étroit. Cette mesure attribuée au colonel Malcamp, aide-de-camp de Beaulieu, lui a été reprochée comme une faute, et, dans le fait, elle en avait toute l'apparence. Une armée doit garder les passages au-delà d'une rivière, lorsqu'elle est en mesure de

Passage de l'Adda.

prendre l'offensive; mais, lorsqu'elle est même réduite à une défensive pénible, garder un tel poste, c'est s'exposer à le voir enlever, ou à s'engager dans une affaire sérieuse pour le soutenir; ce qui ne pourrait se faire qu'en repassant sur la rive opposée, et en combattant avec la rivière à dos (1). Dans cette circonstance, le cas devenait d'autant plus grave, que Beaulieu s'était ravi tout espoir d'une défense honorable en partant avec la moitié de ses forces pour Crema, et que dès-lors la conservation du pont devait attirer une mauvaise affaire à Sebottendorf. On pense que le véritable motif de cette disposition fut d'assurer le passage au général Wukassowich, qui rejoignit seulement dans la matinée du 10, au moment où les têtes de colonnes républicaines se montraient déjà.

Combat de Lodi.

En effet, Bonaparte arrivant à la tête des grenadiers de Dallemagne, ses éclaireurs engagèrent une fusillade à l'approche de la ville, avec les derniers pelotons de Wukassowich. Après que la colonne eut défilé, le détachement chargé de garder la ville, étonné de l'audace des grenadiers républicains, qui se précipitaient jusqu'au pied des murailles et menaçaient de les escalader,

(1) On comprend bien que je ne veux parler ici que d'un corps de troupes, et non de têtes de ponts ou autres postes tenables.

prit le parti de repasser l'Adda, sous la protection d'une artillerie nombreuse placée sur la rive gauche. Le général en chef dut nécessairement conclure de la présence de ce bataillon dans la ville, que les ennemis avaient conservé un passage sur la rivière, pour assurer la retraite de ce corps. Il se rendit donc sur-le-champ à l'entrée du pont, et, afin d'empêcher les travailleurs autrichiens de le rompre, il fit placer lui-même, au milieu d'une grêle de mitraille, les 2 pièces légères attachées à l'avant-garde de la division Masséna. Cependant pour assurer le succès de la journée, il n'y avait pas une minute à perdre, Bonaparte ordonna au général Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée, et de les faire suivre par sa division; celle du général Augereau, qui avait passé la nuit à Casal-Pusterlengo, reçut l'ordre d'accélérer sa marche, pour venir prendre part au combat et soutenir les efforts de la première. Cette redoutable masse de grenadiers, ayant le 2e bataillon de carabiniers en tête, s'élança au débouché du pont : la mitraille que 20 pièces vomissaient dans ses rangs, y causa un moment d'incertitude, et le rétrécissement du défilé pouvant changer cette incertitude en désordre, les généraux se mirent à la tête des troupes et les enlevèrent avec enthousiasme. Parvenus au milieu du lit, les soldats français aperçoivent que

le côté opposé, loin d'offrir autant de profondeur que l'autre, pouvait presque se passer à pied sec; aussitôt une nuée de tirailleurs se glisse en bas du pont, et avec autant d'intelligence que de courage se jette sur l'ennemi pour faciliter la marche de la colonne. Ainsi favorisée, celle-ci redouble d'ardeur et de confiance, se précipite au pas de charge sur le pont, le franchit à la course, aborde et culbute dans un instant la première ligne de Sebottendorf, enlève ses pièces et disperse ses bataillons. C'en eût été fait de tout son corps d'armée, si la cavalerie française se fût trouvée là pour profiter de l'instant favorable; mais Kilmaine avait été poussé sur Cassano avec la réserve, et, comme il n'était pas présumable que la cavalerie légère pût être employée dans un passage de défilé sous le feu de l'ennemi, le général Beaumont avait eu ordre d'aller passer l'Adda à un gué près de Mozzanica pour attaquer en flanc : ce gué étant peu praticable, l'opération fut très-longue et très-pénible. En échange la division Augereau commençait à arriver vers Lodi : Bonaparte la fit aussitôt passer et former au-delà du pont.

De son côté, Sebottendorf avait eu le temps de rallier son infanterie vers Fontana, sous la protection d'une vingtaine d'escadrons et de quelques batteries; il se retira sur la Benzona, avec plus d'ordre qu'on ne devait en attendre

d'un corps ainsi engagé avec des forces supérieures, et harassé des longues marches qu'il avait faites durant deux jours. La cavalerie autrichienne et napolitaine exécuta plusieurs charges pour protéger son mouvement rétrograde, et l'infanterie française, ayant fait dix lieues avant de combattre, ne put l'inquiéter bien vivement. Le petit nombre d'escadrons affecté à la division Masséna, trouva néanmoins occasion de charger en flanc les Napolitains, qui furent un peu maltraités. A l'entrée de la nuit, Sebottendorf se replia sur Créma, en laissant 15 canons au pouvoir du vainqueur, et 2 mille hommes tués, blessés ou prisonniers. L'armée française resta en position vers Formo; la cavalerie poussa en avant, sur la direction de Créma. Ce coup de vigueur fit honneur aux troupes de l'armée d'Italie, et fut la mesure de tout ce qu'elles pouvaient entreprendre sous un chef qui ne comptait jamais les difficultés.

Prise de Pizzighetone.

Après l'affaire de Lodi, Beaulieu se retira derrière le Mincio. La division Augereau et la cavalerie marchèrent à sa poursuite sur Créma; celle de Serrurier, dirigée d'abord sur Pavie, comme on l'a déjà dit, reçut ordre de se rabattre sur Pizzighetone, pour l'attaquer par la rive droite de l'Adda, tandis que Masséna s'y porterait par la rive gauche. La prise de cette petite place avait été retardée, parce qu'elle est

besoins. Ce prince, allié à la maison d'Autriche, plus effrayé encore de la haine que lui avait attiré sa mauvaise administration, que des succès des armées françaises, s'était enfui à Venise, laissant à une régence le soin de gouverner ses états, et au commandeur d'Est, les pouvoirs de traiter avec le vainqueur. Le plénipotentiaire s'obligea, par convention du 17 mai, à payer dans la caisse de l'armée la somme de 7,500,000 francs, et à fournir pour la valeur de 2,500,000, de munitions de guerre et autres désignées par le général en chef. Une des clauses portait en outre que le duc livrerait 20 tableaux de sa galerie aux choix des commissaires envoyés à cet effet par le directoire.

La ville de Milan ne fut guère mieux traitée, et, au grand étonnement de tous, le peuple qu'on voulait appeler à la liberté, se vit frappé d'une contribution de 20 millions et de l'entretien d'une garnison nombreuse : mesure qu'une extrême pénurie pouvait seule justifier.

Proclamation remarquable du général en chef.

Après avoir pris toutes les mesures pour l'administration de la Lombardie, Bonaparte adressa à ses soldats cette proclamation remarquable, où se trouve empreinte l'âme d'un homme extraordinaire, et qui présageait à l'Europe ce qu'elle devait attendre d'un général pensant avec tant d'énergie, et habile à exciter tous les genres d'enthousiasme :

« Soldats! Vous vous êtes précipités comme
» un torrent du haut de l'Apennin; vous avez
» culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre
» passage.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie autri-
» chienne, s'est livré aux sentimens naturels de
» paix et d'amitié qui l'attachent à la France.
» Milan est à vous. Le pavillon républicain flotte
» dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme
» et de Modène ne doivent leur existence poli-
» tique qu'à votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'or-
» gueil, ne trouve plus de barrière qui la rassure
» contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda,
» n'ont pu vous arrêter un seul jour; vous avez
» franchi ces boulevards si vantés de l'Italie aussi
» rapidement que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans le sein
» de votre patrie. Vos représentans ont ordonné
» une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans
» toutes les communes de la république. Là, vos
» pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs,
» vos amantes, se réjouissent de vos succès, et
» se vantent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, soldats, vous avez beaucoup fait; mais
» il vous reste encore beaucoup à faire. Dirait-
» on de nous que nous avons su vaincre, mais
» que nous n'avons pas su profiter de la vic-

» toire? La postérité nous reprocherait-elle d'a-
» voir trouvé Capoue dans la Lombardie?.....
» Non, je vous vois déjà courir aux armes : un
» lâche repos vous fatigue; les journées perdues
» pour la gloire, le sont pour votre bonheur.
» Eh bien! partons! nous avons encore des
» marches forcées à faire, des ennemis à sou-
» mettre, des lauriers à cueillir. Que ceux qui
» ont aiguisé les poignards de la guerre civile en
» France, qui ont lâchement assassiné nos mi-
» nistres, incendié nos vaisseaux à Toulon,
» tremblent : l'heure de la vengeance a sonné.
» Mais que les peuples soient sans inquiétudes :
» vous êtes amis de toutes les nations, et plus
» particulièrement des descendans des Brutus,
» des Scipions et des autres grands hommes que
» vous avez pris pour modèles.

» Rétablir le Capitole, y placer avec honneur
» les statues des héros qui le rendirent célèbre,
» réveiller le peuple romain engourdi par plu-
» sieurs siècles d'esclavage; tel sera le fruit de
» vos victoires : elles feront époque dans la pos-
» térité; vous aurez la gloire immortelle de
» changer la face de la plus belle partie de l'Eu-
» rope.

» Le peuple français, libre, respecté du
» monde entier, donnera à l'Europe une paix
» glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de

» toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous » rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : Il était de » l'armée d'Italie ! »

Singulier projet du directoire.

Bonaparte ne jouit pas sans nuages de ces brillans succès : avant de quitter Lodi, il y reçut, le 14, la réponse du directoire, qui improuvait son projet de pénétrer dans le Tyrol (1) : ce refus en lui-même n'avait rien que de naturel, mais soit que les lauriers dont le jeune général venait de ceindre son front, portassent ombrage au directoire, soit que Carnot conçût quelques craintes des écarts de son impétuosité, le gouvernement proposa de diviser l'Italie en deux commandemens; de confier au général Kellermann celui de l'armée de Lombardie, avec la tâche d'observer Mantoue et de contenir les Autrichiens; tandis que Bonaparte, avec l'armée du Sud, serait chargé de soumettre Livourne, Rome et Naples. Mais le vainqueur de Montenotte, jugeant trop bien les dangers de ce système monstrueux, ne voulut pas s'exposer à compromettre sa gloire, et proposa de remettre à son collègue le commandement général, plutôt que d'entraîner par une funeste division la perte de

Bonaparte s'y oppose.

(1) Pièces justificatives, n° 6.

l'Italie et de l'armée. Cette proposition, sur la sincérité de laquelle on a élevé des doutes, était d'autant plus naturelle, qu'il valait mieux renoncer au commandement, que de courir à une catastrophe inévitable.

Cette singulière mesure du directoire mettrait en doute la solidité du jugement de Carnot, si l'on n'était tenté d'y reconnaître une arrière-pensée. Comment expliquer, en effet, les étonnantes contradictions de ce directeur qui, tantôt développait ses plans par les principes les plus lucides, et qui, le lendemain violait ces mêmes principes d'une manière aussi manifeste. Comment croire que les opérations bizarres prescrites dans cette lettre du 18 mai, soient émanées de la même tête qui conçut l'instruction envoyée au général Moreau. On jugeait imprudent à Bonaparte de pénétrer en Tyrol, et on n'hésitait pas à l'envoyer dans le fond de la presqu'île avec la moitié de l'armée? Et en admettant même qu'il fût vainqueur, c'est-à-dire bien engagé jusques aux portes de Naples, espérait-on que Kellermann ferait, à lui seul, ce qui semblait si téméraire de la part de son collègue avec toutes ses forces réunies? On poussa la folie jusqu'à prétendre que si l'armée du Sud essuyait quelques revers, si le vainqueur de Montenotte et de Lodi cédait à la supériorité des légions

napolitaines et des troupes du Pape, ce serait à Kellermann à le soutenir, à renforcer son armée; comme si celui-ci, en butte sur l'Adige aux efforts de toute la monarchie autrichienne, eût pu, avec une poignée d'hommes, disperser les armées impériales, et détacher sur les bords du Tibre, des forces à peine suffisantes pour investir Mantoue.

Révolte de la Lombardie.

Incertain de ce que le gouvernement statuerait sur sa juste réclamation, mais résolu de signaler de plus en plus l'époque de son commandement, le général en chef ne perdit point de vue l'intérêt qu'il avait à frapper un dernier coup sur Beaulieu. Il quitta Milan le 25 mai, avec l'intention de se rendre par Lodi à Brescia, et de rejeter l'armée impériale au-delà de l'Adige, afin de pouvoir ensuite investir Mantoue et en faire le siége. Les mêmes applaudissemens qui avaient éclaté à son entrée, l'accompagnèrent à son départ. On ne devait guère s'attendre que ces démonstrations fussent le masque de la plus noire perfidie. A peine arrivé à Lodi, Bonaparte apprit du général Despinois que, trois heures après son départ, on avait sonné le tocsin dans la Lombardie, et qu'une foule de révoltés courait aux armes de toutes parts.

La guerre de la révolution n'était pas une de ces guerres de Souverain à Souverain, dans les-

quelles on se dispute seulement pour un arrondissement ou une démarcation de frontière, et où les peuples sont étrangers aux résultats. Les principes proclamés, outre qu'ils menaçaient les institutions des plus petits gouvernemens, les préjugés du peuple, les priviléges de la noblesse et du clergé, froissaient également les intérêts de tous les hommes attachés à la fortune de ces deux classes. Il était donc facile d'armer tout ce qui avait à craindre un changement dans l'ordre de choses établi; aussi les nobles et surtout les prêtres, qui se croyaient perdus si les conquêtes des Français venaient à se consolider, ne manquèrent pas d'exciter leurs partisans à la révolte. Des ecclésiastiques forcenés, foulant aux pieds la morale de l'Evangile et les principes de leur religion, le poignard d'une main et le crucifix de l'autre, provoquaient les habitans des villes et des campagnes au meurtre et à l'assassinat.

Ce mouvement, qui fut spontané dans une grande partie de la Lombardie, fait croire qu'il partit d'un point central, et qu'il était organisé. Les bruits se répandirent partout, que l'armée de Condé débouchait par la Suisse sur le Tésin; que Beaulieu, renforcé par 60 mille hommes, allait arriver à Milan, et que les Anglais avaient débarqué à Nice. Les domestiques des nobles, les douaniers; les agens de la police autrichienne

étaient au premier rang des insurgés. Le danger était pressant, car l'incendie pouvait devenir général. Dans une position semblable, il n'y a pas à balancer : une grande armée peut quelquefois mépriser ces soulèvemens, qu'il est toujours aisé d'étouffer quand on peut faire de forts détachemens pour les combattre; mais la perte d'une petite armée serait le résultat infaillible de la moindre hésitation. Le droit public moderne avait jusqu'alors tiré une ligne de démarcation positive entre le citoyen paisible et les troupes de ligne, et partout les habitans qui prenaient part aux hostilités, sans faire partie de l'armée régulière, étaient traités comme des révoltés. Si jamais ce principe pouvait être appliqué, c'était incontestablement dans cette occasion, où la plus petite faiblesse eût amené un soulèvement général.

Prise et punition de Pavie.

A peine Bonaparte fut-il instruit de ce mouvement, qu'il retourna sur ses pas avec 300 chevaux et un bataillon de grenadiers; il fit enlever à Milan une quantité d'ôtages, ordonna qu'on fusilât les individus pris les armes à la main, et déclara à l'archevêque, au clergé et aux nobles, qu'ils seraient responsables de la tranquillité publique. Une colonne mobile aux ordres du général Lasnes, se porta sur Bignasco, ou 7 à 800 paysans armés étaient rassemblés; il les mit en fuite, en tua une centaine, et brûla le village.

Le peuple de Pavie s'était également soulevé, et à l'aide de 5 à 6 mille paysans qui furent introduits dans la ville, on investit la garnison, retirée dans le château.

Le général en chef, voulant empêcher le désastre qui résulterait de la résistance de cette ville, envoya l'archevêque de Milan porter au peuple soulevé une proclamation pour le faire rentrer dans l'ordre. La démarche du prélat resta sans effet. Bonaparte se porta alors le 26 mai sur les lieux. La ville était garnie de beaucoup de monde, et semblait en état de se défendre; le château avait été forcé de capituler, faute de vivres et de munitions. Quelques coups de canon furent tirés et la ville sommée; mais l'aveuglement des insurgés étant à son comble, le général Dommartin fit placer de suite le 6e bataillon de grenadiers en colonne serrée, la hache à la main avec deux pièces de canon en tête : les portes furent enfoncées, la foule se dispersa et se sauva dans les maisons et sur les toits, essayant inutilement d'empêcher les troupes françaises de pénétrer dans les rues, en les accablant de pierres. Bonaparte voulait faire mettre le feu à la ville, lorsque la garnison du château revint saine et sauve, et lui épargna un acte aussi terrible. Il fallait cependant faire un exemple sévère, ou s'exposer à voir renouveler sans cesse ces troubles, qui pouvaient enfin devenir dangereux.

Dans l'espoir qu'une exécution rigoureuse préviendrait de plus grands maux, et épargnerait l'effusion du sang, on fit fusiller la municipalité et quelques chefs de la révolte; des ôtages furent enlevés et conduits en France; enfin, une proclamation ferme et menaçante, appuyée de ces punitions, devait mettre un terme aux succès des instigateurs de l'insurrection.

Le général en chef marche contre Beaulieu.

Aussitôt que ces exemples eurent calmé l'effervescence, et jeté l'épouvante parmi les peuples, Bonaparte reprit l'exécution de ses projets contre Beaulieu, et se rendit à Brescia. Dans cet intervalle, l'armée française s'était avancée sur la Chiesa; la division Masséna avait marché par Cassano, Chiari et Brescia, sur Montechiaro; celle d'Augereau se porta par Cassano, Fontanelle et Brescia à Ponte-San-Marco; Serrurier dut se diriger sur Volta. La division Vaubois, venue de l'armée des Alpes, garda les places et arrondissemens dont l'occupation avait été consentie par le Piémont.

Le général autrichien, après le combat de Lodi, s'était replié sur le Mincio; il fut forcé de s'affaiblir en jetant 20 bataillons dans Mantoue, pour en former la garnison; et il fit choix, pour cela, des troupes les plus aguerries, des brigades Roccavina, Wukassowich et Roselmini. Il est vrai qu'une partie de cette garnison, aux ordres

de Colli, tint encore la campagne, ayant pris position à Goïto, à la gauche de l'armée. Le reste des forces autrichiennes campait le long du Mincio : le général Liptay à la droite vers Castel-Novo, gardant Peschiera et les défilés du Tyrol par la Chiusa; le général Pittoni à Valeggio, une avant-garde à Borghetto; Sebottendorf avec 3 bataillons et 6 escadrons, un peu plus à gauche, en intermédiaire du corps de Colli; Mélas établit la réserve à Ogliosi près de Valeggio. Des retranchemens et des batteries couvraient le front.

Passage du Mincio.

Bonaparte résolu de forcer le passage par le centre de la ligne, et voulant diviser l'attention et les forces de Beaulieu, manœuvra par sa gauche, pour lui donner des inquiétudes sur Riva, en menaçant de lui couper sa retraite du côté du Tyrol; une demi-brigade fut portée à Salo, sur le lac de Garda; le général Kilmaine poussa avec la cavalerie jusque sous le canon de Peschiera (1), où il eut quelques rencontres avec les troupes légères de l'ennemi; la division Augereau vint remplacer Kilmaine à

(1) Peschiera était une petite place forte, située au point où le Mincio sort du lac de Garda (Voyez planche 23); elle appartenait à la république de Venise, mais les Autrichiens l'avaient fait occuper pour la sûreté de leur défense.

Desenzano; ce dernier se porta alors sur Castiglione; Masséna était à Montechiaro, et Serrurier à Monza.

Le 30 mai, à deux heures du matin, toutes les troupes du centre et de la droite se dirigèrent sur Borghetto; la cavalerie, flanquée par les grenadiers réunis, culbuta les avant-gardes autrichiennes, qui repassèrent le pont à la hâte et en rompirent une arche.

Le général en chef ordonna qu'on raccommodât aussitôt ce pont; mais le feu de l'ennemi mettant des obstacles à cette opération, un détachement de grenadiers se jeta dans le Mincio, tenant ses armes sur la tête et ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Les Autrichiens crurent voir renouveler la scène de Lodi: les plus avancés lâchèrent pied, et le pont ayant été rétabli, les grenadiers le franchirent et s'emparèrent de Valeggio, d'où le quartier-général de Beaulieu venait de sortir. Un bataillon du régiment de Kerpen se jeta dans les ruines d'un vieux château, et par sa belle défense protégea la retraite des Autrichiens.

Beaulieu avait son corps de bataille entre Villa-Franca et Valeggio, il fit mine de vouloir y tenir; son adversaire ne demandait pas mieux, car il lui convenait d'engager une affaire dans cette position, où il pouvait espérer de couper les Autrichiens du Tyrol. En effet, la division

Augereau s'était aussi avancée sur le Mincio, qu'elle devait passer vers Mozambano ou Peschiera (1), pour interdire aux Autrichiens la retraite par la vallée de l'Adige, sur Roveredo; et, afin de leur dérober le mouvement de cette division, on canonna vivement leur ligne depuis Valeggio. Mais Beaulieu, ayant détaché une brigade au secours de Peschiera, fut informé par là de l'entreprise du général Augereau, et commença sa retraite sur Dolce. La cavalerie autrichienne exécuta plusieurs charges heureuses pour la soutenir; néanmoins les généraux Kilmaine et Murat repoussèrent ses efforts; le dernier surtout déploya une grande bravoure. Augereau trouva à son arrivée Peschiera évacué : l'armée autrichienne avait déjà repassé l'Adige et rompu tous les ponts, après avoir perdu dans cette journée, 1,000 à 1,200 hommes et 5 pièces de canon : le prince de Cuto, lieutenant-général commandant la cavalerie napolitaine, fut du nombre des prisonniers. Beaulieu marcha le lendemain de Dolce sur Calliano.

Occupation de Vérone.

Bonaparte voulant s'assurer un passage sur

---

(1) Une relation française dit qu'Augereau dut passer par le pont de Borghetto et remonter ensuite le Mincio, ce qui était dangereux et peu probable; la relation autrichienne assure qu'il voulut passer sous Peschiera, mais que Liptay le contint, et qu'il ne passa qu'après la retraite de l'armée sur Dolce.

l'Adige, fit occuper Vérone. Cette grande ville était un poste militaire de la plus haute importance; non-seulement elle avait trois ponts sur l'Adige, qui sur ce point est très-rapide, torrentueux èt difficile; mais on peut encore la considérer comme la clef de tout le cours de cette rivière depuis la Chiusa jusqu'à son embouchure, puisque c'est le seul point de communication du haut avec le bas Adige. En effet, les chaînes de montagnes qui se rattachent à celles du Tyrol, viennent aboutir à la ville même, et séparent entièrement la vallée de Roveredo de tout le pays vénitien et de la vallée de la Brenta (1). Le général français sentait trop son importance, pour ne pas en faire la base de tous ses mouvemens, et il était assez autorisé à s'en emparer, par l'accueil que les Vénitiens avaient fait aux Autrichiens en leur laissant occuper Peschiera. Le quartier-général fut donc transféré à Vérone le 3 juin.

La division Masséna suivit et contint les restes de l'armée de Beaulieu, en prenant la position avantageuse de Rivoli et de la Corona, sa droite à l'Adige et aux rochers escarpés du Montemagnone, la gauche au lac de Garda.

La division du général Augereau se porta à Castiglione-Mantovano, d'où elle repartit le 4 à la

(1) Voyez la planche 23.

pointe du jour, pour passer le Mincio au-dessous du lac et s'avancer sur le faubourg de Ceriole: elle enleva quelques postes extérieurs que les Autrichiens avaient retranchés, et les força à rentrer dans la place. La division Serrurier, conduite par le général en chef, se dirigea sur la Favorite. L'avant-garde, aux ordres du général Dallemagne, fut portée sur St.-Georges, et pour la seconder dans l'attaque de ce faubourg, Bonaparte fit avancer le général Serrurier avec une demi-brigade en échelon intermédiaire. Après un combat assez vif, le général Dallemagne s'empara de St.-Georges et du retranchement élevé entre le faubourg et le lac pour couvrir la digue et le pont. Les grenadiers français, emportés par leur ardeur, poursuivirent même l'ennemi, comme au passage du pont de Lodi; mais les circonstances étaient bien différentes: le pont se trouvant levé, et l'artillerie des remparts à même de les foudroyer, le général en chef leur ordonna de revenir.

Position difficile du général en chef.

Bonaparte, arrivé sur l'Adige, n'y trouva qu'un surcroît de soucis et d'embarras : quel parti en effet prendraient Venise, Naples et le Piémont? Victor Amédée, en souscrivant la paix, n'avait cédé qu'à une terreur exagérée, et pouvait reprendre les armes au moindre signal. Comment avec une si petite armée parviendrait-on à investir Mantoue, repousser les forces de

l'Autriche, en imposer à tous les états de la Péninsule, et garantir le littoral des entreprises des Anglais, qui occupaient la Corse avec une division entière?

Le général en chef eut tout le loisir de se convaincre que ses projets d'invasion en Tyrol et en Bavière n'étaient que de beaux rêves, et qu'il serait plus sage de tourner ses regards sur le midi de l'Italie, où le directoire renonçant à la séparation des armées, lui prescrivait actuellement des mesures hardies à la vérité, mais plus sûres toutefois que le projet de s'enfoncer en Allemagne.

Il reconnaît l'impossibilité de pénétrer en Allemagne.

Celui-ci en effet ne soutient pas l'analyse, et on ne sait qui mérite plus de blâme, du grand capitaine assez audacieux pour le proposer, ou de l'écrivain éloquent qui, dans l'ignorance de ce fait, lui reprochait de ne l'avoir pas tenté. Une armée de 45 mille hommes, qui venait d'envahir l'Italie avec la rapidité de l'éclair, et de contraindre le Piémont à une paix onéreuse, ayant en face le corps de Beaulieu qui se fortifiait à mesure que le théâtre de la guerre se rapprochait de son centre de puissance; pouvait-elle laisser derrière son flanc droit, les armées de Rome et de Naples dont la force égalait la sienne, puis s'avancer à travers les provinces héréditaires de l'Autriche, jusqu'aux portes de Vienne, ou même descendre en Bavière, à des-

sein de joindre l'armée du Rhin ? En admettant qu'il eût suffi de 15 mille hommes pour bloquer Mantoue et le château de Milan, tandis qu'un pareil nombre eût contenu la population belliqueuse du Tyrol, il ne serait pas resté à Bonaparte 20 mille combattans disponibles pour l'exécution d'une entreprise si gigantesque. Cette course eût été une imprudence impardonnable à l'époque de l'arrivée sur le Mincio, puisqu'alors les armées d'Allemagne se trouvaient encore derrière le Rhin, et y restèrent près d'un mois entier (1). Il sera facile de démontrer que, plus tard, l'expédition fut aussi peu praticable; on n'aurait pu la tenter que dans le cas où les forces, en Italie, eussent été portées à 50 ou 60 mille hommes, indépendamment du corps de blocus et des divisions nécessaires à la garde de ce pays; *encore eût-il fallu qu'à la même époque, les deux armées du Rhin fussent réunies en une seule masse sur le Danube :* alors seulement, et dans cette double hypothèse, Bonaparte aurait pu déboucher par le Tyrol et la Styrie, pour se

---

(1) L'armée de Sambre-et-Meuse avait commencé les hostilités le 1er juin, mais elle venait d'être ramenée derrière le Rhin ; celle de Moreau ne passa à Kehl que le 24 juin, et ce fut le 6 juillet seulement, après l'affaire d'Ettlingen, que sa position sur la rive droite du fleuve fut solidement établie ; Bonaparte était sur l'Adige depuis le 31 mai, et on prétendait qu'il marchât seul sur Vienne ou Munich avec 25 mille hommes !

lier avec cette masse, et frapper sous les murs de Vienne les coups qui devaient décider de la paix. Dans aucune période de la campagne, ce mouvement ne parut exécutable; car au moment où Moreau et Jourdan se trouvèrent assez avancés pour y concourir, l'armée d'Italie avait peine à tenir en échec les forces supérieures de Wurmser; d'ailleurs, ce moment fut de courte durée, à cause des revers que les Français ne tardèrent pas à éprouver en Allemagne, par suite de leur double ligne d'opérations sur une même frontière. On se convaincra donc aisément, en se reportant un instant à ces différentes époques, de l'impossibilité de cette irruption.

Le général français se décide à marcher sur Rome.

Il était incontestablement plus conforme aux règles de l'art, d'attendre les renforts promis. Dans cet intervalle, l'état de délabrement de l'armée de Beaulieu et l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre un mouvement offensif, permettaient de faire tous les préparatifs nécessaires à l'attaque de Mantoue, et de rabattre vivement sur la Romagne une division assez forte pour en imposer à Naples aussi bien qu'au gouvernement Romain, en les déterminant à préférer les palmes de la paix aux chances de la guerre. Quelques jours paraissaient suffisans pour se débarrasser de deux ennemis dont la position menaçait les derrières de l'armée; pour préparer les équipages de siége, organiser en Lombardie

les gardes nationales et même quelques légions soldées, calmer l'intérieur du pays, faire capituler le château de Milan, fermer aux Anglais l'accès de la Péninsule italienne, et enfin renforcer l'armée de toutes les troupes disponibles de l'intérieur : il faut convenir que jamais temps ne fut mieux employé. Si le premier projet de Bonaparte différa essentiellement de ces combinaisons, il était trop éclairé pour persister dans une entreprise chevaleresque, dont il n'avait peut-être entretenu le gouvernement que pour l'éblouir, et en obtenir des forces plus considérables. Ce général ne tarda pas en effet à y renoncer, et prompt à entrer dans les vues du directoire, il laissa la division Masséna en observation sur l'Adige, la renforçant assez pour tenir tête à Beaulieu; le général Serrurier investit Mantoue; la division Augereau se dirigea sur Borgoforte, pour y passer le Pô et prendre le chemin de Bologne.

Le Saint-Siége se trouva ainsi exposé à ses premiers coups : ce triste débris du trône des Césars, après avoir fait trembler l'Europe pendant dix siècles par la puissance de l'opinion, comme le sénat romain l'avait assujettie par la force des armes, ne conservait, depuis le milieu du dix-huitième siècle, qu'une ombre d'autorité en Italie et en Espagne. Sa puissance temporelle, presque nulle en elle-même, était encore affai-

blie par tous les vices des institutions religieuses; et tel était son abaissement, qu'il aurait suffi d'une brigade française pour terminer les différends, si l'on n'avait eu à craindre que le gouvernement napolitain ou d'autres alliés plus puissans encore, n'y intervinssent.

Depuis l'assassinat de l'envoyé Basseville à Rome (le 13 janvier 1793) la rupture avec la France avait été complète; mais le Saint-Siége n'ayant d'autre force que les foudres usées du Vatican, toutes les hostilités s'étaient bornées de sa part, à une réprobation violente et souvent répétée de ce qui se passait en France. Ces déclamations étaient accompagnées d'un appel aux fidèles, pour les engager à combattre les ennemis du trône et de l'Eglise.

Quoique ces armes ne fussent pas du nombre de celles qui gagnent des batailles, elles ne laissaient pas d'avoir un certain degré d'importance dans la situation des affaires : il ne s'agissait pas, comme nous l'avons déjà dit, d'une de ces guerres politiques où les habitans paisibles reçoivent tour-à-tour, avec la même indifférence, les vainqueurs et les vaincus; c'était une guerre d'opinion dans laquelle la moitié de la nation italienne croyait entrevoir l'anéantissement de ses priviléges et le bouleversement de sa religion. Ces craintes étaient exagérées, sans doute, mais les passions haineuses calculent peu, et mille

intérêts menacés se réunissaient pour fomenter la révolte. En pareilles conjonctures, et vu l'influence marquée qu'exerçait le clergé sur les peuples de la presqu'île, la puissance du chef de l'Eglise n'était point un vain mot.

Armistice avec le roi de Naples.

Bonaparte d'accord avec le directoire sur la nécessité de lui imposer, ordonnait tous les préparatifs de cette entreprise; quand le prince Pignatelli-Belmonte vint à Brescia lui demander un arrangement, de la part de la cour de Naples. Cette proposition entrait trop dans les vues du général en chef, pour qu'on ne tombât pas bientôt d'accord; l'armistice fut signé le 5 juin. La cavalerie napolitaine quitta aussitôt l'armée impériale, et occupa dans le district de Brescia des cantonnemens où elle resta pour ainsi dire en ôtage à la merci des républicains.

Cet incident n'apporta aucun changement à l'expédition résolue: le succès en était d'autant plus certain que la cour de Rome, isolée dans cette lutte, devait subir les conditions qu'il plairait au vainqueur de lui dicter. Le général français mit aussitôt en mouvement les forces qu'il y destinait. Outre celles que le général Augereau dirigeait sur Bologne, on réunit à Plaisance, sous les ordres du général Vaubois, une division composée de divers détachemens de l'armée des Alpes, et notamment de la 75e demi-brigade.

Sur ces entrefaites, des troubles s'étaient élevés dans les fiefs impériaux voisins de Gênes. Les agens que l'Autriche entretenait dans ces domaines, y avaient excité à la révolte un peuple grossier et crédule, pour qui l'exemple de Pavie devait être inutile. Plusieurs courriers et quelques détachemens français avaient été assassinés. Un autre détachement était cerné dans Arquata, foyer de la sédition. Ces mouvemens, étincelles précurseurs d'un incendie, furent réprimés par une colonne mobile aux ordres du général Lasnes, et formée de troupes qui occupaient le Tortonnais. Ce général entra dans les fiefs, prit de vive force Arquata où les insurgés s'étaient portés aux plus grandes cruautés envers les troupes françaises; il les dispersa, fit fusiller leurs chefs, brûler leurs maisons, et par cet acte de rigueur mit fin à toute inquiétude ultérieure (1). Révolte d'Arquata.

Cette expédition était déjà terminée, quand la division Augereau s'empara de Bologne le 19. Vaubois se dirigeait en même temps de Plaisance par Fierenzuela et Parme sur Reggio. Bonaparte de son côté, parti de Tortone le 17, était arrivé le même jour à Modène. Il fit Augereau entre à Bologne.

(1) Nous ne rappelons qu'avec peine ces scènes malheureuses, mais elles sont indispensables pour faire juger la vraie situation d'une faible armée française, se trouvant sur l'Adige devant les masses de l'Autriche, et avec l'esprit qui régnait en Italie.

Prise de Ferrare et d'Urbin.

sommer le commandant du château d'Urbin. Ce fort garni d'une enceinte bastionnée, revêtue, entourée de fossés pleins d'eau avec un chemin couvert en bon état, ouvrit ses portes sans difficulté. On y trouva 50 pièces de canon et des munitions proportionnées. La garnison forte de 200 hommes, demeura prisonnière.

Le général en chef continua sa route pour Bologne, où il arriva à minuit. La division Augereau l'occupait depuis huit heures : les avant-gardes furent poussées sur Ferrare, où l'on entra sans résistance. Le château était en bon état, et son arsenal garni de 114 pièces de canon.

Vaubois marche par la Toscane.

La colonne du général Vaubois devait traverser la Toscane, sous prétexte de marcher sur Rome. A la première nouvelle de son approche, le Grand-Duc envoya son ministre Manfredini à Bologne, réclamer sa neutralité. On lui promit de diriger la marche par Sienne, et cette condition qui garantissait Florence, détermina le prince à rester dans sa capitale spectateur paisible des événemens. La division se dirigea donc par le Monte-Cenere, Pietre-Pellago à Pistoie.

Armistice avec le Pape.

La renommée devançant la marche et grossissant le nombre des républicains, avait semé l'épouvante à Rome. Le Pape, privé de l'appui de la cour de Naples, qui venait de traiter séparément, députa au vainqueur le Sor Gnudi, et, pour assurer le succès de sa mission, il sollicita

l'intervention du chevalier Azara, ministre d'Espagne près S. S. Ces deux plénipotentiaires signèrent à Bologne, le 24 juin, un armistice, dont les conditions étaient dures à la vérité, mais proportionnées aux torts que la cour de Rome avait eus en tolérant l'assassinat de Basseville, en excitant la Vendée à une guerre de religion, et en prêchant pendant trois ans une nouvelle croisade contre la France. Par cet armistice, Bonaparte se ménagea des ressources précieuses. Les chefs-d'œuvre les plus célèbres des arts devinrent les trophées de ses victoires; la nation française acquit à titre de garantie la possession de plusieurs places importantes, et affranchit en outre un territoire qui allait devenir le berceau d'une nouvelle république; enfin l'ennemi irréconciliable de la France y essuyait une humiliation, les ports des Etats de l'Eglise devaient être fermés aux Anglais.

Occupation de Livourne.

Cependant il restait à exécuter un des principaux points du projet, celui que réclamaient les intérêts commerciaux de la France et la sûreté de l'armée. Il eût été illusoire, en effet, que Rome fermât ses ports aux vaisseaux ennemis, s'ils avaient conservé la libre entrée de celui de Livourne, sur les derrières de l'armée. La possession en était d'autant plus importante que rien n'eût empêché le vice-roi de Corse Elliot d'y faire descendre la division anglaise qui occu-

pait l'île, afin d'encourager par cette démarche hardie les cours de Rome et de Naples à lui envoyer des renforts.

Le 27 juin, l'avant-garde de la division Vaubois, conduite par Murat, passa l'Arno à Fusecchio : elle fut suivie par la 75e demi-brigade, que commandait le général Vaubois en personne. Le lendemain, ces troupes, au lieu de se diriger sur Sienne, où leur destination était annoncée, se rabattirent brusquement sur Livourne, où elles entrèrent sans opposition. Une frégate anglaise qui se trouvait dans le port, faillit être prise, et n'eut que le temps de mettre à la voile. Le séquestre fut mis sur tous les magasins, et la valeur des effets confisqués fut portée à plusieurs millions. On ne peut s'empêcher de blâmer cet envahissement, bien qu'il parût une juste représaille des infractions qu'on s'était permises dans les ports de la Méditerranée pendant les années précédentes.

Après cette expédition, Bonaparte laissa le général Vaubois à Livourne, avec la 75e demi-brigade, et se rendit à Florence, où il eut une conférence avec le Grand-Duc.

Capitulation du château de Milan.

Dans le même temps que le général en chef terminait, avec autant de promptitude que de succès, les affaires intérieures de l'Italie, le général Despinois avait pressé le siége du château de Milan. La possession de ce fort devenait im-

portante depuis l'agitation qui avait éclaté dans la capitale à l'époque des troubles de Pavie : on ne pouvait guère espérer de tranquillité sous le feu du canon autrichien, aussi long-temps qu'une garnison ennemie se trouverait à portée de prêter la main à un soulèvement. Un petit équipage de siége, formé à Tortone, étant arrivé au milieu de juin, la tranchée avait été ouverte dans la nuit du 17 au 18; les batteries furent démasquées le 27, et leur feu prit une telle supériorité sur celui de la place, qu'au bout de quarante-huit heures, le gouverneur capitula : la garnison, forte d'environ 1,600 hommes, se rendit à discrétion; on trouva dans le fort 150 bouches à feu et 200 milliers de poudre. Cette conquête contribua à raffermir l'esprit flottant de la Lombardie.

Révolte de Lugo.

La division Augereau, sur le point de quitter Bologne pour retourner vers Mantoue, avait encore des insurrections à punir. Les mêmes hommes qui venaient de soulever les habitans de Pavie portèrent ceux de Lugo à la révolte. Cette petite ville, enclavée dans la légation de Ferrare, et cédée récemment par le Pape, appartenant à la Romagne, le clergé y avait conservé toute son influence; ses habitans, soulevés par une proclamation, avaient fait feu sur un détachement de 60 dragons, qu'au premier avis de leur insurrection, le général Augereau envoya

pour les faire rentrer dans l'obéissance. Ce premier acte hostile leur réussit : 5 dragons furent tués, le reste prit la fuite. Mais la joie des insurgés ne dura qu'un instant : attaqués du côte d'Imola et vers Arquata, par deux colonnes munies de quelques pièces de canon, ils prirent bientôt la fuite; on les poussa jusques dans la ville, sous les murs de laquelle le plus grand nombre fut taillé en pièces. Les républicains livrèrent la ville au pillage, et on ne fit aucun quartier aux habitans pris les armes à la main (1).

Bonaparte tourne ses efforts sur Mantoue.

Les provinces méridionales de l'Italie étant pacifiées, le port de Livourne occupé, le château de Milan rendu, tous les efforts de l'armée devaient naturellement se diriger contre Mantoue, dernier boulevard de la puissance autrichienne en Italie, dont la chute assurait les conquêtes de l'armée française. Rien ne s'opposait désormais au siége de cette place, car l'ar-

(1) Nous le répétons, ces exemples, quoique bien sévères, étaient indispensables et autorisés par le droit de la guerre. Le principe qui a décidé les gouvernemens à en user ainsi envers les habitans qui ne font pas partie de l'armée, affaiblit à la vérité les résistances nationales ; mais il a aussi ses avantages ; surtout celui de diminuer les maux de la guerre. On fait effectivement un mal pour en éviter un plus grand, car les exemples se bornent aux premières révoltes : lorsqu'elles continuent et deviennent générales, alors on est forcé à suspendre une rigueur, qui dégènérerait en barbarie, et la guerre se change en lutte nationale.

tillerie prise à Milan, au fort Urbin, à Ferrare, était suffisante pour le pousser avec vigueur.

D'un autre côté, l'armée de Beaulieu, retirée dans sa position de Roveredo, y élevait des retranchemens, et semblait moins disposée à reprendre l'offensive, qu'à se mettre à l'abri d'un ennemi dont elle venait d'éprouver la force. La difficulté de vivre dans ces vallées étroites, et le besoin de se refaire et de se réorganiser, décidèrent les Autrichiens à cantonner une partie de leurs troupes. La cavalerie fut portée jusqu'à Trente; le corps de bataille resta à Calliano; le général Henrici commandait une division d'infanterie à Roveredo, Colli une autre à Alla. Son avant-garde avait élevé, en avant d'Avio, des retranchemens dont la ligne s'étendait depuis le lac de Garda jusqu'à Belluno; 7 à 8 mille Tyroliens couvraient les crêtes des montagnes et les petites vallées aboutissant à celle de l'Adige.

Le général Masséna, opposé à Beaulieu, tenait, pour garder les débouchés du Tyrol, la position déjà mentionnée de la Corona et de Rivoli. Malgré les avantages qui semblaient en faire un poste inexpugnable, on jugea néanmoins convenable de ne pas souffrir l'établissement des avant-gardes ennemies à une si grande proximité: le général Joubert reçut ordre de faire attaquer leurs retranchemens, le 7 juillet, par la Bochetta di Campion; ce que les chefs de bataillon Mar-

chand et Recco exécutèrent avec un plein succès.

Négociations avec Venise.

Cependant les préparatifs du siége de Mantoue se poussaient avec toute la vivacité qu'on pouvait espérer de l'éloignement des moyens, et il devenait d'autant plus urgent de ne pas perdre une minute, que les rapports du ministre de France à Venise annonçaient l'arrivée prochaine à l'armée ennemie d'un corps considérable tiré de celle du Rhin.

Bonaparte ne se dissimulait point que le moyen le plus sûr de consolider sa position, ne fût d'entraîner le sénat de cette république dans la guerre contre l'Autriche, et il profita d'une députation qu'on venait de lui envoyer pour faire des ouvertures à cet effet. Après avoir demandé qu'on assurât le maintien de l'ordre en pourvoyant son armée des vivres nécessaires, il alla jusqu'à promettre l'évacuation du Véronais dans le cas où les Vénitiens s'engageraient à défendre le passage de l'Adige. On croit même qu'il leur laissa entrevoir des agrandissemens aux dépens du duc de Mantoue ou de l'Illyrie. Mais les députés Bataja et Erizzo, tout en rendant justice à l'élévation de ses vues, ne déterminèrent point leur gouvernement à se départir de l'inerte neutralité qu'il affectait. Le général en chef n'eut ainsi d'autre parti à prendre que d'accélérer autant que possible la chute de Mantoue.

Description de Mantoue.

La place est une des plus avantageusement si-

tuées pour la défense. Si l'importance d'une forteresse se mesurait à la durée de sa résistance, elle serait sans contredit mise au nombre des premières de l'Europe : mais une place doit avoir un autre but; elle doit être située sur les deux rives d'un fleuve pour en assurer le passage, ou dans une position stratégique avantageuse pour protéger des communications, former de grands dépôts, ou procurer enfin à une armée battue une retraite avantageuse et un bon camp sous ses murs. La première condition requise est de n'être pas dominée, la seconde est d'avoir des débouchés faciles, soit pour seconder les opérations offensives d'un corps obligé d'y chercher un asile, soit pour que l'ennemi ne puisse l'y bloquer qu'avec des forces considérables.

On sait que Mantoue ne remplit pas toutes ces conditions; sa situation au milieu d'un lac et d'un pays coupé de canaux, qui offre des obstacles pour un siége, en rend aussi le débouché très-difficile; on peut la bloquer avec peu de monde, en élevant quelques ouvrages sur les points accessibles. L'air pestilentiel qui y règne, joint à ces circonstances, en fera toujours un mauvais refuge pour une armée. Si elle acquit une grande célébrité dans cette campagne, la raison en fut plutôt dans l'état respectif des deux armées qui s'en disputaient la possession, que

dans la bonté réelle de la place. Sa position stratégique sur la courte ligne du Mincio, entre le lac de Garda et le Pô, en faisait le principal mérite : cet avantage n'eût pas beaucoup inquiété l'armée victorieuse, si elle avait eu des forces suffisantes pour laisser un corps d'observation et passer outre. La faiblesse numérique de l'armée française et la perte de tout son parc de siége qu'on ne remplaça pas, furent les seules causes de la longue défense de Mantoue.

Lorsque Beaulieu abandonna la place à son sort, elle ne se trouvait pas dans le meilleur état; la rapidité avec laquelle le théâtre de la guerre s'était rapproché de ses murs, n'avait pas été prévue, et les palissades, les revêtemens laissaient beaucoup à désirer; on verra, en examinant le plan, que le front du côté du lac, mal fortifié, n'avait pour ainsi dire d'autre défense que la difficulté d'aborder. Dans les grandes chaleurs le lac était très-bas, mais cela ne présentait qu'une difficulté de plus, parce qu'il devenait alors bourbeux et difficile à naviguer, sans être néanmoins guéable; les approches de l'autre côté étaient encombrées de jardins, d'arbres, même de petits pavillons fort utiles aux assiégeans. Un conseil de défense avait établi la distribution des forces nécessaires pour s'y maintenir long-temps, et, d'après les bases arrêtées,

Dispositions pour sa défense.

on y avait jeté une garnison de 13 mille hommes, dont 11 mille d'infanterie, quelques escadrons de troupes à cheval, 700 d'artilleurs, deux compagnies de mineurs et une de mariniers.

Le nombre des canons en batterie s'élevait à 180 grosses pièces de rempart, 76 mortiers ou obusiers, et 60 pièces légères: au total 316.

Tout fut approvisionné pour quatre mois, et la garnison comptait dans ses rangs les troupes les plus aguerries. Le gouverneur Canto d'Irlès, ancien officier-général, d'origine espagnole, jouissait d'une bonne réputation.

Le général Roselmini se chargea de défendre la citadelle avec sa division, forte de 3,500 combattans. On confia la porte et l'ouvrage à cornes de Pradella au brave Wukassowich, qui commandait 2,500 hommes. Le colonel Salis eut à défendre l'ouvrage à couronne du Thé. Le général Roccavina chargé de garder les retranchemens et le front de Migliaretto, avait 5 bataillons sous ses ordres. Enfin, le colonel Sturioni, avec 2,400 hommes, devait surveiller le front du lac et garder St.-Georges.

Les noms seuls de ces chefs indiquaient qu'on aurait affaire à des troupes d'élite, et que la conquête serait disputée.

Depuis le combat du 4 juin, où les postes extérieurs furent rejetés dans la place, et le retranchement de St.-Georges emporté, la division

braves s'élancèrent même pour enlever les palissades; mais les Autrichiens ayant été renforcés, ces tentatives devinrent inutiles.

Pendant ce combat, le général Chasseloup faisait ouvrir la tranchée à cent toises de l'enceinte, sous la mitraille de l'ennemi. Au même instant, les batteries de Pradella, de St.-Georges et de la Favorite, commencèrent à jouer contre la place. Les deux premières étaient composées de six mortiers et de six pièces de gros calibre, qu'on tirait à boulets rouges; la dernière était de huit pièces, et rompait la communication de la ville avec la citadelle. Le feu de ces batteries fut si bien dirigé, qu'elles répandirent la consternation dans la ville. En moins d'un quart d'heure, les incendies se manifestèrent en plusieurs endroits. Au point du jour, la parallèle ne se trouvant tracée qu'imparfaitement, la garnison réunit une partie de ses forces et chercha à déboucher sous la protection du feu des remparts. La bonne contenance des troupes françaises rendit tous ses efforts inutiles; les soldats, abrités par des ravins et des digues, profitant avec intelligence de tous les avantages du terrain pour se mettre à couvert de la mitraille, attendirent l'ennemi sans tirer, et cette fermeté seule lui en imposa assez pour le déterminer à rentrer dans ses murs.

On employa les jours suivans à perfection-

ner et augmenter les travaux. Le feu fut surtout très-vif d'une batterie élevée entre St.-Georges et la citadelle, à dessein de détruire les écluses pratiquées dans la digue, ce qui eût mis à sec le terrain situé entre le Payolo et la ville, depuis la porte Pradella jusqu'à la porte Cérèse; mais la solidité de la maçonnerie et le grand éloignement, déjouèrent ces tentatives.

L'artillerie et le génie rivalisaient de zèle, aucun obstacle ne les effrayait : on plaça des nouvelles batteries sur la rive gauche du Mincio pour battre en écharpe le Migliaretto. Le 21, un bout de parallèle fut poussé à cinquante toises du chemin couvert des ouvrages avancés.

La place était vigoureusement pressée, et tout annonçait que sous peu de jours, elle succomberait, lorsque des événemens importans vinrent contrarier le siége et augmenter les trophées de l'armée d'Italie. Avant d'en rendre compte, je crois devoir rapprocher ici, dans un même tableau, ceux qui les ont précédés et ceux qui à la même époque se passaient en Allemagne. Ces rapprochemens ont paru nécessaires pour aider le lecteur à saisir l'ensemble des opérations. (*Voyez le Tableau ci-contre.*)

Afin de conserver l'ordre chronologique, autant que cela peut se faire pour des événemens si compliqués et si intimement liés entre eux, nous consacrerons les chapitres suivans au récit

de ce qui se passait en Allemagne; puis nous reviendrons ensuite aux opérations qui forcèrent l'armée française à lever momentanément le siége de Mantoue, et aux victoires qui la maintinrent en possession de l'Italie.

TABLEAU

I

11/15 avril. Bata nne-
D , par
22 Affaire d mbre
28 Armistice

7 mai. Passage d
10 Affaire d ai.
15 Entrée de
25 Révolte d mmes
31 Passage d

5 juin. Armistice ilités

19 Expéditio
23 Armistice lui.
28 Les Fran e de
29 Capitulati
10 juill. Les Angl vers

CHAPITRE LVIII.

Opérations en Allemagne. — Dispositions générales. — Rupture de l'armistice. — L'armée de Sambre-et-Meuse remporte une victoire à Altenkirchen, et s'avance sur la Lahn. — L'Archiduc y porte le gros de ses forces et la repousse. — Affaire de Wetzlar.

Projet tardif des Autrichiens sur Trèves.

Le conseil aulique, satisfait d'avoir prouvé par la disgrâce de Clairfayt qu'il considérait l'armistice comme peu favorable à ses intérêts, ne se pressa point d'y remédier par un prompt retour à l'offensive. Toujours lent dans ses opérations, il ne résolut que fort tard d'envahir le pays de Trèves; faute grave qui donna aux armées républicaines délabrées et découragées le temps de se refaire, et de reprendre confiance. Enfin la nécessité d'opérer une diversion utile en faveur de Beaulieu, arrachant le conseil à sa léthargie, il ordonna de dénoncer la rupture de l'armistice pour reprendre les hostilités le 1er juin, et franchir le plutôt possible la Moselle et la Sarre.

Ce projet, quoiqu'il ne réunît pas tous les suffrages, était bon; du moins quant à la direc-

tion choisie pour y concentrer les efforts. L'archiduc Charles, qui dès-lors en a fait la critique sévère, paraît toutefois s'en être exagéré les difficultés. Les Autrichiens forts de 180 mille hommes pouvaient bien en effet prendre l'offensive, malgré le voisinage de quelques forteresses, et sans être obligés de laisser des armées d'observation devant chaque petite place. S'ils gagnaient la première bataille, leurs adversaires, déjà inférieurs, se seraient vus contraints à jeter des garnisons partout, même dans les places que l'on n'eût pas songé à inquiéter. Ainsi battue et affaiblie par de nombreux détachemens, l'armée française pouvait être mise hors d'état de tenir la campagne, et poussée vivement. Deux ou trois corps d'observation de 10 mille hommes chacun, suffisant pour surveiller plusieurs forteresses à la fois, après que les coups décisifs eussent déjà été frappés; tout le reste de l'armée impériale eût été disponible pour les opérations offensives contre les forces actives de l'ennemi. La réussite du plan dépendait donc d'un premier succès remporté entre la Moselle et la Sarre, sur les armées de Jourdan et de Moreau. Or, la position centrale des Autrichiens les mettant à même d'employer alternativement 100 mille hommes contre chacune de ces armées, ce succès ne paraissait point douteux. Au reste, on fait la guerre pour courir des chances, et les Autrichiens en

avaient d'assez favorables pour risquer une bataille à Kirchberg, Trarbach et Hombourg, tenant derrière eux des points d'appui tels que Mayence et Manheim.

Tout porte ainsi à croire que rien n'eût empêché d'en faire la tentative pendant l'hiver qui ne fut pas excessivement rude, ou du moins au mois de mars ou d'avril, à l'instant même où les opérations commençaient en Italie. L'ouverture de cette campagne fut signalée, au contraire, par un événement des plus singuliers : on y vit le corps accessoire de Beaulieu, qui ne comptait pas au-delà de 50 mille hommes, prendre l'offensive contre une frontière ennemie hérissée de difficultés; tandis que l'armée principale de 180 mille combattans, se trouvait encore, deux mois après, paisible dans ses cantonnemens. L'on n'a pu pénétrer, jusqu'à ce moment, le mystère d'une inaction si funeste; mais il est certain qu'aucun raisonnement militaire ne saurait la justifier.

Les événemens ne tardèrent pas à prouver au cabinet de Vienne, l'incohérence de ses combinaisons et tout le prix du temps qu'il avait perdu. L'armistice dénoncé était sur le point d'expirer avec le mois de mai, et les armées des deux partis s'apprêtaient enfin à prendre l'initiative, lorsqu'un courrier apporta au général Wurmser l'ordre de faire partir un corps d'élite de 25 mille

Le départ de Wurmser les force à la défensive.

hommes de l'armée du Haut-Rhin, pour couvrir le Tyrol et sauver Mantoue. Ce corps se mit en marche sur-le-champ. Le maréchal, désigné pour remplacer Beaulieu, conserva néanmoins le commandement de son armée jusqu'à l'arrivée des troupes à leur destination; il devait à son départ remettre le reste de son corps au général Latour, qui passerait alors sous les ordres de l'archiduc Charles. Ce contre-temps détermina les Autrichiens à renoncer à leur marche sur la Moselle, et à rester sur la défensive : les Français, plus entreprenans, les prévinrent bientôt.

Chance des deux partis.

Avant de donner un précis des opérations, il importe de jeter un coup-d'œil sur les positions des deux partis : le tableau ci-joint en donnera une idée, quoiqu'il soit du 31 mai, avant le départ des troupes de Wurmser.

On voit, d'après ce tableau, que les armées impériales eussent été depuis long-temps en mesure d'ouvrir la campagne : elles comptaient comme les Français environ 134 mille fantassins; mais elles avaient 43 mille hommes d'une superbe cavalerie, et ceux-ci n'en avaient pas 18 mille, encore assez mal équipés.

Si l'armée impériale prenait l'offensive et qu'elle gagnât une bataille, il fallait compter que 30 mille hommes d'infanterie et 2 mille chevaux se jetteraient dans les places; il ne serait donc

11, page 170.

MÉES SUR LE RHIN

1796.

DE WURMSER.

	Infant.	Caval.
re Huningue et Sasbach. . .	7,500	2,800
Lahr	2,500	1,600
Dierdorf	7,200	2,300
	17,900	6,000

. 71,400, infanterie. }
21,300, cavalerie. } 92,700

resté aux Français, que 120 mille hommes, dont 16 mille de cavalerie.

Les Autrichiens, en laissant 30 mille fantassins et 10 mille chevaux en observation des forteresses, auraient conservé en campagne 135 mille hommes, dont 33 mille de cavalerie; supériorité immense quand elle est encore appuyée par une première victoire.

Après le départ du maréchal Wurmser, il resta sur le Rhin environ 150 mille combattans, dont 70 mille formaient l'armée du Haut-Rhin et 80 mille celle du Bas-Rhin, y compris les troupes d'empire, ainsi que les divisions de Mercantin et de Neu qui couvraient Mayence. Le commandement demeura partagé, jusqu'au 18 juin, entre les deux généraux en chef. Le gros de l'armée du prince campait en avant de Mayence, à Baumholder et sur la Nahe; son aile gauche aux ordres du duc de Wurtemberg, entre la Lahn et la Sieg. Le général Jourdan gardant le Hundsruck, et la rive gauche de la Nahe, observait l'Archiduc, avec les divisions Marceau, Poncet, Bernadotte, Championnet et la petite réserve de cavalerie du général Bonnaud : la division Grenier et une brigade aux ordres du général Bonnard formaient le centre vers Cologne : enfin, le général Kléber, commandant l'aile gauche, était à Dusseldorf, opposé au duc de Wurtemberg, avec les divisions Lefebvre et Colland. Le camp retranché

avait été mis dans un état respectable, ainsi que la tête de pont. On redoubla également de travaux à l'île de Nieuwied : enfin pour assurer la défensive du corps du Hundsruck, on construisit des têtes de pont sur la Moselle à Trarbach, Mulheim, Treis et Alken.

Sur le Haut-Rhin, Wurmser campé en avant de Manheim, dans les positions retranchées de la Rehbach et du Speyerbach, était opposé au général Moreau. La gauche des Autrichiens s'étendait en cordon jusqu'à Bâle, pour observer la droite de leurs adversaires aux ordres de Férino.

Ainsi le tableau des forces actives, après le départ des troupes pour l'Italie, présente encore les deux partis à peu près égaux en nombre. Si les Français avaient alors 20 mille hommes d'infanterie de plus, les Autrichiens rachetaient bien ce désavantage par une supériorité équivalente en cavalerie; ce qui, pour la guerre d'invasion dans un pays ouvert, et même pour une guerre défensive, ne laisse pas de procurer de grands avantages. Il est surtout à remarquer qu'une forte supériorité en bonne cavalerie est d'une grande importance pour couvrir des retraites momentanées et pour cacher à l'ennemi une partie faible, puisque les troupes à cheval, soit en marche, soit déployées, offrent une étendue qui trompe sur la véritable force et en impose

toujours. Six mille chevaux à une certaine distance présentent une masse égale à 20 mille fantassins. Indépendamment de cette considération, la supériorité de cette arme donne aux arrière-gardes les moyens de tenir ferme sans crainte, et d'assurer le bon ordre des retraites que l'ennemi ne saurait entamer. Les opérations de cette campagne l'ont prouvé, et les corps de Wartensleben et de Latour, laissés en observation devant des forces supérieures, ne se sont sauvés que par le déploiement de leurs nombreux escadrons.

La ligne d'opérations offensive des deux partis offrait des chances presque balancées, et s'il existait quelque avantage, nous n'hésiterions pas à le mettre du côté des Autrichiens. Ils avaient deux places à cheval sur le Rhin, qui leur procuraient le moyen de déboucher avec autant d'aisance que de sûreté sur les deux rives de ce fleuve. Les Français ne possédaient qu'une tête de pont à Dusseldorf, et la place n'était pas même couverte sur la rive gauche; d'ailleurs l'éloignement de ce poste, situé à l'extrémité de la ligne, le rendait bien moins favorable que les points centraux de Mayence et de Manheim. L'armée de Moreau sur le Haut-Rhin, n'ayant point de débouché sur la rive droite de ce fleuve, se trouvait paralysée pendant quelque temps, dès que

le théâtre de la guerre se portait sur cette rive.

Les Français semblaient, au contraire, avoir une espèce de supériorité dans leurs opérations défensives, en ce qu'ils possédaient des places de seconde ligne; tandis que celles des Autrichiens étaient toutes sur le Rhin en première ligne à l'exception néanmoins d'Ingolstadt, qui leur fut remise plus tard, et de Wurtzbourg qui n'est guère tenable : ainsi l'armée impériale, au premier mouvement rétrograde, se trouvait dépourvue d'une base solide pour ses opérations, et de tout abri pour ses dépôts. Mais cet avantage des Français n'était peut-être pas si réel qu'on le pense, parce qu'ils avaient trop de forteresses à garder en proportion de leurs forces.

C'est en effet une grande question à résoudre, si, dans le système de guerre actuel, une multitude de places fortes n'est pas plus nuisible qu'utile : je crois qu'on peut hardiment prononcer l'affirmative. Un grand nombre de places secondaires ruine l'état et l'armée. Il faut peu de forteresses : il ne les faut ni trop petites ni trop grandes; trop petites, elles n'ont pas de capacité pour renfermer les approvisionnemens des armées actives, et sont aisément incendiées au moindre bombardement; trop grandes, elles nécessitent des garnisons nombreuses, et la population est plutôt réduite par la famine. Les

places doivent se trouver autant que possible, à cheval sur les fleuves ou sur les grandes communications, et être bien munies de tout.

Ces vérités, démontrées depuis peu d'une manière victorieuse, s'appliquaient particulièrement à la campagne de 1796; car si les Autrichiens avaient pris l'offensive et gagné une seule bataille sur la Sarre ou sur la Moselle, les armées françaises eussent été forcées de se dissoudre pour fournir des garnisons, puisque toutes les places ne renfermaient que des dépôts. l n'en était pas de même dès que les armées impériales se bornaient à la défensive, entre le Rhin, le Meyn et le Necker; alors les chances devenaient à peu près égales, et l'avantage de quelques forts de plus, se trouvait amplement compensé par la position centrale de Mayence, de Manheim et de Philipsbourg.

Cependant, une circonstance d'une autre nature mettait un poids bien plus grand dans la balance en faveur des Autrichiens : c'était la réunion de toutes leurs forces entre les mains de l'Archiduc; tandis que les généraux français, au contraire, commandaient deux armées qui devaient rester divisées, ou qui, ayant peut-être un but commun, y marchaient séparément et donnaient par là sujet au conflit des opinions militaires, à la mésintelligence des généraux, au

défaut d'unité et d'ensemble dans les mouvemens. Au demeurant, quelle que fût la différence dans la ligne d'opérations des deux partis, il est certain que de part et d'autre, on commit plus d'une faute dans la manière dont on manœuvra, et pour s'en assurer, il est temps de passer à la relation des événemens.

Instructions du directoire aux généraux.

Dès le commencement d'avril, le directoire avait adressé aux généraux Jourdan et Moreau un précis de ses vues sur la campagne prête à s'ouvrir. La lettre adressée à Moreau, surtout, était remarquable par la nature des principes de guerre qu'elle développait (1). Carnot, toujours fidèle à son système, recommandait de ne point attaquer le centre des lignes ennemies : maxime très-sage pour les combats sur une ligne serrée; mais qui, en stratégie et sur une ligne immense et morcelée, ne l'était point. Guidé par une théorie plus éclairée, il recommandait de n'attaquer qu'une aile à la fois; manœuvre à laquelle on attribuait, avec raison, les plus beaux faits d'armes. Cependant par une bizarrerie inconcevable, il appliqua un système tout opposé dans les grandes combinaisons du plan d'opération, en ordonnant plus tard, le double mouvement sur les extrémités de la ligne ennemie, qui causa tous les revers de la campagne.

(1) Pièces justificatives, n° 12.

D'après le plan arrêté, l'armée de Sambre-et-Meuse, laissant sa droite dans le Hundsruck, devait s'avancer d'abord par Dusseldorf, pour attirer sur elle l'attention principale de l'ennemi, et faciliter à l'armée de Moreau le passage du Rhin : opération qui, faute d'un débouché, paraissait hasardeuse devant une armée égale en nombre et supérieure de beaucoup en cavalerie. Ce mouvement des Français par Dusseldorf, avait encore pour objet de forcer l'archiduc Charles à quitter la rive gauche du Rhin en menaçant ses communications; mais il était peu probable qu'il atteignît ce but, puisqu'il ne devait s'exécuter qu'avec 40 mille hommes, force insuffisante pour culbuter, comme on le prétendait, une armée de 150 mille combattans.

Les deux généraux en chef, réunis à Trèves le 7 mai, firent sentir les inconvéniens de ce projet et proposèrent de sages modifications; au reste, son exécution fut long-temps retardée faute de vivres; l'armée de Sambre-et-Meuse surtout, cantonnée largement dans un pays épuisé, n'avait pas le moindre magasin, et les places mêmes n'étaient pas mieux approvisionnées en vivres qu'en munitions.

Les généraux réunis à Trèves, combattent ses projets.

Malgré les 1,500 millions en numéraire, demandés par Dubois-Crancé au Corps législatif, et les 2 milliards de mandats territoriaux récem-

ment émis, tout manquait dans cette administration inepte ou concussionnaire. Ce fut peut-être un bonheur dans ces circonstances, puisque le plan aurait probablement échoué, si on l'eût entrepris avant le départ de Wurmser et de ses 30 mille hommes pour l'Italie.

Jourdan ouvre la campagne.

Lorsque le moment d'agir fut enfin marqué par la dénonciation que les Autrichiens firent de l'armistice, le général Jourdan se mit en devoir de prendre l'initiative. A cet effet, il ordonna à Kléber d'attaquer le corps du prince de Wurtemberg et de le pousser avec toute la vigueur possible sur la Lahn; les Français espéraient d'autant mieux réussir dans cette entreprise, que les Autrichiens, après avoir pris la résolution de rester sur la défensive, commirent la faute de laisser des forces immenses, paralysées pour ainsi dire entre Mayence et Kreutznach. Dès qu'il était décidé qu'on n'entreprendrait rien sur la rive gauche du Rhin, l'Archiduc devait sentir que 60 mille hommes en avant de Mayence, n'y étaient pas plus utiles que 20 mille; et qu'en laissant une division pour couvrir le camp retranché, il pouvait rassembler ses forces vers la Lahn, et attendre Jourdan, certain de tomber sur ses colonnes avec toutes chances de succès. Le prince persista, au contraire, à tenir ses masses sur la Nahe, et le duc de Wurtemberg à

40 lieues de tout soutien, en face du seul débouché que les Français eussent pour pénétrer en Allemagne; il était aisé de prévoir qu'ils ne tarderaient pas à profiter de cet état des choses.

Conformément à ses instructions, le général Kléber se mit en mouvement aussitôt que les dix jours d'avertissement furent expirés; le 30 mai au soir, il passa la Wupper et prit position entre Pfortz et le château de Bensberg; son avant-garde aux ordres du général Lefebvre se porta vers les montagnes.

Kléber s'avance sur la Sieg.

Le corps du duc de Wurtemberg était morcelé comme tous cordons d'observation; il avait détaché le général Finck avec 6 mille hommes du côté de Neuwied; les généraux Kienmayer et Gottesheim, commandaient de petites avant-gardes sur la Sieg; le gros du corps campait à Kroppach et Altenkirchen; le duc en détacha encore une division à Treissendorf pour échelonner ou soutenir ses avant-gardes.

Le 1er juin, Kléber prit position sur la gauche de l'Agger; le général Lefebvre culbuta l'avant-garde autrichienne, commandée par Kienmayer, et s'empara du pont de Siegburg. En même temps Collaud, avec la colonne de droite, passa la Sieg vers Meindorf, tourna ainsi le flanc gauche du corps campé vers Treissendorf et le força à se rejeter sur Ukerath, où le détache-

ment du prince de Wurtemberg se rallia à lui. Les Autrichiens se replièrent alors sur le gros du corps d'armée, qui occupait les positions avantageuses de Kroppach et d'Altenkirchen. (*Pl. V.*)

Kléber, sur ces entrefaites, avait ordonné des manœuvres pour tourner la position d'Ukerath, croyant que l'ennemi y tiendrait : les colonnes débouchèrent à point nommé après une marche pénible, mais elles ne rencontrèrent que des éclaireurs de cavalerie qui se retirèrent à leur approche. Le corps d'armée se mit en marche le 3 juin, et poussa une reconnaissance jusque sur la position des Autrichiens, le gros campa à Jungrath : les dispositions furent prises pour attaquer l'ennemi le 4 au matin.

Combat d'Altenkirchen.

La position du duc de Wurtemberg, quoique assez forte en elle-même, était beaucoup trop étendue pour son petit corps; outre le détachement qu'il se vit obligé de faire vers Neuwied, pour observer ce débouché, il avait des avant-gardes et des flanqueurs; son corps de bataille même se trouvait morcelé, deux bataillons, quatre escadrons défendaient les hauteurs derrière Altenkirchen, deux mille hommes gardaient le débouché de cette ville, occupée par des Croates et des chasseurs; un bataillon gardait Almersbach, enfin 5 bataillons, 12 escadrons

qui devaient former une espèce de réserve, se trouvèrent engagés eux-mêmes en première ligne.

Les troupes françaises partirent du camp de Jungrath sur quatre colonnes; la première à gauche aux ordres du général Soult, dut se diriger par Sachsen ou Hilgerod sur Kropach; celle du centre, conduite par le général Lefebvre, se porta par la chaussée contre Altenkirchen, la troisième, à droite, marcha par Mehrem, sur Almersbach; la division Collaud suivait en réserve derrière le centre. Le général Ney, avec un corps volant, tourna la gauche des Autrichiens, passa la Wiedbach et se jeta sur leurs communications. Il fut plusieurs fois entouré par les troupes légères, mais il les repoussa et s'empara de Dierdorf.

La principale colonne franchit les passages des montagnes de Weyerbusch, que les Autrichiens n'avaient pas occupés, et parvint ainsi sans obstacle devant leur position. La division Lefebvre se forma au pied des hauteurs d'Altenkirchen, soutenue par la division Collaud. Le général Kléber qui se trouvait sur ce point, donna le signal d'attaque, et fit avancer toute son artillerie pour répondre à celle de l'ennemi, pendant que la troisième colonne s'emparait des villages de Schoneberg et d'Almersbach, et se

portait, en suivant les hauteurs, contre l'aile gauche des Autrichiens formée du régiment de Jordis. Un combat assez vif, mais inégal, s'engagea; la cavalerie du général Lefebvre, conduite par l'intrépide Richepanse, traversant le ravin devant Altenkirchen, culbuta quelques escadrons autrichiens sur les bataillons de Jordis; cette infanterie déjà menacée à gauche voulut se retirer, mais la tête de la colonne fut bientôt gagnée de vitesse, chargée et forcée à mettre bas les armes. Le général Soult s'était avancé en même temps sur Kropach, comme il en avait l'ordre; bien qu'il n'eut aucun engagement sérieux, son mouvement contint la réserve que le duc de Wurtemberg avait établie sur ce point, et qui, se trouvant menacée elle-même, ne put prendre aucune part au combat. Les Autrichiens rassemblèrent alors leurs troupes vers Höchstebach et se retirèrent dans la nuit jusqu'à Freilingen, en abandonnant 1,500 prisonniers, 12 pièces de canon et 4 drapeaux.

Les Autrichiens se rallient derrière la Lahn.

Le duc de Wurtemberg voulut se retirer de Freilingen sur Montabauer, et envoya l'ordre au general Finck, qui se trouvait près de Neuwied, de se réunir à lui sur ce point, dans la crainte de se trouver coupé par l'ennemi; mais à son arrivée à Molzberg le 6 juin, le duc apprit que Montabauer était déjà occupé par le général Ney,

et que le reste de la division Collaud débouchait vers Walmerode; alors il se décida à se retirer promptement près de Limbourg, derrière la Lahn, sans attendre le général Finck, qui avait pris heureusement la même direction. De son côté, Kléber poursuivit les Autrichiens sur cette rivière, et dès que ses troupes eurent occupé Neuwied, le général Grenier passa le Rhin avec sa division, pour se joindre à lui.

L'Archiduc quitte la Nahe et marche sur Wetzlar.

La nouvelle de ces événemens, produisit l'effet qu'on s'en était promis. L'Archiduc, au premier avis du combat de Siegberg, avait détaché 6 bataillons pour renforcer le corps de Wurtemberg, mais sitôt qu'il fut instruit de l'affaire d'Altenkirchen, il fit partir le général Werneck avec 11 bataillons et 22 escadrons pour Hombourg, attira à lui la division Hotze de l'armée de Wurmser, laissa ensuite le général Mercantin et 20 mille hommes, sur la rive gauche pour couvrir Mayence, puis se dirigea, le 6 juin, avec le reste de son armée sur la Lahn. Il passa le Rhin le 10, et n'arriva que le 14 entre Wetzlar et Limbourg; la totalité des forces qu'il amenait était de 32 bataillons et 80 escadrons. Peut-être l'Archiduc aurait-il mieux fait de laisser courir Kléber, et d'attaquer Jourdan sur la Nahe, avec toutes ses forces réunies, en profitant des avantages que Mayence lui donnait pour une telle

opération (1). Il est vrai que la conduite du prince dans cette circonstance délicate, peut être justifiée par l'ordre que le conseil aulique lui envoya de rester sur la défensive; mais puisqu'il se décidait malgré cet ordre, à attaquer Jourdan à Wetzlar, il semble qu'il y avait plus de chances avantageuses à le faire à Simmern, où l'on avait des forces déjà rassemblées et une position stratégique qui eût empêché les Français de porter le théâtre de la guerre sur la rive droite du Rhin.

Jourdan passe le Rhin à Neuwied et marche aussi sur la Lahn.

Dès que Jourdan apprit le départ de son adversaire, il fit suivre l'arrière-garde ennemie par un corps léger et se mit en marche par la gauche, pour aller passer le Rhin à Neuwied, afin de soutenir Kléber. Le général Marceau resta avec 20 mille hommes en face du camp de Mercantin, devant Mayence.

L'armée de Jourdan était venue prendre position derrière la Lahn sur une seule ligne sans réserve; Bonnard bloquait Ehrenbreitstein, Bernadotte s'appuyait au Rhin entre Lahnstein et Nassau, Championnet campait entre Nassau et

(1) Nous avons dit plus haut que l'Archiduc avait eu tort de rester sous Mayence, et nous présentons ici cette position comme favorable : mais il faut remarquer que c'était dans le cas d'une défensive absolue que ce reproche pouvait être adressé au Prince; les avantages que Mayence offrait, étaient relatifs à des opérations offensives au-delà du Rhin.

Dietz. Ces deux divisions devaient protéger l'investissement d'Ehrenbreitstein (1). La division Grenier s'étendait vers Els, Collaud sur les hauteurs de Limbourg, enfin Lefebvre formait un flanc derrière le ravin de Diefenbach. Cette aile gauche était couverte par la brigade Soult, campée près d'Herborn, ses flanqueurs s'étendaient jusqu'à Giessen.

Jourdan se proposait de forcer le passage de la rivière, aux environs de Limbourg, et d'attaquer vigoureusement Wartensleben; mais au lieu de le faire dès le 15, il remit l'affaire au 17, pour attendre que la division Lefebvre pût occuper Wetzlar, afin de couvrir la gauche contre les colonnes ennemies qui semblaient cheminer vers cette direction. Ce retard donna à l'ennemi le temps de le prévenir. Projets des deux partis.

L'Archiduc résolut en effet de l'attaquer de son côté et de diriger son effort principal sur la gauche pour l'accabler. Ce projet étoit sage, le plus petit succès sur cette aîle menaçait effectivement l'armée française; mais ce prince commit une faute en laissant 30 mille hommes disper-

(1) Jourdan laissa à plusieurs reprises 7 à 8 mille hommes pour bloquer Ehrenbreitstein, forteresse inaccessible, perchée sur des rocs, et qui n'avait pas plus de 2,500 hommes de garnison. Il eût suffi d'y laisser un détachement égal à la garnison, car le gouverneur d'une place, ne peut jamais sortir avec plus de la moitié de ses troupes.

sés sur la basse Lahn. En effet Wartensleben avait 6 bataillons et 28 escadrons vers Nauheim, et 21 bataillons et 31 escadrons aux ordres de Staader étaient éparpillés depuis Wilmar jusqu'au Rhin, pour garder des rives escarpées presque inabordables et un point stratégique, où il aurait fallu même attirer les Français au lieu de leur en défendre l'accès avec tant de monde. Les corps destinés à l'attaque contre la gauche, étaient : 1° celui du général Hotze de 6,500 hommes, campé sur les hauteurs de Weilmunster, ses avant-postes près de Weilbourg; 2° celui du général Kray, de 10 mille hommes sur les hauteurs de Braunsfels, ses avant-postes sur la Lahn près du pont de Leun; 3° la réserve et les grenadiers, commandés par le général Werneck, placés derrière Wetzlar; 4° la division saxonne campée à Gros Rechtenbach; 5° enfin le général Gottesheim, avec 2 mille hommes de troupes légères, devait partir de Giessen, pour inquiéter les flancs de l'armée française. Nous allons voir qu'un faible incident dérangea toute l'exécution de ce projet.

Combat de Wetzlar.

Le 15 juillet, la réserve autrichienne passa la Lahn à Wetzlar, et fut camper sur les hauteurs au-delà de cette rivière : l'attaque générale ne devait avoir lieu que le lendemain; mais la division Lefebvre marchant comme on sait pour occuper cette ville, ne tarda pas à engager le combat.

Ce général ignorant sans doute à quelle force il avait affaire, et instruit que les troupes légères de l'ennemi poussaient déjà de Werdorf sur Herborn, divisa ses forces : quelques bataillons furent portés à Oberbihl, d'autres détachemens gardèrent les défilés de Leun, le reste de la division marcha sur Werdorf. La brigade de droite emporta l'abbaye d'Altenbourg après trois assauts que les grenadiers de Werneck avaient d'abord repoussés ; la gauche parvint aussi à s'emparer des hauteurs de la chapelle de Dalheim. Les Autrichiens trop disséminés se retirèrent en partie derrière la Dyle, en partie sur Wetzlar. Il était alors quatre heures après midi ; l'Archiduc, inquiété de la durée de cette canonnade, accourut à Wetzlar, et ordonna aux Saxons de traverser la ville pour aller soutenir Werneck, auquel il prescrivit de s'emparer des hauteurs et du bois d'Altstetten. Cette position attaquée de front, par les grenadiers autrichiens, tandis que les cuirassiers de Karacksay en tournaient les flancs, fut bientôt enlevée.

Dans ces entrefaites, la division saxonne sous les ordres du lieutenant-général de Lindt avait aussi passé la Lahn et s'était formée en avant de Wetzlar. Les Français ayant été repoussés des hauteurs et du bois d'Altstetten, se formèrent un peu en arrière sur celles de Berghausen, d'où ils furent bientôt chassés par la cavalerie saxonne

aux ordres du général Zeschwitz. Ce succès mit fin au combat sur la droite de Werneck, mais à sa gauche, les Français s'étant maintenus dans le village d'Altenbourg, on fit avancer 2 bataillons saxons qui l'emportèrent. Le général Lefebvre se retira alors à la faveur de la nuit, derrière le ravin de Tieffenbach.

On voit, par la relation de cette affaire partielle, que dans le fond, elle était insignifiante. L'Archiduc, qui pouvait être déjà le 12 juin avec des forces supérieures à Limbourg, attendit trop pour attaquer, et donna ainsi à l'ennemi le temps de renverser ses projets.

Le 16, le corps de Werneck marcha sur Greifenstein, et s'y lia avec la colonne de Kray, qui passa à Leun; Hotze vint appuyer sa droite à Mehremberg. Le même jour, l'armée française était entièrement en retraite, et Wartensleben, avec l'aile gauche, s'avança sans obstacle par Limbourg sur Hadamar.

Les Français se décident à la retraite.

Jourdan était dans une position fâcheuse, comme toute armée qui se trouve en bataille perpendiculairement à un grand fleuve, lorsque l'ennemi prenant l'initiative vient se placer en masse sur l'extrémité opposée à ses rives. On risque, en pareil cas, de laisser accabler une de ses ailes, ou d'être culbuté dans la rivière si l'on exécute un changement de front parallèle à son cours. Il ne se présente que deux partis

pour se tirer d'embarras : le premier est d'assaillir soi-même l'ennemi avec toutes ses forces, l'autre de se retirer. Recevoir une bataille défensive dans une situation semblable, serait donner trop au hasard : l'on ne pourrait justifier une telle résolution que dans le cas où l'on possèderait, sur plusieurs points, des têtes de ponts ou un camp retranché qui facilitassent les moyens de repasser le fleuve en présence de l'ennemi. Jourdan trouvait bien en partie ces avantages dans Dusseldorf, mais cette place était si loin de la Lahn, qu'en voulant changer de front pour porter la droite vers Limbourg et Tukingen, la gauche vers Dernbach, l'armée française se fût exposée à être coupée de sa communication par l'Archiduc, dont les forces rassemblées à Mengerskirchen, n'auraient eu qu'à se prolonger sur la droite par Urdorf, pour rejeter Jourdan sur le pont de Neuwied qui n'était point à l'abri.

Le général français ne pouvait éviter ce danger qu'en risquant une bataille offensive et en dirigeant toutes ses forces dès le 15, sur Dernbach et Renderoth, mais il s'enleva même la possibilité d'une telle entreprise par la dispersion de ses forces et le grand éloignement de sa droite. D'ailleurs le but essentiel de sa marche sur la Lahn se trouvant rempli, puisqu'il y avait attiré le gros des forces autrichiennes, il jugea que le parti le plus sage était de se retirer, et il en

donna l'ordre aussitôt qu'il eut avis de la mauvaise issue du combat de Wetzlar. La droite se replia sur Montabauer, le centre sur Molzberg, la gauche sur Renderoth.

Par ces divers mouvemens, la brigade Soult, compromise vers Herborn, sans communication directe, pouvait être enlevée si elle ne se retirait promptement; l'adjudant-général Ney se mit lui-même à la tête d'une compagnie de hussards, traversa la cavalerie autrichienne en combattant sans cesse, et apporta au général Soult l'ordre et la direction de la retraite : ces deux généraux l'exécutèrent ensemble avec une grande bravoure et après plusieurs charges brillantes.

Jourdan repasse le Rhin.

Les deux jours suivans, l'armée impériale s'avança par Mengerskirchen sur Renderoth, Hotze à Neukirchen, Wartensleben sur Freylingen, Staader vers Montabauer. Alors Jourdan se décida à repasser sur la rive gauche du Rhin, par Neuwied, avec les trois divisions Championnet, Bernadotte et Grenier. La même scène qui avait occasionné la perte du pont au mois d'octobre précédent, faillit se renouveler avec la différence que cette fois ce furent les Autrichiens qui lancèrent des radeaux à dessein de le détruire; l'aile droite se vit ainsi forcée à séjourner sur la Saynbach pour donner le temps de le réparer. Les Impériaux firent mine de l'assaillir, mais se contentèrent de la canonner vivement. Le pont

rétabli, les divisions y défilèrent aussitôt. Bernadotte formant l'arrière-garde avec le 30e régiment et la cavalerie, en imposa à l'ennemi par sa bonne contenance : et l'armée, revenue sans perdre un homme dans l'île de Neuwied, leva le pont qui y conduit. Kléber se dirigea avec trois divisions sur Dusseldorf par Altenkirchen. L'Archiduc rassembla ses forces vers Hachembourg, dans l'espoir d'attaquer Jourdan au défilé près de cette ville, ignorant qu'il repassait déjà le fleuve.

Combat d'Ukerath.

Le 18 juin à la pointe du jour, le général Kray, à la tête de l'avant-garde autrichienne forte d'environ 14 mille hommes, se porta sur Altenkirchen qu'il trouva abandonné. Kléber s'était retiré dans la forte position d'Ukerath, paraissant vouloir se maintenir sur la Sieg. On a affirmé qu'il avait reçu l'ordre de ne pas se retirer avec l'aile gauche jusqu'à Dusseldorf, parce que le général en chef ne passerait lui-même le Rhin avec la droite qu'autant qu'il y serait forcé, vu qu'on espérait pouvoir se maintenir sur la rive droite du fleuve. Les mémoires de Jourdan ont démontré la fausseté de cette assertion, et prouvé que Kléber s'était engagé contre sa volonté expresse. Cette résolution aurait pu devenir funeste, si Kray eût agi avec moins de précipitation. Ce général autrichien poussa, le 19 au matin, les avant-gardes des Français sur Ukerath; les délogea de Kircheip,

et fit fortement occuper ce village. Le général Kléber jugea sans doute qu'il lui serait facile de punir la témérité de son adversaire en tombant à l'improviste sur la tête de sa colonne; ou peut-être jugea-t-il indispensable de le repousser, afin de continuer son mouvement rétrograde en sûreté. Quoi qu'il en soit, ses ordres furent donnés pour combattre. Le général Leval, commandant la division Lefebvre, dut se porter contre le flanc droit de Kray, tandis que les brigades Lorges et Bastoul attaqueraient l'aile gauche; la division Collaud eut ordre de rester en intermédiaire pour soutenir l'attaque de front, ou celle des deux autres colonnes au besoin. L'artillerie française fit taire celle des Autrichiens. La cavalerie, conduite par les adjudans-généraux Ney et Richepanse, ayant ensuite culbuté les escadrons impériaux sur leur infanterie, le général Kléber s'avança lui-même au centre à la tête de 4 bataillons, marchant sur les deux côtés de la route.

Les premières positions de l'ennemi furent emportées, ainsi que le village de Kircheip; mais Kray, ayant réuni toutes ses troupes sur les hauteurs en arrière, parvint à s'y maintenir, et bientôt sa cavalerie força celle des Français à la retraite. D'un autre côté, la marche de la colonne du général Bastoul éprouvait des obstacles insurmontables dans les bois; les Autrichiens, profi-

tèrent de ces circonstances heureuses et reprirent l'impulsion offensive. Le général Mylius, avec 4 bataillons de grenadiers, chargea le centre des Français : pendant que l'infanterie était aux prises, la cavalerie impériale tomba en flanc sur les escadrons de Richepanse, et les repoussa. Kléber fut alors forcé de revenir dans ses premières positions, où l'infanterie se défendit vaillamment jusqu'à la nuit, dont elle profita pour se retirer derrière la Sieg. Ce combat fit le plus grand honneur à Kray (1).

L'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse quitta la Sieg quelque temps après. La division Bonnard passa à Bonn et à Cologne, sur la rive gauche du Rhin; celles de Lefèvre et de Collaud se retirèrent derrière la Wipper, dans l'excellente position de Benrad et d'Opladen, cherchant à se maintenir sur ce point important de la rive droite du Rhin, afin de couvrir en même temps le grand camp retranché de Dusseldorf.

(1) On a voulu donner à cette affaire le titre de bataille d'Ukerath, en prétendant que Kléber avait eu à combattre toute l'armée autrichienne; il est certain cependant qu'il n'y avait là que la division Kray, et que l'Archiduc était resté vers Altenkirchen. Il détacha bien une partie du corps de Wartensleben sur Weyerbusch, et voulut se rendre en personne sur les lieux ; mais il apprit en route que Kray avait repoussé l'ennemi, et le renfort eut ordre de faire halte.

L'Archiduc partit quelques jours après avec les Saxons, le corps de Hotze et la réserve, pour s'opposer à la marche du général Moreau qui avait passé le Rhin à Kehl, et menaçait la ligne importante du Danube.

CHAPITRE LIX.

Opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle, jusqu'à son arrivée sur le Danube. — Affaires de Mutterstadt, de Kehl, de Renchen, de Rastadt, d'Ettlingen et Neresheim.

En arrivant à l'armée du Rhin, le général Moreau ne la trouva pas entièrement remise du délabrement où elle était tombée à la suite des revers de Pichegru. Situation des deux partis.

Le choix de son nouveau chef était d'un bon augure (1). Il demanda pour diriger son état-

(1) Victor Moreau, né en 1763, à Morlaix, en Bretagne, destiné d'abord au barreau, exerçait la charge d'avocat à Rennes, quand l'élan patriotique de 1791 appela l'élite de la jeunesse française à la défense du sol menacé. Il commanda un bataillon des volontaires d'Ille-et-Vilaine, fut nommé au général de brigade, à la grande promotion de 1793, et peu de temps après, général de division Ses opérations, ses victoires, ses malheurs sont assez connus pour nous dispenser de les rappeler ici. Moreau était d'une taille médiocre, et n'avait rien dans son extérieur qui décelât un homme supérieur : toutefois, s'il ne peut être mis au premier rang des capitaines de son siècle, il fut un général habile; de la promptitude dans le coup-d'œil, un sang-froid imperturbable, un courage à l'épreuve le firent surtout distinguer dans les combats, plus encore que dans les combinaisons du cabinet. La simplicité

destinée à lier les opérations des deux autres, était obligée de tenter le passage à force ouverte, pour gagner rapidement le revers des montagnes noires, afin de se trouver sur le Danube assez tôt, et de marcher de front avec elles.

Ce passage étant résolu, tous les préparatifs en furent ordonnés quelque temps avant la rupture de l'armistice.

Afin de donner le change à l'ennemi, on publia que l'armée resterait sur la défensive, et que celle de Sambre et-Meuse agirait seule durant toute la campagne. Pour croire à l'efficacité d'un tel stratagème, il fallait avoir une bien mauvaise opinion de ses adversaires; car comment imaginer que l'Archiduc eût assez peu de connaissance des règles de la guerre, pour supposer que la moitié des républicains resterait paisiblement en Alsace, tandis que l'autre se jetterait seule au milieu des forces ennemies et au-delà d'un grand fleuve.

Cependant pour donner à ce bruit toute la probabilité dont il était susceptible, l'armée de Sambre-et-Meuse se mit la première en mouvement le 31 mai.

Le maréchal Wurmser ayant reçu un premier ordre de faire partir quelques troupes pour le Tyrol, les tira du Brisgau et les remplaça de proche en proche; ce mouvement, joint à la nouvelle que les Autrichiens rassemblaient un

équipage de pont sur les hauteurs de Rheinweiler, et rapprochaient le corps de Condé de Neubourg et de Steinstadt, fit croire un instant qu'ils avaient l'intention de reprendre les projets de la campagne précédente, sur la Haute-Alsace et la Franche-Comté, et décida le général en chef à rassembler son aile gauche dans de petits camps, à Ottmersheim et Hesingen; mais ces craintes étaient mal fondées; car les Autrichiens ayant déjà une masse imposante sur la rive gauche du Rhin, il n'était pas probable qu'ils voulussent s'exposer gratuitement à tous les hasards d'un passage de vive force, qui eût été inutile.

Les Autrichiens détachent un corps nombreux en Italie.

La nouvelle de l'armistice signé par les Piémontais ne tarda pas à faire sentir au conseil aulique l'urgence d'envoyer des renforts plus considérables en Italie, et Wurmser reçut l'ordre d'y faire marcher sans délai 25 mille hommes, pris d'abord dans les corps les plus à proximité, sauf à en remplacer plus tard une partie par l'armée du Bas-Rhin. Cette circonstance eût suffi pour déterminer les Impériaux à renoncer à l'offensive, entre Bâle et Manheim; mais ils y furent doublement forcés par les premiers succès de Jourdan, qui déterminèrent l'Archiduc à attirer le corps de Hotze sur la Lahn. Dès-lors l'armée de Wurmser, réduite de moitié, ne put conserver sans inconvénient sa position dans le Pala-

tinat : ce général résolut donc de se retirer le 8 juin sur la rive droite du Rhin, laissant seulement 18 à 20 mille hommes dans le camp retranché en avant de la tête de pont de Manheim. Les Français instruits de ce mouvement à trois heures du matin, lancèrent aussitôt les avant-gardes à la poursuite ; le centre prit position sur la Speyerbach, entre Spire et Neustadt ; le 11 juin, l'aile gauche s'établit entre Neustadt et Gelheim.

Démonstrations des Français vers Manheim.

A son arrivée à l'armée, le général Moreau avait chargé des officiers de reconnaître le cours du Rhin, dans les environs de Strasbourg ; et afin de donner le change sur ses desseins, il transféra son quartier-général à Landau, comme s'il avait l'intention de porter le théâtre de la guerre sous les murs de Manheim.

Le corps laissé par les Autrichiens pour en couvrir les approches, formait deux divisions : le général Starray, avec 11 bataillons et 20 escadrons, occupait le camp de Maudach et les retranchemens de Mundenheim ; Petrasch gardait ceux d'Oggersheim et du canal de Frankenthal, avec 7 bataillons et 12 escadrons. Cette position était des plus avantageuses ; sa droite appuyait à Frankenthal, et il n'y avait guère de possibilité de la tourner ; sa gauche garantie par la Rehbach, s'étendait jusqu'à Rehütte ; les bords

du vieux canal d'Oggersheim étaient retranchés et couvraient son front, en avant duquel se trouvaient des inondations pratiquées au moyen du canal et de la Flossbach. On ne pouvait y arriver que par les routes qui mènent de Spire, de Neustadt et de Turckeim à Manheim, et ces débouchés étaient fortement défendus.

Le général Moreau, pensant qu'une entreprise sur ces positions détournerait d'autant mieux l'attention des Autrichiens de son véritable projet, se décida à faire des tentatives pour les enlever. L'attaque fut résolue pour le 14 juin, et il était aisé d'en calculer le succès, puisque les postes isolés du général Petrasch allaient être assaillis par toute l'armée française.

La première division du corps de Desaix, aux ordres du général Delmas, se forma en trois colonnes : la première passa par Walsheim, et se dirigea sur Neuhof qu'elle enleva; la deuxième traversa le bois de Schifferstadt, où elle rencontra les Croates, qu'elle culbuta successivement jusqu'au-delà de la ferme de Kohlhof; Desaix se trouvait en personne à la troisième colonne; son infanterie s'étant déployée dans la plaine de Schifferstadt, marcha sur le bois qui s'étend vers Mutterstadt; quoique l'ennemi l'eût inondé, plusieurs bataillons le traversèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture : en vain les troupes impériales placées sur les digues, opposèrent la

Combats de Mutterstadt.

plus vive résistance, les Français pénétrèrent jusques dans la plaine de Mutterstadt, d'où ils repoussèrent même la cavalerie autrichienne. Mais ici fut le terme de ce premier succès; l'artillerie légère et la cavalerie n'ayant pu suivre l'infanterie dans ces bois, cotoyèrent la Rehbach, par Schifferstadt et le Kolhof; en sorte que l'infanterie, abandonnée à elle-même dans cette plaine, se vit obligée d'attendre que les escadrons eussent débouché de la Rehütte, pour prendre les Autrichiens en flanc et soutenir ses attaques. La deuxième division du centre, conduite par Beaupuy, qui marcha par la grande route de Neustadt à Manheim, la trouva, en avant de Dannstadt, défendue par de fortes batteries et des inondations encore plus profondes que les autres; elle parvint cependant, par ses efforts et sa bravoure, à franchir tous ces obstacles.

Lorsque les troupes françaises se déployèrent dans la plaine de Mutterstadt, l'ennemi, forcé d'abandonner tous les ouvrages qui défendaient les inondations, se retira par échelons sur le village de Rheingenheim, sous la protection de son camp retranché.

Dans ces entrefaites, l'aile gauche s'était bornée à quelques démonstrations, la division Duhesme avait eu l'ordre de simuler deux fausses attaques, l'une par la grande route de Turckeim

à Manheim, l'autre dirigée par Lambsheim, sur Frankenthal et Epstein; elles se réduisirent à des escarmouches de cavalerie. Les Autrichiens perdirent, dans cette journée, 5 à 600 hommes tués ou blessés, et 200 prisonniers.

Le lendemain, les avant-gardes françaises firent une attaque inutile sur Rugheim. Cependant les ennemis profitèrent de la nuit du 16, pour se jeter dans les retranchemens de Mundenheim: l'armée de Moreau prit position devant eux; et les choses en restèrent là jusqu'au 19 juin. Cinquante bataillons français observaient 15 bataillons autrichiens retranchés; tout le reste de l'armée impériale était repassé sur la rive droite du Rhin.

Wurmser étant parti, l'Archiduc prend le commandement de toute l'armée.

Le général Wurmser partit enfin le 18 pour l'Italie (1). Le comte de Latour le remplaça et fut subordonné à l'archiduc Charles; Starray vint remplacer Latour dans le commandement de l'aile gauche sur le Haut-Rhin, et Petrasch resta seul à la garde du camp de Manheim.

Le passage à Kehl est résolu.

Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse ayant été forcée à la retraite, il importait pour la dégager et lui faciliter les moyens de reprendre l'offensive, que celle de Moreau se hâtât d'exécuter l'opération projetée. Il fut donc arrêté que

---

(1) La totalité dès forces détachées du Rhin pour l'Italie, s'élevait de 28 à 30 mille hommes environ.

le principal passage aurait lieu un peu au-dessus de Kehl. Ce point, déjà bien reconnu, offrait beaucoup d'avantages par la facilité de rassembler en secret dans la ville de Strasbourg, tous les bateaux et agrès nécessaires et de les conduire par eau, le long du canal de navigation jusques dans le bras Mabile et de là dans le Grand-Rhin.

Nous n'entrerons pas dans les détails relatifs à ce passage, déjà publiés par le général Dedon (1), il suffira d'observer que dans la position des forces respectives, il était impossible qu'il ne réussît pas, car 30 mille hommes protégés par une place comme Strasbourg, n'ayant devant eux que le faible contingent de Souabe, pouvaient franchir le fleuve sans grandes difficultés avant que les Autrichiens, dont toutes les forces se trouvaient dispersées à plusieurs journées de marche du point de passage, eussent le temps de rassembler assez de troupes pour leur tenir tête. Indépendamment de ces avantages, le général Moreau avait encore la faculté d'attirer à lui les divisions St.-Cyr et Laborde, et de porter ainsi, quatre jours après le passage, ses forces actives

(1) Si le détail de ce passage est étranger à mon plan, je ne puis m'empêcher de recommander à mes lecteurs l'intéressante relation qu'en a faite le général Dedon : c'est un modèle qu'on fera bien de consulter dans ces sortes d'opérations.

sur la rive droite du Rhin, à 65 mille combattans. Au reste, les mesures de prudence nécessaires pour faire réussir l'entreprise, furent sagement ordonnées et en rendirent le succès plus certain.

Afin de mieux tromper les Impériaux, on poussa une reconnaissance assez forte sur le camp retranché de Manheim. Le même jour, à minuit, les troupes destinées aux premiers embarquemens pour le passage du Rhin, quittèrent les environs de Frankenthal et prirent la route de Strasbourg : elles avaient l'ordre de se rendre à l'armée d'Italie, et les vivres leur furent préparés sur cette route jusqu'à Besançon. On fit en même temps descendre le Rhin à une partie de l'aile droite, sous le prétexte de rejoindre le reste de l'armée à Worms : les généraux ignoraient le but de ces mouvemens, combinés de manière à ce que toutes ces troupes arrivassent le 23 juin au soir près de Strasbourg. Les divisions de St.-Cyr employées à la reconnaissance du camp retranché, se mirent en marche aussitôt après l'action, et suivirent celles qui étaient parties dès la veille. (*Voyez Pl. IV et XX.*)

Le 23 après-midi, les portes de Strasbourg furent tout à coup fermées, et l'on s'occupa en toute diligence des derniers préparatifs de l'entreprise, différés jusqu'alors pour mieux en garder le secret. Mesures prises pour l'exécuter.

Le passage du Rhin dut avoir lieu sur deux points principaux à Kehl et à Gambsheim, un peu au-dessous : trois fausses attaques exécutées à Misesnheim, à la redoute d'Isaac et à Beclair, furent destinées à diviser l'attention et la résistance de l'ennemi. Le passage de Gambsheim, exécuté par 10 mille hommes, avait pour but de prendre en flanc et à dos tout ce qui s'opposerait à l'attaque principale sur Kehl, ou de contenir les renforts qui viendraient de Rastadt en remontant la vallée du Rhin. Cette disposition était sage, mais la crue extraordinaire des eaux et d'autres obstacles imprévus, firent échouer l'entreprise sur ce point.

Pour bien juger, au reste, l'opération, il importe de se retracer les difficultés réelles qu'on pouvait y rencontrer, et l'emplacement des forces respectives sur le Haut-Rhin. Laborde commandait, comme nous l'avons déjà dit, une division entre Huningue et Brisach; Ferino s'étendait avec une autre, de Brisach à Strasbourg; celle-ci devait être employée au passage du Rhin avec le corps de Desaix.

Les Impériaux avaient à leur gauche, le général Wolff à Lœrrach, le général Frœlich vers Fribourg, Condé cantonné entre Capel et Fribourg; le général Stein, avec 4 mille hommes, occupait le camp de Wilstett, et en avait à peu près autant en cordon depuis Ichenheim jusqu'à

Renchen; enfin 9 mille Autrichiens formaient une chaîne de postes depuis Renchen jusqu'à Rastadt : ainsi, dans quarante-huit heures, il leur était impossible de rassembler plus de 17 à 18 mille hommes, dans le cas même où tous les généraux, sans attendre d'ordres supérieurs, eussent pris sur eux d'accourir avec toutes leurs forces sur le point menacé; mesure naturelle sans doute, mais rarement adoptée dans les cordons, où chacun croit devoir défendre son poste, sans s'inquiéter de ce qui se passe autour de lui.

Le 23 juin à l'entrée de la nuit, les corps destinés au passage se trouvèrent rassemblés sur deux points principaux; 16 mille hommes au polygone et sur les glacis de la ville de Strasbourg, sous les ordres de Ferino et 12 mille près de Gambsheim, sous ceux du général Beaupuy. Le tout était commandé par Desaix.

On partagea en quatre sections les troupes destinées à former le premier débarquement pour l'attaque principale de Kehl, ainsi que les embarcations nécessaires à leur transport. Chacune de ces sections eut un point d'arrivage particulier; la première, à gauche de 16 mille hommes et 2 pièces de canon, conduite par l'adjudant-général Abatucci, reçut l'ordre de descendre au-dessous du bras d'Erlenrhin et de s'emparer des îles boisées formées par le Vieux-Rhin.

La deuxième, commandée par l'adjudant-général Montrichard, forte de 1,500 hommes et 2 pièces de quatre, devait côtoyer l'île d'Erlenrhin et se rendre maître du petit pont qui servait à communiquer de cette île à la rive droite. La troisième, consistant en 250 hommes aux ordres de l'adjudant-général Decaen, avait la mission difficile de remonter à cinquante toises dans le bras d'Erlenrhin, de débarquer sous la batterie de ce nom et de l'enlever. La quatrième, formée d'un faible détachement, n'avait d'autre but que de balayer l'île des Escargots (1).

Le premier transport débarque avec succès.

Le 23, à minuit, les embarcations étaient descendues de l'Ill dans le bras Mabile, qu'elles remontèrent; les troupes s'y jetèrent avec vivacité, en observant néanmoins le plus profond silence: le nombre des combattans sur ce premier transport, était de 2,500 hommes.

A une heure et demie, le général donna le signal du départ: le canon des fausses attaques se faisait déjà entendre et aurait dû donner l'éveil à l'ennemi, cependant ce trajet s'exécuta très-heureusement. Les troupes débarquèrent sans tirer un coup de fusil; les postes ennemis n'eurent que le temps de faire une première décharge et de s'enfuir; l'effroi dont ils furent saisis ne

(1) Voyez planche 20.

leur permit même pas de songer à détruire les petits ponts de communication situés sur les filets d'eau qui séparaient les îles de la rive opposée. L'adjudant-général Decaen emporta la batterie d'Erlenrhin, malgré quelques coups de canon qui ne lui causèrent pas le mal qu'on en redoutait.

Les bateaux viennent en prendre un second.

Les bateaux, après avoir jeté les premières troupes, revinrent promptement en chercher de nouvelles, en attendant que les ponts volans et de pontons fussent prêts à passer le reste de l'armée : résolution très-judicieuse et qu'on doit imiter dans toutes les circonstances semblables. En effet, bien qu'au premier abord il semble téméraire de laisser des troupes adossées au fleuve sans moyens de se rembarquer, cette opération est néanmoins la seule convenable en pareil cas, puisqu'il s'agit d'aller leur chercher des renforts, et de leur procurer au plus vite les moyens de se soutenir.

Les Français durent se féliciter d'avoir pris ce parti, car dès que le général Stein, qui commandait le camp de Wilstett, reçut avis du passage, il s'avança avec 6 bataillons et quelques escadrons, pour renverser les forces qui avaient débarqué : ce premier choc fut soutenu par l'infanterie formée dans la plaine derrière des digues, sous la protection de 2 pièces de quatre

et de deux autres que les avant-postes badois venaient d'abandonner.

Un pont volant fut établi vers six heures du matin, de la rive gauche à l'île d'Erlenrhin, et l'on s'en servit pour passer quelques chevaux qui défilèrent ensuite sur la rive droite avec beaucoup de peine, par un petit pont de communication; mais celui-ci ne put servir au canon, attendu que les îles d'Erlenrhin qu'il fallait traverser, étaient impraticables. Le reste de la matinée fut employé à passer de l'infanterie, tant sur le pont volant que dans des bateaux qui allaient et venaient sans cesse.

Attaque du fort de Kehl.

Dès que le général eut des forces suffisantes sur la rive droite, il les dirigea contre Kehl. Ce petit fort était en assez mauvais état; on distinguait à peine les vestiges de son ancienne forme. Pour en défendre les débouchés principaux, les Autrichiens avaient construit la redoute du Cimetière, appuyée au Rhin, et dont le canon battait le fleuve et la plage opposée. Une autre d'un plus grand profil, armée de 5 pièces de canon et environnée d'une triple ligne de trous de loup, se trouvait derrière le marais, dans la plaine entre la Schutter et le Rhin : ces deux ouvrages étaient ouverts à leur gorge.

Six bataillons français les attaquèrent sous la protection des digues du Rhin et du gros canon

placé sur la rive gauche, qui, sans produire beaucoup d'effet, attirait néanmoins sur lui le feu des redoutes. La première fut promptement enlevée; la seconde opposa plus de résistance. Les troupes de Souabe se retirèrent avec précipitation à Buhl, négligeant de couper les ponts de la Kintzig, ce qui procura les moyens aux tirailleurs français, de les poursuivre avec vivacité. Elles perdirent 13 pièces de canon et 7 à 800 hommes.

Le pont de bateaux commencé le 24, à six heures du soir, fut achevé le 25 juin au matin. Les communications étant alors assurées, on fit défiler sur la rive droite les troupes à cheval, l'artillerie légère des deux divisions et le reste de l'infanterie du général Beaupuy.

Le pont est achevé.

Telle fut l'issue de ce passage, dont on a beaucoup exagéré la difficulté et la hardiesse. Dans la situation respective des deux partis, nous répétons que c'était une opération très-ordinaire. Le passage de l'armée du Rhin à Diershein, l'année suivante; ceux du Danube à Dillingen et à Wagram, furent bien plus dangereux, et par cela même plus glorieux.

Après avoir ainsi franchi la barrière du Rhin, le général français, au lieu de profiter de la dispersion des forces ennemies, afin de les poursuivre sans relâche le 25 sur Buhl, s'avança au contraire avec une circonspection qu'il faut at-

La droite des Français reste dans l'inaction.

tribuer sans doute au défaut de renseignemens sur le véritable état des affaires, ou à l'envie d'attendre l'arrivée de St.-Cyr, qui accourait à marches forcées du Palatinat.

Nous croyons cependant que, si le général Moreau avait attiré à lui, dès le jour du passage, les 12 bataillons inutilement laissés entre Strasbourg et Huningue, il aurait réuni, dès le 25 juin, 45 mille hommes à Wilstett, avec lesquels il pouvait couvrir les ponts et tomber de tout le poids de ses forces sur Stein et ensuite sur Starray. Cette mesure semblait d'autant plus naturelle, que, dans toute hypothèse, il était toujours convenable d'avoir le plus de troupes possibles au-delà du Rhin dès le premier jour du passage, et que rien n'empêchait de disposer à cet effet de la division Laborde, qui resta encore vingt jours en cordon derrière le fleuve.

Les Français se bornèrent le 25 à faire des reconnaissances; le général Beaupuy délogea les ennemis de Neumuhl et leur fit des prisonniers. Ferino chassa les postes du corps de Condé, de Marlen et Goldschir.

L'armée marche sur Wilstett.

Le 26, l'armée se porta sur le camp de Stein à Wilstett; mais ce général s'était déjà retiré vers Buhl. Ferino continua sa marche à droite contre le corps de Condé, et s'avança sur Langenhurst. La tête de la division Beaupuy, en débouchant de Korch, fut chargée avec intrépidité, par 3

escadrons des cuirassiers d'Anspach; cette échauffourée inutile coûta cher à ces braves gens, qui bientôt arrêtés par la 10e légère, et assaillis à leur tour par des forces supérieures, furent culbutés avec perte de 150 hommes.

Dispositions des Autrichiens à cette nouvelle.

Aussitôt que la nouvelle du passage des Français parvint au général Latour (le 24 juin au soir), il crut d'abord que ce n'était qu'une manœuvre pour lui faire quitter sa position de Manheim, et se borna à détacher le général Starray avec 3 bataillons et 4 escadrons, afin de rassembler les troupes sur la Murg. Mais lorsque les rapports du lendemain lui eurent prouvé que le passage était sérieux, il partit lui-même du camp de Schwetzingen avec sa réserve, pour se diriger vers le Haut-Rhin. D'un autre côté, le général Stein, avec son corps de 8 mille Wurtembergeois, Badois et Autrichiens, campait à Buhl; le prince de Furstemberg était sur la Renchen, avec 4 mille hommes, et le duc d'Enghien avec 2 mille hommes du corps de Condé à Langenhurst et Schuttervald; le reste de ce petit corps dispersé vers Lahr, reçut ainsi que la division Frœlich, l'ordre de se rassembler entre Fribourg et Ettenheim.

La position que Stein occupait était assez forte, car elle appuyait sa droite aux montagnes, vers Romerswhir, et la gauche couverte par la Kintzig, s'appuyait à Buhl. L'armée française se

mit en mouvement le 27 juin sur six colonnes, et paraissait avoir l'intention d'exécuter une attaque générale sur ce corps : cependant elle n'entreprit rien ce jour là; le mauvais temps, d'un côté, et la trop grande dispersion des troupes, de l'autre, furent probablement les causes de ce retard. Quoi qu'il en soit, Ferino se porta sur trois colonnes, l'une vers Goldschir, la deuxième sur la rive gauche de la Kintzig et la route d'Eckerswihr, la troisième sur la rive droite par Wihr et Watterwihr. La brigade Lecourbe s'avança par Griesheim, jusques sous le canon du camp de Buhl. Decaen devait marcher sur Appenwihr; Ste.-Suzanne se porta à Urlaffen et à Zimern.

Decaen, ayant été arrêté dans sa marche, n'arriva pas à sa destination. Ce contre-temps, joint à la pluie, empêcha de pousser plus loin; l'attaque du camp fut différée, et les troupes bivouaquèrent par un temps affreux. Le contingent de Souabe, déjà ébranlé par le combat de Kehl, et ne se voyant pas soutenu, ne crut pas devoir s'engager seul contre des forces si inégales, et se replia dans la vallée de la Kintzig; Giulay chargé de couvrir sa retraite conjointement avec un détachement de l'armée de Condé, prit position à Zell et à Gegenbach, dans la vallée d'Hamersbach.

Nouvel em-

Latour fit réunir alors, derrière l'Elz, toutes

les troupes du Haut-Rhin, sous les ordres du général Frœlich, espérant garder les gorges de la Forêt-Noire de concert avec l'armée de Condé: le contingent de Souabe fut chargé de tenir la vallée de Kintzig et le Kniebis; Starray, avec environ 10 mille hommes, garda la Rench, et Latour, avec sa réserve de 4 mille hommes d'infanterie et autant de cavalerie, se décida d'attendre à Muckensturm, l'arrivée des renforts du Bas-Rhin. Cette position étendue était une nouvelle faute : il eût été dans l'ordre que Frœlich se dirigeât vers la Kintzig avec le contingent de Souabe et le corps de Condé, afin d'être à même de se lier avec Starray; celui-ci ne devait pas être abandonné sur la Rench, tandis que Latour et sa réserve restaient à Mukensturm, derrière Rastadt. Le général autrichien n'avait pas à balancer sur le parti à prendre; il fallait rassembler ses moyens, éviter tout engagement partiel, et ne point s'obstiner à défendre des postes, jusqu'à ce que ses renforts fussent arrivés de Manheim, et que l'Archiduc avisât aux moyens de repousser l'ennemi en amenant des troupes de l'armée de la Lahn. placement de leurs forces.

Le général Starray, pour garder la ligne de la Rench, avait placé 2,500 hommes vers Oberkirch, au versant des montagnes; 5 mille au pont de Waghurst, et environ 2 mille chevaux dans la plaine de Renchen. Il avait probablement Starray s'engage partiellement à Renchen.

retraite jusqu'à Buhl sans être inquiété. Starray en fut quitte pour 800 prisonniers ou blessés et 10 pièces de canon. Cette petite affaire, qu'on a présentée comme une bataille, n'eut d'ailleurs aucun résultat marquant.

St.-Cyr arrive avec l'aile gauche

Le lendemain 29, les généraux Taponier et Delmas passèrent le Rhin à Kehl avec les troupes de la gauche, revenant de Manheim : alors l'armée fut réorganisée; Ferino eut le commandement de l'aile droite; St.-Cyr celui du centre, et l'aile gauche échut à Desaix. Les troupes furent réparties dans ces trois corps d'armée à peu près comme on l'a indiqué au tableau ci-contre.

L'armée autrichienne se trouvait encore disséminée, et Moreau, qui ne l'ignorait pas, aurait dû sentir l'urgence d'en profiter, pour tomber, avec la rapidité de l'éclair, sur les corps isolés en face de lui, avant que l'archiduc Charles n'eût le temps de venir à leur secours.

L'archiduc Charles accourt du Bas-Rhin.

Ce prince, ayant appris le passage de Kehl au camp de Walmerode, le 26 juin, jugea aussitôt toute l'importance d'un tel événement, et résolut de réunir tous ses moyens pour combattre une armée qui allait menacer sa grande communication et le prévenir peut-être sur le Danube : en conséquence il rassembla toutes ses troupes disponibles, et se mit en marche des rives de la Lahn avec 24 bataillons et 39 escadrons, tant Autrichiens que Saxons. Ce mou-

AISE, A L'ÉPO

NTRE.

	Bataill	Bataill.	Escadr.
, infanterie de ligne . .	3 . .	3	. »
. . . . *Idem*	3 . .	3	»
ussards.	» . .	»	3
hasseurs	» . .	»	3
, infanterie légère . . .	3		
. . . . de ligne	3 . .	3	»
. . . . *Idem*	3 . .	3	»
. . . . *Idem*	3 . .	3	»
ussards.	» . .	3	»
hasseurs.	» . .	3	»
	. .	»	3
. . 16,274 hommes.	18 . .	»	4
. . 919	. .	»	4
		21	17

oite

I.

vement était fort bien conçu; mais le prince avait à craindre d'arriver trop tard, et d'être simple spectateur du désastre de son armée; car elle se trouvait si fort éparpillée, qu'il semblait difficile de la réunir. Frœlich et Condé s'en allaient excentriquement sur le Haut-Danube, par Haslach; Starray s'engageait seul; une partie de l'armée de Latour était encore en marche de Manheim sur Rastadt; enfin le corps parti des bords de la Lahn, arrivait à peine vers Schwetzingen. Le prince, qui devait commander toutes ces forces, se trouvant donc à plusieurs marches en arrière, il n'était pas aisé de leur donner une impulsion simultanée; car il était presqu'impossible de faire coïncider un mouvement de l'aile de Frœlich avec le reste de l'armée, à moins que ce général ne prît de lui-même une direction concentrique sur Pforzheim, par la vallée de la Nagold : heureusement pour les Français il n'y songea point.

Moreau se décide à pousser Latour sur le Necker.

Dès que l'aile gauche fut réunie au reste de l'armée, le général Moreau se mit en devoir d'exécuter le plan qu'il avait formé de descendre le Rhin avec les corps de St.-Cyr, de Desaix et la réserve, pour aller au-devant des forces ennemies, et déboucher sur le Necker; tandis que la droite, aux ordres de Férino, traverserait la Forêt-Noire.

Les forces impériales étaient alors réparties,

comme on le verra au tableau ci-joint. Starray et Latour sur la Murg; le contingent de Souabe avec le général Giulay dans la vallée de la Kintzig, gardant Freudenstadt et le Kniebis; Condé à Lahr; Frœlich sur l'Elz.

Le centre s'empare du Kniebis.

Moreau pensant qu'il serait imprudent de descendre la vallée du Rhin sans s'assurer des gorges de la Renchen, détacha, le 3 juillet, la brigade Laroche pour remonter cette vallée; ce détachement s'empara du Kniebis, montagne élevée, où un petit corps de Wurtembergeois s'était retranché : la redoute qui en couvrait le sommet fut escaladée, et on y fit 200 prisonniers. Après cette expédition, St.-Cyr donna à la même brigade l'ordre d'emporter la position importante de Freudenstadt. Le général Laroche y marcha le 4, et réussit à enlever cette petite ville après une légère escarmouche. La division du général Duhesme vint ensuite s'y établir.

Combat de la Murg ou de Rastadt.

L'aile gauche de l'armée s'était portée au-devant de l'ennemi, dont les forces se rassemblaient sur la Murg; elle avait repoussé ses avant-postes de Baden et d'Oss. Le général St.-Cyr prit ensuite position vers Baden. La division Beaupuy vers Eberstein et Sandwihr. La réserve de cavalerie et d'infanterie à Sintzheim. Le général Desaix, avec sa seconde division, à Iffizheim. (*Voy. pl. XIV.*)

HIENNE, A

TOUR, SUR LA NUC, EN MARCHE.

		Bataill.	Escadr.
. . . .	. . . . . .	2	»
npereur	. . . . . .	2	»
iers-chevau-légers . .	. . . . . .	1	»
c Jean	. . . . . .	1	»
ins	. . . . . .	1	»
s	. . . . . .	»	6
Szekler	. . . . . .	»	6
. . . .	ls	»	2
uc Ferdinand. . . .			
	. . . . . .	2	»
. . . .	. . . . . .	3	»
. . . .	. . . . . .	3	»
. . . .	. . . . . .	»	6
nadiers.			
dem.		15	20
dem.			
dem.			

Latour avait réuni 16 bataillons et 50 escadrons en avant de la Murg; il attendait encore le général Riesch, qui venait du cordon du Rhin avec 8 bataillons, et arriva le 4; enfin, le corps de l'Archiduc se trouvait à Wiesenthal, et les Saxons à Graben.

La position des Autrichiens sur la Murg était assez bonne : le gros de leurs forces prit poste derrière Kuppenheim, la droite à Rastadt, la gauche à Rotenfels; un corps détaché jusqu'à Gersbach; de petites avant-gardes occupaient le bois de Rastadt, Nider-Bihel, Kuppenheim et les montagnes entre Ebersteinbourg et Oberdorff.

Le général Moreau, dont la conduite pouvait être considérée, jusqu'à l'arrivée de sa gauche, comme l'effet d'une sage circonspection, n'avait plus le moindre motif de rester dans l'inaction depuis le 30 juin; certain comme il l'était, que l'ennemi ne se trouvait point encore en mesure. L'armée française perdit un temps bien difficile à réparer : c'était alors qu'elle aurait dû frapper les grands coups ; car la première règle de l'art est de profiter du moment où l'on trouve son adversaire au dépourvu ou engagé dans des mouvemens compliqués. Dès qu'on avait tâtonné devant des divisions isolées et peu nombreuses, que pouvait-on espérer lorsque l'armée ennemie serait rassemblée et renforcée par l'archiduc

Charles? Non-seulement il n'était pas probable qu'on obtînt des succès décisifs, mais il était même douteux qu'on se maintînt dans la vallée du Rhin, après un si faible début. Toutes ces considérations font croire que si le général Moreau entendait fort bien la disposition d'un combat, il n'était pas encore aussi familiarisé avec la guerre de mouvemens et les avantages que l'on peut tirer de la stratégie; l'habileté qu'il déploya dans la campagne de 1800 prouve qu'il s'était beaucoup perfectionné, et qu'il sut mettre à profit les exemples que son émule de gloire lui donnait en Italie.

Fautes des deux partis.

Le général Moreau se décida enfin à utiliser son centre. La division Duhesme resta à Freudenstadt; celle de Taponier eut ordre de descendre par la vallée de la Murg. Ce mouvement tardif, qui aurait dû être exécuté trois jours plus tôt, puisque Latour n'avait alors que 16 bataillons, ne s'effectua que le 5 juillet. Le général autrichien, par une faute opposée à celle de son adversaire, eut l'imprudence d'engager seul une affaire générale contre des forces supérieures, tandis qu'il devait être joint le lendemain par les 25 mille hommes que l'Archiduc amenait avec lui, et dont la tête de colonne était déjà à Durmersheim.

Moreau jugeant que la position de Latour pré-

senterait trop de difficultés si on l'attaquait de front, prit le parti de déborder sa gauche pour le contraindre à la retraite; à cet effet, il jugea indispensable de s'emparer d'abord de Gersbach, afin que les Autrichiens occupant la chaîne des montagnes boisées qui s'étend de ce point jusqu'auprès de Kuppenheim, n'inquiétassent pas le flanc droit des attaques de Desaix par Ebersteinbourg.

La quatrième division, aux ordres de Taponier, fut donc chargée de s'emparer de Gersbach et de la vallée de la Murg. A cinq heures du matin, elle attaqua ce poste avec vigueur et l'emporta malgré la résistance des trois bataillons autrichiens qui le gardaient. Le général Lecourbe poursuivit l'ennemi jusqu'à Ottenau et lui fit une centaine de prisonniers.

Alors la brigade de droite de Desaix n'ayant plus à craindre pour son flanc, Decaen, qui la commandait, disposa son attaque. Il lui était recommandé de chasser l'ennemi de Kuppenheim, et de le rejeter au-delà de la Murg : la 10e demi-brigade d'infanterie légère, renforcée d'un bataillon, fut employée à débusquer l'ennemi des montagnes boisées dont on a parlé, et Decaen attaqua lui-même le bourg de Kuppenheim, défendu par le général Deway, avec 4 bataillons et 8 escadrons. Ces dispositions, secondées par

la marche de Lecourbe, qui descendait la vallée de la Murg, eurent un bon résultat. Après trois heures d'un combat très-honorable pour eux, les bataillons hongrois et autrichiens chargés de la défense de ces postes, furent forcés d'abandonner Kuppenheim, et de repasser la Murg avec perte de 300 prisonniers.

A quatre heures après-midi, la seconde brigade du corps de Desaix, commandée par Ste.-Suzanne, déboucha du bois de Sandwihr avec la première ligne de cavalerie. La 7ᵉ division, aux ordres de Delmas, devait paraître en même temps à la tête des bois d'Ottersdorf; mais ayant sans doute été retardée dans sa marche, elle n'arriva pas aussitôt que la précédente. Ce retard procura à l'ennemi le moyen de diriger toute l'artillerie sur l'issue du bois par où débouchait la colonne de Ste.-Suzanne; et en concentrant ainsi sur un seul point, le tir de plusieurs batteries, il acquit une grande supériorité de feu sur l'artillerie française qui devait protéger le déploiement des troupes : aussi se trouvant à la fois battues de front, en écharpe et en flanc, ne parvinrent-elles qu'avec beaucoup de peine à se former, et furent très-maltraitées. Le général Bellavène eut la jambe emportée d'un boulet. L'artillerie légère se mit en batterie sous le feu de l'ennemi, et donna des preuves de la plus

grande valeur, mais elle perdit beaucoup de canonniers et de chevaux. Enfin la division Delmas étant arrivée, son artillerie fit une diversion favorable et dégagea la brigade de Ste.-Suzanne en rétablissant l'égalité de combat.

Dans ces entrefaites, la brigade du général Joba, à la suite d'une vive canonnade, força le passage de l'Olbach, et emporta le village de Nider-Bihel; l'on s'était aussi rendu maître du bois de Rastadt, qui fut long-temps disputé.

Les Autrichiens se tirèrent à bon marché de cette affaire qu'ils n'auraient point dû engager; ils ne perdirent que quelques centaines de prisonniers : leur retraite, protégée par une nombreuse cavalerie, s'opéra en très-bon ordre par le pont de Rastadt. Le 2e de chasseurs fit une charge brillante sur leur arrière-garde, dans les rues de cette ville. Latour se retira dans la nuit sur la route d'Ettlingen.

On voit par le récit de ce combat, que la perte dut être égale des deux côtés, et que les Français, loin de faire autant d'attaques qu'ils avaient de brigades, eussent bien mieux manœuvré en appuyant la majeure partie de leurs forces sur la direction de Kuppenheim, contre la seule gauche de l'ennemi, et se bornant à garder par un détachement ou par la réserve, les passages entre les bois de Nieder-Buhl, qui sont d'un accès difficile, et d'où l'on n'avait aucun intérêt à dé-

loger les Impériaux. Il paraît même que pour frapper un coup décisif l'on aurait pu se dispenser de laisser la division Duhesme à Freudenstadt, où elle n'avait devant elle que des cordons défensifs de Wurtembergeois; il lui eût été facile de se porter sur Gersbach, et de se lier ensuite avec les trois autres divisions de gauche, vers Kuppenheim et Weiler.

Les Français séjournent trois jours.

Moreau, après l'affaire de Rastadt, demeura le 6, le 7 et le 8 juillet dans ses positions, laissant à l'ennemi le temps de rallier toutes ses troupes à celles de l'Archiduc, et de prendre un camp avantageux entre Muhlberg et Ettlingen. Le général Keim, avec 10 bataillons et 5 escadrons, forma la gauche dans les montagnes et prit position sur le plateau de Rotensohl, près de l'abbaye de Frauenalb. La division saxonne aux ordres du général Lindt, s'établit le 7 à Pforzheim; elle était forte de 9 bataillons et 19 escadrons.

L'Archiduc va au-devant de Moreau.

L'Archiduc dès-lors en mesure de s'opposer avec succès aux progrès des républicains, avait à opter entre deux partis; celui de livrer bataille dans la plaine, ou de se prolonger par sa gauche dans les montagnes, pour couvrir plus sûrement la ligne d'opérations principale du Haut-Necker et du Danube, et se lier immédiatement au corps de Frœlich. La dernière de ces manœuvres était certainement la plus conforme

aux principes de la guerre; mais le général autrichien craignant avec quelque raison de paralyser sa redoutable cavalerie, donna la préférence à la première.

L'Archiduc résolut donc de prendre l'initiative, de détacher le corps du général Lindt par la vallée de l'Enz, et de lui faire gagner la Murg vers Fortbach pour déborder la droite des Français et prendre leur ligne à revers; le général Keim, avec sa division, n'attendait que l'arrivée des Saxons à Wildbad pour marcher sur Gersbach; le général Starray, avec une troisième colonne de 13 bataillons et 29 escadrons, où se trouvait l'Archiduc en personne, devait s'avancer par Malsch et forcer le passage de Kuppenheim, tandis que Latour, avec un quatrième corps de 10 bataillons et 28 escadrons, déboucherait par Rastadt; une petite colonne était destinée à marcher entre ces deux dernières. Les dispositions préalables firent remettre au 10 l'exécution de ce projet, qui, bien que combiné sur un rayon un peu étendu, avait le mérite d'être concentrique, et aurait sans doute changé le résultat de toute la campagne, si le général français ne l'eût prévenu, en attaquant le 9.

Moreau jugea cette fois qu'il convenait de manœuvrer comme nous avons dit qu'il aurait dû le faire dans les combats précédens : il résolut de refuser entièrement son aile gauche, et de porter

Affaire d'Ettlingen ou de Malsch.

l'effort principal par sa droite renforcée, contre la gauche de l'ennemi. Il chargea Delmas, de garder avec 2 régimens les passages de la Pfederbach, en arrière du village d'Ettingheim, lui donnant l'ordre de ne pas passer ce ruisseau, et de ne point engager d'affaire sérieuse. St.-Cyr reçut l'instruction de ne laisser à Freudenstadt et au Kniebis, sous le commandement du général Duhesme, que ce qui serait strictement nécessaire à la garde de ces postes, et de marcher avec tout le reste, par la vallée de la Murg, pour se joindre à sa seconde division, qui s'y était dirigée la veille. Il devait, avec ces forces réunies, déborder la ligne des Autrichiens et l'attaquer dans toutes ses positions, sur les montagnes jusqu'aux sources de la rivière d'Alb.

Desaix dut marcher, avec l'aile gauche, au pied des hauteurs, dans la direction du village de Malsch, pour contenir tout ce qui se trouverait entre les montagnes et le Rhin; enfin, la réserve de cavalerie fut placée entre les villages de Muckensturm et d'Ettingheim, en observation de celle de l'ennemi; elle était à même, de ce point, de protéger l'attaque de Malsch. L'infanterie de la réserve fut jointe au corps de St.-Cyr, chargé du principal effort dans les montagnes.

Ces dispositions étaient bonnes; elles appliquaient le même principe qui a dicté nos observations sur les affaires de Renchen et de Rastadt,

dans lesquelles on aurait pu exécuter la même manœuvre avec bien plus d'avantage. Le résultat qu'elles obtinrent prouve assez que nos observations étaient fondées, et il aurait pu être plus décisif encore sans quelques circonstances fortuites.

St.-Cyr enlève Rotensohl.

Le général St.-Cyr, inquiet sans doute du rassemblement ennemi dans la vallée de l'Enz, et craignant de voir son flanc gauche assailli durant le combat, détacha le général Taponier à la tête de 6 bataillons et 150 hussards, pour gagner l'Enz à travers les montagnes et marcher sur Wildbad, en vue de déborder lui-même la gauche des Autrichiens; l'avant-garde de ce détachement rencontra, en y arrivant, celle du corps saxon qui s'avançait sur l'Enz, et qui se retira sur Pforzheim sans vouloir s'engager.

L'adjudant-général Houel fut chargé d'enlever les positions de Herenalb et Frauenalb, avec la 84e demi-brigade et un détachement de chasseurs du 2e régiment; ses instructions portaient qu'il devait en même temps menacer la droite de la position de Rotensohl, que le général St.-Cyr voulait attaquer de front avec le reste de ses troupes.

Le plateau de Rotensohl est un des plus élevés et des plus escarpés des Montagnes-Noires; ses versans, couverts de bois touffus, en rendent l'accès difficile. Six bataillons et 4 escadrons défen-

daient la position principale avec beaucoup d'artillerie; 3 bataillons étaient détachés à Frauenalb, et une petite avant-garde à Loffenau. Les troupes françaises, pour emporter ce poste, avaient à lutter contre des obstacles multipliés; et St.-Cyr convaincu que la force serait inutile ou coûterait la vie à trop de braves, résolut d'employer la ruse pour attirer l'ennemi hors de sa position, en cachant le gros de ses forces à l'abri des bois. Un bataillon de la 93ᵉ engagea d'abord le combat, et quoique successivement soutenu par les deux autres, fut ramené à plusieurs reprises jusqu'au pied de la montagne. A la quatrième tentative, le désordre simulé redouble et enhardit les Autrichiens qui, s'abandonnant à la poursuite, se répandent en tirailleurs dans les bois. St.-Cyr, saisit le moment favorable, et lance contr'eux l'intrépide Lecourbe avec les 106ᵉ et 109ᵉ demi-brigades, disposées à cet effet en colonnes. Aussitôt les chances tournent : ceux qui tout à l'heure se croyaient vainqueurs, sont enfoncés et ramenés sur le plateau, la baïonnette dans les reins : on ne leur laisse pas le temps de s'y rallier, et ils l'abandonnent en désordre, après avoir perdu plus de mille prisonniers. Keim se replie en hâte sur Neuenbourg sans que St.-Cyr, forcé de réunir sa troupe et d'attendre des nouvelles de la gauche, pût le poursuivre avec toute la vivacité désirable.

Le général Lindt, qui marchait avec la division saxonne de Pforzheim sur Wildbad, informé du résultat de cet engagement, au lieu de voler au secours de Keim, retourna à Pforzheim. On peut juger, par ce résultat, de celui qu'on aurait obtenu, si les 9 bataillons détachés sous Taponier à Wildbad, et sous Houel vers Herrenalb, eussent été présens à l'attaque de Rotensohl; quelques militaires ont pensé même que cette aile eût été beaucoup plus utilement employée, si l'on s'était borné à faire observer le corps de Keim par quelques bataillons laissés à Michelbach, et que le gros des troupes de St.-Cyr eût débouché par Wolkersbach, entre Malsch et Sulzbach, pour accabler le corps de Starray de concert avec Desaix, et pour s'établir ainsi sur le centre un peu isolé de la ligne de l'Archiduc. Le chemin était difficile, à la vérité; mais l'infanterie pouvait y passer, et c'était la seule arme qu'il fallût sur ce terrain fourré et coupé.

Tandis qu'on obtenait des succès à la droite, Desaix engageait le combat au centre par l'attaque du village de Malsch, d'où l'adjudant-général Decaen délogea d'abord les avant-postes ennemis. Mais l'Archiduc, averti par la fusillade, résolut d'exécuter le mouvement prescrit pour le 10 juillet, et ordonna aux colonnes de Starray et de Latour de s'avancer dans la

Desaix est repoussé à Malsch.

même disposition qui leur était indiquée pour le lendemain. Les Français, ainsi assaillis par des forces considérables, se trouvèrent obligés d'évacuer Malsch, et de se retirer sur une hauteur isolée située à droite. Les deux demi-brigades firent une nouvelle tentative, et malgré l'opiniâtreté des troupes qui s'y défendaient, elles parvinrent à y pénétrer. Cependant l'infanterie de Starray s'engageait successivement à mesure qu'elle arrivait : la supériorité numérique donna alors aux Autrichiens les moyens de s'établir dans le village, qui fut pris et repris plusieurs fois. Le combat dura sur ce point jusqu'à dix heures du soir, et les deux partis, après un carnage inutile, en partagèrent l'honneur; Malsch resta aux Autrichiens, les Français conservèrent le bois et les hauteurs.

La nombreuse cavalerie autrichienne reste dans l'inaction.

Pendant que ceci se passait au centre de la ligne, le corps de Latour s'avança aussi sur Durmersheim, et les nombreux escadrons autrichiens se déployèrent dans la plaine, entre cette colonne et celle de Starray. Leur grande supériorité obligeait la cavalerie française à éviter tout engagement; et Desaix s'étant vu dans la nécessité de faire avancer celle de la réserve, pour soutenir la gauche de l'attaque de Malsch, l'avait placée à l'abri d'un rideau, dans une position très-serrée, afin qu'à tout événement elle pût être protégée par l'infanterie : on avait même

expressément recommandé à la cavalerie légère de ne pas trop s'avancer. Malgré ces ordres, quelques escadrons de hussards et de chasseurs ayant fait un faux mouvement près de Muckensturm, et prêté le flanc à l'ennemi, les Autrichiens lancèrent aussitôt plusieurs régimens dans l'espoir de les entamer; mais la réserve se déploya avec tant de promptitude dans une position avantageuse, et fut si bien secondée par l'artillerie légère, que les Impériaux étonnés s'arrêtèrent et renoncèrent à l'attaque, quoique tout leur promît un succès presque certain. Le reste du jour se passa sans qu'ils entreprissent rien avec cette masse de cavalerie. Les troupes de Latour, fières d'avoir délogé les avant-gardes françaises de Bietigheim, n'eurent pas d'engagement sérieux, et se contentèrent de ce mince avantage.

Il n'y avait eu sur la gauche, entre le Rhin et les montagnes, aucun succès décisif de part ni d'autre, et chacun conserva son champ de bataille à l'entrée de la nuit. Cependant l'archiduc Charles, apprenant les revers de Keim à Rotensohl, se retira le 10 au matin, par une marche forcée, sur Pforzheim. Des critiques sévères ont blâmé cette résolution, persuadés que ce prince, en attirant à lui la colonne de Latour, avait des forces suffisantes pour attaquer et culbuter Desaix à Malsch, et rendre sa ruine certaine. S'il avait réussi, comme on ne peut guère en douter,

Retraite de l'Archiduc.

on conviendra que St.-Cyr eût été fort compromis dans les montagnes, et qu'au contraire, l'Archiduc avait toujours le moyen de se retirer sur Wartensleben. La crainte de voir sa base du Danube en prise à l'ennemi, le décida sans doute à cette retraite prématurée, qu'il répara ensuite de la manière la plus glorieuse.

Mesures pour relever le fort de Kehl et observer les places.

Le 10, St.-Cyr descendit le long de l'Enz jusqu'à Newenburg; l'avant-garde de Desaix occupa Ettlingen. Le général Moreau fit passer le Rhin à une partie de la garnison de Landau pour observer Manheim, et le général Scherb prit poste, avec ce petit corps, vers Bruchsal. Les ordres furent donnés au commandant du génie de faire relever les anciens ouvrages de Kehl, et d'en ajouter de nouveaux pour mettre les ponts à l'abri de toute insulte; l'armée se disposa à poursuivre sa marche vers le Necker.

Les Autrichiens, de leur côté, renforcèrent les garnisons de leurs trois places, et séjournèrent à Pforzheim, pour y attendre leur grand parc d'artillerie qui venait de Heilbron. Ce fut ici que l'Archiduc résolut de se replier sur le Danube, en disputant le terrain pied à pied, sans engager toutefois d'affaire générale; dès-lors, son intention était de se réunir à Wartensleben, afin de tomber ensuite, avec la majeure partie de ses forces, sur celle des armées françaises qui lui en fournirait l'occasion.

Conformément à ce plan, les Autrichiens se retirèrent, dans la nuit du 14 juillet, sur Wayhingen, où ils restèrent deux jours; l'Archiduc marcha ensuite le 17 à Schwibentigen, le 18 à Louisbourg, puis vint passer le Necker à Mulhausen et Altingeim, laissant une forte arrière-garde sur la droite de cette rivière en avant de Stuttgard. Il porta aussi un détachement assez considérable sur Heilbron, pour couvrir la retraite de ses dépôts; ses adversaires le suivirent avec une circonspection d'autant plus excusable, que l'armée impériale, intacte, se repliait dans un ordre parfait.

La droite des Français s'avance par la Forêt-Noire.

Tandis que le centre et la gauche des Français descendaient la vallée du Rhin et s'avançaient sur Pforzheim, trois divisions, formant presque la moitié de l'armée, étaient restées douze jours entiers dans une inaction absolue, devant les postes morcelés de l'ennemi, et se mirent en mouvement pour prendre une ligne divergente sur le Haut-Rhin.

Après les succès de l'affaire d'Ettlingen, le général Moreau avait ordonné à Férino de balayer la plaine du Brisgau et la vallée de la Kintzig, tandis que Duhesme s'avancerait pour le seconder sur Wolfach et Schramberg. Ces deux colonnes furent renforcées par la brigade du général Jordy, laissée jusqu'alors en cordon sur la rive

gauche du Rhin, et qui passa le fleuve le 10 juillet, vers Nonenwihr.

Le général Frœlich se trouvait encore vers Ettenheim; son extrême gauche, aux ordres du général Wolf, vers Lorach, vis-à-vis d'Huningue. Le corps de Condé sur les hauteurs d'Ettenmunster et de Hunersattel. Giulay tenait Haslach et la vallée de la Kintzig. Le corps de Souabe, après la perte de Freudenstadt, s'était retiré vers Hornberg.

Combats de Haslach.

Le 14 juillet, tous ces postes furent attaqués. Le général Férino marcha contre Frœlich en trois colonnes; la brigade de droite se porta sur Ettenheim et Herbolzheim; le général Abattucci au centre, délogea le corps de Condé d'Ettenmunster et de Schweighausen; enfin, celle de gauche, aux ordres de Jordy, emporta Haslach, et s'avança dans la vallée de la Kintzig jusqu'à Gutach. Frœlich, rejeté derrière la Bleich, fut contraint de se retirer par Simonswald et Fribourg, sur Villingen; Condé prit la même direction; et Giulay marcha à Hornberg.

En même temps le général Duhesme avait aussi formé sa division en trois colonnes. L'adjudant-général Gudin attaqua les avant-gardes des troupes de Souabe vers Wolfach; Vandamme se dirigea sur Alspirbach; Laval à Schramberg. Ces petites chicanes de postes n'aboutirent à rien;

les troupes de Souabe, craignant de se voir coupées d'Oberndorf, se retirèrent sur cette ville sans combat sérieux. Les Français firent quelques centaines de prisonniers.

A la suite de ce mouvement, le général Wolf risquant d'être coupé vers Lorach, reçut l'ordre d'abandonner un poste où, depuis un mois, il était aussi inutile que la division Laborde, placée en face de lui sur la rive gauche du Rhin; il se retira à Blomberg, et ensuite vers Stuhlingen. Le général Laborde s'avança alors avec sa division, par Waldshut sur Constance, mouvement isolé, sans but, et contraire aux vrais principes de la guerre.

Le résultat de toutes ces marches plaça, le 17 juillet, les trois corps de l'armée française sur une ligne qui n'avait pas moins de 50 lieues. L'armée s'étend depuis Stuttgard au lac de Constance.

La première division, sous Laborde, vers Lauffenbourg; celle de Férino dans les vallées d'Enfer et de St.-Pierre; la réserve de cette aile à Aichstett.

Au centre, la division Duhesme était restée près d'Horb, sur le Necker; celle de Taponier entre Schauffausen et Weilstadt; l'avant-garde à Leonsberg. La réserve ou cinquième division se trouvait sur le même point. Enfin, l'aile gauche, composée des divisions Beaupuy et Delmas, campait à Essingen et sur les hauteurs en avant de Pforzheim.

Positions des Autrichiens affaiblis par la neutralité des Saxons et du cercle de Souabe.

Le 18, le centre se porta à Stuttgard, d'où il chassa les postes ennemis, pendant que l'aile gauche s'avançait par Waihingen, jusqu'à Sachsenheim, vers l'embouchure de l'Enz, afin de contenir la division que nous avons dit avoir été dirigée sur Heilbron.

Les Impériaux, pour donner le temps aux gros équipages et à l'artillerie de filer, avaient cru devoir s'arrêter derrière le Necker, et s'étaient rassemblés sur les hauteurs de Canstadt et de Feldbach dans une excellente position, appuyant un de leurs flancs à la Rems et l'autre à la Filz. Une forte avant-garde couvrait Eslingen, et les Saxons postés près de Marbach flanquaient la droite.

Ce corps partit peu de jours après pour l'armée du Bas-Rhin, et reçut en route l'ordre de rentrer dans ses foyers, l'électeur ayant accédé à la neutralité du nord. L'armée impériale fut affaiblie à la même époque des contingens de Souabe, dont les princes venaient aussi de conclure des armistices séparés et d'acheter leur repos par de fortes contributions en argent, en vivres et en effets d'équipement, qu'ils s'engagèrent à fournir à l'armée française (1). Les

(1) Le Wurtemberg avait conclu un armistice dès le 17 juillet; le margrave de Baden dès le 25; le reste du cercle de Souabe, le 27. Chacun de ces états s'engagea à la neutralité et à faire sa paix sépa-

Wurtembergeois se retirèrent dès le 17 à Tubingen, le prince de Furstemberg avec le reste des troupes du Cercle se sépara le 21 juillet à Gammertingen.

Le projet de Moreau était d'attaquer l'ennemi dans sa position, entre Canstadt et Eslingen; mais comme il paraissait très-difficile de l'enlever de front, il résolut de faire un mouvement par sa droite pour déborder l'aile gauche impériale. Les avant-gardes occupant encore la rive gauche du Necker, il les fit attaquer, le 21 juillet, à Eslingen et à Canstadt par le corps de St.-Cyr. Le général Laroche débouchant de Ruith vers Eslingen, donna sur les troupes de Hotze, et fut d'abord vivement repoussé; le combat dura ici jusqu'à la nuit avec des chances balancées. La division Taponier assaillit le faubourg de Canstadt et le village de Berg, et en chassa l'ennemi avec tant de vivacité qu'il n'eut pas le temps de couper le pont. Si le reste de l'armée eût été à portée de soutenir le succès de cette division,

Combat de Canstadt.

rée avec la France : ils s'obligèrent tous également à payer des sommes en argent, à livrer un nombre considérable de chevaux pour la cavalerie et l'artillerie. Le margrave de Baden s'obligea de plus à livrer 8 mille pieds d'arbres propres aux constructions de la marine. Enfin par une singularité attachée à l'esprit de ce temps, on stipulait dans des articles spéciaux que le prince continuerait à administrer ses états, que le culte divin ne serait point troublé, que les postes et diligences pourraient circuler ! !

elle aurait pu aisément forcer le passage et culbuter la droite des Autrichiens; mais on se trouvait divisé, et le projet consistait d'ailleurs à manœuvrer contre la gauche de l'Archiduc; de sorte que cet avantage ne fut point mis à profit. Les Français firent, dans cette journée, près de 300 prisonniers; la perte en tués et blessés fut assez considérable des deux côtés. Le même jour, le corps de Desaix vint s'établir à Louisbourg. Les deux partis restèrent, le 22, dans les mêmes positions.

L'intention de Moreau était de commencer le lendemain son mouvement général à droite, pour venir passer le Necker au-dessus d'Eslingen, où il comptait appuyer son aile gauche, afin de gagner la route de Gœppingen et les passages des montagnes d'Alb; l'ennemi le prévint en se retirant dans la même nuit sur deux colonnes, à travers ces montagnes (1). La plus considérable,

---

(1) Ce mouvement projeté n'aurait d'ailleurs pas offert de grands avantages, puisqu'au lieu de séparer l'Archiduc de Wartensleben, on eût favorisé leur concentration. Ce n'était pas à droite qu'il fallait appuyer, mais bien à gauche sur Heilbron, pour se lier avec Jourdan. Le mouvement à droite eût été sage et bien combiné, si les armées françaises en Allemagne eussent été réunies en une seule, parce qu'on aurait isolé l'Archiduc de sa ligne secondaire en Tyrol et en Italie : dans l'état des choses, on devait au contraire le séparer de Wartensleben, en formant une masse centrale avec l'armée de Sambre-et-Meuse.

sous les ordres du prince Charles, suivit la vallée de la Rems et la route de Schorndorf; l'autre remonta la vallée de la Filz, sous le général Hotze. Cette dernière occupa le défilé important de Geislingen; le général Deway se porta par Blaubeuren à Ulm, afin de se lier avec Frœlich et Condé, qui se dirigeaient concentriquement sur cette place; enfin, la marche de la droite était couverte par le corps du prince de Lichtenstein, qui se retirait par la vallée de la Sayn.

Passage des montagnes d'Alb. Marche sur le Danube.

L'armée française suivit l'ennemi dans un ordre à peu près parallèle. La droite poussant Frœlich et Condé sur Tuttlingen, débouchait le 23 vers les sources du Danube: le contingent de Souabe, retiré à Biberach, y avait déclaré aux généraux des deux partis l'intention de ne plus prendre part à la guerre; dès-lors le général autrichien affaibli, se replia sur Memmingen. La division Duhesme quitta le haut Danube au même instant pour se rattacher au centre de l'armée, en côtoyant le pied des montagnes d'Alb par Urach et Wiesensteig, sur Geislingen; les quatrième et cinquième divisions, avec la réserve, remontèrent la vallée de la Filz; et la sixième se porta à gauche, par la vallée de la Rems.

Cette marche de l'armée de Moreau, par les montagnes d'Alb, fut assez singulièrement combinée: le général Delmas se trouva exposé seul,

dans la vallée de la Rems, à tout le corps de l'Archiduc, tandis que le gros de l'armée française prit la route de la Filz, pour suivre le détachement de Hotze. Cette opération présenta ainsi quelque danger, parce que les différentes divisions, se trouvant engagées dans des vallées séparées par des montagnes qu'on croyait impraticables, n'avaient pas de communication facile entre elles.

L'armée impériale se retire après avoir fait mine de tenir à Boemenkirch.

L'Archiduc parut avoir le dessein d'en profiter; car il réunit ses forces au centre de ces trois communications, et campa, le 1er août, sur un long et vaste plateau, entre Weissenstein et Boemenkirch. Il était à craindre qu'il ne tombât dès-lors, sur un des corps séparés, et ne revînt ensuite contre les autres. La difficulté des communications jointe au peu de connaissance que les Français avaient du pays, promettaient quelques succès à ce prince; cependant, soit qu'il n'ait pas osé les attaquer, soit que son dessein eût été seulement de les contenir, afin de gagner le temps nécessaire à l'évacuation des magasins d'Ulm, il quitta bientôt cette position de Boemenkirch, et continua sa retraite, dans la nuit du 1er août, par Heidenheim et Neresheim, sur Nordlingen où il arriva le 3. De son côté, Hotze se rapprocha de lui en marchant le 2, à Albeck, et le jour suivant, derrière la Brentz; le prince de Lichtenstein à l'extrême droite, vers Lauchheim.

L'arrière-garde de la colonne autrichienne opposée à Desaix, s'étant retirée trop tard de Gmünd, ce général l'atteignit près d'Aalen, et, à la suite d'une affaire assez chaude, lui fit 250 prisonniers. St.-Cyr s'empara en même temps de Heidenheim, et vint prendre position sur la Brenz. Les Impériaux se vengèrent amplement de ce léger échec, et continuèrent leur retraite avec une fermeté remarquable. Hotze joignit l'Archiduc le lendemain à Neresheim; Deway vint à Giengen, et Riese à Gundelfingen.

Le 5, une reconnaissance, conduite par le général Heudelet, se porta sur Bopfingen, et en chassa les postes autrichiens; le prince de Lichtenstein, étant accouru avec des forces supérieures, le repoussa avec perte de 500 hommes hors de combat ou prisonniers. Quelques jours après, la division Duhesme se dirigeant sur Gundelfingen, afin de flanquer la colonne principale qui se portait sur les hauteurs de Medlingen, repoussa d'abord l'avant-garde du général Deway; mais celui-ci soutenu par le corps de Riese, revint avec sa cavalerie et une nombreuse artillerie, et chassa les escadrons français, qui s'étaient avancés vers Gundelfingen. Il paraît néanmoins que le but de cette démonstration des Autrichiens sur leur gauche, était de couvrir le mouvement rétrograde qu'ils effectuèrent à

l'entrée de la nuit sur Lauingen et Dilligen. La réserve resta derrière Maedingen.

La division Taponier suivit l'arrière-garde de Hotze sur Neresheim; Désaix, avec la gauche, s'étendit entre cette ville et Merkingen; on fit séjour dans ces positions à dessein de reconnaître le pays, dont la topographie n'était point connue comme elle l'est aujourd'hui.

Le 10, l'armée impériale, loin de continuer sa retraite, fit des dispositions qui menaçaient les Français d'une attaque prochaine. Cependant la position de son avant-garde en arrière d'Eglingen paraissant mauvaise, Moreau se détermina à la faire déloger par une partie du centre, qui la poussa d'Eglingen sur Amerdingen avec perte de 400 hommes. Cette affaire, jointe à un orage violent, retarda et dérangea un peu le plan du général autrichien, qui avait déjà commencé ses mouvemens dans l'intention d'attaquer lui-même.

Avant d'entrer dans les détails de la journée de Neresheim, il ne sera point inutile de mettre sous les yeux de nos lecteurs le tableau de la force et de la position respective des deux armées opposées, afin de faire mieux saisir les combinaisons de leurs chefs.

ARMÉE DE RHIN-ET-MOSELLE.	Batail.	Escad.
A. Première division de l'aile droite, à Bregentz et Isny	6	3
A. Seconde division sur l'Iller, près de Memmingen	16	14
B. Troisième division, (centre) servant de flanqueurs de droite, attaquée près de Medlingen.	6	8
B. Centre, aile gauche et réserve, combattant près de Neresheim. .	36	54
B. Général Delmas à Bopfingen.	6	
TOTAL.	70	79

Infant., environ 58 mille hommes.
Caval., environ 7 mille.

ARMÉE AUTRICHIENNE.	Infant.	Caval.
A. Corps de Frœlich sur l'Iller	10,700	2,800
A. Corps de Condé.	4,000	1,500
	14,000	4,300
B. Corps de Lichtenstein vers Nordlingen, à droite avec sa réserve à Mædingen. .	4 500	4,200
B. Centre à Anfhausen. .	14,000	4,000
B. Riese et Devay à Dillingen, et Lauingen à la gauche.	7,000	3,000
	25,000	11,200

TOTAL, 40,700 d'infanterie,
15,000 de cavalerie.
Non compris 4 à 5,000 du corps du Tyrol.

NOTA. La diminution dans l'armée impériale est causée par la retraite des contingens de Souabe et de Saxe qui ont adopté la neutralité.

L'Archiduc venait enfin d'atteindre la ligne du Danube; il lui était facile, à la faveur de la position d'Ulm et de ce fleuve, d'attirer à lui la majeure partie des troupes de Frœlich, de surveiller par 35 ou 36 mille hommes le cours du fleuve depuis Gunzbourg jusqu'au Schellenberg, après en avoir rompu les ponts jusqu'à Donawerth, et de se porter ensuite avec environ 25 mille hommes, par Ingolstadt contre Jourdan, qui se trouvait alors aux environs de Nuremberg. L'Archiduc se dispose subitement à livrer bataille.

Le général autrichien, au lieu de rester fidèle à son plan, résolut tout à coup de s'arrêter sur la rive gauche du Danube, et de revenir sur Neresheim pour attaquer Moreau, s'exposant ainsi à être culbuté dans le fleuve en cas d'échec, et à ne pouvoir reprendre ensuite l'exécution d'un projet qui lui offrait de si belles chances. Quelques historiens ont attribué cette résolution à la nécessité de ne pas se laisser serrer de près au passage du Danube, et de gagner le temps d'évacuer les équipages, les parcs de vivres et d'artillerie; mais ces précautions, qui devaient être prévues dès le 1er août au camp de Boemenkirch, ne légitiment pas un retour capable de compromettre l'armée, ou du moins de renverser tout le plan de l'Archiduc. Ce prince va donc attaquer ses adversaires dans la circonstance la moins opportune, et il forme le dangereux projet d'arriver à eux sur cinq colonnes, qui doivent encore se subdiviser.

L'armée française était placée en avant de Neresheim, la droite à Dischingen, le centre à Dunstelkingen, la gauche appuyée vers Schweindorf, à la route qui conduit de Neresheim à Nordlingen. La réserve de cavalerie se trouvait aussi dans la même direction, pour soutenir la gauche. Six bataillons de flanqueurs de droite, sous les ordres de Duhesme, étaient à Medlingen vers la Brenz, et ceux de gauche, bien plus ex-

posés encore, à Bopfingen (1). (*Voy. Pl. XV.*)

La première colonne de gauche de l'armée autrichienne devait être tirée du corps de Frœlich, qui s'était replié derrière la Gunz. Elle avait ordre de passer le Danube à Ulm, pour se lier à la colonne de Riese. Celle-ci, se divisa en deux parties; la droite de 3 mille hommes, conduite par le général Mercantin, se dirigea sur le flanc droit de l'ennemi à Dischingen; la gauche, comptant 7 mille hommes, commandée par le général Riese, partit de Dillingen pour Projet d'attaque.

(1) Ces grands détachemens d'infanterie, dont on prétend faire des flanqueurs, sont pardonnables dans des dispositions de marches; mais pour combattre ils paraissent aussi inutiles que dangereux, à moins qu'ils n'aient toujours l'ordre de se retirer au moindre mouvement offensif de l'ennemi, et de venir se réunir à l'armée. Un corps de six mille hommes détaché à quatre lieues de la ligne ne forme, dans le fait, qu'une extrémité de cette ligne, qui se trouve compromise. Si sa destination est d'éclairer, il vaudrait bien mieux y employer des troupes légères et de forts détachemens de hussards, qui éclairent mieux qu'un gros corps d'infanterie : si c'est pour couvrir un flanc, ce corps faisant lui-même partie intégrante de l'armée, n'est autre chose qu'un flanc; alors il est dangereux de l'envoyer à une distance telle, qu'il puisse être accablé et coupé sans espoir d'être soutenu à temps. Il est bien plus simple de le placer sur les hauteurs les plus voisines, à une lieue au plus de l'extrémité de la ligne où il pourrait s'engager simultanément avec le reste des troupes. Si l'ennemi se porte dans l'intervalle de quatre à cinq lieues qui sépare ces flanqueurs du corps de bataille, ils peuvent être perdus et la ligne elle-même n'en tire aucun avantage; car ils ne servent plus même de postes d'avertissement.

accabler le général Duhesme à Medlingen, tourner ensuite le corps de bataille, et gagner avant les Français les passages des montagnes d'Alb.

Le centre de l'armée établi vers Aufhausen, et renforcé par une partie de la réserve venue de Mædingen, était composé d'environ 18 mille combattans; il fut divisé en trois corps. Le premier à gauche de 5,500 hommes sous la conduite de Latour, se porta d'Amertingen sur Eglingen et Dischingen. Le second, dirigé par l'Archiduc en personne, fort de 5 mille fantassins et de 1,500 chevaux, partit d'Aufhausen sur deux colonnes : l'une, confiée au général Baillet, marcha entre Eglingen et Hofen; l'autre, sous le prince de Furstenberg eut l'instruction de traverser ce dernier village; et après s'être réunie à la précédente, de se diriger de concert sur Dunstelkingen. Le troisième corps, commandé par Hotze, comptant 7,500 hommes, dont 1,800 de cavalerie, devait, comme les autres, partir de Forheim sur deux colonnes, pour attaquer Kossingen et Schweindorf. Enfin la droite, composée de l'avant-garde aux ordres du prince Jean de Lichtenstein, qui était dans les environs de Nordlingen, soutenue d'une partie de la réserve restée entre Mædingen et Grosselfingen, aux ordres de Starray, formait aussi deux attaques avec 4,500 hommes d'infanterie et 4,200 de cavalerie. La première avait pour objet de forcer

la grande route qui mène de Nordlingen à Neresheim; la seconde devait faire une démonstration vers Bopfingen sur le flanc de l'ennemi.

Les colonnes autrichiennes reçurent l'ordre de se mettre en mouvement à minuit; mais des torrens de pluie, une obscurité profonde et le mauvais état des chemins dans ces bois, firent qu'elles n'arrivèrent à leur destination qu'après neuf heures de marche, bien qu'elles n'en fussent éloignées que de trois lieues: ce retard fut extrêmement favorable aux Français. Bataille de Neresheim.

Le détachement du corps de Frœlich n'arriva pas du tout, et ne put pousser que son avant-garde jusqu'à Albeck. Malgré ce contre-temps, la division de Riese marcha sur le général Duhesme, qui occupait Medlingen, et le força bientôt par sa supériorité à se retirer. La petite colonne de Mercantin occupa sans résistance Bahlhausen et les hauteurs de Hauffen et d'Altenberg, où elle resta dans l'inaction. Le général Riese, qui avait près de 3 mille chevaux, n'en sut pas tirer parti pour couper la retraite aux bataillons de flanqueurs du général Duhesme, et, quoiqu'il arrivât avant eux à Giengen, ils se retirèrent sans grande perte sur Heubach et Weissenstein par la rive droite de la Brentz; cet événement seul eût assuré une victoire décisive aux Autrichiens, si leurs deux colonnes de gauche s'étaient alors rabattues, de concert avec les atta- La droite des Français est battue.

flanc gauche de l'armée française. Dans le fait, il n'y eut aucun engagement sérieux de ce côté, puisque la réserve de Starray ne prit point part au combat, et que le prince de Lichtenstein ne marcha sur Bopfingen que lorsque Delmas l'eut évacué pour se rapprocher de l'armée. Au reste, plus les Autrichiens avançaient sur cette direction excentrique, plus ils affaiblissaient le point essentiel.

Aussitôt que les colonnes du centre se furent déployées à dix heures entre Hofen et le Baremberg, elles commencèrent leur attaque, qui fit plus de bruit que de mal. L'on ne s'aborda pas franchement, et les colonnes ou les tirailleurs envoyés contre la position de St.-Cyr, furent constamment repoussés.

Dispositions et fermeté de Moreau.

Moreau, au premier avis des efforts de l'ennemi vers Kossingen et Dischingen, sentit que ses flanqueurs lui devenaient inutiles à Bopfingen, à trois lieues du point où se faisaient les grandes attaques, et se décida à les rapprocher de son aile gauche, afin de donner au général Desaix les moyens d'attaquer vivement le cinquième corps ennemi; mais le temps considérable que ce mouvement exigeait, l'aurait rendu inutile, si la nouvelle de l'occupation d'Heidenheim par la première colonne autrichienne, n'eût pas d'ailleurs décidé Moreau à renoncer à son projet offensif, pour se borner à soutenir le

combat : il détacha un petit corps pour chasser les partisans ennemis d'Heidenheim.

A une heure après-midi, les Autrichiens renouvelèrent leurs attaques sur Dischingen, le Baremberg et Dunstelkingen. Ils firent établir plusieurs batteries, dont les feux se croisaient contre ce dernier village, et ils parvinrent à l'incendier avec leurs obus. L'Archiduc, profitant du premier moment de désordre que cet événement occasionna, voulut s'emparer de Dunstelkingen. A cet effet, son infanterie traversa la vallée qui séparait son champ de bataille du Baremberg, et commença à gravir cette hauteur; mais le général St.-Cyr lui opposant un sang-froid imperturbable déjoua toutes ces tentatives; alors le combat se ralentit sur ce point, et dégénéra en un échange de boulets sans résultat. St.-Cyr repousse l'Archiduc au centre.

Moreau, encore incertain sur l'issue de cette lutte, et voyant que le canon ennemi maltraitait les troupes placées près de Dunstelkingen, se détermina à faire avancer la réserve, et la déploya entre ce village et Hofen. Cette manœuvre eut un plein succès; l'artillerie légère démonta les batteries des Autrichiens, et ceux-ci, inquiets d'ailleurs sur leur droite, que ce mouvement menaçait, cessèrent leur feu : les tirailleurs seulement continuèrent à escarmoucher jusqu'au soir.

A cinq heures, le général Moreau fut informé Le général

français se dispose à prendre l'initiative.

que l'ennemi n'avait qu'un faible parti à Heidenheim; il apprit en même temps que les flanqueurs de droite étaient repoussés fort loin, et que les réserves de munitions ayant suivi le mouvement rétrograde du quartier-général sur Kœnigsbronn, ne pourraient arriver à l'armée que le lendemain. Dans une position aussi délicate, s'il eût songé à la retraite, il se fût exposé à perdre une partie de son armée dans les montagnes d'Alb; cependant il paraissait également dangereux de rester en position, parce que l'ennemi pouvait se décider à une nouvelle attaque contre des troupes harassées et privées de munitions. Le général en chef résolut donc de prendre l'initiative, et d'attaquer les Autrichiens le lendemain, afin de leur imposer.

Retraite des Impériaux.

Le 12, à six heures du matin, les colonnes étaient déjà formées, lorsqu'on s'aperçut que les Impériaux commençaient à se retirer : Moreau s'estimant heureux d'en être débarrassé, les laissa paisiblement aller. Puisque l'Archiduc avait tant fait que de venir attaquer les Français à Neresheim, et qu'il avait remporté des avantages à sa gauche, il semble qu'il aurait pu en tirer plus de parti en renouvelant ses efforts sur Dischingen avec tous ses moyens réunis. Il est vrai que, d'après tous les principes de stratégie, son effort devait se diriger du côté de Schweindorf contre la gauche de Moreau, afin de con-

server toujours sa communication avec Donawerth et avec l'armée de Wartensleben; mais je ne veux parler ici que de la possibilité de profiter de la défaite de Duhesme, et non d'une disposition primitive. Le prince Charles préféra revenir à son premier plan et continuer sa retraite. Il la dirigea avec tant d'habileté, qu'on ne peut qu'applaudir à sa résolution.

Cette affaire coûta au moins 3 mille hommes aux deux armées, et fut indécise. Le plan d'attaque n'avait pas d'ensemble (1). Les troupes françaises déployèrent une grande bravoure, et les dispositions du général St.-Cyr furent parfaites. Si l'on peut reprocher à Moreau de s'être trop étendu, on lui doit aussi des éloges pour le calme et la fermeté avec lesquels il se maintint au centre, sans s'inquiéter de ce qui arrivait à ses flanqueurs.

L'Archiduc avait repris, le 12 août, ses positions dans la vallée de la Kessel; sa gauche était revenue à Dillingen; le corps de bataille à Mædingen. Starray fut détaché sur Harbourg, Hotze à Dimmerstein, le prince de Lichtenstein occupa Nordlingen.

---

(1) Pour s'assurer que ce projet était totalement décousu, il suffit de se rappeler qu'une armée de 36 mille Autrichiens, combattit par corps isolés sur un front de 10 lieues; tandis qu'à Wagram ils employèrent 100 mille hommes, sur un front de 3 lieues.

Le lendemain 13, l'armée impériale se retira derrière le Danube; sa gauche passa à Dillingen, et rompit tous les ponts jusqu'à Donawerth. L'Archiduc traversa cette dernière ville, et vint camper à Nordheim, d'où il marcha deux jours après contre l'armée de Sambre-et-Meuse. Moreau appréciant l'avantage de manœuvrer par la rive gauche du Danube, pour se lier avec Jourdan, suivit d'abord l'ennemi sur la Wernitz : mais les ordres reçus du directoire lui prescrivant de manœuvrer de préférence sur la rive droite du fleuve, en vue de faciliter les opérations de l'armée d'Italie, il revint ensuite sur Dillingen et Lauingen, pour y passer le Danube le 19 août, et prendre position sur la Zusam : résolution funeste qui causa tous les revers essuyés à la fin de la campagne.

Opérations de l'aile droite.

La nécessité de suivre les armées principales durant cette intéressante période, nous a fait perdre de vue les mouvemens des généraux Férino et Frœlich aux environs du lac de Constance. On les a quittés au moment où la défection des contingens de Souabe décidait la marche de ce dernier sur Ochsenhausen, et de Condé sur Memmingen; Frœlich persuadé que les contingens, soumis désormais à l'ascendant de l'armée victorieuse, pouvaient devenir des voisins dangereux, les fit désarmer le 29 juillet et renvoyer dans leurs foyers.

Après cette expédition, le général autrichien prit sagement une direction concentrique sur le Danube avec l'Archiduc, qui se disposait alors à livrer bataille. En effet, tandis que les généraux Laborde et Tharreau poussaient devant eux les brigades Wolf et St.-Julien, et que longeant la rive orientale du lac de Constance, ils s'emparaient des postes importans de Bregentz, Lindau et Kempten; Frœlich se retirait devant Férino, en cherchant à lui donner le change. Il laissa, pour le tromper, le petit corps de Condé à Mindelheim; puis, descendant lui-même le Danube, vint prendre position sur l'Iller, et porta Giulay aux environs de Gunzbourg. Mais ce mouvement, combiné sur de bons principes, ne fut pas calculé avec assez de précision, pour permettre à ces renforts d'entrer en action à la bataille de Neresheim.

Combat de Kamlach.

Le combat de Kamlach, livré le 13 août, mit fin à cette opération isolée de l'aile droite, dont les mouvemens se confondirent dès-lors avec ceux du gros de l'armée. Cette affaire qui ne pouvait changer en rien la face des choses, fut engagée par le prince de Condé, uniquement pour démentir les bruits injurieux qui circulaient dans l'armée autrichienne sur le compte des émigrés, à l'occasion de leur marche rétrograde. Le prince français s'était retiré conformément aux ordres de Frœlich jusqu'à Mindelheim,

lorsque piqué des propos insultans de quelques officiers autrichiens qui allaient jusqu'à lui contester sa bravoure, il donna l'ordre d'attaquer la division établie en avant de Kamlach.

L'infanterie noble, conduite par le duc d'Enghien, marcha l'arme au bras sur ce village, dont elle chassa le bataillon qui le défendait, et s'empara du cimetière. La 3e d'infanterie légère se maintint avec peine dans le bois, en arrière du village; elle avait affaire à des hommes d'élite qui ne combattaient que pour prouver leur courage. La 89e, placée en intermédiaire du gros de la division, marcha à son soutien. Ces deux demi-brigades culbutèrent les émigrés, et leur firent payer cher une entreprise dont la réussite même eût été éphémère. Tout ce que pouvait le corps de Condé, était d'enlever un poste, parce qu'il se trouvait abandonné à ses propres forces: les républicains, au contraire, étaient en mesure d'être secourus de toute la division, pour peu que l'engagement se fût prolongé.

Ce combat malheureux de Français contre Français, coûta près de 500 hommes au prince de Condé, qui se retira sur Landsberg. Cette échauffourée fut d'autant plus inutile, que Frœlich, décidé à revenir vers le Tyrol, se rapprocha bientôt des émigrés; il s'établit ensuite à Kempten, en vue de soutenir au besoin le général Wolf qui, blotti dans le poste redoutable de

Feldkirch, défendait pied à pied l'entrée des gorges du Tyrol.

Nous les laisserons se disputer ces points accessoires, et pour ainsi dire étrangers au théâtre sur lequel le sort de l'Allemagne allait se décider; mais avant de rendre compte des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse, nous nous permettrons quelques réflexions sur cette marche de l'aile droite des Français.

On se rappelle qu'après le passage du Rhin, les troupes du général Férino avaient suivi la vallée de la Kintzig, en opposition aux corps de Frœlich et de Condé. Ce mouvement qui, au premier abord paraît entièrement excentrique et contraire aux principes de la guerre, devenait néanmoins indispensable dans les premiers momens d'un passage de fleuve, exécuté au centre de la ligne ennemie; car l'armée républicaine ne pouvait s'avancer en Allemagne, en laissant Frœlich avec 15 mille hommes sur son flanc droit et ses derrières, prêt à s'emparer des ponts. Nous sommes forcés de répéter, à cette occasion, ce que nous avons dit sur le mauvais emploi des troupes du général Laborde, qui aurait dû être appelé plutôt à prendre part aux opérations sur la Kintzig, afin de donner ainsi à Moreau la faculté de disposer de son centre, au moment où il pouvait porter les coups les plus décisifs à l'ennemi. Si on avait adopté ce parti, et qu'après un

premier succès, on eût rabattu une partie des forces de la droite sur le corps de bataille, on aurait fait le meilleur emploi possible de ces masses. Cette nécessité où le général français se trouva de faire un détachement si considérable, était un désavantage notable, dont son adversaire, au reste, ne sut pas profiter, quoiqu'il n'eût ni pont à couvrir, ni le moindre intérêt à suivre une ligne divergente. En effet, si les corps de Frœlich et de Condé, au lieu de se jeter sur leur gauche, vers le haut Danube, avaient su se diriger concentriquement sur l'Archiduc, en descendant la vallée de la Nagold, cette diversion de l'aile de Férino eût employé un tiers de l'armée française sur un point tout-à-fait secondaire, et lui serait devenue funeste, si la totalité des forces ennemies, concentrée vers le Necker, eût livré une bataille décisive au général Moreau.

Au surplus, la droite des Français s'étendit beaucoup trop après son arrivée à Tuttlingen, et il est sans exemple qu'une armée de 70 mille hommes, voulant envahir un pays défendu par des forces égales, se morcelle sur une ligne, depuis les frontières de Suisse, jusques vers Donawerth. Ce système semblait d'autant plus dangereux, que le général Férino déboucha dès le 23 juillet sur le Danube, bien avant le reste de l'armée, qui n'y arriva que le 8 août. La marche de sa droite jusques vers Bregentz, fut sans doute

occasionnée par les ordres du directoire, qui prescrivit à Moreau de détacher 15 mille hommes sur Brixen; faute inouïe dans l'état respectif des partis, et à peine excusable si l'armée du Rhin n'eût formé qu'une masse avec celle de Jourdan. Nous reviendrons sur cette singulière manœuvre lorsque nous rendrons compte des revers qui signalèrent la seconde période de cette campagne; il est temps de suivre l'armée de Sambre-et-Meuse jusqu'aux confins de la Bohême où elle s'avançait en même temps que celle du Rhin atteignit le Lech.

CHAPITRE LX.

L'armée de Sambre-et-Meuse, favorisée par le passage de l'armée du Rhin à Kehl, reprend l'offensive, s'empare de Wurtzbourg, et s'avance jusqu'à Amberg.

L'armée de Sambre-et-Meuse retirée en partie au-delà du Rhin, vers Cologne, et en partie dans le camp retranché de Dusseldorf, n'attendait que l'avis du passage de Moreau, pour reprendre ses projets offensifs. Profitant du départ des troupes que les succès de l'armée du Rhin forcèrent l'Archiduc à détacher, elle se disposa à franchir de nouveau ce fleuve.

Positions des Autrichiens.

Nous avons vu, en effet, que ce prince, à la nouvelle du passage de Kehl, de crainte d'être coupé de la ligne importante du Danube, était parti le 25 juin avec un corps de 20 à 25 mille hommes, pour se porter en toute hâte au secours du général Latour, laissant une forte garnison dans Mayence et une armée de 28 mille fantassins et 10 mille chevaux, pour couvrir le Mein. Le comte de Wartensleben qui la commandait, reçut l'ordre d'éviter tout engagement sérieux avec les forces supérieures de Jourdan.

Après le départ de l'Archiduc, cette armée du Bas-Rhin resta disséminée dans les positions ci-après : le corps de bataille, fort d'environ 14 mille hommes, campa à Neukirch (1), derrière la Nister, sur le plateau où se réunissent les routes de Siegburg, Siegen, Limbourg et Wetzlar; l'avant-garde, aux ordres de Kray, comptant 5 mille fantassins et 3 mille chevaux, occupait; par une brigade, la montagne de Kalten-Eiche; le reste de la division tenait Daken, Hausen, Hassel et Erpel. Le général Staader commandait 7 mille hommes d'infanterie et 1,500 chevaux, répartis depuis Lahnstein jusqu'à Erlich; le gros de ce corps, sous le général Finck, surveillait Neuwied. Enfin, la réserve de grenadiers et de grosse cavalerie faisant 4 mille hommes d'infanterie et 3,200 chevaux, était campée à Idstein, aux ordres de Werneck. Chaque militaire sera à même de sentir les inconvéniens de cette singulière position. La distance qu'il y avait entre le corps de bataille et les avant-gardes, était si grande, que celles-ci n'en recevaient aucun soutien; la réserve se trouvait à trois ou quatre marches du corps principal, ce qui la rendait à peu près inutile; enfin des divisions entières

(1) La planche V indique trois villages de ce nom, l'un est sur la Nister, l'autre sur l'Elz près de Weilbourg, le troisième derrière la Sieg; c'est du premier dont il est question.

étaient dispersées en postes de hussards. Cependant les axiomes de guerre les plus connus démontrent, que le moyen d'empêcher le passage d'un fleuve est d'en surveiller le cours avec des patrouilles et des piquets seulement; tandis que l'armée doit rester réunie dans la position stratégique la plus convenable, pour être prête à marcher sur-le-champ au point menacé.

Kléber s'avance sur la Sieg.

Jourdan avait formé le projet de repasser le Rhin vers Neuwied; pour faciliter cette opération, son aile gauche, toujours commandée par Kléber, partit de Dusseldorf le 27 juin, et s'avança sur la Sieg, afin d'attirer de ce côté toute l'attention de l'ennemi. La division Grenier, campée à une lieue et demie de Cologne, vint passer le Rhin sur le pont volant de cette ville, et fut mise sous les ordres du même général. Le 30, les trois divisions de l'aile gauche se portèrent sur la Sieg, qu'elles franchirent avec facilité, Kray n'ayant laissé pour l'observer que des détachemens de cavalerie légère. Cette aile prit position le même jour en avant de la rivière, la droite au village de Plées, et la gauche aux montagnes; elle séjourna les 1er et 2 juillet, pour attendre des vivres: la réserve sous les ordres de Bonnard vint aussi s'y réunir.

Jourdan passe le Rhin à Neuwied.

Cependant le général Jourdan, qui se trouvait à Coblentz, avait fait rassembler sur deux points toutes les embarcations qu'on avait pu se procu-

rer. Les divisions Poncet, Bernadotte et Championnet étaient à proximité. Dans la nuit du 2 juillet, toutes les troupes se rapprochèrent en silence des points indiqués pour le passage du fleuve. Le corps de Finck, composé de six bataillons, était le seul dont on eût à craindre l'opposition pour le premier moment. Le général Staader seulement, avec quelques autres bataillons, était en mesure de le soutenir vers la fin de la journée. Néanmoins, comme leurs forces réunies paraissaient suffisantes pour s'opposer à des débarquemens successifs, et peu considérables, le succès de l'opération semblait dépendre de la possibilité d'effectuer le premier transport sans être découvert.

A deux heures du matin, les embarquemens commencèrent. Les grenadiers de la division Bernadotte descendirent sur la rive droite, au village de Bendorf; ceux de Championnet, conduits par le général Damas, abordèrent à la ville de Neuwied. Après un engagement assez vif, les postes ennemis furent repoussés; Damas ayant reçu un renfort de 50 chevaux et 2 pièces de canon, sortit même de la ville, et s'avança en plaine pour attaquer Hettersdorf et les villages le long de la Wittbach, dont il parvint à s'emparer malgré la belle résistance de 2 bataillons de Hesse-Darmstadt.

Combat de Bendorf.

Le désordre est inséparable de toute surprise,

particulièrement lorsqu'il s'agit d'un corps couvert par un grand fleuve, et qui se croit ainsi à l'abri de toute insulte. Les Autrichiens se trouvaient dans ce cas, et sans la crainte et l'irrésolution, compagnes ordinaires des attaques soudaines, ils auraient eu les moyens de rejeter les premiers détachemens, puisqu'ils ne consistaient qu'en 4 bataillons de grenadiers divisés en deux colonnes. Revenus néanmoins de leur premier étonnement, les Impériaux firent partir leurs équipages par la route de Dierdorf, et rassemblèrent 2 bataillons pour tomber de suite sur les grenadiers de Bernadotte. Le village de Bendorf assailli avec intrépidité, fut défendu de même. Les Français un instant repoussés, chassèrent les Allemands à leur tour, et en reprirent possession. Pendant que ceci se passait, les troupes de Darmstadt, qui se retiraient de Neuwied et de Hettersdorf arrivaient sur les hauteurs en arrière de Bendorf, qu'elles trouvèrent occupées par ces grenadiers : forcées alors de combattre pour effectuer leur retraite, elles s'emparèrent d'abord de ces hauteurs, qu'elles défendirent long-temps ensuite. Les Français, de leur côté, gardèrent le village et tiraillèrent sans cesse dans les bosquets et les ravins qui l'entourent; leur petit nombre ne permettait pas de rien faire de plus, et il suffisait d'ailleurs de tenir les postes nécessaires pour protéger la construction du

pont de bateaux, à laquelle on travailla dès le point du jour (1). Le 3, à dix heures, ce pont étant terminé, les troupes commencèrent à filer. La cavalerie et l'artillerie légère du général Championnet se portèrent rapidement sur la Saynbach, afin de soutenir les grenadiers de Bernadotte, qui n'étaient appuyés que par quelques chasseurs à cheval; mais l'ennemi jugeant, par l'arrivée de cette colonne, qu'une plus longue résistance le compromettrait sans nécessité, se retira promptement sur Montabauer, après avoir perdu 300 hommes et 2 pièces de canon. Le passage continua alors sur le pont; la division Bernadotte fut établie sur les hauteurs d'Hilscheidt, celle de Championnet vers Dierdorf, et le général Poncet sur la Saynbach, en deuxième ligne.

Le même jour, l'aile gauche vint prendre position en avant d'Ukerath. Le général Kléber avait détaché sur Siegen la division Lefevre, afin de tourner toutes les positions que l'ennemi occupait entre la Sieg et la Lahn. Ce mouvement, trop étendu, était contraire d'ailleurs aux intérêts des Français, qui devaient laisser Kray à Kalteneiche, et s'avancer rapidement sur la Dill

L'armée française se réunit.

(1) Il existait déjà un pont sur le petit bras qui séparait l'île de Neuwied de la rive gauche.

pour couper ses communications. Le 4, l'armée opéra sa réunion. La division Poncet vint se placer près de Wallendar, Bernadotte à Montabauer, Championnet à Freylingen et Molsberg; Grenier se réunit au corps de bataille vers Dreifelder; Collaud et Bonnard étaient à Hachembourg, Lefevre toujours détaché à Siegen. (*Voy. Pl. V.*)

Elle manque l'occasion d'isoler les corps autrichiens.

L'armée française séjourna le lendemain pour attendre des vivres. On voulait aussi faire des reconnaissances sur l'ennemi, qui n'était pas éloigné, et avoir des nouvelles du général Lefevre, dont on ignorait absolument la position. Il se trouvait séparé du corps d'armée par un terrain couvert de montagnes et de bois, où les communications sont rares et difficiles. Ces motifs ne paraissent cependant pas suffisans pour justifier ce retard. L'armée française avait une supériorité marquée depuis le départ de l'Archiduc, et il était de son intérêt d'en profiter pour frapper un coup décisif, tandis qu'elle avait six divisions réunies, et que les forces de l'ennemi, au contraire, se trouvaient éparpillées. Wartensleben avait commis la faute de rester deux jours après la nouvelle du passage de Neuwied, dans son camp de Neukirch; et Werneck, qui avait quitté Idstein avec la réserve, après avoir rallié à lui le corps de Finck et quelques bataillons de Mayence, garnissait la Lahn

avec 14 mille hommes d'infanterie et 5 mille chevaux.

Le général Jourdan, mal informé de l'emplacement des forces ennemies, et n'ayant pu faire prendre à ses troupes les vivres nécessaires pour quatre à cinq jours de marche, se contenta de bloquer Ehrenbreitstein, alors qu'il eût été si urgent de diriger sans délai la droite sur Limbourg et Hadamar pour s'assurer de ces débouchés, et de porter la gauche et le centre sur Renderoth, afin d'assaillir ensuite le corps de Wartensleben à Neukirch. Dans tous les cas, il était possible le 5 au matin de pousser vivement le corps de Wartensleben ou celui de Werneck, et de les isoler de manière à les empêcher d'opérer leur jonction pour tout le reste de la campagne.

Le 6 juillet, le général Jourdan instruit de la position, que le gros des forces de Wartensleben occupait entre Neukirch et Dillenbourg, fit marcher l'armée par sa gauche. La division Poncet appuya sur Montabauer, ne laissant que des postes devant Ehrenbreitstein; le général Championnet se porta à Waldenbach, Bernadotte le remplaça à Molsberg; Grenier se prolongea vers Renderoth; ce mouvement arriva trop tard, comme on va le voir.

Lefevre bat Kray à Willersdorf

Le général Lefevre que nous avons laissé devant Kray, dans les montagnes de Kalteneiche,

ayant attaqué ce corps vers Willersdorf le 4, l'avait rejeté avec perte sur Allendorf. Cette affaire jointe à la nouvelle de l'arrivée des Français vers Freylingen et Hachembourg, fit craindre à Wartensleben (ou à Colloredo qui le remplaçait pour un instant) de se trouver enveloppé, et le décida à partir dans la journée même du 5, sur deux colonnes; la première à gauche par Herborn sur Wetzlar, et la seconde par Greiffenstein sur Leun; Kray se retira par Dillenbourg à Giessen.

Les Autrichiens se réunissent derrière la Lahn.

Ainsi l'armée autrichienne avait réussi à gagner sans échec la ligne de la Lahn, où elle s'établit le 6 juillet; mais la position qu'elle y prit, était tout aussi dangereuse que la précédente; car elle se trouvait fort étendue et toujours calculée sur le funeste système de cordon; Kray tint Giessen, le corps de bataille prit poste à Wetzlar; la brigade Alcani à Braunfels; Werneck avait deux brigades de grenadiers entre Weilbourg, Limbourg et Nassau; le général Kienmayer avec un corps léger vers Lahnstein.

De son côté, Kléber poursuivit seulement les Impériaux avec les troupes légères; il porta de suite, les divisions Collaud et Bonnard, la droite près le village de Diesdorf, et la gauche un peu en arrière d'Herborn, afin d'opérer ainsi sa jonction avec Lefevre.

Les

Le lendemain 7, le général en chef ordonna

un mouvement à son aile droite (1). Le général Poncet avec six bataillons forma le blocus d'Ehrenbreitstein, et occupa la tête de pont de Neuwied. Le général de brigade Dauriez, avec le reste de cette division, marcha sur la Lahn avec ordre de garder la droite de cette rivière, depuis Dietz jusqu'à son embouchure. Bernadotte se dirigea sur Limbourg par les deux rives de l'Elz, il fut chargé d'en couvrir le débouché et de faire observer celui de Dietz. En arrivant sur les hauteurs d'Offheim, ce général se trouva en présence d'un gros corps de la réserve de Werneck, qui avait quitté sa position en arrière de Limbourg et traversé cette ville, pour venir inquiéter la queue de la division Championnet, qui achevait à peine le mouvement ordonné pour la veille : il s'engagea de suite un combat assez vif, à la suite duquel les Français prirent possession de toute la partie de la ville de Limbourg, située sur la rive droite de la Lahn. Les grenadiers de Bernadotte se battirent avec un grand courage et repoussèrent plusieurs fois le régiment de Royal-Allemand, qui tenta de

Français s'avancent sur cette rivière.

---

(1) Le journal de l'armée de Sambre-et-Meuse que j'ai consulté, porte ce mouvement au 20 messidor, ce qui correspond au 8 juillet. Les Autrichiens l'indiquent le 7 juillet, et cela est probable; car il serait difficile d'expliquer pourquoi l'armée aurait séjourné deux jours.

charger. La division Championnet revint enfin à leur secours, mais elle arriva trop tard pour prendre part au combat : elle s'établit à la gauche de Bernadotte. Le général Damas détaché sur Runckel, emporta de vive force le pont et la ville qui se trouve au-delà de la Lahn, où il fit environ 100 prisonniers. Le général Grenier reçut l'ordre de marcher sur Mehremberg et de porter son avant-garde sur Weilbourg. Kléber poussa des troupes légères jusque sur les bords de la Lahn, et ordonna à la division Lefevre de prendre position sur la gauche de la Dill, afin qu'elle fût en mesure de marcher sur Giessen.

Les Autrichiens se replient.

La prise de Runckel fit sur les Autrichiens, l'effet que produit ordinairement dans la guerre de cordon, la perte d'un seul poste important. Werneck qui se trouvait derrière Limbourg, se croyant débordé et sur le point d'être culbuté dans le Rhin, décampa avec toutes ses forces sur Nauheim. Les autres détachemens placés à droite, à Weilbourg, Leun, Wetzlar et Giessen, en firent autant, chacun de son côté. Kray se retira concentriquement sur Pollganz où il se réunit aux troupes venant de Leun, et forma l'arrière-garde du tout avec 8 mille hommes d'infanterie et 4,800 chevaux.

Les Français passent la Lahn.

Le 8, Jourdan instruit des premiers mouvemens rétrogrades des ennemis, résolut de franchir la Lahn et de déboucher par les montagnes

sur le Meyn, quoique le corps de Werneck tînt encore à Nauheim près de Limbourg; c'était bien, mais il s'avança en ordre parallèle, et sur un front aussi étendu que ses adversaires, tandis qu'en jetant ses masses sur leur centre divisé, ou en accablant leur droite, il eût pu obtenir les résultats les plus décisifs.

L'armée était alors formée en trois corps principaux, celui de droite confié au général Marceau, observait Mayence sur la rive gauche du Rhin; celui de gauche commandé par le général Kléber, reçut l'ordre de marcher sur Francfort; le centre sous la conduite immédiate du général en chef, devait déboucher dans les plaines du Meyn depuis la Nidda jusqu'à Cassel.

L'intention de Jourdan était d'attaquer le 9 le corps de Werneck, que l'on supposait aux environs de Nauheim; mais on apprit au point du jour qu'il s'était retiré dès la veille sur Esch, où il avait été rejoint par la brigade du général Kienmayer. Toute l'armée française se mit alors en mouvement; la droite aux ordres de Bernadotte, renforcée par la brigade Dauriez, passa par Nassau et Limbourg, puis se dirigea sur Wisbaden. Championnet en se portant de Limbourg à Camberg, rencontra dans la plaine la cavalerie de Werneck, soutenue de quelques bataillons adossés aux bois qui bordent la chaussée, près le village d'Esch : la canonnade s'engagea de part

L'armée franchit la Lahn.

et d'autre, et la réserve de cavalerie qui marchait derrière les troupes du général Championnet, fut portée en avant pour soutenir l'attaque de son avant-garde; la division la suivit immédiatement. Alors la brigade du général Klein stimulée par ces renforts, chargea la cavalerie ennemie, la repoussa et lui prit environ 150 hommes. La division prit la position indiquée : le général Grenier marcha à Græven-Wisbach et dirigea ses éclaireurs sur Usingen. De son côté Werneck bivouaqua derrière Kœnigstein, son arrière-garde en présence de Championnet.

Kléber la passe de son côté.

Le même jour (9 juillet), le corps du général Kléber passa la Lahn sur trois colonnes; la gauche sous Lefevre près de Giessen, se dirigeant sur Muntzenberg, la droite aux ordres de Bonnard près de Leun, celle du centre commandée par Collaud aux environs de Wetzlar.

Combat d'Ober-Merl

Les deux premières colonnes ne rencontrèrent pas l'ennemi : l'avant-garde de Collaud, conduite par l'adjudant-général Ney, donna dans la plaine de Butzbach sur la division Kray, campée entre Ober-Merl, Nauheim et la Wetter, et dont toute la cavalerie inondait la plaine de Nieder-Merl. L'impétueux Ney ne tarda pas à engager le combat; mais convaincu qu'il serait écrasé par l'énorme supériorité des escadrons autrichiens, s'il leur donnait le temps de l'assaillir, il résolut de se précipiter sur les hau-

teurs avec les braves de la 20e légère: c'était le moyen de combattre sur le terrain qui lui était le plus favorable, et il parvint en effet à déloger l'ennemi. Kléber satisfait de ce succès et informé que les autres colonnes étaient arrivées aux positions assignées, envoya à Ney, l'ordre de camper où il se trouvait; mais instruit plus tard que les Autrichiens se mettaient en mouvement pour l'attaquer, il ordonna de suite au général Colaud, campé vers Butzbach, de se placer en avant d'Ober-Weisel.

Dans cet intervalle, les Autrichiens attaquèrent en effet avec bravoure et tournèrent le village d'Ober-Merl; après un combat des plus vifs, dans lequel la fortune seconda alternativement les deux partis, le village pris et perdu plusieurs fois, demeura enfin au pouvoir des Français.

Wartensleben continua sa retraite sur Wilstadt et Rosbach; Kray demeura avec une forte arrière-garde à Nieder-Merl.

Le 10, l'armée française continua sa marche parallèle; le détachement du général Dauriez s'avança sur la Schwalbach; la division Bernadotte fut portée jusqu'à Neuhof au-delà de Wisbaden; celle de Championnet soutenue de la réserve de cavalerie, ayant trouvé les postes autrichiens où elles les avait laissés la veille près d'Esch, les attaqua de nouveau et les repoussa successivement jusques derrière le fort de Koe-

nigstein, en face duquel ces deux divisions se placèrent; la colonne du général Grenier marcha sur Hombourg et occupa les hauteurs en arrière : son avant-garde eut un petit engagement et fit quelques prisonniers.

Kléber attaque les Autrichiens à Friedberg.

Jusqu'alors la retraite de Wartensleben s'était opérée en bon ordre, parce que l'armée française s'avançait sur différentes routes, au lieu de se réunir pour frapper un coup décisif par sa gauche, afin de rejeter l'armée ennemie sur le Rhin. On n'avait eu que quelques engagemens d'avant-garde; l'affaire de Friedberg un peu plus sérieuse aurait eu peut-être de grands résultats, si Kléber avait été renforcé seulement par les troupes de Grenier et par la réserve de cavalerie.

Tandis que les trois divisions du centre ne rencontraient devant elles que l'arrière-garde de la colonne de Werneck, et couraient sur une ligne accessoire; le général Kléber se trouvant à l'aile gauche devant le gros des forces autrichiennes qui semblaient vouloir tenir ferme dans la position de Friedberg, résolut de les attaquer le 10 juillet.

L'avant-garde fut chargée d'engager le combat de front. Les divisions Collaud et Bonnard, devaient le soutenir en se portant sur Nieder-Wiesel et Butzbach. Celle de Lefebvre, qui marchait sur la rive gauche de la Wetter, fut destinée à

tourner la droite de l'ennemi en passant cette rivière à Bauernheim et Offenheim.

Les Autrichiens au moment de l'offensive tombent dans l'irrésolution.

Wartensleben de son côté, ayant reçu de l'archiduc Charles l'ordre de défendre la position de Friedberg, avait pensé que le meilleur moyen de s'y maintenir était d'attaquer les Français, et s'était déjà mis en marche dans ce dessein. Son avant-garde rencontra celle de Kléber; mais au moment où elle s'engageait, le général autrichien informé de la marche de Lefebvre, en conçut quelques inquiétudes et changea de résolution. Ce mouvement menaçait sans doute le point principal, mais il était un peu décousu et séparé du reste de l'armée par le défilé de la Wetter. Wartensleben aurait pu calculer que si Lefebvre n'avait pas beaucoup de forces, il ne fallait pas s'en inquiéter; que s'il en avait beaucoup au contraire, Kléber en aurait d'autant moins sur son front. D'ailleurs puisque les colonnes autrichiennes étaient déjà formées et même en marche, il semble que leur général aurait dû jeter toutes ses forces sur Colland : manœuvre semblable à celle de Bonaparte, à la bataille de Rivoli, lorsqu'il poussa vivement le centre isolé des Autrichiens, des hauteurs de Trombalora et de San Giovanni, pour revenir ensuite sur les détachemens qui menaçaient ses flancs.

Si le général autrichien avait manœuvré de

même, la division Lefebvre eût été compromise à Bauernheim sur la rive gauche de la Wetter, tandis que le gros de l'armée française s'étendait jusque vers Kœnigstein et Wisbaden. Au lieu de prendre ce parti, Wartensleben arrêta son mouvement, porta ses forces par sa droite sur Fauerbach et Olfenheim, afin de disputer le débouché à Lefebvre; mais Ney et Jacopin ayant attaqué les positions d'Ockstadt et de Friedberg, et Bonnard arrivant au soutien sur la droite, vers Rosbach, les Autrichiens se retirèrent : l'action fut des plus vives et la ville de Friedberg enlevée; on y prit 2 pièces de canon et un drapeau.

Lefebvre les déborde et les décide à la retraite derrière le Meyn.

Le général Lefebvre gagna l'ennemi sur son flanc droit, et détermina par cette attaque, la retraite précipitée de son infanterie; sa cavalerie seule, dont le nombre était bien supérieur à celle que les Français avaient sur ce point, soutint la retraite avec beaucoup de bravoure et empêcha la défaite entière de l'infanterie.

On a évalué la perte des Autrichiens à 800 hommes tués ou blessés, et 500 prisonniers. Wartensleben se retira derrière la Nidda, vers Ilmenstadt, et vint prendre le lendemain, au point du jour, la position de Bergen, où toutes ses colonnes furent à peu près réunies; mais il la quitta dans la soirée même du 11, pour repasser le Meyn.

L'armée française séjourna sur le terrain

qu'elle occupait; la division du général Championnet fut chargée de tourner le fort de Kœnigstein, de l'investir et de s'établir aux débouchés des bois. Le 12, on poussa des postes jusque sur la Nidda, et le général en chef fit une reconnaissance sur cette rivière. Il aperçut que l'ennemi, loin de s'être arrêté à la position de Bergen, comme on le lui assurait, n'avait laissé que des postes de troupes légères pour éclairer la marche des Français. L'armée impériale s'était établie sur la rive gauche du Meyn, vers Offenbach, laissant une forte garnison dans Francfort.

Le 12, Kléber parut devant la ville; le reste de l'armée s'étendit le long du Meyn, le centre à Hœchst, la division Bernadotte vers Wisbaden. Kléber fit sommer les Autrichiens de rendre la ville de Francfort, qui n'est point une place de guerre; et sur leur refus, on la fit incendier avec des obus. Les Français eussent sans doute beaucoup mieux fait de rassembler 50 mille hommes à Hanau : cette manœuvre menaçant les communications de l'ennemi, l'eût déterminé à abandonner Francfort pour se retirer en toute hâte sur Aschaffenbourg. Mais, tandis que Wartensleben tirait parti de toutes les positions où il pouvait un peu retarder son mouvement de retraite, les républicains menacés sur leur droite par la garnison de Mayence, dont on ignorait la

Kléber bombarde Francfort.

force, et obligés d'ailleurs d'étendre leurs divisions pour les faire subsister, perdirent l'occasion de réunir leurs masses en un point décisif.

A la suite d'un bombardement de deux jours, qui réduisit en cendres près de 200 maisons, Francfort fut évacué par convention, et les Français n'y entrèrent que le 16 juillet, laissant ainsi à leurs adversaires tout le temps d'aller s'établir dans les positions d'Aschaffenbourg et de Seligenstadt, qui assuraient leurs communications avec Wurtzbourg.

Instructions du directoire pour les opérations en Franconie.

Le général Jourdan, après être resté quelques jours aux environs de Francfort pour laisser à ses troupes le moyen de se refaire, résolut néanmoins de poursuivre l'ennemi, et de s'avancer, pour donner la main à Moreau.

La marche pouvait avoir lieu directement par la grande route de Wurtzbourg; mais le Meyn formant un grand coude sur ce point, il eût fallu le passer deux fois en présence des Impériaux, pour se retrouver sur la rive gauche, dont on était déjà maître; outre cela, on eût été forcé de s'enfoncer dans la grande forêt de Spessart, qui offrait mille obstacles favorables à la défense de l'ennemi. Il fallut donc se résoudre à manœuvrer par la droite ou par la gauche. La première de ces directions, conduisant par Mergentheim à Rothenbourg, offrait le grand avantage d'amener par la voie la plus sûre une jonction avec l'armée

de Moreau, et d'isoler Wartensleben de l'archiduc Charles, qui, à cette époque (20 juillet), se trouvait sur le Necker, vers Canstadt.

Le directoire, fidèle au système de déborder à la fois les deux ailes mis en vogue par Carnot, oublia les principes qui avaient dicté ses instructions au général Moreau, et prescrivit malheureusement à Jourdan de s'avancer par la rive gauche du Meyn, pour se tenir constamment à la hauteur du flanc droit de Wartensleben : direction divergente, qui laissait aux Impériaux le moyen de se retirer concentriquement sur le Danube, dont on devait chercher à les couper. Il n'est pas aisé de deviner la raison qui fit donner la préférence à ce dernier parti, auquel on dut tous les malheurs de la campagne : ce fut peut-être dans l'intention de couvrir le pont de Neuwied; mais quelque plausible que paraisse au premier abord un motif semblable, il prouverait combien on eut tort d'établir deux lignes d'opérations extérieures, si éloignées l'une de l'autre à leur base, en laissant l'ennemi maître de toutes les places et positions qui se trouvaient entr'elles, et en marchant sur des directions divergentes des ponts laissés ainsi à sa merci.

Quoi qu'il en soit, Jourdan réduit à obéir, résolut d'opérer par la gauche avec environ 46 mille hommes, organisés comme on le verra au

tableau ci-joint (1). Il fit renforcer de 10 mille combattans le corps de Marceau, chargé de garder Francfort, d'investir complètement Mayence, et de bloquer Ehrenbreitstein. Celui-ci fut ainsi porté à 30 mille hommes; détachement considérable et d'autant plus fâcheux, qu'il restait à une grande distance de l'armée. Le général français dut regretter alors de n'avoir pas trouvé l'occasion de mettre Wartensleben hors d'état de tenir la campagne, tandis qu'il avait des forces suffisantes pour l'accabler. Si l'on n'avait pu atteindre ce résultat dans les contrées montagneuses et boisées de la Wétéravie, avec une immense supériorité d'infanterie, à plus forte raison on ne devait pas espérer d'y réussir dans les plaines de Wurtzbourg et de Bamberg, lorsque l'armée était réduite de moitié.

Retraite des Impériaux.

Le général autrichien ayant ordre de ne point s'engager sérieusement, était décidé à une retraite subordonnée à la vivacité de la marche de son adversaire, et que sa nombreuse cavalerie, autant que la nature du pays, lui rendait très-facile; car dans les défilés du Spessart ou

(1) Bien qu'elle eût été renforcée de 6 bataillons tirés de la Hollande, et de plusieurs escadrons venus de l'intérieur; l'armée perdait tant d'hommes par la désertion, qu'elle se trouvait de 4 mille hommes moins forte qu'à l'ouverture de la campagne.

TABLEAhmencement de juillet.

DI	Escadrons.	Présens.	Total par divisions.
	»	10,399	
	»		
	»		
	»		
	»		12,656
DA	»		9,350
dev	3	510	
	2	240	
	»		
	5		
	»	4,195	4,352
	»		
P	»		
devant	1	157	
	»		
	1		
BC	3		5,815
	1		
	4		
		Total. . .	29,456
	3		7,400
			1,240
	. . . .		6,409
		Total. . .	15,049

tableau ci-joint (1). Il fit renforcer de 10 mille combattans le corps de Marceau, chargé de garder Francfort, d'investir complètement Mayence, et de bloquer Ehrenbreitstein. Celui-ci fut ainsi porté à 30 mille hommes; détachement considérable et d'autant plus fâcheux, qu'il restait à une grande distance de l'armée. Le général français dut regretter alors de n'avoir pas trouvé l'occasion de mettre Wartensleben hors d'état de tenir la campagne, tandis qu'il avait des forces suffisantes pour l'accabler. Si l'on n'avait pu atteindre ce résultat dans les contrées montagneuses et boisées de la Wétéravie, avec une immense supériorité d'infanterie, à plus forte raison on ne devait pas espérer d'y réussir dans les plaines de Wurtzbourg et de Bamberg, lorsque l'armée était réduite de moitié.

Retraite des Impériaux.

Le général autrichien ayant ordre de ne point s'engager sérieusement, était décidé à une retraite subordonnée à la vivacité de la marche de son adversaire, et que sa nombreuse cavalerie, autant que la nature du pays, lui rendait très-facile; car dans les défilés du Spessart ou

(1) Bien qu'elle eût été renforcée de 6 bataillons tirés de la Hollande, et de plusieurs escadrons venus de l'intérieur; l'armée perdait tant d'hommes par la désertion, qu'elle se trouvait de 4 mille hommes moins forte qu'à l'ouverture de la campagne.

TABLEA mencement de juillet.

DIV	cadrons.	PRESENS.	TOTAL par divisions.
	» » » » »	10,399	12,656
DA dev	» 3 2 » — 5	510 240	9,350
P devant	» » » 1 » — 1	4,195 157	4,352
BC	3 1 — 4		5,815
		TOTAL. . .	29,456
	3		7,400 1,240
	. . . .		6,409
		TOTAL. . .	15,049

de la Pegnitz, on ne pouvait livrer que des combats de chaussée avec des têtes de colonnes, et une fois arrivé dans les plaines du Meyn ses escadrons avaient tout l'avantage. Quelques marches audacieuses, rapides et habilement combinées, eussent peut-être amené des engagemens sérieux; mais c'eût été un jeu de la fortune, plus que le résultat d'un plan facile à calculer d'avance.

Les Autrichiens campés sous Wurtzbourg, se retirent sur Zeil.

Wartensleben ayant franchi la forêt de Spessart le 17 et le 18, arriva près de Wurtzbourg, sa droite sous Nauendorf à Arnstein; il fut suivi dans la forêt par Bernadotte; le centre et la gauche des Français se dirigèrent sur Gmunden et Schweinfurt. Le général autrichien quitta alors le camp de Kornach le 24 juillet, et vint passer le Meyn à Schwarzach pour se replier sur Zeil.

Il ne se passa rien de bien important dans cette période. Le système des deux partis donna lieu à des engagemens partiels avec les arrière-gardes qui couvraient le mouvement rétrograde des Impériaux. Cette petite guerre n'est d'aucun intérêt pour l'art, quoiqu'elle ait été faite avec valeur par les troupes des deux nations, et que leurs généraux y aient acquis une juste réputation d'activité et de bravoure; je me bornerai donc à indiquer les mouvemens principaux.

Les Français s'emparent

Wurtzbourg se rendit le 25 juillet à l'approche des Français. Cette place qui possède un

de la citadelle.

beau pont sur le Meyn, n'est pas tenable, quoiqu'elle ait une enceinte bastionnée, parce qu'elle est entourée de hauteurs fort escarpées : sa citadelle de forme irrégulière, située sur les hauteurs de la rive droite, au sud-ouest, domine au contraire tous les environs. Les Autrichiens, déjà très-faibles, eurent raison de ne pas laisser de garnison dans la ville; mais on fut surpris qu'ils n'eussent pas jeté quelques centaines d'hommes dans le fort, lequel à peine accessible sur le front de Hexenbruch, peut être regardé comme à l'abri de toute attaque : maîtres de ce poste, ils eussent rendu l'occupation de la ville très-précaire, et la suite des événemens prouva qu'ils commirent une faute en l'abandonnant à l'ennemi. Les troupes de l'évêque capitulèrent à l'approche des avant-gardes, et livrèrent, sans tirer un coup de fusil, 100 bouches à feu et une place importante par ses ressources, à condition qu'on n'inquiéterait ni le clergé, ni la noblesse : un des articles de cette singulière capitulation portait que les ecclésiastiques détenus pour discipline, ne seraient point mis en liberté.

L'armée française prit alors position sur le Meyn entre Dettelbach et Schweinfurt, où s'appuyait l'extrême gauche sous Lefebvre. Le général Jourdan séjourna ici quatre jours, pour attendre l'arrivée de la division Bernadotte, et avoir des nouvelles de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui ne

se trouvait alors qu'à la hauteur de Goeppingen, dans la vallée de la Filz.

Wartensleben campé, avec la majeure partie de ses forces, dans la plaine entre Zeil et Hassfurth, avait eu le projet de tomber sur l'avant-garde du général Lefebvre qui le suivait; mais à peine ses colonnes furent en marche, qu'elles reçurent contre-ordre, et revinrent dans leur première position. C'est ainsi que les Autrichiens perdaient, par irrésolution, toutes les occasions de tirer parti du système vicieux adopté par leurs adversaires.

Lorsque Bernadotte fut arrivé à Wurtzbourg, il reçut l'ordre de relever la division Championnet vers Dettelbach. Celle-ci appuya sur Eisenheim, et Grenier sur Werneck; Collaud vint à Schweinfurt remplacer Lefebvre, qui se porta en avant de Lauringen.

Jourdan étant tombé malade à cette époque, remit le commandement de l'armée à Kléber. Ce général continua à manoeuvrer dans le même esprit que son prédécesseur. On atteignait alors le mois d'août; la gauche de Moreau se trouvait vers Gmund. Il était facile d'appuyer l'armée de Sambre-et-Meuse à droite, par un mouvement rapide sur Mergentheim et Hall, de manière à former une masse centrale de 110 mille hommes qui serait parvenue à isoler les deux parties de l'armée autrichienne, et à empêcher le prince

Kléber remplace Jourdan.

Charles d'exécuter lui-même cette manœuvre un peu plus tard. On observera peut-être que Wartensleben aurait pu alors revenir sur Marceau et délivrer Mayence. Le mal n'eût pas été grand, car Marceau, après avoir rompu tous les ponts du Rhin, se fût retiré sur Dusseldorf; et l'Archiduc accablé par 100 mille hommes sur le Danube, eût bientôt rappelé Wartensleben.

Il suit la même marche.

Loin de chercher ainsi à se lier avec l'armée de Rhin-et-Moselle, Kléber, docile aux ordres du directoire, continua sa marche sur les deux rives du Meyn: Lefebvre avec l'aile gauche, alla faire capituler, le 2 août, la petite place de Kœnigshofen (1), et prit poste vers Lauringen; l'aile droite s'étendit jusqu'auprès d'Oberschwarzach, sur la route de Bamberg.

Les Autrichiens continuent leur retraite.

Wartensleben craignant alors d'être serré de trop près, quitta la position de Hasfurt pour se retirer sur Bamberg, d'où il fit filer sous bonne escorte, tous ses bagages inutiles, par Cobourg à Egra : le gros de l'armée impériale devait se retirer dans la direction de Nuremberg pour se lier avec l'Archiduc. L'armée française s'avança, le 3 août, la droite à Burg-Eberach, la gauche vers Kœnigsberg.

(1) Le fort de Kœnigshofen est sur la rive droite du Meyn, entre Schweinfurt et Meinungen. Il ne faut pas le confondre avec un autre bourg du même nom vers Mergentheim.

Le 4, Kléber occupa Bamberg : trop de précipitation des avant-gardes, à l'entrée de la ville, causa la perte de quelques hommes. Lefebvre suivit d'abord la colonne ennemie, qui marchait sur Cobourg; mais, lorsqu'il apprit qu'elle se retirait à Egra, il ne crut pas prudent de s'aventurer dans cette direction. Kléber maître de Bamberg les repousse à Hirschaid.

Le général Kléber, informé que le gros de l'ennemi se portait sur la Wiesent et l'Aisch par les deux rives de la Regnitz, ordonna une conversion à droite. Les trois divisions de cette aile se portèrent sur la petite rivière de Reich-Ebe-rach; les deux divisions de gauche s'établirent, l'une à la tête du bois de Bamberg, en arrière du village de Strulendorf, et l'autre sur la route de Bamberg à Ebermanstadt.

Ces mouvemens donnèrent lieu à un combat très-vif entre la cavalerie autrichienne et celle de l'aile gauche des Français. Le centre de l'armée impériale campait alors vers Altendorf, à deux lieues de Forcheim, où Wartensleben avait son quartier-général; ses avant-postes s'étendaient jusqu'à Strulendorf, à une lieue et demie de Bamberg. Une vaste plaine située en avant d'Altendorf, les séparait de l'armée, et présentait carrière à la cavalerie. Lefebvre n'avait avec lui que 6 escadrons de chasseurs et un régiment de cuirassiers. Les premiers culbutèrent les

avant-postes ennemis de Strulendorf, les poursuivirent au-delà de Hirschaid, et s'avancèrent dans la plaine d'Altendorf, où ils rencontrèrent un gros corps de cavalerie autrichienne. Après plusieurs charges fournies et soutenues avec bravoure, les chasseurs furent repoussés avec perte. L'affaire eût été désastreuse pour eux, si, au même moment, les cuirassiers qui débouchaient au galop de Hirschaid, ne leur eussent donné le temps de se rallier, en chargeant à leur tour les escadrons ennemis, un peu désunis par la poursuite. Bientôt le combat changea de face, les trois régimens français se prêtant un secours mutuel, forcèrent l'ennemi à la retraite. Sans l'intrépidité du général Richepanse qui fut blessé, et du colonel des cuirassiers Doré, qui y perdit la vie, l'infanterie eût été compromise. Le résultat de cette affaire prouve combien l'art d'engager ses forces décide des événemens de la guerre, puisque la faible cavalerie des républicains, qui n'aurait pas dû se montrer impunément devant les nombreux escadrons allemands, remporta un avantage si glorieux.

Le général Lefèbvre s'établit au soir sur le flanc droit des Impériaux, et porta un détachement sur Ebermanstadt, en tournant la montagne. La division Collaud, se plaça en seconde ligne sous les murs de Bamberg. Les trois divi-

sions de l'aile droite, campèrent sur la rive gauche de la Regnitz, la droite vers Schlusselfeld (1). L'armée impériale se trouvait sur les deux rives de cette rivière; sa droite, conduite par Wartensleben, entre Ebermanstadt et Forcheim; sa gauche, aux ordres de Kray, entre Forcheim et Hochstadt; le gros vers Attelsdorf.

Kléber résolut d'attaquer l'ennemi dès le jour suivant (7 août) : mais quoique distingué par ses éminentes qualités militaires, il ne s'écarta point du système alors en faveur : au lieu de combiner un effort général sur une des ailes de l'armée autrichienne, coupée en deux par la Regnitz, et dispersée sur une ligne beaucoup trop étendue; il s'avança parallèlement à son front. L'aile droite des Français devait attaquer le corps de Kray sur la rive gauche; la division Grenier partit de Rebersdorf pour remonter vers Hallendorf; après une affaire assez vive, elle prit position derrière l'Aisch, aux environs de Willersdorf, où Championnet arriva presqu'en même temps. Celle-ci s'étant dirigée par Lauf, avait trouvé tous les villages des deux rives de l'Aisch occupés par l'infanterie autrichienne, les hauteurs hérissées d'artillerie, et Kray en mesure d'opposer la plus Combat de Forcheim.

(1) On peut consulter pour toutes ces opérations, la carte d'Anspach par Wetter, ou celle d'Allemagne publiée par le bureau de Weimar.

vigoureuse résistance. Quelques-uns de ces postes furent bien disputés; mais pendant que Kray portait toute son attention sur les attaques et les manœuvres de cette colonne, la division Bernadotte s'était avancée vers Hochstadt sans s'engager, afin de laisser au général Bonnaud le temps de déborder le flanc gauche de l'ennemi avec la cavalerie. Ces mouvemens, exécutés avec précision, eurent un plein succès. Les attaques réitérées de la cavalerie française et de l'infanterie des généraux Bernadotte et Championnet forcèrent les Impériaux à se retirer sur la rive droite de la Regnitz. Leur perte eût été certaine, si pareille attaque se fût exécutée par Willersdorf.

Ney lutte glorieusement contre le gros des Autrichiens

A l'aile gauche des Français, Lefebvre en se dirigeant, par la rive droite de la Regnitz, sur la petite rivière de Wiesent, vers Ebermanstadt et Pretzfeld, repoussa les avant-gardes autrichiennes, et menaça le flanc droit de leur ligne.

Collaud, à qui il avait été ordonné de quitter la position de Bamberg, et de se porter sur Forcheim, trouva le centre, commandé par Wartensleben lui-même, dans la plaine et sur les hauteurs de Forcheim. L'avant-garde française, aux ordres de Ney, donna sur des forces supérieures et en essuya une décharge très-meurtrière : n'ayant à opposer que 2 pièces d'artillerie légère contre une batterie de 14 pièces de canon, elle soutint avec peine cette lutte

inégale, malgré les renforts qu'on lui fit passer, jusqu'à ce que le mouvement rétrograde de l'aile gauche des Autrichiens, la tirât enfin d'embarras, en décidant Wartensleben à se retirer par Forcheim sur Nuremberg.

Dès que Ney, qui s'était avancé jusqu'à portée de canon de Forcheim, s'aperçut du départ de l'armée impériale, il envoya un officier sommer cette place, qui capitula sur-le-champ; les Français y trouvèrent 60 pièces de canon, et beaucoup d'armes et de munitions de guerre. Ney, dont la présence d'esprit et la bravoure avaient beaucoup contribué au succès de cette journée, en contenant avec très-peu de monde le centre des Autrichiens, fut nommé général de brigade sur le champ de bataille.

Jourdan reprend le commandement.

Jourdan ayant repris le commandement le soir même de l'affaire de Forcheim, fit marcher l'armée le 9 août, sur les deux rives de la Regnitz; Bernadotte se porta par la gauche sur Herzogen-Aurach, et ensuite sur Nuremberg, le reste de l'armée sur la rive droite, entre Erlang et Bettensiedel. Wartensleben se retira, dans la nuit, de Lauf à Sulzbach.

Jourdan s'avança le lendemain sur Lauf, quatre divisions campèrent entre cette ville et Schneitach. Le général Ney, par un coup audacieux, s'empara avec quelques ordonnances, du fort de Rotenbourg, où il prit 43 pièces de canon.

Bernadotte se trouvait sur la rive gauche de la Regnitz vers Schomberg.

L'armée française s'engage dans les défilés de la Pegnitz.

L'armée française, qui aurait dû se borner à faire suivre l'ennemi par des troupes légères, dans les défilés de la Pegnitz, et se porter en masse sur l'Altmuhl, vers Dittfurt, pour se concentrer avec celle de Moreau, s'enfonça mal à propos dans un pays difficile. La contrée entre la Wils et la Pegnitz est couverte de montagnes peu élevées à la vérité, mais coupées de ravins fort escarpés, et hérissées de forêts épaisses; la seule route praticable en tout temps pour l'artillerie, est celle de Lauf à Sulzbach, toutes les autres sont des chemins vicinaux étroits, escarpés, et dont on ne peut faire usage que dans la belle saison. Jourdan, réduit à l'alternative de ne tenir aucun compte des instructions de son gouvernement ou de s'engager dans un pays semblable, voulut toutefois attendre quelques jours avant de s'y résoudre; autant pour donner quelque repos à son armée, que pour apprendre ce qui se passait à celle du Rhin; il séjourna le 11 et le 12 dans les positions indiquées.

Le gros des Autrichiens s'était replié sur Amberg; et Kray occupait Sulzbach avec 13 mille hommes. Wartensleben avait reçu ordre de l'Archiduc de tenir autant que possible à Amberg, afin de faciliter la jonction, qui devait s'effectuer par Neumarck.

Le 13 août, Bernadotte vint prendre position en arrière d'Altorf. L'armée s'avança par les deux rives de la Pegnitz; les mauvais chemins et les montagnes retardèrent beaucoup sa marche; elle s'établit enfin, la droite vers Waller et Schupf, le centre à Hersbruch et la gauche à Worach, où elle séjourna le 14 et le 15. La division Bernadotte alla se placer en arrière de Neumarck, sur la route de Ratisbonne.

Projet d'attaque de Jourdan.

Le 16, l'armée fit un mouvement général : la division Lefebvre, partie à trois heures du matin, se dirigea sur le village de Holenstein; son avant-garde sur Neukirchen, ses flanqueurs de gauche jusqu'à Wilseck : Collaud réunit ses troupes en arrière du village de Hochenstadt, dans l'anse que forme la Pegnitz; l'avant-garde établie à Hartmanshof, marcha par la grande route de Sulzbach, et fut chargée de replier les avant-postes ennemis. La division Grenier alla prendre position sur les hauteurs près de Pachtesfeld, d'où elle devait porter ses coureurs le plus loin possible. Championnet reçut ordre de s'établir à la hauteur du village de Popperg, et de pousser son avant-garde sur Ochsensolm. La cavalerie qui marchait à la droite de cette dernière, devait la soutenir dans tous ses mouvemens, et lui aider à balayer la route de Pfaffenhofen à Amberg. D'après ces dispositions, il paraît que l'intention de Jourdan n'était pas

d'attaquer ce jour-là ; les troupes avaient un trop long espace à parcourir, et les chemins qu'elles devaient traverser, présentaient trop de difficultés, pour que l'action pût commencer d'assez bonne heure. Le mouvement n'était donc que préparatoire; il avait pour but de resserrer l'ennemi dans ses positions, et de les reconnaître avec exactitude, pour en faire l'attaque le lendemain; l'action s'engagea néanmoins malgré le général en chef (1).

Combat de Neukirchen

L'avant-garde était arrivée en présence de l'ennemi, en forces trop inférieures pour s'engager avec succès; le courage bouillant de son chef faillit lui devenir funeste. Kray occupait par sa droite les hauteurs escarpées de Neukirchen, et sa gauche se prolongeait sur les collines boisées qui flanquent la route : les Français furent repoussés et poursuivis; ils auraient été mal menés sans la contenance héroïque de Ney, dont le courage répara souvent les fautes où l'entraînait trop d'ardeur. Jourdan fut alors forcé de faire avancer des divisions, pour soutenir son avant-garde; celle de Grenier arriva la première et rétablit le combat; d'un autre côté Lefebvre marcha pour gagner le flanc droit des Impériaux sur la direction d'Ermansdorf.

(1) Un journal de l'armée française porte cette affaire au 16, mais elle eut lieu le 17.

Kray se voyant menacé de tous côtés, se replia sur Sulzbach, où il prit position, la droite sur une colline rocailleuse, qui dominait le seul débouché du bois où passe la grande route; son aile gauche était appuyée à la forêt entre Sulzbach et Haar. La division Collaud l'assaillit de front, pendant que Grenier attaquait sa gauche. Le succès de cette double attaque était infaillible: la brigade Olivier pénétra dans la forêt et contraignit Kray à reployer sa gauche à Rosenberg, où elle fut renforcée par quelques bataillons de Wartensleben. Les troupes bivouaquèrent sur le champ de bataille, après une canonnade et une fusillade assez vives, qui n'eurent d'autre résultat que de détruire des hommes; car il était trop tard, et les troupes se trouvaient trop harassées, pour qu'on se flattât d'obtenir des succès marquans. Combat de Sulzbach.

Tandis qu'on luttait ainsi au centre, devant Sulzbach, l'avant-garde de Championnet avait un engagement très-sérieux à la hauteur du village d'Augsberg, où elle rencontra l'ennemi. Deux bataillons français furent cernés dans un petit bois et attaqués à plusieurs reprises; mais rien ne put ébranler leur fermeté. Le général Championnet fit soutenir son avant-garde par des troupes fraîches, et Wartensleben de son côté envoya quelques bataillons de renfort; on se battit avec acharnement jusqu'à la nuit, sans

obtenir de résultat plus important qu'à Sulzbach. La division de cavalerie avec son artillerie légère et quelques détachemens de tirailleurs, balaya la grande route de Pfaffenhofen à Amberg. On peut évaluer la perte des deux partis, dans cette journée à mille hommes environ, sacrifiés en pure perte. La division Bernadotte s'avança, dans le même temps, au-delà de Neumarck.

Les Autrichiens évacuent Amberg.

Wartensleben informé de la marche de l'Archiduc, ne voulant pas engager d'affaire sérieuse avant son arrivée, et ayant d'ailleurs l'ordre de ce prince de tenir derrière la Naab, dont les rives escarpées offrent une position avantageuse, partit le 18 à trois heures du matin pour se retirer derrière cette rivière; Kray prenant aussi cette direction, alla remplacer momentanément l'armée à Amberg. Le 18 août, Jourdan suivit la marche de l'ennemi : on s'attendait que Wartensleben se dirigerait par la route directe d'Amberg à Ratisbonne; mais il prit au contraire à droite par Hidelsdorf et Wolfering sur Schwarzenfeld. Kray après avoir défendu Amberg aussi long-temps que possible, eut ordre d'occuper ensuite une position avantageuse près de Wolfering. Le général Jourdan, qui n'avait avec lui que la division Grenier, vit donc sortir d'Amberg toute l'arrière-garde autrichienne protégée par une nombreuse cavalerie: l'inégalité de ses forces lui permettait d'autant moins de l'inquié-

ter, qu'il crut apercevoir en elle toute l'armée impériale. La division Championnet arriva de la droite, avec la cavalerie du général Bonnaud, lorsque l'ennemi avait déjà défilé en grande partie; ses dernières gardes furent repliées. Le centre de l'armée française prit alors position en avant d'Amberg. Les généraux Lefebvre et Collaud avaient marché sur la gauche sans trouver d'ennemis; le premier à Hirchau, l'autre entre Sulzbach et Frauenberg; Bernadotte, de son côté, poussa ses éclaireurs sur Teiningen à 20 lieues de là.

Pendant que l'armée française s'enlevait les moyens d'accabler les Impériaux en marchant sur autant de routes qu'elle avait de divisions, Wartensleben s'était replié sur Schwandorf et Schwarzenfeld derrière la Naab; Kray était resté aux environs de Wolfering, tenant avec les Croates tous les bois de Freyholz, dont les débouchés difficiles avaient encore été fermés par des abatis et des coupures. Combat de Wolfering.

Le 20 août, elle se mit en mouvement sans avoir de notion précise sur la position des Autrichiens. Il avait été prescrit à Lefebvre de marcher par Hirschau sur la Naab, en face de Wenberg; Collaud se porta par la route de Schwarzenfeld vers Freyholz, où il donna sur le corps de Kray. Grenier, qui suivait d'abord cette division, reçut ordre de la quitter, pour se diriger à

la droite sur Schwandorf. Le général Championnet, derrière lequel marchait la réserve de cavalerie, prit de même la route de Schwandorf. On voit par ces dispositions combien le centre de l'armée était compromis.

Lefebvre qui aurait dû être dirigé par Freudenberg sur Schwarzenfeld, courut au contraire après un petit corps de troupes légères, qu'il força à repasser la Naab. Ney, avec l'avant-garde de Collaud, repoussa l'ennemi de Pfreimt et Nabburg. Le gros de cette division, après avoir passé la Wils à Amberg, suivit la route de Schwarzenfeld, rencontra les avant-gardes ennemies dans le bois de Freiholz, les en chassa et les força à se replier derrière le ruisseau de Wolfering. Collaud voulant les attaquer sur ce point, fut vivement repoussé à plusieurs reprises. Le village de Wolfering brûlé, pris et repris, resta au pouvoir de Kray. Jourdan ordonna alors à Grenier, qui se dirigeait primitivement sur Wolfert, de soutenir le général Collaud. Dans cet intervalle, Kray ayant attaqué la brigade Jacopin, l'avait forcée à se retirer; il cherchait même à déborder la gauche de la division, lorsque la nuit mit fin à un combat aussi opiniâtre qu'inutile. De son côté, Championnet s'était avancé jusqu'à Haselmuhl vis-à-vis de Schwandorf, et trouvant le pont coupé, échangea quelques coups de canon avec un corps de cavalerie.

Retraite des Impériaux derrière la Naab.

Kray ne pouvant plus rester seul en avant de la Naab, débordé à droite par Ney et Lefebvre, et à gauche, par Championnet, prit la résolution de se retirer pendant la nuit sur Schwarzenfeld. Il est facile de juger que, si le projet des Autrichiens n'avait pas été entièrement défensif, la supériorité de leurs forces au centre, leur eût donné la latitude de rendre cette affaire plus sérieuse; mais ils se bornèrent à disputer cette position pour assurer le passage de la Naab : Wartensleben qui se trouvait sur ce point depuis le 18, resta tranquille spectateur du combat.

Lefebvre campa à Nabburg, Collaud et Grenier en face de Schwarzenfeld; Championnet et Bonnaud restèrent en arrière de Schwandorf: les deux partis n'étaient séparés que par la Naab; Bernadotte détaché à Neumarck, observait la route de Ratisbonne, et couvrait le flanc droit de l'armée.

Ici se termina la retraite des Autrichiens, qui n'offrit d'ailleurs rien de bien marquant. Les avant-gardes républicaines courant sans cesse sur un grand front et trop en avant de leurs divisions, souvent attaquées par des forces supérieures et presque toujours par Kray lui-même, auraient essuyé plus d'un échec sans le courage et le coup-d'œil de leurs généraux. Cette série

de combats partiels n'a rien de commun avec les grandes combinaisons de l'art.

Le système dont le général français n'aurait point dû se départir, et dont il eût sans doute obtenu les résultats les plus satisfaisans, était de jeter quelques éclaireurs sur les flancs, puis de se masser sur la droite pour déborder la gauche de l'ennemi, et lui enlever sa communication avec le Danube : manœuvre d'autant plus convenable, que depuis Bamberg et surtout depuis Lauf, il était facile de voir que Ratisbonne était le point de mire des Autrichiens. Or, la direction de Wartensleben combinée avec la marche de l'armée opposée au général Moreau, démontrait assez évidemment le but de l'Archiduc, pour qu'il dût frapper un capitaine aussi expérimenté que Jourdan; et tout porte à croire en effet qu'il n'aurait rien négligé pour accélérer la jonction des deux armées, s'il eût été livré à ses propres inspirations. Trop docile aux ordres émanés du palais du Luxembourg, à 300 lieues du théâtre de la guerre, l'exemple du prince Eugène à Peterwaradin fut perdu pour lui; il craignit de rectifier par une résolution hardie, mais conforme aux principes, ce que ses instructions avaient de défectueux. Au reste, le plus grand reproche s'adresse toujours au gouvernement, qui devait assez connaître les hommes et les règles de la

guerre, pour ne pas exposer ses armées à être accablées séparément. Mais, avant de rendre compte du désastre qui fut la suite de ces fautes, reportons-nous un moment en Italie, où des combinaisons plus hardies obtenaient de si beaux résultats.

CHAPITRE LXI.

Le maréchal Wurmser envoyé en Italie avec un renfort de 30 mille hommes d'élite, tirés de l'armée du Rhin, débouche du Tyrol, et s'avance par les deux rives du lac de Garda pour delivrer Mantoue. — Bonaparte profitant de la séparation des corps ennemis, se jette au milieu d'eux avec toutes ses forces ; il bat le général Quasdanowich à Salo et Lonato, puis défait Wurmser à Gastiglione.

Le cabinet de Vienne, plein de confiance dans l'énergie et la capacité de Wurmser, ne doutait point qu'il ne parvînt à dégager Mantoue, à délivrer la Lombardie, et à rejeter les Français sur la rive droite du Pô. Depuis plus d'un mois les colonnes parties des bords du Rhin, filaient à travers le Voralberg et le Tyrol. Le maréchal arrivé au milieu de juillet à Trente, à l'aide de nouveaux renforts tirés de l'intérieur de la monarchie, y réorganisait une armée de 60 mille combattans.

État des affaires en Italie.

L'approche de forces si considérables était d'autant plus à craindre, qu'annoncée par les agens autrichiens, cette nouvelle relevait les

espérances qui avaient été un instant déçues, et que le directoire loin de s'attacher le cabinet de Turin, semblait prendre à tâche de l'abreuver de dédains et d'humiliations. S'abandonnant à la politique hautaine de Rewbell, il s'était aliéné cette cour en refusant de recevoir comme ambassadeur le chevalier de Revel, sous prétexte qu'il était émigré niçard. D'un autre côté, Venise justement irritée de la prise de Peschiera, de l'occupation de Vérone et de la propagation des maximes démocratiques dans le Brescian, repoussait l'alliance que l'envoyé Lallement lui proposait, et ordonnait une levée de 8 mille Esclavons, moins pour faire respecter sa neutralité, que pour se joindre aux Autrichiens s'ils étaient vainqueurs. Le Pape vexé par les conditions de l'armistice, n'attendait que l'occasion de le rompre. Les Anglais toujours prompts à exciter les passions qui peuvent servir leurs intérêts, envoyaient Windham à Rome et à Naples pour encourager ces puissances à la guerre, tandis que leurs escadres, bombardant Vado, s'emparant de Porto-Ferrajo, semaient l'épouvante sur le littoral, depuis Nice jusqu'à Livourne. Tout prenait en Italie un aspect sinistre : déjà les Barbets infestaient les passages des Alpes : le général d'artillerie Dujard et plusieurs détachemens étaient tombés sous leurs coups : la moindre étincelle pouvait faire éclater l'incendie.

A tous ces dangers, Bonaparte n'avait à opposer que son activité et sa prévoyance. Il pressait l'arrivée des 10 mille hommes que le directoire lui envoyait de l'Ouest, ainsi que celle des bataillons devenus disponibles à l'armée des Alpes; il entretenait une correspondance très-active avec les agens diplomatiques de France auprès des diverses puissances de l'Italie, soit pour presser ou diriger leurs négociations, soit pour en tirer des renseignemens utiles à ses opérations ultérieures; enfin il prescrivit au général Casa-Bianca de faire battre les environs de Tende par des colonnes mobiles, afin de dissiper les Barbets et de purger les communications de l'armée.

Ces soins ne l'empêchaient pourtant pas de pousser le siége de Mantoue avec toute la vigueur possible; car son intention, après la prise de cette place et l'arrivée des renforts, était d'opérer de concert avec les armées de Jourdan et de Moreau, qui s'étaient avancées sur le Meyn et le Danube.

Nous avons rendu compte, dans le chapitre 57, des opérations sur le Mincio; et de l'expédition qui rétablit le calme un instant dans le midi de l'Italie. Après cette expédition contre les Etats romains, la division Augereau était revenue prendre position sur le Bas-Adige.

page 305.

SITUATION DE L'ARM796.

L'armée française se trouvait à peu près dans les positions indiquées par le tableau ci-joint. Quinze mille hommes assiégeaient Mantoue, et 22 mille les couvraient. Ce corps d'observation avait la droite appuyée à Legnago, le centre à Vérone et à Rivoli, la gauche vers Salo. Une réserve de 4 à 5 mille fantassins, aux ordres du général Despinois, devait de Peschiera renforcer au besoin l'armée d'observation, ou seconder celle de blocus. Cette ligne, qu'au premier abord on trouvera un peu étendue, n'était qu'une position d'attente, le champ de bataille de l'armée devant être entre Vérone et le Mincio, ou entre le Mincio et Brescia, selon ce que l'ennemi entreprendrait.

Aussitôt que les renforts furent arrivés à Trente, l'armée autrichienne s'avança pour délivrer le dernier boulevard de la monarchie sur cette frontière. Son plan d'attaque, rédigé dit-on par le chef d'état-major Weyrother, fut basé sur les principes qui caractérisaient toutes les combinaisons de cet officier; il voulut envelopper l'armée française, et s'engagea dans des mouvemens trop étendus.

Mais avant de rendre compte des projets des Autrichiens et de leurs premiers mouvemens, il ne sera pas inutile de jeter un coup-d'œil sur le théâtre de ces opérations.

Description du théâtre des opérations.

Trois routes mènent du Tyrol en Italie, l'une

passe à gauche par les gorges de la Brenta, en faisant le grand tour par Bassano; l'autre conduit par la rive occidentale du lac de Garda sur Salo et Brescia; enfin le débouché central traverse la vallée de l'Adige; c'est la grande route de Trente à Vérone. (*Voyez Pl. XXIII.*)

La route de Bassano a l'inconvénient de venir heurter de front la ligne de l'Adige, dont le passage est difficile à exécuter entre Legnago et Vérone, tant que l'adversaire est maître de ces places et des deux rives du fleuve. Le général Augereau, chargé d'observer cette ligne, n'avait qu'une faible division, parce que le rassemblement des forces impériales ne se faisait pas dans cette direction.

Quoique le second débouché qui conduit par le val de Sabbia et les montagnes de Gavardo dans les plaines de Brescia, mène directement sur le derrière des lignes du Mincio et de l'Adige, il n'a pourtant qu'une importance secondaire, attendu qu'on n'y peut faire passer que de l'artillerie de campagne. Aussi n'était-il surveillé à Salo que par 4,500 hommes, aux ordres du général Sauret.

Enfin la grande communication de Trente à Vérone et Mantoue, longe constamment la rive gauche de l'Adige, et traverse plusieurs défilés, dont les plus connus sont ceux de Calliano et de la Chiusa. Ce dernier est formé vers le village de

Coradino par des masses de rochers à pic, qui resserrent les deux rives de ce fleuve. Son nom indique assez qu'il semble destiné par la nature à fermer les issues de l'Italie et du Tyrol : un petit fort en maçonnerie, qu'on y a bâti, fermerait hermétiquement cette gorge, s'il n'était lui-même dominé par les hauteurs de Ste.-Anne et le mont Pastello. La défense de ce petit ouvrage n'est cependant pas impossible; et en parvenant à s'y maintenir, on forcerait une armée qui voudrait descendre l'Adige, à quitter cette route pour en chercher une autre en montant sur le plateau de Rivoli, par la rive droite de la rivière et par Incanale.

Cette opération n'est pas facile, et pour en apprécier les difficultés, il faut examiner avec attention le plan qui a été dressé pour la bataille de Rivoli. (*Voyez Pl. XXVI.*) On voit que l'intervalle entre l'Adige et le lac de Garda, n'ayant que trois lieues dans sa plus grande largeur, est couvert par le chaînon du Montebaldo, qui projette le mont Magnone : les revers orientaux de ce contrefort, de même que ceux du Montebaldo auxquels il va se rattacher vers Ferrara, pendent sur l'Adige, laissant à peine, entre cette longue muraille de rochers et le fleuve, l'espace nécessaire pour un chemin très-étroit.

Dans l'espace compris entre la grande route de Trente et le lac de Garda, il n'y a qu'un seul

chemin praticable à l'artillerie; c'est celui qui longe la rive droite de l'Adige jusqu'à Osteria della Dugana, où rencontrant des escarpemens difficiles, il tourne à droite et monte sur le plateau de Rivoli par le défilé. Deux petits sentiers s'élèvent par Corona et Ferrara sur la gorge du Montebaldo vers sa jonction avec le mont Magnone. Un troisième, passant par le revers occidental de la grande chaîne, longe le lac de Garda vers Dossi et Malsesena. Le général Masséna, avec 15 mille hommes, gardait Vérone, Rivoli et Montebaldo, sur les avenues, desquels on avait commencé à élever des retranchemens.

Trois combinaisons assez compliquées naissaient de cet état des localités, et durent nécessairement embarrasser le général autrichien qui voulait déboucher du Tyrol en Italie. On remarquera d'abord qu'une armée longeant la chaussée de Trente par la rive gauche de l'Adige, peut être arrêtée au défilé de la Chiusa : si elle parvient à le forcer en s'emparant du mont Pastello, et qu'elle continue sa marche sur Vérone, elle prête le flanc et laisse l'ennemi derrière elle. A cet inconvénient s'en joint encore un autre: elle est forcée de défiler en plusieurs endroits sous le feu de l'artillerie placée sur les hauteurs de la rive droite. Supposé qu'elle arrive jusqu'à Vérone, elle rencontre là un obstacle plus diffi-

oile encore, puisque les deux châteaux de cette place, adossés aux montagnes, ferment la vallée de l'Adige. Ainsi elle se trouverait dans un véritable cul-de-sac, dont l'ennemi fermerait, pour ainsi dire, la seule issue.

Le second parti, qui est d'emporter la Chiusa seulement et de venir jeter des ponts vers Polo, pour tourner le Montebaldo en évitant Vérone, serait une témérité; parce qu'un passage de rivière de vive force ne réussit pas toujours, et qu'en cas de revers, l'ennemi maître de Rivoli, pourrait s'emparer du défilé de l'Adige sur les communications de l'armée. Enfin, le troisième parti consiste à forcer le Montebaldo et le plateau de Rivoli pour descendre sur Villa-Franca ou Castelnovo. Ce dernier semble offrir les chances les plus favorables, si l'on attaquait avec des forces suffisantes le Montebaldo pour y tenir l'ennemi en échec, et l'investir en même temps en passant à Dolce. En effet, si l'ennemi, déjà inférieur, faisait face partout, sa défaite paraîtrait inévitable; si, au contraire, il quittait le Montebaldo pour s'opposer au passage vers Dolce, rien n'empêcherait la droite de l'armée de déboucher sur le plateau de Rivoli et de balayer les deux rives de l'Adige.

Le général autrichien s'arrêta au projet de faire des démonstrations par la gauche, sur Legnago et Vérone, et de porter le gros de ses forces

Projet d'attaque des Autrichiens

Rivoli : la 11e demi-brigade légère y souffrit beaucoup. Le général Davidowich, jetant alors un pont sur l'Adige à Dolce, se porta avec une partie de sa colonne sur la rive droite, pour seconder les efforts de Sebottendorf, tandis que le général Mitrousky marchait sur la Chiusa, et que Mezaros se dirigeait sur Vérone. Masséna ne pouvant tenir plus long-temps, sans se compromettre, contre des forces si supérieures, se reploya sur Piovèsano, entre Rivoli et Castel-Novo; fort heureux de ne pas essuyer un plus grand échec dans la situation respective des deux partis. Il semble en effet que son adversaire aurait pu tirer plus d'avantage de son énorme supériorité; soit en forçant la Chiusa et dirigeant sa plus forte masse sur Polo; soit en faisant observer le Montebaldo par 10 à 12 mille hommes, et en s'emparant du défilé d'Osteria pour déboucher avec 25 mille sur le plateau de Rivoli. La majeure partie de la division Masséna ainsi devancée sur sa seule communication, eût été perdue.

Sauret est également forcé à Salo.

Cependant la gauche de Quasdanowich s'était avancée le même jour sur Salo. Ce poste important qui couvrait la gauche de l'armée, fut enlevé par Lusignan, après un combat assez vif, où le général Rusca fut blessé. Guyeux, coupé avec un bataillon de la 15e légère, se jeta dans un grand bâtiment et s'y défendit avec bravoure

contre toutes les tentatives de l'ennemi. Quasdanowich, maître de Gavardo, fit marcher Klenau avec un détachement sur Brescia, où il surprit les Français; quatre compagnies d'infanterie, un escadron du 15e de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs, blessés ou malades, furent faits prisonniers. La division Sauret exécuta sa retraite sur Desenzano.

A la première nouvelle des mouvemens des Autrichiens contre Masséna et des assauts auxquels sa division était exposée, Bonaparte ordonna à Augereau de remonter la vallée de l'Adige pour menacer la gauche des Impériaux; en même temps il prescrivit à Despinois et Kilmaine de se porter en toute hâte à Castel-Novo, où il courut lui-même; mais là de nouveaux rapports lui ayant démontré que le mal était plus grand qu'il ne pensait, et qu'un corps considérable s'avançait du côté de Brescia, il jugea bien qu'il fallait prendre d'autres mesures. Débordé par une armée nombreuse, dont les premiers avantages devaient augmenter l'audace, il ne pouvait triompher qu'à force de courage et d'habileté. Premières mesures de Bonaparte.

Différentes versions s'accordent à dire que le général en chef alarmé des revers essuyés par Masséna et Sauret, penchait pour une retraite derrière le Pô, et qu'il s'en ouvrit dans un conseil de guerre convoqué le jour suivant; qu'Augereau Bonaparte alarmé convoque un conseil de guerre.

non content de représenter avec force les dangers auxquels on s'exposerait, et de faire un sombre tableau des malheurs qui devaient s'ensuivre, déclara que sa division, jalouse de venger la défaite des deux autres, demandait à grands cris le combat. D'autres, sans contester cette gloire à Augereau, affirment que Bonaparte avait déjà ordonné les préparatifs nécessaires pour attaquer, et qu'il voulut uniquement sonder ses généraux et les dispositions de leurs troupes.

Quelle que soit la plus juste de ces versions, il est certain que le général en chef adopta dans la nuit même une résolution hardie, qui le tira d'embarras tout en lui acquérant une gloire immortelle.

Projet hardi des Français.

L'ennemi en descendant du Tyrol par Brescia et l'Adige, le laissait maître de la position centrale et décisive du Mincio : si le général français était trop faible pour faire face aux deux divisions de l'ennemi, il pouvait battre chacune d'elles séparément : rien ne l'empêchait en rétrogradant avec célérité, d'envelopper la colonne descendue à Brescia, de la prendre, ou de la battre complètement, et de revenir sur le Mincio obliger Wurmser à reprendre la route du Tyrol; mais pour exécuter ce projet, il fallait dans les vingt-quatre heures lever le siége de Mantoue, et repasser sur-le-champ le Mincio; car quelques heures de retard eussent donné le temps aux

deux colonnes autrichiennes d'envelopper l'armée républicaine sur un même champ de bataille.

Bonaparte résolut donc d'abandonner tout l'attirail de siége, que l'on ne pouvait emmener faute de chevaux : c'était sans doute un pénible sacrifice, mais il valait mieux perdre les canons pris dans les arsenaux ennemis, que de compromettre l'armée par un moment d'hésitation. Le plus brillant succès couronna une telle résolution; les combats de Desenzano et de Salo, les batailles de Lonato et de Castiglione en furent les résultats.

L'armée d'observation s'était rassemblée sur le Mincio, la division Augereau renforcée de la brigade du corps de siége qui se trouvait sur la rive gauche, vint à Roverbella; Masséna à Castelnovo; la réserve et la cavalerie à Villa-Franca; le général Serrurier leva le siége et se retira avec une de ses brigades par Borgoforte sur Pozzolo, couvrant la communication directe de l'armée par Crémone, Pizzighetone et Plaisance.

Quasdanowich s'avance sur la Chiusa.

De leur côté, les Impériaux s'avançaient avec autant de célérité que le comportait la difficulté des chemins et la pesanteur de leurs trains d'artillerie. Quasdanowich, instruit du succès de Klenau, s'était porté sur la Chiusa; il marchait avec deux de ses brigades sur Montechiaro, tandis que l'autre, sous le général Ocskay, se dirigeait sur Lonato.

Cependant l'armée française, poursuivit sa marche pendant la nuit. Masséna après avoir jeté quelques compagnies dans Peschiera, dont il confia la défense au général Guillaume, passa le Mincio sur le pont de Borghetto, et après l'avoir rompu, se dirigea sur Lonato, que le général Despinois n'avait pu défendre contre des forces supérieures. Augereau se dirigea sur Montechiaro, d'où il devait voler à Brescia, pour rejeter l'ennemi dans les montagnes et rouvrir la grande communication de l'armée avec Milan.

Sauret reprend Salo.

Sauret eut l'ordre de se porter sur Salo pour délivrer Guyeux, tandis que Dallemagne et Rampon reprendraient Lonato à quelque prix que ce fût. Sauret réussit dans son entreprise, dégagea le brave Guyeux dont les troupes intrépides se battaient depuis quarante-huit heures, et repoussa l'ennemi de Salo avec perte de quelques canons et de 200 prisonniers. Mais Dallemagne fut prévenu dans son dessein par Ocskay : un combat des plus sanglans s'engagea entre eux; enfin ce dernier complétement défait, laissa sur le champ de bataille 500 prisonniers, outre un grand nombre de morts et de blessés; la 32e demi-brigade se couvrit de gloire dans cette occasion. La division Masséna prit position à Lonato et à Ponte San-Marco.

Embarras de Quasdanowich.

Le mouvement de Sauret sur Salo, et l'issue du combat de Lonato, arrêtèrent tout court la

marche victorieuse de Quasdanowich dont les troupes étaient d'ailleurs harassées par des marches très-pénibles. Inquiet désormais sur sa communication de Riva, et ne voulant pas s'exposer à la perdre, il renonça donc à disputer Montechiaro au général Augereau, puis se replia sur Gavardo, faisant occuper Salo, et portant une réserve sur Nozza dans la vallée de Sabbia.

La division Augereau se porta aussitôt en une marche forcée sur Brescia, en chassa les Autrichiens, et y retrouva tous les magasins intacts, de même que les malades qu'ils n'avaient pas eu le temps d'évacuer : elle y fut jointe par Despinois qui s'y était rendu de Ponte San-Marco. Le 2 août, le général Augereau revint à Montechiaro. Le quartier-général fut établi à Castenedolo.

De son côté, le maréchal Wurmser, après ses succès de la Corona, s'était avancé assez lentement sur Mantoue, où il avait fait son entrée solennelle. Le 1er, son armée prit position le long du Mincio ; les généraux Bayalitsch et Weindorf bloquèrent Peschiera, Mezaros se porta sur le Bas-Mincio, la garnison de Mantoue suivit la retraite de Serrurier, sur Borgoforte et Marcaria. Le maréchal, satisfait du résultat de son opération, fier de la prise de l'équipage de siége, attendait sans doute que le mouvement de Quasdanowich eût achevé la défaite des Français ; mais il apprit au contraire, dans la nuit même,

Wurmser fait son entrée à Mantoue.

Il s'avance sur Castiglione.

que Bonaparte s'étant jeté avec toutes ses forces sur ce corps, l'avait battu à Salo, à Lonato et à Brescia. Il résolut alors de se porter le lendemain, avec son armée, à Goito, et de pousser son avant-garde jusqu'à Castiglione.

Bonaparte avait laissé sur ce point important le général Valette, avec 1,800 hommes, afin de retarder, autant que possible, la marche de la colonne de Wurmser; cependant Valette abandonna ce village le 2 au soir avec la moitié de son monde, et vint semer l'alarme à Montechiaro, en annonçant que le reste de sa troupe était tombé au pouvoir de l'ennemi : la peur lui exagérait sa perte; abandonnés par leur chef, ces braves gens trouvèrent des ressources dans leur courage, et opérèrent leur retraite sur Ponte San-Marco; le général en chef suspendit sur-le-champ cet officier de ses fonctions; il avait déjà montré peu de vigueur à l'attaque de la Corona.

Salo est repris.

Tandis que Valette abandonnait Castiglione à l'avant-garde de Wurmser, le général Sauret croyant sa mission terminée par la délivrance de Guyeux, venait d'abandonner Salo aux coureurs de Quasdanowich, qui s'était établi à Gavardo.

Ainsi les premiers succès de Bonaparte détournaient l'orage sans le dissiper : il devenait de plus en plus nécessaire de frapper un coup décisif. On

n'avait pu, jusqu'alors, obtenir un grand résultat contre Quasdanowich, puisqu'il eût fallu s'avancer dans un pays montagneux extrêmement difficile, et abandonner à Wurmser les communications de l'armée, que le moindre revers aurait perdue.

Nouvelle attaque générale.

Le général en chef, sentant l'importance de se délivrer promptement de l'un de ses adversaires, pour revenir ensuite avec plus d'avantage contre l'autre, avait ordonné à Guyeux de reprendre Salo, et à Despinois de le seconder en se portant sur Gavardo. Dallemagne, pour lier ces deux attaques, dut marcher au centre par Pietone. L'adjudant-général Herbin eut la mission de tourner l'ennemi par St.-Ozetto. A l'extrémité opposée, Augereau marcha sur Castiglione, pour contenir la colonne de Wurmser, qui s'avançait du côté de Guirdizzolo, et comme il devait agir en plaine, on lui assigna la réserve de cavalerie du général Kilmaine. Masséna, se portant au centre sur Lonato, fut destiné à frapper contre l'une ou l'autre des ailes ennemies, selon l'événement.

Ces dispositions compliquées donnèrent lieu à différens combats d'autant plus embrouillés, que l'ennemi lui-même s'était mis en marche pour attaquer, et que nulle part on ne combattit où l'on s'y attendait. Guyeux, n'ayant pas reçu d'instructions assez précises, se contenta de per-

dre Salo, et ne put seconder en rien l'attaque de Gavardo. Despinois, rencontrant les colonnes de Quasdanowich en marche, eut sur les bras des forces supérieures; une terreur panique s'empara de ses troupes, et il revint en désordre à Brescia. Dallemagne, engagé avec un seul bataillon au milieu des positions ennemies, se vit à l'instant entouré, et s'estima heureux de se faire jour, pour regagner Rezato.

Second combat de Lonato.

Quasdanowich ayant reçu presqu'en même temps l'avis du mouvement des Français sur Salo, et des succès de Wurmser, détacha dans la nuit, la brigade du prince de Reuss, pour maintenir ses communications, et s'ébranla le 3 au matin, pour aviser de nouveau au moyen d'établir sa communication avec le maréchal par Lonato. La brigade Ocskay marcha sur cette ville. Le général Ott devait s'avancer sur Desenzano; le prince de Reuss n'ayant pas trouvé l'ennemi dans sa course sur Salo, se rabattit plus tard sur la route tenue par Ocskay.

Nous avons dit que ce dernier s'était porté sur Lonato; il donna sur l'avant-garde de Masséna, qui s'engagea un peu trop. Le général Pigeon, qui la commandait, fut pris; la 18e légère y perdit du monde, et l'on fut obligé d'abandonner trois pièces d'artillerie légère. Les troupes purent heureusement se placer à couvert, derrière un canal et d'autres accidens de terrain qui em-

pêchèrent l'ennemi de faire plus de mal. Bonaparte étant arrivé sur ce point à la tête de la division, fit aussitôt former les 18e et 32e demi-brigades de ligne, en colonnes serrées par bataillons, soutenus par le 15e de dragons. Pendant que ces braves régimens s'avançaient au pas de charge, les Autrichiens manœuvraient pour déborder les ailes et entourer les colonnes. Le général en chef avait le coup-d'œil trop juste pour être effrayé d'une telle manœuvre; il connaissait les avantages d'une masse centrale sur des détachemens morcelés, qui s'affaiblissent en se prolongeant. Le mouvement qui eût déconcerté un général ordinaire, lui parut au contraire le plus sûr garant de la victoire; il fit déployer plusieurs bataillons à droite et à gauche des colonnes d'attaque, afin de tirailler et de contenir l'ennemi. Les colonnes continuèrent leur marche; la 11e demi-brigade de ligne et le 25e de chasseurs les suivaient en réserve. Par cet effort vigoureux, Lonato fut enlevé. Le 15e de dragons chargea les hulans, et reprit les pièces perdues. Les Autrichiens dispersés se virent en partie prévenus par la gauche, puis rejetés sur le lac de Garda et Desenzano. Bonaparte sentant alors l'importance d'empêcher les fuyards de gagner le Mincio en longeant le lac, ou d'inquiéter les derrières du général Guyeux et de se sauver vers Quasdanowich, donna l'ordre au

chef de brigade Junot, son aide-de-camp, de les devancer sur les hauteurs de Desenzano avec sa compagnies de guides, soutenue à quelque distance par le 15e de dragons et la 4e demi-brigade légère. Les Autrichiens prévenus à Desenzano, et suivis vivement en queue par les 18e légère et 22e de ligne, eussent été forcés peut-être de mettre bas les armes, si le prince de Reuss, arrivant avec sa brigade, comme nous l'avons dit plus haut, ne les eût dégagés. Ils prirent alors le parti de se rejeter sur Gavardo; on les poursuivit vivement, et comme ils trouvèrent les postes principaux occupés par les troupes de Guyeux, ils essuyèrent des pertes considérables. Ce général s'était en effet reporté sur Salo, après avoir chassé les avant-gardes du général Ott. Le lecteur, en suivant ces mouvemens sur la carte, jugera aisément de toute leur complication et de la singularité des positions respectives (1), puisque le même jour les restes de Quasdanowich reprenaient leur camp de Gavardo, à l'exception de quelques bataillons détachés, qui erraient dans les montagnes et semblaient attendre que les événemens du lendemain vinssent décider de leur sort.

Guyeux reprend Salo.

(1) Il est bon d'observer que Masséna, Guyeux, Despinois eurent affaire aux troupes de Quasdanowich, et qu'Augereau, au contraire, repoussait de Castiglione l'avant-garde de Wurmser.

Pour ne pas interrompre le fil de la narration, nous avons cru ne pas devoir couper les événemens, en présentant alternativement ceux qui avaient lieu dans chaque division, aux mêmes momens de la journée. Il faut donc revenir à ce qui se passait à la droite.

Augereau repousse l'avant-garde de Wurmser à Castiglione.

Tandis que le général en chef rétablissait le combat à l'avant-garde de Masséna, Augereau avait attaqué celle de Wurmser, conformément à ses instructions : après avoir replié les avant-postes de l'ennemi, on rencontra la division du général Liptay dans une assez bonne position, à droite et à gauche de Castiglione.

3 août.

Le général Beyrand dut attaquer les hauteurs à droite de cette ville, avec la 4e demi-brigade de ligne et la 17e légère; Verdier attaqua le château de Castiglione à la tête des grenadiers réunis. Pelletier, avec deux bataillons de la 69e, fit une démonstration sur la droite de l'ennemi; la 51e, commandée par le brave Robert, tourna son flanc gauche pendant la nuit, et s'embusqua sur les derrières. La 45e demi-brigade, un bataillon de la 69e et le 22e de chasseurs s'avancèrent dans la plaine au soutien. Enfin la cavalerie, aux ordres de Kilmaine, était en marche pour se réunir à la division Augereau.

Après un combat très-vif, les Autrichiens furent repoussés; mais voyant le petit nombre des troupes qui les suivaient, ils se reformèrent

bientôt. Une nouvelle charge les força une seconde fois à la retraite, et les jeta sous le feu de la 51e, qui, comme nous venons de le dire, s'était placée en embuscade sur leurs derrières. La surprise qu'elle leur causa augmenta leur désordre et leur perte.

Le général Augereau attaqua ensuite le pont de Castiglione avec une partie de sa réserve, soutenue d'un bataillon de la 4e demi-brigade, que Bonaparte avait détaché de Lonato. Kilmaine accélérait son mouvement pour prendre part au combat. D'un autre côté, la tête de colonne de Wurmser commençait à arriver par Guirdizzolo. Cependant Liptay ayant été renforcé, faisait les plus grands efforts pour se maintenir dans une position où Wurmser devait bientôt le joindre; il manœuvrait pour gagner la droite des Français. Augereau déploya dans la plaine la 17e légère, ainsi que les 4e et 51e demi-brigades de ligne : la réserve de Kilmaine débouchant au même instant, fut placée à leur soutien. Pelletier, avec la 69e et une partie de la réserve de la division, garda les hauteurs.

Le combat fut vif; cette avant-garde des Autrichiens fit une très-belle défense, car elle était inférieure en nombre : il est vrai qu'elle se sentait soutenue par la prochaine arrivée de l'armée de Wurmser, et que les Français, au contraire, croyaient avoir à combattre le gros

de cette armée. La perte que ces derniers essuyèrent prouva également leurs efforts et la vigoureuse résistance des Impériaux. Le général Beyrand, les chefs de brigade Pourailly de la 4e, Bourgon du 1er de hussards, et Marmet, du 22e de chasseurs, furent tués.

Ces deux combats de Lonato et de Castiglione assurèrent le succès de toute l'opération, et les suites en furent des plus importantes. Les Autrichiens y perdirent 3 mille hommes tués, blessés ou prisonniers, indépendamment de 20 pièces de canon.

Le succès que l'armée française venait de remporter avait été bien disputé : Wurmser ayant encore attiré quelques troupes de Mantoue, ne se tenait pas pour battu; on devait s'attendre qu'il ferait de nouveaux efforts pour percer; il devenait donc urgent de se débarrasser entièrement du corps de Quasdanowich pour rassembler l'armée, marcher ensuite à Wurmser et le forcer à repasser le Mincio. En conséquence Bonaparte ordonna au général Despinois, de renouveler ses attaques; St.-Hilaire fut envoyé avec quelques renforts de la division Masséna au général Guyeux à Salo pour tenter le 4 un effort mieux combiné par la montagne sur Gavardo, tandis que le centre ferait des démonstrations sur les hauteurs de Bedizzole, en vue de le seconder.

les montagnes de Salo et que le corps de bataille de Wurmser avait essuyé des pertes assez considérables pour l'empêcher d'entreprendre seul un mouvement offensif sur le Pô, avait ordonné au général Fiorella commandant par intérim la division Serrurier, de venir prendre part à la bataille en s'avançant par Guirdizzolo, afin de couper la route qui mène de Brescia à Mantoue, et de tourner la gauche de l'ennemi, au moment où le gros de l'armée l'attaquerait de front. D'après ces ordres, la division s'était mise en marche dans la nuit, et à six heures du matin elle se trouvait déjà près de Guirdizzolo.

La division Augereau se forma sur deux lignes en avant de Castiglione. La réserve, aux ordres du général Kilmaine, était placée en échelons à sa droite. La division Masséna tint la gauche, partie déployée, partie en colonnes. D'un autre côté, on enjoignit à Despinois d'envoyer quelques bataillons de Brescia.

L'armée impériale se forma en bataille sur deux lignes, la gauche au mamelon de Medolano, la droite au-delà de Solferino. Elle n'était plus que de 25 mille hommes environ, non compris la division qui bloquait Peschiera, la colonne de Quasdanowich et quelques troupes détachées vers Mantoue et sur les bords du Pô.

S'il importait à Bonaparte d'occuper l'ennemi pour détourner son attention de la marche du

général Fiorella, il lui convenait aussi, avant d'engager sérieusement l'action, d'attendre que sa division pût entrer en ligne. En conséquence, l'avant-garde d'Augereau s'avança pour faire mine d'attaquer les Autrichiens; et la division Masséna exécuta des manœuvres qui indiquaient la même intention. Les Autrichiens repoussèrent sans peine cette attaque simulée, et manœuvrèrent par leur droite, dans la vue de déborder la gauche de Masséna sur Castel Venzago, et d'établir leur communication avec Quasdanowich, dont ils ignoraient encore la dernière retraite. C'était justement ce que Bonaparte désirait; car tous ses regards étant fixés sur la gauche de Wurmser, il avait fait porter dans la plaine de Medole 12 pièces de position, destinées à la battre en écharpe; cette batterie, soutenue par la cavalerie du général Beaumont, fit le plus grand mal à l'ennemi, et foudroya la redoute qui couvrait son flanc gauche sur Medolano. Favorisé par le feu de ces pièces, le général Verdier, avec 3 bataillons de grenadiers, soutenus par un régiment de chasseurs à cheval, emporta cette redoute après un combat assez vif. Au même moment, la cavalerie conduite par Beaumont et l'aide-de-camp du général en chef, s'avançait dans la direction de San-Cassiano sur les derrières de l'ennemi. Cette manœuvre bien combinée, fut décisive, et dès-

lors la jonction avec la division Serrurier fut assurée; car Fiorella en débouchant de Guirdizzolo, menaçait de prendre à revers les Autrichiens, tandis que les divisions Augereau et Masséna, formées en colonne par brigade, allaient les faire repentir de leur faux mouvement, et que Kilmaine, avec le reste de la réserve, appuyait les attaques contre leur gauche.

Wurmser n'eut sans doute pas la moindre connaissance du mouvement de la division Serrurier, car la cavalerie légère des Français pénétra jusqu'à son quartier-général, sans que personne s'y opposât. Le maréchal faillit être pris; une charge, bravement exécutée par les dragons de l'état-major, lui donna le temps de monter à cheval. Cependant l'infanterie française suivait de près, et son apparition subite déconcerta toutes les dispositions déjà prises. Les Autrichiens suspendirent aussitôt leur mouvement offensif. Leur première ligne reprit sa première position, la seconde se porta au-devant du général Fiorella, et une partie de la cavalerie, suivie de près par l'infanterie, se dirigea sur Cavriana.

L'instant favorable de faire donner les divisions Augereau et Masséna étant alors venu, la première attaqua l'ennemi au centre, la seconde chercha à pénétrer entre ce point et l'aile droite, tandis que de son côté le général Fiorella se

porta sur Cavriana. Wurmser, ainsi pressé, ne pouvait prolonger une action dont l'issue la moins malheureuse était de le culbuter dans l'angle formé par le Mincio et le lac de Garda vers Peschiera; il donna le signal de la retraite.

Sur ces entrefaites, les 4e et 5e demi-brigades de ligne, que l'adjudant-général Leclerc amenait de Brescia, emportèrent la tour de Solferino et les hauteurs environnantes. Dès-lors le mouvement de retraite fut précipité, et ne s'exécuta pas sans quelque perte. L'ennemi repassa le Mincio, et coupa ses ponts, vivement harcelé par la cavalerie de Beaumont et par les troupes de la division Serrurier. Il perdit 20 pièces de canon et environ mille prisonniers; outre 2 mille hommes tués et blessés.

L'armée victorieuse vint aussi se mettre en bataille à quelque distance du Mincio : la division Augereau près de Pozzolengo; le général Kilmaine à sa gauche; la division Masséna au centre devant Castellara; celle du général Serrurier, dans la plaine en arrière de Borghetto.

Cette journée, dont l'importance ne doit pas être mesurée d'après le nombre d'hommes mis hors de combat, ni sur la quantité de trophées du vainqueur, fut décisive, puisqu'elle assura la conquête de l'Italie, et entraîna tous les malheurs dont l'armée de Wurmser fut accablée peu de temps après.

On ne peut se dissimuler, néanmoins, que si Bonaparte combina bien ses dispositions d'attaque, il ne mit pas dans leur exécution la vigueur déployée au début de la campagne. Wurmser pris pour ainsi dire entre la division Serrurier et le lac de Garda, ne fut point entamé sérieusement. Il semblait convenable de faire soutenir l'attaque du général Fiorella, en prolongeant la division Augereau à droite, pour seconder le mouvement sur Cavriana : on ignore ce qui empêcha le général en chef d'en donner l'ordre; peut-être fut-ce la crainte de dégarnir trop sa gauche et de découvrir la route de Lonato, et de laisser ainsi à Wurmser la facilité d'accabler cette aile pour opérer ensuite sa jonction avec Quasdanowich. Quoi qu'il en soit, le résultat de la journée ne répondit point à ce que l'on était en droit d'attendre, vu la situation respective des deux armées.

Après ces opérations, il importait de ne pas laisser à Wurmser le temps de rassembler ses colonnes éparses; on résolut de l'attaquer le 6 août au matin.

Combat sous Peschiera.

L'armée impériale tenait la ligne de Mincio, sa gauche communiquait encore avec Mantoue par Roverbella, le corps de bataille était vers Valeggio, la droite s'était repliée dans le camp retranché de Peschiera, entre cette ville et Cavalcaselle, où la brigade Liptay avait été

détachée pour renforcer le général Bayalitsch : le corps d'armée de Quasdanowich était toujours vers la partie supérieure du lac de Garda.

Le général Augereau eut l'ordre de contenir le centre des Autrichiens en s'avançant sur Borghetto pour canonner Valeggio et menacer d'y passer le Mincio. Favorisé par ces démonstrations, la division Masséna, traversant Peschiera, attaqua avec une grande vigueur le camp que l'ennemi commençait à retrancher devant cette place, et réussit à l'emporter. Victor s'y distingua à la tête de la 18e demi-brigade. Les Autrichiens y perdirent 10 pièces de canon et 500 hommes. Cette affaire aurait eu les résultats les plus brillans, si toute l'armée française, inutilement disséminée le long du Mincio, eût débouché de Peschiera pour accabler la droite des Impériaux en butte à leurs coups.

Wurmser rentre en Tyrol.

Cependant Wurmser menacé de perdre ses communications avec la vallée de l'Adige, et d'être coupé ainsi du Tyrol et du corps de Quasdanowich, se replia sans engager d'affaire sérieuse. Il retira de Mantoue les brigades Wukassowich et Roccavina qu'il remplaça par d'autres corps, de manière que la garnison fût portée à 15 mille hommes de troupes fraîches, et approvisionnée de nouveau pour plusieurs mois.

Le 7 août, Masséna s'avança sur Rivoli pour y reprendre ses anciennes positions. La division

Augereau se rabattit de Borghetto sur Peschiera, afin d'y passer le Mincio et de se porter sur Vérone; la division Serrurier suivant le mouvement général à gauche, reçut ordre de passer à Valeggio et de se diriger sur le même point.

Les arrière-gardes ennemies furent partout entamées; celle de Bayalitsch, qui tenait à Rivoli, comptant sur la force de sa position et la protection d'une batterie, fut néanmoins chassée avec perte de 2 à 300 hommes et de son artillerie. Celle qui tenait à Vérone, voulant suspendre autant que possible la marche victorieuse des Français, en avait fait lever les ponts et fermer les portes. La division Serrurier où se trouvait le général en chef, arriva devant cette place à dix heures du soir, et somma le gouverneur vénitien de la lui ouvrir. Le provéditeur ayant demandé un délai de deux heures, Bonaparte ordonna au général Dommartin d'enfoncer les portes à coups de canon. En moins d'un quart-d'heure, cet ordre fut exécuté : on entra dans la ville, où l'on fit quelques prisonniers.

La division Serrurier rétrograda alors sur Marmirolo pour former de nouveau l'investissement de Mantoue; mais la perte de tout le parc, empêcha d'en continuer le siége, et l'on se contenta d'abord de la bloquer d'assez loin; la garnison resta en possession du Seraglio, et poussa ses patrouilles jusque sur le Tartaro et l'Oglio.

Vers la même époque les colonnes de Wurmser et de Quasdanowich s'étaient de nouveau liées; la première avait pris position vers Alla et gardait encore le Montebaldo et la Corona avec ses avant-gardes. La possession de ces hauteurs assurant aux Autrichiens la facilité de déboucher de rechef sur le Mincio, il était important de les en déloger; la division Masséna, renforcée à cet effet, eut l'ordre de les attaquer le 11 août, pendant que les général Augereau s'avancerait dans la vallée de l'Adige pour la seconder.

Les Français reprennent leurs anciennes positions.

Les postes des Impériaux n'étant pas soutenus du gros de l'armée, furent partout culbutés, au Montebaldo, à la Corona et à Preabocco; on leur prit 7 pièces de canon et quelques centaines de prisonniers : la division Augereau avait passé l'Adige, et repoussé l'ennemi par la rive droite, jusqu'aux environs d'Alla. D'un autre côté la division de gauche qui se trouvait sur la rive occidentale du lac de Garda, aux ordres des généraux Sauret et St.-Hilaire, attaqua aussi le 12, les postes que Quasdanowich avait conservés à Rocca d'Anfo et aux environs. Le prince de Reuss, qui les commandait, ayant disséminé sa brigade dans cinq ou six postes, le plus fort de ses détachemens n'était que de 7 à 800 hommes. On les culbuta d'autant plus aisément partout; le retranchement de la Rocca d'Anfo fut em-

porté, et une partie de cette brigade, atteinte à Lodrone, s'en vit chassée avec perte.

Tous ces petits combats étaient le complément des victoires de Castiglione, et le prélude d'événemens plus sérieux. La situation respective des deux partis devait faire présumer des opérations importantes. Bonaparte commençait à recevoir quelques renforts de l'armée des Alpes ou de l'intérieur; et s'ils n'étaient pas assez considérables pour lui permettre d'étendre plus loin ses conquêtes, ils lui assuraient au moins les moyens de s'y maintenir, en remplissant les vides causés par les combats, les détachemens à l'intérieur, et les maladies qui régnaient dans cette partie du théâtre de la guerre.

Wurmser de son côté avait un peu rétabli l'ensemble de son armée; il occupait des positions avantageuses, où il se croyait à même d'attendre en sûreté les renforts qui lui étaient nécessaires pour reprendre l'offensive et sauver Mantoue. L'armée française avait donc le plus grand intérêt à ne pas laisser ces avantages aux Impériaux, et à profiter de la situation des affaires pour leur porter des coups qui les missent hors d'état de tenir plus long-temps la campagne.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE 1796.

N° 1.

Instructions données par le Directoire au général Bonaparte, lorsqu'il prit le commandement en chef de l'armée d'Italie.

Paris, 16 ventôse an 4 (6 mars 1796.)

Le Directoire exécutif au général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie.

Le Directoire exécutif vous adresse ci-joint, citoyen général, une expédition des instructions qu'il a rédigées pour la conduite de la campagne prochaine en Italie; il croit devoir y ajouter l'autorisation qu'il vous donne par la présente, de vous emparer de la forteresse de Savone, dans le cas où les circonstances rendraient cette mesure utile pour la sûreté de l'armée française; et il vous recommande d'user, dans ce cas, envers la république de Gênes, de tous les ménagemens qu'exige notre situation politique vis-à-vis d'elle.

Letourneur, président.

Instructions pour le général en chef de l'armée d'Italie.

La république française a deux ennemis principaux à combattre du côté de l'Italie ; les Piémontais et les Autrichiens : ces derniers, quoique moins nombreux, sont redoutables, tant par leur haine pour la France, leurs ressources de tout genre infiniment plus fortes, que par leurs liaisons plus intimes avec nos ennemis naturels, les Anglais, et surtout par l'empire que leurs possessions en Italie leur permettent d'exercer sur la cour de Turin, qui se voit obligée de se prêter à presque toutes leurs demandes et même à leurs caprices. Il résulte de cette situation de choses, que l'intérêt le plus immédiat du gouvernement français doit être de diriger ses principaux efforts contre l'armée et les possessions autrichiennes en Lombardie.

Il est facile de sentir, en effet, que tout mouvement militaire contre les Piémontais et sur leur territoire, devient en quelque manière indifférent aux Autrichiens, qui, comme on l'a vu dans la campagne précédente, semblent s'inquiéter fort peu des désastres de leurs alliés, et qui, dans les momens de danger, loin de chercher à les protéger efficacement, s'en séparent sur-le-champ, et ne s'occupent qu'à couvrir le pays qui leur appartient, et qui leur fournit abondamment les ressources dont ils ont besoin.

Tels grands qu'aient été jusqu'ici nos succès en Italie, nous ne nous sommes pas assez avancés encore dans ce pays, pour soustraire le Piémont au joug que lui im-

pose l'armée autrichienne, toujours restée maîtresse de son sort, par les positions qu'elle a prises.

Quand on considère les véritables intérêts de la cour de Turin, on les trouve en quelque sorte essentiellement liés aux nôtres, et il n'existe plus aucun doute sur le désir que doit avoir cette cour, de voir expulser entièrement l'ambitieux autrichien hors de l'Italie, et d'obtenir le Milanais en dédommagement des pays réunis irrévocablement à la France par le premier article de sa constitution républicaine.

Cette conjecture, dont la vraisemblance n'a pas besoin d'être appuyée des raisonnemens que le sujet suggère lui-même, semble faire naître la question suivante :

Pourquoi, lorsqu'il est de l'intérêt des Piémontais de s'unir aux Français pour chasser les Allemands de l'Italie, la cour de Turin ne s'empresse-t-elle pas de joindre ses armes à celles de la république, pour parvenir le plus promptement possible à ce but, à la fois profitable et glorieux ?

La solution de cette question doit contribuer à nous éclairer sur notre position politique vis-à-vis de l'Italie, ainsi que sur la meilleure marche à suivre pour y vaincre nos ennemis, et plus particulièrement les satellites de l'Autriche. Placé entre les pays soumis à cette dernière et la république française, le Piémont est forcé de jouer un rôle dans la guerre actuelle, et s'il eût voulu rester dans un état de neutralité, il aurait souffert tous les maux de la guerre, sans jouir d'une prérogative précieuse pour un état plus faible que ses voisins ; c'est-à-dire du respect que les troupes

qu'il peut joindre à celles de l'une des parties belligérantes, et le danger d'une défection de leur part, pour passer du côté de l'ennemi, lui assurent nécessairement; ce qui lui garantit qu'il éprouvera le moins de vexations possible, au moins de la puissance à laquelle il s'allie.

Sans rejeter absolument l'idée que le roi de Sardaigne a pu être entraîné par des considérations de famille dans la coalition contre la France, il est vrai de dire que notre position au commencement de la guerre actuelle, et la nécessité dans laquelle nous nous trouvions de nous emparer de la Savoie et du comté de Nice, tant pour attaquer les Autrichiens avec plus d'avantage, que pour réunir ces pays à la France et garantir sa frontière dans cette partie, ont en quelque façon forcé la cour de Turin à embrasser le parti de nos ennemis, pour s'opposer à nos efforts; mais, depuis nos succès de frimaire, l'espoir de prendre un dédommagement sur les possessions autrichiennes dans l'Italie, en se réunissant à nous, eût sans doute fait changer la cour de Turin, si la France, à peine sortie des orages révolutionnaires, eût pu lui offrir les subsides que l'Angleterre et l'Autriche lui assurent.

Certain que la France ne lui accorderait point une paix qui placerait le Piémont dans un état de neutralité, lequel, dans l'hypothèse d'un succès de la part des Autrichiens, deviendrait évidemment nul et même dangereux pour la république; le Roi Sarde, forcé de continuer la guerre, a dû s'assurer des moyens de la faire avec le moins de frais possible, et n'a pu les trouver que dans les subsides et secours de tous genres que

ses alliés actuels pouvaient seuls lui procurer. Le Piémont, écrasé d'impôts, ne peut lui fournir la facilité d'agir d'une manière plus indépendante et plus analogue aux vues qu'il est naturel de lui supposer sur le Milanais: aussi doit-on conclure de cet état de choses, que la cour de Turin ne consentira sincèrement à une alliance défensive et offensive avec nous, que lorsque nous pourrons lui fournir les mêmes secours qu'elle reçoit de ses alliés actuels.

La république se trouvant donc hors d'état de lui fournir ces secours, ne doit compter sur une alliance de ce genre, que lorsque le Piémont sera forcé par la déroute des Autrichiens, ou la présence de nos armées sur son territoire, à tourner ses armes contre nos ennemis communs.

Si les circonstances amènent cet événement heureux, on doit s'attendre que les Piémontais, en obtenant même l'objet de leurs désirs, et un dédommagement considérable (le Milanais, etc.), l'achèteront par tous les sacrifices qu'un état déjà épuisé peut encore soutenir; car ils auront non-seulement à pourvoir leur armée de tout ce dont elle aura besoin; mais celles de la république devront être principalement alimentées et soutenues par eux. Et, si la position des choses nous forçait d'agir, dans ce pays, comme en pays conquis, nous y ferions, il est vrai, le moins de mal possible; mais nous en ferions beaucoup, puisqu'il serait indispensable d'assurer notre marche par la possession provisoire, et jusqu'à la paix, des principales places du Piémont qui sont situées de notre côté, et dont la démolition nous garantit, pour l'avenir, une paix et une

alliance solide avec la cour de Sardaigne. Il résulte de ce qui vient d'être dit, que l'attaque unique du Piémont ne remplirait pas le but que le directoire exécutif doit se proposer; celui de chasser les Autrichiens de l'Italie, et d'amener, le plus tôt possible, une paix glorieuse et durable. Loin de terminer la guerre, ce serait la prolonger, puisque les Autrichiens, restant intacts, n'auraient aucune raison de la finir, et que l'Angleterre pouvant toujours transmettre des subsides à l'armée piémontaise, les choses demeureraient à peu près sur le même pied où elles étaient à la fin de la campagne dernière.

L'attaque suivie et unique du Piémont offrant d'ailleurs des obstacles majeurs par le nombre de siéges qu'elle force à faire dès l'ouverture de la campagne, le directoire a dû fixer particulièrement ses vues sur un système de guerre offensive, principalement dirigé contre les forces autrichiennes en Italie, et tellement combiné, qu'il présente à la fois à l'armée française, la possibilité de se mettre, par la défaite des Piémontais dès le commencement des opérations militaires, à l'abri de toute entreprise de leur part pendant le reste de la campagne; celle d'amener la cour de Turin à une alliance forcée avec la France, et enfin le moyen d'accélérer la conclusion d'une paix avantageuse pour nous, par la déroute totale des Autrichiens en Italie.

Les premières opérations militaires que ce système commande, se trouvent resserrées dans un cercle étroit, et exigent peu de développemens. Le directoire doit se borner à les indiquer, et les détails d'exécution appartiendront au général en chef, en qui il place sa con-

fiance. Ils seront soumis au directoire ; autant que le temps et les circonstances permettront de le faire, et dans les cas extraordinaires où son avis deviendra absolument nécessaire pour déterminer les mouvemens militaires d'une importance majeure, et qui n'auraient point été prévus. Tout nous commande de chercher, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, de faire repasser le Pô aux ennemis, et de porter nos plus grands efforts dans la direction du Milanais. Cette opération essentielle paraît ne pouvoir avoir lieu, sans qu'au préalable l'armée française s'empare de Céva.

Le directoire laisse au général en chef la liberté de commencer les opérations par l'attaque des ennemis sur ce point, et, soit qu'il obtienne sur eux une victoire complète, soit qu'ils se retirent vers Turin, le directoire l'autorise à les suivre, à les combattre de nouveau, et même à bombarder cette capitale, si les circonstances le rendent nécessaire.

Après s'être rendu maître de Céva, et avoir rapproché la gauche de l'armée d'Italie de Coni, afin de menacer et de contenir la garnison de cette place, le général en chef pourvoira, le plutôt possible, aux besoins de l'armée, au moyen des ressources que lui offrira le Piémont. Il dirigera ensuite ses forces vers le Milanais, et principalement contre les Autrichiens ; il rejettera les ennemis au-delà du Pô, s'occupera des moyens de passer ce fleuve, et cherchera à s'assurer des places d'Asti et de Valence.

Le général en chef ne doit pas perdre de vue que c'est aux Autrichiens qu'il importe de nuire principalement, et qu'une des mesures capables de déterminer

l'Italie à la paix, est de l'intimider, en avançant le plus qu'il sera possible sur la droite et vers Tortone, dont la mauvaise situation fait croire au directoire qu'il deviendra facile de s'emparer.

Ce mouvement essentiel des troupes vers notre droite, que le général en chef ne pourra probablement faire qu'après la prise de Céva, et avoir remporté une victoire éclatante sur les Piémontais, nous mettra en situation d'en imposer à la république génoise, et facilitera à l'agent français que le gouvernement maintient à Gênes, des négociations qui pourront nous être avantageuses, et même un emprunt que les particuliers génois pourraient nous faire.

Plus riches que leur gouvernement, on doit s'attendre qu'ils consentiront à nous fournir lorsque celui-ci se portera garant vis-à-vis d'eux de notre fidélité à remplir les conditions de cet emprunt, que les circonstances favorables de la guerre peuvent nous mettre à même d'exiger. L'entrée de l'armée républicaine en Piémont doit être uniquement considérée comme une disposition préliminaire, qui nous met en situation d'attaquer les forces autrichiennes avec plus d'avantage; elle ne doit s'y arrêter que le moins possible, et s'avancer ensuite vivement pour combattre ces dernières, que la défaite des Piémontais n'aura pu qu'intimider et rendre plus faciles à vaincre.

Lors des mouvemens que la droite des Français aura à faire vers Alexandrie et Tortone, il deviendra indispensable pour assurer la suite de ses opérations, qu'elle se mette en possession de Gavi; soit que les Génois se prêtent de bonne grâce à nous l'accorder pendant la

guerre; soit qu'il faille les y contraindre par un appareil menaçant de forces destinées à les y faire consentir.

Le directoire, persuadé que le général en chef mettra, dans l'exécution de cette mesure particulière, toute la prudence que demandent les circonstances et notre situation politique vis-à-vis la république génoise, lui abandonne entièrement la conduite de cette affaire délicate, dont sa présence sur les lieux lui fera connaître la nécessité, les difficultés, et les avantages.

Par le rejet des principales forces de l'armée républicaine sur la droite et dans la direction du Milanais, nous acquerrons plusieurs avantages importans; nous forcerons le Piémont, déjà ébranlé, à se ranger de notre côté; et la première victoire que nous remporterons sur les Autrichiens, devient le gage certain de la ruine totale de leurs forces dans cette partie. Nous intimidons toute l'Italie, et nous dissolvons la coalition de toutes ces petites puissances en faveur de la cause autrichienne.

La marche que le directoire vient d'indiquer au général en chef doit être considérée comme la principale, et, pour ainsi dire, la seule à suivre : c'est une base donnée, à laquelle se rapporteront tous les mouvemens secondaires que les circonstances et les événemens le mettront dans le cas d'ordonner. C'est, en un mot, le but vers lequel tout doit marcher, et toute opération qui s'en écarterait positivement doit être absolument rejetée.

Le directoire ne se dissimule pas que ces grandes opérations ne peuvent être tentées par la droite ou le

centre de l'armée d'Italie, sans que le reste de cette brave armée les appuie et les prépare; elles ne peuvent l'être sans que le général en chef se soit d'abord assuré qu'une partie de l'armée ne sera point coupée et séparée de l'autre, et exposée ainsi à une déroute totale. Il veillera donc scrupuleusement sur la gauche, et mettra, par ses bonnes dispositions, les troupes piémontaises qui sont à Coni dans l'impuissance de lui nuire et de rien entreprendre.

Le directoire doit annoncer ici ses intentions relativement aux siéges que les événemens de la campagne qui va s'ouvrir peuvent mettre dans le cas de faire. Sa résolution est qu'il ne doit être entrepris aucun siége, avant que l'ennemi qui pourrait l'inquiéter ne soit totalement en déroute, et hors d'état de rien tenter; dans tous les cas, le général en chef doit bien se garder de porter sa grosse artillerie sur un point quelconque, où, par un léger succès des ennemis, elle pourrait être compromise. Le directoire insiste particulièrement sur cette précaution essentielle.

Quoiqu'il soit de l'intérêt de la France de diriger ses principaux efforts contre les Autrichiens, et d'amener les Piémontais, par nos succès contre les premiers, à une alliance avantageuse pour nous; les Piémontais ne doivent pas être ménagés tant qu'ils seront nos ennemis.

Le général en chef cherchera donc, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, à exciter les mécontens du Piémont, et à les faire éclater contre la cour de Turin d'une manière générale ou partielle.

Il est inutile de s'appesantir sur l'utilité d'une diver-

sion de cette espèce, et dont les ennemis nous ont donné les premiers l'exemple : elle peut faciliter à l'armée des Alpes, agissant de concert avec la gauche de l'armée d'Italie, la conquête rapide du Piémont, dont la possession pendant la guerre nous assurerait, à la paix, des conditions avantageuses.

Telles sont les principales bases du plan de campagne que le directoire a adopté. Il insistera, avant de terminer la présente instruction sur la nécessité de faire subsister l'armée d'Italie, dans et par les pays ennemis; et de lui fournir, au moyen des ressources que lui présenteront les localités, tous les objets dont elle peut avoir besoin.

Le général en chef s'attachera à maintenir une discipline sévère, et à épargner aux habitans toutes vexations et les désastres que le fléau de la guerre entraîne si souvent après lui, et que l'ordre et de bonnes administrations peuvent seuls réprimer.

Il fera lever de fortes contributions, dont la moitié sera versée dans les caisses destinées au service des diverses administrations, et l'autre moitié destinée à payer en numéraire le prêt et la solde de l'armée.

Le directoire exécutif se réservant la faculté de faire la paix, le général en chef n'accordera aucune suspension d'armes, et ne ralentira en aucune manière ses opérations militaires. Il accueillera toutes les propositions qui pourraient tendre à une pacification, et les fera passer sur-le-champ au directoire.

Le directoire compte sur le patriotisme, le zèle, l'activité et les talens du général en chef de l'armée d'Italie; il lui recommande avec confiance l'exécution

précise des dispositions que contient la présente instruction, à laquelle le directoire ajoutera lorsque les événemens de la guerre le rendront nécessaire.

LE TOURNEUR, CARNOT, L. M. REVEILLIÈRE-LÉPAUX, REWBELL.

N° 2.

Instruction du Directoire sur ses vues ultérieures, à l'égard du roi de Sardaigne, et sur les opérations.

Paris, 6 floréal an 4 (25 avril 1796.)

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

LE directoire exécutif a reçu, citoyen général, par un second courrier, la nouvelle de la victoire de Millesimo. Les témoignages glorieux de la gratitude nationale que le corps législatif vient de donner à la brave armée d'Italie, pour ce succès et celui de Montenotte qui l'avait préparé, dispensent le directoire de s'étendre sur les éloges qu'elle a mérités : il se borne à féliciter le général, aux talens et à l'activité duquel ces victoires sont principalement dues, sur les dispositions qu'il a faites, et sur le succès qui les a couronnées. Il le charge de transmettre aux généraux français qui

l'ont si heureusement secondé, et aux braves qui ont vaincu sous leurs ordres, le témoignage de sa satisfaction et de celle de tous les vrais amis de la liberté.

Un gouvernement républicain sait accueillir ceux qui rendent des services essentiels à leur patrie. Il doit encourager les hommes que leurs sentimens patriotiques et l'intrépidité, compagne des soldats français, portent à des actions qui honorent leur pays.

Le directoire vous annonce qu'il s'est empressé d'obtempérer à la demande que vous lui avez faite du grade de général de brigade pour le citoyen Rampon, chef de la 21e demi-brigade. Il lui écrit une lettre de satisfaction, que vous trouverez ci-jointe, ainsi que son brevet, que le directoire vous charge de lui remettre.

Le directoire a cru devoir pareillement confirmer la nomination que vous avez faites du citoyen Lannes au grade de chef de brigade de la trente-neuvième demi-brigade, en remplacement de l'officier qui la commandait, mort au champ de l'honneur.

Encore un effort, citoyen général, et rien ne pourra arrêter la marche triomphante de l'armée que vous commandez. Céva a sans doute été attaquée au moment où le directoire vous écrit, et la valeur des troupes françaises aura enlevé le camp retranché des Piémontais près de cette forteresse. Une vaste carrière s'ouvre devant vous, le directoire en a mesuré toute l'étendue: les instructions qu'il vous a données, les développemens qu'il y ajoute par la présente, et que les circonstances lui commandent de vous adresser, vos talens militaires, ainsi que la valeur des troupes qui vous obéissent, vous la feront parcourir avec gloire et d'une

manière digne de la république pour laquelle vous combattez.

Les instructions que le directoire vous a remises au moment où il vous a annoncé que vous étiez nommé au commandement en chef de l'armée d'Italie, ont déjà posé des bases auxquelles le directoire se réfère. Il tracera aujourd'hui rapidement la conduite que vous avez à tenir dans différentes circonstances où il est naturel de croire que les événemens militaires pourront vous placer.

La première hypothèse qu'il convient de former est celle qui se lie davantage aux espérances que donnent au directoire, l'armée d'Italie, et les talens et le zèle du général qui la commande. Tout porte à croire qu'après avoir obtenu un succès à Céva, après vous être emparé de ce fort, l'épouvante se répandra dans tout le Piémont; que la cour de Turin sera obligée d'abandonner Coni, Mondovi, et ses autres places à leurs propres forces; de rassembler ses troupes pour couvrir Turin, et de chercher, par des efforts que votre activité et les dispositions militaires que vous ferez sauront déjouer, à s'opposer encore à la marche qu'une partie de l'armée d'Italie saurait diriger contre cette capitale. Peut-être aussi, le Roi Sarde, étonné de vos succès, inquiet des mouvemens qui pourraient se manifester dans Turin même, renoncera-t-il enfin à la coalition, dans laquelle il s'est laissé lancer pour son malheur. Et il n'est pas sans vraisemblance qu'il vienne à rechercher avec ardeur, dans la circonstance actuelle, une paix qu'il a éloignée avec opiniâtreté, et sur l'obtention de laquelle la générosité française peut seule lui permettre de revenir.

Le directoire exécutif s'est réservé exclusivement la faculté que lui donne la constitution de négocier la paix; mais il croit utile de vous communiquer, citoyen général, quelques-unes des bases sur lesquelles il s'appuyera pour l'établir.

Une alliance offensive et défensive avec le Roi Sarde, est sans doute ce qui serait le plus avantageux à la cour de Turin; elle assurerait à cette dernière non-seulement la Sardaigne, dont les troubles ne paraissent s'alimenter que par l'espoir d'être secondés par nous; elle procurerait aux troupes sardes, par une attaque combinée avec les mouvemens des troupes françaises vers Tortone, Alexandrie et Valence, l'invasion importante du Milanais. Cette alliance enfin nous garantirait l'expulsion entière et avantageuse pour nous de la maison d'Autriche hors de l'Italie; mais le manque d'argent en Piémont, le peu de confiance dont jouit la cour de Turin, et l'épuisement du pays après plusieurs campagnes, éloignent l'idée de la possibilité d'une alliance aussi désirable, et qui tournerait soudainement les forces du Piémont contre nos ennemis acharnés, les Autrichiens. Il serait peut-être tout au plus possible d'exiger qu'une partie des troupes de la cour de Turin se joignît aux armées républicaines, pendant que le reste des forces du Roi Sarde serait prudemment réduit à un état qui ne nous en donnerait rien à redouter pendant la suite de cette guerre, dans le cas d'un revers même de notre part, et où les avantages des Autrichiens forceraient de nouveau les Piémontais à se joindre à eux. Si, cependant, la cour de Turin, engagée par l'espoir de pouvoir faire entrer ses troupes

dans le Milanais (dont la France lui garantirait la possession), tournait subitement ses forces contre les soldats de l'Autriche, alors il deviendrait nécessaire d'avoir quelques places intéressantes pour gage de sa fidélité envers nous. Tortone ou Alexandrie, Coni, Suze et le fort d'Exiles, devraient répondre de la fidélité du Roi Sarde à observer l'alliance qui serait conclue avec lui par le directoire exécutif. Les raisons qui viennent d'être déduites plus haut, citoyen général, portant à penser que la cour de Turin, au moment où elle se verra forcée de nous demander la paix, se trouvera dans l'impuissance absolue de continuer la guerre, ont arrêté l'intention du directoire. Voici quelques-unes des bases qu'il suivra pour l'établissement de cette paix, s'il est forcé de renoncer à l'espoir d'une alliance offensive et défensive, avantageuse aux deux états.

1° Le désarmement général du Piémont;

2° La réduction des troupes piémontaises à un état qui nous mette à même de ne rien redouter pendant le cours de la guerre présente;

3° Le passage dans l'île de Sardaigne de la plupart et des meilleurs corps qui seront conservés;

4° L'occupation des citadelles et places d'Alexandrie, ou Tortone, celles de Céva et Coni, enfin celles d'Exiles et de Suze; avec stipulation de la démolition des fortifications des trois dernières, soit à la paix générale, soit à la paix particulière avec la cour de Turin.

5° Enfin, la fourniture des objets de tout genre, dont les troupes de la république auront besoin pendant la guerre actuelle, et celle des moyens de transports, ainsi que l'établissement en Piémont des

hôpitaux militaires et ateliers de confection nécessaires à l'armée d'Italie.

La deuxième hypothèse, à laquelle s'est arrêté le directoire, est celle où le Roi Sarde, soit par opiniâtreté, soit qu'il continue à compter sur des subsides étrangers, s'obstinerait à continuer la guerre. Vos premières instructions vous offrent un plan de conduite dans cette situation des choses; et c'est alors qu'il deviendra essentiel de s'attacher plus particulièrement à faire insurger le Piémont, de seconder le vœu qui s'y manifeste pour l'établissement d'un gouvernement républicain, et de tirer de ce pays toutes les ressources dont l'armée d'Italie aura besoin : mais il serait imprudent de s'avancer trop dans le Piémont, et de s'en occuper exclusivement; ce serait donner aux Autrichiens des moyens de réparer leurs pertes, et l'espérance de quelques succès.

Il faudra alors, et vous pouvez, pour ainsi dire, préparer d'avance ce mouvement, citoyen général; il faudra agir sur votre droite, rejeter les Autrichiens au-delà du Pô, et porter vos plus grands efforts sur la direction du Milanais. Gênes, après la déroute des soldats de l'Autriche, cessera de refuser des secours qui nous sont indispensables. La fermeté et l'énergie des agens français près de cette république, leur conduite prudente, mesurée, et digne en tout de celle qui les emploie, ramèneront les Génois aux sentimens dont ils n'auraient jamais dû s'écarter. Ils ne refuseront plus de vous laisser occuper Gavi de la même manière et aux mêmes conditions que lors de la prise de Vado; et s'ils entendaient assez mal leurs intérêts pour s'op-

poser à nos succès qui assurent leur existence, la force nous rendrait bientôt maîtres de cette forteresse. Au reste, le directoire se repose sur votre prudence, et il est convaincu que votre conduite, dans ces transactions délicates que l'éloignement l'empêche de déterminer d'une manière fixe, sera en tout sage et convenable.

Tels sont les développemens que vos succès ont déterminé le directoire à ajouter aux instructions qu'il vous avait données. Il ne doute pas un instant que vous ne profitiez des victoires que l'armée vient de remporter. Il sait que ce n'est pas à vous, citoyen général, qu'il aura jamais à reprocher le honteux repos de Capoue.

LETOURNEUR.

N° 3.

Le Directoire, exécutif au général Bonaparte.

Paris, le 9 floréal an 4 (28 avril 1796).

PAR un courrier parti le 7 floréal au matin, le directoire vous a accusé réception des lettres qui lui annonçaient les succès de l'armée d'Italie à Dego. Il a appris avec une égale satisfaction les avantages remportés près de la Cursaglia et de Mondovi, et la nouvelle de la prise de cette place.

Ces victoires sont dues, citoyen général, à vos sages

dispositions et à votre activité; elles confirment le directoire dans l'opinion qu'il entretient de votre prudence et de vos talens militaires. Mais, en louant la valeur et l'intrépidité de l'armée que vous commandez, le directoire regrette amèrement de voir les lauriers qu'elle a cueillis, entachés par les désordres et le pillage auxquels elle s'est livrée.

Cette situation désastreuse des choses, les excès qui ternissent la gloire des défenseurs de la république, auront probablement été réprimés par l'ordre sévère que vous avez donné, et que les circonstances impérieuses dans lesquelles vous vous êtes trouvé ne peuvent que légitimer.

Le directoire espère que la conduite ultérieure de l'armée vous permettra bientôt de le rapporter, et de révoquer promptement le pouvoir extraordinaire que vous avez été obligé de conférer aux généraux divisionnaires qui vous secondent. Un commencement de Vendée dans la Lozère, l'Ardèche, les frontières du Gard, etc., ont empêché le directoire d'ordonner au général Châteauneuf-Randon de ne plus retenir les deux demi-brigades dont vous parlez dans votre lettre datée de Cairo, le 27 germinal dernier, et qui vous parviendront plus tard.

C'est avec une peine extrême que le directoire, qui en a reconnu l'urgente nécessité, s'est prêté à conserver ces corps sous le commandement du général Châteauneuf-Randon. Il va donner des ordres pour faire diriger incessamment sur l'armée d'Italie un renfort de quelques mille hommes, qui n'arrivera malheureusement pas aussi vîte que le directoire le désire, mais qui n'en

sera pas moins utile. Comptez, citoyen général, que le directoire ne perdra pas un seul instant de vue la brave armée que vous commandez; et le droit qu'a conféré le directoire aux citoyens Salicetti et Garreau de requérir des mouvemens de troupes sur l'avis des généraux en chef ou de l'un d'eux, ne pourra que mettre de l'ensemble dans les opérations des deux armées.

Le directoire vous envoie ci-joint copie de la dépêche qu'il a adressée au général Kellermann, le 9 du courant, dans laquelle vous remarquerez qu'il a adopté les principales bases du plan qu'avait présenté le général divisionnaire Berthier, qui probablement vous avait été communiqué, et qui détermine, pour la droite de l'armée des Alpes, une liaison intime avec la gauche de celle d'Italie, et des mouvemens qui en sont absolument dépendans. Vous verrez, par la même lettre, combien le directoire a recommandé d'union entre les deux armées et les généraux qui les commandent. Le directoire regarde comme superflu de s'étendre avec vous sur la nécessité de cette concorde : il sait qu'il n'a pas besoin de vous recommander d'avoir pour votre collègue les égards que demandent ses longs services et ses talens militaires, et sans lesquels il pourrait s'élever une désunion qui compromettrait le sort de nos armes.

Le courrier parti le 7 floréal, vous aura porté des détails sur les officiers du génie et d'artillerie qui ont eu ordre de rejoindre l'armée d'Italie. Le directoire ne perd pas de vue cet objet intéressant.

La confiance que le directoire a dans votre énergie et dans votre sagesse, éloigne les craintes que pourrait

lui donner le tableau des forces ennemies qui vous sont opposées. Vos succès ont amené un événement bien intéressant, et auquel le directoire attachait le plus grand prix, la séparation des armées piémontaise et autrichienne; mais nos avantages ne peuvent être vraiment consolidés que par une extrême vivacité dans les opérations que vous commanderez. Agissez donc avec la rapidité de l'éclair et successivement contre l'Autrichien et le Piémontais; gardez-vous surtout de vous jeter avec trop de précipitation sur votre gauche. De quelqu'avantage que soit une jonction immédiate avec la droite de l'armée des Alpes, il y a cependant à craindre que Beaulieu ne profite soudainement du rejet d'une grande partie de vos forces du côté de Saluces. Comme vous le dites très-bien, la campagne n'est pas encore décidée. Beaulieu est d'autant plus à redouter, qu'il est opiniâtre, audacieux et entreprenant : son attaque à Dego après une défaite en est la preuve, et nous devons nous tenir pour avertis : battez donc encore les Autrichiens, et dès-lors vous êtes le maître de la campagne, et vous n'aurez plus à combattre que la chaleur et les maladies, qu'il faut éloigner par les précautions que le climat demande. Ces fléaux ont toujours anéanti nos succès, dans les contrées où vous êtes, il faut les prévenir; et quelque fastidieux que soient les détails qu'il faut suivre pour y parvenir, le directoire croit devoir appeler votre attention sur la nécessité de les surveiller.

Félicitez, de la part du directoire, le général de division Augereau, et les généraux de brigade Beyrand et Joubert, sur leur conduite lors de l'attaque des redoutes qui défendent l'approche du camp retranché de Ceva;

le général de division Serrurier, sur celle qu'il a montrée à l'attaque de St.-Michel et au passage de la Cursaglia; le général de division Masséna, et les généraux de brigade Guyeux, Fiorella et Dommartin, sur celle qu'ils ont tenue dans les journées des 3 et 4 floréal; enfin le chef de brigade Murat, votre aide-de-camp, qui s'est pareillement distingué.

Vous, espérez tout du génie de la république, de la bravoure du soldat, de l'union des chefs et de la confiance qu'on vous témoigne : le directoire attend tout du général qui commande l'intrépide armée d'Italie, et de la sainteté de la cause pour laquelle les Français combattent, et qu'ils n'abandonneront jamais.

CARNOT.

N° 4.

Lettre de Bonaparte sur l'armistice avec les Piémontais et ses projets ultérieurs sur le Tyrol.

Au quartier-général de Cherasco, le 9 floréal an 4 (28 avril 1796).

Bonaparte, général en chef, au Directoire exécutif.

Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs,

1° Copie de la lettre que m'a écrite le général Colli;
2° Copie de ma réponse;

3° Copie de la seconde lettre;

4° Les conditions de la suspension d'armes arrêtée cette nuit entre le commandant général Latour, commandant l'armée piémontaise, et moi.

Ceva, Coni et Alexandrie sont au pouvoir de votre armée, ainsi que tous les postes du Piémont au-delà de la Stura et du Tanaro.

Si vous ne vous accordez pas avec le roi de Sardaigne, je garderai ces places, et je marcherai sur Turin; mon équipage de siége va filer sur Coni, pour se rendre à Cherasco.

En attendant, je marche demain sur Beaulieu, je l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédiatement après; je m'empare de toute la Lombardie, et, avant un mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de concert la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, de l'armée et des destinées de la France.

Si vous n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne, alors vous m'en préviendrez d'avance, afin que, si je suis dans la Lombardie, je puisse me replier et prendre des mesures.

Quant aux conditions de la paix avec la Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous convient, puisque j'ai en mon pouvoir les principales places.

Ordonnez que 15 mille hommes de l'armée des Alpes soient à mes ordres et viennent me joindre, cela me fera alors une armée de 45 mille hommes, dont il sera possible que j'envoie une partie à Rome. Si vous me continuez votre confiance et que vous approuviez ces projets, je suis sûr de la réussite : l'Italie est à vous.

Vous ne devez pas compter sur une révolution en Piémont, cela viendra; mais il s'en faut que l'esprit de ces peuples soit mûr à cet effet.

J'ai justifié votre confiance et l'opinion avantageuse que vous avez conçue de moi; je chercherai constamment à vous donner des preuves du zèle et de la bonne volonté où je suis de mériter votre estime et celle de la patrie.

Envoyez-moi, 1° douze compagnies d'artillerie légère, je n'en ai pas une; 2° de la cavalerie; 3° un commissaire-ordonnateur en chef, habile, distingué. Je n'ai que des pygmées, qui me font mourir de faim au sein de l'abondance; car je suis dans le pays le plus riche de l'univers.

BONAPARTE.

N° 5.

Autre lettre de Bonaparte sur ses projets.

Au quartier-général de Cherasco, le 10 floréal an 4 (29 août 1796).

Au Directoire exécutif.

LA ville de Coni vient d'être occupée par nos troupes : il y avait dedans 5 mille hommes de garnison.

Je ne puis mettre en doute que vous n'approuviez ma conduite, puisque c'est une aile d'une armée qui

accorde une suspension d'armes, pour me donner le temps de battre l'autre; c'est un roi qui se met absolument à ma discrétion, en me donnant trois de ses plus fortes places, et la moitié la plus riche de ses états.

Vous pouvez dicter en maître la paix au roi de Sardaigne; je vous prie de ne pas oublier la petite île de St.-Pierre, qui nous sera plus utile par la suite que la Corse et la Sardaigne réunies.

Si vous lui accordez la portion du Milanais que je vais conquérir, il faut que ce soit à condition qu'il enverra 15 mille hommes pour nous seconder et garder ce pays après que nous nous en serons rendus maîtres. Pendant ce temps-là, avec votre armée, je passerai l'Adige, et j'entrerai en Allemagne par le Tyrol. Dans cette hypothèse, il faut que nous gardions en dépôt, jusqu'à la paix générale, les places et les pays que nous occupons; il faut y joindre que le jour que 15 mille hommes piémontais passeront le Pô, il nous remettra la ville de Valence.

Mes colonnes sont en marche; Beaulieu fuit, j'espère l'attraper; j'imposerai quelques millions de contributions au duc de Parme : il vous fera faire des propositions de paix; ne vous pressez pas, afin que j'aie le temps de lui faire payer les frais de la campagne, approvisionner nos magasins et remonter nos charrois à ses dépens.

Si vous n'acceptez pas la paix avec le roi de Sardaigne, si votre projet est de le détrôner, il faut que vous l'amusiez quelques décades, et que vous me préveniez de suite; je m'empare de Valence et je marche sur Turin.

J'enverrai 12 mille hommes sur Rome, lorsque j'aurai battu Beaulieu et l'aurai obligé de repasser l'Adige, lorsque je serai sûr que vous accorderez la paix au roi de Sardaigne, et que vous m'enverrez une partie de l'armée des Alpes.

Quant à Gênes, je crois que vous devez lui demander 15 millions en indemnité des frégates et bâtimens pris dans ses ports; 2° demander que ceux qui ont fait brûler la *Modeste* et appelé les Autrichiens, soient jugés comme traîtres à la patrie.

Si vous me chargez de ces objets, que vous gardiez surtout le plus grand secret, je parviendrai à faire tout ce que vous voudrez.

Si j'ai quelques chances à courir en Lombardie, c'est à cause de la cavalerie ennemie. Il m'arrive 40 artilleurs à cheval qui n'ont pas fait la guerre et qui sont démontés. Envoyez-m'en donc 12 compagnies, et ne confiez pas l'exécution de cette mesure aux hommes de bureaux; car il leur faut dix jours pour expédier un ordre, et ils auront l'ineptie d'en tirer peut-être de la Hollande, afin que cela arrive au mois d'octobre.

Nos troupes viennent à l'instant d'entrer dans la citadelle de Ceva, et je viens de recevoir du roi de Sardaigne l'ordre de nous livrer la ville et la citadelle de Tortone.

BONAPARTE.

N° 6.

Lettre du Directoire annonçant le projet de former deux armées en Italie, et ordonnant l'expédition sur Livourne.

Paris, 18 floréal an 4 (7 mai 1796).

Le Directoire exécutif, au général en chef de l'armée d'Italie.

Le directoire a reçu, citoyen général, vos intéressantes nouvelles des 8, 9 et 10 floréal, et le duplicata de celle du 7 du même mois, qui lui annonçait la prise de Mondovi, etc. Quel succès glorieux! La joie est générale, les espérances sont immenses : encore une victoire sur les Autrichiens, et l'Italie est à nous.

Vous avez rendu d'éclatans services à la patrie : vous en trouverez, citoyen général, la plus douce récompense dans l'estime de tous les amis de la république et dans celle du directoire. Il vous félicite de nouveau, il vous charge de féliciter pour lui la brave armée qui fait réussir vos plans heureux, par son intrépidité et par son audace. Gloire à tous les Français qui, par des victoires et une conduite respectable, contribuent à asseoir la république sur des bases inébranlables!

Le directoire approuve l'armistice provisoire que vous avez conclu avec les plénipotentiaires du Roi Sarde : il est avantageux sous tous les rapports, et le directoire

ne peut que louer les mesures vigoureuses que vous avez prises en l'accordant, et en faisant exécuter sur-le-champ ses conditions les plus essentielles.

Il a vu avec plaisir que le citoyen Salicetti, son commissaire près de l'armée d'Italie, avait été consulté avant la conclusion de l'armistice. Ces sortes de transactions, dans des cas urgens et où le directoire ne peut être consulté lui-même, sont particulièrement du ressort des commissaires du gouvernement près les armées. Les généraux français doivent cependant être les seuls agens directs que les généraux ennemis reconnaîtront; mais il convient que les premiers ne puissent arrêter aucune transaction ou négociation dans les circonstances désignées ci-dessus, que d'après les ordres du directoire, où les conditions que les commissaires du gouvernement leur transmettent.

Au moment où le directoire vous écrit, vous êtes sans doute dans le Milanais. Puissent les heureux destins de la république y avoir porté quelques colonnes françaises avant que l'Autrichien ait pu repasser le Pô! Puissent-ils vous mettre en situation de couper ses communications directes avec Milan et la cour de Vienne! Votre lettre du 9 indique le dessein de marcher le 10 contre Beaulieu : vous l'aurez chassé devant vous. Ne le perdez pas un instant de vue; votre activité et la plus grande célérité dans vos marches peuvent seules anéantir cette armée autrichienne, qu'il faut détruire. Marchez, point de repos funeste; il vous reste des lauriers à cueillir; et c'en est fait des restes de la perfide coalition, si vous profitez, comme vous annoncez vouloir le faire, des avantages que nous donnent les victoires écla-

tantes de l'armée républicaine que vous commandez.

Le plan de campagne que vous avez esquissé dans votre lettre du 9, est digne des Français et de l'armée que vous conduisez à la victoire; mais il présente des obstacles majeurs et des difficultés, pour ainsi dire insurmontables. Croyez, cependant, que le directoire sait accueillir tout ce qu'on lui présente de grand et de profitable à la république. Il doit toutefois se circonscrire dans un cercle moins étendu que celui que vous lui proposez de parcourir, et auquel le ramène la nécessité impérieuse de terminer la guerre pendant cette campagne : il doit craindre tout ce qu'un insuccès peut entraîner de désastres. Il compte sur les victoires de l'armée d'Italie; mais quelles ne seraient pas les suites d'une entrée en Bavière par les montagnes du Tyrol, et quel espoir pourrait-on concevoir d'une retraite honorable en cas de revers? Comment d'ailleurs contenir avec les forces que vous commandez et quelques mille hommes que le directoire pourra y ajouter, tant de pays soumis à nos armes et impatiens de se dérober au voisinage et à l'action de la guerre? Et quels seraient nos moyens de résistance, si la cour de Turin, que nous forçons à la paix, se laissait circonvenir de nouveau, et reprenait les armes pour couper vos communications?

Les puissances d'Italie nous rappellent vers votre droite, citoyen général, et cette marche doit nous débarrasser des perfides Anglais, si long-temps les maîtres de la Méditerranée. Elle doit nous mettre à même de recouvrer la Corse et d'arracher ces départemens français à l'ambitieuse maison de Brunswick-Lu-

nebourg, qui s'y est établie avec tant d'orgueil : voilà, à cet égard, les intentions du directoire.

Faites d'abord la conquête du Milanais, soit qu'il doive retourner à la maison d'Autriche comme cession nécessaire pour assurer notre paix avec elle, soit qu'il convienne de le donner par la suite aux Piémontais, ou comme récompense des efforts que nous pourrons les engager à faire pour aider cette conquête, ou comme dédommagement des départemens de Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, constitutionnellement réunis à la république. Repoussez les ennemis jusque sur les montagnes du Tyrol, et mettez-les en crainte de s'y voir forcés.

Partagez ensuite l'armée d'Italie en deux : que la plus faible partie reste dans le Milanais et en assure la possession par sa présence ; elle y sera secondée par les troupes piémontaises, si le roi de Sardaigne accepte l'alliance offensive et défensive dont on traitera incessamment avec ses agens ; et ces dernières seront particulièrement chargées de la conservation des gorges du Tyrol et de pousser plus avant les succès, dans le cas où les circonstances le permettraient : notre intérêt commande de les laisser agir et de les amener même à être audacieuses ; mais les troupes républicaines resteront dans le Milanais, y leveront des contributions, et vivront dans ce pays fertile, et dont la possession a été si précieuse aux Autrichiens pendant cette guerre. Vous y arriverez au moment de la récolte : faites que l'armée d'Italie n'ait pas besoin de secours de l'intérieur. Le directoire destine au général Kellermann le commandement des forces françaises dans le Milanais,

au moment où vous aurez opéré la séparation de l'armée d'Italie, grossie par celle des Alpes; et son intention est de laisser subsister, dans ce nouvel état de choses, l'arrêté qu'il a pris le 9 floréal, qui confère aux commissaires Gareau et Salicetti le droit de requérir des mouvemens de troupes, etc. Ces dispositions assureraient l'union entre les deux généraux, si l'amour de la république et le désir de faire triompher nos armes ne les liaient plus intimement encore.

La seconde colonne, qui sera la plus forte possible, côtoyera en partie la mer. Après que vous vous serez emparé du libre passage à travers Gavi, s'il est nécessaire, ou que vous aurez même occupé cette place, elle se portera d'abord sur Livourne, et menacera ensuite Rome et Naples.

Voici la conduite à tenir vis-à-vis de Livourne et dans la Toscane : il faut y arriver subitement, et au moment où vous y serez le moins attendu. La république n'est point en guerre avec le Grand-Duc, et il importe de maintenir nos liaisons avec lui; son ministre à Paris n'a pas dissimulé la contrainte dans laquelle les Anglais tenaient son pays, et la tyrannie qu'ils exerçaient dans le port de Livourne. Il est digne de la république de l'affranchir de cette sujétion, et il importe surtout que les couleurs nationales soient respectées dans les ports de la Toscane. Que les troupes françaises arrivent à Livourne avec cet ordre qui commande la confiance et qui est indispensable dans les pays neutres. Prévenez le Grand-Duc de la nécessité où nous nous trouvons de passer dans son territoire, et de mettre garnison dans Livourne. Calculez l'envoi de ce

courrier et l'arrivée des troupes républicaines dans cette ville, de telle sorte que le courrier entre à Florence, au moment ou très-peu avant que les troupes françaises entreront à Livourne : prenez en possession avec les mêmes formalités que celles qui furent jadis employées en occupant Vado : rendez-vous maîtres des vaisseaux anglais, napolitains, portugais et autres bâtimens ennemis que vous trouverez dans le port : emparez-vous, en un mot, de tout ce qui appartient aux différens états qui sont en guerre avec nous, et mettez même le séquestre sur ce qui appartient aux particuliers de ces états; faites-en sur-le-champ dresser des inventaires; veillez surtout, citoyen général, veillez à ce que ces richesses ne deviennent pas la proie de la cupidité et des dilapidateurs. Le Grand-Duc ne pourra se refuser à ces mesures rigoureuses; le directoire ne présume pas qu'il veuille y apporter des obstacles, qui ne pourraient être élevés que par une perfidie qu'il est de notre intérêt d'anéantir. Vous lui déclarerez, citoyen général, au nom du directoire exécutif, qu'il faut qu'il donne sur-le-champ des ordres pour que tout ce qui appartient dans ses états à nos ennemis, soit immédiatement remis en notre puissance, et qu'il se porte garant du séquestre : sans quoi la république française se verrait forcée de traiter la Toscane comme une alliée de l'Angleterre et de l'Autriche.

Le Grand-Duc sera responsable du succès et de l'accomplissement de ces mesures : vous exigerez en outre dans ce pays les secours qui seront indispensables à l'armée que vous commandez, et il sera délivré des bons ou billets d'état, acquitables après la paix géné-

rale, en paiement des denrées et autres objets qui nous seront fournis.

Les bruits exagérés que vous aurez adroitement semés sur le nombre des troupes françaises en Italie, augmenteront la crainte de nos ennemis, et doubleront en quelque manière vos moyens d'agir.

En passant sur le territoire de la république de Lucques, vous lui déclarerez au nom du directoire exécutif, que la république française n'a aucune intention hostile à son égard.

Il convient d'ajourner nos débats avec Gênes jusqu'après l'expédition de Livourne : contentons-nous d'abord d'en tirer, sur des récépissés, les subsistances et moyens de transport dont l'armée française a besoin, sauf à traiter par la suite pour le mode du remboursement; mais ce qui vous a été prescrit relativement à Livourne, ne peut s'appliquer à la république de Gênes, quoiqu'il soit de notre intérêt de ne pas la pousser au désespoir, et de s'assurer que sa neutralité nous deviendra aussi utile qu'elle l'a été jusqu'ici à nos ennemis.

La conduite qu'elle a tenue dernièrement à notre égard, n'est pas propre à nous faire oublier le trait de perfidie dont la frégate la *Modeste* a été victime dans des temps qui nous étaient moins favorables. Le moment va venir où nous allons en demander une réparation authentique, et que ceux qui ont fait brûler la *Modeste* et appelé les Autrichiens soient jugés comme traîtres à la patrie.

On peut dire en effet aux Gênois : ou vous avez laissé prendre cette frégate et massacrer son équipage

exiger qu'elle nous livrât sur-le-champ les vaisseaux et tout ce qui appartiendrait aux nations en guerre avec nous. Elle nous répondrait de l'exécution immédiate de ces mesures : elle s'engagerait solennellement à ne plus recevoir pendant cette guerre, aucuns vaisseaux anglais ou ennemis de la république dans ses ports, et surtout de n'en permettre l'entrée à aucun sous pavillon neutre.

L'armée des Alpes a ordre de vous fournir immédiatement quatre demi-brigades, et vous verrez, par l'état ci-joint, quelles sont les dispositions qui ont été faites par le ministre de la guerre pour faire filer plusieurs compagnies d'artillerie légère sur celle d'Italie par le chemin le plus court : il a fallu les prendre où elles étaient, et c'est à regret que le directoire voit que quelques-unes d'elles vous arriveront bien tard.

Le ministre de la guerre a également donné des ordres pour qu'un quatrième commissaire-ordonnateur, le citoyen Foulet, qui était à l'armée des Alpes, se rendît à celle que vous commandez ; vous aurez en outre les citoyens Lambert, Sucy et Gosselin. Dans le cas où l'un des deux derniers ou le citoyen Foulet conviendrait mieux que le citoyen Lambert pour la place de commissaire-ordonnateur en chef, le directoire autorise le citoyen Salicetti à nommer à cette place celui des trois que vous lui indiquerez.

Si l'armée des côtes de l'Océan peut vous fournir quelque cavalerie, le directoire la fera diriger sur l'armée d'Italie, et s'occupera de vous en procurer. Il va traiter de la paix avec la Sardaigne, et vous tiendra au courant des négociations. La république française sera

généreuse et cherchera à se faire un allié qui, par intérêt et par amitié, lui soit toujours attaché.

Le directoire attend avec impatience la nouvelle de vos succès contre l'armée autrichienne. Frappez et frappez vivement.

CARNOT.

N° 7.

Lettre de Bonaparte qui démontre le danger de former deux armées en Italie, et où il refuse de partager le commandement.

Au quartier-général de Lodi, le 25 floréal an 4 (14 mai 1796).

Au Directoire exécutif.

JE reçois à l'instant le courrier, parti le 18 de Paris; vos espérances sont réalisées, puisqu'à l'heure qu'il est toute la Lombardie est à la république. Hier, j'ai fait partir une division pour cerner le château de Milan. Beaulieu est à Mantoue avec son armée; il a inondé tout le pays environnant; il y trouvera la mort, car c'est le plus malsain de l'Italie.

Beaulieu a encore une armée nombreuse : il a commencé la campagne avec des forces supérieures; l'Empereur lui envoie 10 mille hommes de renfort, qui sont en marche. Je crois très-impolitique de diviser en

deux l'armée d'Italie; il est également contraire aux intérêts de la république d'y mettre deux généraux différens.

L'expédition sur Livourne, Rome et Naples est très-peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autrichiens, et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra pour cela non-seulement un seul général, mais encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans consulter personne, je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures, et dans un dénuement absolu de tout, parce que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée.

Si vous m'imposez des entraves de toutes espèces; s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement; s'ils ont droit de changer mes mouvemens, et de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en partageant vos forces; si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire : je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie.

Dans la position des affaires de la république en Italie, il est indispensable que vous ayez un général qui ait entièrement votre confiance : si ce n'était pas moi, je ne m'en plaindrais pas; mais je m'emploierais à redoubler de zèle pour mériter votre estime dans le

poste que vous me conferiez. Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi; mais tous les deux ensemble la feront fort mal.

Je ne puis rendre à la patrie des services essentiels qu'investi entièrement et absolument de votre confiance. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre, il serait si facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil! mais je vous dois l'expression de tous mes sentimens, à vous qui m'avez donné dans tous les temps des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier.

Les différentes divisions d'Italie prennent possession de la Lombardie. Lorsque vous recevrez cette lettre, nous serons déjà en route, et votre réponse nous trouvera probablement près de Livourne. Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne, que 15 mille hommes de renfort que l'Empereur enverrait à Beaulieu.

BONAPARTE.

N° 8.

Paris, le 27 floréal an 4 (16 mai 1796).

Le Directoire exécutif au général commandant en chef l'armée d'Italie.

D'HEUREUSES nouvelles de l'armée des côtes de l'Océan, la soumission du rebelle Scépeaux et des

Chouans qui lui obéissaient, et la certitude que les habitans du théâtre de la guerre de la Vendée se soumettent de bonne foi aux lois de la république, avaient causé une vive joie au directoire, lorsqu'elle a été augmentée par l'annonce que contenait votre lettre du 20 du courant, du passage du Pô, et des succès de Fombio et de Casale.

Le directoire ne craint pas de répéter les éloges qu'il a déjà donnés à l'armée victorieuse d'Italie, et il s'estime heureux d'avoir à la féliciter de nouveau par votre organe, au nom du peuple français, sur sa conduite intrépide et valeureuse. Elle ne ternira pas ses lauriers par une conduite indigne des actions brillantes qu'elle vient de faire, et le pillage sera réprimé avec cette sévérité que le respect des propriétés, et le salut de l'armée elle-même, commandent et exigent impérieusement. Que tous les efforts des généraux et des officiers soient employés pour faire cesser ce fléau désorganisateur; enfin que l'Italie ne voie dans ses vainqueurs que des républicains amis de l'ordre et dignes de l'admiration de tous les peuples.

Il paraît, d'après les lettres du commissaire du gouvernement Salicetti, que l'armée de Beaulieu se retire vers Mantoue, et que vous espérez bientôt être maître de Milan. Le directoire compte sur ce succès, et il en félicite d'avance l'armée d'Italie. Si les Autrichiens se sont jetés dans le Mantouan, ne perdez pas un instant à les poursuivre. Beaulieu se resserre : la vivacité de sa retraite, l'étendue du terrain qu'il a parcouru, vous obligent à disséminer vos troupes; il faut anéantir le plus tôt possible ce noyau d'armée autrichienne, qui

pourrait profiter de ce disséminement pour revenir avec la rapidité de l'éclair contre l'armée d'Italie. Beaulieu est vaincu, mais il n'a pas renoncé peut-être à l'offensive; et comme il ne peut l'exercer avec succès que contre des divisions séparées de votre armée, il faut prévenir toutes ses entreprises, épier ses marches, et ne le jamais perdre de vue. Ajournez, s'il le faut, citoyen général, jusqu'après la déroute et la dispersion totale de l'armée autrichienne, toutes les petites entreprises particulières qui pourraient affaiblir le gros de l'armée qui vous obéit. Une vaste carrière de gloire s'ouvre encore devant vous; mais le premier pas à faire pour la parcourir doit être de détruire entièrement l'armée que commande le successeur de Devins. Vos succès vous mettront peut-être bientôt en situation de couper toute communication directe entr'elle et Vienne. Cet objet intéressant une fois rempli, sa défaite est assurée. Il faut surtout pour l'opérer, harceler sans cesse l'ennemi, et réduire les soldats autrichiens à cet état de fatigue qui désorganise les armées les plus redoutables, et qui occasionne la défection, l'apathie, et souvent la désobéissance et la rébellion.

Beaulieu une fois anéanti, la maison d'Autriche songera enfin à la paix, que les perfides conseils de l'Angleterre lui ont fait repousser. Elle se verra forcée d'accepter les conditions qu'il conviendra à la république de lui imposer.

Venise, comme vous l'avait dit le directoire dans sa dépêche du 18 floréal, doit être traitée comme une puissance neutre, mais non comme une puissance amie. Cherchez surtout, sans changer cette disposition,

datée de Lodi, le 22 du courant. Vous savez profiter de la victoire; et cette suite rapide et non interrompue de succès promet à la France la conquête de presque toute l'Italie, et les immenses ressources que contient cette grande et riche presqu'île.

Gloire immortelle aux vainqueurs de Lodi! Honneur au général en chef qui a su préparer l'attaque audacieuse du pont de cette ville, en parcourant les rangs des guerriers français, et s'exposant au feu le plus meurtrier de l'ennemi, et disposant tout pour le vaincre!

. . . .

. . . .

Oui, général, vous savez profiter de la victoire: qu'importe le jour où vous serez à Milan, puisque cette ville est à la république, et que vous en faites investir le château? Votre plan est le seul à suivre : il ne faut pas quitter Beaulieu, qu'il ne soit anéanti, et que vous ne l'ayez tellement dispersé, qu'il se trouve dans l'impossibilité absolue de rien entreprendre et même de paraître pendant cette campagne. Continuez donc à le poursuivre partout où il sera, avec cet acharnement que vous avez employé jusqu'ici; et ne cessez de le faire, que lorsque l'armée autrichienne sera entièrement détruite.

Les dépêches que le directoire vous a adressées les 18, 26 et 27 floréal, contiennent les bases des mouvemens qui vous resteront à faire après la déroute entière de Beaulieu et la conquête du Milanais : aussitôt que cette opération importante sera terminée, et que les conditions de la paix conclue avec la Sardaigne auront été ratifiées par le corps législatif et la cour de Tu-

vous partagerez en deux parties les troupes qui vous obéissent. Vous commanderez celles qui doivent s'assurer de toute l'Italie; et le général Kellermann, requis par le commissaire du gouvernement Salicetti, commandera celles du Milanais, sous le nom d'armée des Alpes, et dirigera, si les forces que vous lui laissez le lui permettent, quelques divisions et des partis dans les gorges du Tyrol, etc.

Une partie des troupes peu nombreuses qui composent présentement l'armée des Alpes, augmentée par les renforts que la situation de Lyon permettra d'en extraire, pourra s'avancer dans le Piémont, et contribuer au traité de paix, en occupant les places qui doivent nous être remises en conformité de l'article 12; et il ne devra rester dans le Mont-Blanc, les Hautes et Basses-Alpes et le Faussigni, que les forces indispensables pour y maintenir la tranquillité que des malveillans pourraient tenter de troubler.

Vous vous concerterez pour ces opérations essentielles avec le commissaire du gouvernement Salicetti et le général en chef Kellermann, avec lesquels vous fixerez les démarcations entre les deux armées et les arrondissemens attribués au service de chacune d'elles.

Le directoire vous a réservé la conduite des colonnes qui doivent aller châtier les Anglais dans Livourne; parce qu'il regarde cette opération comme majeure; parce que le sort de l'île de Corse en dépend, en quelque sorte; parce qu'elle fera trembler Londres, et portera un coup mortel aux Anglais, seuls soutiens et conducteurs de la coalition, qui semble enfin vouloir s'écrouler. Il attache à l'exécution immédiate de ce plan

absolument nulle, faute de chevaux; elle manque aussi de numéraire pour ses services. Les abus et les dilapidations de tout genre l'assiégent et la minent encore. Les carabiniers à pied de l'armée d'Italie ont procuré, par leur valeur, des moyens de remonter les carabiniers à cheval de celle de Rhin-et-Moselle : si vous pouvez leur envoyer des chevaux, ainsi qu'aux autres troupes à cheval de cette armée, n'hésitez pas à le faire; et concertez-vous avec le général en chef Moreau, pour les faire recevoir. Il en est de même des moyens de transports et de la pénurie de numéraire dans laquelle elle se trouve.

Le moment où l'ennemi distraira des forces de ses armées sur le Rhin pour les opposer aux nôtres en Italie, est celui que le directoire voudrait choisir pour rompre l'armistice dans le Nord : il emploie tous ses moyens pour y réussir; mais il craint que la campagne ne puisse s'ouvrir avant la moisson, qui donnera aux troupes françaises les moyens de subsistances dont elles sont privées.

Si vos officiers-généraux de troupes à cheval ne font pas leur devoir, mettez-les sans pitié en jugement; destituez-les, renvoyez-les sur les derrières : épurez cette arme, et qu'elle soit digne de l'armée d'Italie. Le directoire vient de donner des ordres pour faire partir en poste, pour la rejoindre, deux officiers-généraux de cavalerie avantageusement connus, le général de division Sahuguet, et le général de brigade Beaurevoir. Vous fournirez bientôt à ce dernier l'occasion de mériter le grade de général de division, auquel ses services distingués lui donnent déjà quelques droits.

Si vos commissaires des guerres ne sont pas bons, faites-en créer quelques-uns par le commissaire du gouvernement Salicetti. Le directoire sait que vous ne mettez en place que des gens probes, instruits et actifs.

La république de Venise pourra peut-être nous fournir de l'argent : vous pourrez même lever un emprunt à Vérone, où a résidé le prétendu Louis XVIII. Le directoire livre cet objet à vos méditations, et en confie l'exécution au commissaire du gouvernement Salicetti et à vous.

Il écrit de nouvelles lettres de félicitation aux braves de l'armée d'Italie : il attend les plans de vos batailles et de vos marches ; vous ne devez pas manquer de dessinateurs en Italie. Eh ! que font vos jeunes officiers du génie ?

Le directoire accordera incessamment de l'avancement aux militaires pour lesquels vous en demandez ; et donnera de nouvelles marques de satisfaction à ceux qui se sont distingués.

Il applaudit à l'harmonie parfaite qui règne entre vous, le général Kellermann, le commissaire du gouvernement Salicetti, et le général de division chef d'état-major Berthier : il apprendra avec une joie bien vive la défaite de l'armée de Beaulieu, et la prise de Milan.

CARNOT.

N° 10.

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Paris, 2 prairial an 4 (21 mai 1796).

Le directoire a reçu, citoyen général, votre lettre du 25 floréal qui lui annonce la prise de Pizzighitone et la possession de Crémone et de toute la Lombardie; il félicite de nouveau l'armée d'Italie et celui qui la commande; elle a préparé glorieusement la fête de la Victoire, que la république entière célébrera le 10 prairial.

Le directoire croit inutile de répéter aujourd'hui ce qu'il vous a dit, dans ses dernières dépêches, sur la nécessité d'épier toutes les démarches de Beaulieu, et de ne pas le perdre un seul instant de vue. Si vous craignez qu'il ne reçoive des renforts, attaquez-le avant qu'ils puissent le joindre, et ne négligez rien pour empêcher cette réunion; il ne faut pas donner le temps à l'ennemi de se refaire; il faut ne pas s'affaiblir devant lui, et surtout ne pas lui donner, par un morcellement désastreux, les moyens de nous battre en détail et de reprendre le terrain qu'il a perdu.

La séparation en deux parties de l'armée d'Italie ne doit avoir lieu que lorsque Beaulieu sera absolument hors d'état de rien entreprendre. Ainsi donc, général, votre premier objet est de détruire son armée, et de la disperser entièrement; il profiterait des momens de

repos que vous lui accorderiez, pour revenir de la terreur que les armes de la république lui ont inspirée, et bientôt il essayerait de devenir audacieux.

Ajournez jusqu'au moment que vous croirez favorable l'expédition sur Livourne, Rome et Naples; mais faites qu'elle soit rapide, et que son succès complet, surtout contre les Anglais, vous permette de revenir bientôt faire tête aux troupes que la cour de Vienne pourrait envoyer.

Vous paraissez désireux, citoyen général, de continuer à conduire toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle en Italie : le directoire a mûrement réfléchi sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans vos talens et votre zèle républicain, ont décidé cette question en faveur de l'affirmative. Le général en chef Kellermann restera à Chambéry et fera occuper seulement les places qui doivent nous être remises par le traité de paix. L'armée d'Italie continuera à tenir garnison dans celles où elle est entrée en vertu de l'armistice, ainsi que dans Valence ou Alexandrie que nous accorde provisoirement ce traité.

L'expédition de Livourne est la première à faire après la défaite de Beaulieu; le directoire vous en a développé les raisons dans ses dernières dépêches; il vous laisse le choix du temps et des moyens d'exécution, et il apprendra avec une vive satisfaction les nouvelles de ce triomphe sur les perfides Anglais.

Le reste des opérations militaires vers l'Allemagne et dans le Mantouan est absolument dépendant de vos succès contre Beaulieu. Le directoire sent combien il serait difficile de les diriger de Paris, il vous laisse à

cet égard la plus grande latitude, en vous recommandant la plus extrême prudence. Son intention est, toutefois, que l'armée ne dépasse le Tyrol qu'après l'expédition du sud de l'Italie.

CARNOT.

N° 11.

Le Directoire exécutif, au général en chef Jourdan.

Paris, le 29 mars 1796.

CETTE lettre ne contenant que des détails particuliers à la démonstration de l'armée de Sambre-et-Meuse en Wétéravie, et l'ensemble des opérations se trouvant aussi bien dans la pièce ci-après, nous avons supprimé la première.

N° 12.

Le Directoire exécutif, au général en chef Moreau.

Paris, le 10 avril 1796.

Vous trouverez ci-joint, citoyen général, copie d'une lettre que le directoire vient d'écrire au général

en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse : elle contient l'esquisse des premières opérations de la campagne qui va s'ouvrir sur le Rhin, et principalement les bases de celles dont l'exécution est confiée à cette armée. Les succès de cette campagne dépendent de l'accord parfait, de l'union et de l'action simultanée des armées de Rhin-et-Moselle et de celle de Sambre-et-Meuse, et même de l'armée du Nord.

Le même esprit anime les deux chefs, et les militaires qui leur obéissent : ils sont tous deux attachés au gouvernement républicain : ils sont également désireux d'amener une paix solide et durable, que la valeur française doit conquérir. Aucune rivalité désastreuse, aucune désunion impolitique ou funeste, ne porteront atteinte à cette union salutaire, qui devient le premier garant des succès des armées qu'ils commandent.

Les premières opérations de la campagne qui va s'ouvrir, telles que le directoire les a adoptées, demandent d'être tracées avec simplicité, afin qu'elles soient plus facilement retenues. L'armée de Sambre-et-Meuse, débouchant par Dusseldorf, cherchera, par une marche audacieuse sur la rive droite du Rhin, à attirer vers elle les principales forces de l'ennemi : et celle de Rhin-et-Moselle saisira le moment où le général en chef Jourdan aura réussi à rassembler devant lui les plus grandes forces autrichiennes, pour passer le Rhin, et entrer dans le Brisgau et la Souabe.

Ce plan exigeait que celle de Sambre-et-Meuse eût l'initiative de l'agression, et le directoire l'a dirigée vers la Sieg et la Lahn, afin de rappeler immédiatement sur la rive droite du Rhin les troupes ennemies

qui occupent présentement le Palatinat, et une partie de l'électorat de Mayence. L'apparition de l'armée de Sambre-et-Meuse sur les bords de la Lahn ne peut manquer de dégager le Brisgau, le margraviat de Baden, et la Souabe : elle forcera les ennemis à s'agglomérer dans la Wétéravie et le Darmstadt; et donnera à l'armée de Rhin-et-Moselle la facilité d'un passage du fleuve dans le Haut-Rhin, d'une diversion puissante dans la Souabe, et la presque certitude de s'emparer des principaux magasins des Autrichiens, non-seulement sur le Haut-Necker, mais encore à Ulm et sur le Haut-Danube.

La marche du général Jourdan vers la Sieg et la Lahn, doit cependant être assurée par l'attitude offensive que prendra l'armée que vous commandez. Cette attitude doit être telle, qu'elle ôte à l'ennemi tout moyen de vous entamer, et de forcer le général Jourdan à abandonner son entreprise, pour voler à votre secours. Elle doit, en quelque sorte, dispenser ce général de s'occuper de la sûreté de sa droite, qui ne peut être efficacement soutenue que par les mouvemens de votre gauche, et l'inquiétude qu'ils donneront à l'ennemi : cette inquiétude, vous la prolongerez assez long-temps, pour donner à l'armée de Sambre-et-Meuse celui d'obtenir un succès marquant sur la rive droite du Rhin.

Avant de quitter le Palatinat et les environs de Mayence, l'ennemi cherchera sans doute à vous entamer, ou à amener l'armée de Rhin-et-Moselle à une bataille; mais il serait impolitique et désastreux d'y consentir; et le directoire vous défend absolument, ainsi qu'au corps intermédiaire que commande le gé-

néral Marceau, de l'accepter. Il ne vous interdit pas cependant toute espèce d'attaque : mais leur but doit être seulement de harceler l'ennemi ; et dans aucun cas, elles ne doivent être générales.

Le directoire croit devoir placer ici une réflexion essentielle, et sur laquelle il appelle votre attention : *c'est que les attaques livrées sur toute une ligne d'armée produisent en général peu d'effet, et sacrifient beaucoup d'hommes en pure perte ; parce que le disséminement des forces sur tous les points de cette ligne, en écarte presque toujours le succès. Il pense donc qu'il est important de les éviter avec soin, ainsi que celles dont le but serait d'attaquer uniquement le centre de l'ennemi, et qui sont presque toujours désavantageuses aux armées qui les entreprennent. Mais les attaques faites en force contre une aile des ennemis, qu'il est souvent possible de tourner, réunissent, à l'avantage de ménager les hommes, celui de déloger son adversaire de ses positions ; et fournissent à l'agresseur le moyen de gêner tous ses mouvemens, et de lui faire prendre des positions qui l'exposent à une déroute complète.* L'histoire de la guerre actuelle nous fournit des exemples du danger d'attaquer uniquement le centre d'une armée ennemie : et nous avons vu, dans la dernière campagne, combien la méthode adoptée par les Autrichiens, d'agir sur les ailes et les flancs de nos armées, leur avait procuré d'avantages et de succès (1). Le directoire insiste particulièrement sur les

(1) Ces idées ne sont pas suffisamment développées ; l'attaque d'une seule aile est toujours avantageuse à forces égales ; cepen-

observations rigoureuses des principes qu'il vient de vous tracer.

Le directoire a parlé, plus haut, du corps intermédiaire qui doit être confié au général divisionnaire Marceau : la lettre qu'il a écrite, le 29 mars, au général en chef Jourdan, indique suffisamment la manière dont ce corps, qui doit être de 25 mille hommes, sera composé, et la position qu'il doit occuper entre l'armée de Rhin-et-Moselle, et celle de Sambre-et-Meuse. Il doit, sans s'exposer, contribuer, conjointement avec l'armée que vous commandez, à harceler les Autrichiens, pour favoriser les opérations du général en chef Jourdan sur la rive droite du Rhin.

Dès que les mouvemens de ce dernier forceront les Autrichiens à commencer à se retirer du Palatinat, alors les 25 mille hommes du général Marceau passeront définitivement sous vos ordres ; et vous dirigerez un corps de même force, extrait en grande partie de ces 25 mille hommes, et commandé par le général Marceau (qui vous obéira), vers le Haut-Rhin, pour y passer immédiatement le fleuve, et entrer dans le Brisgau et la Souabe. Le reste de l'armée de Rhin-et-Moselle poursuivra avec vivacité les ennemis dans le Palatinat, pendant sa retraite ; cherchera à détruire sur-le-

---

dant avec une très-grande supériorité, il convient mieux d'attaquer les deux. L'attaque sur le centre, loin d'être une faute, rompt et disperse souvent une armée ennemie ; elle offre un succès certain, mais dans le cas seulement où la ligne ennemie serait un peu étendue. (Voyez les Principes du *Traité des Grandes Opérations militaires*, chapitre 35.)

champ leurs ponts sur le Rhin devant Manheim; les rejettera vers Mayence, où les mouvemens du général Jourdan pourraient les laisser sans subsistances et dans une position gênée; et s'efforcera de s'emparer d'une partie de leur artillerie, et même de quelques-uns de leurs magasins.

En opérant de cette sorte, l'armée de Rhin-et-Moselle couvrira efficacement le mouvement des 25 mille hommes qui doivent passer le Rhin, et en dérobera entièrement la connaissance aux Autrichiens. Pour les tromper encore plus sûrement à cet égard, vous aurez soin de faire filer ce corps derrière les autres troupes de l'armée; de le faire marcher, pour ainsi dire, en masse et avec célérité, en faisant croire d'avance à l'ennemi que ces 25 mille hommes sont destinés pour renforcer l'armée de Sambre-et-Meuse et agir avec elle, ou pour le suivre dans le Palatinat. Le succès de cette opération dépend du secret et des mesures que vous prendrez pour l'arrivée des équipages du pont, et des objets indispensables pour le passage du fleuve, ainsi que des dispositions que vous ferez pour la réussite, et sur les détails desquels il est essentiel de s'appesantir.

Plein de confiance dans votre prudence et dans tous vos talens militaires, le directoire croit devoir vous laisser la plus grande latitude sur le point où le passage du Rhin doit s'exécuter; mais il sera choisi entre Huningue et Strasbourg. Rapproché d'Huningue, vous enleverez aux émigrés et aux mécontens des départemens du Doubs, et du Jura et de la Haute-Saône, l'espoir d'un soulèvement ou même d'une invasion dans cette partie. Vous privez, d'ailleurs, l'armée autri-

chienne de ses communications directes avec la Suisse : vous attaquerez l'Autriche chez elle : vous menacez et vous enlevez même ses magasins ; et vous entrez dans un pays neuf, dont les ressources économisées avec sagesse, peuvent fournir à l'entretien et au complément de presque tous les services de l'armée de Rhin-et-Moselle.

Le passage près Strasbourg vous assurera la possession du fort de Kehl ; et dès-lors, la place de Strasbourg devient la tête de vos magasins, et vous offre des ressources incalculables.

Un de vos premiers soins devra donc être, citoyen général, de choisir et de déterminer le point entre Huningue et Strasbourg où le passage du Rhin devra être tenté, et vous vous empresserez sans doute de le faire connaître au directoire, et de disposer, avec secret, tout ce qui peut en assurer le succès.

Ce serait anticiper sur les événemens, que de vous prescrire, dès à présent, la marche que vous aurez à tenir lors de votre entrée dans le Brisgau et dans la Souabe. Si le passage du Rhin a lieu du côté d'Huningue, une marche rapide vers Kehl ne peut qu'être avantageuse, et il sera pareillement important de s'emparer des défilés des montagnes, d'enlever Fribourg, et de menacer le Haut-Danube.

Dans tous les cas, il faut surtout que l'ennemi soit trompé, et sur vos forces réelles, et sur vos véritables projets ; par des bruits semés avec adresse, vous augmenterez l'opinion qu'on pourrait avoir de la force disponible de l'armée de Rhin-et-Moselle ; et par des mouvemens simulés, vous aurez l'air, pour donner le

change aux Autrichiens, de menacer les points sur lesquels votre intention ne sera pas de vous porter. Vous assurerez surtout et vous entretiendrez vos communications, en faisant filer et manœuvrer vos ponts avec vous, suivant les mouvemens de l'armée et les événemens, afin de ménager vos moyens de retraite, dans le cas d'un insuccès.

Mais la combinaison de ces diverses opérations, quoiqu'éloignées du point d'action de l'armée de Sambre-et-Meuse, ne peut devenir indifférente pour le succès des deux armées, et dépend entièrement des circonstances et des manœuvres de l'ennemi. Le directoire croit inutile de s'étendre sur cet objet; car il est convaincu que les mesures que vous adopterez, seront celles que la prudence et les événemens indiqueront comme les plus avantageuses aux armées de la république. Il se réserve de vous adresser des instructions ultérieures, dans le cas où elles seraient nécessaires.

La lettre que le directoire a écrite le 29 mars au général Jourdan, contient l'annonce des dispositions à prendre pour la cessation de l'armistice, et le développement sur la nécessité de prévenir les ennemis, à l'ouverture de la campagne. Le directoire s'en réfère à cette lettre, et regarde comme superflu d'ajouter à son contenu.

Sagesse, vigueur, acharnement contre l'ennemi qui nous force à continuer la guerre; poursuite, intolérance pour les abus de tout genre; maintien de la discipline militaire et de l'esprit patriotique et républicain de l'armée : voilà ce que le directoire vous recommanderait avec instance, s'il ne savait que vos intentions,

à cet égard, répondent parfaitement aux siennes; et si les services que vous avez rendus à la république, n'étaient pas les garans de ceux que vous allez encore lui rendre.

Signé, CARNOT, *président*.

FIN DU TOME HUITIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE X.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1796.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA IMPORTANS.

Page 17, *ligne* 12. On a mis par inadvertance le nom du général Lafayette : chacun sait que les prisonniers d'Olmutz ne furent mis en liberté qu'à la suite de la négociation de Campo-Formio.

Page 105, *ligne* 24. Les lettres de Bonaparte au Directoire, du mois d'octobre, nous ont fait dire par erreur qu'il prit sur lui de négocier une alliance avec la cour de Turin, au milieu de ce mois. Le gouvernement lui en avait déjà écrit, dès le mois de septembre ; mais en variant sans cesse sur les avantages qu'il ferait au roi de Sardaigne, et en négligeant d'envoyer un négociateur habile sur les lieux, il fit manquer cette affaire qui ne se fit qu'après les éclatantes victoires de Rivoli et la chute de Mantoue, au moment où la paix avec l'Autriche se signait à Léoben.

Page 108, *ligne* 11, supprimez du titre les mots, *Paix avec la cour de Naples.*

Page 305, *ligne* 4, au lieu de 22 mille, *lisez* 26 mille.

3